



HAL
open science

Précarité et mobilités des journaliers agricoles uruguayens résidant en ville

Aude Gallas

► **To cite this version:**

Aude Gallas. Précarité et mobilités des journaliers agricoles uruguayens résidant en ville. Géographie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2010. Français. NNT: . tel-00576614

HAL Id: tel-00576614

<https://theses.hal.science/tel-00576614>

Submitted on 14 Mar 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

En vue de l'obtention du
DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par :
Université de Toulouse II Le Mirail (UT2 Le Mirail)

Discipline ou spécialité :
Géographie-Aménagement

Présentée et soutenue par :
Aude GALLAS
Le : vendredi 26 novembre 2010

Titre :
Précarité et mobilités
des journaliers agricoles uruguayens résidant en ville

École doctorale :
Temps, Espaces, Sociétés, Cultures (TESC)

Unité de recherche :
UMR-Dynamiques rurales

Directeur(s) de thèse :
Hélène GUÉTAT-BERNARD, Professeur en géographie, Université Lyon 3

Rapporteurs :
Genenviève CORTÈS, Maître de conférences HDR, Université Montpellier 3
Raymonde SÉCHET, Professeur en géographie, Université Rennes 2

Autre(s) membre(s) du jury :
Anne COLLIN-DELAUVAUD, Professeur en géographie, Université Paris 3
(examinatrice)
Martine GUIBERT, Maître de conférences en géographie, Université Toulouse 2
(tutrice)
Diego PIÑEIRO, Professeur en sociologie, Universidad de la República,
Montevideo (examineur)

À la mémoire de Gonzalo,

*À Ana, Hugo, Daniela, Manuel, Yobana, Gladys,
Jaime, Jérica, Stefani, Alejandro, Lourdes, Ana,
Rosana, Leticia, Hugo, Andrés, Ricardo, Carlos,
Andrea, Nadia, Lorena, Henry, Juan Carlos, Oscar,
Enrique, Alfredo, Mario, Claudia, Carlos, Violeta,
Mauro, Nelly, Andrea, Miguel et les autres...*

*Pour que vos « numéros d'équilibristes » ne soient pas
oubliés...*

Remerciements

Cette thèse a, avant tout, été une aventure humaine, une expérience riche de rencontres et de liens, qui ont participé à ma formation de chercheuse mais aussi et surtout à celle d'individu d'un monde pluriel. Je remercie donc tous ceux qui y ont contribué et espère n'oublier personne dans ces remerciements.

Mes premiers remerciements vont à mes encadrants et aux membres de mon comité de thèse. En premier lieu, Martine Guibert qui suit mon travail depuis la maîtrise, le début. Merci de m'avoir fait découvrir l'Uruguay. Vous aviez raison : ce « petit » pays, une fois qu'on le connaît, on ne peut plus s'en détacher... Merci d'avoir cru en moi et de m'avoir fait confiance pour mener mes premières recherches et pour achever celle-ci. Merci également de votre présence régulière sur le terrain, de vos conseils toujours avisés et de votre souci de précision quant aux données que je recueillais. Enfin, merci de votre disponibilité de tous les instants. En deuxième lieu, Hélène Guétat-Bernard. Merci d'avoir accepté, à mi-parcours, un moment de grande incertitude, de diriger cette recherche. Vos conseils de lectures et votre regard éclairé sur des problématiques proches des vôtres m'ont permis d'enrichir des points clés de la thèse et de faire émerger des questionnements toujours pertinents. En troisième lieu, Diego Piñeiro qui assurait le relais de Martine et d'Hélène en Uruguay. Merci de m'avoir accueillie à la faculté de sciences sociales et intégrée à l'équipe du département sociologie ainsi qu'à toutes les activités universitaires. Merci également d'avoir suivi très régulièrement mon travail malgré le peu de temps disponible. En quatrième lieu, Bernard Charlery de la Masselière. Merci d'avoir accepté d'encadrer cette thèse à ses débuts et d'avoir continué à vous impliquer dans le comité de thèse par la suite. En cinquième lieu, Laurence Barthe. Merci de m'avoir fait comprendre, en DEA, de l'intérêt que je portais pour les mobilités et d'avoir participé à tous les comités de thèse.

Ensuite, bien que la thèse soit avant tout une relation privilégiée entre directeurs et doctorant, elle s'inscrit également dans un laboratoire et dans une discipline. Je remercie donc tous les membres du l'UMR-Dynamiques rurales pour m'avoir accueilli durant ces cinq années et en particulier Anne-Marie Granié, sa directrice. Je remercie également tous les collègues des départements de géographie de l'Université de Toulouse – Le Mirail et du Centre universitaire d'Albi pour m'avoir permis d'enrichir mon parcours en enseignant. Merci en particulier à l'équipe d'Albi qui m'a accueillie et m'a confié des enseignements très diversifiés alors que je débutais. Merci à Stéphanie Lima, Frédéric Leriche, Frédérique Blot, Fabrice Escaffre, Robert Marconis, François Taulelle. Merci également à Fabienne Cavallé et Yveline Déverin qui, au sein du département de géographie l'Université de Toulouse – Le Mirail, ont su créer une vraie dynamique collective de travail dans l'enseignement de méthodologie et qui m'ont beaucoup appris dans la relation avec les étudiants. Je remercie également les équipes de recherche de la UDELAR : celle du département de géographie de Montevideo, celles des départements de sociologies de Montevideo et de Salto et de la faculté d'agronomie de Montevideo de m'avoir ouvert leurs portes durant les séjours de terrain.

Puis, mes remerciements vont à toutes les personnes rencontrées sur le terrain. Merci à tous les travailleurs de Salto et Las Piedras de m'avoir reçue et d'avoir accepté de me raconter un peu de leur quotidien. Merci à tous les producteurs de m'avoir invitée dans leurs exploitations et d'avoir accepté de parler d'un sujet aussi sensible que celui de la main-d'œuvre. Merci à toutes les personnes ressources de l'État, des municipalités et des quartiers qui m'ont aidée à mieux comprendre l'environnement dans lequel vivaient les salariés et qui m'ont accompagné lors des premiers terrains. Merci en particulier à Pablo ; à Angel ; à Héctor ; à Laura, Marta et Ruben instituteurs du quartier Burton et Ceibal de Salto ; à Fernando, Natalia, Verónica, Rosa, Carlos, Juan, de la municipalité de Salto ; à Lucia, Lucia L., Rut, Analía, assistantes sociales que j'ai suivi dans leur travail avec les populations en situation de vulnérabilité sociale ; à Carlos, Dolores, Damian de la Huella du quartier Herten à Las Piedras ; aux animatrices des Centres d'insertion de la petite enfance et de la famille du quartier Villa Foresti et de l'Obelisco à Las Piedras ; aux ingénieurs agronomes de Montevideo : Pablo et Antonio et de Salto : Sergio et Anibal.

Pour continuer, un très grand merci à mes compagnons de route, les amis des labos d'ici et de là-bas qui ont rendu ces années de thèse moins solitaires et plus chaleureuses ! Un merci spécial à Marie, ma « collègue » de bureau avec qui j'ai partagé les bons comme les mauvais moments ! Merci à Mélanie, Susana, Ève Anne, Johan, Émilien, Matías, Sebastián, Géraldine, Rémi, Pauline, Thomas, Ana, Mauricio, Maxime et à toute la petite bande d'ATRIA ! Merci à tous d'avoir été là !

Merci à tous ceux qui, un jour au détour d'un couloir du labo, d'une salle de cours, d'un colloque ou autre lieu insolite par quelques conseils, ont permis que cette thèse avance !

Avant de terminer, un grand merci à Andrea, Maximiliano et surtout à Adrian pour votre aide dans la retranscription des entretiens. Un grand merci également à Vanessa, Noélia, Nadège et Johanne qui ont, telles des fourmis, laborieusement traqué les mots oubliés, corrigé les fautes et autres erreurs d'étourderie ! Merci de votre réactivité, merci de la précision de vos corrections, et surtout merci, pour le temps passé.

Enfin, merci à ma famille et mes amis qui ont supporté, de près ou de plus loin, les inconvénients de la thèse, mes hésitations, mes monologues interminables, et, plus encore, mes absences répétées pour la thèse mais aussi mon manque de communication ... désolée pour ces coups fils et ces mails toujours reportés, parfois, souvent même, oubliés... Merci de m'avoir attendue !

Un immense merci à Matthieu, merci m'avoir fait prendre conscience de l'importance que faire cette thèse avait pour moi et merci d'avoir supporté toutes les conséquences, trop nombreuses pour être énumérées ici, de cinq années d'engagement total auprès des « petits travailleurs ».

Sommaire

INTRODUCTION	15
PARTIE 1 - L'URUGUAY, UNE ORGANISATION SPATIALE QUI FAVORISE LES MOBILITÉS D'UNE MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE URBAINE.....	27
Chapitre 1 - Mise en valeur pastorale et inégale répartition de la population (XVII^{ème}-XIX^{ème} siècles)	31
1. Un pays d'élevage extensif.....	32
1.1. D'un espace sans intérêt à un espace objet de convoitise.....	32
1.2. Modernisation et consolidation des structures agraires	37
2. Une économie fondée sur l'exportation des produits de l'élevage	47
2.1. Essor pour l'exportation des industries de première transformation	47
2.2. Montevideo, port centralisateur des flux commerciaux	53
3. Un espace faiblement et inégalement peuplé	56
3.1. Immigration et inégale répartition de la population	56
3.2. Changements productifs et premières émigrations dans les campagnes	61
Chapitre 2 - Transformations de l'activité agropastorale et reconfiguration des mobilités entre ville et campagne	69
1. Une nouvelle donne dans l'activité agropastorale favorable à l'emploi d'une main-d'œuvre salariée mobile.....	70
1.1. Transformations actuelles au sein du secteur agropastoral	70
1.2. Nouveaux modes de gestion de la main-d'œuvre et besoins croissants de salariés.....	83
2. Un espace de faible densité polarisé par un réseau de villes moyennes	93
2.1. L'Uruguay, pays urbain ?	93
2.2. Carences de l'espace rural et émigration rurale continue	98
Chapitre 3 - Analyser les pratiques spatiales des journaliers de Salto et Las Piedras : une approche compréhensive des relations ville-campagne	109
1. Les relations ville-campagne dans la recherche uruguayenne.....	110
2. Une géographie par les acteurs et leurs pratiques spatiales.....	114
2.1. L'acteur dans la géographie sociale	114
2.2. Faire de la géographie à partir des acteurs ordinaires et de leurs pratiques quotidiennes.....	121
3. Les journaliers résidant dans les villes de Salto et de Las Piedras au cœur du travail de terrain	137
3.1. Configurations socio-spatiales différenciées des deux villes	138
3.2. Les ceintures hortifruitières pourvoyeuses d'emploi pour les habitants des villes de Salto et de Las Piedras	141

**PARTIE 2 - L'EMPLOI DANS LES EXPLOITATIONS AGROPASTORALES :
UNE SOURCE DE PRÉCARITÉ..... 151**

**Chapitre 4 - Les conditions de la mobilité : la main-d'œuvre journalière comme
variable d'ajustement au sein des exploitations agropastorales..... 155**

- 1. Identifier les « logiques » et « croyances » des producteurs 156**
 - 1.1. Se confronter à la diversité des situations 156
 - 1.2. Des récits de pratiques centrés sur l'histoire de l'exploitation et sur la main-d'œuvre 159
 - 1.3. Observations et discussions informelles : les outils complémentaires des entretiens 162
- 2. La flexibilité, un mode généralisé de gestion de la main-d'œuvre 165**
 - 2.1. Flexibilité quantitative externe saisonnière..... 165
 - 2.2. Discussions à propos du caractère inhérent de la flexibilité du travail dans l'activité agropastorale
..... 169
- 3. Une flexibilité génératrice d'une dualité au sein du marché du travail agropastoral..... 174**
 - 3.1. Éléments sur la théorie de la dualité du marché du travail..... 174
 - 3.2. Une mobilisation spécifique des journaliers source d'inégalités sociales et spatiales..... 180

Chapitre 5 - Précarité de l'emploi et pauvreté du foyer 237

- 1. Précarité de l'emploi des salariés agricoles 238**
 - 1.1. Flexibilité et précarité 238
 - 1.2. La précarité de l'emploi 240
- 2. Des « travailleurs pauvres » 248**
 - 2.1. Les indicateurs de la pauvreté..... 248
 - 2.2. Faiblesse et variabilité des revenus familiaux..... 250
 - 2.3. Vivre avec peu 257
- 3. Nouvelle donne politique, vers une reconnaissance des journaliers agricole et le cas
échéant de leur caractère urbain (début du XXI^{ème} siècle) 262**
 - 3.1. Le retour de l'État social : des mesures d'urgence à l'institutionnalisation d'une politique
d'équité sociale 262
 - 3.2. Une législation plus favorable aux salariés agricoles..... 267

PARTIE 3 - DES MOBILITÉS POUR AFFRONTER LA PRÉCARITÉ..... 277

Chapitre 6 - Vulnérabilité sociale et mobilités professionnelles 283

- 1. Méthodologie inductive de recueil et d'analyse des données 284**
 - 1.1. Repérer la diversité des formes de mobilité professionnelle 284
 - 1.2. Appréhender les logiques qui fondent les mobilités professionnelles au moyen d'entretiens ... 287
 - 1.3. Construire une relation de confiance avec les travailleurs 292
- 2. L'emploi agricole, une place complexe dans les parcours professionnels des journaliers....
..... 295**
 - 2.1. Un emploi banal et une mobilité banale 295
 - 2.2. Travailler dans le secteur agropastoral : entre nécessité et satisfaction 297
- 3. Le quartier de résidence et les mobilités vers les exploitations hortifruitières 314**
 - 3.1. Les quartiers périphériques de Salto et de Las Piedras..... 314
 - 3.2. Des mobilités vers les exploitations hortifruitières situées en périphérie des villes..... 322

Chapitre 7 - Stabilité ou hypermobilité : des pratiques différenciées pour faire face à la précarité	343
1. Parcours professionnels et mobilités : des constructions individuelles et familiales.....	344
1.1. Étudier le projet de vie pour comprendre les parcours professionnels et les mobilités	344
1.2. Les ajustements du projet au cours de la vie.....	347
1.3. Le projet de vie au cœur de la construction de la typologie.....	350
2. Faire avec la précarité	355
2.1. Des logiques typiques qui visent la satisfaction des besoins de la famille (types 1 et 2).....	355
2.2. La mobilité professionnelle, un compromis entre individu et famille.....	380
3. Résister à la précarité.....	387
3.1. Logique de transition (type 3)	387
3.2. Logique d'indépendance (type 4).....	394
3.3. Logique d'insouciance (type 5).....	402
CONCLUSION	423
ANNEXES	447

Indications de lecture

1. Les citations et références aux auteurs

Les citations sont aussi bien des citations d'ouvrages que des citations d'entretiens.

À la fin de chaque citation figure, entre parenthèses, le nom de l'auteur suivi de l'initiale de son prénom, de la date de publication et de la page, par exemple : (Finch H., 2005 : 56).

Lorsqu'il y a plusieurs sources, elles sont mentionnées par ordre croissant selon l'année de publication.

Les citations dont la langue originale est étrangère sont traduites, elles figurent en français dans le texte ; cependant, les notes de fin de chapitre reprennent la citation originale de l'auteur.

Pour les citations ou références à un entretien, j'ai décidé de préciser qu'il s'agissait d'un entretien et de ne mentionner que le prénom de l'individu rencontré avec l'initiale de son nom, la ville ou zone de résidence et l'année de l'entretien, exemple : (Entretien avec Gonzalo A., Salto, 2007) ou (Entretien avec Alfredo P., zone hortifruticole de Las Piedras, 2008) ;

Les références au fil du texte se présentent de la même manière sans le numéro de page puisqu'il peut s'agir d'une idée développée dans plusieurs pages voire dans l'ouvrage entier.

Dans les citations d'entretien, des morceaux de phrase apparaissent en gras, le plus souvent il s'agit de phrases verbales clé de compréhension de la structuration de l'entretien. La structure est expliquée au fil du texte et le gras aide le lecteur à se repérer dans l'entretien.

2. Les figures : tableaux, graphiques, cartes, schémas

Pour les cartes, les graphiques et les tableaux :

- lorsque seule la source est indiquée, cela signifie que je reprends les données telles que les avait présentées l'auteur ;
- lorsqu'il y a « Source » et « Réalisation : Aude Gallas, 2009. » cela signifie que j'ai réalisé la figure mais qu'il n'y a que la présentation qui change par rapport à l'information proposée par l'auteur, il ne s'agit que d'une mise en forme ;
- lorsqu'il y a « Conception, réalisation : Aude Gallas, 2009 », cela signifie qu'à partir des données proposées par un ou plusieurs auteurs, j'ai élaboré, dans sa totalité, la figure proposée.

Pour les sources, elles sont mentionnées exactement comme les citations dans le texte : Source : Finch H., 2005.

Tous les noms communs en langue étrangère dans le texte sont en italique sauf les noms d'institutions (Ministerio de ganadería, agricultura y pesca), de loi (Ley de vagancia), de programme (Plan de Atención Nacional a la Emergencia Social), de lieu (Interior ; Zona Sur) ;

Note de bas de page = précision du propos du texte.

INTRODUCTION

C'est une journée pluvieuse à Salto. Les cueilleurs d'agrumes ne travaillent pas, je pars les rencontrer. Cet après-midi-là, j'ai rendez-vous avec deux journalières qui vivent dans des quartiers opposés de la ville. Lorsque j'arrive chez Ana D., l'après-midi est déjà bien entamé. Entre l'attente des bus, les trajets et la marche, il m'aura fallu près d'une heure et demie pour rejoindre sa maison. Elle croyait que je ne viendrais pas. Avec ce temps, les gens restent chez eux. Avant de débiter l'entretien, elle raconte les dernières nouvelles de l'équipe de travail tout en préparant le maté. Ana D., mère d'une famille de quatre enfants, a 45 ans. Elle habite à la marge de la ville de Salto, un peu à l'écart des autres habitations. Dans son quartier, elle se sent bien, car elle n'est « ni à la ville, ni à la campagne ». Elle peut profiter à la fois de la tranquillité d'une zone peu habitée et de la proximité de tous les services qu'offre la ville. Venant de la campagne salténienne – elle résidait auparavant dans une exploitation d'élevage extensif –, elle s'est installée dans la maison qu'elle loue avec sa famille, il y a maintenant huit ans. Dès son arrivée, elle a dû rechercher un emploi pour subvenir aux besoins de son foyer. Aussi, alors qu'elle n'avait jamais occupé d'emploi salarié, a-t-elle rapidement trouvé à travailler à la récolte des agrumes. À Salto, tout le monde connaît quelqu'un embauché dans l'orange. Cet emploi est saisonnier mais il lui procure désormais suffisamment de ressources. En effet, son foyer qui comptait initialement huit membres s'est peu à peu réorganisé, ses parents sont partis dans une autre partie de la ville et son fils aîné a quitté la maison pour s'installer dans une exploitation d'élevage extensif. Ainsi, son salaire qui s'ajoute à celui que rapporte son époux lorsqu'il rentre de la campagne – celui-ci a continué à exercer son activité d'ouvrier agricole saisonnier spécialisé dans la pose de clôtures et la tonte des moutons – leur permet de subvenir aux dépenses quotidiennes de la famille. Néanmoins, ils ne peuvent faire aucun excès. En été, lorsque la saison de la récolte des agrumes s'interrompt, Ana D. doit restreindre des dépenses déjà soumises à une gestion rigoureuse car les emplois locaux, durant cette période, sont rares. (Entretien avec Ana D., Salto, 2007).

Cette brève histoire de vie, bien qu'elle ne soit pas représentative des parcours de l'ensemble des salariés rencontrés dans le cadre de cette thèse, qui, pour la plupart, n'ont jamais résidé à la campagne même s'ils sont embauchés dans le secteur agropastoral, met en évidence l'ensemble des dimensions analysées dans la thèse. La première dimension se rapporte aux liens qui unissent la ville et la campagne en Uruguay. Ce lien est exprimé à travers deux autres dimensions que sont les mobilités, résidentielle et professionnelle temporaire, et l'emploi. La dernière dimension, la vulnérabilité liée à la précarité des conditions d'embauche, apparaît avec l'évocation du parcours professionnel annuel d'Ana D..

Dans les pays dits « en développement », les mobilités entre ville et campagne ont longtemps été abordées au prisme de l'exode rural et du processus d'urbanisation (Dupont V. et Guilmoto C. Z., 1993 ; Dupont V. et Lelièvre É., 1993 ; Guilmoto C. Z. et Sandron F., 2000 ; Noin D., 2001). L'objectif était de déterminer les causes du départ des campagnes mais, plus encore,

d'appréhender l'intégration des nouveaux arrivants dans les villes. À ce propos, Ricardo Abramovay et Ignacy Sachs (1999) mettent en évidence le problème de l'insertion dans la ville, notamment par la résidence en périphérie, l'accroissement de la distance par rapport au centre du fait de l'étalement urbain et également par les difficultés d'accès au marché du travail formel urbain.

Cette accessibilité des centres par les habitants des marges urbaines a, elle aussi, fait l'objet de nombreuses recherches tant dans les pays dits « développés » que dans les pays dits « en développement ». Les chercheurs orientent alors leurs travaux, d'une part, sur les moyens de la mobilité qui limitent ou favorisent les déplacements (Le Breton É., 2004) et, d'autre part, sur les séparations sociales dans la ville et les frontières subjectives (Donzelot J., 1999 ; Hayot A., 2002 ; Baby-Collin V., 2005 ; Rougé L., 2005). Cependant, avec le renouveau des approches de la mobilité, des perspectives différentes à propos des mobilités ville-campagne voient le jour. La mobilité n'est plus envisagée comme un mouvement à sens unique dont les campagnes seraient le point de départ et les villes, les lieux d'arrivée. Désormais, les chercheurs évoquent en premier lieu la réversibilité dans la migration, autrement dit le retour temporaire ou définitif dans l'espace de départ. En deuxième lieu, ils abordent la mobilité à travers la circulation ce qui rompt avec le caractère définitif de celle-ci (Cortès G., 1998 et 2002 ; Guétat-Bernard H., 1998 ; Beauchemin C., 1999 ; Faret L., 2003 ; Stock M., 2004, 2005 et 2006 ; Capron G., Cortès G. et Guétat-Bernard H. (dir.), 2005 ; Tarrus A. ; Aubertel P. et Bonnet M. (dir.), 2006). Ainsi, à l'image de ce que proposent les coordinatrices de l'ouvrage *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires* (Capron G., Cortès G., Guétat-Bernard H. (dir.), 2005), les chercheurs s'intéressent désormais au lien entre les espaces qui sont articulés par l'intermédiaire des circulations et leur imbrication au sein des parcours individuels. Cette thèse s'inscrit dans cette approche en termes de liens en abordant une forme de mobilité propre à plusieurs pays latino-américains (Lara Flores S. M. (dir.), 2008). En effet, elle s'intéresse à des mobilités à la direction inversée, c'est-à-dire aux mobilités d'urbains qui se déplacent pour travailler quotidiennement, temporairement ou saisonnièrement dans des exploitations agropastorales de toutes tailles. Pour la plupart, ils n'ont jamais vécu dans l'espace rural et n'ont aucun lien d'attachement préalable à la terre. Dans le cas uruguayen, il a semblé nécessaire de plus d'interroger les mécanismes de structuration de l'espace qui favorisent cette mobilité.

Ces mobilités sont également le fait de populations dont les conditions de vie sont vulnérables. Or, l'accès aux ressources pour subvenir aux besoins de la famille ou pour améliorer ses conditions de vie est un élément majeur dans la décision de se déplacer. Il représente la motivation principale et, en ce sens, est au cœur des travaux notamment sur les migrations et les circulations migratoires (Cortès G., 2000 ; Faret L., 2003). D'ailleurs, les mouvements de population liés à l'emploi sont aujourd'hui devenus un enjeu majeur avec la mondialisation des échanges, l'exacerbation des inégalités sociales entre les différentes parties

du monde et la facilitation et la rapidité des déplacements (Simon G., 2008). En effet, les populations des pays les plus pauvres sont attirées par les possibilités que semblent pouvoir leur offrir des pays plus prospères ce qui les conduit à s'y déplacer et ce malgré les difficultés d'entrée dans les pays d'accueil et les conséquences d'une entrée clandestine sur la qualité des emplois qu'elles pourront occuper.

En termes de mobilités quotidiennes, les travaux se référant à des déplacements effectués dans le cadre professionnel portent principalement sur les navettes entre le domicile et le travail. Les chercheurs se penchent alors sur l'étude des distances, de leur franchissement et des inégalités entre les individus, liées aux possibilités d'accès à la propriété et à la mise à distance des villes centres (Berger M., 1999 ; Haumont A., 2000 ; Jaillet M.-C., Rougé L. et Thouzellier C., 2006). Ainsi, contrairement aux thèses portant sur la fin du travail avec l'essor de la flexibilité du travail et celui des temps de loisir, le travail demeure un élément structurant de la vie quotidienne et de la socialisation de l'individu telle que la définit Claude Dubar, c'est-à-dire comme un :

« processus d'acquisition d'un statut social et d'entrée dans l'âge adulte (socialisation primaire) et comme mécanisme d'intégration au monde professionnel et comme reconnaissance de la valeur sociale (socialisation secondaire). » (Dubar C., 1991 : 102).

D'ailleurs, les travaux sur les sans abris témoignent également de cette importance structurante de l'emploi dans le quotidien tant par son absence que par sa présence intermittente. Les sans abris construisent alors leurs projets à partir des expériences d'emploi qu'ils ont eu par le passé ou doivent trouver des activités de substitution pour construire leur vie quotidienne (Dambuyant-Wargny G., 2000 ; Zeneidi-Henry D., 2005). Ainsi, le travail, bien qu'il ne représente qu'une facette de la vie sociale des individus, occupe une place centrale dans la vie des journaliers et ce d'autant plus qu'il est intermittent car les salariés se doivent de rester en alerte de la moindre opportunité.

Paradoxalement, si l'emploi est la cause intrinsèque d'une grande part des mobilités dont l'objectif est de subvenir aux besoins de la famille, il est rarement abordé de front. Il nous a donc semblé important dans une thèse qui s'intéresse aux mobilités liées à l'emploi – autrement nommées mobilités professionnelles¹ – de lui accorder une place spécifique. Cela d'autant plus que l'emploi dans l'activité agricole fait l'objet d'une attention nouvelle – par exemple aux États-Unis, en Europe : en France et en Espagne en particulier – en raison notamment du flux considérable de main-d'œuvre étrangère que draine une activité que les travailleurs locaux boudent (Rau V., 2007 ; Chauvin S., 2008 ; Michalon B. et Morice A., 2008 ; Têtu-Delage M.-

¹ Nous entendons ici « mobilités professionnelles » dans le sens que leur donne Robert Castel, c'est-à-dire à la fois à travers le champ de l'activité de l'individu (acception la plus couramment utilisée en sociologie qui correspond soit à un changement de travail au sein d'une même entreprise – la mobilité est dite interne, soit au passage d'une entreprise à une autre – la mobilité est dite externe (Dupray A. et Récotillet I., 2009)) et à travers sa dimension spatiale (liée au changement de lieu de travail).

T., 2008). Faire de l'emploi une dimension centrale de la thèse conduit d'abord à l'apprécier de manière sensible. Par conséquent, une importance particulière est donnée à la signification que les journaliers donne, d'une part, au travail – autrement dit aux tâches qu'ils réalisent – et, d'autre part, à l'emploi – c'est-à-dire à leurs conditions d'embauche (Paugam S., 2007). Ensuite, puisque la relation salariale implique deux parties, il a paru essentiel de comprendre non seulement les pratiques des salariés mais également celles des employeurs pour aborder ces mobilités ville-campagne.

Ainsi dans cette thèse, il s'agit de démontrer en quoi les mobilités entre la ville et la campagne, bien qu'elles puissent apparaître comme un ajustement mécanique entre la localisation de l'emploi et celle de la main-d'œuvre, se révèlent être le produit de l'interaction entre les pratiques flexibles de gestion du personnel par les employeurs et les pratiques que les journaliers mettent en place pour affronter la précarité professionnelle. Aussi les mobilités sont-elles entendues tantôt comme une conséquence de la précarité de l'emploi et tantôt comme la compétence d'une population à mobiliser les ressources présentes dans différents espaces afin de répondre à leurs objectifs de vie. À travers l'étude des mobilités des journaliers ainsi qu'à travers celle de leur inscription dans l'ensemble de leurs autres pratiques spatiales, c'est la dimension spatiale – objet central de la géographie sociale actuelle (Séchet R. et Veschambre V., 2006) – de la précarité professionnelle qui est abordée.

Travailler cette problématique invite à mobiliser de multiples champs théoriques qui traversent plusieurs disciplines des sciences sociales. En plus des travaux de géographie sociale indispensables pour analyser les pratiques spatiales des salariés, sont utilisés des études en économie du travail, en sociologie de l'acteur, en sociologie de l'emploi et de la précarité. Par ailleurs, l'objectif est de comprendre en premier lieu le « pourquoi » des mobilités professionnelles ville-campagne : pourquoi les producteurs ont-ils recours à de la main-d'œuvre urbaine pour réaliser les travaux agricoles ? Pourquoi des urbains éprouvent-ils le besoin de se déplacer vers des exploitations agropastorales pour travailler ? En second lieu, il s'agit de comprendre le « pourquoi comme ça » des mobilités, c'est-à-dire de mettre à jour la diversité des formes de mobilité à travers la variation des dimensions temporelles et spatiales et d'explicitier ce qui motive les choix des producteurs comme des salariés dans les formes de mobilités entreprises. Ainsi, la démarche de recherche se veut résolument compréhensive. Elle s'intéresse aux acteurs et au sens qu'ils donnent à leurs actes. Pour cela, l'analyse s'attache à déceler avec minutie les logiques qui guident les actions des journaliers comme celles des producteurs. Partir des discours des enquêtés pour construire du sens a donc conduit à mettre en œuvre une démarche plutôt inductive au cours de laquelle les allers-retours entre les données de terrain – réalisé dans deux villes du pays, Salto et Las Piedras, entre 2006 et 2008 – et les lectures ont été incessants. Cette démarche impose une organisation de la thèse quelque peu particulière, les

éléments théoriques tout comme les questionnements plus précis et les hypothèses de travail étant présentés et explicités au fil du texte.

La première partie de la thèse se penche sur l'organisation spatiale de l'Uruguay afin de mettre en évidence les éléments qui, dans la construction du territoire, ont participé à la mise en mouvement de la population résidant en ville vers les exploitations agropastorales. Pour cela, le premier chapitre revient sur des éléments historiques de l'organisation de l'Uruguay. En effet, le pays s'est construit, dès la colonisation, sur la mise en valeur pastorale et l'exportation des produits de l'élevage ce qui a généré, d'une part, un faible peuplement du pays et, d'autre part, une inégale répartition spatiale de la population. Le deuxième chapitre prend acte de cette organisation spatiale héritée des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles pour montrer que les transformations subies par l'activité agropastorale ont induit des mobilités de travailleurs salariés venus des villes. Cependant, ces mobilités qui sont le plus souvent quotidiennes ne remettent pas en cause la concentration spatiale de la population. L'Uruguay demeure un espace de faible densité de population polarisé par une capitale macrocéphale et un réseau de villes moyennes. Au terme de ce chapitre, les données liées à l'organisation spatiale du pays sont inventoriées ; elles permettent de comprendre l'environnement dans lequel s'opèrent les mobilités professionnelles des journaliers. Il importe donc dans le chapitre suivant d'évoquer plus précisément la posture de recherche ainsi que les deux terrains d'enquête. Après avoir brièvement évoqué les analyses uruguayennes des relations ville-campagne, nous montrons en quoi une approche par la géographie sociale française à travers l'étude des pratiques spatiales renouvelle l'analyse des liens entre les espaces. Enfin, le dernier point porte sur le choix des terrains d'étude dont l'objectif majeur était de rendre compte de la diversité des situations plutôt que de faire une analyse comparative.

Forte de ce socle, la deuxième partie aborde les mobilités et la précarité à partir des discours des employeurs. Le chapitre 4 explique que les pratiques de recrutement et de gestion de la main-d'œuvre favorisent la mise en mouvement de salariés temporaires venus des villes. Ces pratiques se fondent sur la flexibilité du travail et génèrent au sein de la main-d'œuvre agropastorale une dualité. Cette dernière contribue à stigmatiser les journaliers urbains envers lesquels les producteurs adoptent des pratiques différenciées. Cette mobilisation spécifique est source de précarité de l'emploi pour les journaliers. Ainsi, le chapitre 5 s'attelle à expliciter le lien entre les pratiques flexibles des employeurs et la situation de vulnérabilité économique des familles des travailleurs. Néanmoins, en fin de chapitre, nous apportons des éléments, liés à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement plus soucieux des questions sociales et de pauvreté, qui tendent à modifier quelque peu la situation de précarité de l'emploi agricole.

Enfin, la troisième partie s'interroge sur le fait que les mobilités professionnelles peuvent également être considérées comme une réponse des salariés pour affronter la précarité. Le chapitre 6 s'intéresse d'abord aux motivations des salariés dans le choix de l'emploi agricole en

montrant l'ambiguïté qui règne dans le processus de prise de décision. Ensuite, il traite du lien entre le quartier de résidence situé en périphérie des villes et des mobilités qui se font prioritairement dans l'espace rural immédiatement proche. Cela invite donc à aborder la territorialité des salariés et leurs pratiques spatiales hors du travail pour comprendre leur ancrage territorial et son influence dans la construction de leur réseau relationnel professionnel. Cependant, malgré une prédominance de la mobilité professionnelle à l'échelon local, le chapitre 7 montre que ces mobilités, comme les parcours professionnels, sont très diversifiés d'un travailleur à l'autre. En effet, les pratiques des salariés répondent à des logiques différentes qui correspondent à des moyens variés de faire face à la précarité.

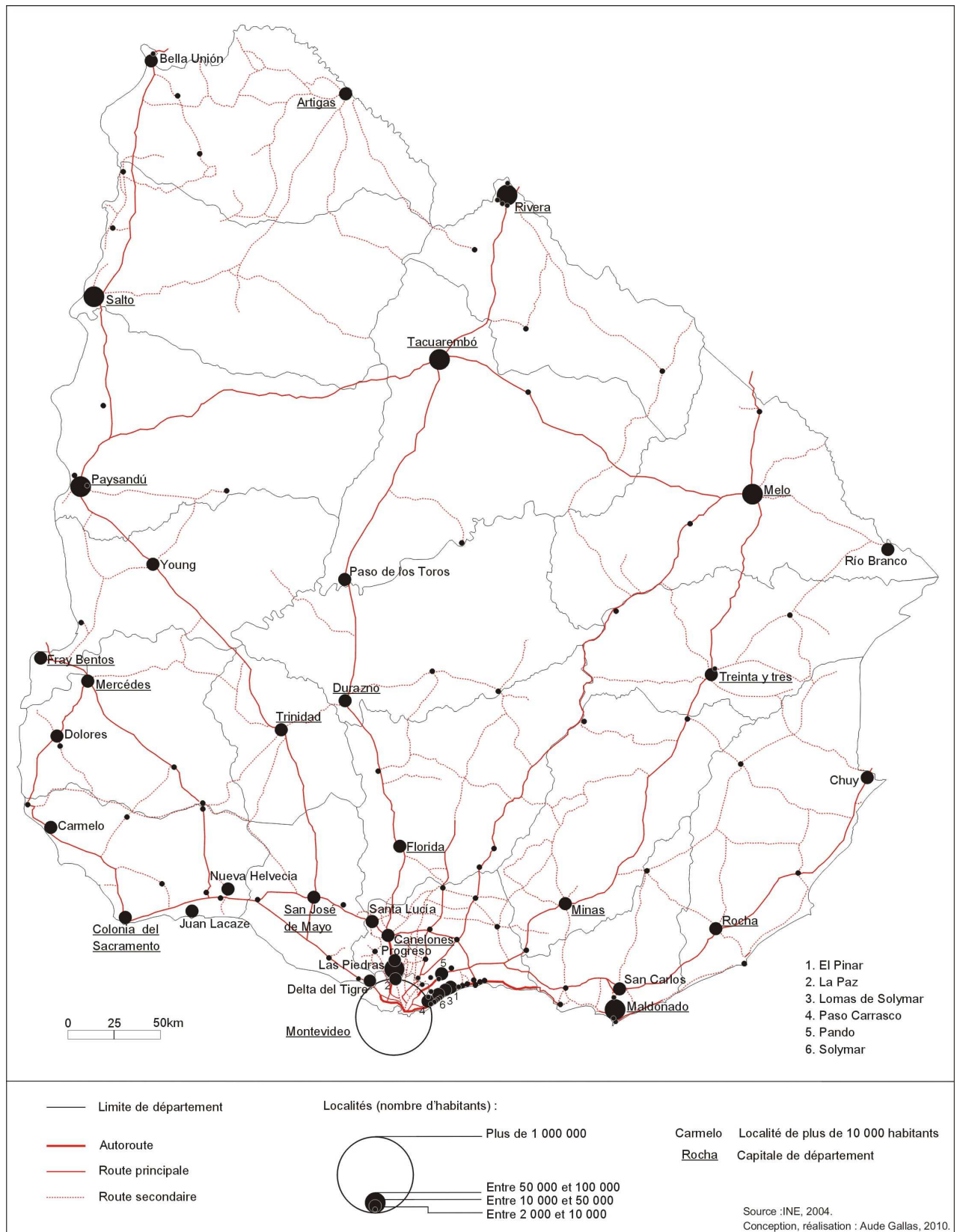
Carte 1 - L'Uruguay, un pays de basses altitudes



Carte 2 - Division politico-administrative de l'Uruguay en 19 départements



Carte 3 - Villes de plus de 2 000 habitants et principaux axes de communication routiers en Uruguay



PARTIE 1 -

**L'Uruguay, une organisation spatiale qui
favorise les mobilités d'une main-d'œuvre
agricole urbaine**

« L'Uruguay est le paradigme d'une nation urbaine. Plus de soixante-dix sept pour cent de sa population vit dans des centres de plus de deux mille habitants. Qui plus est, le voyageur, celui qui ne se limite pas seulement à connaître Montevideo, a l'expérience d'une société rurale, d'un pays quasiment vide, avec des « îles » où les hommes se concentrent : capitales de départements et villages le long des voies de communication entourés par un arrière-pays dépeuplé. »ⁱ (Klaczko J. et Rial J., 1981 ; quatrième de couverture).

Introduction de la partie

Cette première partie revêt un double objectif : contextualiser le propos, afin de situer les mobilités et les modes de vie des salariés agricoles au centre de cette recherche et poser les outils d'analyse de la géographie sociale, cadre conceptuel de la thèse.

La perspective historique, en tant qu'« effet d'héritage » (Castel R., 1999 : 15), éclaire l'organisation spatiale actuelle de l'Uruguay. Elle permet aussi de faire émerger les éléments qui ont contribué à la salarisation de la main-d'œuvre agricole et à la mise en mouvement d'une partie de ces salariés. L'ambition de cette partie n'est pas de dresser une histoire exhaustive de la construction du territoire uruguayen et de la place des salariés agricoles aussi minutieuse que cela a été fait par Robert Castel dans *Les métamorphoses de la question sociale* à propos de la France, mais de donner quelques clés pour comprendre les mobilités professionnelles contemporaines des salariés agricoles entre la ville et la campagne. Il est admis depuis longtemps en géographie, que bien que les territoires se construisent au présent et que ce soit là le champ d'analyse privilégié des géographes, appréhender la temporalité de leur construction permet de comprendre les phénomènes contemporains. En ce sens, le travail du géographe est de saisir la part des différentes étapes de l'évolution des territoires car, dans les territoires observables au quotidien par le chercheur, demeurent des éléments de l'organisation et des actions humaines antérieures (Di Méo G., 2001).

En outre, et en suivant la même logique, comprendre les ressorts des mobilités des journaliers agricoles des villes de Salto et de Las Piedras implique de les situer dans le contexte économique, social et spatial qui les a favorisées. L'analyse de l'organisation de l'espace à l'échelle nationale réalisée dans le deuxième chapitre s'inscrit également dans ce cadre. Plus précisément, il s'agit de poser les fondements de la structure économique et sociale, de l'organisation spatiale et de la dichotomie rural/urbain du pays qui ont participé à l'émergence du phénomène étudié : la mobilité quotidienne-saisonnière et/ou temporaire entre la ville et la campagne de travailleurs agricoles, autrement dit la dissociation entre le lieu de résidence et le lieu de travail de ces salariés. Cette dissociation n'est pas étonnante en soi, la majorité des

salariés du monde est contrainte à la mobilité pour se rendre sur son lieu de travail. Cependant, le cas de l'activité agricole est particulier car dans le vécu, dans l'imaginaire, et même dans la recherche, cette activité a toujours été associée et même assimilée à l'espace rural. Dans le « monde occidental », la prise de conscience, au sein la sphère scientifique, d'une entité sociale et spatiale, rurale, indépendante de l'agriculture a émergé au cours des dernières décennies du XX^{ème} siècle sous l'influence de la diversification des activités et de nouvelles pratiques spatiales des populations (Perrier-Cornet P., 2002). En revanche, dans les travaux des chercheurs comme dans ceux des législateurs uruguayens voire latino-américains sur le salariat agricole, la dénomination de « travailleur rural » est fréquemment utilisée pour évoquer le « travailleur agricole ». La sphère agricole et la sphère rurale semblent donc totalement confondues du moins dans la terminologie utilisée. Ainsi, des mouvements de population, mettant en cause les deux catégories d'espace (la ville et la campagne) et ayant pour objet l'activité agricole, interpellent.

Tout d'abord, les deux premiers chapitres articulent à la fois des éléments relatifs à la constitution agropastorale du pays, en montrant la prépondérance économique du secteur agropastoral, et l'impact de cette organisation économique sur la construction du territoire uruguayen à l'échelon national comme régional. Ensuite, le troisième chapitre est consacré à la mise en relation entre les considérations généralistes de l'organisation spatiale présentée précédemment et la géographie sociale qui s'intéresse aux individus. Ce chapitre montre l'intérêt d'articuler les deux champs d'analyse à travers l'étude des mobilités pour appréhender la diversité et pour comprendre les transformations sociales et des catégories d'espace.

Chapitre 1 - Mise en valeur pastorale² et inégale répartition de la population (XVII^{ème}-XIX^{ème} siècles)

Introduction du chapitre

L'organisation spatiale actuelle de l'Uruguay est un héritage de la colonisation. Ce chapitre analyse les étapes de la construction du territoire uruguayen et propose d'en expliciter les principaux processus. Les historiens, démographes, sociologues uruguayens ont, depuis la fin des années 1960, largement abordé la question³. Ils ont démontré d'une part que l'élevage, qui s'est développé à l'époque coloniale en lien avec la demande externe de matières premières, s'impose comme l'activité majeure du pays. Loin de devenir obsolète avec le temps, cette activité continue d'être l'élément central de la structure économique nationale. D'autre part, les chercheurs ont mis en évidence que ce système économique a participé, par la dynamique spatiale de population qu'il implique, à agencer un espace national bipartite composé d'un espace rural productif et d'une capitale portuaire insérée dans le marché mondial.

Le chapitre s'articule autour d'un plan thématique plutôt qu'historique au sein duquel des allers-retours entre l'époque coloniale et l'après Indépendance sont faits. Dans un premier point, sont abordées la structure agraire basée sur l'élevage extensif et l'organisation socio-spatiale des campagnes qui en découle. Le deuxième point fait le lien entre le commerce des productions de l'élevage et les moyens mis en œuvre pour relier les campagnes aux marchés internationaux. Enfin, le dernier point montre en quoi la distribution de la population sur le territoire témoigne et consolide le processus historique de construction d'un pays d'élevage tourné vers le commerce international.

² A l'instar des chercheurs uruguayens travaillant sur la question agraire, au cours de cette thèse, les activités pastorales, autrement dit l'élevage, seront distinguées des activités agricoles, entendues comme les activités de mise en culture des champs qui regroupent les cultures céréalières, oléagineuses, horticoles ou maraîchères et fruiticoles. L'adjectif agropastoral est utilisé pour définir la somme des activités pastorales et agricoles.

³ Une thèse soutenue à l'université Toulouse 2-Le Mirail en 1978 reprend une partie des idées développées par les chercheurs uruguayens de l'époque (Licio Ettlin B., 1978).

1. Un pays d'élevage extensif

Comme toutes les régions colonisées, l'Est du Río Uruguay a été mis en valeur par les Espagnols à des fins d'extraction de matières premières. La zone étant propice à l'élevage, de grandes exploitations d'élevage extensif de bovins, puis d'ovins, ont été établies puis se sont consolidées durant tout le XIX^{ème} siècle.

1.1. D'un espace sans intérêt à un espace objet de convoitise

1.1.1. Découverte de la Banda Oriental du Río Uruguay et antécédents de l'élevage

Au moment de sa découverte, en 1516 par le *conquistador* Diaz de Solís, la région à l'est du Río Uruguay était peuplée sporadiquement de groupes d'Indiens appartenant principalement aux ethnies Charrua et Guarani. Ils menaient une vie nomade faite de chasse, de cueillette et de pêche. Ne disposant d'aucune richesse minérale, ni d'aucun métal précieux, les Espagnols ont laissé derrière eux cette vaste prairie, dont ils ne savaient que faire, et se sont intéressés à d'autres espaces, offrant davantage d'opportunités, qu'ils ont peuplés. La découverte n'a donc pas été accompagnée immédiatement d'une conquête et d'une colonisation. Néanmoins, l'arrivée des Européens a perturbé les populations locales. En effet, ils ont engagé des expéditions successives jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle pour capturer et réduire à l'esclavage ou simplement exterminer les autochtones. Ceux-ci ont dû combattre avec des armes rudimentaires, inégales face à la puissance des armes à feu que possédaient, depuis peu, les nouveaux arrivants. Par ailleurs, les Européens ont apporté avec eux leur lot de maladies – comme la variole – contre lesquelles les indigènes n'étaient pas immunisés. Après plusieurs décennies, une grande partie de la population était décimée. Les recensements postérieurs à 1852, ne font même plus état de la population indigène car elle a été acculturée, métissée ou exterminée par les colons.

Cette vaste prairie possédait, selon les historiens et les agronomes, toutes les conditions agro-écologiques pour le développement de l'élevage :

« Le climat tempéré qui permet l'élevage à l'air libre pendant toutes les saisons de l'année, une topographie ondulée qui favorise le développement de sols sur lesquels pousse une végétation naturelle principalement de prairie, une répartition des pluies qui assure le développement de cette dite végétation en même temps qu'il permet une bonne disponibilité des points d'eau naturels pour le bétail. »ⁱⁱ (Alonso J. M., 1984 : 14).

Ainsi, le bétail, abandonné à leur arrivée par les *conquistadores* et à peine domestiqué par les Indiens ayant survécu, s'est reproduit. À côté de ce bétail sauvage, le gouverneur d'Asunción, Hernanderias, visionnaire des potentialités pastorales de la Banda Oriental (Caetano G. et Rilla J., 1994 : 17), a introduit des bovidés et des équidés au début du XVII^{ème} siècle lors des

expéditions menées au sud du Río Negro⁴ contre les Indiens et les missionnaires Jésuites installés là :

« En 1611 et 1617, Hernanderias a ordonné l'introduction de bétail dans la Banda Oriental devançant d'un siècle l'occupation permanente de ce territoire. Il [le bétail] n'a pas précédé l'homme, comme il est communément affirmé, mais l'installation du colonisateur espagnol. »ⁱⁱⁱ (Klaczko J. et Rial J., 1981 : 12-13).

Durant la majeure partie du XVII^{ème} siècle, comme le signalent Magdalena Bertino et Julio Millot (1991), la Banda Oriental n'a pas été véritablement conquise ni colonisée. Ce n'est qu'à la fin du XVII^{ème} siècle que cet espace, frontalier entre les deux empires ibériques, a commencé à être convoité. La première implantation européenne sur la rive gauche du Río Uruguay a été réalisée par l'Empire portugais qui a fondé Colonia del Sacramento en 1680. La Couronne espagnole a répondu par la fondation de Montevideo en 1726. À cette époque, la Banda Oriental apparaissait comme une nouvelle source de matières premières et de revenus. En effet, le XVIII^{ème} siècle a été une période d'expansion démographique et économique en Europe pendant laquelle les Espagnols, les Portugais et les Anglais ont exploité au maximum les ressources de leurs colonies. Jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle, la mise en valeur du territoire est demeurée néanmoins superficielle : la *vaquería*⁵ dominait et les vaches, sauvages (*criollas*), paissaient en liberté et étaient chassées par des cavaliers avec des *bolas*⁶. Cette forme d'exploitation, extractive, était liée à une économie de subsistance voire de contrebande, le cuir et la graisse étaient prélevés sur l'animal abattu et le reste – c'est-à-dire la viande – était laissé sur la carcasse. La *vaquería* a induit une population très mobile se déplaçant en suivant le bétail non domestiqué. Les premiers à avoir implanté ces pratiques dans la Banda Oriental étaient des Santafesinos et des Bonaerenses venus respectivement des régions de Santa Fe et de Buenos Aires. Ils cherchaient du bétail, celui-ci commençant à manquer sur l'autre rive du fleuve, du fait même de cette pratique. Cette forme d'exploitation est considérée par Magdalena Bertino et Julio Millot comme « primitive ». En effet, d'une part, elle ne se préoccupait pas de l'épuisement de la ressource et, d'autre part, elle se rencontrait dans des régions où l'appropriation du bétail et de la terre, donc la pratique de l'élevage, était rare. C'est à partir de la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle que l'appropriation de la terre a commencé à être effective. Elle s'est opérée, comme le soulignent Gerardo Caetano et José Pedro Rilla, de trois manières différentes : par don de la Couronne, par achat de titre de propriété ou par occupation illégale. Cette appropriation, associée à une demande continue de cuir par les pays européens, a concouru à délaisser les pratiques de *vaquería*, à stabiliser et à élever le bétail permettant le

⁴ Rivière qui sépare l'actuel Uruguay en deux parties (Nord et Sud) et se jette dans le Río Uruguay.

⁵ La *vaquería* était à la fois « le lieu dans lequel le bétail sauvage se concentrait en grande quantité, du fait de ses eaux et de la qualité de ses pâtures » et « l'acte de « *vaquear* » consistait soit à réunir le bétail pour peupler les *estancias* de Buenos Aires, de Santa Fe, de Misiones, du Brésil ou celles naissantes de Montevideo, soit chasser le bétail pour le cuir et la graisse. » (Bertino M. et Millot J., 1991 : 54)

⁶ Grandes lanières de cuir terminées par de grosses pierres rondes, lancées pour entraver les pattes de l'animal.

développement de la *ganadería de estancia*, et a participé ainsi à une relative sédentarisation du peuplement des campagnes de la Campaña⁷.

Ce processus est qualifié par Magdalena Bertino et Julio Millot de conquête-colonisation :

« Nous parlons d'une conquête-colonisation, parce que le processus a exigé de lutter contre les Indiens, leur extermination ou leur soumission. [...] Ce fut également une colonisation parce que ce sont les Espagnols, les Portugais et les métis venus du reste du bassin [de la Plata] qui ont établi les premières unités productives et se sont étendus. »^{iv} (Bertino M. et Millot J., 1991 : 16).

1.1.2. Colonisation de l'espace et premières *estancias coloniales*

Les Colons ont d'abord acquis les terrains proches de Montevideo puis se sont éloignés de la ville à mesure que l'espace disponible s'amenuisait. Sur leur propriété, ils ont développé des *estancias ganaderas*. Magdalena Bertino et Julio Millot ont mis en évidence quatre éléments fondamentaux qui ont participé à l'expansion de cette forme de mise en valeur à la fin du XVIII^{ème} siècle. La majeure partie des Indiens ayant été éliminée des campagnes, l'installation d'exploitations d'élevage extensif présentait une moindre prise de risque. En outre, pendant la décennie 1770, la population de la Banda Oriental et de Montevideo en particulier, seul centre d'importance du territoire à cette époque, a considérablement augmenté avec l'immigration. Ainsi, les habitants de Montevideo consommaient déjà toute la viande produite des exploitations environnantes. Les *estancias* approvisionnaient donc le marché local mais aussi le marché mondial car, avec l'entrée en vigueur du Reglamento de libre comercio en 1778, les exportations se sont développées. Ce marché florissant des produits de l'élevage a été complété, en 1780, par la construction du premier saloir (*saladero*). La viande, salée, a à partir de ce moment pu être conservée et acheminée vers des contrées lointaines. Dans la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle, l'expansion de l'élevage en *estancia* était telle que le cheptel bovin s'est accru atteignant sept millions de têtes pour toute la Vice-royauté du Río de la Plata. Néanmoins, en 1784, il n'en restait que la moitié du fait notamment de l'instabilité politique et des guerres qui ont détruit le bétail et de l'ouverture commerciale qui a épuisé la ressource.

Les *estancias coloniales* étaient également appelées *estancias de rodeo* du fait de leur mode d'organisation des tâches. L'activité principale de l'*estancia* était donc le *rodeo*, autrement dit, le rassemblement du bétail dans un recoin naturel ou dans un enclos. Tous les autres travaux de l'*estancia* étaient subordonnés au *rodeo* : la séparation du troupeau afin de sélectionner les taureaux participant à la reproduction, l'isolement du bétail pour : le marquer, le castrer,

⁷ La Campaña caractérisait tout le territoire à l'exclusion de la juridiction de Montevideo – qui englobait, au-delà de la ville, la quasi-totalité de l'actuel département de Canelones, une partie de l'actuel département de San José et une partie de l'actuel département de Maldonado – (Klaczko J. et Rial J., 1981 : 18). La Campaña correspondrait à l'actuel Interior qui selon l'INE (Instituto Nacional de Estadísticas) regroupe tous les départements de l'Uruguay à l'exception de Montevideo.

l'envoyer à l'abattoir puis au saloir, à le dompter ou à l'abattre pour extraire le cuir et la graisse. L'*estancia de rodeo* différait complètement de la *vaquería* car bien que le bétail paissait en liberté, un *peón*, salarié agricole appelé *gaucho*, passait ses journées à cheval pour conduire, surveiller, rassembler le troupeau. En outre, il n'était plus question de prélever une ressource sans propriétaire mais, au contraire, d'obtenir des revenus tout en assurant la pérennité de l'exploitation. Si la surveillance et le *rodeo* étaient des tâches quotidiennes, les activités subordonnées étaient pour leur part occasionnelles, voire saisonnières. Ainsi, l'*estancia de rodeo* nécessitait une faible main-d'œuvre permanente mais faisait régulièrement appel à une main-d'œuvre temporaire lorsque la charge de travail augmentait. Elle employait également des *troperos* chargés de conduire une partie du troupeau jusqu'à l'abattoir.

Les *estancias*, à cette époque, se présentaient comme une grande étendue de prairie avec un noyau de plusieurs habitations d'apparence misérable (*ranchos*) – elles étaient composées généralement d'une seule pièce avec des murs de terre et un toit de chaume – dans lesquelles la population de l'exploitation se concentrait. Chaque *ranchito* occupait une fonction spécifique : la cuisine faisant également office de salle à manger et de dortoir pour les esclaves, le foyer du responsable de l'*estancia* (*capataz*), le foyer du propriétaire quand celui-ci résidait sur place, les foyers des salariés agricoles et de leur famille (Bertino M. et Millot J., 1991 : 57). Ce noyau ne regroupait néanmoins pas toute la population présente sur la propriété. Les *puesteros*, installés avec leur famille dans des *ranchos* aux limites de la propriété, étaient employés pour surveiller voire regrouper le bétail. Ils possédaient parfois quelques bêtes en propre. Par ailleurs, des *agregados* pouvaient être autorisés à s'implanter avec leur famille sur les terres de l'*estancia*. Ils exploitaient pour eux la terre en faisant de l'élevage, de l'horticulture et un peu d'agriculture. En échange de cette libre exploitation, l'*agregado* était amené à travailler pour l'*estancia* au moment des pics de travail.

L'*estancia* apparaissait donc comme une organisation particulière et un espace aux relations sociales plurielles. En premier lieu, une grande partie des propriétaires ne résidait pas dans l'*estancia* mais plus fréquemment à Montevideo ou dans une autre ville du bassin de la Plata. Ces propriétaires déléguaient la gestion de l'exploitation au *capataz*. Ce propriétaire absent et résidant loin de l'*estancia* avait donc des contacts irréguliers avec l'ensemble de ses employés. En second lieu, les relations que le propriétaire entretenait avec les différents individus de l'exploitation étaient variables selon leur statut. Les liens avec les *puesteros* et les *agregados* s'apparentaient aux relations de dépendance de type féodal rencontrées en Europe à l'époque médiévale – l'*agregado* rappelle le colonat médiéval. Le propriétaire se chargeait de fournir la protection (nécessaire dans des campagnes peu sécurisées et vides d'hommes) et les terres indispensables à la subsistance en échange de la force de travail de l'*agregado*. Par ailleurs, de nombreux esclaves travaillaient sur les exploitations ce qui témoignait d'une relation de

servitude totale. À côté de ces deux types de liens, des relations salariales existaient entre le patron et les *peones* permanents et temporaires. Les travaux des historiens portant sur le salariat font état d'une instauration précoce de relations salariales au sein des *estancias* (Barrán J. P., Nahum B., 1967 ; Moraes M. I., 2003). Cependant, elles étaient encore embryonnaires car, d'une part, en contrepartie de leur travail, les *peones* étaient logés avec leur famille, ce qui amputait les salaires, et, d'autre part, les salaires payés plus souvent en nature qu'en espèces pouvaient prendre la forme de bons d'achat permettant de s'approvisionner à la *pulperia*⁸ qui, parfois, était installée au sein de l'exploitation. Cette relation ne faisait néanmoins l'objet d'aucune législation réglementant les droits et devoirs de chacune des parties. Les relations sociales qui avaient cours dans l'*estancia* semblent proches de celles décrites par Afrânio Garcia Jr. dans l'*engenho* (grand domaine des zones humides) du Nordeste brésilien (Garcia Jr. A., 1989). Afrânio Garcia Jr. montre la dépendance multiforme qui lie les habitants du domaine au propriétaire. En effet, les hommes et leur famille se devaient d'être reconnaissant envers les propriétaires qui leur fournissaient un lieu d'habitation voire des terres pour cultiver des produits de subsistance. Cette dépendance était renforcée par l'impossibilité de s'approvisionner, en denrées non produites localement, dans un autre commerce que celui présent dans la propriété. Ainsi, les dettes accumulées par les familles, toujours trop élevées pour qu'elles puissent s'en acquitter, impliquaient une mise à disposition de la force de travail des habitants. En outre, Afrânio Garcia Jr. précise que la domination du propriétaire ne se limitait pas aux sphères professionnelle et marchande mais s'étendait aussi aux sphères religieuse, éducative, culturelle et festive provoquant une forte intégration des individus dans la propriété, une reconnaissance de la puissance du propriétaire et un isolement avec l'extérieur de la propriété.

Selon Jaime Klaczko et Juan Rial, avec l'appropriation privée de la terre, le projet des Espagnols était de générer une économie centrée sur l'activité agropastorale, qui devait participer au peuplement et asseoir le contrôle de la Banda Oriental afin de contrer les éventuelles incursions portugaises. Cependant, le découpage du territoire en *estancias ganaderas*, propriétés qui s'étendaient sur plusieurs centaines voire plusieurs milliers d'hectares, nécessitant une main-d'œuvre réduite et n'ayant besoin ni de réseaux de chemins, ni de centres urbains autre que le port d'exportation pour fonctionner, n'a pas favorisé le peuplement de la Campaña et encore moins l'essor de centres urbains en dehors de Montevideo.

La conquête-colonisation et le peuplement de la Banda Oriental du Río Uruguay ont donc été tardifs en comparaison avec d'autres régions du continent. Ce processus a répondu, comme le précisent Juan Rial et Jaime Klaczko, à « une double motivation » : économique à travers la

⁸ Épicerie, brasserie, la *pulperia* est généralement l'unique commerce présent dans l'espace rural. En ce sens, elle représentait une certaine centralité et est le lieu de sociabilité d'une population rurale dispersée et mobile.

mise en valeur de la prairie naturelle et politico-militaire afin de renforcer la frontière de la Vice-royauté du Río de la Plata.

1.2. Modernisation et consolidation des structures agraires

Après l'indépendance⁹, la jeune République Orientale de l'Uruguay a connu plusieurs décennies d'instabilité nationale – les conflits entre dirigeants politiques et les guerres civiles ravageaient les campagnes¹⁰ – au cours desquelles les structures agraires restent identiques à celles de l'époque coloniale (Rial J., 1985). Ce n'est que dans le dernier tiers du XIX^{ème} siècle, période à partir de laquelle la situation politique du pays et de la région a semblé se stabiliser et se pacifier, que quelques bouleversements sont venus moderniser et consolider les structures agraires existantes.

1.2.1. Modernisation des *estancias* dans le dernier tiers du XIX^{ème} siècle

- *Seconde phase de l'appropriation de l'espace : le Code rural et l'alambramiento*

Entre 1876 et 1886, l'Uruguay a connu une période au cours de laquelle les gouvernements militaires se sont succédé et dont les figures principales à la tête de l'État étaient le colonel Lorenzo Latorre et le général Maximo Santos. Le régime de cette période est qualifié

⁹ La région, d'abord conquise par les Espagnols est passée aux mains des Britanniques, lorsqu'ils ont envahi le bassin de la Plata au début du XIX^{ème} siècle, puis à celles des Bonaerenses, des Portugais et des Brésiliens durant la période révolutionnaire. En effet, la Banda Oriental a connu une période révolutionnaire pour son indépendance qui a duré près de vingt ans. À la tête de ce mouvement révolutionnaire se trouvait un chef charismatique, José Artigas. En 1811, la Banda Oriental a rejoint les autres régions du bassin de la Plata en campagne pour l'indépendance face à la couronne espagnole. Tout le territoire a été libéré sauf Montevideo dont le gouverneur a fait appel à la puissance portugaise pour rester en place. Ce dernier a été défait en 1814 et la Banda Oriental est passée sous la domination de Buenos Aires jusqu'en 1815. D'abord alliées, les autorités de Buenos Aires sont devenues les nouveaux ennemis du fait d'une politique de centralisation trop forte et d'une administration rigide. En 1815, le gouverneur bonaerense a abandonné Montevideo aux armées des Orientales. La période de paix fut de courte durée puisqu'en 1816 les Portugais ont envahi le territoire. Celui-ci est passé sous domination brésilienne après l'indépendance du Brésil. Au cours de cette période les armées orientales ont tenté, en vain, de reprendre le pouvoir. Elles n'y sont pas parvenues en 1825, ont choisi Juan Antonio Lavalleja comme chef et une assemblée a proclamé l'indépendance de la province et son union aux Provinces Unies du Río de la Plata le 25 août 1825. Par la suite, la volonté d'une indépendance totale par rapport à Buenos Aires et au Brésil a gagné du terrain. Elle a conduit, le 27 août 1828, à la signature d'une convention préliminaire de paix qui prévoyait la création d'un État indépendant du Brésil et de l'Argentine. Le 18 juillet 1830, la constitution a fondé officiellement la République Orientale de l'Uruguay.

¹⁰ Benjamín Nahum (2002) explique que la période qui a suivi l'indépendance (1830-1850) a été caractérisée par la lente et difficile construction d'un État-nation et a été marquée par de nombreux conflits. Les conflits non réglés entre dirigeants politiques, Fructuoso Rivera, héros révolutionnaire et premier président après la constitution de la République, et Manuel Oribe, son successeur, se sont étendus, au milieu de la décennie 1830, aux groupes politiques (à l'époque non encore organisés en partis), les *blancos* (dans les campagnes) et les *colorados* (dans les villes, principalement Montevideo). Le conflit armé entre ces deux groupes politiques s'est internationalisé, chacun réactivant d'anciennes alliances avec les partis argentins, et s'est étendu à l'ensemble du bassin de la Plata – la Guerra Grande qui a duré de 1839 à 1851. Les Européens, Britanniques et Français, sont également intervenus dans ce conflit afin de défendre leurs intérêts commerciaux.

d'ambivalent par Benjamín Nahum (2002). D'une part, les dirigeants ont mis en place une administration autoritaire, plus ou moins rigide ; d'autre part, ils ont œuvré à la modernisation du pays afin qu'il s'intègre au monde capitaliste ce qui a impliqué, entre autres, le renforcement de la propriété privée. Au sein de l'espace rural, cela signifiait l'affirmation de la propriété privée sur la terre et sur le bétail, ce que prévoyait le Code rural approuvé par le Parlement le 12 juillet 1875. L'objectif général du Code rural était d'organiser la campagne et d'obliger ainsi les propriétaires à définir des bornes à leurs parcelles et à faire inscrire leur(s) titre(s) de propriété au registre départemental prévu à cet effet. Les bois et forêts appartenant au domaine public et se trouvant sur des propriétés privées sont devenus privés. Ce Code autorisait également la pose d'une clôture pour délimiter les propriétés et il en réglementait la mise en œuvre. En plus de la propriété de la terre, le Code rural fixait les modalités de la propriété du bétail afin d'éviter le mélange des animaux et surtout le vol et la contrebande. Cela s'est traduit en premier lieu par le marquage des animaux et en second lieu par l'encadrement légal de la mobilité du bétail dont l'achat par les commerçants et l'arrivée dans les abattoirs étaient consignés dans des registres. Quant aux relations de travail, le Code prévoyait que les employés restent sur l'exploitation tout au long de la durée du contrat alors que l'employeur pouvait les remercier sans préavis (Bertino M. et Millot J., 1996).

L'*alambamiento* - littéralement la pose de clôtures de fils de fer - dans l'espace rural pour délimiter les propriétés a probablement été la conséquence majeure de l'application du Code rural. En effet, au-delà de l'inscription de la propriété dans un registre, l'*alambamiento* rendait visible la propriété de la terre et du bétail qui s'y trouvait. Utilisé dès le début de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle pour faire des enclos, le fil de fer (*alambre*) a été généralisé à partir des années 1870. Selon José Pedro Barrán et Benjamín Nahum, en 1882, les deux tiers du territoire étaient enclos (cités par Bertino M. et Millot J., 1996). Juan Rudolf et Germán Wettstein ajoutent :

« Entre cette année [1870] et 1880, 32 millions de kilomètres de fil de fer ont été posés dans le milieu rural, quantité suffisante pour faire 800 fois le tour de notre planète. »^v (Rudolf J. et Wettstein G., 1969 : 8).

La rapidité avec laquelle l'espace rural uruguayen a été enclos s'explique par l'importance des gains obtenus en termes de productivité et de qualité de production mais aussi par les facilités octroyées par l'État. En effet, faire paître le bétail dans des enclos permettait d'abord de maîtriser la composition de son troupeau sans craindre que les plus beaux animaux partent dans d'autres troupeaux. Ensuite, les bêtes pouvaient être séparées en fonction de leurs qualités et rôles dans le processus de production et de reproduction. Enfin, l'utilisation des parcelles a été rationalisée ce qui évitait le surpâturage de certains espaces. Aux gains permis par la technicisation, s'est ajouté le fait que l'État facilitait l'*alambamiento* par des baisses de taxes sur l'importation du fil de fer et des allègements fiscaux. En outre, en 1879, une réforme du Code rural, sous l'influence des grands propriétaires, imposait le partage des frais lorsque la clôture

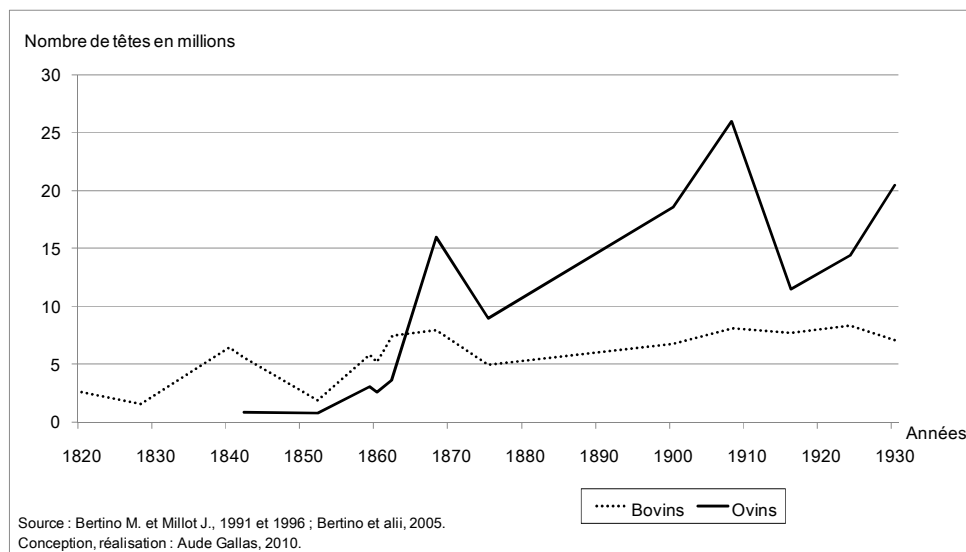
séparait des parcelles mitoyennes. Ceci allégeait les charges pour les propriétaires qui avaient l'intention de poser des clôtures mais provoquait l'endettement voire la ruine de petits et moyens propriétaires qui ne pouvaient financer de tels projets (Alonso J. M., 1984). L'*alambramiento* a donc favorisé les grandes propriétés au détriment des petites.

L'*alambramiento*, comme l'introduction de l'élevage ovin et le métissage des races de bovins puis d'ovins qui sont abordées dans le point suivant, est considéré par les historiens, sociologues et agronomes traitant de la question agraire comme un élément de la modernisation. Cette valorisation ne doit cependant pas masquer que l'*alambramiento* a été une étape cruciale dans la consolidation de la grande propriété, la définition de des relations sociales inégalitaires au sein de l'espace rural et le renforcement des disparités en ce qui concerne la répartition spatiale de la population en Uruguay (voir 3.2. de ce chapitre).

▪ *Les transformations de l'élevage*

Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, l'Europe - principalement l'Angleterre, l'Allemagne et la France - entrait dans une phase d'essor industriel majeur. Les fabriques de textiles connaissaient une expansion fulgurante mais, durant les années 1860, les matières premières, la laine et le coton, sont venues à manquer. Les pays européens ne produisaient pas suffisamment de laine et la Guerre de Sécession aux États-Unis (1861-1865) freinait l'importation de coton. Les Britanniques, les Français et les Allemands ont donc décidé d'introduire et de développer l'élevage ovin dans les régions tempérées de l'hémisphère sud telles que l'Afrique du Sud, l'Australie, la Nouvelle Zélande et le bassin de la Plata. En Uruguay, l'augmentation du nombre d'ovins a été impressionnante. Bien que l'animal soit présent depuis la colonisation, son élevage n'avait pas, jusqu'alors, été étendu. Il était davantage produit pour l'autoconsommation que pour le commerce international. En 1842, - donnée statistique la plus ancienne concernant le nombre d'ovins (Bertino M. et Millot J., 1996) - l'Uruguay comptait 900 000 têtes. Une trentaine d'années plus tard, le nombre d'ovins dépassait celui des bovins et en un demi-siècle, il a été multiplié par vingt (voir Graphique 1) malgré les crises - épidémies, problèmes climatiques, surexploitation, problèmes d'archaïsme des exploitations - qui ont provoqué la mort de millions d'animaux dans les deux cheptels.

Graphique 1 - Évolution des cheptels bovin et ovin en Uruguay au cours du XIX^{ème} siècle



Contrairement aux *estancias* d'élevage bovin réparties sur tout le territoire, les exploitations d'élevage ovin étaient localisées dans le centre-ouest et le sud-ouest du pays. En 1873, les actuels départements de San José, Flores, Durazno, Florida, Paysandú, Río Negro, Soriano et Colonia regroupaient 80 % de la population ovine du territoire national. Dans un premier temps mono-espèce, les exploitations ont associé dès la fin du XIX^{ème} siècle l'élevage des ovins à celui des bovins. L'introduction de l'élevage ovin s'est révélée être une aubaine pour les exploitants, en premier lieu parce que la production ovine était complémentaire de la production bovine tant pour la résistance aux aléas climatiques que pour le pâturage. Cette diversification de la production représentait donc une moindre prise de risque par les propriétaires insérés dans un marché mondial plus qu'aléatoire et stabilisait les revenus des exploitations. En second lieu, bien que l'élevage ovin implique un investissement initial plus important que l'élevage bovin, les revenus ont été quintuplés pour la même surface ce qui a permis à des propriétaires ne disposant pas de grandes superficies de se maintenir ou à des *puesteros* de prendre leur indépendance face aux grands *estancieros* (Bertino M. et Millot J., 1996). Parallèlement à la plus grande diversité des tailles et des productions au sein des exploitations, l'élevage ovin, comme l'expliquent Juan Rudolf et Germán Wettstein, était une source supplémentaire d'emploi pour les ouvriers agricoles. À la différence des bovins, les ovins nécessitaient une surveillance constante (notamment pour la protection contre les maladies) générant ainsi une demande de travailleurs plus stable et plus importante : quatre à cinq fois plus de personnel que dans une *estancia* traditionnelle (Klaczko J. et Rial J., 1981). Pour s'occuper quotidiennement du troupeau, des bergers (*pastores*) étaient employés. À cela s'ajoutait un besoin de main-d'œuvre saisonnière spécialisée pour la tonte (*esquila*). Maria Inés Moraes précise qu' :

« à partir du moment où la production de laine s'est intensifiée dans la campagne uruguayenne, et par conséquent à partir du moment où la tonte est devenue une activité saisonnière de grande importance productive et économique, l'activité des tondeurs, en tant que travailleurs occasionnels, a revêtu trois traits essentiels : une forme spéciale d'organisation du travail qui

implique la formation d'équipes itinérantes ; une rémunération au rendement et une tendance à la rareté [de l'activité]. »^{vi} (Moraes M. I., 2003 : 37).

De manière concomitante et jusque dans les premières décennies du XX^{ème} siècle, les exploitants ont amélioré les races et espèces d'ovins et/ou de bovins qu'ils élevaient, cette phase est connue sous le nom de métissage. Les producteurs ont importé des races européennes de sang pur qu'ils ont couplées avec des races autochtones. Cette modernisation était une réponse à la demande des marchés européens désireux d'importer une viande de meilleure qualité et une laine plus fine. Ainsi, les exploitants sont parvenus non seulement à bonifier la qualité de leurs produits mais ils ont également augmenté leurs rendements.

1.2.2. Dualité des exploitations : *latifundios* d'élevage extensif/*minifundios* de polyculture-élevage

▪ *Difficile développement de l'agriculture*

À l'opposé de certaines régions de la Pampa argentine, où après plusieurs décennies de promotion infructueuse, l'agriculture, et plus particulièrement la céréaliculture, s'est répandue dans le dernier tiers du XIX^{ème} siècle (Gaignard R., 1979), en Uruguay, les tentatives de développement agricole à grande échelle ont échoué. Comme l'expliquent Jaime Klaczko et Juan Rial, durant tout le XIX^{ème} siècle, « l'utopie » du développement agricole et des possibilités qu'il offrirait aux agriculteurs potentiels s'est trouvée confrontée aux difficiles conditions de vie des paysans, « réalité » observable par tous, et ne rendant pas l'activité agricole attractive :

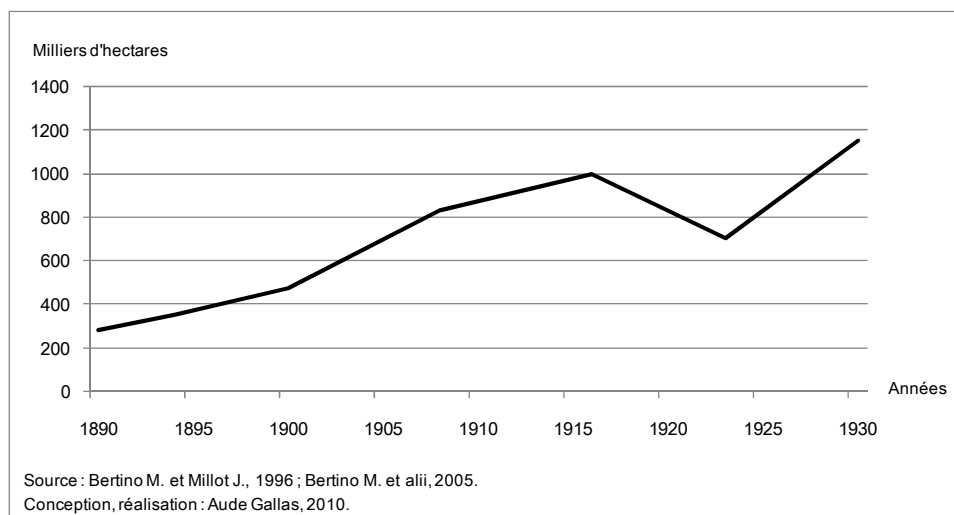
« La facilité de l'activité d'élevage, du fait de l'abondance du bétail et de ses faibles exigences technologiques, ajoutée à une demande soutenue de cuir depuis l'extérieur, a rendu plus attractive cette forme de vie face au travail agricole pénible et peu rémunérateur. »^{vii} (Klaczko J. et Rial J., 1981 : 15).

Les auteurs ajoutent que malgré une certaine incitation étatique en faveur de l'agriculture, les entreprises menées par des paysans, par des anciens salariés agricoles locaux ou par des immigrants européens ont avorté ou ont été reconverties en exploitations d'élevage extensif ou en exploitations de polyculture-élevage laitier, par exemple dans la région de Colonia. L'agriculture est restée jusque dans les années 1890 une activité marginale aux techniques de production archaïques. Localisées, pour la plupart, à proximité de Montevideo – dans les départements de Canelones, San José et Colonia –, les exploitations qui s'y adonnaient produisaient une grande diversité de cultures : blé, maïs, fruits, légumes, lait, prioritairement à des fins d'autosubsistance, ce qui ne les empêchait pas de vendre les surplus sur le marché montevidéen. Les exploitations étaient généralement de très petite taille, ne permettant ni l'investissement des gains de la vente dans l'amélioration des outils de production, ni l'extension par l'achat ou la location de nouvelles terres.

Néanmoins, Magdalena Bertino et Julio Millot signalent, à l'aide de l'analyse du recensement de population de 1908 et des statistiques agricoles du début du XX^{ème} siècle, que

l'activité agricole s'est considérablement étendue entre 1890 et 1930. L'aire cultivée a été multipliée par quatre en quarante ans (voir Graphique 2) et cela malgré la baisse observée entre 1916 et 1923. Cette baisse est due à un regain de l'élevage qui a profité d'une forte croissance de la demande européenne liée à une pénurie de matières premières durant la Grande Guerre. Cette hausse n'a cependant pas modifié fondamentalement la mise en valeur de l'espace car l'agriculture ne représentait pas plus de 5 % de la surface utile totale du pays (tout le reste étant occupé par l'élevage). Dans le même temps, les espaces cultivés se sont étendus à d'autres départements et ont commencé à se spécialiser. Dans les zones situées sur les rives du Río Uruguay (départements de Río Negro, Soriano et Colonia) des céréales et des oléagineux ont été semés - principalement du blé, du maïs et du lin. Dans les départements de San José et Canelones bien que les exploitants aient poursuivi la céréaliculture, ils ont également développé l'horticulture et la fructiculture. Des exploitations viticoles se sont installées également dans le département de Canelones. Les productions agricoles étaient encore majoritairement destinées à l'approvisionnement des marchés locaux, même si une partie de la production de blé était exportée sous forme de farine au Brésil.

Graphique 2 - Évolution de la surface agricole en Uruguay entre 1890 et 1930



L'activité agricole, contrairement à l'élevage extensif, a toujours été envisagée par les dirigeants politiques comme favorable à l'implantation humaine donc comme un moyen de peupler l'espace rural du bassin du Río de la Plata. Cette idéologie a été à l'origine des incitations au développement agricole menées durant tout le XIX^{ème} siècle en Argentine, comme en Uruguay. Une loi pour simplifier l'installation d'étrangers venus exercer une activité agricole a même été promulguée en 1853. Les données statistiques, par exemple celles du recensement de 1908, corroborent cette théorie et montrent que l'agriculture, qui n'occupait que 5 % de la surface utile du pays, représentait 60 % de la population active agricole (Bertino M. et alii, 2005). Ajoutons à cela qu'en Argentine, bien que les campagnes ne présentent pas une forte densité de population, l'expansion agricole a renforcé le réseau urbain avec l'émergence

d'« agrovilles » spécialisées dans l'approvisionnement en semences et en produits phytosanitaires, et dans le stockage des récoltes (Gaignard R., 1979). Ce facteur de densification du maillage urbain, l'Uruguay ne l'a pas connu (voir 3.1. de ce chapitre).

▪ *Dualité des structures agraires*

Les éléments concernant les propriétés agropastorales présentées jusqu'à présent font ressortir une dualité des structures agraires reposant sur la taille et le type de production. Dans l'analyse qu'ils font du recensement de 1908, Magdalena Bertino et Julio Millot mettent en avant le déséquilibre entre l'importance de la superficie que contrôlaient les plus grands propriétaires, peu nombreux et, à l'inverse, la faible superficie que possédait un grand nombre de petits propriétaires (voir Tableau 1).

Tableau 1 - Structure des propriétés en Uruguay en 1908

Superficie en ha.	Part du total des propriétés (%)	Part de la superficie totale recensée (%)
Moins de 100	56	5
Entre 101 et 2500	41	54
Plus de 2500	3	41

Source : Bertino M. et Millot J., 1996.

Cette disparité quant à la taille des exploitations peut être corrélée au type de production. En effet, il apparaît que l'agriculture était le fait des exploitations de plus petites tailles alors que l'élevage était celui des grandes exploitations. En 1916, 70 % des exploitations de moins de 50 hectares pratiquaient exclusivement l'agriculture et 80 % des exploitations de plus de 2 500 hectares pratiquaient exclusivement l'élevage. Par ailleurs, parmi les exploitations agricoles, 80 % d'entre elles avaient une superficie inférieure à 50 hectares alors que seulement 6 % avaient une superficie supérieure à 100 hectares et parmi les exploitations d'élevage, à peine 20 % faisaient moins de 50 hectares et près de 30 % en faisaient plus de 500 hectares (Bertino M. et alii, 2005). Ces données statistiques viennent compléter et appuyer le propos développé sur la structure agraire tout au long de cette partie. Elles révèlent une dualité opposant le *latifundio* d'élevage extensif au *minifundio* de polyculture élevage. Suzana Prates au cours d'une recherche menée sur l'émigration rurale a tenté de définir pour le cas uruguayen les notions de *latifundio* et de *minifundio* (Prates S., 1977). Selon elle, les *latifundios* sont des établissements pratiquant la mono-activité d'élevage, ils ont une superficie de plus de 2 500 hectares, sont complètement insérés au marché mondial et incarnent le poste principal d'exportation du pays (voir 2.1. de ce chapitre). Ils représentaient seulement 5 % du total des exploitations d'élevage en 1916. En revanche, les *minifundios* sont une catégorie plus composite. Ils regroupent des exploitations de moins de 200 hectares spécialisées dans l'élevage et des exploitations agricoles de moins de 10 ou 20 hectares selon le type de production. Ils destinent leur production uniquement au

marché intérieur. En 1916, ils représentaient environ 50 à 60 % des exploitations agricoles et 50 % des exploitations d'élevage.

Ces structures ont évolué à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle. D'après les historiens, l'*alambamiento* a fait disparaître une partie des plus petites exploitations d'élevage ; à l'inverse, d'autres ont pu se maintenir ou voir le jour grâce à l'introduction de l'élevage ovin. Cependant, aucune source statistique à notre disposition ne permet de corroborer ces affirmations. Les premières statistiques disponibles datent du recensement de 1908. Le Tableau 2 montre une croissance du nombre total d'exploitations de 67 % entre 1908 et 1937, croissance qui est due à la forte augmentation (de 115 %) des exploitations de moins de 100 hectares. Cette augmentation du nombre des petites exploitations peut être attribuée à la forte croissance, dans le premier tiers du XX^{ème} siècle, des exploitations pratiquant une activité agricole (le plus souvent de petite taille comme évoqué précédemment). Sachant que la superficie totale exploitée est restée stable à partir du début du XX^{ème} siècle, soit environ 16,5 millions d'hectares, et que la part de la superficie totale occupée par les exploitations de moins de 100 ha n'a pas ou peu varié (5 % en 1908, 8 % en 1913), on peut en déduire que la croissance du nombre d'exploitations n'était pas liée à la mise en valeur de nouvelles terres mais au fractionnement des plus petites unités de production. Les inégalités en termes de répartition de la terre se sont donc accrues dans le premier tiers du XX^{ème} siècle renforçant ainsi la dualité des structures agraires.

Tableau 2 - Évolution du nombre d'exploitations agropastorales en Uruguay entre 1908 et 1937

Superficie en ha.	1908	1913	1937
De 1 à 99	24 433	35 984	52 462
De 100 à 999	15 375	18 995	17 467
Plus de 1000	3 781	3 551	3 485
Total	43 874	58 530	73 414

Source : Piñeiro D., 1998.

▪ *Un État peu interventionniste dans la répartition de la terre*

En Uruguay, la question de la distribution de la terre revêt un caractère singulier. Comme le fait remarquer Tabaré Fernández Aguerre, dans l'introduction d'un article consacré à la structure agraire de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, l'appropriation privée de la terre s'est faite tôt. Les *ejidos*, terres d'usage collectif généralement situées autour des villages, très présents dans d'autres régions du continent y étaient très peu nombreux. Bien qu'elle ne soit pas toujours légitime, la propriété privée s'est développée très rapidement après l'Indépendance. Ainsi, José Pedro Barrán et Benjamín Nahum précisent que les guerres civiles qui ont affecté l'Uruguay durant tout le XIX^{ème} siècle étaient le fait de la « classe » rurale dominante luttant pour la légitimation de la propriété. Contrairement à la majorité des pays latino-américains – les

luttres paysannes ont été une constante de l'histoire de l'Amérique latine comme le signale Jacques Chonchol (1996) –, l'Uruguay n'a pas connu au cours du XIX^{ème} siècle et du début XX^{ème} siècle d'affrontements opposant les paysans sans terres ou les petits propriétaires aux grands propriétaires terriens. Les populations rurales les plus pauvres, peu nombreuses, peu organisées, ont peu combattu, remettant peu en cause l'ordre établi de la domination des *terratenientes* (grands propriétaires fonciers).

En outre au sein de l'État, la problématique de la répartition de la terre a été très rarement abordée (Prost G., 1977 ; Fernández Aguerre T., 2002) :

« Une constatation initiale : le latifundium n'a pas souffert d'attaques effectives des gouvernements successifs, au contraire. Entre l'Indépendance et les années 1870, la question ne se pose même pas : tout le jeu de mainmise sur les terres, ainsi que sur les masses et sur le pouvoir se fait entre quelques poignées de grands propriétaires, les *caudillos*, organisées en deux vastes clans, les *Blancos* et les *Colorados*. » (Prost G., 1977 : 106-107).

Tabaré Fernández Aguerre distingue seulement deux moments au cours desquels la question de la terre a été au cœur des politiques nationales. La première action a été celle menée par Artigas avant l'Indépendance. Vainqueur en 1815 de la révolution pour l'indépendance avec l'Espagne, il a tenté avec le *Reglamento agrario* de 1815 de remédier aux problèmes ruraux tels que les litiges liés à la mauvaise délimitation et à l'illégitimité des propriétés, l'absentéisme des grands propriétaires, la pauvreté et l'errance de la population rurale sans terres. Le moyen qu'il a défini pour réorganiser l'espace rural consistait en la confiscation des terres aux étrangers et aux Américains qui avaient quitté la région après la prise de Montevideo (février 1815) et qui n'étaient pas revenus après la promulgation de l'acte (juillet 1815) ; le délai de retour était d'un mois pour les premiers et de deux mois pour les seconds. Ces terres passées au domaine public devaient être ensuite redistribuées aux populations les plus nécessiteuses. Cependant, les grands propriétaires se sont fermement opposés à ce Règlement. Ils ont fait intervenir les Portugais et sont parvenus à stopper cette politique. La moitié des terres de la Banda Oriental étaient incluses dans le projet de redistribution mais seule une petite partie l'a effectivement été (Bertino M. et Millot J., 1991). À la fin du XIX^{ème} siècle, la seconde action qui a placé la terre au centre des intérêts de l'État uruguayen est l'*alambramiento*, déjà largement évoqué. Enfin, les historiens déplorent, à propos de la répartition de la terre, l'action limitée du président José Batlle y Ordoñez (président entre 1903-1907 et entre 1911-1915), grand réformateur du début du XX^{ème} siècle, à l'origine de l'État providence uruguayen. Soutenu par les classes moyennes et populaires urbaines pour ses actions dans l'éducation et le social, il a passé un accord implicite avec les grands propriétaires afin de garantir l'autonomie de la classe politique naissante. Ce « pacte implicite » décrit par Henry Finch consistait à ne pas réclamer la restitution des terres publiques appropriées illégalement :

« Ceux qui possèdent la terre ne sont pas coupables de ce qui se passe, parce qu'ils la possèdent par consensus général »^{viii} (Batlle y Ordoñez J., *Discurso a la Convención del partido Colorado*, juillet 1925, in Finch H., 2005 : 91).

Par ailleurs, comme le précise Henry Finch, José Batlle y Ordoñez souhaitait réformer la structure agraire à travers plusieurs moyens : l'augmentation des impôts sur la terre, des impôts sur l'héritage et l'absentéisme, la hausse des salaires pour les ouvriers agricoles et la facilitation des emprunts pour les petits propriétaires. Cependant, les retombées de cette politique ambitieuse ont été minces et n'ont abouti à aucune transformation de fond dans la répartition de la terre et des moyens de production. Selon Henry Finch :

« À long terme, l'échec du *batllismo* pour réformer la structure agraire allait avoir de sérieuses conséquences sur le futur développement de l'Uruguay. »^{ix} (Finch H., 2005 : 26).

Pour conclure ce point sur la domination sociale et spatiale de l'activité de l'élevage au sein de l'espace rural uruguayen et pour introduire la suivante, les explications de José Pedro Barrán et Benjamín Nahum¹¹ à propos de la manière dont la société uruguayenne est devenue une « civilisation de l'élevage », semblent très pertinentes :

« Cette inaltérabilité des fondements du milieu rural uruguayen est due à une combinaison de trois facteurs : le marché mondial, les traits originels de la production et la géographie du pays. Le marché mondial n'a jamais décrété la remise en cause totale et absolue des biens exportables de l'Uruguay. Et il ne l'a pas fait parce que la production uruguayenne dérivée de l'élevage satisfaisait et satisfait des nécessités primaires de l'homme dans la civilisation contemporaine : alimentation, chaussures, vêtements.

En plus, ni le sol et ni le climat ne sont ceux de la Pampa humide argentine. En Uruguay la révolution de la céréale a été impossible. Géographie, production de maïs et de blé à bas coût chez les voisins de Santa Fe et de Buenos Aires, et résistance culturelle d'une société pastorale, se sont associées pour que le pays continue à être lié à son destin manifeste : l'élevage.

Quelles conséquences ce fait a-t-il apporté ? La première est évidente : la demande mondiale par une complexe combinaison de forces, a suscité les changements et a, également, renforcé les permanences. Ceci a consolidé les tendances conservatrices de toute la société rurale. La demande mondiale les a sanctifiées en les payant. »^x (Barrán J. P. et Nahum B., 2002 : 76).

L'objectif du point suivant est donc de montrer que l'importance de l'élevage s'étend au-delà de l'espace rural, soit à l'ensemble de la société et du territoire uruguayen.

¹¹ L'article dont est extraite la citation reprend les principales conclusions de l'ouvrage *Historia rural del Uruguay moderno*. Ce travail, monument de la recherche historique uruguayenne, est composé de sept tomes, plus de trois mille pages consacrées à l'histoire rurale et générale de l'Uruguay entre 1851 et 1914. C'est une étude incontournable et reprise par tous les historiens et autres spécialistes de l'espace rural et de l'économie de l'Uruguay.

2. Une économie fondée sur l'exportation des produits de l'élevage

L'économie uruguayenne est ouverte sur le monde depuis l'époque coloniale. Durant cette période, elle a d'abord été fondée, avec la *vaquería*, sur l'extraction de la richesse sans préoccupation du renouvellement des ressources et sur la contrebande à l'échelon régional, puis, dans un second temps, sur la commercialisation à l'échelon mondial des produits des *estancias de rodeo*. Ce commerce de biens provenant de l'élevage n'a pas cessé même après l'Indépendance. Les exportations, qui ont tenu une place importante au sein de l'économie, ont nécessité, pour être maintenues, la modernisation des structures industrielles et ont favorisé l'expansion d'une ville portuaire, commerçante et industrielle : Montevideo. Néanmoins, cette extraversion a aussi été une source de fragilité pour l'économie uruguayenne soumise aux aléas de la demande mondiale. Henry Finch (2005) ajoute que cette vulnérabilité a été renforcée par la taille du pays, l'Uruguay est un petit pays (176 000 kilomètres carrés et à peine deux millions d'habitants au début des années 1930) et les marchandises qu'il exporte représentent une faible part du commerce mondial.

2.1. Essor pour l'exportation des industries de première transformation

À partir du Règlement des droits de douanes royaux pour le libre commerce de l'Espagne et des Indes approuvé en 1778, les exportations de la Banda oriental se sont amplifiées. En effet, toute production originaire et à destination de l'un des ports habilités par le Règlement - Buenos Aires et Montevideo pour le bassin de la Plata - était exemptée de droits de douane.

2.1.1. Modification de la demande extérieure et modernisation industrielle

Les premières productions exportables étaient issues de l'élevage bovin : le cuir, la viande et la graisse ; puis, avec l'apparition de l'élevage ovin, la laine. À partir des années 1780 et jusqu'au début du XX^{ème} siècle, le saloir (*saladero*) était l'unique industrie de transformation des matières premières issues de l'élevage. Les saloirs avaient deux fonctions : extraire le cuir et la viande de l'animal, et les conserver par la salaison. Le salage améliorant la potentialité de conservation du cuir, cela a permis d'en augmenter la valeur ajoutée. Cependant, l'innovation majeure apportée par le saloir a été l'utilisation et la commercialisation de la viande. Le *tasajo*, viande séchée, salée et coupée finement, y était fabriqué. Cette viande était vendue à un prix très bas du fait des faibles coûts de production et de la faible demande. De qualité moyenne, elle n'était pas consommée sur place mais était exportée principalement vers le Brésil et Cuba afin de nourrir les esclaves travaillant dans les plantations de canne à sucre. Les premiers *saladeros* ont été construits dans les campagnes, au sud-ouest de la Banda Oriental, dans la région nord-ouest de l'actuel département de Colonia et autour des villes de Colonia del Sacramento et de

Montevideo. Implantés dans la campagne, ils facilitaient le transport du bétail depuis les *estancias* et en réduisaient le coût. En outre, les saloirs offraient une nouvelle source d'emploi à une population rurale inoccupée. Magdalena Bertino et Julio Millot précisent que même si au cours du XIX^{ème} siècle le mode de production a été perfectionné, il demeurait rudimentaire et différait peu du travail dans l'*estancia* c'est pourquoi, selon Jaime Klaczko et Juan Rial, cette première industrialisation n'a pas favorisé le développement urbain :

« La seule activité qui pouvait mériter le qualificatif d'industriel était le salage [de la viande]. Ce travail très primitif, dans la plupart des cas similaire à celui qui se réalisait dans l'*estancia*, a eu des effets multiplicateurs rares sur le développement urbain, du fait de la faible compatibilité entre l'activité, sale, et la ville, les produits salés ne lui étant pas destinés et l'activité de salage n'ayant pas recours aux services de la ville. »^{xi} (Klaczko J. et Rial J., 1981 : 55).

La fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle ont marqué l'apogée de la production de *tasajo* : en 1800, près de 1 300 tonnes ont été produites et, en 1894, la production a atteint 55 000 tonnes.

La modernisation industrielle en Uruguay a été faite au moyen des initiatives étrangères. Concernant l'activité de l'élevage, des usines textiles, des tanneries et des fabriques de conserves de viande, comme la Liebig's Extract of Meat Company¹², se sont développées à la fin du XIX^{ème} siècle mais l'innovation qui a affecté profondément l'industrie de transformation était ce que Magdalena Bertino et Julio Millot nomment la « *revolución frigorífica* » du début du XX^{ème} siècle. La première industrie frigorifique (*frigorífico*), la Frigorífica Uruguaya, a été installée à Montevideo en 1902. À cette époque, les seuls moyens de conserver la viande étaient la salaison et la conserve. Cependant, la mauvaise qualité du *tasajo* a circonscrit son exportation à l'échelon régional et les quantités de conserves de viande exportée vers l'Europe sont demeurées faibles. Ainsi, faute de moyen, la viande fraîche n'était consommée que localement. En ce sens, l'industrie frigorifique peut être considérée comme une révolution. Le premier *frigorífico* était un complexe industriel au sein duquel étaient accomplis l'abattage, la découpe et le conditionnement de la viande qui était ensuite stockée dans des chambres froides puis exportée vers l'Europe dans des bateaux frigorifiques. Par ailleurs, l'avantage de cette industrie était d'utiliser l'animal dans son intégralité et d'en obtenir une grande diversité de produits. En dehors de l'innovation technique, plusieurs éléments jouaient en faveur de l'expansion de l'industrie frigorifique uruguayenne. En premier lieu, la demande en viande fraîche n'a cessé de croître, notamment en Angleterre où la population ainsi que son pouvoir d'achat ont fortement augmenté. En deuxième lieu, le métissage des races réalisé au sein des *estancias* a amélioré la

¹² Cette société créée en 1866 par l'ingénieur anglais George Christian Giebert doit son nom au chimiste allemand Justus Von Liebig qui a autorisé l'ingénieur à développer industriellement son invention : l'extrait de viande. Cette industrie a été installée à Fray Bentos sur les rives du Río Uruguay. Elle produisait non seulement de l'extrait de viande (mis en conserve et exporté vers l'Europe) dont elle avait le monopole jusqu'à sa vente en 1924, mais également du *tasajo* et de la viande en conserve. En 1924, l'entreprise a été rachetée, transformée en industrie frigorifique et rebaptisée Frigorífico Anglo (son activité a cessé au début des années 1970).

qualité de la viande qui répondait davantage aux attentes européennes. En troisième lieu, le commerce du *tasajo* était en difficulté du fait de l'abolition de l'esclavage et de la concurrence étatsunienne et argentine. Le volume exporté n'augmentait plus et oscille entre 45 000 et 50 000 tonnes. En outre, les saloirs achetaient des animaux maigres, autochtones, peu chers qui se prêtaient plus facilement au mode de fabrication. La viande métissée coûtait plus cher à l'achat. Or, la valeur ajoutée des biens produits dans les saloirs et les entreprises de conserves était moindre que celle des biens issus de l'industrie frigorifique ce qui a déstabilisé ces fabriques qui n'était plus compétitives auprès des producteurs. Au cours de la première décennie, la Frigorífica Uruguaya a progressé lentement, à cause du décalage entre la qualité de la viande – le métissage en était à ses débuts – et les attentes européennes mais aussi à cause de la concurrence avec l'Argentine dont les installations frigorifiques dataient des années 1880. Cependant, son potentiel était énorme du fait de la spécialisation de l'Uruguay dans l'élevage et l'usine a été rachetée par une entreprise anglo-argentine. À partir de ce moment, les exportations ont décollé. Les investissements étrangers dans l'industrie frigorifique se sont poursuivis. En 1911, l'entreprise Swift a racheté un ancien saloir et a édifié le Frigorífico Montevideo ; en 1915, le Frigorífico Artigas, financé par des capitaux nationaux puis racheté par un trust étatsunien, a vu le jour ce qui a stimulé les exportations (voir Graphique 4). En 1928, l'État a investi de nouveau dans cette industrie et a créé le Frigorífico Nacional sur le site de la Frigorífica Uruguaya. Ces trois usines de Montevideo ainsi que l'Anglo à Fray Bentos étaient les principales usines frigorifiques du pays. D'autres, plus petites, ont été édifiées dans la périphérie de Montevideo et dans les plus grandes villes du pays.

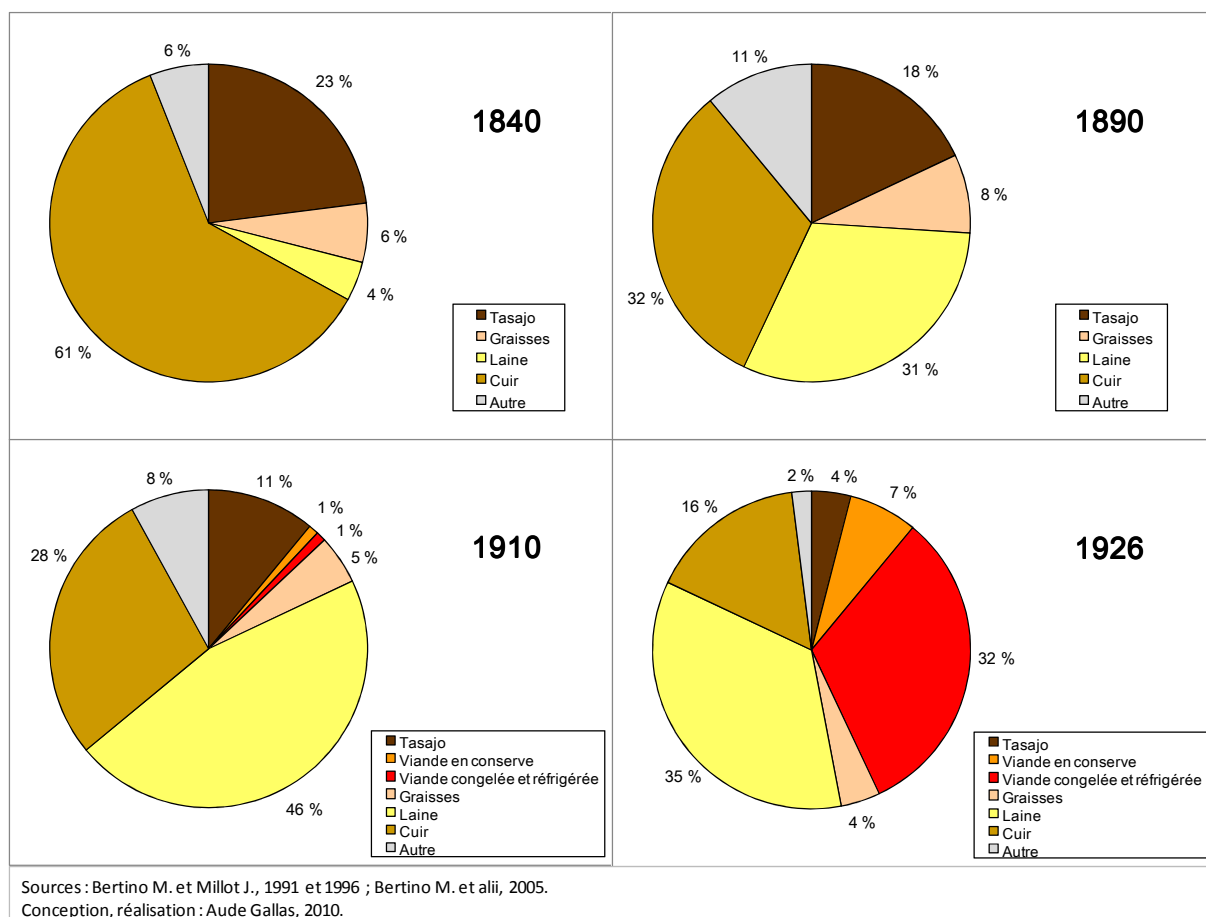
La laine, quant à elle, n'a fait pas l'objet de la même attention bien qu'elle occupait une place de plus en plus importante au sein des exportations. En effet, jusque dans les années 1930, elle était exportée non lavée. Ce n'est qu'à partir de cette période que des laines de meilleure qualité ont été produites et qu'une partie a été lavée, ce qui a permis d'en augmenter la valeur ajoutée.

2.1.2. Exportation exclusive des produits de l'élevage

Durant le XIX^{ème} siècle et le premier tiers du XX^{ème} siècle, la quasi-totalité des recettes de l'exportation provenait des biens de l'élevage (Bertino M. et Millot J., 1991 et 1996 ; Bertino et alii, 2005). Au cours de la période, quatre biens dominaient les exportations : le cuir, la laine, la viande vendue sous forme salée ou congelée (voir Graphiques 3). À ce propos, José Pedro Barrán et Benjamín Nahum ont démontré la spécificité de l'Uruguay par rapport aux autres pays latino-américains. Comme la majorité des pays du continent, l'Uruguay a connu différents cycles productifs successifs au cours de son histoire. La notion de « cycle économique » se traduit par la prédominance d'une production ou de plusieurs productions assurant, à un pays ou à une région, une assise économique forte. La particularité des cycles en Amérique latine est

qu'ils correspondent à des périodes et chaque nouveau cycle remplace le précédent ; la spécialisation est donc temporaire, cyclique. La production dominante du cycle antérieur n'est pas stoppée mais elle devient secondaire, par rapport à la nouvelle, dans l'économie nationale. Dans ce contexte, l'Uruguay se singularise car l'apparition d'un nouveau produit exportable vient s'ajouter et le compléter sans hiérarchiser les productions. Ainsi, José Pedro Barrán et Benjamín Nahum distinguent trois cycles depuis l'époque coloniale. Le premier s'est étendu de 1700 à 1860, il s'agissait du cycle du cuir et du *tasajo* ; à partir de 1860, un deuxième cycle a commencé, la laine a complété le cuir et le *tasajo* ; enfin dès 1914 - et jusqu'en 1985 (date de publication de l'article) - a débuté le cycle du cuir, de la laine et des viandes réfrigérées (voir Graphiques 3).

Graphiques 3 - Évolution des exportations de l'Uruguay entre 1840 et 1926 (pourcentage de la valeur totale des exportations de chaque produit de l'élevage)



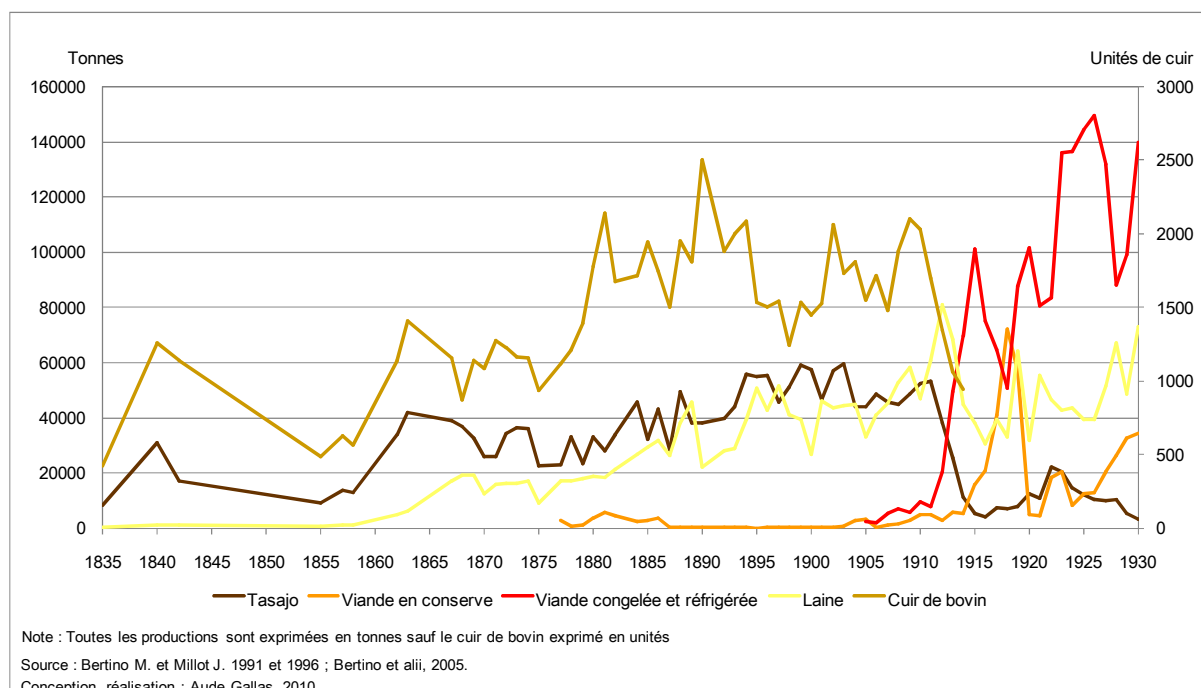
La seule production à avoir disparu du champ des exportations est le *tasajo*. Comme expliqué précédemment, cette production est de mauvaise qualité, elle a perdu des débouchés avec l'abolition de l'esclavage et a été supplantée par la viande fraîche dès l'apparition de l'industrie frigorifique. Le découpage en seulement trois cycles proposé par les auteurs, dont les produits de l'élevage seraient l'unique composante, est critiquable. En effet, la composition des

exportations a été diversifiée au cours du XX^{ème} siècle. Néanmoins, elle est tout à fait valide pour la période étudiée ici.

La destination des exportations variait selon le type de biens et la période concernée. Deux zones géographiques principales peuvent être distinguées : les pays limitrophes et l'Europe. Au sein des pays limitrophes, la part des exportations vers le Brésil avoisinait voire dépassait 20 % des exportations totales jusqu'au début du XX^{ème} siècle. Ensuite, elle a baissé. Cette baisse était due à la diminution par le Brésil de ses importations de *tasajo* et à l'augmentation de l'exportation de viande vers d'autres pays. En Europe, deux partenaires privilégiés se dégagent : le Royaume-Uni, dont les importations correspondaient à 20 et 30 % du total des exportations durant toute la période, et la France. Ces deux pays ont joué un rôle politique et économique spécifique dans la région du Río de la Plata durant tout le XIX^{ème} siècle ce qui s'est reflété dans les alliances économiques. Alors que le Royaume-Uni représentait le plus gros importateur de viande – près de 50 % des exportations à partir de l'essor de l'industrie frigorifique – la France représentait à peu près 20 % des exportations des principales productions (viande, cuir, laine). Au cours des années 1920, la part des exportations vers l'Allemagne ont fortement augmenté, faisant de ce pays le troisième partenaire économique de l'Uruguay, principalement pour le cuir et la laine. Enfin, hors de ces zones, il est important de considérer une destination qui s'est renforcé dès les années 1910, les États-Unis, notamment pour l'exportation de cuir.

Comme le montre le Graphique 4, au cours de la période, les volumes exportés ont beaucoup varié. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène. Les premières causes sont les aléas nationaux. Le bétail était une ressource fragile qui résistait difficilement aux catastrophes climatiques telles que les inondations ou la sécheresse prolongée. En outre, comme expliqué précédemment, durant une grande partie du XIX^{ème} siècle, le pays était en proie aux guerres civiles qui détruisaient régulièrement une partie du stock de bétail. À cela, s'ajoute une deuxième série de causes liées à la demande notamment européenne. Pendant les périodes d'industrialisation, de croissance de l'économie et de la première Guerre Mondiale, la demande augmentait fortement alors qu'en période de ralentissement de l'économie et de perte de pouvoir d'achat des ménages – particulièrement remarquable avec la crise de 1929 – la demande, en viande fraîche notamment, se rétractait. Les dernières années de la première Guerre Mondiale ont également marqué une forte chute des importations de viande réfrigérée et de laine par les pays européens alors qu'au contraire, l'importation de viande en conserve (*corned beef*) a augmenté du fait des besoins sur les champs de bataille.

Graphique 4 - Volumes des principales exportations en Uruguay entre 1835 et 1930



Cette extraversion de l'économie ne s'est pas limitée à l'exportation. L'Uruguay était également un pays importateur de biens manufacturés provenant d'Europe, ce qui a généré une balance commerciale déficitaire. Le pays exportait des matières premières à peine transformées alors qu'il importait de biens à haute valeur ajoutée puisqu'ils étaient industrialisés (outillage industriel, biens d'équipement domestique). Néanmoins, des mesures protectionnistes telles que des tarifs douaniers élevés ont été mises en place dès la fin du XIX^{ème} siècle. Cette politique a été renforcée durant les deux mandats présidentiels de José Batlle y Ordoñez (1903-1907 et 1911-1915). José Batlle y Ordoñez a réformé le système fiscal ce qui a eu des répercussions sur le système économique. Il limitait les importations par une hausse des taxes sur les biens manufacturés importés et favorisait le développement et la diversification de l'industrie locale grâce à l'investissement national et étranger. Des industries de transformation de matières premières agricoles ainsi que des industries de biens manufacturés tels que le papier, le textile, les chaussures et l'ameublement ont vu le jour durant le premier tiers du XX^{ème} siècle. Ainsi, bien que les mesures aient été ponctuelles, elles ont concouru, comme en Argentine à la même période, à un développement économique proche du modèle de substitution aux importations promu, dans les années 1960-1970, par l'école de la dépendance et la CEPAL (Commission Économique Pour l'Amérique Latine et la Caraïbe), faisant de l'Uruguay l'un des pays les plus industrialisés d'Amérique latine dans les années 1930 (Finch H., 2005).

2.2. Montevideo, port centralisateur des flux commerciaux

Le lieu central de cette organisation économique était Montevideo et plus particulièrement son port. Située sur la rive gauche du Río de la Plata, delta de fond d'estuaire du Río Paraná rejoint par le Río Uruguay, la ville de Montevideo occupait une place stratégique. À l'époque, sa localisation, premier port à l'embouchure du Río de la Plata, était reconnue internationalement. En outre, pour les Britanniques, ce port faisait contrepoids à celui de Buenos Aires, situé en amont du fleuve, donc cet accès au continent n'était pas abandonné au contrôle d'une seule nation. Dès les premiers temps de la colonisation, cette zone a été envisagée comme l'entrée dans le bassin hydrographique du Paraná. La méconnaissance de l'intérieur des terres autorisait, à cette époque, tous les fantasmes : le Río de la Plata permettait d'atteindre El Dorado situé au Paraguay ou encore s'ouvrait sur un espace plein – c'est-à-dire densément peuplé – offrant un nouveau débouché aux marchandises européennes (Klaczko J. et Rial J., 1981). À l'époque coloniale, la fondation de la ville de Montevideo à cet endroit était liée à l'existence d'un port naturel profond utilisable sans aménagement majeur. Durant cette période, soutenu par la Couronne espagnole, le port de Montevideo a joué le rôle de canalisateur du commerce entre colonies et métropole supplantant, à la fin du XVIII^{ème} siècle, le port de Buenos Aires. Le commerce triangulaire a participé à l'expansion de Montevideo. Le port était au cœur du système de commerce colonial, nœud de communication entre les axes maritimes. Les biens européens étaient acheminés depuis l'Espagne vers Montevideo d'où les bateaux repartaient chargés de *tasajo* pour Cuba ; d'autres partaient d'Europe, faisaient escale en Afrique où ils se étaient chargés en esclaves, et rejoignaient Montevideo, base à partir de laquelle les esclaves étaient envoyés vers le Brésil et Cuba, principalement. Enfin les bateaux revenaient en Europe chargés de cuir (Bertino M. et Millot J., 1991). Avec l'abolition de l'esclavage, l'affaiblissement de la Couronne espagnole puis les Indépendances, l'importance du port de Montevideo a peu à peu été remise en cause par le port de Buenos Aires. En effet, les ports de Montevideo et de Buenos Aires ont mené une lutte perpétuelle pour la domination de la région à coups de baisse des tarifs douaniers. La suprématie du port de Montevideo a finalement été de courte durée car il a été profondément affaibli par les boycotts durant les guerres civiles, notamment la Guerra Grande (1839-1851).

Si le statut régional et international de ce port a oscillé entre prospérité et stagnation voire récession, son rôle national est demeuré central. Dans la première moitié du XIX^{ème} siècle les installations du port ont été perfectionnées et le nouveau port, le port du Buceo, a été mis en service en 1843. Seul port national pour le commerce d'outremer, il était le point de rupture de charge entre l'Uruguay et le reste du monde. Toutes les productions nationales exportables étaient drainées jusqu'à Montevideo avant d'embarquer pour d'autres contrées et inversement toutes les marchandises venues d'Europe transitaient par Montevideo avant d'être acheminées

vers les autres villes de la Campaña. Ce contrôle du commerce a renforcé la centralité de Montevideo au sein de l'espace national. Ainsi, la majeure partie des industries installées dans le pays, l'ont été à Montevideo. L'implantation dans la capitale a été choisie pour faciliter et réduire le coût du transport. En effet, les machines nécessaires au fonctionnement de l'industrie arrivaient d'Europe et passaient par le port de Montevideo et les matières premières, une fois transformées, pouvaient embarquer directement. Par exemple, le quartier du Cerro, situé dans la baie en face du port, qui concentrait déjà plusieurs *saladeros* a également été le quartier choisi pour l'implantation du premier *frigorífico*. Montevideo concentrait donc la majeure partie des industries du pays, même si son essor industriel est demeuré modéré :

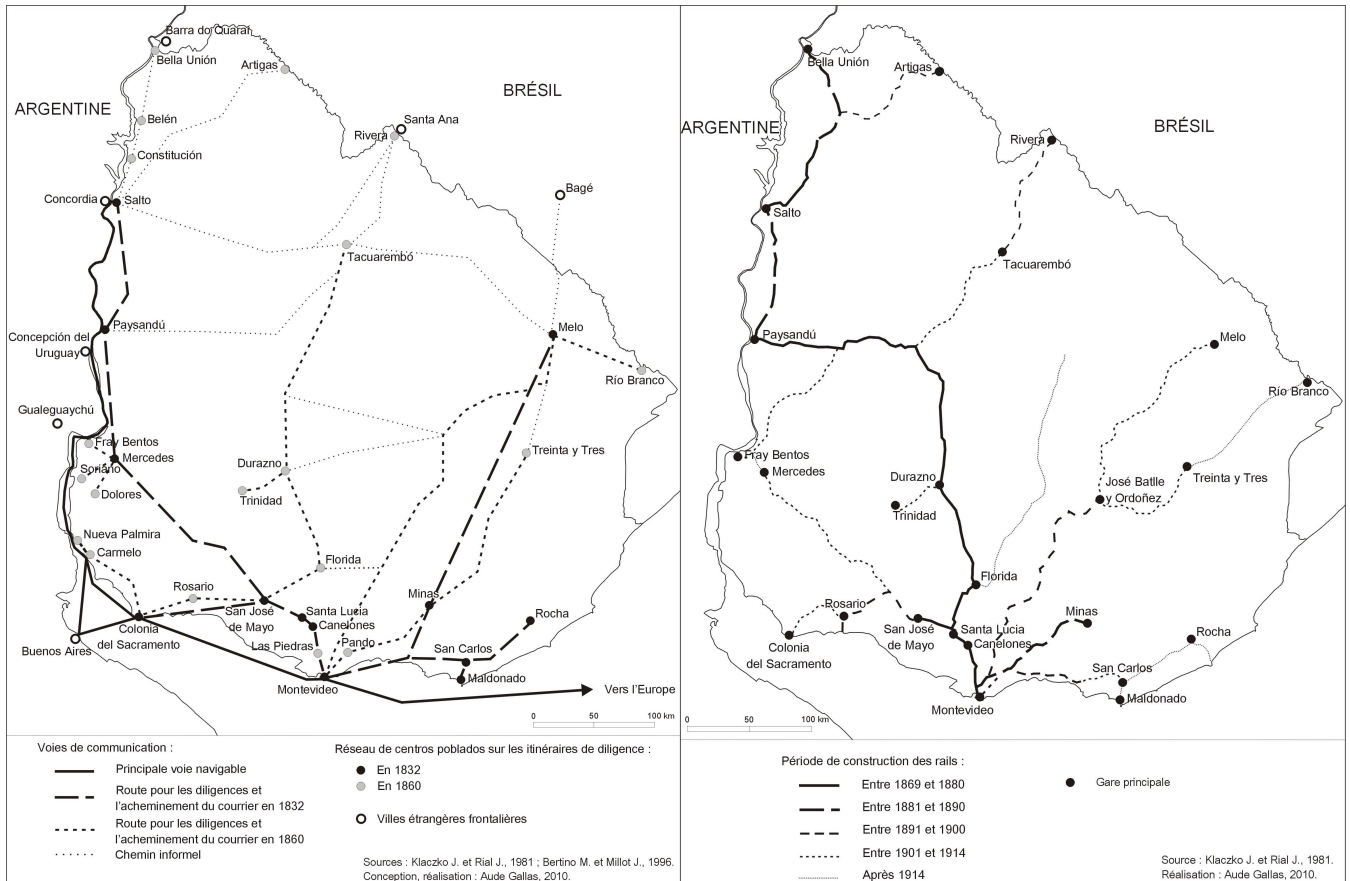
« La relation entre industrialisation et développement urbain, à l'échelle nationale, n'a pas été importante, tant cette activité n'a pas promu une diversification des fonctions et une multiplication des services. Les paysages industriels ont été aussi utopiques que les agricoles. Cependant, ce processus, avec toutes ses influences, a été remarquable dans le cas de Montevideo, unique ville qui, par sa densité, dispose d'un marché capable de permettre le développement d'usines. »^{xii} (Klaczko J. et Rial J., 1981 : 60).

Les autres ports du Río Uruguay et du Río de la Plata (Salto ; Paysandú ; dans une moindre mesure et plus tardivement, Fray Bentos et Nueva Palmira) étaient donc des ports de cabotage assurant la liaison entre le nord, l'ouest du pays et les ports internationaux de Buenos Aires et Montevideo. À l'époque, au sein de ce groupe, le port de Salto, localisé en aval de chutes infranchissables sur le Río Uruguay, se démarquait des autres car il drainait tout le trafic de la région nord de l'Uruguay mais aussi une partie du trafic provenant du nord-est de l'Argentine (région de Misiones) et du sud-est brésilien (région du Rio Grande do Sul). Le rayonnement de Salto sur tout le nord du pays s'est renforcé au cours du XIX^{ème} siècle.

Montevideo s'étant consolidée au XIX^{ème} siècle en tant que port-capitale, les voies de communication ont été organisées puis modernisées afin de faciliter le lien avec la Campaña. Le réseau a été construit en étoile à partir de Montevideo (voir Cartes 4). Les routes carrossables utilisées pour le parcours des diligences pour le courrier étaient également les axes empruntés par les marchandises et les voyageurs. En 1860, aucune route transversale pavée ne connecte les villes de l'Ouest avec celles de l'Est. La première transversale, en 1865, reliait Tacuarembó à Melo et Río Branco. Le centre et l'est du pays apparaissaient isolés alors que les espaces situés en bordure des fleuves étaient connectés à la capitale non seulement par des voies carrossables mais aussi par des voies fluviales. À la fin du XIX^{ème} siècle, les infrastructures de transport se sont modernisées et se sont diversifiées grâce à des financements privés étrangers. La compagnie ferroviaire anglaise, la Central Uruguay Railway Ltd, qui a racheté en 1876 la Compañía del Ferrocarril Central de Uruguay, a réalisé tout le réseau du pays. La première voie de chemin de fer a été posée en 1867 à partir de Montevideo vers la périphérie nord, puis quelques années plus tard une seconde voie au départ de Salto a été construite. Dans un premier temps, la diffusion du chemin de fer a progressé lentement puis, entre 1884 et 1892, elle a explosé.

Montevideo a été reliée à l'extrême nord du pays en 1890. Loin de rétablir l'équilibre, le réseau ferroviaire a accentué la centralité de Montevideo.

Cartes 4 - Voies de communication en Uruguay en 1860 et réseau ferroviaire dans la première moitié du XX^{ème} siècle



L'économie de l'Uruguay, fondée sur le commerce régional et international de son unique richesse : l'élevage – et ses produits dérivés – a façonné l'organisation du territoire national, faisant de la capitale portuaire, la centralité majeure du pays. Montevideo, seule ville importante, était donc le seul pôle industriel d'envergure, drainant jusqu'à lui une grande partie des matières premières. Cette centralité a été confortée tout au long du XIX^{ème} siècle par les mobilités de population approfondissant la dichotomie entre la capitale et le reste du pays.

3. Un espace faiblement et inégalement peuplé

Le peuplement de l'Uruguay est ambivalent car il participe à former un espace à la fois urbain et de faible densité de population. En effet, la population s'est concentrée dans les villes, Montevideo en premier lieu. La Campaña est demeurée un espace peu peuplé au sein duquel la population était dispersée et elle a été affectée, très tôt par rapport aux autres pays d'Amérique latine, par une émigration des campagnes vers les villes.

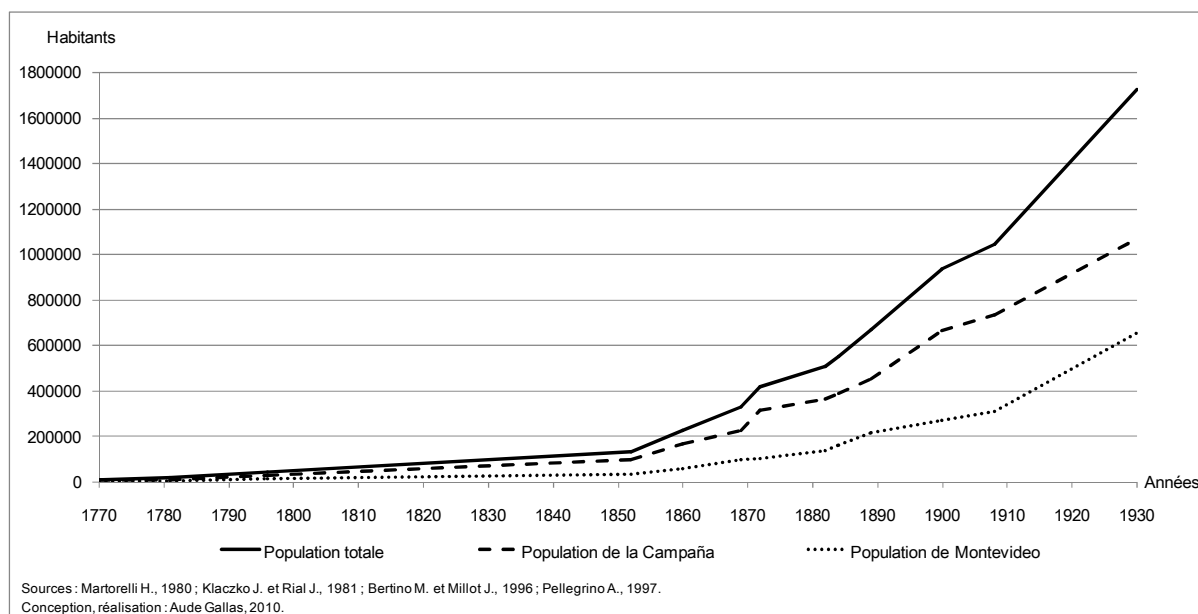
3.1. Immigration et inégale répartition de la population

3.1.1. Une immigration urbaine

En comparaison avec d'autres régions du continent, la conquête-colonisation de la Banda oriental a été tardive (voir 1.1. de ce chapitre). Ainsi, la population de cette zone est demeurée longtemps peu nombreuse. Jusqu'en 1852, la croissance de la population était faible et le nombre d'habitants ne dépassait pas 150 000. Ce n'est qu'à partir de cette date que les recensements font état d'une forte croissance (voir Graphique 5). Entre 1852 et 1908, la population uruguayenne a ainsi été multipliée par huit et dépasse le million d'habitants.

Si les historiens et démographes s'accordent sur cette tendance générale d'accroissement, les données statistiques qu'ils avancent sont souvent très variables. En effet, à cette époque, les recensements étaient peu nombreux et espacés dans le temps, on en compte deux pour le XIX^{ème} siècle (1852 et 1860) et un seul pour les soixante premières années du XX^{ème} siècle (1908). En outre, les données des recensements étaient parfois partielles et ne permettaient pas toujours une correspondance entre les différentes années. Néanmoins, ils ont été complétés par des recensements partiels à l'échelon départemental et par des estimations proposées par les historiens ou démographes – Juan Rial par exemple – à partir du recoupement de multiples sources. Les données statistiques officielles et les estimations ont permis de réaliser le Graphique 5.

Graphique 5 - Évolution de la population de la Banda orientale et de l'Uruguay en 1769 et 1930



Durant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle et le premier quart du XX^{ème} siècle, l'Uruguay a connu des taux de croissance de population record - du fait de la très faible population installée sur le territoire avant 1850 - dépassant ceux de l'Amérique du Nord comme ceux des autres pays de l'Amérique du Sud. Cette forte croissance était liée d'une part à l'accroissement naturel¹³ et d'autre part aux vagues d'immigration, notamment européenne. L'immigration européenne vers le continent américain représentait près de cinquante millions de personnes, dont plus des trois quarts se sont installés en Amérique du Nord. Environ onze millions d'individus se sont dirigés vers l'Amérique du Sud dont la moitié en Argentine, un tiers au Brésil et 5 % en Uruguay - le reste vers les autres pays du continent - (Pellegrino A., 1997). Une première vague de migrants a été identifiée dans les années 1860-1870, puis une seconde, la plus importante quantitativement a été repérée au cours de la décennie 1880 (Bertino M. et Millot J., 1996). Par la suite, même si les migrants ont continué d'affluer en nombre, le solde migratoire n'était pas aussi élevé que celui des années 1880. L'origine nationale des migrants est demeurée assez homogène durant toute la période. En 1860, 53 % des étrangers installés en Uruguay étaient européens et 34 % étaient brésiliens. Parmi les Européens, ont été recensés 25 % d'Espagnols, 14 % d'Italiens et 12 % de Français. En 1908, la présence des Européens s'est renforcée puisque 72 % des étrangers étaient originaires du vieux continent, 34 % étaient italiens et 30 % espagnols. Les chiffres font état également d'immigrants argentins, moins nombreux que les Brésiliens et d'autres nationalités d'Europe comme des Belges, des Suisses et des Portugais. Les Brésiliens étaient très présents dans les régions nord et est du pays, frontalières avec le Brésil - actuels départements d'Artigas, Rivera, Cerro Largo, Tacuarembó et

¹³ Selon Raquel Pollero, citée par Adela Pellegrino, en 1908, la fécondité était estimée à six enfants par femme (Pellegrino A., 1997).

Salto. Ils s'établissaient prioritairement dans les campagnes et prenaient parfois possession de grands domaines (Klaczko J. et Rial J., 1981). En revanche, les Européens et dans une moindre mesure les Argentins préféraient s'installer à Montevideo qui, à la fin du XIX^{ème} siècle, était la cinquième plus grande ville d'Amérique latine. D'ailleurs, durant toute la période, la moitié de la population de la capitale était étrangère alors que le pays ne comptait en moyenne qu'un tiers d'étrangers. Lorsqu'ils ne restaient pas à Montevideo, les Européens se fixaient dans la périphérie de la ville dans les actuels départements de Canelones et de Colonia ou dans les villes, capitales le plus souvent, des départements situés sur les rives du Río Uruguay – à Salto ou à Paysandú – et du Río de la Plata. Après les années 1870, rares étaient les Européens à s'installer dans les zones rurales. En effet, comme l'ont montré les historiens, peu de migrants étaient originaires des campagnes et pratiquaient l'activité agricole avant d'émigrer :

« Les immigrants ont eu tendance à se concentrer dans Montevideo et ses alentours au fur et à mesure qu'ils étaient refusés dans les exploitations d'élevage : la terre était totalement occupée et le mode de production dominant requérait moins d'hommes que ceux qui vivaient dans la campagne. Du fait de leur poids numérique dans la population active de la ville, ils ont eu tendance à réaliser la majeure partie des activités comme ouvriers (spécialement dans les saloirs), artisans ou petits commerçants. Ils ont été employés aussi comme ouvriers et métayers dans les activités agricoles autour de Montevideo. »^{xiii} (Bertino M. et Millot J., 1991 : 127).

Au côté de cette population de salariés, en 1889, 62 % des ouvriers et employés de Montevideo étaient européens, une partie des immigrants s'est lancée dans l'entrepreneuriat. À la même date, 85 % des entrepreneurs industriels étaient européens (Klaczko J. et Rial J., 1981). Par ailleurs, ceux qui se sont établis dans les alentours de Montevideo étaient souvent agriculteurs et se sont spécialisés dans le blé puis dans le maraîchage, la fructiculture et la viticulture. La migration européenne a donc participé à renforcer le caractère urbain du pays.

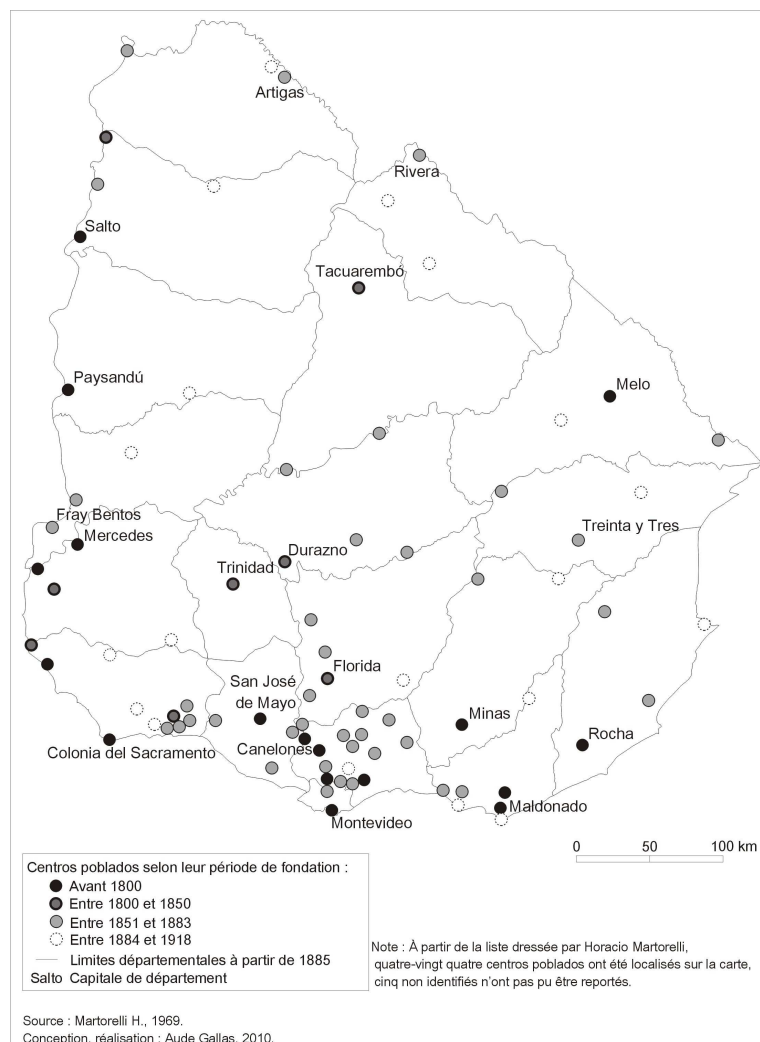
3.1.2. Concentration de la population dans les *centros poblados*

Comme cela a été abordé en début de chapitre, le mode de mise en valeur de l'espace, l'*estancia* d'élevage, loin de favoriser la concentration de la population a conduit, au contraire, à sa dispersion. En effet, les grandes étendues de terres, le besoin limité en personnel et l'absence de nécessité de chemins – le bétail pouvant être conduit à travers champ au saloir ou à l'usine frigorifique – ne n'ont pas facilité le regroupement de la population. Ainsi, en Uruguay, la création des *centros poblados* – zones de population agglomérée, disposant d'un minimum de services, au moins un commerce – a été, dans un premier temps (fin XVIII^{ème} siècle, première moitié du XIX^{ème} siècle), essentiellement due à une volonté de contrôle du territoire. En effet, il s'agissait de fonder des *centros* pour pacifier un territoire en proie aux guerres civiles et pour freiner les incursions étrangères. À travers ces *centros poblados*, l'État, dont le centre de commandement a été installé à Montevideo, s'assurait des relais de la capitale sur tout le territoire. Une seconde source importante de fondation de *centros*, selon Horacio Martorelli (1969), a été l'agglomération spontanée de population (au cours du XIX^{ème} siècle) qui s'est

opérée autour d'un commerce, d'une chapelle ou à proximité d'une gare, d'un carrefour routier. La fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle a concentré le plus grand nombre de fondations. Les données à ce propos sont très variables d'un auteur à l'autre. Avant 1869, Jaime Klaczko et Juan Rial, reprenant les statistiques de la Dirección General de Estadísticas (DGE), recensaient 37 *centros* contre 23 pour Horacio Martorelli (1980). Entre 1869 et 1908, Jaime Klaczko et Juan Rial en comptaient 76, la DGE, 89. Entre 1830 et 1899, Horacio Martorelli en dénombrait 62 auxquels 10 nouvelles fondations se sont ajoutées entre 1900 et 1914. Ces données, au-delà de leur différence, témoignent de l'importance du nombre des fondations dans le dernier tiers du XIX^{ème} siècle.

Sur le territoire, leur répartition n'a pas été homogène. Malgré la volonté de l'État de contrôler et d'administrer tout le territoire, certaines zones sont restées longtemps à l'écart des fondations. À partir de la liste des créations de *centros poblados* proposée par Horacio Martorelli (1969), quatre phases, correspondant à quatre temps de l'appropriation effective du territoire, peuvent être distingués (voir Carte 5).

Carte 5 - Fondation des *centros poblados* en Uruguay jusqu'au début du XX^{ème} siècle



Au cours de la première phase, qui couvre tout le XVIII^{ème} siècle, les fondations étaient rares et limitées aux rives du Río Uruguay et du Río de la Plata. Pendant la deuxième phase, qui s'étend sur la première moitié du XIX^{ème} siècle, les créations se sont poursuivies sur les rives du Río Uruguay et d'autres ont été réalisées dans le centre, au sud du Río Negro. Ensuite, lors de la troisième phase, qui correspond à la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, les abondantes fondations se sont localisées dans la périphérie de Montevideo, dans un rayon d'une centaine de kilomètres ; quelques *centros poblados* ont également été établis dans l'extrême nord du pays. Enfin, la dernière phase, qui a lieu avec la révolution du chemin de fer, a conduit à une densification des *centros poblados* au sud du Río Negro auxquels quelques fondations éparses dans le reste du pays se sont ajoutées.

L'étude de l'immigration et de l'organisation des *centros poblados*, révèle le déséquilibre de la distribution de population sur le territoire uruguayen. Même si, comme le montre le Graphique 5, la croissance de la population de la Campaña était nettement plus importante que celle de Montevideo entre le milieu de la décennie 1880 et la fin des années 1910 - du fait d'un solde naturel plus fort que dans la capitale (les pratiques reproductives étant en pleine transformation) - Montevideo représentait déjà à cette époque 30 % de la population totale du pays. Cette suprématie, due à la concentration en ce seul point de toutes les fonctions structurantes du territoire : politique, économique, industrielle et commerciale, s'est renforcée dans le premier tiers du XX^{ème} siècle puisqu'en 1930, 38 % de la population résidait dans la capitale (Pellegrino A., 1997). En 1908, alors qu'un peu plus de 300 000 personnes vivaient à Montevideo, seules 20 000 habitaient dans les deux villes les plus peuplées après la capitale - Paysandú et Salto - (Bride A. 1972). En outre, la fondation de *centros poblados* en périphérie de Montevideo a conforté le poids de la capitale au sein du territoire. Par ailleurs, l'opposition entre Montevideo et la Campaña s'est reproduite à l'échelon de la Campaña entre les capitales de département, c'est-à-dire les villes principales, et le reste. Ces villes, *centros poblados* de plus grande importance, concentraient, à l'image de Montevideo, la majeure partie des services locaux et polarisaient tout un espace régional. Comme le signale Anne Bride, dans sa thèse de doctorat sur les petites et moyennes villes de l'Uruguay, les études portant sur l'histoire de ces villes sont rares. Malgré cela, l'auteur explique que, parmi elles, les villes portuaires avaient un rôle plus structurant que les autres, du fait des liens forts qui les unissaient à Montevideo (Bride A., 1972). Ainsi, leur rayonnement dépendait du niveau de services qu'elles concentraient et de la densité des *centros poblados* de la zone. L'importance des villes, capitales de département, et des autres *centros poblados* de la Campaña, s'est amplifiée à la fin du XIX^{ème} siècle avec la migration intérieure.

3.2. Changements productifs et premières émigrations dans les campagnes

3.2.1. De l'estancia « núcleo social » à l'estancia « capitaliste »

Dans les premiers temps de la colonisation, la population de la Banda oriental était principalement rurale, comme cela a été expliqué en début de chapitre. Nomade, elle se déplaçait au gré des pérégrinations du bétail. La diffusion de la propriété privée et des *estancias de rodeo* a été un moyen de sédentarisation d'une partie de cette population. Pour Vincente Rovetta, l'estancia « primitive », *estancia de rodeo*, fonctionnait comme une véritable organisation sociale malgré les relations de forte dépendance (évoquées précédemment). Selon cet auteur, l'estancia est un « núcleo social local », c'est-à-dire l'agglomération d'une grande diversité de population. Deux catégories d'individus se distinguaient : les personnes présentes de manière permanente sur l'exploitation : le patron – lorsqu'il n'est pas absent –, l'administrateur, les *peones*, les *agregados* et leurs familles respectives, et les gens de passage : les saisonniers, les vendeurs ambulants. Comme le souligne l'auteur, au sein de l'espace rural ces agglomérations de population étaient séparées par de grandes distances, les groupes d'habitants vivaient donc isolés les uns des autres. Seuls les *peones* n'ayant pas d'activité fixe et se déplaçant à la recherche d'un emploi assuraient le lien entre les différents *núcleos*. Ils diffusaient les informations et participaient à l'intégration des *núcleos* des *estancias* dans un réseau plus vaste.

Au cours du XIX^{ème} siècle, l'espace de diversité et de sociabilité que représentait l'estancia s'est dégradé (Rovetta V., 1965). Les grands propriétaires insérés sur le marché mondial, pour le commerce des produits de l'élevage, cherchaient des moyens d'accroître la rentabilité du *latifundio*. Ce pari était difficile à relever car il supposait d'augmenter la productivité alors que le *latifundio* était extensif. Les possibilités d'alimentation du bétail se limitaient aux potentialités de la nature et il n'était pas envisageable d'augmenter le nombre de têtes. Le métissage des espèces avec l'intégration d'animaux plus charnus et l'*alambramiento* permettant une gestion plus raisonnée des pâtures ont donc offert une alternative aux propriétaires. Ces investissements ont ouvert la voie à d'autres mesures pour multiplier les revenus de l'estancia telle que la réduction du coût du facteur travail. La première mesure, rendue possible grâce à l'*alambramiento*, était la limitation des besoins de main-d'œuvre pour surveiller, regrouper, séparer le bétail. Une partie du personnel a été remerciée. En outre, l'*alambramiento* fixait définitivement les limites des établissements ce qui permettait aux propriétaires d'expulser les occupants illégaux de leurs terres comme les *agregados*. La dernière mesure importante était l'expulsion des familles de salariés hors de l'estancia pour réduire le coût du logement et de la nourriture. Tous les historiens en font état car elle a marqué la fin de la diversité sociale au sein de l'estancia et a eu des conséquences sur tout l'espace rural ainsi que sur la ville. Comme le signale Karl Polanyi, lorsqu'il analyse les campagnes anglaises, les *enclosures* – mouvement de

clôture des champs opéré par les seigneurs anglais entre le XV^{ème} et le XVIII^{ème} siècles afin de reconverter les terres cultivées en pâturage pour l'élevage ovin dont les gains semblaient prometteurs – bien qu'elles aient eu des répercussions positives sur la puissance économique de l'Angleterre avec l'essor des exportations et le développement des industries lainières, les conséquences sur la population rurale ont été dramatiques sur l'emploi et ont notamment provoqué l'abandon des villages (Polanyi K., 2009).

3.2.2. Premières émigrations

À propos des migrations campagnes-villes, les statistiques disponibles sont peu nombreuses. Les recensements du XIX^{ème} siècle distinguent Montevideo de la Campaña mais pas le rural de l'urbain. Le recensement de 1908 est le premier à proposer cette différenciation. Ainsi, seules les estimations réalisées par les historiens autorisent la comparaison.

▪ *Alambramiento et emploi dans les estancias*

Alors que les sources d'emploi étaient déjà rares dans un espace rural peu utilisateur de main-d'œuvre, l'*alambramiento* a amplifié le phénomène. Dans les années 1860, un travailleur était nécessaire pour s'occuper de 1 000 vaches ou de 1 200 moutons (Barrán J. P. et Nahum B., 1967), ce qui, en fonction du nombre de têtes de bétail, représentait un besoin total de 11 000 personnes. Sachant qu'à cette époque la population rurale était estimée à 130 000 personnes, Juan Rial (1985) calcule qu'environ 26 000 hommes auraient été sans emploi. Suite à la pose des clôtures et à la forte augmentation du nombre d'ovins dans les années 1880, José Pedro Barrán et Benjamín Nahum (1967) considèrent qu'il y avait besoin d'un à deux travailleurs pour s'occuper de 2 000 hectares de terre, ce qui correspondait à 15 000 hommes pour toutes les *estancias*. La population approchant 400 000 habitants à ce moment, José Pedro Barrán et Benjamín Nahum évaluent le nombre d'hommes non occupés à 40 000. Ces hommes « en trop » formaient une armée de réserve disponible pour les grands propriétaires. Il était des « surnuméraires », c'est-à-dire qu'ils n'avaient pas de place reconnue au sein de la société (Castel R., 1999). L'existence de tels individus qui non seulement n'exercent aucun emploi mais qui en plus souhaitent travailler a pour conséquence, selon Robert Castel, de faire baisser les salaires, le rapport entre l'offre et la demande d'emploi étant inégal. Cette diminution a été constatée par les historiens qui ont travaillé sur cette question, cependant, elle était très variable selon la région et l'*estancia*, et elle affectait principalement les *peones* non spécialisés. Les hommes appartenant à cette réserve travaillaient de manière épisodique, ils étaient journaliers – c'est-à-dire que leur rémunération était fonction du nombre de jours travaillés –, appelés pour les grands travaux. Juan Rudolf et Germán Wettstein (1969) expliquent, par exemple, que la tonte des montons était parfois le seul emploi occupé par le journalier durant toute l'année – selon

l'étude du CLAEH¹⁴ de 1963, la tonte pouvait employer jusqu'à 10 000 personnes supplémentaires. Certains trouvaient malgré tout des « petits boulots » (*changas*) :

« Les pauvres qui le peuvent sèment à petite échelle, très petite échelle, ils s'occupent comme journaliers pour conduire les troupeaux, poser les clôtures, vendanger, transporter, couper du bois ou réaliser des petits services, connus sous le nom de *changas*, aux abords des villages. »^{xiv} (García Acevedo D., 1967 : 33).

Juan Rudolf et Germán Wettstein ajoutent que le caractère saisonnier de l'emploi a diversifié l'expérience de mobilité. L'individu a alors acquis de nouvelles connaissances spatiales lui permettant d'élargir sa compétence en matière de déplacement :

« En vertu de la mobilité horizontale qu'impose la recherche d'emploi – migrations proches pour une *changa* brève ou migrations éloignées pendant les saisons – tous les habitants adultes ont connu et apprécié les hameaux plus étendus, les *centros poblados* avec un plus grand nombre de services et les villes avec des loisirs variés. »^{xv} (Rudolf J. et Wettstein G., 1969 : 28).

La mobilité spatiale générée par la recherche d'emploi, liée au caractère temporaire de l'emploi agricole, n'est donc pas un fait nouveau au sein de l'activité agricole. Elle existe depuis la mise en place de relations capitalistes de production fondées sur la recherche d'une plus grande productivité du travail afin de réduire les coûts et d'augmenter ainsi les profits.

La mobilité était toutefois très réglementée au sein des campagnes du fait de leur insécurité. Par ailleurs, la représentation sociale de plus en plus négative des *peones de campo*¹⁵, construite à la fois sur la manière de travailler – parcourir les champs à cheval, surveiller le bétail à l'ombre d'un arbre – et sur l'oisiveté des travailleurs inoccupés, a nourri le besoin de réglementation de la circulation dans l'espace rural. La Ley de vagancia a été votée en 1882, elle a complété le Reglamento de policía de 1827 et le Reglamento de campaña de 1829 qui organisaient la mobilité. Cette législation chargeait la police de ramasser et d'envoyer au front comme soldat, les « *vagos* ». Le *vago* était oisif, il ne travaillait pas, et, comme le vagabond, il était mobile à la recherche d'un emploi. Les règlements ainsi que la loi qui le concernaient faisaient écho à la chasse au vagabond – homme sans travail, c'est-à-dire inactif, sans ressource, et sans aveu, c'est-à-dire sans appartenance communautaire (Castel R., 1999) – menée à la fin du Moyen-âge et à l'époque moderne en Europe. Ces lois restreignaient les mobilités au sein de l'espace rural, seuls les *peones* munis d'un laissez-passer spécifiant le motif et la durée de leur séjour hors de l'*estancia* étaient habilités à circuler. Ces pratiques étaient assimilées par Vincente Rovetta à l'esclavage. Cet auteur a d'ailleurs dédié un ouvrage à l'analyse des conditions de vie et de travail des *peones* qu'il aborde à travers deux dimensions : la législation et la lutte sociale. Il expose notamment les difficultés pour les *peones rurales* de s'opposer à la législation répressive au cours du XIX^{ème} siècle et de faire reconnaître leur statut tout au long du XX^{ème} siècle.

¹⁴ Le CLAEH est le Centre Latino-Américain d'Économie Humaine. Localisé à Montevideo, il est rattaché à l'Université catholique qui délivre les diplômes auxquels il prépare.

¹⁵ Une analyse des représentations sociales des salariés agricoles plus approfondie est réalisée dans la partie 2.

▪ *Départ des populations excédentaires*

En 1880, 8 000 familles ont été expulsées ce qui équivalait à environ 50 000 personnes, soit 14 % de la population de la Campaña (Cluzeau Mortet M. cité par Rial J., 1985). Le départ des familles des *estancias*, hormis celle de l'administrateur, a rendu visible la masculinité de l'emploi agricole autrefois masquée par la présence des femmes et des enfants qui participaient, bien que non rémunérés, aux travaux d'entretien du domaine. À l'émigration de ces familles s'est ajoutée celle des petits propriétaires. Ils n'ont pas pu financer la clôture de leurs exploitations et ont été contraints de vendre leurs terres et de partir. Les individus expulsés des *estancias* - *agregados*, *peones* occasionnels et leurs familles, ainsi que les familles des *peones* permanents - se sont installés aux portes des *estancias*, à proximité de leur source d'emploi, dans des *rancheríos*. Il s'agissait de hameaux constitués de *ranchos* qui disposaient, selon les cas, d'une minuscule parcelle de terre. Dans les *rancheríos*, il existait une forte disproportion entre le nombre d'hommes et de femmes et entre adultes et enfants. En effet, les hommes qui étaient employés dans les *estancias* résidaient sur leur lieu de travail et n'obtenaient de l'employeur qu'une autorisation occasionnelle de rendre visite à leur famille. Dans la littérature, les *rancheríos* sont également nommés « *pueblos de ratas* », (« village de rats ») afin de rendre compte des conditions de vie misérables. Les sources historiques sur la pauvreté et la paupérisation des ruraux, assez abondantes, évoquent les carences dans l'alimentation, l'éducation, la culture ainsi que le manque d'hygiène. Maria Inés Moraes (2003) précise à ce propos que les travailleurs agricoles de cette époque ont toujours été appréhendés, dans les analyses historiques, au prisme de la pauvreté.

Ces premières émigrations de l'*estancia* à la porte de l'*estancia* ont également participé à la fondation des *centros poblados* en milieu rural. Il s'agissait d'une première agglomération de la population rurale dispersée liée, par l'activité économique, aux *estancias*. Ces *centros poblados* se sont développés au fil du temps. Ils sont néanmoins demeurés très rudimentaires car ils ne disposaient pas d'une gamme diversifiée de services. Très souvent, seul un commerce d'alimentation générale était présent. Certains *centros poblados* ont accru leur importance avec la construction du chemin de fer et l'implantation d'une gare. Néanmoins, la plupart est restée à l'état de *rancheríos*, qui loin d'être des agglomérations éphémères, se sont maintenus durant une grande partie du XX^{ème} siècle.

Toute la population migrante ne s'est cependant pas installée dans le *rancherío*, une partie n'a fait qu'y passer avant de rejoindre la ville. C'était le moyen pour les familles d'échapper à la misère et d'espérer rompre avec l'inactivité. Malgré l'absence de données statistiques, des chercheurs montrent que cette migration s'est faite prioritairement à destination des capitales départementales et de Montevideo. À Montevideo, dans le recensement de 1908, 13 % de la population était originaire de la Campaña. Par ailleurs, les Uruguayens émigraient également

au-delà des frontières nationales. En 1869, 15 000 Uruguayens étaient recensés en Argentine, ils étaient près de 50 000 en 1895 et environ 90 000 en 1918. Toutefois, au cours du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} siècle, la population rurale ne cessait d'augmenter passant de 130 000 à 560 000 entre 1860 et 1908. Ainsi, la migration, même si elle n'a pas contribué à faire diminuer la population rurale du fait d'un solde naturel très élevé, a limité sa croissance. En effet, alors que la population rurale a été multipliée par quatre, la population urbaine l'a été par cinq. José Pedro Barrán et Benjamín Nahum comparent l'importance de l'émigration des *estancias* vers les *rancheríos* et les villes à l'émigration survenue dans les campagnes occidentales avec la mécanisation de l'agriculture et l'apparition du tracteur (Barrán J. P. et Nahum B., 1967).

L'immigration internationale et, dans une moindre mesure, les migrations intérieures ont contribué à renforcer le poids démographique des villes en général et de Montevideo en particulier, cette tendance s'est accentuée tout au long du XX^{ème} siècle.

Conclusion du chapitre

Pour synthétiser le propos de ce premier chapitre, le triptyque « prairie-frontière-port » développé par Washington Reyes Abadie, Oscar Bruschera et Tabaré Melogno dans l'ouvrage *La Banda Oriental. Pradera-frontera-puerto* (1966), et, repris par la plupart des historiens à leur suite, semble pertinent. Selon Benjamín Nahum, la « prairie » souligne à la fois l'importance des pâturages bien drainés, la présence de bétail avant la colonisation européenne et la faible population indienne. La « frontière » évoque le caractère tampon de l'Uruguay, d'abord entre deux empires puis entre deux nations, ce qui a allongé et complexifié le processus de construction nationale. Le « port », élément indispensable du lien avec l'extérieur, renvoie également à l'origine de la dichotomie ville-campagne dans le pays. (Nahum B., 2002)

L'Uruguay du début du XX^{ème} siècle apparaissait donc comme une campagne divisée en grandes propriétés d'élevage extensif qui s'étendaient à perte de vue et dont des clôtures marquaient les limites. À la porte des *estancias* se trouvaient des villages, des hameaux, regroupant des maisons faites de matériaux précaires et à l'intérieur desquelles les conditions de vie étaient difficiles. Par endroit, sur les rives des fleuves-frontières, ont émergé des villes qui polarisaient un espace de faible densité de population plus ou moins étendu. Ces villes avaient des fonctions essentiellement tertiaires : commerce, administration. Quelques-unes, rares, ont néanmoins accueilli une grande industrie. Grâce au chemin de fer, elles ont été de mieux en mieux reliées à Montevideo. Le maillage urbain était lâche, sauf dans le Sud entre Colonia del Sacramento et Maldonado. Au sein de ce réseau dominait Montevideo, une ville multifonctionnelle : tertiaire, politique, industrialo-portuaire et culturelle. En tant que capitale de l'Uruguay, elle contrôlait et administrait un territoire de plus en plus unifié. Montevideo concentrait déjà plus d'un tiers de la population du pays¹⁶. Elle s'étendait et intégrait de plus en plus sa périphérie agricole pour son approvisionnement quotidien.

¹⁶ Adela Pelligrino (1997) estime qu'en 1930 Montevideo concentrait environ 38 % de la population du pays.

ⁱ Citation originale : « Uruguay es el paradigma de una nación urbana. Más del setenta y siete por ciento de su población vive en centros de más de dos mil habitantes. Y aún más, el viajero, aquel que no se limita sólo a conocer Montevideo, tiene la vivencia de una sociedad rural, de un país casi vacío, con « islas » donde los hombres se concentran : capitales de departamentos y villas a lo largo de vías de comunicación rodeados por un despoblado hinterland. »

ⁱⁱ Citation originale : « El clima templado que permite el pastoreo al aire libre durante todas las estaciones del año, una topografía ondulada que favorece el desarrollo de los suelos, sobre los que se desarrolla una vegetación natural predominantemente de pradera, una distribución de las lluvias que asegura también el desarrollo de dicha vegetación a la vez que permite una buena disponibilidad de aguadas naturales para el ganado. »

ⁱⁱⁱ Citation originale : « En 1611 y 1617, Hernandier ordenó la introducción de ganados en la Banda oriental adelantándose en un siglo a la ocupación permanente de este territorio. No precedieron al hombre, como se afirma comúnmente, sino a los asentamientos del colonizador español. »

^{iv} Citation originale : « Hablamos de conquista-colonización, porque el proceso exigió la lucha con los indios, su exterminio o sometimiento. [...] También fue colonización porque fueron españoles, portugueses y mestizos venidos del resto de la cuenca los que establecieron las primeras unidades productivas y se expendieron. »

^v Citation originale : « Entre ese año y 1880 se colocaron 32 millones de kilómetros de alambre en el medio rural, cantidad suficiente como para dar 800 vuelta a nuestro planeta. »

^{vi} Citation originale : « Desde que se intensificó la producción de la lana en el campo uruguayo, y por lo tanto, desde que la esquila se convirtió en una actividad zafra de gran importancia productiva y económica, habrían quedado definidos tres rasgos esenciales de la actividad de los esquiladores en tanto trabajadores eventuales : una especial forma de organización del trabajo que implicó la formación de cuadrillas itinerantes ; su forma de retribución a destajo, y una tendencia a la escasez. »

^{vii} Citation originale : « La facilidad de la explotación pecuaria ante la abundancia de ganado y sus escasas exigencias tecnológicas, unida a una demanda sostenida de cueros desde el exterior, hacía más atractiva esta forma de vida frente a la trabajosa y poco remunerativa labor agrícola. »

^{viii} Citation originale : « Los que poseen la tierra no son los culpables de lo que pasa, porque ellos la poseen por consenso general. »

^{ix} Citation originale : « A largo plazo, el fracaso del batllismo en reformar la estructura agraria iba a tener serias consecuencias para el futuro desarrollo del Uruguay. »

^x Citation originale : « Esta inalterabilidad de lo fundamental en el medio rural uruguayo se debe a una combinación de tres factores : el mercado mundial, los rasgos originales de la producción y la geografía del país. El mercado mundial nunca decretó la inviabilidad total y absoluta de ninguno de los rubros exportables del Uruguay. Y no lo hizo porque la producción uruguaya derivada de la ganadería satisfizo y satisface necesidades primarias del hombre en la civilización contemporánea: alimentación, calzado, vestimenta. Además, ni el suelo ni el clima son los de la Pampa húmeda argentina. En el Uruguay la revolución del cereal fue imposible. Geografía, producción de maíz y trigo a bajo costo en las vecinas Santa Fe y Buenos Aires y resistencias culturales de una sociedad pastoril, se combinaron para que el país continuara atado a su destino manifiesto: la ganadería. ¿Qué consecuencias trajo este hecho? La primera es obvia: la demanda mundial en una compleja combinación de fuerzas, a la vez que promovió cambios, reforzó permanencias. Ello consolidó las tendencias conservadoras de toda la sociedad rural. La demanda mundial las santificó pagándolas. »

^{xi} Citation originale : « La única actividad que podía merecer el calificativo de industrial, era el saladero. Trabajo muy primitivo, en muchos casos similar al que se realizaba en la estancia, tuvo escasos efectos multiplicadores sobre el desarrollo urbano, ya que poca era la compatibilidad entre el sucio saladero y la ciudad, a la que no servía con productos, ni tampoco le requería servicios. »

^{xii} Citation originale : « La relación entre industrialización y desarrollo urbano, a escala nacional, no fue importante, en tanto esta actividad no promocionó una diversificación de funciones y una multiplicación de servicios. Los paisajes industriales fueron tan utópicos como los agrícolas. Sin embargo, este proceso, con todas sus

mediatizaciones, resultó relevante en el caso de Montevideo, única ciudad que por su densidad, dispuso de un mercado capaz de permitir el desarrollo de los establecimientos. »

^{xiii} Citation originale : « Los inmigrantes tendieron a concentrarse en Montevideo y sus alrededores en la medida que fueron rechazados de las explotaciones pecuarias : la tierra estaba totalmente ocupada y el modo de producción dominante requería menos hombres que los que vivían en los campos. Por su propio peso numérico dentro de la población activa de la ciudad, tendieron a realizar la mayor parte de las actividades como peones en diferentes actividades (en especial saladeros), y como artesanos y pequeños comerciantes. También se ocuparon como peones, medianeros y arrendatarios en las actividades agrícolas en torno a Montevideo. »

^{xiv} Citation originale : « Los pobres aptos para él siembran en pequeña, en muy pequeña escala, se ocupan como jornaleros para tropear, alambrar, vendimiar, acarrear, corte de leña o realizar pequeños servicios, conocidos con el nombre de changas, en las orillas de los pueblos. »

^{xv} Citation originale : « En virtud de la movilidad horizontal que la búsqueda de trabajo impone – de las migraciones cercanas tras una changa breve o de las migraciones distantes cuando las zafras – todos los pobladores adultos han conocido y valorado a vecindarios más extensos, a centros poblados con mayor número de servicios, a ciudades con variadas recreaciones. »

Chapitre 2 - Transformations de l'activité agropastorale et reconfiguration des mobilités entre ville et campagne

Introduction du chapitre

Dans le prolongement du précédent, ce chapitre présente la situation actuelle du secteur agropastoral en analysant l'impact des transformations subies, sous l'impulsion des politiques néolibérales, sur l'organisation spatiale des structures productives ainsi que sur la main-d'œuvre agricole. En effet, l'ouverture économique a contribué à renforcer deux phénomènes. D'une part, le poids des grands établissements mono-productifs s'est accru au détriment des petites exploitations de polyculture et d'élevage et, d'autre part, la gestion du personnel au sein des exploitations a été rationalisée faisant augmenter la part des salariés dans la main-d'œuvre agricole totale.

Ce chapitre a pour objectif, dans un premier temps, d'expliquer les changements qui ont affecté l'activité agropastorale dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle et de montrer comment cette nouvelle donne a été favorable à l'emploi d'une main-d'œuvre salariée de plus en plus mobile. Puis, dans un deuxième temps, il s'agira de souligner que ces transformations touchent également l'organisation spatiale du pays qui se consolide comme un espace de faible densité de population polarisé par un réseau de villes moyennes et au sein duquel les campagnes sont des espaces d'émigration durable.

1. Une nouvelle donne dans l'activité agropastorale favorable à l'emploi d'une main-d'œuvre salariée mobile

L'activité agropastorale, bien qu'elle n'occupe plus la même place qu'au début du XX^{ème} siècle au sein de l'économie uruguayenne, n'en demeure pas moins une activité majeure pour le pays. En effet, l'activité agroindustrielle représente 14,2 % du produit intérieur brut (PIB) du pays en 2006 et le secteur agropastoral proprement dit représente 8,8 % de ce PIB (MGAP/DIEA, 2008).

Les transformations impulsées dans le dernier quart du XX^{ème} siècle, en réponse à plusieurs décennies de stagnation de la croissance agropastorale, ont des conséquences sur les orientations choisies en termes de production et sur leur répartition spatiale à l'échelon national ainsi que sur les modes de recrutement de la main-d'œuvre.

1.1. Transformations actuelles au sein du secteur agropastoral

1.1.1. Modernisation et spécialisation productive régionale

- *Stagnation et besoin de modernisation*

- Lente modernisation durant la période 1930-1960

Au moment de l'essor de la production de viande en Uruguay, dans les années 1930, les pays industrialisés entrent dans une période de récession. Les pays européens, comme les États-Unis, partenaire qui occupe une place de plus en plus importante dans le commerce extérieur uruguayen, restreignent leurs importations et les empires – l'Angleterre et la France notamment – privilégient les échanges avec leurs colonies. Ainsi, au début des années 1930, les exportations de l'Uruguay diminuent de 40 % (Alonso J.-M., 1984). À cela s'ajoute la seconde guerre mondiale nettement moins favorable en termes d'échanges commerciaux que la première. Le pays perd donc des marchés centraux et le manque à gagner se répercute au-delà du secteur pastoral. En effet, comme cela a été expliqué dans le chapitre 1, les revenus des exportations des produits de l'élevage alimentent le pays en devises. Ils servent non seulement, à financer les industries nationales mais, en plus, ils font fonctionner l'État providence fondé sur la redistribution des richesses. Ce contexte mondial défavorable, caractérisé par une moindre activité, une hausse du chômage et une baisse des salaires, participe donc au ralentissement de l'économie uruguayenne. À côté de ce problème conjoncturel, un problème structurel voit le jour : la stagnation de la productivité des exploitations d'élevage. Le caractère extensif de la production, basée sur la seule utilisation de la prairie naturelle, ne permet plus d'accroître la productivité. Une solution est néanmoins proposée dès les années 1930 avec la création d'une

commission nationale d'étude du problème du fourrage (Comisión nacional de estudio del problema de forrajero). L'objectif de cette commission des études sur le fourrage durant le XX^{ème} siècle est de mettre en évidence les possibilités d'accroissement du rendement des prairies, par exemple, en plantant d'autres espèces de graminées c'est-à-dire en transformant la prairie naturelle en prairie artificielle ou cultivée. Cependant, le coût de ces améliorations est important pour les producteurs, compte tenu de la ponction de leurs revenus par l'État pour faire fonctionner l'État providence, les investissements dans ce domaine demeurent faibles (Alonso J.-M., 1984 ; Porcile G. et Sosa S., 1984 ; Piñeiro D., 1998 et 2004 ; Finch H., 2005). De nombreuses tentatives au cours du siècle cherchent à augmenter les quantités produites mais aucune mesure n'est véritablement suivie, donc concluante. En outre, le scepticisme quant aux résultats et l'immobilisme des propriétaires rentiers, le plus souvent absents des exploitations, n'ont pas encouragé les investissements.

Néanmoins, entre 1945 et 1955, une autre composante de l'élevage, bien distincte de celle de la production de viande prend son essor : l'élevage laitier. L'objectif est d'approvisionner la population uruguayenne en lait frais et en produits laitiers. Simultanément, le secteur agropastoral retrouve un certain dynamisme avec le développement de l'agriculture soutenu par l'État (Porcile G. et Sosa S., 1984). La croissance de la population est importante et l'augmentation de la production doit répondre de la demande. Cette période est qualifiée par Diego Piñeiro d'« agriculturisation » (*agriculturización*) du pays. Le processus s'opère selon deux modalités. La première est la mise en culture de nouvelles terres, en blé notamment, et la seconde consiste en la modernisation par la mécanisation et l'introduction de nouvelles techniques de production. En effet, à cette époque les instances internationales de développement financent des recherches agronomiques afin de créer de nouvelles variétés de céréales à haut rendement. Ces variétés, introduites dans les exploitations des pays dits « en développement », doivent permettre de satisfaire la demande alimentaire mondiale qui ne cesse de croître. Ce processus a été nommé la révolution verte. Gabriel Porcile et Sonia Sosa ajoutent que pour le cas uruguayen la politique menée par le gouvernement est « agriculturiste » (*agricultorista*) car l'État intervient sur le marché, garantit des prix minimums, développe et ajuste les crédits pour les agriculteurs. Contrairement aux essais infructueux menés au cours du XIX^{ème} siècle en faveur de l'agriculture, la modernisation des modes de production, l'augmentation des rendements et la stagnation de l'élevage offrent à l'agriculteur de la mi-XX^{ème} siècle de meilleures perspectives. En plus, les agriculteurs exportent les excédents de production principalement des céréales et des oléagineux. L'essor de ces différentes productions stimule les industries de transformation qui complètent les usines frigorifiques déjà présentes par des moulins pour la transformation des céréales et des huileries pour celle des oléagineux. Des industries laitières viennent également s'ajouter à ce panorama agroindustriel.

- Phase de dérégulation (milieu des années 1960-1990)

À partir du milieu des années 1960 et surtout à partir de la dictature (1973-1985), la politique économique de l'Uruguay, comme celle de la plupart des pays d'Amérique latine à cette époque, change radicalement. L'application de mesures néolibérales, fondées sur les théories de la dérégulation et des avantages comparatifs, met fin au protectionnisme et au modèle de substitution aux importations. L'État intervient moins et laisse libre cours au marché. L'objectif est de permettre aux productions nationales de capter les prix mondiaux, d'augmenter les retours sur investissement donc de favoriser l'accumulation de capital. Pour le secteur agropastoral, cela signifie que l'État n'intervient plus dans la fixation des prix, il baisse aussi les taxes douanières, décision fondamentale pour l'importation des intrants. Implicitement, c'est l'activité d'élevage que l'État souhaite aider afin que l'augmentation des rentes soit réinvestie dans l'économie uruguayenne. Cependant, si tous les exploitants profitent de la baisse des tarifs douaniers pour leurs importations, la dérégulation des marchés agropastoraux reste partielle. Elle exclut les productions qui sont destinées prioritairement au marché intérieur, par exemple celles des fruits et des légumes. Il s'agit là de garantir l'approvisionnement du marché national ainsi que des prix fixes pour les consommateurs, en important des marchandises étrangères, si besoin, lorsque la production nationale n'est pas suffisante – les aléas climatiques faisant varier considérablement les volumes produits d'une année sur l'autre. Dans le même temps, l'État est soucieux d'enrayer la stagnation du secteur agropastoral due essentiellement à la faible croissance des revenus issus de l'élevage. L'Uruguay n'est pas un cas isolé, le manque de dynamisme des productions traditionnelles du secteur agropastoral affecte la plupart des pays du continent (Neffa, J., 1986). Cette situation pousse les États à promouvoir des productions « non-traditionnelles ». En Uruguay, l'État impulse ainsi le développement des productions laitière, agrumicole, rizicole, avicole et céréalière avec l'orge. Il aide à leur insertion sur le marché mondial, puis, se retire progressivement une fois la position de la filière consolidée. Dans le même temps, sont créées des industries agro-alimentaires de première transformation et de conditionnement de ces productions non-traditionnelles. Malgré tous les espoirs qui reposaient sur l'ouverture commerciale, le contexte mondial des décennies 1970 et 1980 n'est pas propice à l'augmentation des exportations. Ainsi, seules les productions non-traditionnelles parviennent à tirer leur épingle du jeu. Entre 1977 et 1996, les revenus des exportations de riz ont été multipliés par quatre, ceux des agrumes par huit et ceux des produits laitiers par quatorze (Piñeiro D., 1998). Les exportations de viande, elles, n'augmentent plus, c'est pourquoi les économistes et spécialistes de la question agraire ont baptisé cette période la « stagnation dynamique » (*estancamiento dinámico*). Par ailleurs, malgré les opportunités offertes par la libéralisation du commerce, tous les producteurs ne sont pas suffisamment compétitifs pour résister aux nouvelles exigences du marché et à la concurrence, beaucoup font faillite (voir 1.1.3. de ce chapitre). Un autre effet pervers de cette politique, toujours à la faveur des

entrepreneurs agricoles ou industriels, est la considérable baisse des salaires des employés donc l'appauvrissement de la majeure partie de la population uruguayenne.

- Les transformations de la fin du XX^{ème} siècle et du début du XXI^{ème} siècle

À la fin du XX^{ème} siècle et au début du XXI^{ème} siècle, un effort national est mené quant à l'amélioration des prairies. La majeure partie des pâturages des exploitations laitières sont artificiels et les *estancias* d'élevage pour la viande transforment leurs parcelles en prairies cultivées lorsque le sol le permet. Parallèlement, le secteur hortifruticole se modernise grâce à des programmes de développement soutenus par l'État et à la création d'institutions de recherche et d'aide aux producteurs. Ces derniers appliquent de nouveaux modes de production telles que l'irrigation au goutte-à-goutte et la production sous serres. Ils mettent en place de nouvelles techniques de palissage des arbres fruitiers. En outre, la « reconversion des vergers » – qui consiste en l'arrachage de variétés anciennes et en la plantation de nouvelles – en adéquation avec la demande internationale donne des perspectives inédites. Néanmoins, cette reconversion n'est pas mise en œuvre par tous et une grande partie de la production reste encore traditionnelle. Chez les producteurs fruiticoles rencontrés au cours de cette recherche, l'étape de reconversion apparaît cruciale, elle est le seul moyen pour maintenir leur activité. À côté de cette modernisation, un processus de diversification des productions à l'échelle nationale, répondant à l'ouverture de nouveaux marchés internationaux, est entamé. L'extension de la superficie boisée participe de ce processus. La loi de promotion forestière de 1987 provoque une croissance de la sylviculture sans précédent, la superficie de forêt plantée – d'eucalyptus et de pins – passe de 2 500 hectares en 1975 à 743 000 hectares en 2007. Au moment des premières plantations, le besoin de bois est très fort car la demande internationale de papier augmente. L'importance prise par ce secteur en Uruguay, comme en Argentine ou au Chili, conduit à la mise en service de la première usine de production de cellulose du pays à Fray Bentos fin 2007. Par ailleurs, au milieu des années 2000, la croissance de la superficie cultivée en soja et les oscillations de la superficie semée de blé sont certes liées aux nouvelles techniques de production mais aussi à la fluctuation des prix mondiaux de ces deux productions. Enfin, de manière plus anecdotique, la plantation de myrtilliers – la myrtille est un fruit allochtone en Uruguay – est due aux récents accords commerciaux passés avec les États-Unis. Si certains producteurs, téméraires, se lancent dans cette production, d'autres, au contraire, comme l'explique au cours d'un entretien Lionel R., ingénieur agronome en charge de la gestion agricole d'une grande entreprise de production et de conditionnement d'agrumes, ne souhaitent pas investir dans une production inconnue localement donc dont les revenus sont totalement dépendants de l'exportation (Entretien avec Lionel R., Salto, 2007). La diversification des productions s'accompagne d'un processus d'*extranjerización de la tierra*, c'est-à-dire de rachat de propriétés par des investisseurs étrangers. Des Brésiliens achètent des propriétés dans le nord-est du pays à la frontière avec le Brésil et y font de l'élevage et de la

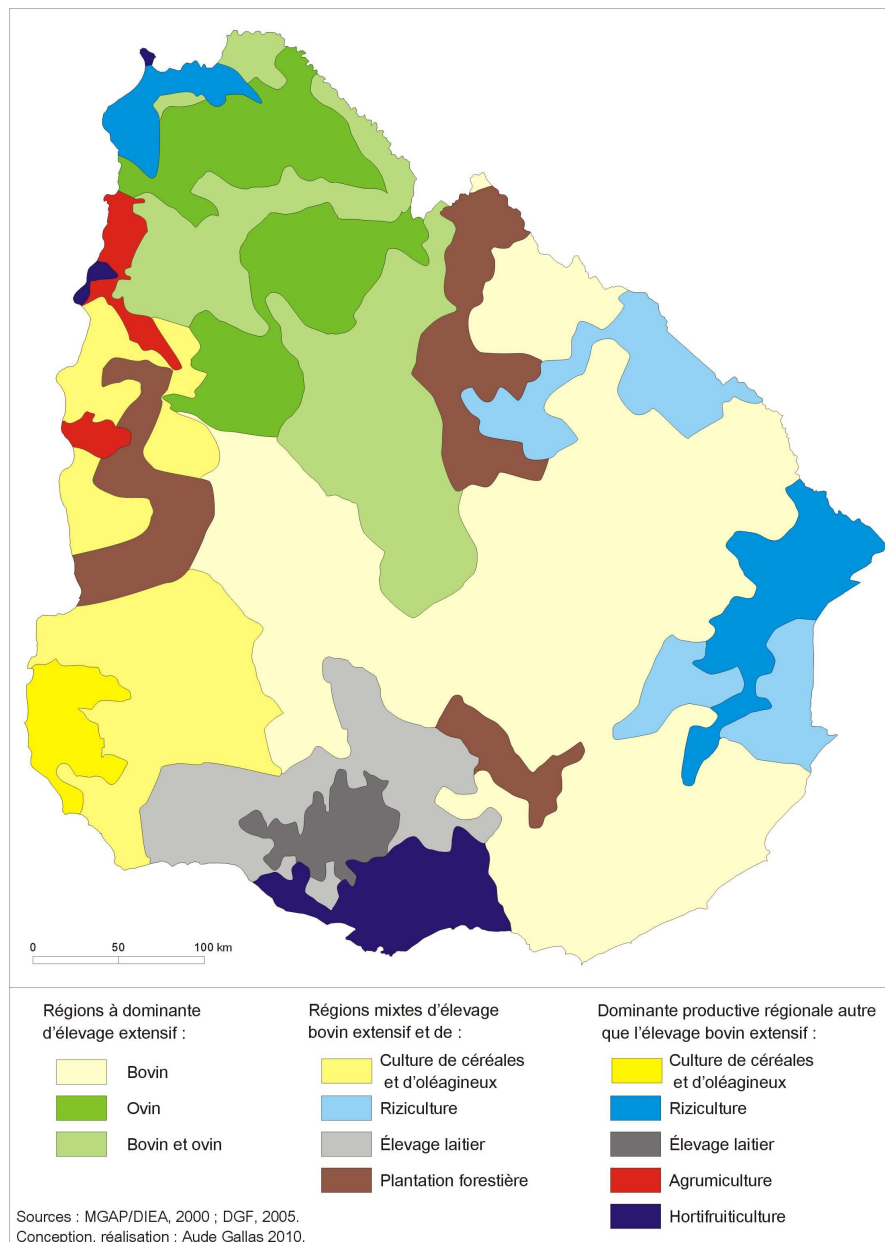
riziculture. Des Argentins investissent dans les régions céréalières des rives du Río Uruguay et sèment du soja. À cela s'ajoutent les Européens, par exemple des Finlandais qui transforment des pâturages en plantations forestières, ou des Espagnols qui investissent dans des vignobles.

▪ *Découpage du territoire en bassins de production agropastorale*

Les changements productifs survenus dans le dernier tiers du XX^{ème} siècle ont eu des répercussions sur la répartition spatiale des productions. Ainsi, le recensement agropastoral de 2000 identifie 28 % de la superficie utile du pays – soit 4,6 millions d'hectares – dédiés à l'agriculture. Cependant, ce pourcentage très élevé doit être relativisé. En effet, 64 % de cette superficie dite « agricole » sont occupés par des exploitations pratiquant une production agricole conjointement à l'élevage extensif. Ainsi, l'annuaire statistique agropastoral de 2008, montre que la superficie agricole réelle – c'est-à-dire plantée de céréales, oléagineux, fruits et légumes – est d'un million et demi d'hectares, soit à peine 10 % de la superficie totale.

Plus que le rapport agriculture/élevage c'est la répartition spatiale des productions qui se modifie considérablement au cours du XX^{ème} siècle. La spécialisation productive à l'échelon régional entamée au début du siècle se poursuit. Trois grands ensembles productifs peuvent être distingués, un ensemble spécialisé dans l'élevage extensif, un ensemble mixte où les exploitations d'élevage extensif sont associées à d'autres types d'exploitation différant selon les régions et enfin un ensemble exclusivement dédié à des productions autres que l'élevage extensif (voir Carte 6).

Carte 6 - Répartition des productions dominantes sur le territoire uruguayen au début du XXI^{ème} siècle



Les *estancias* d'élevage extensif, qui forment le premier ensemble productif, dominent encore la quasi-totalité de la superficie du pays. Les départements de Tacuarembó, Cerro Largo, Salto et Paysandú présentent le plus grand nombre de bovins. Néanmoins, le Centre et le Sud-Est concentrent également une grande part du bétail. Dans le Nord et dans une moindre mesure dans le Centre, là où les sols, souvent érodés, ont de faibles potentialités, l'élevage ovin vient compléter l'élevage bovin.

L'essor des autres productions s'est fait aux dépens des exploitations d'élevage d'où l'existence d'un deuxième ensemble, mixte, attestant à la fois de la progression des autres productions et de la prégnance de l'élevage extensif. Les régions sud et ouest du pays, situées sur

les rives du Río Uruguay et du Río de la Plata, présentent une grande diversité productive. Un premier bassin de production peut être distingué : le bassin agricole du « Littoral¹⁷ » Ouest. La délocalisation des céréales et des oléagineux vers l'Ouest, entamée au début du XX^{ème} siècle, se poursuit et ces productions deviennent la spécialité du département de Soriano, de l'ouest du département de Paysandú et du nord-ouest du département de Colonia. Notons que parmi ces cultures, le blé, qui était très présent, est désormais concurrencé par le soja dont la culture est en forte croissance dans cette zone. Un deuxième bassin, dans le Sud-Ouest, est dédié à l'élevage de vaches laitières. Dans l'Est, près de la frontière brésilienne, notamment dans les terres marécageuses de la Laguna Merín, s'étendent également des propriétés rizicoles. Enfin, dans le centre et le sud-est du pays, l'autre production dominante qui tend à prendre la place de l'élevage est l'agroforesterie. Au début des années 1990, les premières plantations forestières ont été réalisées dans le nord-est du département de Rivera. Aujourd'hui, elles se concentrent dans les départements de Tacuarembó, Paysandú, Río Negro, Durazno et Lavalleja.

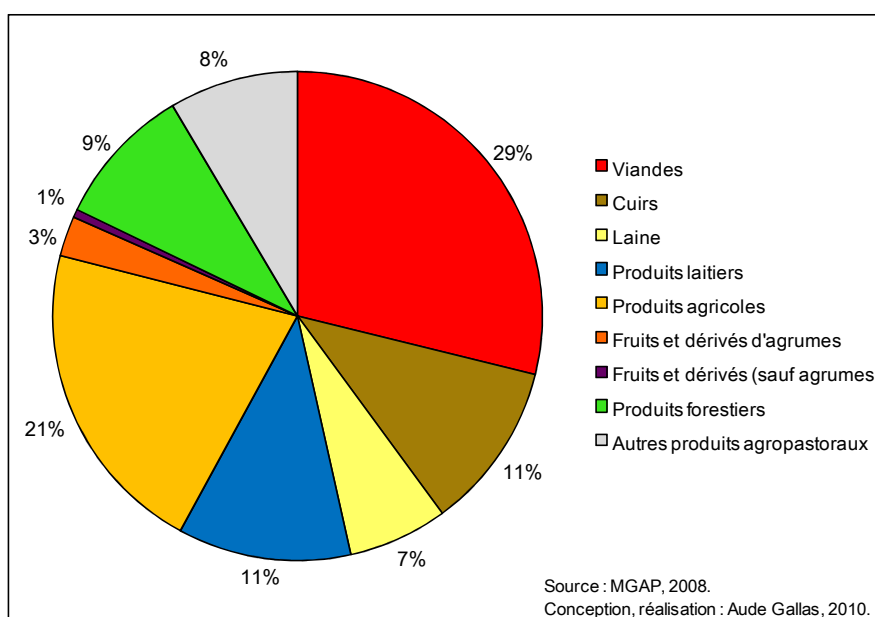
Enfin, le troisième ensemble qui représente une infime partie du territoire se consacre à tout autre chose que l'élevage extensif. Tout d'abord, on trouve des zones hortifruitières. Le département de Canelones et la zone rurale de Montevideo concentrent 90 % de la production hortifruitière du pays, localisation stratégique pour approvisionner quotidiennement la capitale en fruits et légumes frais. L'autre zone importante de production hortifruitière est située sur la rive gauche du Río Uruguay autour de Salto avec l'horticulture sous serres et l'agrumiculture qui s'étend jusque dans le nord du département de Paysandú. Depuis une trentaine d'années, les agrumes se sont considérablement développés dans l'ouest des départements de Salto et de Paysandú. Ils concentrent à eux seuls 85 % de cette culture. D'autres espaces maraîchers de petite envergure sont également présents ponctuellement en périphérie des villes. À l'extrême nord du pays, dans la région humide et chaude de Bella Unión, les plantations de canne à sucre, très prospères dans le deuxième tiers du XX^{ème} siècle, ont été remplacées, pour la plupart, par des productions maraîchères. Enfin, à côté des bassins mixtes se trouvent des zones qui s'adonnent exclusivement à la culture de céréales et d'oléagineux dans l'Ouest et à l'élevage de vaches laitières dans l'est du département de San José et à l'ouest du département de Florida.

¹⁷ Le terme « littoral » en Uruguay, dans le langage commun comme scientifique, ne s'emploie pas uniquement pour les espaces en bordure de mer, il est également utilisé pour qualifier les régions bordées par des fleuves : le *litoral norte* ou *noroeste* pour les régions situées sur les rives du Río Uruguay au nord de Paysandú, le *litoral oeste* pour celui de Colonia jusqu'à Paysandú et le *litoral sur* pour les rives du Río de la Plata et celles de l'Océan Atlantique.

1.1.2. Diversification des exportations

À la suite de l'évolution productive au cours du XX^{ème} siècle, les exportations se diversifient. Les marchandises (transformées ou non) issues du secteur agropastoral qui représentaient la quasi-totalité des exportations au début du XX^{ème} siècle oscillent, dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle et au début du XXI^{ème} siècle, entre deux tiers et trois quarts des exportations totales (MGAP/DIEA, 2000 ; 2005 ; 2008). En outre, au sein des exportations agropastorales, les produits de l'élevage qui étaient les seuls exportables voient peu à peu leur suprématie remise en cause par la croissance des exportations agricoles (voir Graphique 6).

Graphique 6 - Exportations de l'Uruguay en 2007 (pourcentage de la valeur totale des exportations des produits agropastoraux)



Jusqu'aux années 1970, les marchandises dérivées de l'élevage correspondent encore aux trois quarts des exportations totales (agropastorales et non agropastorales) mais ce pourcentage chute ensuite à la moitié puis à un tiers (Piñeiro D., 1998). En 2007, elles représentent 30 % des exportations totales et 46 % du total des exportations agropastorales. Néanmoins, même si la part des productions traditionnelles (cuir, laine, viande) baisse, celles-ci demeurent importantes et croissent en volume. Après l'essor fulgurant des années 1920, avec l'exportation d'une nouvelle marchandise, la viande fraîche, le volume des exportations des biens dérivés de l'élevage connaît une longue période de stagnation. À la fin des années 1970, on note un regain des exportations de viande avec la libéralisation mais il est de courte durée puisque les pays importateurs entrent en crise. L'augmentation la plus forte s'opère au cours des deux dernières décennies. Le volume de viande fraîche exportée, qui était de 110 000 tonnes dans les années

1920, oscillait entre 250 000 et 300 000 tonnes dans les années 1990 et entre 300 000 et 400 000 tonnes dans les années 2000¹⁸ (MGAP/DIEA, 2005 ; 2008).

Cette diversification des types de marchandises exportées s'accompagne, dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, d'un changement de partenaires commerciaux. Les pays européens et les États-Unis réduisent les importations du fait des mesures protectionnistes établies dès les années 1950-1960 et durcies à partir des années 1990 avec de la forte croissance de leurs stocks agro-alimentaires et de leur surproduction. Par ailleurs, la mise en place, au début des années 1990, d'accords commerciaux régionaux (avec le Mercosur), dont l'objectif principal est l'établissement de tarifs douaniers communs pour favoriser les échanges entre les quatre pays signataires (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), transforme profondément les partenaires commerciaux privilégiés de l'Uruguay. L'Argentine et le Brésil représentent désormais 60 à 70 % des exportations du pays et le Brésil devient le plus gros importateur de biens agricoles uruguayens, notamment du riz, de l'orge et des produits laitiers.

Cependant, même si au cours du XX^{ème} siècle, les exportations se diversifient tous les secteurs de production n'exportent pas. Comme expliqué précédemment certaines productions reçoivent l'aide de l'État pour faciliter leurs exportations alors que d'autres comme les productions de fruits et de légumes (excepté les agrumes) restent destinées prioritairement à l'approvisionnement du marché national. En effet, pour ces productions, l'insertion sur le marché mondial est difficile car la filière n'est pas structurée. Les exploitations sont de petite taille, les volumes produits limités et les coopérations entre producteurs peu nombreuses. Ainsi, les exportations de fruits et légumes sont le fait d'initiatives isolées, individuelles ou collectives de faible envergure. Malgré cela, exporter demeure un idéal pour tous les producteurs, qu'ils exploitent de grandes superficies de terre ou de plus petites. D'ailleurs, le souhait d'investir davantage le marché mondial est très prégnant chez les producteurs, rencontrés au cours de la recherche, qui y sont à peine insérés. Certains, comme Juan José U., producteur de légumes qui exploite 4,5 hectares de terre dont un tiers de production sous serres à quelques kilomètres de la ville de Salto, envisagent l'exportation comme un remède à l'étroitesse du marché national (voir Extrait d'entretien 1).

Extrait d'entretien 1 - Nécessité d'exporter dans le discours de Juan José U.

« **Juan José U** : Peu [de producteurs] ont conscience de... de la nécessité de s'orienter vers l'exportation parce que c'est l'unique manière de croître et l'unique manière de se maintenir dans le secteur. »ⁱ (Entretien avec Juan José U., zone hortifruitière de Salto, 2006).

¹⁸ Dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, le nombre de bovins a augmenté de 55 % alors que celui des ovins a diminué de 50 % (la baisse a été entamée dans la seconde moitié des années 1990, au moment de l'amélioration des pâturages). Ainsi, en 2006-2007, 11 millions de bovins et 10 millions d'ovins ont été recensés (MGAP/DIEA, 2008).

D'autres la considèrent comme un moyen de sécuriser et d'augmenter leurs revenus car les prix internationaux se révèlent pour certaines productions plus avantageux que les prix nationaux. Ils ajustent donc les types de production en fonction de la demande internationale comme l'explique Roberto R. qui, avec ses frères, possède une exploitation mixte de 70 hectares de vergers, dont la production principale est la pomme, dans l'espace rural de Montevideo et de 1 100 hectares de prairie dans un autre département (voir Extrait d'entretien 2).

Extrait d'entretien 2 - Stratégie pour exporter dans le discours de Roberto R.

« **Roberto R** : On espère, chaque année, vendre plus à l'étranger qu'ici. On plante toutes ces variétés, qui sont nouvelles, pour que nous... ou pour que l'établissement puisse exporter. »ⁱⁱ (Entretien avec Roberto R., zone hortifruitière de Las Piedras, 2006).

Comme expliqué dans le premier chapitre, l'Uruguay est un pays très dépendant des recettes à l'exportation. Le recentrage des échanges commerciaux de l'échelon mondial à l'échelon régional (même si une partie des exportations, principalement de viande, de fruits et de bois, continue d'être acheminée vers les anciens pays importateurs) fragilise davantage l'économie du pays la rendant dépendante des situations économiques brésilienne et argentine. Ainsi, dans les années 1990, la forte augmentation des exportations accroît le revenu des producteurs. En revanche, quand les deux pays entrent en crise et dévaluent successivement leur monnaie en 1999 et 2001, les répercussions sur l'Uruguay, dont la situation est vulnérable du fait d'une surévaluation de la monnaie et de l'essoufflement du modèle économique, sont quasi immédiates. L'Uruguay dévalue sa monnaie en 2002. Dans ce contexte, les producteurs qui obtenaient facilement des crédits (en dollars) pour moderniser ou agrandir leurs exploitations et les rembourser grâce aux recettes, ne peuvent plus payer. À cela s'ajoutent les effets de la sécheresse du printemps 1999 et de l'été 2000 et la chute des cours mondiaux des productions agricoles. Selon Diego Piñeiro :

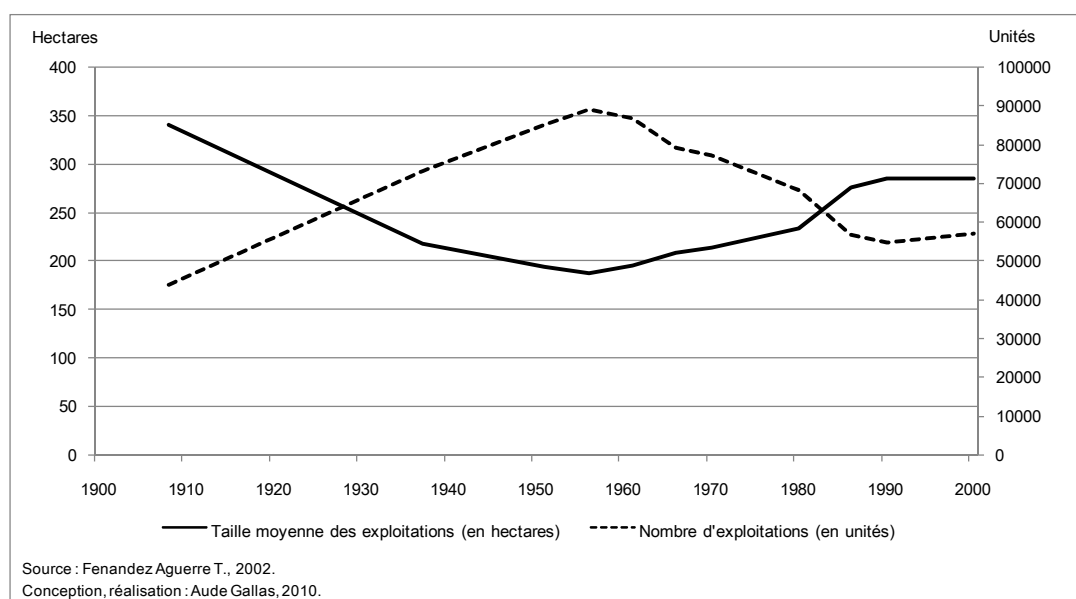
« Même si la crise qui touche le secteur agropastoral uruguayen est de caractère structurel et a à voir avec la distribution de la terre et des actifs physiques, avec l'épuisement du modèle technologique productiviste, avec la prédominance d'un modèle économique-financier qui privilégie le système financier par rapport au système productif, avec les formes d'insertion du pays dans les marchés internationaux, sur le moment (et cela apparaît ainsi pour la majorité des producteurs), cette crise apparaît, sur le moment, comme une crise de l'endettement provoquée par la chute des prix agricoles sur les marchés internationaux. »ⁱⁱⁱ (Piñeiro D., 2004 : 260).

1.1.3. Accroissement de la taille des exploitations dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle

Bien que la crise qui touche le secteur agropastoral à partir de l'an 2000 ait probablement eu un impact sur le nombre d'exploitations et précipité une partie des producteurs vers la faillite, aucune donnée statistique ne permet de le vérifier. Ce point analyse donc l'évolution des structures agraires jusqu'au dernier recensement général agropastoral de 2000¹⁹.

Dans la plupart des pays latino-américains, la forte croissance des cultures non-traditionnelles a eu pour effet de concentrer la richesse dans les mains de quelques très grands entrepreneurs et a affaibli l'agriculture paysanne la limitant à l'autosubsistance familiale (Lara Flores S. M., 1995b.). En Uruguay, l'agriculture paysanne étant moins répandue que dans d'autres pays latino-américains, les transformations opérées dans le dernier tiers du XX^{ème} siècle ont eu un impact différent. Comme le montre le Graphique 7, jusqu'au milieu des années 1950, le processus de fragmentation des propriétés de petite taille (voir chapitre 1) se poursuit et le nombre total d'exploitations continue de croître atteignant près de 90 000 exploitations en 1956 (Fernandez Aguerre T., 2002).

Graphique 7 - Évolution du nombre et de la taille moyenne des exploitations au cours du XX^{ème} siècle

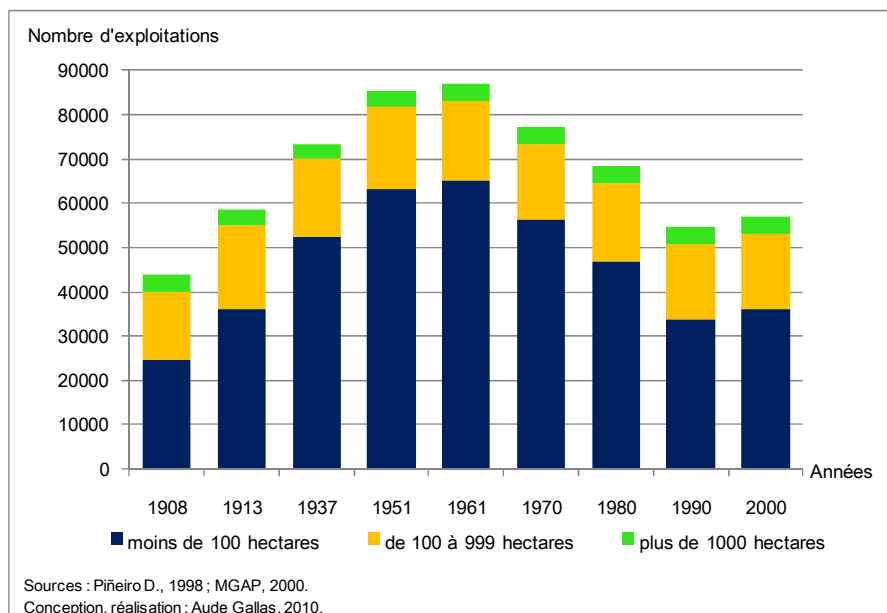


Cependant, le phénomène majeur qui a affecté les structures agraires, au cours des cinquante dernières années du XX^{ème} siècle, est l'insertion dans le système agroindustriel mondialisé. Les producteurs les moins bien préparés et les moins compétitifs ne peuvent pas faire face à la concurrence internationale et font faillite. Le nombre d'exploitations diminue d'un tiers en

¹⁹ Le recensement a été mené par le ministère de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche (MGAP - Ministerio de ganadería, agricultura y pesca) en collaboration avec la direction de statistiques agropastorales (DIEA - Dirección de estadísticas agropecuarias).

cinquante ans favorisant ainsi la concentration de la terre et l'augmentation de la taille moyenne des exploitations qui passe de 194 à 286 hectares entre 1956 et 2000. Toutes les exploitations ne sont pas touchées de la même manière par cette baisse (voir Graphique 8).

Graphique 8 - Évolution du nombre d'exploitations selon leur taille entre 1908 et 2000



Les grands propriétaires d'établissement d'élevage extensif déjà bien insérés sur le marché international ne sont pas affectés, au contraire, ils consolident leur position. Le nombre des exploitations de plus de 1 000 hectares croît de 12 % entre 1951 et 2000 (Piñeiro D. 1998 ; MGAP/DIEA, 2000). En revanche, les exploitations de moins de 100 hectares diminuent de 43 % durant la même période. Parmi elles, comme le montre Tabaré Fernandez Aguerre (2002), les exploitations de moins de 50 hectares sont les plus frappées puisqu'elles passent de 56 597 en 1956 à 29 398 en 2000, ce qui représente une baisse de près de la moitié. Ces exploitations de petite taille qui produisaient de petits volumes ne sont plus compétitives. Les producteurs sont contraints de vendre et d'émigrer en ville où ils deviennent salariés. À ce propos, Cristobal Kay précise que l'incorporation de nouvelles technologies est beaucoup plus risquée et pas nécessairement adaptée aux petites exploitations (Kay C., 2001). Les propriétaires ne peuvent donc ni augmenter la productivité ni améliorer la qualité des productions. En outre, la baisse des tarifs douaniers favorise les importations ce qui, pour les producteurs locaux, réduit le marché déjà étroit du fait de la faible population uruguayenne. Diego Piñeiro, analysant les structures agraires, apporte une nuance à propos de la disparition des plus petites unités de production en montrant qu'une partie d'entre elles a pu s'étendre et changer de catégorie. Les données statistiques avancées par Tabaré Fernandez Aguerre (2002) valident partiellement cette hypothèse car, au cours de la même période, le nombre des exploitations entre 500 et 2500 hectares augmente mais de manière très insuffisante (768 exploitations supplémentaires) pour être significatif. Les exploitations de moins de 50 hectares qui, en 1956, représentaient 64 %

des exploitations et 5 % de la superficie agropastorale ne concernent plus, en 2000, que 52 % des exploitations et 3 % de la superficie. Ainsi, l'affaiblissement des établissements de petite taille s'oppose à l'affirmation des grandes propriétés qui se maintiennent. La création de l'Institut national de colonisation en 1948, chargé de redistribuer les terres, n'a eu aucun impact manifeste sur la répartition de la terre, il n'a pas pu endiguer cette baisse et n'a pas transformé la structure agraire (contrairement aux réformes agraires menées dans d'autres pays du continent). Diego Piñeiro explique donc que le processus de libéralisation du secteur agropastoral a participé à la disparition de l'agriculture familiale car la plupart des agriculteurs familiaux appartenaient à la catégorie des établissements de moins 100 hectares (Piñeiro D., 1991). L'auteur montre que la dualité des structures agraires, évoquée précédemment à travers la dichotomie *latifundio/minifundio*, existe toujours mais sous une autre forme « producteur-entrepreneur »/« producteur familial » (Piñeiro D., 2004), (voir Encadré 1). Les premiers occupent les trois quarts de la superficie agropastorale et regroupent à peine un cinquième des producteurs alors que les seconds représentent les quatre cinquièmes des producteurs et ne possèdent qu'un quart des terres. Tabaré Fernandez Aguerre propose une catégorisation plus complexe en divisant la catégorie des producteurs-entrepreneurs en trois. Tout d'abord, les « agriculteurs capitalisés », ce sont d'anciens agriculteurs familiaux en transition ayant fortement investi pour la modernisation des modes et des techniques de production et qui ont recours à une main-d'œuvre non familiale de plus en plus nombreuse. Ensuite, les « entrepreneurs capitalistes », installés depuis longtemps, leurs exploitations sont de grande taille entre 500 et 2 500 hectares, ils emploient une abondante main-d'œuvre salariée. Enfin, les rentiers qui possèdent plus de 2 500 hectares. Tabaré Fernandez Aguerre précise donc la catégorie des producteurs-entrepreneurs et montre la porosité qui existe entre chaque composante.

Encadré 1 - Définitions des formes d'agriculture en Uruguay

Contrairement aux autres pays latino-américains, le débat sur les formes d'agriculture dans la recherche en Uruguay porte peu sur la distinction entre agriculture familiale et agriculture paysanne car l'agriculture paysanne y est moins présente que dans d'autres pays du continent. En effet, les chercheurs tentent davantage de caractériser l'agriculture familiale par rapport à l'agriculture « capitalisée » ou « entrepreneuriale ». Néanmoins, toutes les formes d'agricultures font l'objet de multiples définitions qui utilisent des indicateurs différents et complémentaires.

Pour Diego Piñeiro, la différence entre l'agriculture paysanne et l'agriculture familiale repose sur la finalité de la production. L'agriculteur paysan produit pour la subsistance familiale et une grande partie de la production est autoconsommée. En revanche, l'agriculteur familial cherche à accumuler de la richesse qui sera réinvestie et participera à la reproduction sociale élargie du groupe familial. La destination de sa production est donc le marché. Tabaré Fernandez Aguerre, s'appuyant sur le travail de Diego Piñeiro et celui de Fernando Cortés et Óscar Cuellar, propose une différenciation plus précise des deux catégories fondée sur sept critères : la forme d'appropriation de la terre, le type de main-d'œuvre, les excédents de production, l'autoconsommation, la reproduction sociale et les mobilisations sociales. À partir de cela, il définit l'agriculture paysanne par la diversité des formes d'appropriation de la terre (communautaire ou individuelle) ; l'utilisation d'une main-d'œuvre familiale, ou communautaire lorsqu'elle est extra-familiale ; le volume produit est faible et destiné à la consommation familiale ;

la reproduction sociale est simple et les luttes sociales portent sur la possession de la terre. Au contraire, l'agriculteur familial possède sa terre ou la loue, la force de travail est majoritairement familiale mais il peut également employer des salariés (permanents ou saisonniers) ; l'autoconsommation est faible car la quasi-totalité de la production est vendue sur le marché (intérieur) ; la reproduction sociale est élargie du fait des possibilités d'accumulation de capital et les mobilisations sociales portent sur les prix des marchandises. En reprenant ces mêmes critères, l'agriculteur-entrepreneur peut être défini comme un propriétaire dont le travail au sein de l'exploitation est réalisé majoritairement voire exclusivement par de la main-d'œuvre salariée (avec une grande diversité des types de contrats) ; la totalité de la production est destinée au marché international (une faible partie de la production qui ne remplit pas les conditions d'exportation est vendue sur le marché intérieur) ; il n'y a pas d'autoconsommation ; la reproduction sociale est élargie et son poids politique fort lui permet de faire pression sur le système.

Le MGAP ajoute dans sa différenciation un autre critère, celui de la taille des exploitations. Il définit des seuils, variables selon le type de production, en dessous desquels l'agriculteur est dit familial. Si ce critère, facile d'utilisation est intéressant, il semble indispensable de le cumuler aux indicateurs exposés précédemment. Ainsi, lorsque Tabaré Fernandez Aguerre identifie quatre groupes de producteurs en Uruguay, il utilise ce critère en plus des précédents. Cependant, pour l'agriculture familiale, du fait des contraintes statistiques, il ne différencie pas la taille des exploitations en fonction du type de production et utilise le seuil générique de cinquante hectares.

Sources : Piñeiro D. 1998 ; 2004 ; Fernandez Aguerre T., 2002 ; MGAP/DIEA, 2005.

Le nouveau modèle économique fondé sur la libéralisation et la dérégulation a participé, comme le signalent Susana Aparicio et Roberto Benencia pour l'Argentine, à une « restructuration productive » régionale (Aparicio S. et Benencia R., 2001) en introduisant ou développant des cultures commercialement avantageuses et en reconfigurant la structure agraire du pays au sein de laquelle dominant les exploitations à fort apport de capitaux. Ces changements, associés à la mise en place de technologies innovantes, engendrent de nouveaux modes de production, transforment les besoins de main-d'œuvre et contraignent les travailleurs à s'adapter.

1.2. Nouveaux modes de gestion de la main-d'œuvre et besoins croissants de salariés

En Uruguay, l'activité agropastorale occupe non seulement une place importante dans l'économie du pays, mais elle emploie également un peu plus de 10 % de la population active (Piñeiro D., 2001b.). Les transformations récentes du secteur, qui viennent d'être évoquées, ne sont pas propres à l'Uruguay, toute l'Amérique latine a été affectée. Ainsi, les spécialistes du marché du travail étudiant la question agraire ont montré que les changements exposés précédemment ont fait émerger de nouveaux modes de gestion de la main-d'œuvre (sur l'Amérique latine en général : Kay C., 2001 ; sur le Mexique : Lara Flores S. M., 1995a. ; sur l'Argentine : Bendini M. I. et Radonich M. M., 1999 ; Aparicio S. et Benencia R., 2001 ; sur l'Uruguay : Riella A. et Tubío M., 2001a. ; Piñeiro D., 2002 ; Gallas A., 2010). Plusieurs phénomènes, dont l'intensité varie d'un pays à l'autre, peuvent être relevés. Tout d'abord,

l'augmentation du nombre de salariés agricole – en Uruguay, cette hausse se fait au détriment de la main-d'œuvre familiale ce dont témoigne la disparition des exploitations familiales. Ensuite, conjointement à la salarisation, l'emploi temporaire, saisonnier, s'accroît et des pratiques de recrutement spécifiques émergent (voir Chapitre 4). Des transformations dans les caractéristiques socio-démographiques des travailleurs sont également observées : une partie d'entre eux sont originaires des villes et le secteur embauche de plus en plus de femmes. En outre, les différences régionales en termes d'activités créent de nouvelles dynamiques de mobilités. Enfin, le marché de l'emploi met davantage en concurrence les salariés les uns avec les autres, en fonction de leurs compétences, de leur nationalité mais aussi de la signification qu'ils donnent à leurs emplois.

1.2.1. Demande de main-d'œuvre salariée

▪ *Croissance des salariés agricoles ?*

La croissance du salariat agricole est un phénomène mondial. En 1996, l'Organisation Internationale du Travail a recensé 1,1 milliard de travailleurs agricoles dont elle estimait que la moitié était des salariés. En effet, au sein de la main-d'œuvre agricole, trois catégories d'individus peuvent être distinguées en fonction de leur statut : le chef d'exploitation (souvent nommé « producteur » dans la littérature latino-américaine et « exploitant » ou « agriculteur » dans la littérature française), la main-d'œuvre familiale (femme, enfants du chef d'exploitation dont le travail est rarement rémunéré) et la main-d'œuvre salariée (c'est-à-dire qui propose sa force de travail, en échange de laquelle elle reçoit une rémunération en espèces et/ou en nature). Ces deux dernières catégories sont regroupées dans les recherches latino-américaines sous le terme de « travailleur ». En Amérique latine, dès la décennie 1970, la population salariée augmente. Elle est estimée, en moyenne, à 40 % de la population active agricole²⁰ dans les années 1990, variant de 30 % à 50 % selon les pays (Neffa J., 1986 ; Kay C., 2001 ; Piñeiro 2001b., 2002). Cependant, en Uruguay, la progression de l'emploi salarié n'est pas homogène sur tout le dernier tiers du XX^{ème} siècle. Dans les années 1970, elle croît fortement sous l'impulsion d'activités agricoles consommatrices de main-d'œuvre et du développement d'exploitations capitalisées qui implique l'emploi d'un personnel salarié. Ce phénomène est commun aux autres pays du continent²¹. Entre 1975 et 1985, la population salariée agricole est passée de 85 800 à 96 714 individus, soit une augmentation de 12 % (Piñeiro D., 2001b.). Parallèlement, 22 500 exploitations agricoles disparaissaient. Une partie de la population de ces

²⁰ La population active agricole (PEA, *Población Económicamente Activa*) regroupe toute la population en âge de travailler qui se dédie à l'activité agricole. Elle peut être occupée, c'est-à-dire avoir un emploi, ou inoccupée, c'est-à-dire sans emploi et à la recherche d'un emploi.

²¹ Pour certains pays du continent, la hausse générale du nombre de travailleurs et en particulier du nombre de salariés est également due à l'augmentation de la superficie cultivée (extension de la frontière agricole) ce qui n'est pas le cas en Uruguay.

exploitations a probablement trouvé à s'employer comme salarié, principalement si elle exerçait déjà une double activité lorsqu'elle était encore propriétaire mais aucune donnée statistique ne permet de valider cette hypothèse. Entre 1985 et 1996²², le nombre de salariés agricoles décroît très nettement (- 21 %), et seulement 76 362 salariés agricoles sont recensés ce qui représente un peu plus de 10 % de la population salariée totale du pays tous secteurs d'activité confondus (Piñeiro D., 2001b.). Cette baisse est due à une autre dynamique, concomitante de la précédente, la modernisation. Les exploitations se sont mécanisées, les petits établissements, pour pouvoir se maintenir, ont rationalisé la gestion de la main-d'œuvre. Par exemple, la diversification des productions permet d'échelonner les récoltes et d'employer moins de personnel, notamment saisonnier (Entretien avec Dario S., zone hortifruitière de Las Piedras, 2006), (voir chapitre 4). Ensuite, le nombre des petites et moyennes exploitations ayant fortement diminué au profit de celui des grandes exploitations, les producteurs-entrepreneurs font des économies d'échelle sur le facteur travail et emploient moins de main-d'œuvre. Par ailleurs, la réduction du nombre de salariés agricoles n'est pas liée à un regain de l'agriculture familiale, la main-d'œuvre familiale baissant de manière continue : - 32 % au total, entre 1975 et 1996 (Piñeiro D., 2001b.). Cette analyse de l'évolution de la population salariée agricole permet de montrer que la baisse du nombre de salariés agricoles dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle - diminution observée également dans les pays d'Europe de l'Ouest - n'est pas continue sur la période mais est plutôt affectée par des éléments conjoncturels.

Si la demande de main-d'œuvre salariée varie selon la période et les modes de production considérés, elle varie également en fonction du type de culture. Avec la mécanisation, la culture des céréales et des oléagineux nécessite beaucoup moins de main-d'œuvre pendant la récolte que par le passé. Au contraire, dans la fructiculture et l'horticulture les récoltes sont toujours réalisées manuellement. Ainsi, de manière permanente pour l'entretien des arbres fruitiers ou des plantes, comme de manière saisonnière pour la taille, l'éclaircissage ou la cueillette, ces deux cultures sont celles qui demandent le plus de travailleurs.

▪ *Transformations des caractéristiques de la main-d'œuvre salariée*

Comme énoncé précédemment, la population salariée s'est considérablement diversifiée. En premier lieu en termes de statut. En effet, dans les exploitations, à côté des salariés permanents (*efectivos*) ayant un contrat à durée indéterminée et rémunérés au mois, il coexiste une main-d'œuvre journalière (*jornaleros*), rémunérée à la journée (*al día*) ou au rendement (*a destajo*). Les journaliers peuvent être embauchés temporairement, c'est-à-dire qu'ils travaillent sur

²² En Uruguay, dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, quatre recensements généraux de population ont été réalisés en : 1963, 1975, 1985 et 1996. Un recensement de population a eu lieu en 2004, cependant, il est partiel et ne présente aucune donnée sur le secteur d'activité et le statut professionnel de la population. Le recensement de population le plus récent donnant une information sur l'activité des individus date donc de 1996.

l'exploitation à un moment de pic de travail, saisonnièrement (*zafrales* ou *estacionales*), s'adonnant principalement à la cueillette, la taille, l'éclaircissage, ou de manière permanente, marquant une transition (parfois de longue durée) entre l'emploi pour une saison et la possibilité de devenir *efectivo*. L'essor de l'emploi saisonnier participe de plusieurs dynamiques, la première est liée au cycle biologique des plantes qui impose des périodes de plus ou moins forte activité, la deuxième est liée, comme l'emploi salarié, aux conséquences de l'essor des productions agricoles non-traditionnelles comme l'explique Julio César Neffa :

« La modernisation de l'activité agropastorale provoquerait la réduction sensible de la demande de force de travail par unité de production et/ou par superficie, ainsi qu'une saisonnalité marquée de cette demande (saisonnalité qui serait renforcée par une tendance forte à la spécialisation dans une culture particulière, ce qui accentuerait la proportion de temps morts entre une saison et l'autre en comparaison de ce que l'on observe pour des activités moins technicisées et/ou plus diversifiées). »^{iv} (Neffa J. C., 1986 : 16).

Les chercheurs évoquent aussi, avec le développement des cultures hortifruticoles et floricoles, la croissance de l'emploi féminin :

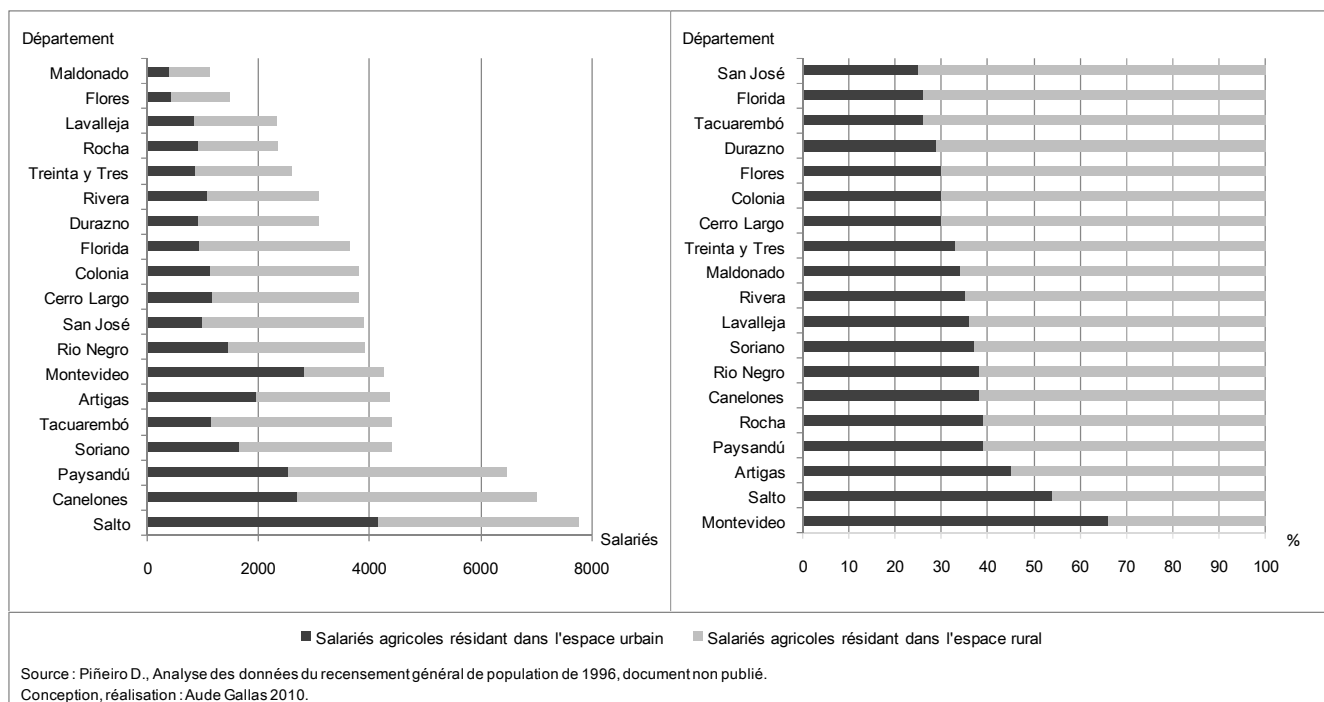
« Les secteurs les plus dynamiques de l'agriculture latino-américaine, actuellement constitués des produits d'exportation non-traditionnels, loin d'avoir marginalisé les femmes, montrent une tendance constante à leur incorporation. »^v (Lara Flores S. M., 1995a. : 7).

Cependant, si ce processus contribue à l'intégration des femmes dans un monde du travail agricole majoritairement masculin, pour Sara María Lara Flores, il n'en réduit pas pour autant les inégalités de sexes très prégnantes en Amérique latine. Les producteurs pratiquent une division et une hiérarchisation sexuelles des tâches laissant aux femmes les travaux les plus simples et routiniers, les moins rémunérateurs et les plus flexibles (Lara Flores S. M., 1995a. ; Ortiz S., 1999).

Les sociologues ont constaté une tendance à l'accroissement de la main-d'œuvre résidant en ville, ils parlent d'« urbanisation » de la main-d'œuvre agricole. Cette expression est ambiguë car elle peut signifier à la fois la migration résidentielle de la campagne vers la ville de la main-d'œuvre agricole et/ou l'embauche d'une main-d'œuvre qui de plus en plus réside en ville sans qu'elle ait nécessairement un lien antérieur avec la terre et l'espace rural. Cette ambiguïté est d'autant plus forte que les travailleurs urbains résident le plus souvent dans des quartiers périphériques, parfois illégaux, des villes ou des métropoles. Cristobal Kay précise qu'au Brésil la moitié des travailleurs temporaires (*boias frias* ou *volantes*) réside en ville dans les quartiers périphériques (Kay C., 2001). Ces quartiers situés aux portes de la ville sont les réceptacles des migrants venus de la campagne. Néanmoins, il semble que ce soit la seconde acception, c'est-à-dire le changement des lieux de recrutement, qui soit la plus proche des situations rencontrées. Julio César Neffa (1986), dans les années 1980, estimait qu'entre 10 et 15 % de la population active agricole totale avait une résidence urbaine. En Uruguay, en 1996, environ un tiers de la population active agricole totale résidait en ville – près de 30 % dans une ville de plus de 5 000 habitants – et que 38 % des salariés du secteur agropastoral avaient une résidence urbaine

(Piñeiro D., 2002 ; Cancela W. et Melgar A., 2004)²³. Ces taux varient considérablement d'une région à l'autre en fonction du type de dominante agropastorale. La corrélation des Graphiques 9 et de la Carte 6 confirme le lien entre la production hortifruitiicole et l'emploi d'une importante main-d'œuvre salariée. En outre, cette corrélation montre que l'hortifruitiiculture est fortement liée à la ville puisque dans les départements où elle est importante, à Salto et à Montevideo plus de 50 % des salariés agricoles résident dans des *centros poblados* et, dans une moindre mesure à Canelones, ils sont près de 40 %. À l'opposé, dans les départements où domine l'élevage (extensif de bovins ou laitier), la part de salariés résidant en ville est plus faible, elle représente entre un quart et un tiers du total. Les départements qui se dédient à la céréaliculture et la culture des oléagineux ont des taux de résidence urbaine égaux à la moyenne nationale.

Graphiques 9 - Salariés agricoles et part des salariés agricoles selon la zone de résidence par département en 1996



²³ Selon les auteurs, et parfois même dans les différentes publications d'un même auteur, le nombre total d'actifs dans le secteur agricole et celui des salariés agricoles varient de quelques milliers de personnes. Cependant, les valeurs relatives qui en découlent sont à peu près similaires.

1.2.2. Une main-d'œuvre mobile

La croissance du salariat et l'origine urbaine de certains travailleurs attestent d'une dissociation entre le lieu de travail et le lieu de résidence des salariés agricoles. Pour trouver un emploi, il est nécessaire de se déplacer et les salariés mettent en œuvre des pratiques circulatoires très diversifiées. Avant d'aborder en profondeur les mobilités des journaliers agricoles de Salto et de Las Piedras et les logiques sociales auxquelles elles répondent (voir parties 2 et 3), il s'agit, dans cette partie, de montrer que, bien qu'il soit possible de dégager quelques spécificités uruguayennes, ces mouvements s'inscrivent dans une dynamique de mobilités forte à l'échelon du continent.

▪ *Diversité des formes de mobilités*

« La période d'étude du travail dans la zone agricole est celle des récoltes pendant laquelle tout est activité et mouvement : les trains sont remplis de voyageurs de deuxième classe, les nombreuses pensions de famille sont pleines, les boutiques deviennent des marchés et les chemins paraissent être des itinéraires de pèlerinage ; dans des exploitations on moissonne le blé et on fait les gerbes, dans d'autres le lin, ici on commence le battage, plus loin on moissonne et fait les gerbes de luzerne... Dans les *centros poblados*, de nombreux ateliers s'occupent de réparer les machines et moteurs au moment de l'arrivée des « hirondelles²⁴ » qui se sont échappées d'Italie avec les premiers froids d'octobre, très peu d'Espagne et moins de France ; depuis quelques années arrivent également pour la récolte des Argentins en provenance de Santiago, de Cordoba et Corrientes, quelques-uns en provenance de Catamarque et la Rioja et plus de Tucuman, et comme les ouvriers de Rosario, Santa Fe et Córdoba sont peu nombreux, les artisans abandonnent également les villes pour le meilleur revenu offert par les récoltes... Spontanément, il s'est formé une quantité d'« hirondelles » autochtones, il y a déjà celles qui migrent à Tucumán en juin, pour la saison de la canne à sucre, et reviennent en août ou en septembre, s'en vont en décembre dans les zones céréalières et reviennent en mars ou avril : certains, avec l'argent qu'ils ont économisé améliorent leur *rancho* et achètent un terrain, ou quelques chèvres, moutons ou vaches »^{vi} (Bialet Massé J., 1904 in Benencia R. y Aparicio S., 2001 : 1)

Cette analyse de la situation argentine, menée par Juan Bialet Massé en 1904, témoigne de l'existence ancienne des mobilités des salariés agricoles temporaires et de leur importance à la fois pour les espaces de départ et d'accueil. Dans les pays de faible agriculture paysanne et de faible densité de population rurale, comme l'Argentine, elles étaient indispensables au fonctionnement des exploitations. Cette citation révèle également la diversité des formes de mobilité. Parmi elles, certaines mobilités sont effectuées à l'échelon national, mais l'attractivité de la région dépasse ce cadre avec les mobilités frontalières dues à la venue temporaire de Chiliens et des migrations internationales d'Européens.

Avant de revenir sur les formes de mobilités spatiales liées à l'emploi agricole (ou mobilités professionnelles) observées dans le continent, il semble important de définir les éléments qui

²⁴ Cette image est utilisée pour définir les travailleurs saisonniers mobiles qui vont et viennent chaque année, à l'instar des hirondelles qui arrivent au printemps et repartent à l'automne.

permettent de les différencier et de les caractériser. Dans les années 1970-1980, lorsque les démographes et les géographes commencent à étudier les mouvements humains, ils le font à travers la migration. La migration se définit alors comme le déplacement d'un lieu de départ vers un lieu d'arrivée entraînant un changement de lieu de résidence (Thumerelle P.-J., 1986). La migration suppose, selon Pierre-Jean Thumerelle, un changement de milieu donc un renouvellement total du cadre de vie. La migration est définitive et la possibilité du retour n'est pas envisagée. Bien que les formes de déplacements soient déjà très variées à cette époque, c'est la migration qui retient l'attention. Les recherches se sont donc limitées à leur étude. Elles portaient sur les migrations intérieures, l'exode rural, les migrations internationales. D'ailleurs, à cette époque, la définition de la mobilité se confond avec celle de migration. À la fin des années 1980, Daniel Courgeau explique que l'analyse des mobilités ne peut se réduire à celle de la migration :

« La migration ne constitue que l'infime partie d'un iceberg où toutes les formes de mobilités sont occultées par une définition trop étroite. » (Courgeau D., 1988 : 2).

La complexification et la prise de conscience de la pluralité des modes de déplacement impliquent donc la construction d'une nouvelle définition, plus englobante, de la mobilité spatiale :

« Ensemble de déplacements dans l'espace physique, d'individus et de groupe d'individus quelle que soit la durée et la distance de ces déplacements. » (Courgeau D., 1988 : 3).

Prendre en compte la variation de la dimension spatiale, à travers la distance et le statut des lieux en cause dans le déplacement, et la dimension temporelle, à travers la durée et la fréquence, permet donc de différencier les formes de mobilité. Ainsi, Daniel Courgeau propose de considérer différemment les mobilités à l'intérieur d'un État des mobilités internationales entre États. Ensuite, il fait intervenir une autre distinction selon le caractère définitif ou provisoire, temporaire du déplacement, donc de l'absence dans le lieu de départ. À l'heure actuelle, ce n'est plus le caractère définitif qui différencie la migration des autres déplacements mais l'indétermination par le migrant d'un retour dans le lieu de départ ou de la mise en œuvre d'une nouvelle mobilité. Au sein des mobilités temporaires certaines peuvent se faire à l'échelle de la journée ; d'autres peuvent imposer une absence plus ou moins durable du lieu de résidence. En outre, les mobilités temporaires peuvent avoir un caractère occasionnel ou répétitif (les navettes, allers-retours domicile/travail par exemple ; les mobilités saisonnières). Au cours des années 1990, les géographes, démographes, sociologues et anthropologues renouvellent complètement l'approche de la mobilité avec la notion de circulation (Cortès G., 1998 et 2002 ; Guétat Bernard H., 1998 ; Faret L., 2003 ; Stock M., 2004, 2005 et 2006 ; Capron G., Cortès G. et Guétat-Bernard H. (dir.), 2005 ; Tarrus A. ; Aubertel P. et Bonnet M. (dir.), 2006). Les individus ne circulent pas plus, c'est le regard des chercheurs à l'égard des mouvements de populations qui se transforme et conduit à cette nouvelle approche. Déjà, à la fin des années 1980, Michel Picouet et Hervé Domenach remettent en cause le caractère

définitif de la migration avec la notion de « réversibilité ». L'étude des migrations de retour permet d'entrevoir un phénomène complexe de liens conservés avec le lieu de départ, que les auteurs nomment la « résidence-base », par les individus après une migration. Ce lien peut prendre plusieurs formes, la conservation d'un bien immobilier, l'envoi d'argent à ceux qui sont restés, les mobilités temporaires vers ce lieu dont la durée est variable et la périodicité aléatoire. La prise en compte de la réversibilité des déplacements ainsi que l'appréhension de la mobilité comme un système fait émerger la notion de circulation (Baby-Collin V. et alii, 2005 ; Cortès G., 2010). Cette notion permet d'entrevoir la complexité des mobilités, elle indique une intensité forte des déplacements, la fréquentation de multiples lieux et une diversité des échelles temporelles des déplacements. Les chercheurs s'intéressent donc aux allers-retours, aux circuits de déplacements. Ces circulations peuvent s'observer à l'échelle du quotidien, elles font alors écho aux activités de la vie quotidienne de l'individu, à l'échelle de la vie, ce qui permet d'intégrer le fait migratoire, voire à l'échelle de plusieurs générations permettant de comprendre les phénomènes de reproduction sociale. Certains travaux sur les mobilités avancent que la circulation serait le fait des sociétés hypermodernes (Stock M., 2004, 2005 et 2006). À cela, s'ajoute d'ailleurs l'idée que l'hypermobilité ne concernerait que certaines catégories de la société. Or, les travaux sur l'Amérique latine ou sur l'Afrique et l'Asie indiquent que la mobilité est un phénomène d'envergure mondiale qui touche tout type de population (Dupont V. et Guilmo C. Z. (dir.), 1993 ; Racine J.-L. (dir.), 1994 ; Knafou R. (dir.), 1998 ; Capron G., Cortès G. et Guétat-Bernard H. (dir.) 2005 ; Lara Flores S. M. (dir.), 2008 ; Baby-Collin V. et alii (dir.), 2009 ; Cortès G. et Faret L. (dir.), 2009). À partir de la mise en évidence des formes de mobilités, une analyse des logiques qui participent à leur élaboration est faite dans la troisième partie.

En Amérique latine, les études sur les mobilités liées à l'activité agricole portent principalement sur ce que les chercheurs nomment les travailleurs « *golondrinas* ». Littéralement, le terme « *golondrina* » signifie hirondelle. Lorsqu'il est utilisé dans l'étude de la mobilité, il fait référence non seulement au caractère temporaire, saisonnier de la mobilité mais également à son caractère cyclique, le déplacement est répété année après année et reproduit sur plusieurs générations. La cyclicité interannuelle des mobilités est imposée par la production agricole qui, au moment de la récolte, nécessite une main-d'œuvre plus importante que durant le reste de l'année. Sara María Lara Flores ajoute une dimension circulatoire à cette mobilité saisonnière en expliquant que les travailleurs *golondrinas* multiplient les lieux de travail et qu'ils ne rentrent chez eux qu'une fois l'ensemble des saisons achevées. Certains auteurs assimilent d'ailleurs ces travailleurs à des nomades. Cette circulation peut prendre plusieurs formes. De manière générale, la mobilité spatiale professionnelle est liée à un déséquilibre entre une région présentant un fort dynamisme économique et ayant besoin de main-d'œuvre et une région soit plus pauvre, soit connaissant un ralentissement économique saisonnier ou durable. La mobilité

apparaît alors conforme à la théorie néo-classique qui appréhende le mouvement comme un ajustement entre la localisation de l'offre et de la demande de main-d'œuvre. Les mouvements de salariés peuvent être observés à plusieurs échelles. Tout d'abord, à l'échelle d'un État. Au Mexique, les travailleurs quittent les régions rurales des États les plus pauvres pour ceux du nord-ouest qui connaissent un fort développement de l'activité horticole. Sara María Lara Flores a montré que ce mouvement traditionnel Sud-Nord s'est diversifié et qu'aujourd'hui, il existe également des mobilités quotidiennes d'individus installés dans les villes proches des exploitations agricoles ou encore que certains n'ayant aucune résidence fixe circulent d'exploitation en exploitation voire de région en région en fonction de l'emploi (Lara Flores S. M., 2000). À l'instar des mobilités observées vers les exploitations hortifruitières espagnoles, françaises ou étatsuniennes, une autre forme de mobilité est repérée, la mobilité saisonnière internationale, souvent frontalière, c'est-à-dire entre deux États partageant une frontière commune. L'équipe de recherche de l'université du Comahue en Argentine²⁵, a montré que l'absence d'opportunité nationale avait amené une partie des Chiliens à se déplacer vers la haute vallée du Río Negro, région au sein de laquelle un complexe fruiticole agroindustriel s'est développé sur la base fruiticole déjà existante dans les années 1960-1980 (Bendini M. I., Radonich M. M. et Steimbregger N. G., 1999).

▪ *En Uruguay, des mobilités quotidiennes-saisonnières entre ville et campagne*

En Uruguay, on observe plusieurs modes de déplacements liés à l'emploi agricole, certaines mobilités se font du *pueblo* vers l'*estancia* (voir chapitre 1), d'autres entre les espaces périphériques des villes et les exploitations horticoles, fruiticoles, laitières ou encore les plantations forestières et les *estancias*. Ces mobilités apparaissent davantage comme des circulations, car elles font intervenir une multiplicité de lieux de travail, que comme un champ de mobilité²⁶ mettant en relation deux espaces spécifiques. En outre, les mobilités sont réalisées prioritairement à l'échelon local. Il s'agit donc de mobilités quotidiennes ou hebdomadaires (les salariés rentrent à leur domicile chaque semaine). Dans les zones hortifruitières, ces déplacements prennent, en plus, un caractère saisonnier.

Malgré la croissance manifeste de la résidence urbaine des salariés agricoles à l'échelon du continent, dans la majorité des pays, la main-d'œuvre agricole conserve encore une origine rurale. Il peut s'agir d'individus résidant à la campagne, le plus souvent, dans une petite exploitation, et qui s'emploient comme salariés pour compléter leurs revenus. Par ailleurs, pour

²⁵ Le GESA, Grupo de Estudios Sociales y Agrarios.

²⁶ Le champ de mobilité fait référence au « champ migratoire », notion développée, en géographie, au début des années 1980 par Roger Béteille. Le champ migratoire spécifie la mobilité en identifiant une zone d'attraction préférentielle ; un flux de population régulier entre la zone de départ et celle d'arrivée ; des orientations professionnelles spécifiques dans la zone d'accueil ; l'entretien de relations privilégiées entre les deux zones et la transformation de la population d'origine au contact des migrants et de leur retour.

beaucoup de pays latino-américains ou africains, la résidence urbaine de la main-d'œuvre est due à une émigration rurale récente ou en cours, et au maintien de liens avec l'activité agricole. Cette population peut être amenée à retourner dans l'espace rural pour donner un coup de main à la famille qui est restée, ou simplement combler un moment d'inactivité en ville du fait de l'intermittence de l'emploi urbain. Rares sont les urbains n'ayant aucune relation antérieure avec l'espace rural à s'y aventurer. La circulation entre la ville et la campagne se fait en fonction des saisons, à l'échelle annuelle (Guétat H. 1998 ; Cortès G. 2002).

En revanche, en Uruguay, l'émigration rurale est ancienne (voir 2.2. de ce chapitre), la majorité des urbains, sont nés en ville de parents eux-mêmes nés en ville ou ayant migré très jeunes. Ainsi, les salariés agricoles uruguayens n'ont souvent aucun lien préalable avec la terre. Néanmoins, ils ont un lien avec l'activité agricole car, pour la plupart des journaliers rencontrés au cours de ce travail, leurs parents étaient déjà employés dans le secteur agricole et certains ont connu cette activité dès leur plus jeune âge car ils accompagnaient les parents sur le lieu de travail. Dans son étude sur les travailleurs agricoles temporaires d'Amérique latine, Julio César Neffa, citant les travaux de Benito Roitman, explique que la part de la population active agricole résidant en ville est inversement proportionnelle à la baisse de la population active agricole totale. En d'autres termes, plus la population agricole diminue (en valeur absolue), plus la part de celle qui réside en ville augmente. Si le caractère urbain d'une partie de la main-d'œuvre agricole n'est pas une spécificité uruguayenne, l'importance qu'elle prend en Uruguay, comme en Argentine (Bendini M. I., Radonich M. M. et Steimbregger N. G., 1999 ; Crovetto M. M., 2009) est considérable au point qu'une grande partie des mobilités liées à l'emploi agricole correspond avant tout à des mobilités ville-campagne, entre les quartiers périphériques de la ville et la campagne proche. Néanmoins, comme cela sera exposé dans le chapitre 6, malgré une apparente homogénéité des lieux de résidence des travailleurs et de leurs formes de mobilité, les modes opératoires diffèrent d'un individu à l'autre.

Cette mobilité de la ville vers la campagne est non seulement rendue possible par une activité demandeuse de main-d'œuvre, liée à des choix politiques spécifiques de promotion de certaines filières, comme cela vient d'être montré, mais également par l'impossibilité de recruter localement car la main-d'œuvre rurale est peu nombreuse.

2. Un espace de faible densité polarisé par un réseau de villes moyennes

La faiblesse de la population rurale et de l'Interior, évoquée dans le premier chapitre, s'est accentuée durant le XX^{ème} siècle consolidant l'Uruguay comme un espace de faible densité.

Le second point de ce chapitre s'intéresse dans un premier temps à comprendre la spécificité de l'urbanisation de l'Uruguay dont la capitale macrocéphale atrophie les possibilités de croissance des autres villes. Cependant, l'attractivité des villes, notamment des capitales de département, n'en demeure pas moins importante et génère une émigration rurale qui vide encore un peu plus les campagnes. Cette émigration rurale durable est abordée dans un second temps.

2.1. L'Uruguay, pays urbain ?

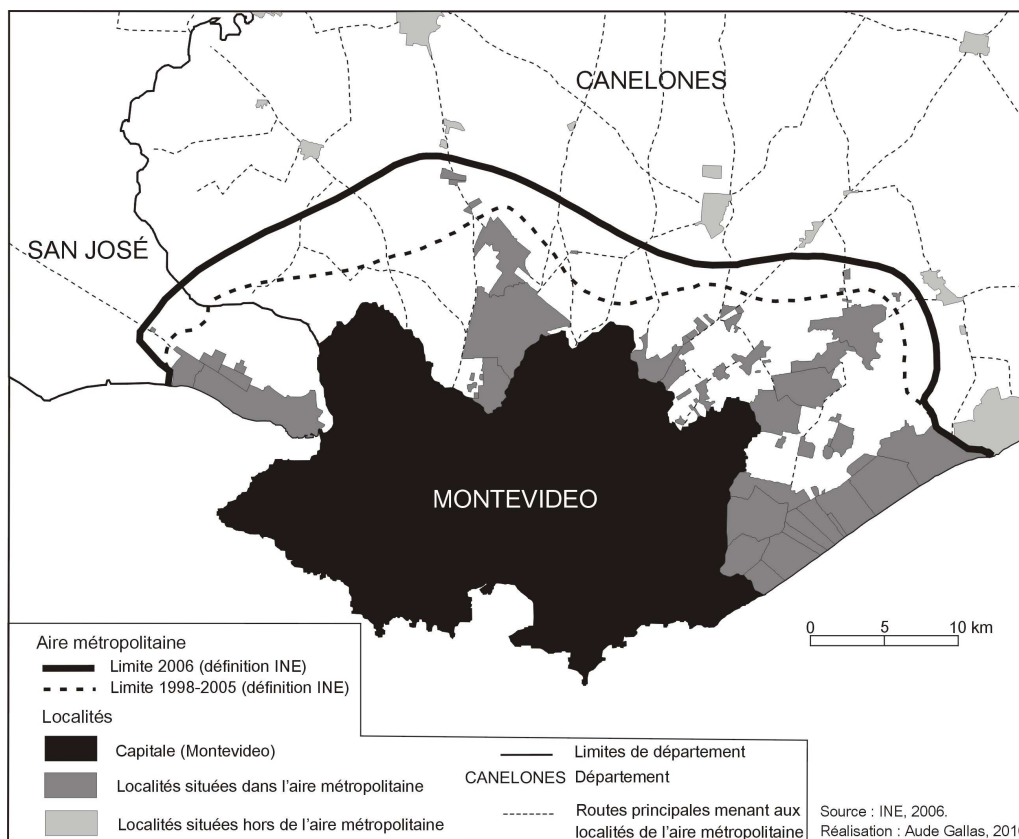
Dans la plupart des travaux de recherche, l'Uruguay est envisagé comme un pays urbain. Ce taux élevé de population résidant en ville masque un maillage urbain lâche composé essentiellement de villes de taille moyenne qui polarisent un espace de très faible densité de population même s'il existe des disparités entre les différentes régions du pays.

2.1.1. Affirmation d'une capitale macrocéphale

En Amérique latine, comme cela a été expliqué dans le premier chapitre, le processus d'urbanisation a été favorisé par deux phénomènes, l'accroissement naturel élevé de la population et l'immigration. Au cours des décennies 1970 et 1980, à la croissance urbaine généralisée s'ajoute un autre fait majeur, l'augmentation extrêmement forte et rapide des villes principales (Portes A., 1989). Montevideo qui était en 1960 la quatrième plus grande ville de la région (Argentine, Brésil, Uruguay), après Buenos Aires, Sao Paulo et Rio de Janeiro, n'arrive plus qu'en dixième position au début de XXI^{ème} siècle. La spécificité des plus grandes villes latino-américaines, et de Montevideo en particulier, réside dans l'importance de ces villes face aux autres villes du pays. Ainsi, lors du recensement de 2004, Montevideo était treize fois plus grande que Salto, seconde ville la plus peuplée du pays, et 40 % des Uruguayens vivaient à Montevideo. Montevideo, qui regroupait déjà près de 30 % de la population du pays au début du XX^{ème} siècle, compte dès 1975, 1,2 million d'habitants, soit 44 % de la population totale du pays. Dans le dernier quart du XX^{ème} siècle, la croissance de la ville tend à se stabiliser sous l'effet du ralentissement de l'accroissement naturel et des migrations intérieures, et de l'essor de l'émigration internationale (très forte dans les années 1970-1980 et 2000). Jusqu'au recensement de 1996, la ville jouit néanmoins d'un taux de croissance élevé mais, en 2004,

s'amorce, pour la première fois, une baisse de la population (- 2%). Cette baisse doit cependant être nuancée car si la ville centre perd de la population, l'aire métropolitaine de Montevideo continue de croître. Les départements limitrophes ont connu une croissance entre 8 et 12 % au cours de la période inter-recensement ce qui a incité, les statisticiens et démographes à étendre la superficie de l'aire métropolitaine (voir Carte 7). La dichotomie entre Montevideo et l'Interior persiste. L'attractivité de l'aire métropolitaine de Montevideo s'explique par l'accentuation de la centralité de la ville déjà évoquée dans le premier chapitre. L'aire métropolitaine demeure le premier pôle d'emploi du pays. Avec la fin du modèle de substitution aux importations, la majeure partie des industries qui parviennent à se maintenir sont celles de la capitale. En outre, la ville concentre également toutes les fonctions de commandement, administratives, de formation, etc. du pays.

Carte 7 - Aire métropolitaine de Montevideo en 2006



Le réseau de communication, même s'il a subi de profondes transformations au cours du XX^{ème} siècle – avec l'arrêt des aides financières du Royaume-Uni, le transport ferroviaire est peu à peu abandonné et n'est utilisé quasiment que pour le fret – demeure organisé vers Montevideo. En effet, bien que les routes transversales reliant l'ouest et l'est du pays soient plus nombreuses, Montevideo reste l'échangeur principal, le point de passage obligé. Dans le transport collectif de voyageurs, aujourd'hui réalisé par un très dense réseau de bus, à partir de Salto, les usagers peuvent rejoindre les capitales du nord, du nord-est (au nord du Río Negro) de l'ouest du pays sans passer par Montevideo mais ils ne sont pas reliés directement aux

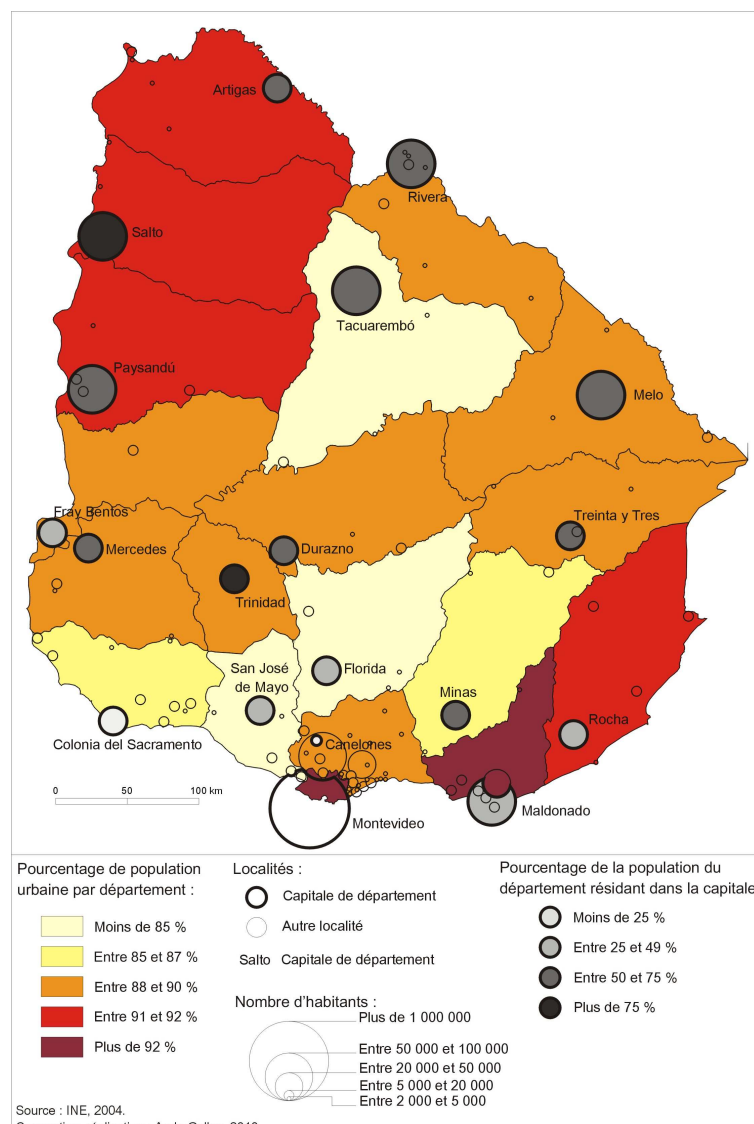
capitales du sud-est du Río Negro (voir Carte 3). Par ailleurs, on notera une plus forte densité des axes de communication sur le Littoral Sud jusqu'à une trentaine de kilomètres des côtes (voir Carte 3).

Cette macrocéphalie est reproduite à l'échelon départemental (voir Carte 8). Elle apparaît plus forte dans les départements situés au nord et au centre du pays que dans les départements situés à proximité de Montevideo. À l'image de Montevideo, ces villes capitales de département regroupent des services non seulement plus nombreux mais également plus diversifiés que les autres localités du département.

2.1.2. Un maillage urbain lâche : des villes polarisant des espaces de très faible densité de population

En dehors de Montevideo, le réseau urbain de l'Uruguay est organisé autour de villes moyennes dont la plus peuplée, Salto, compte à peine 100 000 habitants (voir Carte 8).

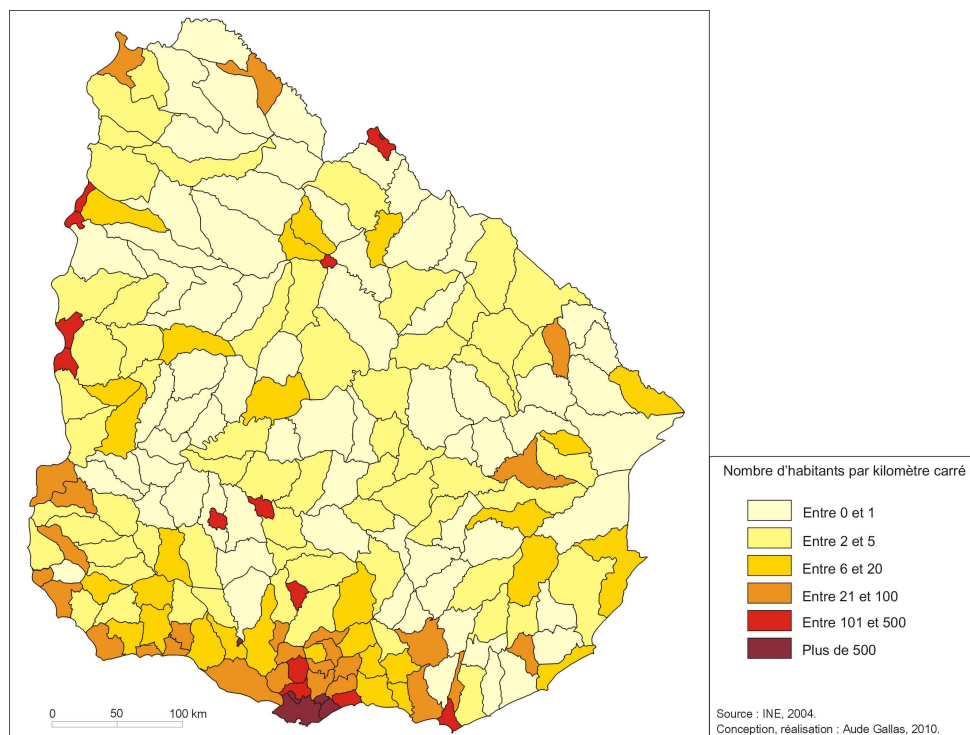
Carte 8 - Le fait urbain en Uruguay en 2004



Carlos Altezor et Mario Lombardi proposent une hiérarchisation originale de ces villes. Cette typologie ancienne, puisqu'elle a été réalisée dans les années 1980, reste néanmoins très efficace pour caractériser le fait urbain actuel. Contrairement à de nombreux auteurs qui n'utilisent que le critère du nombre d'habitants comme discriminant, eux, bien qu'ils ne classent que les villes de plus de 10 000 habitants (ce qui représentait 35 localités en 1975 et 40 localités en 2004) préfèrent le critère de l'activité. Ils distinguent donc cinq catégories de villes en fonction de la diversité des activités, des types d'activité principale et secondaire et du dynamisme économique. Les cinq villes qui composent le type 1 ont une « base économique complexe », très diversifiée, et montrent un développement important du secteur financier - Montevideo, Paysandú, Colonia, Maldonado, Punta del Este. Depuis l'élaboration de cette typologie, avec la fermeture des nombreuses usines, la diversité économique de Paysandú a été quelque peu remise en cause. Elle trouverait aujourd'hui sa place entre le type 1 et le type 2. Le deuxième type regroupe des villes de moindre dynamisme économique dont l'activité principale repose sur les services publics, il s'agit des capitales départementales, centres administratifs traditionnels. Les villes du troisième type n'ont généralement aucune fonction administrative centrale mais ont une forte base industrielle liée à leur proximité avec Montevideo, la plupart des villes de ce type appartiennent d'ailleurs à l'aire métropolitaine. Comme Paysandú, ces centres industriels ont été affectés par la fin du modèle de substitution aux importations. Le type quatre regroupe les localités secondaires de l'aire métropolitaine dont certaines concentrent un type d'industrie spécifique. Enfin, les villes du type 5 sont situées dans l'Interior, l'activité agropastorale est à la base de leur économie et elles concentrent peu de services administratifs et/ou commerciaux. Des localités de moindre importance numérique complètent ce réseau de villes moyennes. Cependant, leur répartition n'est pas homogène sur le territoire, 58 des 123 localités de plus de 2 000 habitants sont situées dans les départements du sud et du sud-ouest du pays (INE, 2005) (voir Carte 8).

Hors de ces villes, le pays demeure peu peuplé comme en témoigne la Carte 9. La densité de population moyenne du pays est de 18 habitants par kilomètre carré. Cette densité varie selon les *secciones censales* (découpage utilisé pour le recensement) de moins d'un habitant par kilomètre carré à plus de 18 000 pour Montevideo.

Carte 9 - Densités de population en Uruguay en 2004



À l'aide de la typologie présentée précédemment et des Carte 9, Carte 6 et Carte 3, quatre régions peuvent être distinguées en fonction de leur densité de population et du réseau de villes. La première région est l'aire métropolitaine de Montevideo, c'est un espace de forte densité de population urbaine et rurale (en comparaison des autres régions) du fait de la petite taille des exploitations qui s'adonnent à l'activité horticole. Par ailleurs, comme le montre la carte de l'aire métropolitaine, on est en présence d'un continuum urbain. Hors de l'aire urbaine, la deuxième région située à l'est de Montevideo présente une forte urbanisation côtière - villes stations balnéaires - et un arrière-pays de très faible densité. À l'ouest de Montevideo, dans les zones de production laitière et agricole, le maillage urbain de la troisième région est plus resserré et est composé de petites villes, pour la plupart entre 2 000 et 5 000 habitants. En outre, la densité rurale est plus forte que dans le reste du pays. Le reste du pays demeure très faiblement peuplé, les zones les moins peuplées, soit la moitié des *secciones censales* du pays, dont la densité moyenne est souvent inférieure ou égale à 5 habitants par kilomètre carré, présentent une forte dominante de l'activité d'élevage extensif. Le maillage urbain est très lâche, les localités de plus de 2 000 habitants sont peu nombreuses. Ainsi, les villes principales polarisent des espaces très étendus de très faible densité. Autour des villes, les densités sont plus élevées, les *secciones censales* qui englobent une ville-capitale, montrent d'ailleurs les plus fortes densités du département. En revanche, l'éloignement, en termes de distance et de distance-temps, de ces dernières peut générer un isolement surtout lorsque le relief est plus accidenté.

Comme le montrent les Carte 8 et Carte 9, le fort taux de population urbaine départementale n'implique pas nécessairement un réseau urbain dense composé de multiples

villes. Au contraire, les départements ayant le maillage urbain le plus resserré présentent un taux d'urbanisation plus faible que la moyenne alors que les départements comme Salto ou Artigas ne doivent leur taux d'urbanisation supérieur à la moyenne qu'à l'attractivité de leur capitale départementale.

2.2. Carences de l'espace rural et émigration rurale continue

Cet attrait pour les villes, dont témoigne l'émigration rurale continue, révèle également la persistance des carences de l'espace rural, déjà évoquées dans le premier chapitre, en termes de services et d'emplois.

2.2.1. Carences des services et de l'emploi

Dans les études statistiques de population, les habitants de l'espace rural sont divisés en deux catégories, d'une part la population rurale dispersée (*rural disperso*) et d'autre part la population rurale agglomérée (*rural nucleado*). Les enquêtes de l'OPYPA²⁷ sur la population rurale comme les enquêtes de l'INE sur la population urbaine utilisent le seuil de 5 000 habitants²⁸ pour distinguer le rural de l'urbain. Le territoire est divisé en quatre sous-ensembles : Montevideo ; les localités de plus de 5 000 habitants de l'Interior ; les localités de moins de 5 000 habitants de l'Interior formant l'espace rural aggloméré et l'espace rural d'habitat dispersé. Le statut des localités de moins de 5 000 habitants est néanmoins assez ambigu car il est à la fois considéré comme appartenant à l'espace l'urbain de l'Interior – espace qui serait alors composé des localités de plus et de moins de 5 000 habitants – et à l'espace rural aggloméré (Domínguez P., 2008 ; Cancela W. et Melgar A., 2004). Cette catégorisation numérique peut être complétée par l'approche du CLAEH (reprise notamment par Horacio Martorelli) qui regroupe les *centros poblados* en fonction de leur degré d'équipement en services. Cette étude distingue sept ensembles de services : l'enseignement, la santé, la culture et le sport, le service bancaire, l'administration, les activités commerciales et les services à la personne. À cela s'ajoute un indicateur des activités industrielles. Sept types ont été repérés, les premiers recoupent ceux mis en évidence par Carlos Altezor et Mario Lombardi, les deux premiers correspondent aux capitales de département et aux villes de l'aire métropolitaine de Montevideo et les types intermédiaires aux *centros poblados* du Sud. En revanche, les trois derniers types sont des *centros*

²⁷ L'OPYPA est l'Oficina de Programación y Política Agropecuaria, institution dépendante du ministère de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche, MGAP.

²⁸ Les deux dernières enquêtes menées par l'OPYPA sur la population rurale sont : *Estudio sobre el empleo, los ingresos y las condiciones de vida de los hogares rurales* (1999) ; *Población y empleo rural y agropecuario 2006* (2008) et la dernière enquête menée par l'INE est la *Encuesta nacional de hogares ampliada* (2006a.). Alors que les enquêtes de population annuelles de l'INE concernent généralement uniquement la population résidant dans des villes de plus de 5 000 habitants, l'enquête élargie de 2006 prend en compte tout le pays incluant les villes de moins de 5 000 habitants et les zones rurales d'habitat dispersé.

poblados de la zone de faible densité du centre du pays où le maillage urbain est lâche. Les services sont peu diversifiés, notamment dans le dernier type où l'unique service à la population est le *boliche* qui fait office de bar, lieu de sociabilité mais aussi de commerce d'alimentation de première nécessité. Ce type regroupait la moitié des *centros poblados* dans les années 1960. Malgré les changements (qui sont abordés dans les paragraphes suivants) intervenus depuis son élaboration, cette typologie demeure encore valable. Le travail de terrain mené en 2003 dans le cadre de la maîtrise²⁹ portant sur l'exode rural en Uruguay (Gallas A., 2003 ; Gallas A. et Guibert M., 2004) puis l'enquête exploratoire réalisée en 2006 et 2007 dans le département de Salto³⁰ en parallèle de la thèse apportent quelques éléments sur le problème des services en milieu rural. Dans les discours des habitants, notamment lors des réunions avec les agents de développement, trois ensembles de services publics : l'éducation, la santé et la voirie, sont évoqués de manière récurrente principalement lorsqu'ils sont absents ou défaillants. En effet, Pueblo Lavalleja ne dispose que d'une école primaire et d'un lycée avec seulement les trois premières années d'enseignement secondaire³¹, Pueblo Fernández ne possède qu'une école primaire et une polyclinique mais sans médecin résidant. Plus que les manques, les habitants expriment la difficulté d'accéder aux lieux dans lesquels sont localisés ces services. Les carences se font très nettement sentir lorsque les localités ou habitations sont éloignées des villes, et encore plus des villes-capitales puisqu'elles concentrent la plus grande diversité de services. L'éloignement, voire l'isolement – Pueblo Fernández devient une « île » par temps de pluie –, est alors au centre des discours et les solutions envisagées portent sur les moyens d'accès à ces autres lieux. Ainsi, l'absence de lycée est résolue par la mise en place d'un service de transport

²⁹ Le travail de terrain s'est déroulé dans deux départements Colonia et Durazno. Il était composé d'entretiens semi-directifs auprès de producteurs résidant dans l'espace rural d'habitat dispersé et dans des localités de moins de 5 000 habitants ainsi qu'avec des agents de développement local. L'objectif, à l'époque, était de valider l'hypothèse selon laquelle la densité des actions de développement participait à maintenir la population rurale. En outre, les entretiens avec les producteurs avaient pour but de comprendre leurs logiques de mobilités résidentielles.

³⁰ Le travail de terrain exploratoire réalisé dans l'espace rural du département de Salto a été mené en plusieurs étapes. La première en 2006, à Pueblo Lavalleja, localité de 1 049 habitants, a combiné enquêtes par entretiens semi-directifs enrichis d'observations de la vie quotidienne du *pueblo* et de discussions informelles avec les élus de la *junta local*, les femmes des *peones rurales*, les travailleuses de l'atelier de tissage de la laine. Neuf entretiens ont été réalisés avec des travailleurs agricoles résidant dans le *pueblo* et dans des *estancias*. Parmi eux, quatre étaient permanents dans des *estancias* et cinq saisonniers s'employant dans la pose de clôture, la tonte des moutons ou la conduction du bétail entre les parcelles éloignées d'une même exploitation. Deux entretiens ont été réalisés avec des producteurs l'un possédant une exploitation de plus 5 000 hectares où il élève des bovins et l'autre étant éleveur de moutons pluriactif puisqu'il est également policier. L'objectif était de mettre en perspective les mobilités spatiales liées à l'emploi des salariés agricoles résidant dans l'espace rural avec celles de ceux résidant en ville tout en les situant dans leur environnement. La seconde étape en 2007, à Pueblo Fernández et Cuchilla de Guaviyú, localités de respectivement 299 et 151 habitants, a consisté en l'observation de réunions entre agents de développement (assistantes sociales et ingénieurs agronomes) et population locale sans emploi pour le programme national « Rutas de salida » mené par le MIDES (Ministerio de Desarrollo Social). Ces observations avaient pour but non seulement de mettre en perspective le vécu des populations précaires résidant dans l'espace rural avec celles des villes mais aussi de mettre en évidence les problèmes plus généraux de l'espace rural.

³¹ Le lycée (*liceo*) regroupe toute la scolarité secondaire. Les trois premières années composent le cycle basique (*ciclo básico*) qui est suivi de trois années pour obtenir de diplôme de bachelier (*bachillerato diversificado de enseñanza secundaria*).

collectif gratuit, l'éloignement de l'hôpital est pallié par l'achat d'une ambulance par la localité. Cependant, une fois que les lieux sont accessibles, il s'agit de réduire le rapport distance/temps, entre le *pueblo* et le lieu où se situe le service en question, que le réseau de chemins, parfois semi-carrossables, allonge considérablement. Aussi prégnantes que semblent ces insuffisances dans le discours des habitants, les situations rencontrées à l'heure actuelle demeurent très différentes de celles des *rancheríos*, abordées dans le premier chapitre. Même si l'habitat précaire perdure jusque dans une large partie du XX^{ème} siècle, l'espace rural d'habitat dispersé compte encore 6 % de *ranchos* en 1996 (Cancela W. et Melgar A., 2004), une grande partie a disparu. En 1967, a été créé le Mouvement de Erradicación de la Vivienda Insalubre Rural, MEVIR³², dont l'objectif était la construction de logements salubres en dur avec adduction d'eau et d'électricité, et évacuation des eaux usées pour les salariés agricoles résidant dans l'espace rural. La construction des habitations se fait avec la participation des habitants. Depuis les années 1960, MEVIR a élargi ses objectifs en s'adressant également aux petits producteurs résidant dans le rural dispersé, en étendant la rénovation de l'habitat aux bâtiments publics tels que les écoles et les salles communes. L'habitat insalubre rural qui concernait 30 % des foyers ruraux en 1962 (*nucleado* et *disperso*) ne représente plus que 3 % en 1996 (Cancela W. et Melgar A., 2004). En outre, depuis une quinzaine d'années, en partenariat avec la JUNAGRA³³, les localités où MEVIR est intervenu – environ 235 localités depuis les années 1960 – font l'objet d'une attention particulière en termes d'emploi. Des programmes pour former et reconverter les salariés agricoles sont mis en place (Rocha A., 2008).

Outre les rencontres avec les agents de développement local, moments privilégiés pour exposer les problèmes liés aux services publics, les entretiens avec les travailleurs ou les discussions informelles avec leurs femmes révèlent une autre insuffisance au sein des *pueblos* : l'emploi. Ainsi, qu'il s'agisse d'une réponse à une question directe, posée au salarié telle que : « Tu as tout ce que tu souhaites ici ? » ou à sa femme : « Tu travailles ? », ou d'un récit des salariés sur leurs expériences d'emplois ou des femmes sur leur activité, sur l'avenir de leurs enfants, dans tous les discours des habitants de Pueblo Lavalaja, l'absence d'emploi semble être au cœur des préoccupations. Cependant, les hommes et les femmes n'expriment pas ce manque de la même manière. Dans leurs discours, les *peones rurales* mettent en avant la faiblesse du nombre d'emplois dans le *pueblo* et la nécessité de se déplacer, de sortir du *pueblo*, pour travailler. Ces déplacements impliquent de rester absents du village toute la semaine voire pendant plusieurs semaines. Cette dissociation entre lieu de résidence et lieu de travail est vécue comme « anormale » car les individus devraient pouvoir trouver un emploi à proximité de

³² MEVIR est devenue aujourd'hui la Comisión pro erradicación de la vivienda rural insalubre.

³³ Junta NAcional del empleo aGRícola, institution appartenant à la JUNAE (Junta NAcional de Empleo) organisme du Ministère du Travail et de Sécurité Sociale (MTSS) chargé de la formation et reconversion des travailleurs avec ou sans emploi et du conseil du ministère dans les politiques d'emploi et de formation professionnelle.

leur lieu de résidence, néanmoins, elle est également envisagée comme une fatalité face à laquelle ils adoptent une attitude résignée. Les femmes, elles, centrent leur discours sur l'inexistence, dans l'espace rural – ce qui signifie à la fois dans le *pueblo* et à l'extérieur du *pueblo* – d'emplois pour les femmes. Comme pour les hommes les seules activités envisagées dépendent de l'*estancia* (être cuisinière ou femme de ménage) mais les possibilités sont beaucoup plus rares. À cela, certaines, dont les enfants ont quitté le *pueblo* pour aller étudier à Salto, évoquent également le manque de perspectives pour les jeunes faisant écho à la faible diversité des emplois. Dans l'espace rural d'habitat dispersé, 70 % de la population active se consacre à l'activité agropastorale, sachant que, pour tout le pays, seul un actif sur cinq du secteur agropastoral est une femme, cela laisse peu de place à l'activité féminine rurale (Dominguez C., 2008). Certains sociologues, s'inscrivant dans le courant théorique de la nouvelle ruralité, montrent, à travers l'étude des emplois non-agricoles, la multifonctionnalité des espaces ruraux et la diversité des activités (Mascheroni P. et Riella A., 2008). Cependant, bien que des emplois dans l'artisanat, dans le commerce de proximité, dans les services publics d'enseignement, existent, le travail de terrain exploratoire mené sur le vécu de l'espace rural et du *pueblo* par les habitants et les travailleurs du département Salto, ne permet pas de valider cette hypothèse. Au contraire, ces possibilités sont à peine évoquées.

Ainsi, le discours d'Ana D.³⁴ (voir Extrait d'entretien 3), reprend les carences de l'espace rural. Ana D. est une salariée agricole embauchée dans une exploitation d'agrumes et rencontrée à plusieurs reprises à Salto. Elle réside dans cette ville depuis une dizaine d'années, auparavant, elle habitait avec sa famille à la campagne, à une soixantaine de kilomètres de Salto dans une exploitation d'élevage qui appartenait à ses parents et dans laquelle elle s'occupait de l'entretien. Au cours du premier entretien, elle aborde les services en milieu rural dans une perspective diachronique en opposant les difficultés qu'elle a connues avec la facilité d'aujourd'hui. En outre, elle corréle la vie dans l'espace rural avec celle de la ville ce qui lui permet d'évoquer les transformations de son quotidien survenues avec la mobilité résidentielle.

Extrait d'entretien 3 - Transformations de la vie en milieu rural évoquées par Ana D.

« **Ana D.** : Mon fils aîné est aussi ouvrier agricole.

Aude : Il aime le travail de son père ?

Ana D. : Non, mais ce qui se passe c'est que lui, il a grandi à l'extérieur [à la campagne], tu comprends, comme nous nous vivions à l'extérieur, lui il a grandi à l'extérieur, et quand nous nous sommes venus, lui il est resté travailler.

Aude : Il ne voulait pas venir ici ?

Ana D. : Il n'aime pas.

Aude : Et toi, tu aimes la ville ?

³⁴ Le discours d'Ana D. est mobilisé à plusieurs reprises au cours des trois parties de la thèse, par conséquent, tous les éléments relatifs à son parcours de vie et sa trajectoire professionnelle ne sont pas reprécisés à chaque citation d'extrait.

Ana D. : Non, non, moi j'aimais la campagne, j'aimais vivre là-bas mais je t'avais déjà raconté un peu... tu te souviens, quand j'ai sous-entendu que j'avais fait moitié-moitié, la moitié de la vie ici et la moitié de la vie à l'extérieur, et je suis allée un peu à l'école ici... dans l'avenue Concordia en arrivant sur Apolon, il y a l'école n° 13, les première et deuxième années je les ai faites là, ensuite, je suis allée dans le centre et ensuite à l'extérieur.

Aude : Tes parents voyageaient comme ça ?

Ana D. : Oui, oui... parce que les gens qui vivent à l'extérieur, quand j'étais petite, ils faisaient tout ce qui était formalités [administratives], ici en ville. Mon père, en réalité mon beau-père, lui, il avait une exploitation... ensuite ils ont tout vendu... il avait une petite propriété à l'extérieur... et tous les papiers et pour acheter les médicaments pour les animaux et tout ce qui concernait la propriété, il devait venir en ville, il devait venir pour les courses pour nous, quand... il devait venir à l'époque de la tonte des moutons pour tout ce dont il avait besoin pour la tonte, donc il était là continuellement, à la banque quand il devait retirer de l'argent... tout ce genre de choses. Les ventes... quand c'était les enchères... tout... donc il se déplaçait beaucoup. C'est différent de maintenant parce que maintenant... on a tant changé le système, ils ont tant fait... pour le pays, pour le... la ville... que maintenant, qu'est-ce qui se passe ?... ils ont déplacé... il y a des conseils de voisins [*juntas vecinales*] dans les villages... et les gens de la campagne trouvent tout là et tout leur est plus facile. Pour... avant... pour venir percevoir la retraite, les gens âgés devaient aller en ville, et maintenant non, maintenant ce sont ceux qui payent qui viennent, ceux qui payent viennent à la campagne. Retraite, pension, allocations familiales, ils distribuent jusqu'au panier alimentaire, à l'extérieur... toutes ces choses... et je crois que si je ne me trompe pas, ils doivent payer le *Plan de Emergencia* à l'extérieur. [...] Aujourd'hui, il y a beaucoup plus de facilités pour les gens... recevoir les choses, tout a changé, des logements ont été installés et tout pour l'extérieur, l'électricité... quand j'étais petite, il n'y avait pas d'électricité mais maintenant si.

Aude : Avec ton époux, vous ne pourriez pas vivre à l'extérieur ?

Ana D. : Je ne veux plus...

Aude : Donc, tu n'aimes pas la ville mais tu ne veux pas non plus aller à la campagne...

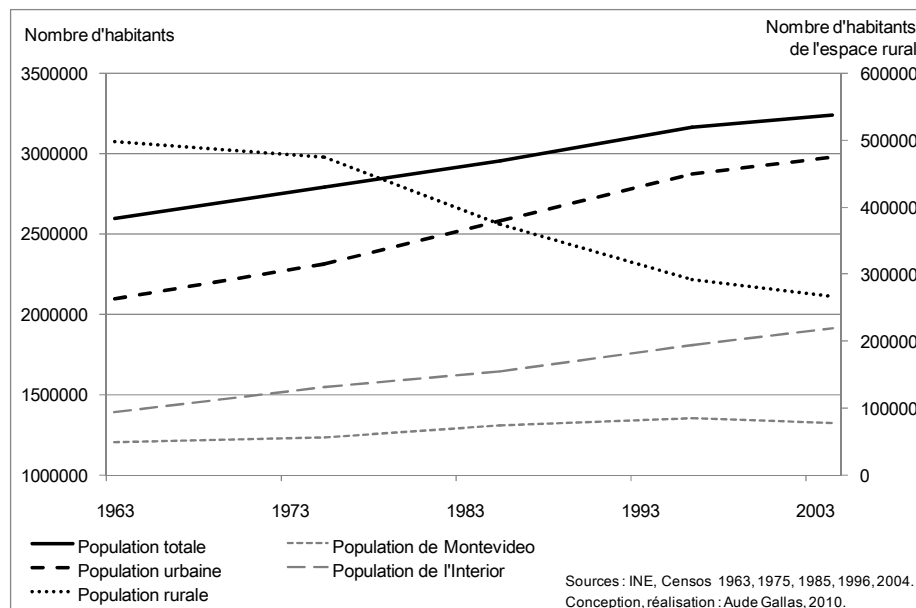
Ana D. : Non, depuis que je suis venue, je ne veux plus... je suis venue... mais... il se passe plus de choses... quand j'habitais là-bas... je t'ai dit... je n'avais aucune notion de ce qu'était le travail... je ne connaissais personne, ici, je ne connaissais personne dans le secteur d'activité. J'avais des amis et tout mais... c'était juste aller se promener ou leurs rendre visite et m'en aller. Maintenant, en habitant ici, ma vie s'est organisée d'une autre manière, moi, là, je m'organise d'une autre manière. Quand j'habitais là-bas, tous les enfants étaient petits, eux maintenant ont grandi et ils ont aussi tous leurs amis, ils connaissent le quartier, ils connaissent l'autre et l'autre et bon... et ils jouent au football et ils savent plein de choses dont ils n'avaient aucune idée à la campagne. Et moi, là je connais les gens où je travaille, c'est ce qui m'importe le plus ça, ce que je n'avais pas avant, c'est comme quand tu as peur de quelque chose, peur de partir d'un endroit et que ça se passe mal dans un autre. Maintenant, avec toute cette vie organisée autour du travail, moi, maintenant, je ne meurs plus de faim. Qu'est-ce que je ferais si tu emportais toute ma vie à la campagne, qu'est-ce que je ferai là-bas où il n'y a pas de travail pour les femmes ? »^{vii} (Entretien avec Ana D., Salto, 2007).

Les carences de l'espace rural varient en fonction des régions concernées. Au sein des espaces de très faible densité, comme c'est le cas du département de Salto, la faible présence de *centros poblados* disposant de fonctions diversifiées peut générer un véritable isolement alors que dans l'Ouest ou dans l'aire métropolitaine de Montevideo, la distance avec les *centros poblados* diversifiés est moindre, l'espace rural est polarisé par une multiplicité de localités de plus ou moins grande importance et favorise l'accès aux services ainsi qu'à l'emploi.

2.2.2. Depuis le milieu du XX^{ème} siècle : diminution de la population rurale

Ces carences, notamment celles des services publics, sont évoquées par tous les habitants qui ont quitté l'espace rural. Déjà entamée au début du XX^{ème} siècle, l'émigration rurale se poursuit et s'amplifie dans la seconde moitié du siècle (voir Graphique 10). L'émigration n'est plus compensée par la forte natalité et contribue à la baisse de la population rurale. Cette baisse, qui s'amorce dans les années 1960, s'accroît fortement dans les années 1970 avec l'ouverture commerciale concomitante de la réduction du nombre des exploitations. Entre 1975 et 1985 la population rurale diminue de 20 %, et de 38 % pour la période allant 1975 à 1996.

Graphique 10 - Évolution de la population uruguayenne entre 1963 et 2004



La quasi-totalité des espaces ruraux du pays sont touchés (Gallas A., 2003). Les zones du Littoral Sud le sont malgré tout moins que le reste du pays. En 2004, l'espace rural comptait 266 289 habitants ce qui représentait 8,2 % de la population totale. Cependant, ce taux n'est pas satisfaisant dans le sens où il ne répond pas une définition claire et stricte de l'espace urbain et de l'espace rural. En effet, l'INE n'utilise pas de seuil quantitatif pour séparer le rural de l'urbain et s'en remet aux décisions des gouvernements départementaux. Face à ce problème, Diego Piñeiro suggère le seuil 2 000 habitants agglomérés pour distinguer les zones rurales des zones urbaines (Piñeiro D. 2001a.). Ainsi, en 2004, 14 % de la population résidait dans l'espace rural et 20 % si on se réfère au seuil de 5 000 habitants (retenu par l'OPYPA et l'INE dans leurs enquêtes).

L'émigration vers les villes pose un problème démographique majeur à l'espace rural : la masculinisation. Comme expliqué précédemment, les femmes ont encore moins de possibilités d'embauche que les hommes en milieu rural, elles sont donc contraintes à migrer si elles souhaitent travailler. En outre, ce sont elles qui émigrent avec les enfants pour qu'ils puissent poursuivre leur scolarité. Les statistiques confirment ces hypothèses puisque c'est chez la

population âgée de plus de quinze ans que l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes se creuse. Alors que l'espace urbain compte à peu près un homme pour une femme, l'espace rural compte 57 hommes pour cent habitants. Néanmoins, ces taux sont très variables selon les départements. Dans les zones rurales des départements de Montevideo et Canelones, la parité est à peu près respectée alors que dans celles du département d'Artigas deux habitants sur trois sont de sexe masculin. En revanche, contrairement à ce que pourrait laisser croire certaines actions de développement rural en faveur de la rétention des jeunes, la population rurale n'est pas plus vieillissante que la population urbaine. Les taux de jeunes de moins de 15 ans et des 15-65 ans sont égaux à ceux de l'espace urbain. Les actions menées par l'*intendencia* de Salto, en termes de formation des jeunes à des métiers « d'utilité publique » tels que coiffeur, mécanicien, boulanger, qui visent à financer l'apprentissage des jeunes ruraux en échange d'un retour au village pour l'installation professionnelle, répondent à cette idéologie tout en étant également un moyen de multiplier les services à la personne en milieu rural.

Au début du XXI^{ème} siècle, l'Uruguay est un pays de faible densité dont le maillage urbain est lâche, les villes moyennes qui le composent sont peu nombreuses. Il est complètement polarisé par l'aire métropolitaine de Montevideo. L'espace rural apparaît comme un espace productif peu habité - la majeure partie compte moins d'un habitant par kilomètre carré - et n'offrant pas, malgré les changements survenus à la fin du XX^{ème} siècle, la possibilité de s'installer. Néanmoins, les différences régionales demeurent fortes, notamment entre le littoral Sud et le reste du pays.

Conclusion du chapitre

Base du développement de la région au XIX^{ème} siècle, l'activité agropastorale demeure encore centrale dans l'Uruguay du début du XXI^{ème} siècle. En premier lieu, le secteur est indispensable au fonctionnement de l'économie puisqu'il est la plus importante source de devises, il représente entre 2/3 et 3/4 des exportations selon les années. À cela s'ajoute qu'il est une source importante d'emploi pour le pays. À la campagne, il est quasiment l'unique possibilité d'emploi (hormis les emplois de la fonction publique). Par ailleurs, la résidence urbaine d'une part toujours plus grande de la main d'œuvre, dont font état les chercheurs, témoigne de l'ampleur prise par l'emploi agropastoral pour les habitants peu qualifiés des périphéries des petites et moyennes villes du pays. En dernier lieu, il ne faut pas oublier que de nombreux propriétaires absentéistes, déjà évoqués dans le premier chapitre, continuent de vivre en ville grâce aux rentes obtenues de leur propriété (d'élevage notamment). Si l'activité agropastorale demeure toujours aussi essentielle, elle a néanmoins subi de nombreuses transformations avec la plus grande ouverture au marché mondial. Grâce au soutien de l'État, certaines productions, jusqu'alors marginales, sont devenues des secteurs d'exportation rentables ce qui diversifie les espaces productifs à l'échelon national. Cependant, l'élevage extensif de bovins et d'ovins reste la production dominante tant par les revenus qu'elle procure que par la superficie qu'elle occupe. En effet, même s'ils s'étendent, les bassins de production spécialisés dans une autre production que l'élevage occupent une superficie minimale en comparaison de celui-ci. Enfin, cette nouvelle donne a complètement bouleversé à la fois les structures agraires, le nombre d'exploitations diminue ce qui accentue le phénomène de concentration de la terre, et la gestion de la main-d'œuvre, l'agrandissement des propriétés ainsi que la spécialisation dans une production unique ont favorisé l'essor de l'emploi salarié.

S'inscrivant dans un territoire au sein duquel la population est inégalement répartie et dont l'organisation est centralisée vers Montevideo, ces changements productifs ont d'importantes répercussions sur les mobilités. L'émigration des *estancias* entamée à la suite de l'*alambramiento* s'accroît sous l'effet de la diminution des besoins de main-d'œuvre. En outre, la très faible densité de population rurale ne permet pas de répondre aux exigences de nouvelles productions avides de main-d'œuvre au moment des récoltes obligeant les producteurs à recruter le personnel en ville. Ainsi, malgré un maillage urbain plus resserré dans le Sud, du fait de la proximité avec Montevideo, l'Uruguay demeure emprunt de la mise en valeur initiale par les colons espagnols et reste un espace de faible densité de population administré par un réseau peu dense de petites et moyennes villes.

Après avoir posé les bases de l'organisation de l'espace et de l'existence de travailleurs agricoles mobiles, le prochain chapitre présente le cadre d'analyse portant sur les pratiques spatiales des travailleurs, acteurs essentiels de l'articulation entre ville et campagne.

ⁱ Citation originale : « Pocos toman la consciencia de que... de que la necesidad de orientarse en la exportación porque es la única manera de crecer y la única manera de poder mantenerse en el rubro. »

ⁱⁱ Citation originale : « Se espera, cada año, vender más al extranjero que aquí. Se están plantando todas estas variedades que son nuevas, para nosotros... o para el establecimiento para poder exportar. »

ⁱⁱⁱ Citation originale : « Si bien la crisis que aqueja al sector agropecuario uruguayo es de carácter estructural y tiene que ver con la distribución de la tierra y de los activos físicos, con la predominancia de un modelo económico-financiero que privilegia al sistema financiero antes que al sistema productivo, con las formas de inserción del país en los mercados internacionales, en lo inmediato (y así aparece ante los ojos de la mayoría de los productores) aparece como una crisis de endeudamiento provocado por la caída de los precios agrícolas en los mercados internacionales. »

^{iv} Citation originale : « La modernización de la actividad agropecuaria provocaría la reducción sensible de la demanda de fuerza de trabajo por unidad de producto y/o de superficie, así como una marcada estacionalidad de la referida demanda (estacionalidad que sería reforzada por una marcada tendencia a la especialización en un cultivo en particular, todo lo cual acentuaría la proporción de tiempos muertos entre una y otra cosecha, respecto de la que se observa en actividades menos tecnificadas y/o más diversificadas. »

^v Citation originale : « Las ramas más dinámicas de la agricultura latinoamericana, actualmente constituidas por los productos de exportación no tradicionales, lejos de haber marginado a las mujeres, muestran una tendencia creciente a su incorporación. »

^{vi} Citation originale : « La época de estudio del trabajo en la zona agrícola es la de las cosechas en la que todo es actividad y movimiento : los trenes van repletos de viajeros de segunda clase : las numerosas casas de hospedaje están llenas, las casas de comercio son una feria y los caminos parecen de romería ; en unas chacras se siega y emparva el trigo, en otras el lino, aquí se empieza la trilla, más allá se siega y emparva alfalfa... En los centros poblados, numerosos talleres se ocupan de refaccionar máquinas y motores junto con la llegada de las golondrinas, que han escapado de Italia con los primeros fríos de octubre, muy pocas de España y menos de Francia; desde hace algunos años caen también a la cosecha muchos Santiagueños, Cordobeses y Corrientes, algunos Catamarqueños y Riojanos y unos que otro Tucumano, y no son poco los peones del Rosario, Santa Fe y Córdoba y aún artesanos que abandonan las ciudades tras el mejor jornal que las cosechas ofrecen... Espontáneamente se ha formado una cantidad de golondrinas criolla, y ya las hay que migran a Tucumán en junio, para la zafra de la caña, vuelven a sus pagos en agosto y setiembre, se van en diciembre a las zonas cerealistas y vuelven en marzo o abril: algunos con los pesos que economizan mejoran sus ranchos y compran un terrenito, o la majadita de cabras u ovejas o algunas vacas... »

^{vii} Citation originale : « **Ana D.:** El hijo mayor mío también trabaja como peón rural. **Aude:** ¿Le gustó el trabajo como su padre? **Ana D.:** No, lo que pasa es que él se crió afuera ¿te das cuenta? como nosotros vivíamos afuera, él se crió afuera, y cuando nosotros nos vinimos, él se quedó trabajando. **Aude:** ¿No quiso venir para acá? **Ana D.:** no le gusta. **Aude:** ¿Y a vos te gusta la ciudad? **Ana D.:** No, no, a mi me gustaba la campaña, me gustaba vivir allá, pero yo ya te había contado un poquito... te acordás cuando yo te insinué de que yo tengo mitad y mitad, mitad de vida acá y mitad de vida allá, yo fui un poco a la escuela acá... por la Avenida Concordia llegando a Apolon está la escuela n°13, primer y segundo año los hice allí, después fui al centro y después afuera. **Aude:** ¿Tus padres viajaban así? **Ana D.:** Sí, sí... porque la gente que vive afuera, en los años que yo era chica hacían todo lo que eran trámites acá en la ciudad. Mi padre, en realidad era mi padrastro, él tenía establecimiento... después vendieron todo... tenía el campito afuera... y todos los papeles y para comprar remedios para los animales y todo lo que concernía al campo él tenía que venir a la ciudad, el surtido para nosotros tenía que venir acá, cuando... en la época de esquila todas las cosas que él necesita para la esquila él tenía que venir entonces estaba de continua en el banco cuando tenía que sacar plata... todas esas cosas así. Ventas... cuando estaban los remates... todo... entonces se trasladaba mucho. Es diferente que ahora porque ahora se... ha cambiado tanto el sistema, han hecho tanto... por el país, por el... la ciudad... que ahora ¿qué pasa?... trasladaron... hay juntas vecinales en el pueblo... y la gente de campaña consigue todo ahí y les queda todo mucho más fácil. Para... antes... para venir a cobrar la jubilación la gente mayor tenía que venir a la ciudad, ahora no, ahora van los pagadores, los pagadores pagan en la campaña. Jubilación, pensión, asignación familiar, hasta la canasta la reparten afuera, todas esas cosas... y creo que si no me equivoqué el Plan de

Emergencia también lo deben de pagar de afuera.[...] Ahora hay mucho más facilidad para la gente... recibir las cosas, se ha cambiado todo que se han llevado vivienda y todo para afuera, la electricidad... en los tiempos en que yo era chica no había electricidad pero ahora sí. **Aude:** ¿Con tu esposo no podrían vivir afuera? **Ana D.:** Yo no quiero más... **Aude:** Entonces no te gusta la ciudad pero tampoco quieres ir más al campo... **Ana D.:** No, después que vine, no quiero más... yo vine... pero... pasan más cosas... cuando yo vivía allá... te dije... no tenía noción de trabajar... no conocía a nadie, acá no conocía a nadie en el rubro de trabajo. Tenía amistades y todo pero... era cosa de venir a pasear o visitarlas e irme. Ahora la vida mía viviendo acá se organizó de otra manera, yo ya estoy organizada de otra manera. Cuando yo vivía allá tenía a todos mis hijos pequeñuelos, ellos ahora se criaron y tienen ellos también sus amistades, ellos conocen el barrio, conocen el otro y el otro y bueno... y juegan al fútbol y ya saben un montón de cosas que en la campaña ni noción tenían. Y yo ya conozco a la gente de donde trabajo que es lo que más mi importa para mi es eso, lo que yo no tenía antes, es como cuando vos tenés miedo de algo, miedo de salir de algún lugar a pasar mal en otro. Ahora con toda esta vida organizada de trabajo yo ahora no me muero de hambre. ¿Qué hago si vos llevas mi vida ahora a la campaña, yo qué hago allá, que no hay trabajo para las mujeres? »

Chapitre 3 - Analyser les pratiques spatiales des journaliers de Salto et Las Piedras : une approche compréhensive des relations ville-campagne

Introduction du chapitre

Les éléments historiques et contemporains relatés au cours des deux premiers chapitres de cette partie ont montré comment l'Uruguay s'est construit comme un pays éminemment urbain et, dans le même temps, comment cette caractéristique repose sur la mise en valeur particulière de l'espace rural. Ces considérations révèlent une certaine imbrication des espaces et de leurs fonctions, et un lien en termes économique, démographique et social. Les mobilités des salariés qui résident en ville et travaillent dans les exploitations agricoles sont l'un des phénomènes marquant de la relation entre la ville et la campagne uruguayenne. Donner un éclairage sur les usages des espaces, leur mobilisation par les acteurs et les relations de complémentarité et/ou de dépendance entre les catégories d'espace à partir de l'analyse des pratiques spatiales, principalement professionnelles mais aussi, dans une moindre mesure, quotidiennes des journaliers agricoles est l'un des objectifs de cette thèse. Cela impose d'explicitier les apports de la géographie et, plus particulièrement, de la géographie sociale, qui affirment une posture constructiviste et une démarche de recherche compréhensive.

Il paraît indispensable, dans un premier temps, de préciser l'état de la question des relations ville-campagne dans la recherche uruguayenne. Dans un deuxième temps, l'apport de l'analyse géographique à la compréhension des relations ville-campagne, à travers l'étude des pratiques spatiales des travailleurs, est abordé. Enfin, le troisième temps est consacré aux particularités de la démarche de recherche mise en œuvre pour analyser les mobilités dans les deux terrains d'étude.

1. Les relations ville-campagne dans la recherche uruguayenne

Mis à part l'analyse de l'émigration rurale et du peuplement inégal du pays, l'étude des relations entre ville et campagne, c'est-à-dire l'étude des phénomènes qui marquent le lien entre les deux espaces, n'a pas fait l'objet de travaux significatifs dans la recherche uruguayenne. Les géographes uruguayens, dont les travaux portent essentiellement sur la géographie physique, ne se sont pas saisis du thème de l'organisation socio-spatiale de la ville et de la campagne laissant aux démographes, sociologues et statisticiens le soin de définir les caractéristiques et bornes des espaces. Des géographes françaises se sont cependant intéressées à cette question : Anne Bride (1972) à travers l'étude des petites et moyennes villes et Anne-Lise Piétri Lévy (1994) avec son travail sur le système urbain du Sud du pays.

Dans le champ de la sociologie, les relations ville-campagne ne sont que rarement et indirectement abordées et les recherches se séparent en deux champs bien distincts : la sociologie urbaine et la sociologie rurale.

En sociologie urbaine, la relation ville-campagne a été appréhendée à travers l'étude de l'urbanisation. Les travaux des années 1970-1980 sur cette thématique avaient pour ambition de montrer que l'Uruguay se construisait comme un pays urbain. En effet, à cette époque, l'urbain était le fait des pays dits « industrialisés », l'urbanisation était associée au développement et synonyme d'intégration, d'ouverture au monde contemporain et de capacité de recevoir la culture « des pays dominants ». Le rural, en revanche, se rapportait à la tradition, au recul, à la difficile pénétration de l'innovation. Aussi les chercheurs tels que Horacio Martorelli, Juan Rial, Jaime Klaczko ont-ils cherché à inscrire l'Uruguay dans cette dynamique et souligné, entre autres, la différence entre l'Uruguay et les autres pays d'Amérique latine. Les titres des ouvrages de ces auteurs sont significatifs de cette idéologie, *Urbanización y desruralización en el Uruguay* et *Uruguay : el país urbano*. Dans son ouvrage, Horacio Martorelli assimile d'ailleurs la notion de « *centros poblados* » à celle de « *centros urbanos* » et utilise indifféremment les deux notions assurant que les *centros poblados* de moins de mille habitants ne disposant que d'un *boliche* pour seul commerce participaient de la dynamique urbaine et témoignaient de la diffusion de l'urbanisation sur tout le territoire. Ce réseau de petites villes permet à Jaime Klaczko et Juan Rial d'identifier un « continuum urbain » (Klaczko J. et Rial J., 1981). Les notions de rural et d'urbain sont alors appréhendées par le passage d'un état à l'autre et non par la relation qui lie les espaces l'un à l'autre. Par la suite, les chercheurs en sociologie urbaine ont délaissé cette thématique pour se consacrer sur des études plus spécifiques de l'urbain : la pauvreté, la vulnérabilité, la fragmentation urbaine, la ségrégation socio-spatiale. En outre, si les études urbaines s'orientent peu vers l'étude des relations ville-campagne, elles se restreignent également à l'étude de Montevideo et, plus récemment, de son

aire métropolitaine. Les petites et moyennes villes de l'Interior ne sont pas étudiées. Seul le travail de Carlos Altezor et de Mario Lombardi qui dresse une typologie des villes (présentée dans le chapitre précédent) intègre les autres villes du pays. Au-delà de la dichotomie ville-campagne, la recherche renforce également la dichotomie spatiale, déjà mise en évidence et propre à l'Uruguay, entre l'Interior et Montevideo.

Les recherches de sociologie rurale portent quant à elles sur le secteur agropastoral. Jusqu'à la fin des années 1990, les termes « rural » et « agricole » (ou « agropastoral ») sont confondus et employés indifféremment – dans les études sur les travailleurs, ceux-ci sont nommés travailleurs agricoles ou travailleurs ruraux. Alberto Riella, dans un article qu'il consacre à l'historiographie de la sociologie rurale assimile d'ailleurs la sociologie rurale à la sociologie de l'agriculture (Riella A., 2000). Les recherches concernent alors les structures agraires, les agricultures, l'emploi et le salariat agricole. Dans les années 1990, un nouveau champ voit le jour : celui des répercussions des changements agropastoraux survenus dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle à la suite de l'ouverture commerciale et de la mondialisation. Alberto Riella distingue cinq thèmes importants et récurrents dans les recherches latino-américaines : les complexes agroindustriels, les systèmes agro-alimentaires et la mondialisation de l'agriculture, les processus sociaux, le développement durable et le développement local. Néanmoins, à cette époque, en Uruguay c'est le champ des processus sociaux qui a été le plus investi. Plus récemment, sous l'influence européenne et argentine, les recherches sur le développement territorial croissent rapidement. Les approches sont très souvent sectorielles, elles s'intéressent à un type de production en particulier et sont basées sur des enquêtes statistiques. Dans l'étude du salariat, cela permet aux chercheurs de faire une caractérisation socio-démographique des individus mais cela limite l'analyse du vécu et des logiques sociales. Le début des années 2000 marque un tournant dans la recherche en sociologie rurale sous l'influence, d'une part, de la mise en évidence des transformations des structures agraires et des nouvelles caractéristiques socio-spatio-démographiques des salariés agricoles, évoquées antérieurement, et, d'autre part, de la réflexion européenne sur la nouvelle ruralité avec la dissociation plus claire du rural et de l'activité agropastorale. Dès 2001, Diego Piñeiro pose la question de la rupture entre ces deux champs. Ce dernier propose de reconsidérer le rural en dissociant l'activité professionnelle du lieu de résidence des individus (voir Tableau 3).

Tableau 3 - Population active selon le lieu de résidence et le secteur d'activité

	Secteur primaire ³⁵	Autres secteurs
Résidence rurale	Travailleurs avec une résidence rurale employés dans des tâches agricoles.	Travailleurs avec une résidence rurale employés dans les services, le commerce, l'industrie, etc.
Résidence urbaine	Travailleurs avec une résidence urbaine et des emplois agricoles « <i>Boias frias</i> », travailleurs temporaires, travailleurs saisonniers.	Travailleurs avec une résidence urbaine employés dans des activités non agricoles.

Source : Piñeiro D., 2001a.

Ce tableau met en évidence la non-spécificité spatiale des activités, le rural n'est plus assimilé uniquement à l'activité agricole, activité qui peut d'ailleurs être occupée par des urbains. L'auteur, à travers ce tableau, pose également, de manière implicite, la question de la relation entre les espaces et les fonctions des espaces. C'est un nouvel élan qui est donné à la recherche sur l'espace rural. Au même moment, Alberto Riella soumet une nouvelle approche de la ruralité à partir de l'étude des « formes de vie structurées par les processus sociaux agraires » (Riella A., 2000). Il invite donc à définir le rural en fonction de l'activité exercée par les individus et non plus en fonction de la densité de population, de son caractère aggloméré ou non. Dès lors, toutes les villes ayant un fort lien avec l'activité agricole seraient d'emblée associées à la ruralité ce qui lui permet d'affirmer qu'il y aurait une ruralisation des localités urbaines dans les régions agricoles. Les travaux de Jimena Gomez-Bettayeb sur les mobilités des salariés agricoles résidant à Salto abondent dans ce sens, puisqu'elle tente de démontrer la similitude entre les modes de vie des salariés agricoles de Salto et ceux des ruraux en énonçant un nouveau concept : l'« urbralité ». L'assimilation rural/agropastoral est donc loin d'être obsolète. Cependant, la définition proposée par Alberto Riella pose problème car qualifier un espace de rural parce que la population qui y vit travaille dans le secteur agricole revient à aborder les espaces en termes d'opposition et non de relation, ce qui implique entre autres une négation de la mobilité et de la possibilité pour un individu de vivre dans un espace ayant une dynamique propre tout en travaillant dans un autre. Le quartier situé en périphérie de la ville moyenne où résident les travailleurs rencontrés et les villages des *peones de campo* ne sont pas identiques et ils ne sont pas habités, pratiqués de la même manière par les travailleurs. En outre, le secteur agropastoral offre une grande diversité d'emploi qui se distinguent bien les uns des autres : le cueilleur n'a rien à voir avec le *peón de campo* mais ils peuvent tous deux habiter dans le même quartier. L'analyse en termes de relation permet donc de conserver la distinction par les seuils démographique et de diversités économique, commerciale, administrative, entre le rural et l'urbain (aussi critiquable soit cette dichotomie) ; plus encore, elle permet de mettre en

³⁵ Catégorie de travailleurs intégrant toutes les personnes : patrons, salariés privés ou publics, travailleurs familiaux non rémunérés qui ont une activité agricole, agropastorale ou dans la pêche.

évidence différents types d'espaces ruraux et d'espaces urbains et d'observer ceux que les salariés articulent au quotidien à travers leurs mobilités et de comprendre pourquoi. Au cours des dernières années, à l'aide de la théorie de la nouvelle ruralité, développée en Europe puis diffusée en Argentine, Alberto Riella et d'autres chercheurs envisagent une nouvelle approche de la ruralité en Uruguay (Riella A. et Romero J., 2003 ; Mascheroni P. et Riella A., 2008). En effet, pour eux, l'apport de cette théorie, pour l'Uruguay, ne porte pas sur la multifonctionnalité des espaces ruraux, de l'agriculture, ou sur les nouvelles représentations et pratiques des campagnes mais sur le nouveau regard porté par les chercheurs sur le rural. Ils précisent qu'en l'abordant par une approche territoriale et non par une approche agraire, cela permet d'entrevoir une plus grande diversité des espaces ruraux :

« La pertinence de l'approche territoriale par rapport aux approches plus traditionnelles, en ce qui concerne la question agraire, dépend de la constatation empirique de l'existence d'un réseau de relations sociales dans un territoire rural déterminé qui ne soit pas structuré uniquement par les relations sociales agraires. »¹ (Mascheroni P. et Riella A., 2008 : 153).

Ce courant, encore récent n'a pour le moment été exploré que par l'étude de la pluriactivité au sein des ménages ruraux afin de montrer que l'activité agropastorale n'est pas la seule représentée dans l'espace rural. En outre, comme en Argentine, les recherches portant sur le développement territorial des espaces ruraux se multiplient.

Ainsi, en sociologie urbaine comme en sociologie rurale, le rapport ville-campagne n'a jamais été véritablement abordé en termes d'articulation. Cette recherche propose donc, à travers l'étude des mobilités professionnelles, en lien avec l'ensemble des pratiques quotidiennes, de comprendre pourquoi et comment les journaliers articulent au quotidien des lieux des deux espaces et d'apporter quelques éléments sur la relation entre les espaces. Pour cela, il a été nécessaire de se référer à des travaux de l'école française de géographie sociale.

2. Une géographie par les acteurs et leurs pratiques spatiales

Les résultats de terrain portant sur les relations ville-campagne à travers les pratiques non seulement des journaliers mais également des producteurs sont présentés au fil des deux parties suivantes. Auparavant, il semble opportun de préciser quel éclairage la géographie sociale française, une géographie qui place le social au point de départ de sa démarche, peut apporter à l'étude de ses relations et comment les pratiques spatiales professionnelles réinsérées dans l'ensemble des autres pratiques quotidiennes des journaliers agricoles permettent de questionner différemment les relations ville-campagne en Uruguay.

2.1. L'acteur dans la géographie sociale

Afin de comprendre la place accordée à l'acteur, ainsi que la manière dont les géographes l'appréhendent, il paraît indispensable de définir ce qu'est le courant de géographie sociale au sein de la géographie car la place qu'occupe l'acteur dans ce courant est particulière.

2.1.1. La géographie sociale au sein de la géographie actuelle

La géographie souffre, depuis qu'elle s'est constituée comme discipline scientifique autour de Paul Vidal de la Blache, de la recherche d'un objet clair. Dans les années 1970, de virulents débats, portant sur le projet scientifique de la discipline, opposent les géographes classiques adeptes de la monographie régionale à une nouvelle génération de géographes soucieuse d'ancrer la géographie comme une science sociale (Gosme C. et alii, 2006). Ces géographes, dont Jacques Lévy, affirment que l'objet de la géographie est « l'espace des sociétés », que la géographie est la « science unique de l'espace humain » (Lévy J., 1975 : 61). Ainsi, il n'y aurait pas d'un côté ce qui est « physique » et de l'autre ce qui est « humain », ces deux éléments sont consubstantiels et éminemment sociaux :

« La seule géographie possible, c'est la science de l'espace social, de la dimension spatiale des sociétés. L'espace ne peut être considéré en soi ; il n'est pas un cadre à remplir, mais une forme d'existence de la réalité. » (Grataloup C. et Lévy J., 1976/1984 : 318).

Au sein de cette géographie « science sociale », dans les années 1980, un courant social se développe. Cependant, si les chercheurs s'identifiant à ce courant reconnaissent comme indispensable une branche de géographie dite « sociale » s'intéressant aux problèmes sociaux, pour d'autres, il y a là pléonasmе, car le social est déjà central en géographie (voir Encadré 2).

Encadré 2 - Position de Robert Hérin et de Roger Brunet sur l'existence d'un courant de géographie sociale

Pour une géographie sociale engagée

« La géographie sociale a pour objectif premier – premier en ce sens que c'est un objectif à la fois élémentaire et qui s'impose d'entrée de recherche – de contribuer à la connaissance des problèmes sociaux : en faire le constat, rassembler des éléments de leur compréhension et de leur signification, puis diffuser le savoir ainsi constitué. La pauvreté, la marginalisation de certains quartiers urbains et de certaines couches sociales, les immigrés et les manifestations de la xénophobie et du racisme, le chômage et les problèmes de l'emploi, plus généralement les inégalités sociales, sont autant de questions qui concernent les géographes. [...] Cette géographie sociale-là est militante. Elle vise à faire connaître les problèmes sociaux tels qu'ils sont : dissiper l'écran des idées reçues et des représentations erronées. » (Hérin R., 1984 : 147-148)

Pas de géographie sociale mais des géographes sociaux

« Il est excellent que les géographes insistent pour promouvoir l'étude des questions sociales, voire de pans de la géographie peut-être négligés précédemment – moins que ne le pensent quelques chercheurs peu cultivés mais, il est vrai, parfois en friche ou en jachère. Et j'ai déjà salué entre autres, le travail pionnier de Renée Rochefort. Si c'est une mode, vive la mode. A condition qu'elle dure, ce qui suppose qu'elle se nie en tant que mode.

Mais, à tout considérer, l'adjectif *social* accolé à géographie me paraît tautologique (car la géographie est une science sociale, elle n'a pas besoin qu'on le redise ; parle-t-on d'une sociologie sociale ?) et donc inutile ; insuffisant ; et peut-être dangereux par ce qu'il prétend rejeter.

L'essentiel est pourtant qu'il me paraît *déplacé*. La géographie est une science. Elle n'a pas à être sociale, ou ceci, ou cela.

Elle a à être pleine, rigoureuse, et diffusée. Son utilité sociale s'en accroîtra. *Ce n'est pas la géographie qui peut être « sociale », c'est son usage*. Ce n'est pas la géographie qui peut être « sociale », c'est, si l'on veut, le géographe. C'est par la rigueur scientifique et la capacité d'innovation – pas seulement dans les objets d'étude ! – qu'il faut chercher à se « distinguer ». C'est par son métier, sa pratique et la clarté de ses positions et de ses résultats qu'une science s'affirme, et sert.

Faites, faisons, de la géographie ; en scientifiques, avec toute la curiosité et l'imagination que cela requiert ; sans complexe, et sans adjectif ; et faisons-la connaître – y compris hors des lieux du pouvoir. Il est naturel, il est bon qu'il y est des géographes « sociaux » ; il n'y a pas de « géographie sociale ». » (Brunet R., 1986 : 130)

À cette époque, une première définition de la géographie sociale est énoncée :

« Science de l'organisation spatiale des sociétés humaines, la géographie sociale part de la constatation que les faits sociaux ont, par leurs localisations et leurs manifestations, des dimensions spatiales et les faits géographiques comportent des aspects sociaux qui concourent à leur compréhension et à leur évolution. Géographie des faits sociaux, et sociologie des faits géographiques, la géographie sociale consiste fondamentalement en l'exploration des interrelations qui existent entre les rapports sociaux et les rapports spatiaux, plus largement entre sociétés et espaces. » (Chevalier J. et alii, 1984 : 90).

Depuis, cette définition a évolué, car pour certains géographes, définie ainsi, la géographie sociale entretient l'ambiguïté sur la place du social et du spatial. En effet, elle place sur le même plan les rapports sociaux et les rapports spatiaux, elle rend possible les dérives spatialistes et les risques de « réifier » l'espace sans prendre en compte les sociétés et les logiques sociales qui le façonnent (Nosedo V. et Racine J.-B., 2001). Ces géographes ont donc repris à leur compte la définition que Christian Grataloup et Jacques Lévy donnaient pour la discipline et déclarent

que l'objet de la géographie sociale est l'étude de la dimension spatiale du social (Séchet R. et Veschambre V., 2006a.). Pour autant, selon Christine Chivallon, bien que la priorité du social sur le spatial semble acquise, la complète intégration de l'espace dans le social est encore loin d'être évidente (Chivallon C., 2003). L'ambiguïté persiste, par exemple, Pascal Buléon et Guy Di Méo utilisent les deux définitions (Buléon P. et Di Méo G., 2005 ; Di Méo G., 2004). Ces derniers, tout en soutenant que la géographie a pour objectif d'« appréhender toute la globalité sociale, dans sa dimension spatiale », expliquent également qu'il s'agit d'un « processus de confrontation du social et du spatial » (Buléon P. et Di Méo G., 2005 : 5). C'est pourquoi, tout en dépassant cette question de définition, lors du dernier colloque de géographie sociale (2004), dont les actes ont été publiés dans l'ouvrage *Penser et faire la géographie sociale. Contribution à une épistémologie de la géographie sociale*, Fabrice Ripoll, Raymonde Séchet et Vincent Veschambre ont de nouveau réaffirmé la place première de l'homme, de la société dans l'analyse en géographie sociale (Séchet R. et Veschambre V., 2006a.). Dans cette conception de la géographie, l'espace est une construction sociale. Ainsi, pour les géographes sociaux, il n'existe pas d'espace à priori, qui soit extérieur à la société. Selon Jacques Lévy, traduit par Vincent Veschambre, « les individus, les sociétés et leurs productions ne sont pas *dans* l'espace mais sont *avec* l'espace, sont l'espace » (Veschambre V., 2006 : 218). Cette recherche s'inscrit complètement dans l'approche proposée par la géographie sociale actuelle. Il s'agit d'aborder la dimension spatiale de la précarité, plus précisément de la précarité de l'emploi, et ses implications dans la vie quotidienne des travailleurs résidant dans les quartiers périphériques des villes de Salto et Las Piedras (voir parties 2 et 3). S'intéresser à la dimension spatiale du social conduit à aborder les problèmes sociaux et les questions contemporaines qui touchent toutes les sociétés du monde. Cependant, depuis les premiers temps de l'essor du courant de géographie sociale les centres d'intérêts ont changé :

« Par rapport à un objectif qui a été longtemps celui de la mise en évidence des inégalités [...], elle apparaît aujourd'hui encore plus ambitieuse en envisageant comment se fabriquent, comment se construisent, comment se reproduisent par l'espace et dans l'espace, ces inégalités » (Séchet R. et Veschambre V., 2006b. : 20).

Il ne s'agit plus seulement d'une démarche descriptive - la description demeure présente car elle est indispensable à la compréhension des phénomènes étudiés - mais d'une démarche au cours de laquelle le chercheur tente de comprendre les mécanismes de construction des phénomènes (dont l'espace est une dimension). Ainsi, au cours des deux prochaines parties de cette thèse, dans un premier temps, une description exhaustive de la précarité de l'emploi et de la précarité des conditions de vie qui lui sont directement associées, ainsi que les mécanismes qui participent à précariser les travailleurs en question, sera dressée. Dans un second temps, la troisième partie s'attache à comprendre la traduction spatiale de cette précarité à travers l'étude des mobilités de ces individus vers les exploitations agricoles, la fréquentation de multiples lieux de travail. Il s'agit donc de comprendre pourquoi ces mobilités existent, pourquoi elles durent,

pourquoi elles ne s'accomplissent pas pour tous de la même manière. En outre, cette démarche pour mettre à jour les rouages à l'œuvre dans les actions observées implique toujours de prendre en compte la situation dans laquelle elle se déroule. Comme cela a déjà été précisé en introduction de cette partie, les actions individuelles s'inscrivent et se construisent en interaction avec un environnement dont il est indispensable de prendre en compte les dimensions spatiale et temporelle (Ripoll F., 2006). Par ailleurs, à l'échelle même de l'individu, ces actions doivent être contextualisées selon des échelles d'espace et de temps multiples.

2.1.2. Une place centrale pour les acteurs au sein de la géographie sociale

« La géographie sociale ne peut être qu'une géographie de l'action et des acteurs » (Séchet R. et Veschambre V., 2006b. : 10). Posée ainsi, l'acteur occupe une place centrale. Il est le point de départ pour comprendre les rapports sociaux, les systèmes de domination, les processus qui affectent, orientent, guident les pratiques. Ce positionnement de la géographie sociale est vecteur, selon André-Frédéric Hoyaux d' :

« un tournant méthodologique d'ordre interprétatif qui met au milieu des préoccupations du géographe ce que cet individu pense, en tant qu'il serait acteur à minima de la situation dans laquelle il se trouve et qu'il construit seul ou collectivement ou plutôt constamment inter-individuellement. » (Hoyaux A.-F. et Lajarge R. et alii, 2008 : 25).

Cela implique non seulement de s'intéresser mais également de se positionner sur les différentes théories de l'acteur élaborées par les sciences sociales³⁶. Parmi elles, trois positions majeures se dégagent (Passeron J.-C., 2001 ; Dubet F., 2005 ; Corcuff P., 2005). Tout d'abord, celle qui envisage l'acteur comme un individu rationnel, libre et autonome dans ses choix, il est un fin stratège. Pour Fabrice Ripoll, il « n'est autre que l'*Homo oeconomicus* transposé aux sciences sociales, souvent par le biais de « l'individualisme méthodologique » [et] fait de l'être humain un calculateur qui cherche uniquement à optimiser ses intérêts bien compris (eux-mêmes réduits aux intérêts matériels, économiques) » (Ripoll F., 2006 : 204). À côté de cet acteur stratégique, coexiste la théorie opposée qui explique que l'action des individus, appelés agents, est déterminée par les structures, par la position qu'il occupe au sein de la société et dont il ne parvient pas à se défaire. L'action de ses individus est prévisible et guidée par des dispositions intériorisées. Fabrice Ripoll précise à ce propos qu'« il est donc particulièrement risqué de prendre au pied de la lettre l'idée que les êtres humains ne savent pas ce qu'ils font. Rien ne prouve qu'ils soient totalement inconscient de ce qu'ils font, simples supports ou

³⁶ Le questionnement autour de la position à adopter par rapport aux théories de l'acteur a d'ailleurs fait l'objet ces dernières années de multiples réflexions suite l'ouvrage collectif *Les acteurs, ces oubliés du territoire* (Grasset E. et alii, 2003). L'École d'Été de Géographie Sociale de Rennes 2006 « Espace social : outils et méthodes, objets et éthique(s) » a consacré un atelier aux « acteurs » dont la synthèse collective a été publiée dans *ESO Travaux et documents* de 2008. En 2008, la revue *GÉODOC* de l'Université de Toulouse 2-Le Mirail lui a dédié un numéro entier intitulé « Mobiliser la notion d'acteur en géographie » à la suite d'une journée d'étude organisée sur le sujet en 2007. Michel Lussault a publié un ouvrage sur la question en 2007, *L'homme spatial, la construction sociale de l'espace humain*. À cela s'ajoutent de multiples travaux s'attachant à définir la notion d'acteur avant de la mobiliser.

jouets des structures : leur réflexivité « ne peut pas être a priori éliminée de leurs conduites pratiques » (Corcuff, 1995) ni de leur rationalité » (Ripoll F., 2006 : 204). Enfin, une troisième théorie n'envisage l'acteur qu'en prise directe avec la société, avec les autres. Il agit donc en fonction des situations et adapte ses actes à l'extériorité, autrement dit à son environnement et aux autres. Les discussions autour de ces trois conceptions de l'acteur et de son action bien qu'anciennes, restent au cœur des débats tant la rationalité de l'action est complexe et difficile à démêler car, comme le souligne Michel Lussault en référence à la théorie de l'acteur pluriel proposée par Bernard Lahire (Lahire B. 1996 et 2006), « l'individu n'est pas un opérateur cartésien, parfaitement homogène de part en part, sans discontinuité de sa personne, ni contradictions internes » (Lussault M., 2003a. : 41).

En géographie, les théories de l'acteur ont été appropriées de multiples manières. À travers « l'acteur territorialisé », les auteurs de l'ouvrage *Les acteurs, ces oubliés du territoire* souhaitent appuyer l'importance de la dialectique homme/territoire, le processus de co-construction. Ils invoquent toutes les théories de l'acteur pour montrer la compétence territoriale de l'acteur agissant (Grasset et alii, 2003 ; Lajarge R., 2008). Dans d'autres travaux, il arrive que ces théories soient détournées, c'est ce que montre Régis Keerle à propos de la distinction entre l'agent et l'acteur proposé par Pascal Buléon et Guy Di Méo (Keerle R., 2006). Pour ces derniers :

« L'acteur agit car sa fonction consiste à agir : il gère, il développe les infrastructures et l'économie d'un territoire, il aménage. [...] L'agent, c'est en quelque sorte l'homme et la femme ordinaires, sans qualité particulière. » (Buléon P. et Di Méo G., 2005 : 30).

Comme le souligne Régis Keerle « la différence entre agent et acteur est établie selon la taille de ce sur quoi porte l'acte » (Keerle R. 2006 : 3). Le problème que pose cette définition renvoie à l'ambiguïté de la géographie sociale évoquée précédemment. En effet, l'acteur apparaît être celui qui agit directement et qui à conscience d'agir directement sur l'espace alors que l'agent serait un individu qui bien qu'il agisse sur, dans et avec l'espace n'a pas conscience de participer à sa construction. Cependant, cela pose la question de la place de l'espace. L'espace doit-il être la finalité de l'action ? Toute la démonstration précédente sur l'objet de la géographie sociale tend à démontrer que non. Mathis Stock qui reprend les travaux de Wolfgang Hartke explique que les pratiques des individus bien qu'elles participent à la construction des espaces n'ont pas toujours pour intentions d'agir sur l'espace, le but à atteindre est autre (Stock M., 2004). Il paraît indispensable pour comparer les acteurs entre eux que les finalités de leurs actions soient identiques - l'espace par exemple pour les aménageurs - au risque, dans le cas contraire, de biaiser la comparaison (Benos R. et Gallas A., 2008). Michel Lussault ajoute qu' :

« On ne peut donc pas séparer des actes qui seraient spatiaux d'autres qui ne le seraient point, puisque tous le sont *toujours-déjà*. En effet, la moindre pratique exige de maîtriser l'espace, de mettre en œuvre différentes technologies de la distance, de jouer avec la ressource spatiale. Toutes les activités imposent de trouver le bon arrangement spatial, de choisir la bonne place pour soi et les autres réalités, le bon mode de relation aux différentes réalités (et à leurs

spatialités propres) qui s'agencent en situation. Même si ces ajustements spatiaux ne viennent pas tous à la conscience du « pratiquant », qui poursuit d'autres finalités, ils renvoient à des registres bien identifiables de la spatialité humaine. » (Lussault M., 2007 : 181).

Michel Lussault propose donc de retenir plusieurs éléments constitutifs de l'acteur. L'acteur est avant tout un « individu socialisé », c'est-à-dire qui a intériorisé les normes et valeurs de la société au sein de laquelle il évolue. Il est doué d'un « potentiel de réflexivité » et de « capacités à agir » actualisables sans cesse au gré des interactions avec les autres (Lussault M., 2003a.). La définition qu'André-Frédéric Hoyaux donne de l'acteur va dans ce sens :

« L'acteur serait cet individu dont les chercheurs et politiques peuvent estimer, mais aussi dont l'individu lui-même peut estimer, qu'il concoure pour partie au moins à la construction de sa réalité. Que cette réalité soit attachée ou non au diktat de la violence symbolique (celle de la conformation du sens donné à l'information sémiologique), de la reproduction sociale ou économique, de l'évolution des rapports entre infrastructure et superstructure (celles des mobilités comme des mobilisations). Dès que l'individu appréhende réflexivement son existence, il s'attache (dans les deux sens du terme) à donner du sens aux choses et aux êtres qui l'entourent et donc à instruire le monde dans lequel il se trouve. Cette conscience d'être à l'espace et aux autres au sein d'une situation construite inscrit des moments d'action de cet individu dans le monde. » (Hoyaux A.-F. et Lajarge R. et alii, 2008 : 27).

Par ailleurs, mobiliser cette notion implique d'appréhender et de comprendre la rationalité, les logiques, les croyances qui fondent l'action d'un individu. Fabrice Ripoll, en s'appuyant sur les recherches de Charles Tilly met en avant l'interdépendance entre les « raisons d'agir » et les « formes d'action » (Ripoll F., 2006). Paul Ricoeur identifie quatre composantes constitutives des « raisons d'agir » : les motifs, points de départ de l'action ; la hiérarchisation de ces motifs selon le « caractère de désirabilité » ; la classe des dispositions et enfin le raisonnement pratique qui consiste en la mise ordre des raisons et permet à l'individu d'identifier une raison tenue pour ultime (Ricoeur P., 1986). Articuler les « raisons d'agir » avec la forme prise par l'action, permet non seulement de comprendre les logiques individuelles qui ont construit l'action mais en plus, de comprendre la diversité des actions. Dans le chapitre précédent et également dans l'introduction de la troisième partie, il est fait état d'une grande diversité des formes de mobilité professionnelles, identifiées à l'aide de la variation des dimensions spatiales et temporelles. À ces deux dimensions, qui révèlent la diversité des pratiques, vient donc s'ajouter une troisième, fondamentale pour appréhender les mobilités, la rationalité de l'individu. Dégager le sens que les individus donnent à leurs actions à travers l'étude des logiques, des croyances et des représentations qui permettent de comprendre le « pourquoi » – pourquoi certains habitants des quartiers périphériques des villes se déplacent vers les exploitations agricoles ? – et surtout, le plus important, le « pourquoi comme ça » de leurs actes – pourquoi certains travailleurs vont loin ? Pourquoi d'autres ne se déplacent qu'en périphérie des villes ? Pourquoi certains font des navettes quotidiennes alors que d'autres circulent dans l'espace rural et ne rentrent qu'occasionnellement ? Cette locution « pourquoi comme ça », un peu triviale, est néanmoins moins ambiguë que le terme « comment » qui renvoie certes également à la forme prise par l'action mais exprime dans le même temps les moyens utilisés pour la réaliser, ce qui n'est pas le

propos. Aussi intéressante soit-elle, la notion de rationalité doit être nuancée car toutes les actions ne sont pas nécessairement rationnelles même pour l'individu qui les réalise. Par ailleurs, Romain Lajarge propose, pour aborder la diversité, de s'intéresser à la « capacité à agir » et aux « ressources pour agir » de l'individu. La première notion renvoie à l'idée de compétences acquises par l'expérience et transformées comme capital par l'individu. La seconde notion fait écho aux moyens mobilisés et mobilisables, en situation, autrement dit à un moment précis, dans le rapport individuel à l'extériorité, aux autres. Ces notions semblent fondamentales dans l'étude des mobilités et encore plus lorsque l'on s'intéresse aux populations en situation de vulnérabilité sociale, c'est pourquoi elles feront l'objet d'une plus grande discussion en début de troisième partie. Pour Michel Lussault, que nous rejoignons, même si ce point de vue n'est pas partagé par toute la communauté scientifique (voir partie 3) :

« S'il existe des dotés et des démunis, les acteurs sont tous mus par le besoin et la volonté d'agir et même les plus faibles possèdent le plus souvent (sauf dans des cas limites) des compétences stratégiques, des marges d'action, des capacités d'arbitrages. » (Lussault M., 2003a. : 40).

S'inscrire dans une géographie par les acteurs a donc un double objectif. Le premier consiste à décentrer l'objet d'étude sur le groupe d'acteur sur lequel porte la recherche. La recherche a donc pour point de départ le groupe d'individus et le fait social remarquable qui les place sur le devant de la scène. Le second est d'ordre méthodologique car il s'agit d'accéder à la connaissance par l'intermédiaire des acteurs. L'approche est alors pleinement compréhensive et implique d'analyser la signification que les individus donnent à leurs pratiques, aux lieux qu'ils pratiquent à travers les discours et les manières d'être dans ces lieux (Guétat-Bernard H., 2007). Considérer que les discours des enquêtés sont porteurs de sens et permettent de comprendre les phénomènes que le chercheur observe ancre cette recherche dans une posture constructiviste (voir Encadré 3).

Encadré 3 - Une posture constructiviste

Le constructivisme repose sur l'hypothèse que la connaissance est une construction à la fois individuelle, sociale et scientifique fondée sur plusieurs postulats que reprend Alex Mucchielli dans l'introduction de l'ouvrage *La place du constructivisme pour l'étude des communications*. Il retient sept postulats. Le premier, « la connaissance n'est pas un donné mais une construction ». Dès lors, adopter la posture constructiviste, signifie accepter que la réalité et la vérité pures ainsi que la connaissance de celles-ci n'existent pas en soi mais qu'elles dépendent de l'expérience individuelle et du contexte de cette expérience. « La vérité n'intéresse plus le chercheur constructiviste », c'est pourquoi celui-ci lors des entretiens se centre sur l'individu, « sa » manière de penser, sa connaissance du monde et la construction de celle-ci : sa vérité personnelle. Il ne recherche pas une vérité absolue. Cette posture est parfois difficile à comprendre pour les enquêtés qui ont la volonté de se conformer à ce qu'il croit être « la » vérité sur un objet, un fait, qui n'est, en fait, qu'une vérité parmi d'autres (mais une vérité socialement admise). C'est au chercheur de démêler, lors de l'analyse, la connaissance de l'individu de celle qu'il croit être la connaissance vraie, parce qu'elle est socialement reconnue. Par exemple, lorsqu'un travailleur explique que la ville est une agglomération de population atteignant un certain nombre d'habitants, il transmet une connaissance normalisée et non « sa » représentation, « sa » connaissance de la ville. Le deuxième, « la connaissance scientifique ne peut prétendre être

parfaite », elle est « inachevée », c'est-à-dire que malgré les théories élaborées, la rigueur scientifique pour construire la connaissance, la connaissance produite n'est qu'une représentation, qu'un sens du phénomène appréhendé au travers de certains filtres. Le troisième, la connaissance est « relative », admissible, vraisemblable à un moment et dans un environnement donné. Le quatrième, la connaissance est « orientée par des finalités ». Le cinquième, « la connaissance est totalement liée à l'activité expérimentée et donc vécue du sujet » (cela a déjà été en partie évoqué dans le premier postulat). Par exemple, lorsqu'une travailleuse précisait que, pour elle, la ville était bruyante alors que le quartier – sous-entendu le quartier périphérique dans lequel elle vit – est calme, elle éprouvait le besoin de mettre en interaction deux objets, dont un est celui de son vécu quotidien qu'elle mobilise comme référent de comparaison avec l'autre. Le sixième, la connaissance est « structurée par le processus de connaissance tout en le structurant aussi ». Le septième et dernier postulat développé porte sur le fait que la connaissance est « forgée dans et à travers l'interaction du sujet connaissant avec le monde », ainsi par cette interaction permanente la connaissance demeure en évolution continue. (Mucchielli A., 2004)

La définition du constructivisme de Michel Lussault dans Le dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés résume bien ce propos : « ainsi, le Monde n'est-il connaissable, connu et reconnu, découpé en objets délimités et interreliés, qu'en vertu des opérations que le sujet réalise dans son expérience cognitive. Le sujet dans cette optique est à la fois un observateur et un modélisateur qui énonce des modèles de la « réalité connaissable ». Ces modèles sont moins des doubles de la réalité que des représentations circonstanciées de celle-ci. » (Lussault M., 2003b.). Cette posture s'oppose au positivisme fondé sur « un critère de vérité objective qui s'applique à un monde donné et passif » (Lussault M., 2003b.) et au réalisme qui « affirme l'existence des objets de connaissance, indépendamment de la saisie qui en faite par un sujet connaissant » (Ruby C., 2003).

Source : Mucchielli A., 2004 ; Lussault M. 2003b. ; Ruby C., 2003.

2.2. Faire de la géographie à partir des acteurs ordinaires et de leurs pratiques quotidiennes

Au sein de la diversité des acteurs avec lesquels les géographes peuvent travailler, certains sont qualifiés d'ordinaires et le chercheur s'intéresse principalement à leurs pratiques quotidiennes. Ces deux notions sont donc d'abord définies et articulées avec celle de vulnérabilité sociale. Ensuite, nous nous attardons sur leurs apports dans la compréhension des relations ville-campagne en Uruguay. Enfin, parce qu'elles impliquent une démarche de recherche spécifique, les éléments principaux de l'approche compréhensive, qui a guidé le travail terrain, sont exposés.

2.2.1. Acteurs ordinaires, pratiques quotidiennes

▪ Acteurs ordinaires

On peut s'interroger sur la qualité d'individu ordinaire, cependant, n'est-ce pas parce que certains individus sortent de l'ordinaire, du commun, du reste de la société par leurs pratiques, leurs représentations qu'ils interpellent le chercheur ? Avec le qualificatif « ordinaire », il fait référence selon Pascal Buléon et Guy Di Méo aux gens qui n'occupent aucune fonction en lien direct avec l'aménagement du territoire (Buléon P. et Di Méo G., 2005). Au-delà de cette

première constatation, assez restrictive, les gens ordinaires sont nommés ainsi parce qu'ils n'occupent aucune fonction spécifique, remarquable au sein de la société. Ils sont communs, « anonymes » pour Michel de Certeau. Faisant écho aux théories de l'acteur, Michel de Certeau précise que ce n'est pas parce que les individus sont dits « ordinaires » qu'ils sont forcément agis par la société, qu'ils ne prennent aucune décision et n'ont aucune marge de manœuvre (De Certeau M., 1990). En outre, loin d'être une catégorie homogène, les acteurs ordinaires sont composés d'individus au parcours de vie et aux expériences multiples, donc aux pratiques plurielles. En géographie, ils ont souvent été associés aux « habitants » d'un quartier, d'une ville mais Françoise Péron propose de les dissocier car ces derniers sont trop connotés des idées d'appropriation et d'ancrage dans l'espace (Péron F., 1998). C'est néanmoins cette association entre habitants et individus ordinaires qui a généré chez les géographes une nouvelle manière de faire de la recherche mettant en évidence les pratiques quotidiennes de ces individus. Françoise Péron a ainsi repéré des espaces ordinaires, c'est-à-dire des :

« espaces qui tissent concrètement la toile de fond de la vie de chaque individu. Ces espaces sont opposables aux autres espaces de la planète ; aux espaces virtuels jamais expérimentés physiquement et connus uniquement par les images que l'individu en a perçues, et aux espaces où il a pu se rendre exceptionnellement mais sans être, à ce moment-là, capable de les identifier pour les intégrer dans son monde, par manque d'outils nécessaires à leur appropriation. » (Péron F., 1998 : 65).

Ces espaces pourraient en poursuivant cette logique être composés de lieux ordinaires, c'est-à-dire pratiqués quotidiennement. Dans le cas des journaliers agricoles de Salto et de Las Piedras, leur situation de vulnérabilité sociale (notion définie au cours des paragraphes suivants et approfondie dans les Parties 2 et 3) pourrait inciter le chercheur à mettre l'accent sur les contraintes or celui-ci ne doit pas occulter la liberté d'action, aussi faible soit-elle. Comme le souligne Michel de Certeau, les « tactiques », mises en place par les individus qui ne disposent pas de toutes les ressources pour prendre complètement en compte les actions et réactions de l'extériorité, permettent à ces individus d'agir et de détourner les normes établies à leur avantage (De Certeau M., 1990).

La perspective d'une géographie par les acteurs, plus encore lorsqu'il s'agit d'acteurs ordinaires, ouvre la voie vers les recherches menées par l'école de géographie sociale de l'Ouest dès les années 1980. En tête de file, Armand Frémont. Avec la notion d'espace vécu, il provoque une petite révolution dans la manière de faire de la recherche. Il adopte une posture constructiviste et remet en cause l'existence d'un espace « en soi » qui ne soit pas construit par la société. Ainsi à la suite de travaux menés sur les pratiques et les représentations des gens ordinaires, il crée la notion d'espace vécu. L'espace vécu est une notion englobante, synthèse de l'espace de vie – qui se compose des lieux fréquentés par un individu ou un groupe social formant un réseau de lieux parcourus –, de l'espace social – « ensemble des interrelations sociales qui sous-tendent ce réseau » (Frémont A., 1980 : 49) – à laquelle il ajoute une

dimension compréhensive en tenant compte de la signification, de la valeur que les individus attribuent aux lieux :

« Nous appelons enfin « espace vécu » l'ensemble des lieux de l'« espace de vie » et de l'« espace social » auxquels s'ajoutent les valeurs psychologiques qui s'attachent aux lieux et qui unissent les hommes à ceux-ci par des liens immatériels » (Frémont A., 1980 : 49)

Françoise Péron ajoute que les lieux, même lorsqu'ils sont rarement fréquentés, font partie intégrante de l'espace vécu car ils sont pensés et appropriés par les individus. C'est simplement le mode d'appropriation qui change (Péron F., 1998). Fortement mobilisée dans les années 1980, la notion d'espace vécu est néanmoins tombée en désuétude rapidement (Staszak J.-F., 2003). Malgré cette destinée, elle n'en reste pas moins le point de départ d'une nouvelle manière de faire de la géographie. Une géographie qui attache de l'importance aux gens ordinaires, à leurs pratiques spatiales, à leurs perceptions et représentations des lieux parcourus. Il s'agit donc de s'intéresser aux « mondes géographiques dont sont porteurs les individus » (Péron F., 1998 : 63).

▪ *Pratiques et représentations*

Dans ce contexte, il semble important d'indiquer ce que les chercheurs entendent par « pratiques » et « représentations ».

Les pratiques quotidiennes sont pour Michel de Certeau des « manières de faire ». Yannick Lemel ajoute que c'est un « ensemble des comportements de la vie de tous les jours, des habitudes d'approvisionnement aux habitudes de vacances, de la gestion budgétaire à la gestion des emplois du temps, de la fréquentation du cinéma à celle du médecin » (Lemel Y., 1984). Les géographes Pascal Buléon et Guy Di Méo insistent, quant à eux, sur sa dimension spatiale, les déplacements, les fréquentations concrètes des lieux. Le caractère quotidien implique la récurrence de la pratique, néanmoins, elle n'exclut pas sa réinterprétation, sa reconstruction, son ajustement en permanence en fonction de la situation et des autres expériences de l'individu. Michel de Certeau a d'ailleurs montré que malgré la non maîtrise des éléments de son environnement, l'individu fait preuve d'inventivité, de « ruse » dans ses pratiques. Il met en place des « tactiques » et parvient à détourner les effets de structures pour atteindre son but : « ces « manières de faire » constituent les mille pratiques par lesquelles des utilisateurs se réapproprient l'espace organisé par les techniques de la production socioculturelle » (De Certeau M., 1990 : XL). Cette réflexion sur les pratiques et leurs objets a conduit Françoise Péron (1998) à identifier deux catégories d'espaces, les espaces de contraintes, qui font référence aux lieux pratiqués pour le travail, pour l'approvisionnement, l'éducation, qu'elle oppose aux espaces de liberté dont la pratique est moins prévisible, plus irrégulière. Nous revenons sur ce point au cours de la troisième partie et faisons d'ores-et-déjà l'hypothèse que, pour les journaliers agricoles de Salto et de Las Piedras, le lieu de travail bien qu'il puisse, dans une certaine mesure, être considéré comme une contrainte peut aussi être envisagé par les

travailleurs comme un lieu choisi (même si la marge de manœuvre est faible). L'idée de contrainte est liée, selon Guy Di Méo, aux exigences du quotidien qui imposent la répétition de certaines activités, mais elle renvoie aussi à l'extériorité et à la situation de production de la pratique (Di Méo G., 1999). La dimension spatiale des pratiques permet au chercheur de reconstruire des itinéraires et de définir des espaces de vie.

Cette tâche est indispensable, pour autant, elle n'est pas suffisante :

« Intégrer l'imaginaire en géographie sociale, c'est, notamment, s'interroger sur les constructions conjointes des représentations, images et discours, sur l'espace comme support des pratiques en tant que mise en actes de la vie rêvée ou, plus prosaïquement, de la vie possible. » (Séchet R. et Veschambre V., 2006b. : 14).

Pour cela Armand Frémont avait proposé de s'intéresser aux espaces vécus. À la suite de ces travaux, les géographes, comme Antoine Bailly, se sont penchés sur la question des représentations, autrement dit, ont intégré l'imaginaire, le sens que les gens donnent aux lieux qu'ils pratiquent ou non et qui permet de comprendre les logiques qui guident les pratiques donc les pratiques et les manières de pratiquer l'espace. Jean Piaget, repris par Antoine Bailly définit la représentation par opposition à la perception. La perception est un acte mental qui consiste à évoquer un objet en sa présence. La représentation, elle, est l'évocation de cet objet hors de sa présence. Ainsi, pour Anne Bouju dont la méthodologie de recherche est expliquée par Vincent Veschambre, s'intéresser à la dimension spatiale du social revient à aborder, d'une part, une « certaine matérialité de l'espace » à travers l'étude des pratiques spatiales (comme la mobilité), des lieux qui sont au centre de ces pratiques et, d'autre part, leur « composante idéelle » (représentation et rapport à la pratique, au lieu de la pratique) (Veschambre V., 2006). Dans l'analyse de la dimension spatiale de la précarité professionnelle, ces considérations ont conduit, dans un premier temps, à observer les pratiques spatiales liées à l'activité professionnelle (mobilités professionnelles) mais aussi, comme cette précarité à des conséquences sur le quotidien, celles liées aux autres activités du quotidien ainsi que les lieux de ces pratiques afin de comprendre comment les mobilités liées à l'emploi s'inscrivent dans l'ensemble des pratiques spatiales des journaliers, dans leur territorialité. Dans un second temps, il a été important de s'attarder sur les représentations et les rapports aux emplois, aux travaux, aux lieux d'emploi, de travail et sur relations sociales dans ces lieux car elles interviennent dans la construction des pratiques.

Aussi importante que soit l'étude des pratiques et des représentations individuelles, Raymonde Séchet et Vincent Veschambre soulignent que l'analyse de la dimension spatiale du social doit dépasser ce cadre et apporter un éclairage sur les problèmes sociaux, elles ne doivent pas se limiter à elles au risque de se cantonner à des analyses particularistes (Séchet R. et Veschambre V., 2006b.). En effet, de multiples reproches ont été formulés à l'encontre de la géographie sociale qui, pour certains, était trop centrée sur l'individu et les territorialités individuelles et en oubliait l'objet premier de ce courant, analyser les phénomènes sociaux.

C'est pourquoi, comme l'affirme Hélène Guétat-Bernard, l'ordinaire, le quotidien et les régularités que le chercheur met à jour doivent permettre de comprendre, au-delà des pratiques individuelles, les collectifs ainsi que les rapports sociaux au sein des groupes et entre les groupes (Guétat-Bernard H., 2007).

▪ *Pratiques et représentations des populations vulnérables des quartiers périphériques*

À la qualité d'acteur ordinaire, il faut ajouter deux particularités supplémentaires, toutes aussi importantes, d'une part, les journaliers appartiennent à une catégorie de population vulnérable et, d'autre part, ils résident dans les quartiers périphériques des villes de Salto et de Las Piedras.

- Une population en situation de vulnérabilité sociale

Dans *Les métamorphoses de la question sociale*, Robert Castel propose une définition de la vulnérabilité sociale reposant sur trois critères essentiels : la stabilité professionnelle, le réseau de relation et la protection sociale :

« Il existe en effet, [...] une corrélation forte entre la place occupée dans la division sociale du travail et la participation aux réseaux de sociabilité et aux systèmes de protections qui « couvrent » un individu face aux aléas de l'existence. D'où la possibilité de construire ce que j'appellerai métaphoriquement des « zones » de cohésion sociale. Ainsi, l'association travail stable-insertion relationnelle solide caractérise une zone d'intégration. À l'inverse, l'absence de participation à toute activité productive et l'isolement relationnel conjuguent leurs effets négatifs pour produire l'exclusion, ou plutôt, [...] la désaffiliation. La vulnérabilité sociale est une zone intermédiaire, instable, qui conjugue la précarité du travail et la fragilité des supports de proximité. » (Castel R., 1999 : 17).

Souvent délaissés, oubliés (cette idée est approfondie dans le chapitre 5) voire exclus, ces individus ne sont, pour autant, pas dénués de capacité propre d'action et leur pratique apporte autant à la compréhension des espaces que celles d'autres acteurs apparaissant plus libres de leurs actes.

À ce propos, dans les sciences sociales, deux manières d'appréhender les populations vulnérables, appelées « classes populaires », s'affrontent sans qu'aucune ne soit véritablement satisfaisante (Grignon C. et Passeron J.-C., 1985a. ; 1989). La première, la théorie de la légitimité culturelle, analyse les pratiques des différentes classes en les situant dans les rapports des dominations. Elle reconnaît un ordre légitime d'organisation de la société entre élites dominantes et classes populaires dominées. Les dérives de cette théorie poussent à des interprétations misérabilistes qui ne considèrent les pratiques des classes populaires que comme des sous-pratiques, tentatives désespérées d'agir à l'image des classes dominantes. Les individus dominés se révèlent donc incapables d'actions libres et autonomes. Pour Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, l'écueil de cette théorie est de n'étudier « les pratiques et traits culturels des classes populaires » qu'au prisme d'une hiérarchisation légitime, reconnue, en les privant « du sens qu'ils tiennent de leur appartenance à un système symbolique propre lorsque

le sociologue énonce comme exclusif le sens qu'ils tiennent de leur référence à un ordre culturel légitime » (Grignon C. et Passeron J.-C., 1985b. : 10). Dans cette perspective, comme cela a été mentionné dans le chapitre précédent, les mobilités des élites, disposant d'un fort capital économique, social, culturel et spatial sont socialement valorisées. Cette valorisation porte sur la fréquence des déplacements, la multiplicité des lieux parcourus et leur éloignement par rapport à l'espace de référence de l'individu. En revanche, les populations ayant des conditions de vie précaires sont envisagées comme assignées à résidence et soumises à de très fortes contraintes ce qui limite leurs déplacements (Le Breton E., 2004 ; 2005a. ; 2005b.). À l'opposé, la seconde approche, le relativisme culturel, décrit l'ingéniosité des « classes populaires », en les dissociant des systèmes de domination au sein desquels elles sont insérées et en analysant leurs pratiques et cultures comme relevant d'une dynamique interne à la classe. Selon Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, cette approche a le souci de « réhabiliter » la culture populaire, en glorifiant les pratiques des individus, envisagées comme authentiques, et en insistant sur les éléments innovants. Elle glisse ainsi vers le populisme (Grignon C. et Passeron J.-C., 1985b.). Dans l'étude des mobilités, cela reviendrait à rechercher l'inventivité dans les moyens mis en œuvre pour se déplacer sans préciser les contraintes qui l'imposent. En outre, répondant à l'attaque de l'assignation à résidence, le chercheur pourrait être tenté de voir, dans les pratiques spatiales situées hors des limites officielles du quartier, un élément du dépassement des frontières de l'espace de proximité immédiate sans mettre à jour les éléments de distance physique réelle entre les différents lieux fréquentés ou encore sans comprendre l'histoire qui lie l'individu à ces lieux. Le chercheur imprégné des valeurs sociales positives dont jouit actuellement la mobilité – notons cependant, comme le signale Djemila Zeneidi-Henry, que la mobilité des populations les plus pauvres demeure, dans l'imaginaire collectif, encore connotée péjorativement (Zeneidi-Henry D., 2005) –, tenterait, malgré lui et par empathie, de montrer la richesse des mouvements des populations vulnérables. La critique de ces deux approches peut être synthétisée par la citation suivante :

« De même que les cécités sociologiques du relativisme culturel appliqué aux cultures populaires encouragent le populisme, pour qui le sens des pratiques populaires s'accomplit intégralement dans le bonheur monadique de l'autosuffisance symbolique, de même la théorie de la légitimité culturelle risque toujours, par sa systématique énonciative, de conduire au légitimisme qui, en sa forme extrême du misérabilisme n'a plus qu'à décompter d'un air navré toutes les différences comme autant de marques, toutes les altérités comme autant de moindre-être – que ce soit sur le ton de l'élitisme ou sur celui du paternalisme. » (Grignon C. et Passeron J.-C., 1985b. : 10).

Enfin, Claude Grignon et Jean-Claude Passeron soulignent que le plus souvent ces deux approches des « classes populaires » sont perceptibles dans la même recherche car le scientifique, par souci de neutralité et d'objectivité, tente d'équilibrer son discours.

Tenant compte de ces écueils mais ayant également conscience qu'il n'existe aucune proposition alternative permettant de les dépasser – l'intitulé d'une journée doctorale, *Le savant*

et le populaire 1989-2008. Retour sur un débat en suspens³⁷ le rappelle –, cette thèse se penche sur les modes de vie, les pratiques et les expériences, principalement professionnelles mais pas seulement, des populations en situation de vulnérabilité sociale sans occulter les contraintes qui pèsent sur eux ainsi que les rapports de dominations qui interfèrent dans toute élaboration de leurs actions. Dans l'étude des mobilités liées à l'emploi cela conduit à nuancer les deux affirmations exposées plus haut. Tout d'abord, la mobilité concerne toutes les catégories sociales, les populations vulnérables ne sont pas plus immobiles ou ancrées dans leurs quartiers que les élites. Cependant, les formes prises par la mobilité diffèrent d'une catégorie à l'autre voire d'un individu à l'autre au sein d'un même groupe social (cette diversité des formes de mobilités au sein d'une catégorie de population homogène, en apparence, est développée durant toute la partie 3). Ensuite, malgré la valeur positive que la société affecte aux mouvements, la mobilité peut également être envisagée comme un recours ultime pour s'en sortir. Par conséquent, dans le vécu des individus, se déplacer peut se révéler être une contrainte. Là encore, la distinction entre élites et populations vulnérables semble peu pertinente. Qu'il soit fait référence à des élites qui rapportent leur épuisement face à leur hyperactivité et hypermobilité (Tarrus A., 1992 ; 2000) ou à des journaliers qui déclarent supporter difficilement les déplacements pour se rendre sur les exploitations les plus éloignées car ils allongent considérablement les journées de travail, tous font état des contraintes qu'impliquent leurs mobilités sans pour autant les remettre en question et en s'en accommodant car cela fait partie de leur activité professionnelle. Il ne s'agit pas là d'entrer davantage dans le débat sur les ressorts de l'action, les ressources et compétences des journaliers car celui-ci est longuement explicité dans les deux parties suivantes, néanmoins, il est important de préciser, dès cette première partie, l'intérêt de mener une recherche sur ce type de population, particulièrement pour comprendre les espaces et leurs relations.

- Des habitants des quartiers périphériques des villes

La dimension spatiale est fréquemment abordée dans l'étude de la vulnérabilité car, au-delà de cette particularité sociale, dans les villes, ces populations sont situées à l'écart des autres. Installées dans les marges – autrement nommées quartiers périphériques ou banlieues – ou dans les centres anciens non réhabilités, ces populations résident dans des espaces dont les caractéristiques permettent de les distinguer des autres quartiers. En Amérique latine, les quartiers populaires des zones périphériques des grandes métropoles ont souvent été investis illégalement, ils sont en partie informels (ou en cours de régularisation). La plupart des habitations ont été auto-construites. En outre, ils souffrent de multiples défaillances, les routes sont rarement asphaltées, l'adduction de l'eau et de l'électricité est partielle, les services publics

³⁷ Journée d'études doctorale organisée par le laboratoire de Sociologie, Histoire, Anthropologie des DYnamiques Culturelles (SHADYC) de Marseille, le 11 décembre 2008.

rare - l'école et parfois le centre de consultation médicale représentent les premiers et seuls services de proximité implantés dans ces quartiers. Ainsi, comme le font remarquer les coordinatrices de l'ouvrage *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, la majorité des études urbaines se focalisent sur l'analyse des éléments qui singularisent et séparent les catégories sociales dans la ville (Capron G., Cortès G. et Guétat-Bernard H., 2005).

Pour le contexte latino-américain, Virginie Baby-Collin précise que les recherches sur les processus de métropolisation se concentrent sur l'analyse de la « division sociale de l'espace » et, plus récemment, sur la fragmentation socio-spatiale dans la ville ainsi que sur les moyens d'intégration des marges (Baby-Collin V., 2005). À l'image des travaux de l'école de Chicago ou, en France, de ceux d'Yves Grafmeyer sur la ségrégation urbaine et de Jacques Donzelot sur les configurations socio-spatiales de la ville (Grafmeyer Y., 1994 ; 1996 ; Donzelot J., 1999 ; 2004), les recherches de Marie-France Prévôt-Schapira sur les grandes villes latino-américaines et, plus particulièrement, celle de Buenos Aires, sont représentatives de cette mouvance (Prévôt-Schapira M.-F., 1999 ; 2002 ; Cattaneo Pineda R. et Prévôt-Schapira M.-F., 2008). En Uruguay, les sociologues spécialisés sur la question urbaine se sont intéressés à la pauvreté dès le milieu des années 1980. En effet, les migrations qui alimentent la croissance des villes et la paupérisation liée aux crises économiques successives - depuis l'application des politiques libérales, le chômage, notamment des ouvriers, est en hausse - les ont encouragés à développer ces thèmes (Mazzei E. et Veiga D., 1985 ; Kaztman R., 1999 ; Kaztman R., 2002). Dans le même temps, les travaux du Centro de Informaciones y Estudios del Uruguay (CIESU), autour de Mario Lombardi et Danilo Veiga, sur les poches de pauvreté dans les espaces périphériques et la taudification (*tugurización*) du centre ancien de Montevideo invitent à prendre en compte la dimension spatiale de la pauvreté (Lombardi M., 1989 ; Veiga D., 1989). Ils diagnostiquent alors un processus de « ségrégation urbaine » consécutive à la mobilité résidentielle des classes aisées, qui désertent le centre historique pour s'installer dans les quartiers résidentiels de la côte et de la périphérie, et la relocalisation des activités. À cette époque, les travaux sur la ségrégation socio-spatiale sont noyés dans l'étude de la pauvreté urbaine et ce n'est qu'à partir des années 2000 que la fragmentation urbaine fait l'objet d'études spécifiques faisant le lien entre la pauvreté et l'organisation spatiale de la ville (Veiga D., 2004 ; Rivoir A. L. et Veiga D., 2005 ; Kaztman R. et Retamoso A., 2005). Relevons, enfin, que ces études portent quasiment exclusivement sur Montevideo.

Par opposition à ce courant qui, à travers l'analyse de la fragmentation socio-spatiale, s'intéresse au fait de rupture, aux frontières symboliques ou matérielles qui bornent les espaces, les auteurs de l'ouvrage *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, que nous rejoignons, proposent d'étudier les liens et les échanges entre les populations et entre les espaces. Pour cela, les mobilités spatiales semblent être le moyen privilégié. En effet, dans le cadre de cette recherche, les mobilités des salariés agricoles assurent le lien entre la ville et la campagne, plus

précisément, entre le lieu de résidence qui se situe dans un quartier périphérique de la ville et les exploitations agricoles qui se situent dans l'espace rural souvent proche mais parfois aussi éloigné de la ville. Malgré leur situation de vulnérabilité, ce sont eux qui maintiennent le lien entre les espaces, qui traversent les frontières, que d'autres, pourtant dotés d'une plus grande expérience spatiale, ne franchissent pas nécessairement. Par ailleurs, leurs déplacements au quotidien pour les autres activités de la vie courante sont importants à prendre en compte afin de cerner tous les lieux qui composent les espaces de vie et de comprendre les liens que les journaliers tissent dans et avec les autres lieux de la ville :

« Ce sont ces infimes mouvements, contacts ordinaires, parfois invisibles à l'œil nu ou depuis une perspective « macro », qui sont saisis ici. Nous sommes loin d'une représentation dualiste de la ville et de la société, même si ne sont pas niées des tendances à une éventuelle fragmentation, sorte de « course-poursuite » entre l'invention de ceux des marges et les conduites d'évitement des élites. » (Capron G., Cortès G. et Guétat-Bernard H., 2005 : 17).

Dès lors, il est possible de supposer que les espaces subjectivement proches – c'est-à-dire ceux que les journaliers considèrent comme proches – ne sont pas exclusivement inclus dans l'espace matériellement proche, de proximité immédiate – c'est-à-dire ayant une faible distance métrique – tels que le lieu de résidence, le quartier. Aussi, les liens avec les lieux parcourus peuvent-ils également être observés à partir des représentations que les travailleurs construisent sur eux. Ces liens sont exposés dans le point 3. du chapitre 6 et rendent un peu plus intelligibles les mobilités professionnelles.

Après avoir rapporté au début de ce point, quelques éléments sur les débats qui divisent les scientifiques sur la manière d'appréhender les « classes populaires » et sur la différenciation socio-spatiale, il convient de conclure en ajoutant que la majeure partie des études sur ces populations ont conduit, malgré elles, à accentuer leur stigmatisation (Fassin D., 1996a. ; 1996b.). En décrivant des comportements et des pratiques à la marge, en analysant, les bidonvilles sud-américains, les quartiers de grands ensembles français ou les ghettos étatsuniens et en prospectant des modalités d'une meilleure intégration, ce sont les difficultés, les comportements déviants qui sont affichés. Didier Fassin, aux termes d'un article sur la topologie utilisée pour évoquer ces populations, « exclues » en France, « *marginadas* » en Amérique latine et l'« *underclass* » aux Etats-Unis explique que :

« Les termes choisis pour qualifier la pauvreté urbaine participent en effet de la stigmatisation de ceux qui en sont les victimes. Le vocabulaire entérine et renforce la séparation radicale entre les insérés et les exclus, le *mainstream* et l'*underclass*, ceux qui trouvent place dans la société et ceux qui sont à ses marges. Utilisées par les administrations publiques, légitimées par les sciences sociales et maintenant entrées dans le langage commun, les trois notions [exclusion, *underclass*, *marginalidad*] contribuent à les faire exister en tant que réalité en transformant le regard voire l'action de ceux qui y recourent. Elles fournissent ainsi un système de classement qui fonctionne également comme un dispositif de déclassement. » (Fassin D., 1996a. : 68-69).

Par conséquent, sans présupposer des contraintes, des facilités ou encore des ingéniosités pour contourner les frontières subjectives mais en ne les occultant pas non plus, car elles pèsent sur

les actions individuelles, il s'agit de s'intéresser aux modes vie et aux espaces dans et avec lesquels ils se construisent en essayant de se préserver de toute stigmatisation. Le cœur de cette recherche porte donc sur ce que les gens font, sur leurs manières de faire au quotidien afin de comprendre ce qu'implique la précarité professionnelle dans leurs pratiques spatiales ordinaires liées au travail qui sont, pour nous, porteuses de sens.

2.2.2. Les relations ville-campagne au prisme des mobilités liées à l'emploi et des pratiques spatiales des journaliers

L'un des objectifs de la thèse est d'alimenter la définition des notions, ou objets géographiques, de ville, de campagne, ainsi que les relations qui lient les deux espaces, à travers l'analyse des mobilités et des pratiques spatiales des journaliers agricoles. Dans ce point, les acquis de la géographie sociale en matière de construction scientifique des objets géographiques (tels que la ville et la campagne) sont synthétisés. Puis, l'accent est mis sur les apports de l'étude des mobilités dans la formulation de l'hypothèse de la complémentarité de la ville et de la campagne dans les régions de Salto et de Las Piedras.

▪ *Les acquis de la perspective constructiviste pour la définition des objets géographiques*

La posture constructiviste, qui place au cœur de l'analyse la signification que les individus donnent à leurs pratiques ainsi qu'aux espaces qu'ils fréquentent, a permis non seulement de faire évoluer la démarche de recherche en géographie sociale, comme cela a été expliqué dans les points antérieurs, mais a également contribué à intégrer le sens que les individus donnent aux objets géographiques dans la définition scientifique de ces mêmes objets. Précurseur dans ce domaine, Xavier Piolle, dans un article au cours duquel il analyse son parcours, rapporte les hypothèses qui avaient guidé sa recherche lors d'une étude sur l'espace vécu des palois à la fin des années 1970. L'une de ces hypothèses – qui supposait la diversité des pratiques et des représentations d'espaces multiples – envisageait la possibilité de remettre en cause les « structures spatiales admises » telles que le quartier ou le centre urbain (Piolle X., 1998). Celle-ci invitait donc les chercheurs à adopter une posture constructiviste. S'inscrivant dans ce champ, Bernard Debarbieux définit les objets spatiaux étudiés par les géographes comme des :

« entités qui découlent du processus d'objectivation dans lequel toute forme de pensée s'investit pour individualiser et structurer la réalité dont elle propose la configuration [...] on attend qu'elles permettent de rendre compte des phénomènes observés dans le réel. » (Debarbieux B., 2004 : 11).

Ces objets sont donc certes le produit d'une réflexion et d'une catégorisation scientifique, mais ceux-ci ne peuvent se défaire totalement de l'empreinte voire même des enjeux sociaux qui participent à leur construction. En outre, Michel Lussault précise que l'« expérience cognitive du moindre individu » participe à la construction et à la redéfinition scientifique des objets géographiques :

« Chacun réaliserait donc son expérience spatiale via une incessante activité de construction d'objets géographiques [...] qui rendrait sensible et significative la place de l'espace dans l'existence personnelle » (Lussault M., 2003c.).

Ces objets sont soumis à une évolution permanente et ne sont figés que par nécessité de les définir à un moment donné. Aussi, les pratiques spatiales ordinaires et les représentations des individus qui parcourent les différents espaces sont-elles indispensables dans la catégorisation des différentes entités réalisées par les scientifiques. En cela, les pratiques spatiales – dont les mobilités liées à l'emploi font l'objet d'une attention particulière dans cette thèse – et les représentations des lieux pratiqués par les travailleurs permettent de donner un sens différent à la ville et à la campagne.

▪ *L'étude des mobilités et l'hypothèse de la complémentarité des espaces*

L'étude des mobilités a été renouvelée grâce à la prise de conscience par les chercheurs que les mouvements de population n'ont pas une direction unique et sont rarement envisagés comme définitifs par les individus (voir chapitre 2). Cette nouvelle approche, par les circulations, la pratique de multiples lieux, a poussé les géographes à repenser le lien que les individus tissent avec les espaces.

Dans un contexte d'émigration rurale ancienne et durable, comme c'est le cas en Uruguay, la relation ville-campagne est fréquemment analysée « négativement », au prisme de la « faillite de la campagne », comme le fait remarquer Olivier Walther pour les pays d'Afrique de l'Ouest (Walther O., 2004), c'est-à-dire en termes d'attraction et de répulsion. Les travaux des sociologues et des démographes uruguayens des années 1970-1980, largement mobilisés dans les deux premiers chapitres, abondent dans le sens d'une opposition entre un espace rural émetteur de migrants et des villes réceptacles de la population des campagnes. En ville, la profusion d'emplois bien rémunérés ainsi que la proximité des services augurent un avenir meilleur qu'à la campagne, où les emplois et les services sont rares et peu diversifiés. Ces représentations des opportunités offertes par la ville et des limites de la campagne ont contribué au processus d'urbanisation à l'échelon mondial. La ville apparaît comme l'espace des possibles : économiques certes, l'emploi y semble plus facile, mais aussi sociaux et culturels, les centres de soins médicaux et les écoles, plus nombreux, sont plus accessibles. Cependant, une fois la migration réalisée, à l'arrivée en ville, la désillusion est grande :

« Tous ces réfugiés des campagnes qui ont quitté leurs villages pour échapper à l'enfer de la misère rurale, attirés par le mirage d'une vie meilleure, se retrouvent pour le moment dans un purgatoire, dans l'antichambre du paradis urbain des beaux quartiers auxquels ils n'accèdent qu'en tant que travailleurs. Dans l'attente de toutes les promesses, réelles ou imaginaires, du consumérisme pratiqué par les élites, ils appartiennent à la pré-ville. » (Abramovay R. et Sachs I., 1999 : 4)

Ricardo Abramovay et Ignacy Sachs, dans une étude sur les pays dits « en développement » (1999), exposent alors le problème de la gestion des « pré-villes » au sein desquelles le taux de

chômage est élevé et le secteur informel domine. Ces espaces semblent impossibles à quitter car les populations ne disposent pas des ressources économiques et sociales suffisantes pour intégrer la ville. Didier Fassin ajoute d'ailleurs qu'une partie importante des habitants de ces espaces ne parvient pas non plus à intégrer le marché du travail de la ville car ils n'en ont qu'une connaissance très floue. Contrairement au processus d'urbanisation européen, la population paysanne arrivée des campagnes n'a pas été complètement absorbée par le secteur industriel. Les villes d'Amérique latine ont connu un développement industriel fragile dont le dynamisme n'a pas permis d'embaucher tous les nouveaux entrants sur le marché du travail urbain (migrants et jeunes nés pendant la période de forte croissance démographique). Néanmoins, la situation délicate à l'arrivée en ville n'a pas découragé les migrants, ce qui aggrave le problème des quartiers périphériques des grandes métropoles qui se densifient (Fassin D., 1996b.). Si le cas uruguayen est un peu particulier, du fait de l'ancienneté de l'émigration rurale, le problème de l'emploi en ville pour les habitants des marges – dont une partie est composé de nouveaux arrivants et des enfants et de petits enfants des migrants arrivés dans les années 1960 – reste très prégnant (voir parties 2 et 3).

Cette dichotomie entre ville et campagne peut néanmoins être relativisée. Les recherches des géographes sur la question de la circulation ont permis d'envisager une autre forme d'articulation entre les deux espaces. Dans l'étude des migrations, l'approche par les circulations migratoires ouvre la possibilité du maintien d'un lien avec les lieux de départ et de l'élargissement de l'espace de vie. Contrairement à ce que proposait Pierre-Jean Thumerelle dans son étude du phénomène migratoire (Thumerelle P.-J., 1986), le migrant ne change pas totalement d'espace de vie mais conserve, malgré la migration, un lien avec des lieux de cet espace. L'espace de vie n'est pas remplacé mais recomposé (Gallas A., 2005). Geneviève Cortès lorsqu'elle étudie les mobilités des Boliviens andins identifie des « territoires en réseaux » qui associent des lieux de la ville et de la campagne au sein desquels le village de départ et le quartier d'accueil dans la ville occupent une place privilégiée. Elle précise que les « migrants circulants » restent, malgré leur absence, très impliqués dans la vie du village (Cortès G., 2002). Hélène Guétat-Bernard, quant à elle, explique que les espaces de vie des pluriactifs égyptiens imbriquent complètement les deux espaces. Ils habitent une partie de l'année dans leur village d'origine où ils s'adonnent aux tâches agricoles et, lorsque la saison est terminée, ils comblent la période d'inactivité rurale par une migration en ville où ils trouvent à s'employer. Cette insertion sur les deux marchés de l'emploi accroît leurs revenus et leur assure un ancrage fort dans l'espace rural (Guétat-Bernard H., 1998). Ces deux expériences illustrent, d'une part, la compétence de mobilité et, d'autre part, le savoir-faire spatial des individus qui utilisent les espaces au mieux pour eux. La ville et la campagne n'apparaissent plus séparées ou opposées mais appréhendées par les individus mobiles comme autant de lieux de leur espace de vie.

Dans le cas des mobilités des travailleurs agricoles de Salto et de Las Piedras, les échelles de temps et d'espace sont très différentes de ce qui est observé dans le cadre d'une circulation migratoire. L'étude des mobilités quotidiennes, saisonnières des journaliers à travers la multiplicité des lieux parcourus au cours de l'année et de la vie permet de faire l'hypothèse d'une complémentarité fonctionnelle des espaces. Au sein de l'espace de vie des travailleurs, le quartier périphérique de la ville occuperait une fonction résidentielle et serait un espace de référence, l'espace rural hortifruticole représenterait l'espace de travail et sa fonction au sein de l'espace de vie serait uniquement professionnelle. Il est donc fait ici l'hypothèse que cette mobilité professionnelle vers l'espace rural n'est pas assimilée à un échec de la migration en ville voire une « faillite des villes », comme cela peut être le cas dans d'autres pays latino-américains ou africains (Fassin D., 1996b. ; Beauchemin C., 1999 ; Walther O., 2004), mais, au contraire, elle doit être appréhendée comme la capacité des individus à mobiliser de manière complémentaire les ressources des deux espaces.

Au-delà de cette complémentarité de la ville et de la campagne, le lien entre ces deux espaces peut être envisagé comme une interdépendance. Les exploitations agricoles dépendraient des villes car leur besoin de main-d'œuvre n'est pas satisfait localement. En revanche, la stabilité économique des familles de travailleurs urbains dépendrait, elle aussi, des emplois proposés par les exploitations car ils ne parviennent pas à s'insérer sur le marché du travail urbain. Ces éléments font respectivement l'objet des parties 2 et 3.

Pour conclure, n'appréhendant pas les pratiques et les représentations de l'ensemble des acteurs de ces espaces, l'ambition de cette thèse n'est pas de proposer de nouvelles définitions mais plutôt de préciser les définitions existantes et de mettre en avant les liens que les journaliers créent entre les deux espaces. Les espaces sont donc appréhendés en termes de relation et non plus en termes d'opposition.

2.2.3. Une démarche de recherche qualitative fondée sur une approche compréhensive

Faire de la géographie avec les acteurs ordinaires et à partir de leurs pratiques et de leurs représentations implique une démarche de recherche qualitative qui s'inscrit dans une approche résolument compréhensive. S'agissant d'analyser la mise en œuvre des mobilités liées à l'emploi dans un contexte de précarité professionnelle, il était important d'une part de saisir les raisons qui motivent les journaliers à se déplacer vers les exploitations ainsi que les formes de mobilités qu'ils envisagent pour répondre à leurs objectifs et d'autre part d'observer comment ces déplacements s'inscrivent dans leur quotidien. Pour cela la méthodologie de terrain fondée sur approche compréhensive a été qualitative, comme le proposent les démarches de recherche sociologique et anthropologique, elle « prend au sérieux le point de vue des acteurs » (Séchet R. et Veschambre V., 2006 : 19) :

« La démarche compréhensive s'appuie sur la conviction que les hommes ne sont pas de simples agents porteurs de structures mais des producteurs actifs du social, donc des dépositaires d'un savoir important qu'il s'agit de saisir de l'intérieur, par le biais du système de valeurs des individus. » (Kaufmann J.-C., 2003 : 23).

La démarche qualitative, importée de la sociologie dans les premiers temps de la création du courant de géographie sociale, réinvestit des outils d'enquête d'autres sciences sociales tels que l'entretien, le questionnaire ou encore l'observation anthropologique. L'enquête avec les salariés agricoles de Salto et de Las Piedras et leur entourage a été menée à l'aide de deux outils : l'entretien et l'observation. L'outil principal a été l'entretien. L'objectif était de permettre à l'enquêté de construire un discours. Les rencontres avec les enquêtés étaient alors composées de deux étapes, la première, l'entretien, consistait en un récit de pratiques avec une mise en perspective biographique, les travailleurs commençaient par conter leur histoire professionnelle avant de s'attacher à expliquer leurs pratiques quotidiennes et les employeurs expliquer leur histoire au sein de l'exploitation puis s'attarder plus spécifiquement sur la main-d'œuvre. La seconde étape de la rencontre était facultative, plus formelle, avec des questions très fermées proches du questionnaire, il s'agissait d'obtenir des informations précises qui n'avaient pas été évoquées dans l'entretien, généralement de type socio-démographique pour les travailleurs et portant sur l'exploitation pour les employeurs. Deux catégories d'individus rencontrés au cours du travail de terrain peuvent être distinguées. Tout d'abord, les salariés et les employeurs. Avec eux, l'objectif était de comprendre les mobilités professionnelles, de révéler les logiques propres à chaque individu qui participaient à la mise en mouvement des travailleurs vers les exploitations agricoles ainsi que les justifications de ces pratiques. En outre, le but était de croiser les logiques des travailleurs avec celles des employeurs ce qui ne limite pas l'analyse au discours d'un seul groupe social alors même que la relation de travail se fait entre deux parties. Aucune discrimination d'ordre socio-démographique n'a été opérée au sein des catégories afin de conserver la possibilité de rencontrer la population la plus diversifiée possible. Pour les salariés, les seules contraintes étaient qu'ils résident en ville à Salto ou Las Piedras et qu'ils occupent ou aient occupé un emploi temporaire dans le secteur agropastoral dans l'année. Néanmoins, lorsque la possibilité de rencontrer des journaliers devenus employés permanents se présentait, il a semblé important de les rencontrer pour comprendre comment s'opérait le passage d'un statut à l'autre. En effet, les contraintes temporelles de la recherche n'ont pas permis d'observer les pratiques sur la longue durée, même si lors des entretiens l'enquêté retraçait son parcours professionnel. Par conséquent, rencontrer des travailleurs alors qu'ils occupaient un emploi permanent permettait de mettre en perspective les différents discours. Pour les employeurs, producteurs, entrepreneurs agricoles ou gestionnaires de la main-d'œuvre agricole au sein d'une grande entreprise, la contrainte était qu'ils emploient ou aient employé des salariés résidant dans l'une des deux villes. Les employeurs ayant des exploitations situées en périphérie des zones de résidence ont été privilégiés. Ainsi, tous les employeurs

rencontrés étaient des producteurs de fruits et légumes (la justification de ce choix est exposée dans le point 3. de ce chapitre). Comme dans la plupart des enquêtes qualitatives dont l'entretien est l'outil principal, la représentativité statistique des enquêtés ne se justifie pas scientifiquement (Blanchet A. et Gotman A., 1992). En revanche, la variété des individus rencontrés a été privilégiée :

« La constitution de l'échantillon diversifié subit une double contrainte et résulte, en règle générale, du compromis entre la nécessité de contraster au maximum les individus et les situations et, simultanément, d'obtenir des unités d'analyse suffisantes pour être significatives. » (Blanchet A. et Gotman A., 1992 : 54-55).

Dans ce souci, les modes de rencontre avec les enquêtés ont été diversifiés au maximum. Les producteurs ont été rencontrés par l'intermédiaire des réseaux de connaissances de plusieurs ingénieurs agronomes, de syndicats de producteurs, parfois grâce aux travailleurs eux-mêmes. En outre, lorsque certains noms de producteurs revenaient de manière récurrente dans les entretiens avec les travailleurs, un accès direct, sans intermédiaire a été réalisé. L'accès aux travailleurs a été encore plus varié. Ils ont été rencontrés par l'intermédiaire d'assistantes sociales de l'*intendencia* intervenant dans les quartiers où résidaient les travailleurs, par l'intermédiaire d'agents de développement social mandatés par l'État pour l'application de programme du MIDES (groupe composé essentiellement par des assistantes sociales), par l'intermédiaire des institutrices qui s'informaient auprès des enfants inscrits dans les écoles du quartier de l'activité des parents, par l'intermédiaire des centres dédiés aux familles et à la petite enfance (Centros de Atención integral a la Infancia y a la Familia, CAIF). Enfin, deux autres moyens ont été utilisés pour les rencontrer : par l'intermédiaire des producteurs, à la suite de quelques jours passés à observer et à travailler avec les journaliers et par l'intermédiaire des travailleurs eux-mêmes et de leur réseau de relations. La seconde catégorie d'acteurs rencontrés, parfois pour un entretien mais plus souvent dans le cadre de conversations moins formelles, forme l'entourage de la relation de travail. Elle se compose des femmes et des enfants des travailleurs avec qui les discussions ont eu lieu sur le pas de la porte en attendant le travailleur, à la fin de l'entretien avant de repartir ou encore alors que je sillonnais le quartier. À cela s'ajoutent les entretiens menés avec les ingénieurs agronomes et les agents de développement social (de l'État ou de l'*intendencia*) à la fois personnes ressources et acteurs à part entière au sein des quartiers. La seconde partie du travail de terrain a consisté à observer directement. Cette expérience d'observation a non seulement permis de mettre des images sur les récits des enquêtés mais a, en plus, grâce à la confrontation aux situations, complété et enrichi les données déjà recueillies lors des entretiens. Comme l'explique Anne-Marie Arborio et Pierre Fournier :

« Aller « voir sur place », être physiquement présent dans la situation, la regarder se dérouler en temps réel pour en rendre compte, voilà un privilège du sociologue par rapport à l'historien dans l'observation des pratiques. » (Arborio A. et Fournier P., 2001 : 5).

Plusieurs situations ont fait l'objet d'observations, deux principales peuvent être explicitées ici. La première consistait en l'observation – le plus souvent participante en tant que travailleuse débutante – de la journée de travail des salariés à partir du moment où ils quittent leur domicile jusqu'à leur retour. Le but de cette observation était de repérer tous les temps importants de la journée de travail, les composantes de ces différents temps et les moments de rupture, de passage d'un temps à l'autre. En outre, la présence sur le lieu de travail a permis d'observer l'organisation du travail, les relations entre travailleurs, entre travailleurs et contremaître (chef d'équipe) et entre travailleurs et employeurs lorsqu'ils avaient une relation directe ce qui n'est pas toujours le cas (voir chapitre 4). La seconde situation d'observation s'est faite avec les agents de développement social dans les quartiers lors de réunions de quartier pour des programmes d'aides sociales, de chantiers de travaux communautaires. Ce travail, bien qu'il ne soit pas exposé explicitement dans la thèse, a contribué à comprendre l'environnement des travailleurs, les relations de voisinage, les problèmes propres aux quartiers dans lesquels ils résidaient, même s'ils n'affectaient pas toujours les journaliers.

La corroboration des entretiens, des éléments d'observation, des discussions informelles menées dans le cadre de l'enquête – consignées dans des carnets de terrain – avec le contexte local permettent de comprendre les logiques, croyances, valeurs qui guident les actes des enquêtés. Les guides d'entretiens, le mode de traitement des données ainsi que les problématiques spécifiques aux employeurs et aux travailleurs sont abordés plus spécifiquement en début de partie 2 et de partie 3.

3. Les journaliers résidant dans les villes de Salto et de Las Piedras au cœur du travail de terrain

Comme cela a été expliqué précédemment, le questionnement émane du terrain et de la mise en évidence de la résidence urbaine d'une partie des salariés agricoles. Cette dissociation entre le lieu de résidence et le(s) lieu(x) de travail générant une mobilité, voire parfois une circulation, entre la ville et la campagne aurait pu être analysée à l'échelle nationale ou dans d'autres parties du pays puisque, comme en témoignent les Graphiques 9, le phénomène touche l'ensemble de l'Uruguay. Cependant, la situation des cueilleurs d'agrumes de Salto, semblait la plus révélatrice de ce phénomène. En effet, Alberto Riella et Mauricio Tubío, à la suite d'une enquête menée dans les départements de Salto et de Paysandú dans les six plus grands établissements de production et de conditionnement d'agrumes, ont montré que les trois quarts des salariés agricoles de cette filière résidaient en ville (Riella A. et Tubío M., 1997 et 2001b.). Le choix de Salto comme terrain est apparu, dès le début de la recherche, comme une évidence. Néanmoins, dans un souci de diversité des situations rencontrées, il a semblé important de ne pas se limiter à un seul terrain de recherche. Alors, après avoir dressé à gros traits les caractéristiques principales de la région de Salto, qui sont présentés un peu plus loin, une seconde ville a été choisie. L'objectif était de choisir une ville dont les caractéristiques étaient suffisamment similaires pour autoriser la comparaison avec Salto – ce qui a restreint le choix à des villes de taille moyenne présentant une relative diversité économique et des services et ayant une population agricole élevée – et suffisamment différentes pour enrichir la recherche d'autres formes de mobilités. Dès lors, le type de ville retenue éliminait une grande partie des *centros poblados* dont le nombre d'habitants et la diversité des activités étaient trop éloignés de Salto. Parmi les six villes restantes, seules Las Piedras et Paysandú appartenaient à des départements dont les salariés agricoles, en plus d'être numériquement importants, avaient un fort taux de résidence urbaine. La ville de Paysandú, bien que présentant ces caractéristiques, et ayant à la différence de Salto une orientation industrielle marquée, a été rejetée car l'environnement local était trop proche de celui de Salto. Las Piedras a donc été retenue comme second terrain d'étude pour son volume de population, troisième plus grande ville de l'Uruguay, pour la présence d'une forte population agricole résidant en ville (caractéristique générale au département de Canelones) et pour une importance de l'activité hortifruitière dans la périphérie de la ville comme à Salto mais beaucoup plus diversifiée que celle de cette dernière. À cela, s'ajoute une localisation géographique particulière, en périphérie de Montevideo, donc un environnement bien différent de celui de Salto. Il ne s'agit pas là de faire une analyse comparative au sens strict, c'est-à-dire de tirer des généralités propres à chacune des villes et opposables à l'autre donc de montrer comment un même phénomène opère de deux manières différentes selon le contexte de son application. Au contraire, si les indicateurs

observés sur les terrains sont identiques, l'objectif premier est d'appréhender la diversité dans les modes de déplacements liés à l'activité agricole. Il est ainsi supposé que les environnements des deux villes (précisés ultérieurement) créent des situations à la fois différentes et similaires permettant de rendre compte de la diversité des expériences de mobilité. Néanmoins, comme dans le cadre d'une analyse comparative, l'objectif est également d'expliquer les différences dans les modes de déplacements en analysant non seulement les choix individuels mais aussi les possibilités offertes par l'environnement. Comme le signale Fabrice Ripoll à propos de sa recherche sur les mouvements sociaux, même si la localisation ne détermine pas les actions des individus, « le contexte local joue forcément un rôle » (Ripoll F., 2006 : 204).

Contrairement aux études traditionnelles sur les salariés agricoles, et toujours dans le souci d'appréhender la diversité des mobilités, la recherche n'a pas été restreinte à un secteur agricole en particulier. Ainsi, bien que le lieu de résidence et son environnement agropastoral proche aient un impact fort sur la récurrence de certaines activités dans le parcours professionnel des travailleurs, cela laisse la possibilité de rencontrer d'autres situations et de comprendre la différence dans les choix des individus. Malgré cela, et comme en témoignent les activités des journaliers rencontrés (voir parties 2 et 3), l'hortifruiculture est au cœur de l'analyse, c'est pourquoi elle occupe une large place dans la description des deux terrains.

Avant d'aborder plus particulièrement la place de l'hortifruiculture, il semble indispensable de revenir sur la configuration socio-spatiale des deux villes, c'est-à-dire d'étudier leur organisation économique, sociale et spatiale ainsi que leur place et rôle dans le territoire uruguayen. Resituer ces deux villes dans leur environnement et dans le territoire uruguayen permettra donc de préciser les similitudes et spécificités évoquées précédemment.

3.1. Configurations socio-spatiales différenciées des deux villes

La ville de Salto a été fondée à la mi-XVIII^{ème} siècle (1756). Sa fonction première est, comme la plupart des fondations espagnoles, d'affirmer la position espagnole face à l'empire portugais. Durant les premières décennies de son existence, son développement est faible. Elle n'acquiert une position centrale dans la région, puis dans le pays, qu'au XIX^{ème} siècle. Durant ce siècle, elle devient le centre commercial majeur du Nord grâce à son port qui est le premier port à l'amont du bas Río Uruguay (voir chapitre 1). Point de rupture de charge, elle est à la fois le récepteur des marchandises à destination du sud et le lieu à partir duquel les produits venus du sud et du monde sont redistribués dans tout le nord-ouest du pays. Elle est aujourd'hui la deuxième ville la plus peuplée du pays et compte 99 072 habitants. Cependant, comme cela a été exposé précédemment, le développement de la ville est partiel – elle appartient au type 2 de la typologie de Carlos Altezor et Mario Lombardi. Sa fonction première demeure administrative, elle concentre toutes les activités administratives départementales. Contrairement aux autres

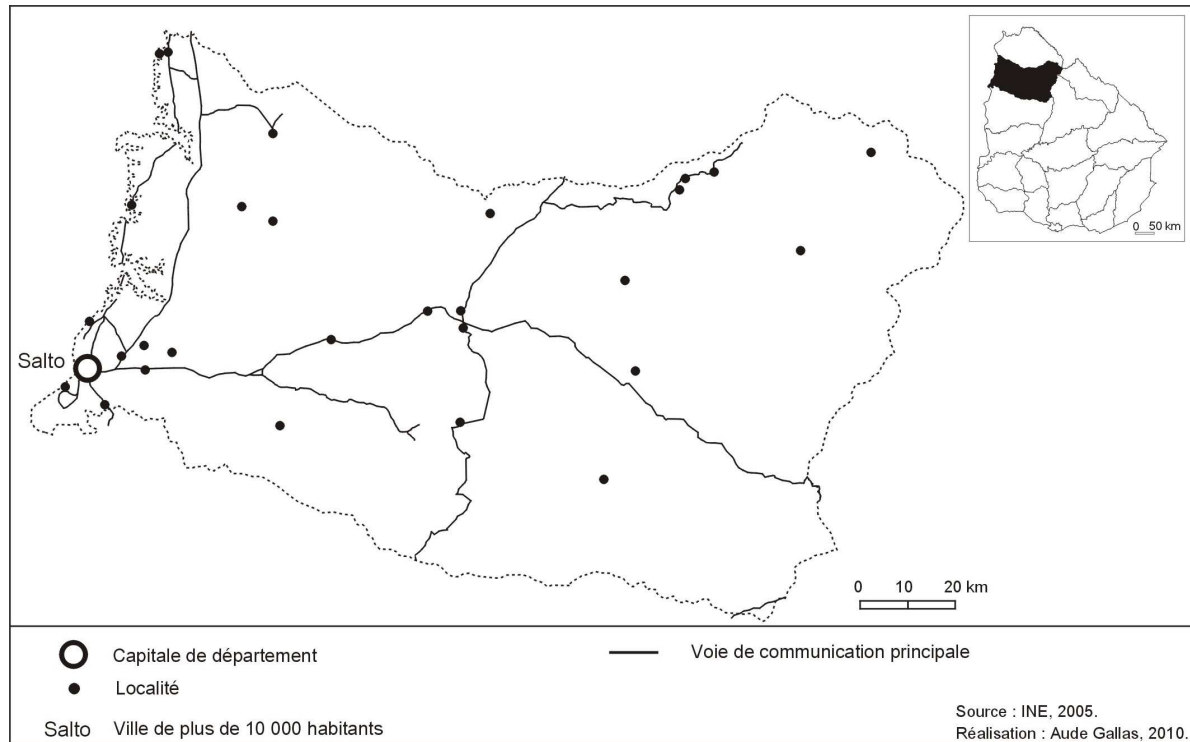
capitales appartenant au même type et grâce à sa localisation à l'extrême nord du pays et à sa capacité de polarisation de la région nord-ouest, elle regroupe également des fonctions régionales décentralisées de Montevideo – par exemple l'enseignement universitaire, la Regional del Norte compte 3 000 étudiants. À côté de l'extension de ce rôle administratif, le développement industriel de la ville est faible, les seules industries qui y sont installées sont des usines frigorifiques pour la transformation de la viande et des usines de conditionnement des fruits. Seuls deux secteurs, indépendants de l'activité agropastorale, apparaissent importants et/ou dynamiques : la production hydroélectrique avec le barrage de Salto Grande mis en service depuis 1979 (situé à une vingtaine de kilomètres de la ville) et le tourisme thermal lié à la présence de sources naturelles d'eau chaude.

En revanche, Las Piedras, dont la fondation est liée à l'installation spontanée d'immigrants espagnols cultivant de petites exploitations (Fernandez A., 2007), est devenue une ville importante en termes de population. Avec 69 222 habitants, elle est la troisième plus grande ville du pays mais elle demeure une ville aux fonctions administratives incomplètes. En effet, elle ne dispose d'aucune fonction administrative centrale puisque la capitale du département de Canelones est la ville de Canelones. Néanmoins, sa proximité avec Montevideo a permis la délocalisation d'un certain nombre d'activités, encombrantes pour la capitale, favorisant ainsi l'essor économique de la ville. La ville s'est donc spécialisée dans le conditionnement et la transformation des matières premières agricoles telles que les peaux, la viande, le lait, le blé, les fruits et les légumes. Cette spécialisation industrielle, qui participait du modèle de développement de substitution aux importations, a été considérablement remise en cause avec l'ouverture commerciale du pays. Même si certaines entreprises sont encore en activité, nombreuses sont celles qui ont fait faillite et ont laissé place à des friches industrielles dont les sites sont encore en cours de réhabilitation ce qui a augmenté très fortement le taux de chômage de la population ouvrière. La grande proximité avec Montevideo a eu un impact ambigu sur le développement de la ville. Elle a été à la fois facteur de croissance, comme cela vient d'être expliqué, mais aussi un facteur limitant du développement culturel par exemple. Elle est très bien dotée en transport collectif car elle fut l'une des premières villes desservies par le train à l'époque du chemin de fer (elle se situe d'ailleurs sur l'une des seules lignes encore en activité pour le transport de voyageur), et aujourd'hui un dense réseau de bus permet de relier toutes les parties de la ville au centre ville et à Montevideo. Ces possibilités de transports collectifs ont favorisé l'essor de navettes quotidiennes pour le travail entre les deux villes, c'est pourquoi certains chercheurs la qualifient de ville dortoir.

Les deux villes diffèrent donc dans leurs fonctions mais aussi dans leur capacité de polarisation de l'espace régional. En effet, Salto est le pôle régional d'un espace de très faible densité (voir Carte 9). La ville rayonne sur le département d'Artigas, le nord-est du département de Tacuarembó et le nord du département de Paysandú. Cette faible densité est essentiellement

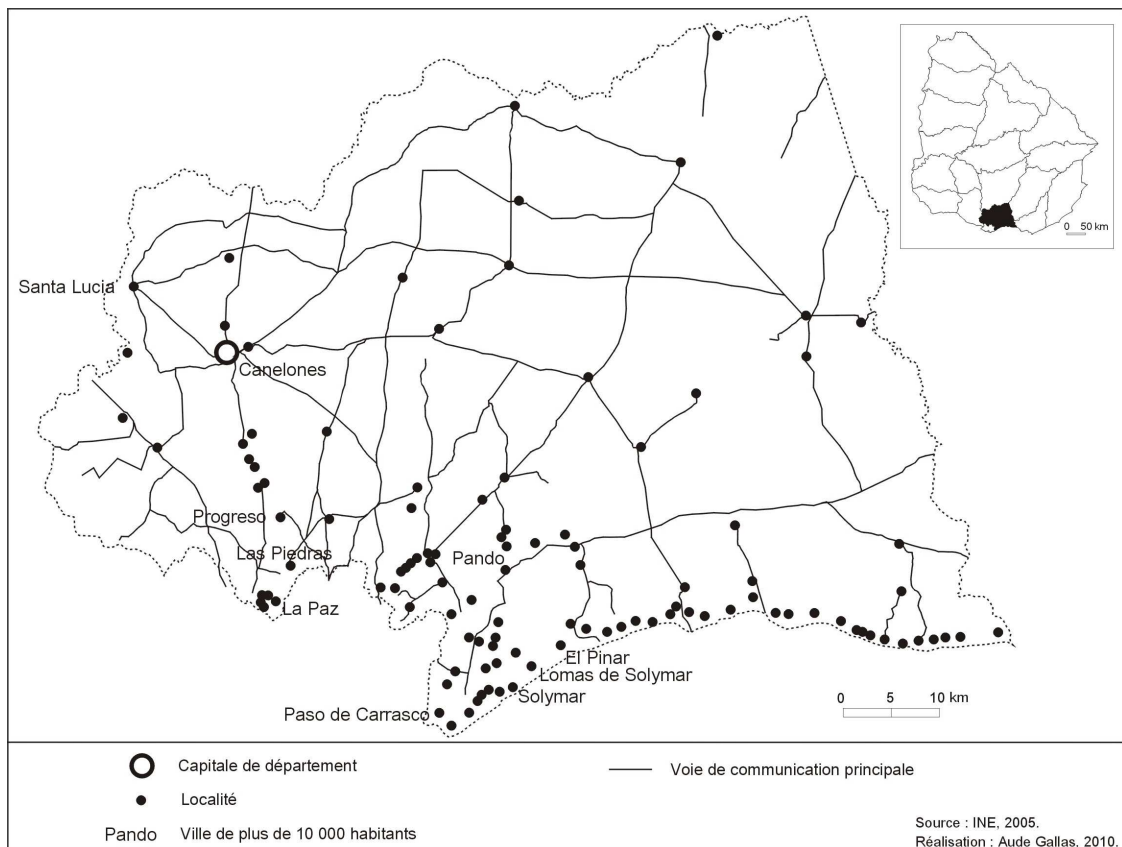
due à l'activité dominante : l'élevage, 91 % de la surface utile du département est dédié à cette activité – la taille moyenne des exploitations est de 486 hectares soit un peu plus d'une fois et demi de plus que la taille moyenne dans le pays – ce qui ne contribue pas au peuplement de l'espace rural. Par ailleurs, la ville concentre 80 % de la population départementale et représente 88 % de la population urbaine du département. Elle atrophie complètement les autres localités puisqu'aucune autre n'atteint 10 000 habitants (voir Carte 10).

Carte 10 - Département de Salto



À l'inverse, Las Piedras est pleinement intégrée à l'aire métropolitaine de Montevideo. Elle est insérée à un réseau dense de petites et moyennes villes (voir Carte 8 et Carte 11) et forme un continuum urbain avec deux autres villes, Progreso au nord et La Paz au sud. La population agglomérée de cet espace dépasse les 100 000 habitants. En outre, elle est située au cœur de l'espace de plus forte densité du pays (entre 100 et 1000 habitants par kilomètre carré), espace au sein duquel le rural présente lui aussi les plus fortes densités du pays avec une moyenne de 44 habitants par kilomètre carré (Cancela W. et Melgar A., 2004). Cette forte densité rurale est due à la présence de petites exploitations. La moitié des exploitations du département et les deux tiers des exploitations situées dans la périphérie de Las Piedras (dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres autour de la ville) font moins de 10 hectares. Contrairement au département de Salto, seuls 70 % de la surface utile de Canelones sont consacrés à l'élevage, le reste est dédié à l'activité agricole et hortifruitiicole. Dans la zone proche de Las Piedras, 1/3 de la superficie est exploitée par des producteurs hortifruitiicoles.

Carte 11 - Département de Canelones



3.2. Les ceintures hortifruitières pourvoyeuses d'emploi pour les habitants des villes de Salto et de Las Piedras

Bien que l'objectif initial ne soit pas d'analyser les mobilités des salariés agricoles en lien avec une filière productive spécifique, la présence d'une forte dominance de l'hortifruitière dans la périphérie des deux villes oblige à s'attarder sur cette activité et sur la place des salariés, plus particulièrement celle des journaliers dans l'hortifruitière.

Les deux villes appartiennent aux deux plus grandes régions hortifruitières du pays. La première - qui produit 85 % des fruits d'arbres à feuilles caduques et des légumes du pays (MGAP/DIEA, 2000) - et plus ancienne région est celle de la Zona Sur (Zone Sud), elle s'étend sur un espace de production quasiment continu d'une cinquantaine de kilomètres autour de Montevideo, principalement dans les départements de Canelones et Montevideo et sur une partie du département de San José. La seconde zone, Litoral Norte (ou Litoral Noroeste) est, par contre, une région hortifruitière dont les exploitations sont disséminées autour de cinq pôles majeurs : Paysandú (dans le département de Paysandú), Salto et Constitución (dans le département de Salto) et Tomás Gomensoro et Bella Unión (dans le département d'Artigas). Les deux régions produisent quasiment la totalité de la production hortifruitière du pays. Comme le montre le Tableau 4, l'activité hortifruitière des pourtours

des villes de Salto et de Las Piedras (un rayon d'une vingtaine de kilomètres autour des villes ; voir la ceinture hortifruitière de Salto³⁸, Carte 12) représente une part importante du secteur à l'échelon national puisque près de la moitié des exploitations qui pratiquent de l'agrumiculture, plus d'un quart des exploitations plantant des arbres fruitiers et plus d'un cinquième de celles s'adonnant à la viticulture y sont localisées. En termes de production, les deux régions produisent 36 % des agrumes, 26 % des fruits et 15 % du raisin du pays (MGAP/DIEA, 2000). Par ailleurs, dans le cas de Salto, 75 % de l'activité hortifruitière du département se situe dans cette zone (MGAP/DIEA, 2000).

Tableau 4 - Nombre d'exploitations par type de culture* dans les zones hortifruitières (ZH) de Salto et de Las Piedras en 2000

	Zone hortifruitière de Salto**	Zone hortifruitière de Las Piedras***	Uruguay (total)	Part des ZH de Salto et Las Piedras dans le total
Horticulture	387	233	6950	8 %
Fruitière	61	421	1763	27 %
Agumiculture	241	79	714	45 %
Viticulture	13	365	1721	22 %

* Une exploitation peut pratiquer plusieurs activités hortifruitières.
 ** La zone hortifruitière de Salto correspond aux zones de recensement : 1504004, 1505001, 1505002, 1505003, 1505004, 1505006, 1505007 et 1505008 définies par le MGAP.
 *** La zone hortifruitière de Las Piedras correspond aux zones de recensement : 303006, 303007, 304007, 304008, 305001, 305002, 305003, 305004, 305005, 319001, 319003 et 319005 définies par le MGAP.

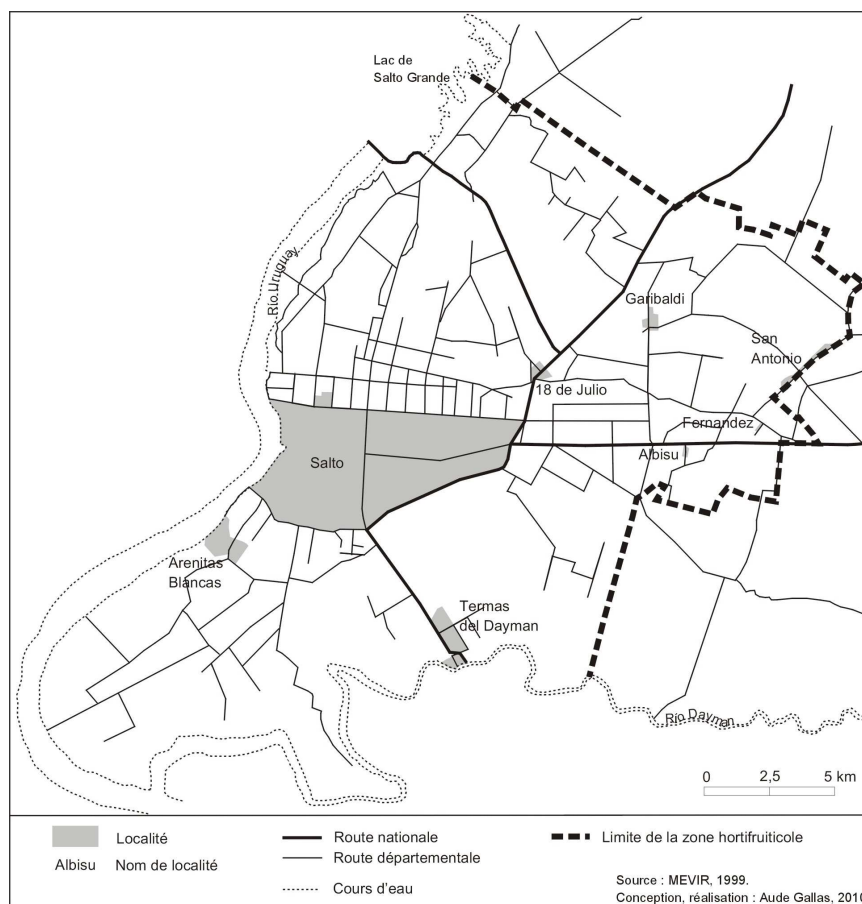
Source : MGAP/DIEA, 2000.

Dans ce tableau, au-delà de l'importance que représentent ces deux zones au sein de l'activité hortifruitière, c'est la différence en termes de cultures qui interpelle. La zone salténienne se présente comme un espace plus spécialisé que la zone pédrène. L'hortifruitière a été développée beaucoup plus tardivement à Salto qu'à Las Piedras. Dès le début du XIX^{ème} siècle des petites exploitations de polyculture céréalière et maraîchère se sont installées dans la région de Las Piedras afin d'approvisionner Montevideo en produit frais. À Salto, ce n'est qu'à la fin du XIX^{ème} siècle que les exploitations horticoles se sont multipliées pour répondre à la demande salténienne. Très vite ces exploitations ont été insérées au marché intérieur et leurs productions ont été acheminées à Montevideo grâce aux moyens de communication qui existait à l'époque entre les deux villes. Aujourd'hui, il n'existe plus de production céréalière à proximité de Las Piedras cependant, l'hortifruitière s'est, elle, considérablement étendue. Dans la zone hortifruitière située dans la périphérie immédiate, le secteur le moins important (voir Tableau 4) est celui de l'horticulture, néanmoins, comme c'est le cas pour le reste du département de Canelones, la production est très diversifiée, des légumes-fruits (tomates, melons, courges, etc.), légumes-feuilles (salades, épinard, etc.), légumes-tiges (oignons, poireaux, etc.), légumes-racines (carottes, betteraves, etc.), tubercules (pomme de terre, patates douces, etc.) y sont plantés. Le

³⁸ L'information n'était pas disponible pour construire la même carte pour Las Piedras.

secteur fruiticole est lui beaucoup plus développé et présente également une grande diversité en termes de production : pommes, pêches, poires, prunes, coings. En outre, la zone est aussi caractérisée par ses vignobles et la production de vin. Ces deux secteurs font d'ailleurs l'objet d'une attention particulière depuis une quinzaine d'années afin de produire des marchandises de qualité et de pouvoir commercialiser la production à l'extérieur du pays. À l'opposé, la ceinture hortifruiticole (*el cordón hortofrutícola*) de Salto (voir Carte 12) se présente comme un espace très spécialisé et plus technicisé que dans le Sud.

Carte 12 - Ceinture hortifruiticole dans la périphérie de Salto



En effet, dans le secteur maraîcher, dès le début des années 1980 naissent les premières initiatives de production sous abris (*cultivo protegido*), c'est-à-dire sous serres, sous serres macro-tunnels ou sous serres micro-tunnels. Les serres remplacent les *quinchos*, abris en paille tressée chargés de protéger les plantations du vent. À la fin de la décennie 1980, la diffusion de cette technologie prend de l'ampleur (Leal J. et Nuñez A., 1997) si bien qu'aujourd'hui 16 % de la production horticole de la zone Nord se fait sous abri (MGAP/DIEA, 2008). Cela permet aux exploitants de produire non seulement des variétés primeurs mais aussi à contre saison et d'investir le Mercado Modelo de Montevideo lorsque les marchandises du sud (dont la superficie de cultures sous serres est beaucoup plus faible) sont rares. Hors saison, le prix des légumes plus élevé compense les frais de transport ce qui n'est plus possible en pleine saison.

Ainsi, bien qu'il y ait une certaine diversité en termes de production horticole, dans les légumes plantés en plein champ (tubercules, racines, oignons, courges) et commercialisés en saison sur le Mercado regional del Norte (marché du Nord créé en 1996), sous serres trois productions dominant : les tomates, les poivrons et les fraises. En outre, la spécialisation de la région est encore plus forte avec la production d'agrumes puisque 25 % des agrumes du pays y sont produits (MGAP/DIEA, 2008). Comme expliqué précédemment, si les agrumes ont été introduits dans la région à l'époque coloniale, l'essor de la production s'est fait dans les années 1970 afin de vendre sur le marché mondial.

Les deux régions diffèrent sur un autre point majeur, la taille des exploitations. Le recensement agricole n'apporte pas d'information sur la superficie des exploitations hortifruitiçoles mais divise par secteur de production ce qui n'est pas satisfaisant puisqu'une même exploitation peut faire partie de plusieurs secteurs. Malgré tout, de manière plus générale, dans la zone hortifruitiçole de Salto (sachant que 20 % de la superficie utile est effectivement consacrée à cette activité) les exploitations font en moyenne 55 hectares alors que dans la zone hortifruitiçole de Las Piedras (sachant que 30 % de la superficie utile est effectivement consacrée à cette activité) les exploitations ne font en moyenne que 15 hectares (MGAP/DIEA, 2000). Les disparités des deux régions en termes de production et de taille des exploitations sont des éléments essentiels pour l'analyse des mobilités des journaliers car elles impliquent des temporalités de travail très variables. En effet, la saisonnalité de l'emploi ne se pose pas de la même manière pour un cueilleur d'oranges employé dans une exploitation de plus de 5 000 hectares et un vendangeur employé dans un vignoble de moins de 10 hectares. Le premier peut être embauché pendant six à huit mois alors que le second ne travaille que quelques jours.

Comme expliqué précédemment, l'hortifruitiçulture est l'activité agricole la plus créatrice d'emploi par rapport à la superficie occupée par l'activité. Dans le pays, le secteur emploie 16 % des travailleurs agricoles permanents. La part des salariés permanents oscille entre 20 % dans exploitations horticoles - plus petites, elles utilisent prioritairement de la main-d'œuvre familiale - et 45 % à 75 % dans les exploitations viticoles et agrumicoles (MGAP/DIEA, 2000). Les exploitations agrumicoles, souvent de très grande taille, exigent une main-d'œuvre salariée importante. En outre, au moment des saisons, les exploitations hyperspécialisées pratiquant une monoculture nécessitent une main-d'œuvre importante. Ainsi, le nombre de travailleurs s'accroît très fortement en période de récolte. Par exemple, dans l'activité agrumicole, le rapport entre le nombre de salariés permanents et le nombre de saisonniers était, en 1996, de 1 pour 8 (Massera, 1997). Cependant, le nombre d'emplois salariés lié à l'activité horticole et fruiticole est difficile à chiffrer. Trois sources possibles produisant des données sur l'emploi agricole ont été recensées : l'INE, la DIEA et le BPS (Banco de Previsión Social). L'INE qui recense la population active selon le secteur d'activité distingue les salariés occupés des autres travailleurs

mais ne précise pas le type de production. Cette information pourrait être donnée par le recensement agro-pastoral. La DIEA recense les salariés, employés comme *efectivos*, présents sur l'exploitation au moment de l'enquête (*trabajadores remunerados*), soit 7 296 salariés permanents dans le secteur hortifruticole (MGAP/JUNAGRA/PREDEG/ DIEA, 2004). Cependant, les salariés temporaires ne sont pas recensés en tant que tels, seules les journées de travail saisonnières sont comptées, soit 847 500 journées pour ce secteur. La production hortifruticole concentre, à elle seule, la moitié des journées de travail saisonnières recensées. Dès lors, les statisticiens, pour chiffrer le nombre de travailleurs occupés, divisent le nombre total de journées par 250, ce qui correspondrait à l'occupation d'un individu toute l'année (*equivalente hombre*). Cette méthode de comptage complètement artificielle n'est pas satisfaisante car elle ne témoigne pas de la réalité du phénomène. Elle ne considère ni la rotation importante de la main d'œuvre temporaire, ni le caractère ponctuel des besoins mis en évidence par les entretiens avec les producteurs et les travailleurs eux-mêmes comme cela sera exposé dans les prochaines parties. En outre, ajoutons que les petits producteurs emploient fréquemment les travailleurs de manière informelle, de sorte que leur temps de travail n'est pas déclaré et n'apparaît pas dans les statistiques. Plus précisément, pour les travailleurs temporaires résidant en ville, le comptage est encore plus difficile puisque le recensement n'indique pas leur domicile. Pour finir, le BPS recense tous les travailleurs déclarés par les entreprises. En août 2008, 19 556 salariés (permanents et saisonniers) étaient déclarés au BPS parmi lesquels 26 % de saisonniers, soit 5 222 individus³⁹ (Bruno Y., 2008). L'avantage des statistiques du BPS est de fournir des données mensuelles en fonction du statut des salariés (*peón, capataz, jornalero*, etc.) pour chaque secteur agropastoral. Néanmoins, l'inconvénient de cette source est de ne prendre en compte que les salariés déclarés donc de laisser de côté tous les travailleurs non déclarés qui existent encore (voir partie 2), bien qu'il y ait un accroissement du nombre de salariés agricoles déclarés à la suite d'une politique de promotion de la formalisation dans l'activité agropastorale menée par le BPS – entre 2004 et 2008, le nombre de salariés déclarés du secteur agropastoral a augmenté de 25,5 % (Bruno Y., 2008).

³⁹ Selon la même source, en 2008, la part des saisonniers parmi la totalité des salariés agricoles était de 13,3 %.

Conclusion du chapitre

Parce qu'elles relient la ville et la campagne, les mobilités des journaliers agricoles des villes de Salto et Las Piedras invitent à revisiter les définitions des deux espaces et les liens que les individus tissent avec eux et dans chacun d'eux. Il existe de multiples manières d'appréhender les relations ville-campagne. Il aurait pu s'agir d'analyser les pratiques des producteurs-citadins (Gaignard R., 1979), les initiatives rurales de développement social menées afin d'enrayer l'émigration rurale et de dynamiser les campagnes (Gallas A., 2003), ou encore les migrations résidentielles dans la périphérie de Montevideo. Les mobilités professionnelles ouvrent une voie rarement empruntée, celle du lien aux lieux par l'activité professionnelle. Ces mobilités, qui, par la fréquence des déplacements, la multiplicité et la variété des lieux qu'elles imposent de parcourir, peuvent prendre la forme de véritables circulations, créent un lien continu entre les quartiers périphériques des villes et les exploitations hortifruitières des campagnes situées en périphérie des villes.

L'étude de ces mobilités à travers trois dimensions : l'espace, le temps et la rationalité des acteurs inscrit cette thèse en géographie sociale. Le travail d'enquête repose donc sur les récits des pratiques des individus rencontrés. Qu'il s'agisse des histoires professionnelles et quotidiennes des travailleurs, des histoires des exploitations et de leur gestion relatées par les producteurs ou encore de l'observation directe d'une partie des relations interindividuelles au travail ou au cours des autres activités de la vie quotidienne, c'est le sens que les individus donnent à leurs pratiques qui intéresse ici. Cette approche compréhensive permet d'identifier et de confronter les logiques d'action et les croyances des acteurs et de comprendre le « pourquoi » et le « pourquoi comme ça » de la mobilité. Faisant état à la fois des contraintes et des possibilités qui pèsent sur la prise de décision de chacun des acteurs intervenant dans la mobilité, cette approche fait ressortir la diversité des pratiques qui peuvent, au premier regard, apparaître homogènes.

Cette thèse se propose de montrer la diversité des réponses apportées à la situation de vulnérabilité sociale que connaissent les travailleurs par l'analyse des modes d'habiter. Ceci implique la prise en compte des pratiques spatiales quotidiennes dans lesquelles les mobilités professionnelles s'inscrivent. Le choix de travailler avec les journaliers de deux villes suffisamment différentes et similaires pour être comparées participe de cette volonté à la fois d'embrasser une large diversité de pratiques et aussi de dégager des permanences dans les situations rencontrées.

Conclusion de la partie

Plus que de poser le contexte général de l'étude, cette partie a eu pour ambition première de donner les éléments l'organisation spatiale du pays permettant la compréhension de l'existence de mobilités professionnelles entre la ville et la campagne. Les travaux historiques et l'analyse des données disponibles ont mis à jour un territoire uruguayen fragmenté, d'une part, entre Montevideo et l'Interior et, d'autre part, entre la ville et la campagne. L'opposition forte entre Montevideo et l'Interior crée un déséquilibre avec d'un côté une ville qui absorbe toutes les activités économiques, les services et la population du pays et de l'autre un espace de faible densité de population administré par de petites et moyennes villes inégalement réparties sur le territoire. La dichotomie entre la ville et la campagne s'observent principalement à partir des migrations de population, les premières attirent une forte population alors que les secondes en perdent depuis plus d'un siècle. En effet, le rural a été conçu, dès la colonisation, comme un espace d'extraction de la richesse et les pratiques ultérieures des propriétaires urbains uruguayens n'ont guère changé la donne. L'espace rural apparaît comme un espace productif dont l'habitabilité demeure faiblement envisageable.

C'est dans ce contexte que s'opèrent les mobilités professionnelles des habitants des périphéries de Salto et de Las Piedras. Il est important de rappeler que les mobilités des salariés agricoles ne sont pas le produit des transformations récentes de l'activité agricole et de l'organisation de l'espace uruguayen, présentées au cours du chapitre 2. En effet, déjà au sein des *estancias* du XIX^{ème} siècle, nombreux de travaux étaient saisonniers et contraignaient à faire appel à une main-d'œuvre supplémentaire. Ces travailleurs passaient alors d'*estancia* en *estancia* pour louer leur force de travail. À la fin du XIX^{ème} siècle, l'expulsion des familles de travailleurs hors des exploitations complète cette circulation par des mobilités de travailleurs permanents et temporaires entre les *rancheríos* situés aux portes des *estancias* et les *estancias*. Au fil du temps, les *rancheríos* sont devenus des *pueblos*, l'habitat a été amélioré (à la fin du XX^{ème} siècle) mais la rareté des emplois en milieu rural a entretenu une mobilité des salariés entre le *pueblo* et l'*estancia* – seul le lieu de travail rural. Les mobilités entre la ville et la campagne sont donc, pour une part, héritières de ces mouvements qui ont conduit les travailleurs à habiter dans des espaces de plus en plus urbanisés où les services publics sont plus accessibles. Cependant, l'importance des mobilités entre les quartiers périphériques des villes et les exploitations agricoles est également liée aux transformations du secteur agropastoral, des modes de production et de la gestion de la main-d'œuvre survenues dans les dernières décennies du XX^{ème} siècle, évoquées dans le deuxième chapitre.

Au-delà des précisions apportées dans cette première partie sur l'existence de telles mobilités, l'inscription de cette thèse dans une géographie sociale qui place l'acteur, ses pratiques et ses représentations au cœur de l'analyse, engage à saisir la complexité de la mobilité

professionnelle. Il s'agit donc dans les deux parties suivantes de comprendre comment et pourquoi la recherche d'emploi amène la population résidant en périphérie des villes à se déplacer quotidiennement, temporairement ou saisonnièrement vers les exploitations agricoles. Cette mobilité est à la croisée de deux ensembles de logiques et de croyances, d'une part, celles des producteurs et entrepreneurs agropastoraux et, d'autre part, celles des journaliers. La deuxième partie identifie la diversité des modes de recrutement et de gestion de la main-d'œuvre et démontre comment ils participent, jusqu'à la récente revalorisation du statut de salarié agricole, à la reproduction de la pauvreté urbaine notamment. La troisième partie est consacrée aux salariés et à la prise en compte des différents facteurs, individuels et familiaux, qui s'ajoutent à celui de la nécessité d'avoir un revenu et influent sur le déplacement vers les exploitations agricoles.

ⁱ Citation originale : « *La pertinencia de este enfoque territorial sobre los enfoques más tradicionales con respecto a la cuestión agraria depende de la constatación empírica de la existencia de una red de relaciones sociales en un determinado territorio rural que no esté estructurada únicamente sobre el eje de las relaciones sociales agrarias.* »

PARTIE 2 -

L'emploi dans les exploitations agropastorales : une source de précarité

« Le travail salarié moderne repose ainsi sur la tension dialectique qui unit ces deux dimensions : le travail contraint le travailleur, et il est en même temps le socle qui lui permet d'être reconnu. » (Castel R., 2009a. : 82-83).

Introduction de la partie

La première partie était centrée sur l'explication de l'organisation spatiale de l'Uruguay notamment à travers des éléments relatifs à la répartition des activités et de la population, et ce afin de comprendre comment les mobilités de salariés agricoles urbains ont pu prendre forme sur ce territoire. Les réponses apportées en termes de dissociation fonctionnelle des espaces et d'ajustement entre la localisation de la main-d'œuvre disponible et celle de l'emploi sont certes satisfaisantes, mais elles sont loin d'être suffisantes pour comprendre ce qui se joue dans la mobilité. Pour cela, il faut changer d'échelle d'analyse et observer les logiques individuelles qui conduisent les employeurs à recourir à des salariés urbains ainsi que celles qui régissent les choix des journaliers. En ce sens, cette deuxième partie apporte une brique supplémentaire à la compréhension des mobilités liées à l'emploi en étudiant les pratiques des producteurs. Cela impose de laisser de côté, partiellement et temporairement au moins, l'étude du mouvement proprement dit pour s'intéresser aux enjeux des mobilités : en quoi les pratiques de gestion de la main-d'œuvre des employeurs conduisent-elles à la mobilité d'individus résidant en ville vers les exploitations agropastorales rurales ?

Cette partie porte donc sur l'étude des pratiques d'emploi, champ très investi par les économistes et les sociologues dont les travaux se concentrent désormais sur la dialectique flexibilité/précarité. En abordant les modes de flexibilité, il s'agit de comprendre comment les producteurs mobilisent la main-d'œuvre et quelle place les journaliers urbains occupent dans l'ensemble du personnel des exploitations. En outre, les données de terrain, comme les enquêtes des sociologues uruguayens sur les salariés agricoles (Tubío M., 2002 ; Piñeiro D., 2008), ont montré que les familles des travailleurs vivaient pour la plupart sous le seuil de pauvreté. Ainsi, à partir de l'étude des conditions d'embauche et des conditions de vie, les conséquences des formes d'emploi de la main-d'œuvre sur le quotidien des journaliers sont appréhendées. Ceci amène d'ailleurs à prendre en compte le positionnement de l'État par rapport aux pratiques de gestion des employeurs de l'activité agropastorale.

Le chapitre 4 se centre sur l'étude de la gestion de la main-d'œuvre par les employeurs. Cela implique une abondante mobilisation des entretiens réalisés avec les producteurs dans les deux régions d'étude ; de ce fait, un encart méthodologique expose la technique d'analyse structurale utilisée pour décortiquer les entretiens. L'objectif de ce chapitre est de démontrer que pour les employeurs, la main-d'œuvre est considérée comme une variable dont ils ajustent l'utilisation

en fonction de leurs besoins. Néanmoins, les entretiens révèlent une grande diversité des pratiques et même si la flexibilité (qui recouvre de multiples dimensions dans la gestion du personnel) semble la norme pour l'ensemble des producteurs, certains créent une relation avec la main-d'œuvre pouvant parfois dépasser le cadre de l'emploi alors que d'autres se mettent à distance du personnel. Les producteurs opèrent également une différenciation au sein de la main-d'œuvre qu'ils emploient. Parmi elle, les journaliers urbains apparaissent comme les salariés les moins recherchés même s'il est nécessaire de les employer à certains moments de l'année. Une fois ces pratiques flexibles identifiées et la différenciation de segments au sein de la main-d'œuvre réalisée, le chapitre 5 a pour but de montrer que les conditions d'emploi et de vie de ces salariés, bien que variables d'un foyer de journalier à l'autre, témoignent de leur vulnérabilité économique durable.

Chapitre 4 - Les conditions de la mobilité : la main-d'œuvre journalière comme variable d'ajustement au sein des exploitations agropastorales

Introduction du chapitre

Au cours de la première partie, suite à l'évocation du processus de salarisation du travail dans l'activité agropastorale, une grande diversité dans la composition de la main-d'œuvre a été mise en évidence tant en termes de statut qu'en termes de caractéristiques socio-spatio-démographiques. Dès lors, il semble important de comprendre la place que les journaliers résidant dans les villes de Salto et de Las Piedras occupent au sein des exploitations. Dans ce but, les pratiques qui conduisent les employeurs à embaucher cette main-d'œuvre sont analysées dans ce quatrième chapitre. En effet, les mobilités professionnelles entre villes et campagnes existent parce qu'il y a une demande de la part des exploitations agropastorales. Il s'agit de démontrer que tous les travailleurs ne sont pas mobilisés de la même manière, ce qui génère une séparation au sein de la main-d'œuvre et place les journaliers urbains dans le segment le plus fragile du marché du travail puisqu'ils constituent la variable d'ajustement aux besoins de travail de l'exploitation.

Ce chapitre est articulé de trois temps. Le premier explicite la méthodologie inductive qui a été utilisée et au sein de laquelle le recueil et l'analyse des données ont été conçus de manière totalement imbriquée pour mettre à jour les logiques et les croyances des employeurs qui régissent la gestion de la main-d'œuvre. Les deux temps suivants abordent les pratiques de flexibilité au sein des exploitations agropastorales, qui, parce qu'elles rendent l'emploi instable, contribuent à la circulation de la main-d'œuvre. Cependant, comme tous les travailleurs n'y sont pas soumis de la même manière, le marché du travail agricole est divisé en deux segments selon les besoins des exploitations. Le deuxième temps de ce chapitre expose les pratiques de flexibilité du travail pour montrer, ensuite, dans le troisième qu'elles participent à la reproduction de la dualité au sein du marché du travail agropastoral.

1. Identifier les « logiques » et « croyances »⁴⁰ des producteurs

En fin de première partie, les outils de l'enquête ont été brièvement exposés, ce point s'attache à les préciser. La diversité des employeurs rencontrés, exigence principale de l'enquête, est d'abord évoquée. Puis, est exposée la méthodologie de réalisation et d'analyse des entretiens. Elle se fonde sur la démarche d'analyse structurale proposée par Didier Demazière et Claude Dubar (1997). Enfin, le dernier point identifie les outils complémentaires qui ont permis de confirmer et d'enrichir les résultats de l'analyse.

1.1. Se confronter à la diversité des situations

Dans le chapitre précédent, il a été expliqué que le travail de terrain et, en particulier, les entretiens, parce qu'ils s'inscrivent dans une démarche de recherche qualitative, répondent à un impératif de diversité plus qu'à celui d'une représentativité statistique de l'information obtenue. Dans le cas des employeurs, et à l'inverse des journaliers, les données statistiques issues des recensements agropastoraux sont abondantes. Elles renseignent sur les traits généraux des exploitations et rendent possible une brève caractérisation, comme cela a été fait dans la première partie. En effet, elles informent sur la diversité des établissements, en termes de secteur de production et de taille, ainsi que sur leur répartition sur le territoire, à plusieurs échelles. C'est donc à l'aide de ces données que le Tableau 4 sur les caractéristiques des exploitations des zones hortifruitières de Salto et de Las Piedras (voir 3.2. du chapitre 3) a été élaboré. Cette connaissance préalable a considérablement facilité le choix des enquêtés puisqu'il ne s'agissait plus de rencontrer les employeurs à l'aveugle, par le seul effet boule de neige, mais de rencontrer ceux dont les activités et les tailles d'exploitation recouvraient la diversité observée au sein des régions d'étude. Par conséquent, le corpus d'entretiens réalisés avec les employeurs est beaucoup plus restreint que celui des journaliers. Néanmoins, l'élément fondamental qui a mis fin au recueil des données a été la redondance des thèmes et des discours provoquant une saturation de l'information. Au total, 22 entretiens avec des employeurs du secteur agropastoral ayant recours plus ou moins régulièrement à de la main-d'œuvre temporaire résidant en ville ont été réalisés. Parmi eux, 9 entretiens ont été menés avec des employeurs de la zone hortifruitière de Salto et 13 avec ceux de la zone hortifruitière de Las Piedras.

Il a semblé important de distinguer cinq catégories d'exploitation en fonction de leur production (voir Tableau 5). La catégorie horticulture regroupe des exploitations cultivant une gamme variée de productions maraîchères, sous serres et plein champ. Au sein de la

⁴⁰ Termes empruntés à Didier Demazière et Claude Dubar (1997).

fruiticulture, trois catégories ont été identifiées. L'agrumiculture et la viticulture, qui impliquent des modes de production particuliers lorsqu'elles sont pratiquées seules, ont été distinguées d'une catégorie, plus englobante, la fruiticulture, qui regroupe des exploitations produisant plusieurs variétés de fruits (mais pouvant avoir une production dominante). Enfin, la catégorie hortifruiticulture est composée d'exploitations produisant à la fois des fruits et des légumes. La répartition des exploitations par activité se rapproche sensiblement – la différence d'une unité au sein d'une catégorie pouvant donner lieu à une variation importante de la part de la catégorie dans l'ensemble des exploitations – de la répartition présentée dans le Tableau 4 (voir colonnes : « Zone hortifruitiicole de Salto » et « Zone hortifruitiicole de Las Piedras »).

Tableau 5 - Répartition des exploitations selon leur activité

	ZH Salto	ZH Las Piedras	Total
Horticulture	5	1	6
Fruiticulture	-	7	7
Agrumiculture	1	-	1
Viticulture	-	3	3
Hortifruiticulture	3*	2**	5
Nombre total de producteurs	9	13	22
* Selon les catégories identifiées, parmi elles, deux exploitations sont horticoles et agrumicoles et une est horticole et fruiticole.			
** Selon les catégories identifiées, les deux exploitations sont horticoles et fruiticoles.			

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

En outre, la diversité quant à la taille de l'exploitation a été privilégiée, ce qui a permis de rencontrer un large panel d'exploitants, propriétaires et/ou locataires d'exploitation allant de 7 hectares à 5 350 hectares (voir Tableau 6). À l'inverse de la répartition des exploitations selon l'activité, il est impossible de comparer les données relatives avec celles de l'ensemble des exploitations des régions d'étude car le recensement agropastoral ne donne pas d'information faisant le lien entre l'activité, la taille et la zone géographique de l'exploitation (voir 3.2. du chapitre 3).

Tableau 6 - Répartition des exploitations selon leur taille

Superficies exploitations (en hectares)	Horticulture			Fruiticulture			Agrumiculture			Viticulture			Hortifruiticulture			Total		
	ZH Salto	ZH Las Piedras	Total	ZH Salto	ZH Las Piedras	Total	ZH Salto	ZH Las Piedras	Total	ZH Salto	ZH Las Piedras	Total	ZH Salto	ZH Las Piedras	Total	ZH Salto	ZH Las Piedras	Total
Moins de 10	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1	2	2	4
De 10 à 20	2	1	3	-	3	3	-	-	-	-	0	0	-	1	1	2	5	7
De 20 à 50	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	3	3
De 50 à 100	1	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	1	3
De 100 à 500	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	2
De 500 à 1000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	-	1	1	1	2
Plus de 1000	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Total	5	1	6	-	7	7	1	-	1	-	3	3	3	2	5	9	13	22

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

Cette diversité tant dans le secteur d'activité que dans la taille, d'une part, témoigne de l'extension du phénomène, une grande variété d'exploitations hortifruitières a recours à de la main-d'œuvre temporaire urbaine, et, d'autre part, permet de ne pas supposer, a priori, que l'exercice d'une activité ou la taille de l'exploitation sont des facteurs déterminants dans les pratiques de gestion de la main-d'œuvre. En effet, ce préjugé pourrait conduire à l'élimination de certaines exploitations, qualifiées de non suffisamment significatives, par exemple, parce qu'elles emploient peu de travailleurs temporaires. En revanche, il semble plus pertinent de s'intéresser aux processus qui conduisent à employer ce personnel ainsi qu'à sa mise en œuvre plutôt que de s'attarder uniquement sur la quantité d'individus effectivement embauchée.

La grande diversité des formes d'exploitation a amené à rencontrer des individus très différents. Les entretiens ont donc été réalisés avec le producteur lorsque celui-ci était seul et directement impliqué dans la gestion de la main-d'œuvre. Dans le cas de sociétés réunissant plusieurs producteurs (d'une même famille ou non), l'entretien a été mené indifféremment avec l'un des producteurs, si leurs fonctions étaient équivalentes au sein de la société ou, lorsque la société était de plus grande importance nécessitant une gestion compartimentée, avec celui en charge de la partie agropastorale et de la main-d'œuvre. Enfin, lorsqu'il s'agissait de grandes sociétés dont les propriétaires, actionnaires, ne participaient pas directement à la gestion de la production et de la main-d'œuvre agropastorales, l'entretien a été effectué auprès du directeur de la production agropastorale⁴¹.

⁴¹ Malgré ces distinctions, les termes d'employeur ou de producteur sont utilisés indistinctement pour qualifier les individus avec lesquels les entretiens ont été réalisés.

1.2. Des récits de pratiques centrés sur l'histoire de l'exploitation et sur la main-d'œuvre

Les récits de pratiques sont une forme particulière d'entretien au cours duquel l'enquêté doit raconter ce qu'il fait. Il s'agit, comme le signale Hélène Guétat-Bernard (2007), de la « mise en mots » des actes et des expériences du quotidien. Les acteurs content ce qu'ils font, la manière dont ils le font ainsi que les raisons qui motivent ces actions. Dans ce cadre, le chercheur adopte une position de retrait, mais reste attentif, pour laisser l'enquêté plus libre dans la construction de son discours. Les entretiens sont alors non directifs. Didier Demazière et Claude Dubar, dans l'ouvrage *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple des récits d'insertion* (1997), mettent en œuvre une démarche très intéressante, parce qu'englobante, pour recueillir la parole des enquêtés. Le mode de réalisation de l'entretien est pensé en interaction avec l'analyse qui en est faite. Cette analyse est structurale, c'est-à-dire qu'elle s'attache à la structure de l'entretien, à la manière dont l'individu construit son discours, aux éléments qu'il relie les uns aux autres pour produire du sens et répondre à la requête du chercheur. Les entretiens doivent, par conséquent, être peu balisés par des thèmes et sous-thèmes qui biaiseraient la construction personnelle de l'enquêté. Dans leur ouvrage, Didier Demazière et Claude Dubar insistent donc sur le fait que les enquêtés doivent raconter ce qui est important pour eux. Les entretiens commencent donc par une brève présentation du thème, à la suite de quoi, les chercheurs ajoutent : « racontez ce qui est important pour vous. [...] [Racontez] comme vous voulez » (Demazière D. et Dubar C., 1997 : 88). Les auteurs synthétisent l'acte d'entretien de la manière suivante :

« L'entretien consistait à écouter un récit [...], à susciter toutes les explications possibles des divers moments que le sujet jugeait « important ». [...] L'accord était là : raconter. [...] Il s'agissait de recueillir ce que Daniel Bertaux appelle des « récits de pratiques » et de relancer le sujet pour comprendre ses raisons, susciter des justifications, explorer des significations. [...] Le chercheur prend le risque de ne pas avoir de réponses à des « thèmes » d'une « grille » rassurante sur laquelle il aurait noté ce qui l'intéresse, lui. Il écoute avant tout. C'est en ce sens une attitude non directive, même si la situation d'enquête est toujours dialogique, même si ce type d'entretien est toujours une interlocution. » (Demazière D. et Dubar C., 1997 : 88).

Cette pratique, où le déroulement de l'entretien et l'analyse sont conçus comme indissociables, est celle qui a été suivie pour tout le travail de terrain avec les producteurs. L'objectif des rencontres avec eux est de comprendre les modes de gestion de la main-d'œuvre. Pour cela, les producteurs doivent non seulement évoquer leurs pratiques de recrutement et d'organisation du personnel sur l'exploitation mais également justifier ces pratiques permettant, au cours de l'analyse, de comprendre les « logiques » et les « croyances » qui les fondent et les rendent significatives pour les producteurs (Demazière D. et Dubar C., 1997). À l'origine de ces entretiens, une question : pourquoi et comment les producteurs ont-ils recours à du personnel temporaire résidant en ville ? Plus précisément, et ce questionnement a plutôt valeur

d'hypothèse : existe-t-il un lien entre la situation de l'exploitation, son histoire, l'expérience du producteur et ses pratiques de gestion de la main-d'œuvre ? Lorsqu'il existe, comment se matérialise-t-il ? Comment le qualifier ? Dans ce cadre, les producteurs sont invités à un double entretien dont la première partie porte sur leur histoire et celle de leur exploitation et la seconde se réfère à la main-d'œuvre. Avant de débiter l'entretien, si cela n'avait pas été fait lors de la prise de rendez-vous ou si le producteur demandait des compléments d'information, l'objet de la recherche était précisé brièvement. Il était alors fait référence aux salariés temporaires, à l'emploi d'urbains et aux mobilités. La question de début d'entretien, volontairement large, portait sur l'histoire de l'exploitation et celle du producteur : « Pouvez-vous me raconter l'histoire de l'exploitation, ainsi que votre rôle au sein de l'exploitation, jusqu'à aujourd'hui ? Vous pouvez raconter ce qui vous paraît important... ». Les explications données en début d'entretien sur l'objet de la recherche ont souvent incité les producteurs à aborder d'eux-mêmes les éléments ayant trait à la main-d'œuvre. Cependant, lorsque ce n'était pas le cas, une autre question lançait l'entretien sur ce thème : « Pouvez-vous me raconter comment vous fonctionnez avec la main-d'œuvre ? Comment vous vous organisez ? Vous pouvez évoquer tout ce qui vous semble important... » (voir le guide d'entretien Annexe 1). Ce double entretien permet une approche des événements à propos de l'exploitation et de la main-d'œuvre à la fois diachronique en demandant de raconter l'histoire et synchronique puisque les producteurs ont été parfois amenés à lier les faits survenus dans le fonctionnement de l'exploitation avec ceux de la gestion de la main-d'œuvre. Néanmoins, l'intérêt n'était pas porté sur le déterminisme des premiers sur les seconds afin de valider ou d'invalider la thèse de l'impact des transformations qui ont affecté l'ensemble des exploitations agropastorales du pays (agrandissement, disparition des petites unités et spécialisation productive) sur la salarisation et la flexibilité des travailleurs du secteur, présentée en première partie. Cette démonstration se fonde sur des données statistiques incluant toutes les exploitations du pays et porte sur une échelle de temps différente, plus longue, que celle des récits des producteurs. Au contraire, les entretiens se centrent sur l'individu et permettent de passer de l'échelle macro à l'échelle micro, donc, de comprendre les pratiques du producteur au sein de l'exploitation et les logiques individuelles de gestion de la main-d'œuvre qui participent à la mise en mouvement des journaliers de Salto et de Las Piedras.

Ces entretiens enregistrés et retranscrits ont été soumis à une analyse proche de celle exposée par Didier Demazière et Claude Dubar. Pour identifier les logiques sociales, il est donc nécessaire de « formaliser » la structure du récit :

« Cette structure s'organise autour des catégories que nous avons progressivement extraites puis analysées, c'est-à-dire traduites en significations (sèmes) fondées sur des partitions dichotomiques (« disjonctions »). Ces catégories sont logiquement reliées entre elles par d'autres disjonctions et conjonctions homologues. Elles déclinent, coordonnent, organisent un univers sémantique que nous avons appelé, [...] univers de croyances, après en avoir découvert toutes les ramifications. » (Demazière D. et Dubar C., 1997 : 179).

La première phase consiste en l'analyse structurale de chaque entretien. Elle se divise en trois étapes. Au cours de la première étape, les trois niveaux de discours sont dégagés. Tout d'abord, le « niveau des fonctions », il s'agit des différentes séquences qui composent le récit, les moments importants sur lesquels l'individu s'arrête. Ensuite, le « niveau des actions », il renvoie aux acteurs identifiés au cours du récit, aux relations que l'individu entretient avec eux. Enfin, le « niveau de narration », il se rapporte aux arguments utilisés pour appuyer une démonstration ou justifier un événement et aux possibilités pour répondre à un problème ou à un changement. Après cette « mise en ordre préalable à l'analyse », la deuxième étape consiste à dégager des « unités de sens » en faisant émerger, pour chaque niveau, les « disjonctions/oppositions » et les « conjonctions/corrélations » qui articulent les éléments du discours les uns aux autres :

« Le terme « fille » prend un sens différent selon qu'on l'oppose à « garçon » (et c'est alors la catégorie « sexe » qui fait sens) ou à « femme » (et c'est alors la catégorie « âge » qui importe). Le sens linguistique d'un mot ne se comprend qu'en restituant la disjonction qui le spécifie et la conjonction qui lui assure son appartenance à une catégorie. » (Demazière D. et Dubar C., 1997 : 129).

Enfin, la troisième étape s'attache à produire un schème spécifique, autrement dit, à organiser formellement toutes les « catégories significatives de l'univers des croyances » qui structure le discours des enquêtés, en reprenant leur langage. Dans le cas des producteurs, deux schèmes spécifiques, liés aux deux thèmes de l'entretien, ont été reconstitués. Le premier porte sur le discours sur l'exploitation et le second porte sur le discours sur la main-d'œuvre (voir l'exemple des schèmes spécifiques du discours d'Hugo V. en Annexe 2). Cette dissociation, certes un peu artificielle, a semblé nécessaire, d'une part pour respecter la structure des entretiens, qui, pour certains producteurs ont été nettement divisés en deux temps, et d'autre part pour spécifier plus précisément chacun des thèmes. Néanmoins, des éléments communs aux deux schèmes assurent leur articulation et ils sont la clé de voûte de la compréhension de l'univers social agricole du discours du producteur.

La seconde phase a pour objet la comparaison des schèmes spécifiques à chaque entretien les uns avec les autres. Procédant par tâtonnement, le chercheur applique alors la « méthode des tas » :

« Il s'agit bien finalement « d'une tâche de classement par essais et erreurs » (Grémy J.-P. et Le Moan J.-M.). Il convient de répartir un matériau hétérogène en un petit nombre de sous-ensembles homogènes et bien distincts. Les critères sont multiples et souvent flous au départ. Ils se révèlent au fur et à mesure des opérations de classement par ressemblances et différences pertinentes. [...] En ce sens, il s'agit bien d'une démarche inductive qui ne présuppose aucune catégorie a priori mais fait émerger des catégories jugées pertinentes de la structure du matériau. » (Demazière D. et Dubar C., 1997 : 277).

À partir de ces tas, le chercheur construit des schèmes communs sur lesquels reposent les types et à l'aide desquels les types peuvent être décrits. Didier Demazière et Claude Dubar précisent à

ce propos que la typologie obtenue se compose généralement de quatre types du fait de la méthode disjonction/conjonction utilisée pour la construire.

Mobilisant cette démarche, la méthodologie de recueil et de traitement des données peut donc être qualifiée d'inductive car il s'agit de construire des catégories à partir du discours des enquêtés et non de mettre à l'épreuve des catégories existantes. Cependant, un aller-retour permanent entre les théories économiques et sociologiques sur les modes de gestion de la main-d'œuvre et l'analyse de terrain a permis de consolider les résultats de l'enquête.

1.3. Observations et discussions informelles : les outils complémentaires des entretiens

Au cours du travail de terrain d'autres outils ont été mobilisés – la rencontre avec des personnes ressources, que sont les ingénieurs agronomes, et l'observation – pour compléter et préciser les données issues des entretiens sur les champs de la situation du secteur hortifruiticole des deux zones d'étude et des relations entre producteurs et travailleurs.

L'intérêt premier de l'utilisation de ces deux outils était de s'imprégner des problématiques et des enjeux à la fois structurels et conjoncturels, à l'échelle locale. Tout d'abord, une rencontre avec des ingénieurs agronomes était indispensable. Les ingénieurs agronomes jouent en Uruguay, comme en Argentine, un rôle particulier auprès des producteurs. Comme l'expliquent les producteurs, ils exercent, à titre privé auprès d'un ou de plusieurs producteurs, une activité de « conseil » (« *asesoramiento* ») et de « planification » au sein des exploitations. Les producteurs les consultent pour choisir les espèces et variétés à produire, organiser la production durant l'année, surveiller l'état sanitaire des plantations et trouver des remèdes en cas de maladie. En outre, les ingénieurs agronomes se doivent d'être informés dans leur domaine puisqu'ils agissent également pour la diffusion des nouvelles techniques de production et des nouvelles espèces et variétés de cultures. Ils transmettent et mettent en place les politiques et programmes de développement⁴². Les ingénieurs agronomes se trouvent donc au cœur de l'activité agropastorale, en ce sens, les rencontrer était incontournable. Ces entrevues, sous forme d'entretiens informatifs ou de discussions informelles sur le secteur, ont permis, en premier lieu, d'évoquer la situation des producteurs de la zone tout en la mettant en perspective avec les politiques des différents gouvernements et le contexte national et mondial. Cette prise de distance par rapport aux situations individuelles des producteurs semblait nécessaire pour

⁴² Ce rôle des ingénieurs agronomes est défini ici brièvement à partir des observations de terrain et des entretiens avec les producteurs. Ainsi, les débats sur la transformation de la profession d'ingénieur agronome (Albaladejo C. et Grosso S., 2008) ou sur l'utilité pour le producteur d'y recourir – cette utilité peut être remise en cause, comme le signalent certains producteurs, avec la diffusion des nouvelles technologies de communication et d'information comme internet (Entretien avec Dario S., Las Piedras, 2006) –, aussi intéressants soient-ils, ne sont pas abordés dans cette thèse.

avoir une vue générale du secteur. En deuxième lieu, la rencontre avec ces personnes ressources était le passage obligé pour identifier puis réaliser des entretiens avec les producteurs. En troisième lieu, au-delà de l'aspect informatif des entretiens, la corrélation entre ceux-ci et ceux des producteurs a révélé que le rôle de diffusion ne se faisait pas que dans le sens ingénieurs/producteurs. Les ingénieurs agronomes sont également des agents canalisateurs et vecteurs de transmission des représentations des producteurs, notamment à propos de la main-d'œuvre, bien qu'elles soient parfois stéréotypées du fait de leur apparente homogénéité (les représentations sociales de la main-d'œuvre sont traitées ultérieurement, voir 3.2.2. de ce chapitre). Ces discussions ont, ensuite, été complétées par de l'observation. L'observation de réunions, des groupes de travail ou associations de producteurs, de syndicats, à divers moments – des réunions régulières, des réunions en situation de crise – répondait également à l'objectif de connaître les préoccupations générales de l'ensemble des producteurs de la zone. À côté de cela, l'observation au sein des exploitations, permettait, elle, de se confronter aux problèmes individuels que les producteurs doivent gérer au jour le jour et qui les conduisent à s'écarter de leurs objectifs (voir Encadré 4).

Encadré 4 - Complémentarité de l'entretien et de l'observation : gestion quotidienne et objectifs de qualité

Alfredo P. exploite un vignoble de 7 hectares (cinq dont il est propriétaire et deux qu'il loue à ses beaux-parents). Son exploitation se compose donc de deux parcelles et d'un chai où il vinifie une partie (40 %) de sa production de raisin. Son fils s'est associé à lui et ils se sont répartis les tâches, lui s'occupe de tout ce qui a trait à la production (agricole et industrielle) et son fils se charge de la commercialisation.

Lors de l'entretien, le discours d'Alfredo P. sur l'exploitation repose sur la disjonction volonté/possibilité. Ce qu'il veut, c'est obtenir une production de qualité : « Nous, **nous sommes conscients** que le vin s'obtient dans la vigne. Malgré toute la technologie que nous avons dans le chai, si le produit que nous récoltons est de basse ou mauvaise qualité, le produit final sera moyen, jamais nous n'obtiendrons un produit ou une bouteille d'excellente qualité, non ? C'est on ne peut plus clair pour nous et **nous essayons** toujours de travailler dans ce sens. »ⁱ (Entretien avec Alfredo P., zone hortifruitière de Las Piedras, 2008).

Ce souci de la qualité implique une attention particulière à la vigne, une reconversion progressive du vignoble (entamée en 1987) – avec de nouveaux céps et de nouvelles techniques de conduction de la vigne – et la participation à un groupement de producteur sensible aux problématiques de la qualité, c'est ce qu'il signifie dans cet extrait d'entretien à travers la locution « nous sommes conscients ». Relevons, par ailleurs, que l'insistance sur le pronom personnel « nous » révèle une autre disjonction par rapport aux producteurs qui n'ont pas cette conscience. La dernière partie de l'extrait, « nous essayons » renvoie, elle, à la possibilité. Toute une partie de l'entretien est en effet consacrée à l'explicitation des limites, des difficultés auxquelles il est confronté en tant que petit producteur. Il ne dispose pas du matériel suffisant pour vinifier tout le raisin produit et est contraint de vendre une partie de sa production à un autre établissement. En outre, la reconversion du vignoble est lente car le coût de l'investissement est élevé. Enfin, il évoque les difficultés de la commercialisation lorsque la production n'est pas suffisante pour répondre aux demandes des grandes enseignes de supermarchés.

Au cours de l'observation, un facteur de limitation à la réalisation du projet de qualité se greffe à ceux évoqués lors de l'entretien : les aléas du climat. Pour les vendanges de 2008, Alfredo P.

avait envisagé de récolter le tannat (cépage emblématique de l'Uruguay) selon une nouvelle technique, en deux temps, afin de laisser une partie du raisin mûrir davantage ce qui lui permettait d'avoir un arôme plus fruité et, dans le même temps, de pouvoir vinifier lui-même une plus grande partie de sa production. Cependant, alors que je travaillais sur l'exploitation, deux jours après le début des vendanges une dépression avec de fortes précipitations s'installe sur la région, Alfredo P. est contraint d'ajuster sa pratique à ce nouvel élément donc de récolter le raisin au plus vite et d'abandonner certaines de ses exigences de qualité.

Source : Gallas A., Travail de terrain, février 2008.

Le second intérêt de ces outils complémentaires était d'observer les relations entre les producteurs et les travailleurs. L'observation sur l'exploitation a été menée de manière participante (cette dimension est détaillée dans la troisième partie car elle a été un paramètre essentiel pour établir un lien de confiance avec les journaliers). Étant une travailleuse novice, présente occasionnellement sur l'exploitation, et ayant, de surcroît, un statut particulier, il ne s'agissait pas de mener un travail anthropologique, qui aurait nécessité une présence durable, impossible à mettre en place dans le cadre de cette thèse, mais de mettre des images sur les pratiques évoquées au cours des entretiens. L'observation des relations a porté sur trois points. Le premier se consacrait à relever les formes de relation qu'employeurs et travailleurs nouent entre eux au quotidien. Y avait-il une absence de relation directe du fait d'une hiérarchisation des intermédiaires ? La relation était-elle formelle ? Au contraire, les relations étaient-elles détendues, fondées sur l'égalité ? Que signifiait dans la pratique, le discours des travailleurs qui qualifiaient le producteur comme « un ouvrier de plus » (« *es uno más* ») ? Le deuxième point s'attachait à identifier les moments des relations. La relation entre le producteur et les travailleurs était-elle continue au cours de la journée de travail ? Se faisait-elle à des moments clés de la journée ? Était-il possible de dégager une certaine régularité ? Le troisième point avait pour objectif de distinguer les différentes manières d'agir en fonction des travailleurs. Que signifiait le discours des producteurs lorsqu'ils expliquaient qu'ils avaient le souci de traiter tous les travailleurs de la même manière ou, à l'inverse, lorsqu'ils manifestaient une distance vis-à-vis de certains travailleurs ?

Si les entretiens sont la source principale des résultats présentés au cours de ce chapitre, ils ont toujours été articulés avec les données obtenues à partir de l'observation et des discussions avec les ingénieurs agronomes.

2. La flexibilité, un mode généralisé de gestion de la main-d'œuvre

Ce point revient, en premier lieu, sur la flexibilité quantitative externe saisonnière qui semble inhérente à l'activité hortifruitière et génère une division naturelle au sein de la main-d'œuvre. En second lieu, il s'agit d'interroger l'inévitabilité de cette forme de flexibilité, d'une part, parce que la diversification culturale permet de l'envisager comme une conséquence de la spécialisation et, d'autre part, parce qu'une pluralité d'autres formes de flexibilité est utilisée par les producteurs, dès lors, le choix des pratiques flexibles semble relever davantage d'une dimension stratégique.

2.1. Flexibilité quantitative externe saisonnière

2.1.1. Éléments de définition de la notion de flexibilité du travail

Les recherches sur la flexibilité du travail se sont développées dans les années 1980-1990, tant en économie qu'en sociologie. À cette époque, les pays dits « développés » connaissent une crise majeure et durable. La croissance de pratiques de flexibilité du travail, qui apparaît comme un remède pour les entrepreneurs industriels, incite les scientifiques à s'interroger sur les formes de flexibilité, les moyens de leur mise en œuvre et, surtout, les résultats de ces pratiques sur la viabilité des entreprises et les salariés directement impliqués.

Aussi travaillée que soit cette question, les recherches font état de la difficulté à s'entendre sur une définition commune tant les champs qu'elle recouvre sont pluriels, et parfois incompatibles. Cependant, les économistes s'accordent sur un point, la flexibilité correspond à la « capacité d'adaptation aux changements » (Meulders D. et Wilkin L., 1987 : 11). Catherine Laurent et Patrick Mundler, à partir des travaux de Christophe Everaere, vont plus loin en expliquant que la flexibilité se comprend comme la « capacité d'un système à s'adapter rapidement en situation d'incertitude » (Laurent C. et Mundler P., 2003 : 239).

La multiplicité des formes de flexibilité du travail décrites par les chercheurs a donné lieu à un grand nombre de catégorisations plus ou moins imparfaites. Parmi elles, celle de Robert Boyer semble la plus cohérente et est la plus couramment utilisée (Boyer R., 1987). Les cinq points qu'il identifie sont donc repris ici et précisés à l'aide d'autres catégorisations de manière à éviter les confusions entre les terminologies. La première forme de flexibilité qu'il distingue est l'« adaptabilité de l'organisation de l'entreprise ». Elle est liée aux choix de l'entreprise en termes de technologie. Selon lui, une plus grande automatisation (allant de pair avec un faible volume de personnel) permet, en cas de ralentissement de l'activité, de reporter la flexibilité sur les équipements. La deuxième forme de flexibilité repose sur la polyvalence de la main-d'œuvre interne à l'entreprise, c'est-à-dire son « aptitude à changer de poste de travail ». Cette capacité

permet à l'entreprise de réorganiser le personnel en fonction des secteurs les plus dynamiques. La possibilité de réaffecter les salariés limite le recours au licenciement. D'autres auteurs, tels que Bernard Brunhes, qualifient cette flexibilité de « fonctionnelle » (Brunhes B., 1990). Reconnaisant le caractère interne à l'entreprise de ces deux premières formes de flexibilité, Danièle Meulders et Luc Wilkin parlent de flexibilité « technico-organisationnelle » (Meulders D. et Wilkin L., 1987). La troisième forme mise en évidence par Robert Boyer concerne la « malléabilité de l'emploi ». Cette forme, qui consiste en la fluctuation du volume travaillé, est la plus emblématique de la flexibilité du travail. Deux modes différents peuvent être isolés. Dans le premier, la flexibilité quantitative interne ou « flexibilité du temps de travail » (Leclercq E., 1999), l'entreprise fait varier le temps de travail de ses employés en fonction de ses besoins ce qui évite la flexibilité quantitative externe, autrement appelée « flexibilité de l'emploi » (Leclercq E., 1999) ou « flexibilité numérique » (Meulders D. et Wilkin L., 1987). Ce deuxième mode s'opère soit par le licenciement d'une partie de l'effectif de l'entreprise au moment de la baisse d'activité, soit par le recours à des contrats à durée déterminée ou à l'intérim en période d'augmentation de la charge de travail. Dans ce dernier cas, Bernard Brunhes ajoute que l'entreprise se décharge également du lien contractuel, faisant porter sur d'autres le poids de l'embauche. Il s'agit d'une externalisation où « le risque né des fluctuations d'activité » est déplacé sur un autre employeur (Brunhes B., 1990), voire même, directement sur le travailleur, comme le souligne Richard Sennett (2000). La quatrième forme de flexibilité porte sur la « sensibilité des salaires ». Robert Boyer distingue deux causes d'oscillation des salaires, soit en fonction des variations conjoncturelles des revenus de l'entreprise, par exemple par des primes d'intéressement à la participation, soit en fonction du rendement. Enfin, il distingue une cinquième forme de flexibilité, la possibilité pour les entreprises de « se soustraire à une partie des prélèvements sociaux et fiscaux ». Cette flexibilité peut être à l'origine d'une volonté étatique de limiter les charges de l'entreprise pour lui permettre de stabiliser sa situation ou, elle peut se faire par transgression de la règle, par l'intermédiaire de l'emploi informel. Cette dernière dimension, souvent oubliée, de la flexibilité revêt néanmoins un intérêt particulier dans les pays dits « en développement » et est plus amplement abordée dans la continuation de ce chapitre.

2.1.2. L'impératif du cycle biologique des cultures

Comme cela vient d'être expliqué, dans les travaux européens, et dans les travaux relatifs aux pays dits « développés » en général, la question de la flexibilité a été posée dans un contexte particulier de ralentissement de la croissance économique. La flexibilité n'est alors envisagée que comme une réponse à la crise et au contexte d'incertitude aussi bien dans les travaux sur le secteur industriel que ceux sur le secteur agricole, à l'instar de Catherine Laurent et Patrick Mundler (2003). Les sociologues argentins et uruguayens travaillant sur la question agraire se

sont également aventurés dans cette brèche, essayant de voir ce que la flexibilisation du travail pouvait apporter à la compréhension des problématiques agropastorales⁴³. Cependant, contrairement aux activités industrielles où la flexibilisation du travail était envisagée comme un remède à une conjoncture défavorable, ils ont mis en évidence que, dans le secteur agropastoral, la flexibilité était pratiquée depuis longtemps. Ainsi, ils l'envisagent comme un phénomène structurel, inhérent à l'activité, dépendant du cycle biologique des cultures qui impose une variation de l'activité au cours de l'année :

« La demande saisonnière de force de travail est intrinsèque aux cycles biologiques de l'agriculture et par conséquent l'emploi temporaire a toujours existé. »ⁱⁱ (Piñeiro D., 1997 : 6)

La plupart des cultures, en milieu tempéré, se développent selon un cycle annuel, plus ou moins long, variable d'une plante à l'autre. En fonction des moments de ce cycle, les plantes demandent une attention inégale. Durant la majeure partie du cycle, notamment pendant la période végétative au cours de laquelle les plantes et les fruits croissent, la plante requiert une vigilance minime et régulière. Les tâches d'entretien les plus courantes sont le désherbage et l'application de pesticides et d'engrais. Ce soin varie selon le type d'activité. De manière générale, en horticulture, où les cycles biologiques des plantes sont de plus courte durée, le travail quotidien est plus lourd. Par exemple, pour faciliter la croissance des tomates et des poivrons, les plants doivent être régulièrement effeuillés. Cette distinction permet d'ailleurs aux producteurs et aux ingénieurs agronomes d'affirmer que l'horticulture nécessite une main-d'œuvre permanente plus abondante que la fruiticulture. Pendant la période végétative mais aussi en amont et en aval de celle-ci, des périodes, de plus courte durée, demandent un travail plus intense. Ses activités ponctuelles peuvent être la plantation – pour les plantes à croissance annuelle, elle doit être répétée chaque année –, la taille, l'éclaircissage – notamment pour les arbres fruitiers – et la récolte des fruits et des légumes. À ces variations annuelles de l'activité, la plupart des producteurs répondent par la variation saisonnière des effectifs. Ils fonctionnent donc la majeure partie de l'année avec un effectif stable car la répartition du travail peut se faire dans un intervalle de temps assez large. En revanche, la conjonction de l'augmentation du travail et du faible temps imparti pour le réaliser génère une augmentation de la demande de travail. La variation de la charge annuelle de travail rend la flexibilité quantitative externe saisonnière, c'est-à-dire l'emploi de main-d'œuvre saisonnière – pour la saison de la plantation, de la taille, de l'éclaircissage ou pour la récolte – inhérente à l'activité hortifruiticole.

Ainsi, les chercheurs, lorsqu'ils définissent l'emploi de main-d'œuvre saisonnière comme « intrinsèque » à l'activité agricole, se fondent sur la pratique des producteurs. Dans les discours, la flexibilité quantitative externe saisonnière apparaît comme normale et légitime

⁴³ Cela a donné lieu à un séminaire en 1997 organisé par le Programa de investigación en trabajo y empleo de l'Université de Buenos Aires (UBA), puis, à un ouvrage paru en 1999, *Empleo rural en tiempos de flexibilidad*, coordonné par Susana Aparicio et Roberto Benencia.

parce que pratiquée depuis longtemps et commune à tous les producteurs. Du fait de cette normalité, elle ne fait l'objet, au cours des entretiens, d'aucune mise en avant ou justification. Lorsqu'ils expliquent le fonctionnement par rapport à la main-d'œuvre, les producteurs évoquent, d'abord le personnel permanent, puis le personnel saisonnier. Ils expliquent les tâches auxquelles ce dernier est affecté, comment ils l'embauchent ainsi que les différences avec les autres travailleurs mais ils ne justifient pas son emploi. Certains apportent malgré tout une précision, ils expriment alors leur impossibilité de réaliser le travail avec la seule main-d'œuvre permanente. D'autres le légitiment par une activité en dent de scie et l'impossibilité de donner du travail permanent à la main-d'œuvre. Néanmoins, l'absence de justification domine la plupart des entretiens. Seuls les producteurs ayant décidé de ne plus avoir ou de ne pas avoir recours à ce type de main-d'œuvre justifient sa non-utilisation.

Le cycle biologique permet donc de mettre en évidence deux formes d'emploi donnant lieu à une division entre salariés permanents et saisonniers (voir 1.2.1 du chapitre 2). Cette division repose sur la temporalité de l'emploi. Pour les premiers, la continuité définit l'emploi, alors que pour les seconds l'emploi a une durée limitée et se répète interannuellement. Les journaliers, comme les producteurs, traduisent également cette division formelle en évoquant un aspect plus profond, celui de l'appartenance ou non au personnel de l'exploitation. Le discours de Julio B. – un journalier, résidant dans un quartier périphérique de la ville de Salto, actuellement en situation de très grande vulnérabilité sociale et dont le parcours professionnel récent témoigne d'une grande circulation entre les emplois – construit son discours à propos de son expérience de travailleur occasionnel à partir de cette division. Les producteurs ont « leurs gens » (« *la gente de ellos* ») et ceux qui n'en font pas partie n'ont d'autre choix que de se déplacer d'exploitation en exploitation pour faire des « petits boulots » :

Extrait d'entretien 4 - Personnel de/hors de l'exploitation dans le discours de Julio B.

« **Julio B.** : Moi, je recherche, moi je me lève le matin ici, je bois un maté, j'attrape mon sac et je m'en vais... et je demande. Comme ils me connaissent, là où il y a les petits boulots [ils me disent] : « ah ! Pour le moment non, viens demain. Tu peux trouver là-bas, plus loin, avec Pinto, avec Boti, avec Piastri... » Il dit : « Maintenant oui, je n'ai rien, je n'ai rien... », parce qu'il y a des gens qui travaillent de manière permanente, il y a des exploitations qui ont deux ou trois permanents, et ils ne vont pas retirer les permanents pour me donner du travail à moi. Ils me connaissent, mais s'ils ont des petits boulots, eux, ils m'en donnent toujours. [...] Ils me prennent pour un petit boulot, rien de plus parce que comme ils ont **les gens permanents, à eux**. Ils me donnent le petit boulot, deux ou trois jours, et bon, le petit boulot s'est arrêté et évidemment : « Merci-au revoir ». »ⁱⁱⁱ (Entretien avec Julio B., Salto, 2007).

Plus encore, cette division est très présente dans le discours des employeurs. Elle peut être exprimée soit de manière explicite ; les producteurs utilisent alors des pronoms possessifs « mes/nos ouvriers » (« *los obreros mío/nuestro* »), « mon/notre personnel » (« *el personal mío/nuestro* »), « mon bras droit » (« *el mano derecha mío* ») pour faire référence au personnel permanent. Cette distinction peut également être formulée de manière plus implicite, comme

le fait José Luis F., producteur associé d'une exploitation horticole de 60 hectares qui produit principalement des tomates et poivrons sous serres, des fraises sous macro et micro-tunnels et des oignons en plein champ, à travers la disjonction « nous avons »/« on embauche ». Ainsi, il oppose un premier groupe de travailleurs, composé des familles résidant sur l'exploitation et des salariés habitant dans les villages proches, dont l'appartenance à l'exploitation est signifiée par le verbe avoir et argumentée par les mesures mises en place à leur attention, à un second groupe, celui qui est « embauché » pour des tâches spécifiques, les saisonniers. Cette disjonction exclut les saisonniers des avantages de l'appartenance évoquée pour les autres.

Extrait d'entretien 5 - Avoir/embaucher de la main-d'œuvre dans le discours de José Luis F.

« **Aude** : Et sur la main-d'œuvre, les ouvriers, tu peux me raconter un peu comment cela fonctionne ?

José Luis F. : bien, euh... une des idées dans **le fait d'avoir** ces dix familles dans l'exploitation c'est parce que... c'est une possibilité pour qu'ils vivent à moindre frais... parce qu'ils n'ont pas à payer l'électricité, ni l'eau, ni à se déplacer pour aller travailler, et d'un autre côté on compte sur les gens bien... parce qu'aussi, si on donne de quoi vivre, on choisit les gens dont a besoin pour qu'ils ne soient pas absents. Et après... il y a beaucoup de gens qui viennent des villages... par exemple... de là, de la Colonia 18 de julio... **nous avons** quasiment tout le monde de là... c'est-à-dire qu'ils viennent travailler tous les jours et s'en vont tous les jours... certains s'en vont le midi et d'autres viennent et restent la journée... Beaucoup restent la journée pour ne pas avoir à revenir et... à la maison... ce qui leur augmente les dépenses... leur enlève les heures de repos, donc ils viennent, apportent la nourriture... et restent... et ensuite, **on embauche** beaucoup de main-d'œuvre... saisonnière aussi... cela pour les récoltes, pour le repiquage... là **on embauche** de la main-d'œuvre saisonnière... »^{iv} (Entretien avec José Luis F., zone hortifruitière de Salto, 2007).

La flexibilité est à ce point inscrite dans les pratiques que non seulement les producteurs mais également les journaliers organisent leurs activités en fonction de cet état de faits et structurent des éléments de leurs discours à partir d'elle.

2.2. Discussions à propos du caractère inhérent de la flexibilité du travail dans l'activité agropastorale

Aussi répandue que soit la flexibilité quantitative externe saisonnière, le caractère inhérent à l'activité agricole qui lui est attribué pose problème. Parmi les producteurs rencontrés dans le cadre de cette thèse, certains n'ont pas ou moins recours à la main-d'œuvre saisonnière ce qui tend à remettre en cause ce caractère intrinsèque. Il semble alors important de comprendre les conditions qui créent le recours ou non à cette forme de flexibilité. Les impératifs des producteurs ayant recours à cette flexibilité ont été exposés précédemment, il s'agit de combler un déficit de main-d'œuvre au moment des pics de travail. En revanche, pour les producteurs qui n'emploient pas ou moins de salariés saisonniers, cette pratique est une conséquence de leur choix en matière de production. Ces derniers cultivent un ensemble d'espèces végétales suffisamment diversifié pour échelonner les moments d'accroissement de la charge de travail,

principalement la récolte, et les répartir sur de longues périodes. Cette observation ne signifie cependant pas que toutes les formes de diversification assurent un étalement de la demande de travail. Par exemple, dans le sud de l'Uruguay, en fruiticulture une diversification des espèces cumulée à une diversification des variétés d'arbres à feuilles caduques (prunier, pêcher, cognassier, vigne, pommier) peut étendre la période de récolte de janvier à mai. Si le producteur ajoute à cela des agrumes, il l'allongera jusqu'à début septembre mais ne pourra aller au-delà car le cycle des arbres fruitiers est long et une seule récolte annuelle est possible. Au contraire, en horticulture seule, dans les régions plus chaudes du nord du pays, comme Salto, la culture sous serre est possible en hiver, les producteurs, même spécialisés dans une ou deux productions (poivrons et tomates par exemple) profitent du cycle court de ces cultures pour échelonner les récoltes. Dans ce cas, la période de récolte est très dépendante du moment où la production a été semée ou plantée. En décalant chaque nouvelle plantation de quelques semaines, le producteur s'assure d'étaler la cueillette sur une large partie de l'année. Dans les entretiens, les producteurs qui ont des cultures diversifiées permettant l'échelonnage des récoltes justifient cette pratique par le souci de rentrée régulière d'argent, comme le fait Hugo V., producteur hortifruiticole de la région de Salto sur une exploitation de 70 hectares – produisant des pêches primeurs, du raisin, des oranges, des pommes de terres, des patates douces et des carottes –, il emploie cinq travailleurs permanents et fait appel à des saisonniers au moment de la récolte des fruits :

Extrait d'entretien 6 - Échelonnage des récoltes et régularité des revenus dans le discours d'Hugo V.

« **Hugo V. :** Nous, nous avons des secteurs spécifiques afin d'avoir une production toute l'année, c'est-à-dire, une rentrée économique, c'est-à-dire... que tous les mois, nous, nous avons une rentrée d'argent... c'est-à-dire... il y a des cultures qui sortent à cette date... où ils récoltent la patate douce, juste après vient une autre culture... ainsi successivement durant les douze mois... pour avoir un revenu permanent... pour s'autofinancer. »^v (Entretien avec Hugo V., zone hortifruiticole de Salto, 2007).

L'objectif poursuivi avec l'échelonnage n'a donc apparemment pas à voir avec la gestion de la main-d'œuvre. La stabilisation d'une partie du personnel n'est alors envisagée que comme une conséquence positive de ce choix productif. Le discours de Dario S. (voir Extrait d'entretien 7) montre que l'échelonnage pour le petit producteur hortifruiticole qu'il est, – il possède une exploitation hortifruiticole de 8 hectares – relève certes d'une recherche de régularité des revenus mais répond aussi à la volonté de ne pas disperser les tâches du producteur. Il oppose ainsi dans son discours trois formes de pratiques « ce qu'il a arrêté et qu'il aimerait faire »/« ce qu'il a aujourd'hui »/« ce qu'il a expérimenté ». Ces pratiques se rapportent à trois modes d'exploitation distincts respectivement à la spécialisation/la diversification/la culture intensive sur une grande superficie. La première conduit à une plus grande implication du producteur mais n'assure pas nécessairement la sécurité des revenus. Au contraire, la deuxième ne lui

permet pas une aussi grande attention à chaque secteur de production mais stabilise les revenus de l'exploitation, c'est pourquoi il la poursuit. Enfin, la troisième n'est évoquée que pour appuyer le choix de la deuxième et mettre en avant ses avantages en termes de qualité de vie.

Extrait d'entretien 7 - Diversification productive de l'exploitation de Dario S.

« **Dario S.** : En 1990, plus ou moins, c'est là que toute la zone commence à se dégrader, tout le thème de la problématique de la viticulture. C'est qu'on a commencé à voir dans la zone que, bon, que pour... Les industries ont commencé à avoir un contrôle plus... plus... sur le prix du raisin et... les industriels eux-mêmes ont commencé à s'approvisionner avec leur propre matière première, qu'est le raisin, donc, quantité de viticulteurs qui approvisionnaient ces industries ont été un peu relégués, ils ont dû changer de production. C'est ainsi que bon, nous maintenant **nous avons arrêté** de planter du raisin pour l'industrie et que **nous avons** une petite parcelle de raisin de table, quelque chose comme un hectare et demi de raisin de table. Donc, la manière de survivre du petit producteur avec peu de ressources était de diversifier les productions. Donc on est revenu de nouveau un siècle en arrière lorsque mes arrières grands-parents vivaient de beaucoup de productions comme l'élevage extensif, la petite unité de vaches laitières. [...]

Aude : Quelles productions ?

Dario S. : J'ai un hectare de raisin de table, deux hectares et demi de... feuilles caduques, de pêchers, dans lequel j'ai plus... approximativement un hectare, un hectare et demi qui entre juste en production, c'est-à-dire que l'on commençait... et plus ou moins quelques deux hectares d'horticulture dans lesquels on fait un hectare d'oignons et un de fraises par exemple et l'on va en alternant avec des courgettes. [...] Nous gérons beaucoup de cultures dans la même fraction, on arrache les oignons et on plante des courgettes ou on plante des fraises. Donc, comme j'ai peu de terres pour l'horticulture qui a besoin de... ça se fait de manière assez intensive. Ça c'est un peu l'histoire de l'exploitation, non ?

Aude : Donc, dans ton exploitation il n'y a pas une production dominante par rapport à une autre...

Dario S. : C'est plus ou moins organisé comme ça, parce que ce que l'on essaie c'est que, d'ailleurs cela fait des années que nous le travaillons avec le technicien, c'est de pouvoir avoir une production quasiment hebdomadaire de quelque chose, donc que toi, toutes les semaines, tu puisses avoir une rentrée du marché, donc que toi tu puisses avoir quelque chose toutes les semaines. Pour cela, maintenant, en hiver, on commercialise l'oignon, au printemps la fraise commence, on continue avec la pêche, vient la viticulture, le raisin de table, et ensuite quand se termine le raisin de table, une floraison de fraise recommence. [...]

Aude : Donc, pour toi c'est mieux d'avoir plusieurs cultures qu'une seule...

Dario S. : Non ! **J'aimerais travailler**, comme je suis descendant de viticulteurs, nous, **nous avons cultivé** la vigne, j'aimerais retravailler une espèce, une seule variété. Parce que... j'interviendrais beaucoup moins... celui-là nécessite d'être très organisé pour respecter les temps de récolte, de plantation parce qu'il y a beaucoup de secteurs, tu ne peux pas manquer, tu ne peux pas prendre du retard, tu dois toujours avoir la terre prête, même si tu as... Donc, qu'est-ce qui se passe ? C'est que tu t'organises mieux s'il n'y avait qu'une seule culture, parce que tu pourrais te spécialiser beaucoup plus, accorder beaucoup plus de temps. Parfois, tu ne peux pas accorder tout le temps dont avait besoin cette culture parce que tu as une autre culture. Le désavantage qu'il pourrait y avoir, c'est que tu n'as qu'une récolte par an, dans le cas de la viticulture, s'il arrive un désastre climatique comme peuvent le faire les gelées, la grêle, le vent et ça se joue seulement à une récolte. Donc, la diversité de cultures te permet que toi, tu aies une certaine garantie et que toi tu puisses cultiver à un autre moment où il n'y aura pas ce facteur climatique, défavorable... Stabiliser l'exploitation sur la base d'autres cultures, c'est le moyen de stabiliser l'économie de l'exploitation. Et, l'autre chose c'est qu'avec cette diversité de

cultures, ce que nous faisons, nous, c'est travailler avec moins de personnel, nous travaillons familialement et seulement, dans ce cas, avec une personne permanente et dans le cas de la récolte, on travaille avec une autre personne, rien de plus, sinon, la main-d'œuvre est familiale. [...] Nous... d'ailleurs, nous avons fait quelques cultures, pour **expérimenter**, quand nous avons augmenté la plantation de fraises, qui requiert beaucoup de main-d'œuvre, et bon, nous avons arrêté à cause de la difficulté, une des difficultés était la main-d'œuvre, de la trouver dans les temps et la forme. [...] Donc, qu'est-ce que nous avons fait ? Nous avons réduit les cultures intensives et bon nous avons planifié afin qu'avec la main-d'œuvre que nous avions, familiale, nous ne nous étendions pas plus que ce dont nous pouvions nous occuper. C'est aussi une philosophie de vie, c'est-à-dire que nous voulons étendre ce dont nous pouvons nous occuper, en pensant en termes de cultures. Comme dans d'autres exploitations, ils ont deux propriétés, ils s'agrandissent mais... ce que j'ai vu, dans mon cas, c'est que je perdais en qualité de vie, c'est-à-dire que je devais chaque fois être plus de temps en dehors de la propriété parce que tu dois aller trouver du personnel, vendre et... donc ce qu'il me semblait, oui, c'est que si je réduisais et je pouvais... même si je ne vais pas m'agrandir, je gagne en qualité de vie, en élevant mes enfants, moi-même, c'est donc ça. »^{vi} (Entretien avec Dario S., zone hortifruitière de Las Piedras, 2006).

Après avoir précisé ces éléments, il apparaît clair que le souci de diversification même s'il s'accompagne d'un souci d'échelonnage des saisons n'a de conséquence sur la flexibilité de l'emploi que si le producteur s'assure que l'ensemble des tâches puisse être réalisé par le personnel permanent. Dans ce cas, le producteur privilégie une autre forme de flexibilité, la flexibilité fonctionnelle. Les employés sont polyvalents, ils accomplissent toutes les tâches régulières et saisonnières. En revanche, à l'exception de l'horticulture salténienne, la spécialisation, plus encore que la taille de l'exploitation – la taille étant un facteur aggravant dans une exploitation mono-productive –, parce qu'elle favorise la concentration des récoltes, génère une demande supplémentaire de main-d'œuvre au moment des saisons. La flexibilité quantitative externe saisonnière n'est, en ce sens, pas inhérente à la production agricole ou hortifruitière mais elle résulte d'un choix productif. En outre, les producteurs n'ont pas recours à la flexibilité quantitative externe seulement au moment des saisons. La flexibilité quantitative externe occasionnelle s'étend à l'ensemble des travaux que le producteur a besoin de faire rapidement, indépendamment du cycle biologique des plantes, et qui demandent une main-d'œuvre plus importante que celle dont il dispose – par exemple pour le montage d'une serre ou le désherbage, etc. Ainsi, la division au sein de la main-d'œuvre, entre salariés permanents et saisonniers, qu'avait fait apparaître le cycle biologique des cultures peut être élargie à un ensemble de travailleurs temporaires dont la saisonnalité n'est qu'une forme d'expression. La division sépare donc les salariés permanents des salariés temporaires.

Pour terminer sur ce point, il semble important de remarquer que si la flexibilité quantitative externe saisonnière est la forme la plus visible, les entretiens ont révélé qu'elle n'était pas la seule utilisée par les producteurs. Une pluralité d'autres pratiques de flexibilité du travail, variables d'une exploitation à l'autre, a été observée. Dans ce point, seuls des exemples sont donnés, à titre illustratif, puisqu'elles font l'objet d'une plus grande attention dans la suite du chapitre. Trois formes sont principalement mises en place au moment des saisons et

s'ajoutent à la flexibilité de l'emploi. Tout d'abord, la flexibilité du temps de travail en fonction du climat. Par exemple dans les exploitations horticoles ou viticoles, en été, les producteurs peuvent être amenés à demander au personnel de travailler plus longtemps afin de profiter de la plus grande durée d'ensoleillement ; ou encore, dans l'agrumiculture, lorsque les fruits sont destinés à l'exportation, ceux-ci ne peuvent être récoltés ni trop tôt le matin, ni les jours de pluies afin de ne pas en altérer la qualité. La dénomination « flexibilité du temps de travail » semble plus adéquate aux situations observées que celle de « flexibilité quantitative interne » qui peut être imposée aussi bien aux saisonniers qu'aux salariés permanents. Ensuite, les employeurs peuvent également faire varier les modes de rémunération : au mois, à la journée ou au rendement en fonction du statut du salarié et surtout du travail demandé. Aussi, pour les récoltes notamment, préfèrent-ils rémunérer les travailleurs à la journée, lorsqu'ils leur demandent de choisir les fruits à cueillir selon une maturité ou un calibre précis, et au volume cueilli lorsque la totalité des fruits doit être cueillie. Cette forme de flexibilité peut être associée par certains producteurs à l'informalité. Enfin, certains producteurs sont amenés à externaliser une partie du recrutement, de l'encadrement de la main-d'œuvre sur l'exploitation afin de réduire ses coûts de main-d'œuvre.

En conclusion, il apparaît que les pratiques flexibles des producteurs répondent certes à des impératifs de cycle biologique des cultures mais elles relèvent aussi de stratégies de gestion de la main-d'œuvre dont l'étude est approfondie dans le point suivant. Par ailleurs, ces pratiques ont révélé l'existence de deux types de main-d'œuvre ; d'une part, les salariés permanents et d'autre part, les salariés temporaires, embauchés à la journée, pour des travaux occasionnels ou saisonniers.

3. Une flexibilité génératrice d'une dualité au sein du marché du travail agropastoral

Après avoir fait ressortir que la flexibilité est une pratique généralisée chez l'ensemble des producteurs rencontrés, ce troisième point cherche à montrer que la division entre les salariés ne repose pas seulement sur la temporalité du travail – durable/temporaire – mais sur un fonctionnement dual du marché du travail source d'inégalités sociales et spatiales entre les travailleurs. Pour cela, dans un premier temps, sont rappelés les éléments principaux de la théorie de la dualité du marché du travail, nécessaires à la compréhension du point suivant. Dans un second temps, sont exposées les logiques qui fondent les pratiques des producteurs, elles ont été organisées sous la forme d'une typologie. Malgré leur diversité, elles conduisent toutes à une gestion duale de la main-d'œuvre. Ces logiques reposent sur la stigmatisation d'une partie des salariés et participent à la déresponsabilisation de l'employeur vis-à-vis de la main-d'œuvre journalière, expression multidimensionnelle de la dualité du marché du travail.

3.1. Éléments sur la théorie de la dualité du marché du travail

Aussi discutée qu'ait été la théorie de la dualité du marché du travail, la division de la main-d'œuvre, mise en évidence dans les entretiens des producteurs comme ceux des travailleurs, ne peut faire l'économie de quelques précisions de cette théorie. Par conséquent, les éléments présentés dans ce point n'ont pas pour objet de définir des variables qui fondent la dualité, autrement appelée segmentation, du marché du travail, ayant vocation à être vérifiées pour le secteur hortifruitière uruguayen. Il s'agit davantage de donner quelques bases théoriques permettant de situer dans le contexte scientifique les discussions à propos de la dualité du marché du travail de l'activité hortifruitière traitée dans la suite de la thèse (voir 3.2.2., 3.2.3. et 3.2.4 de ce chapitre).

3.1.1. Une théorie pour qualifier les changements du marché du travail

L'hypothèse de la dualité du marché du travail est née au sein du courant économique néoinstitutionnaliste au milieu des années 1960 aux États-Unis, afin de donner une explication à la « permanence des inégalités entre les groupes sociaux » (Azouvi A., 1981 : 5). Cette théorie se démarque de la théorie néoclassique du marché du travail. L'approche néoclassique envisage le marché du travail comme n'importe quel autre marché, c'est-à-dire un espace de concurrence parfaite où le jeu de l'offre et de la demande de travail peut s'exercer librement. Dans ce marché, les individus sont égaux et rationnels, ils circulent librement. Comme le fait remarquer Alain Azouvi, l'approche néoclassique se fonde sur l'« individu-roi » agissant « au mieux de ses intérêts » et sur l'« homogénéité des comportements » (Azouvi A., 1981 : 8). Par conséquent, les

néoclassiques expliquent le chômage de longue durée comme un effet de l'action d'entités externes au marché, par exemple l'État ou les organisations syndicales qui, en intervenant sur les salaires et les acquis sociaux, interfèrent sur le fonctionnement du marché et altèrent les conditions de concurrence parfaite. Cependant, la théorie néoclassique ne permet pas d'expliquer le chômage en période de croissance comme le connaissent les États-Unis dans les années 1960. D'ailleurs, ce chômage est défini comme « un phénomène résolument volontaire, c'est-à-dire imputable au seul comportement des offreurs de travail » (Leclercq E., 1999 : 217). À l'opposé, selon Víctor Rau :

« Les courants qui « défient » la théorie orthodoxe abordent l'étude des marchés du travail en prenant en compte les facteurs « non économiques », c'est-à-dire les facteurs sociaux et politiques présents dans leur structure et leur fonctionnement ; et qu'ils les considèrent comme inhérents à leur objet d'analyse et non comme facteurs externes ou étrangers à celui-ci. »^{viii} (Rau V., 2005 : 49).

Si elle naît dans un contexte économique favorable, la théorie de la dualité se développe et trouve un large écho, comme les théories de la flexibilité du travail après elle, dans un moment de crise économique, dans la seconde moitié de la décennie 1970. À cette époque, la notion d'incertitude est introduite dans les études économiques (Leclercq E., 1999). Pour les entrepreneurs, l'incertitude se situe dans les débouchés, les volumes à produire, donc la quantité de travail nécessaire pour produire ces volumes. Cette incertitude quant à la demande de travail se répercute sur les salariés en termes de durabilité de leur emploi, le licenciement menace, et sur les chômeurs en termes de possibilités d'embauche. Dans les pays dits « développés », cela se traduit par un ébranlement de l'emploi typique. L'emploi typique correspond à l'emploi salarié, à temps plein, à durée indéterminée et donnant droit à diverses formes de protection sociale. Bernard Fourcade, repris par Margaret Maruani et Emmanuèle Reynaud (2004), identifie trois périodes en fonction de la place occupée par cet emploi typique. Tout d'abord, selon lui, avant 1945, il n'existe pas de réelle « norme » dans l'emploi. La seule distinction possible s'opère entre l'emploi salarié (un individu louant sa force de travail contre une rémunération) et l'emploi indépendant (un individu vendant le produit de son travail). Ensuite, entre 1950 et 1970, l'emploi salarié fait l'objet d'une réglementation et devient la norme (emploi typique) car il ne cesse de croître et concerne une large majorité des travailleurs. Cet emploi se caractérise par un employeur unique et un temps de travail hebdomadaire (temps plein) défini par un contrat (à durée indéterminée). Dès lors, il assure au salarié une certaine sécurité par rapport à l'avenir et une stabilité des revenus. Enfin, depuis les années 1970, la croissance du chômage exclut une partie des salariés de cet emploi typique. À cela s'ajoute une dégradation des conditions d'emploi et l'émergence de formes particulières d'emploi (ou emplois atypiques). Toutes les formes d'emploi qui rompent avec l'un des fondements de l'emploi typique défini précédemment : le temps de travail, la durée du contrat et la protection sociale, sont considérées comme des emplois atypiques. C'est le cas des emplois à temps partiel, à durée déterminée et de l'intérim.

3.1.2. De la fragmentation à la dualité du marché du travail

Dès le milieu des années 1950, Clark Kerr dans un article resté célèbre par la métaphore qu'il emploie, « The balkanization of labor markets » (1977 ; première publication en 1954), remet en cause l'unicité d'un marché du travail libre et ouvert au sein duquel tous les demandeurs et tous les offreurs de travail pourraient se rencontrer :

« Les économistes parlaient autrefois du marché du travail. Chaque travailleur rivalisait avec l'ensemble des autres travailleurs pour les emplois, et chaque employeur avec l'ensemble des autres employeurs pour les travailleurs. »^{viii} (Kerr C., 1977 : 22).

La conception du marché du travail de Clark Kerr dépasse les révisions apportées par les économistes néoclassiques qui avaient envisagé qu'au sein du marché du travail les individus soient davantage en concurrence avec ceux des groupes professionnels similaires (ouvriers, cadres, etc.). En effet, selon lui, le marché du travail est fragmenté en une multitude de marchés. Chacun d'eux a un fonctionnement fermé et s'organise selon des règles propres qu'il se définit. Ces marchés se distinguent les uns des autres à partir de deux dimensions, d'une part, la dimension professionnelle, les travailleurs sont donc seulement en concurrence directe avec des travailleurs exerçant la même profession et, d'autre part, la dimension spatiale, les travailleurs ayant une même profession ne peuvent être en concurrence les uns avec les autres que s'ils recherchent un emploi dans la même zone géographique :

« Les peintres ne peuvent pas rivaliser avec les maçons, ou les dactylos avec les comptables, ou les médecins avec les juristes ; pas plus que les habitants de Portland dans le Maine avec ceux de Portland en Oregon (sauf peut-être dans certaines professions). Les obstacles au mouvement sont créés par les écarts de compétences entre les professions et les écarts de distance entre les lieux. Au-delà de la spécificité des compétences et des coûts monétaires du déplacement physique, il existe d'autres obstacles à la concurrence, si variés mais non pas moins importants, tels que le manque de connaissances, les goûts des travailleurs, leur inertie et leur désir de sécurité et les préférences personnelles des employeurs. Les zones du marché concurrentiel au sein desquelles des hommes quelque peu semblables cherchent des emplois quelque peu similaires et au sein desquelles des employeurs semblables tentent de pourvoir des emplois similaires, sont normalement plutôt restreintes. Il a même été suggéré que la seule définition significative du marché du travail est celle qui considère que chaque lieu de travail a un marché distinct et, peut-être, au-delà de ça que chaque catégorie de travail distincte a son propre lieu. Plus communément, il est dit qu'un marché du travail couvre plusieurs employeurs d'un même secteur industriel dans un même lieu. Ainsi, il y a des marchés et des sous-marchés, tous plus ou moins interdépendants les uns des autres. »^{ix} (Kerr C., 1977 : 23-24).

La division que supposent ces deux dimensions peut être immédiatement soumise à la critique puisqu'elle semble nier la possible mobilité tant professionnelle que spatiale des individus que Clark Kerr oppose à la recherche de stabilité. Cependant, bien qu'il ne précise rien de leur composition, il émet déjà l'hypothèse que certaines professions puissent échapper à cette règle. En outre, cette définition permet d'isoler une pluralité de marchés du travail à l'échelon local et d'étudier le fonctionnement interne de ces marchés sans y voir le miroir du marché national mais, au contraire, en identifiant à la fois les permanences liées aux mécanismes généraux et leurs singularités dues à leur localisation.

Forts de ces avancées, dans les années 1970, Peter B. Doeringer et Michael J. Piore tentent de trouver une cohérence à ce morcellement de marchés du travail en proposant une nouvelle distinction entre deux types de marché en fonction de leur position par rapport aux entreprises (Doeringer P. B. et Piore M. J., 1971). Ils opposent donc le marché interne qui appartient à l'entreprise – ou au groupe – au marché externe. Ils définissent le marché interne comme :

« une unité administrative, comme un établissement industriel, dans lequel la fixation des prix et la répartition du travail sont déterminées par une série de règles et de procédures administratives. Le marché du travail interne, gouverné par des règles administratives, doit être distingué du marché du travail externe de la théorie économique classique où les décisions de rétribution, répartition et formation sont contrôlées par des variables économiques. Cependant, ces deux marchés sont interconnectés et le mouvement entre eux se produit pour certaines catégories d'emploi ce qui constitue des portes d'entrée dans ou de sortie du marché du travail interne. Le reste des emplois au sein du marché interne est pourvu par promotion ou transfert de travailleurs qui ont déjà réussi à entrer. Par conséquent, ces emplois sont protégés des influences directes des forces concurrentielles du marché externe. Les règles gouvernant la répartition et la rétribution interne du travail accordent certains droits et privilèges à la force de travail interne qui ne sont pas valables pour les travailleurs du marché du travail externe. »^x (Doeringer P. B. et Piore M. J., 1971 : 1-2).

Le marché du travail interne fonctionne avec ses propres règles en ce qui concerne l'établissement des salaires et le mouvement des salariés au sein de l'entreprise et le marché du travail externe fonctionne selon les règles classiques du marché, il peut d'ailleurs être fragmenté comme l'imaginait Clark Kerr. Ces deux marchés sont connectés or, comme le souligne Éric Leclercq, les interactions peuvent prendre des formes différentes selon que le marché interne est ouvert ou fermé. Lorsque le marché interne à l'entreprise est ouvert, les effectifs sont renouvelés ou élargis en faisant appel à l'extérieur, ce qui limite la possibilité de promotion interne. En revanche, lorsque le marché interne est fermé, la promotion interne est forte et seul le remplacement des individus promus des échelons inférieurs est réalisé par l'ouverture au marché externe (Leclercq É., 1999). À la suite de ces premiers travaux, Michael J. Piore propose d'étendre cette conception duale à l'ensemble du marché du travail (Piore M. J., 1978). Le marché serait alors composé de deux secteurs :

« un secteur primaire, contenant des opportunités d'emploi mieux payées, plus stables et autrement plus intéressantes et une main-d'œuvre plus privilégiée, et un secteur secondaire, contenant généralement des emplois mal payés, précaires et autrement moins attractifs. »^{xi} (Piore M. J., 1978 : 27)

Dans ce nouveau cadre, le marché primaire regrouperait des individus qualifiés et protégés, moins, voire pas, soumis aux aléas de la conjoncture économique car ils appartiennent au marché interne des entreprises ayant réussi à en créer un. À l'inverse, le marché secondaire serait composé des catégories professionnelles les moins qualifiées appartenant soit aux niveaux hiérarchiques inférieurs du marché interne dont les connexions avec le marché externe sont plus faciles soit à des entreprises n'ayant pas de marché interne donc soumises à la concurrence et affectées par les variations de l'activité économique (Gazier B., 2004). Le marché primaire correspondrait à l'emploi salarié typique alors que le marché secondaire serait très diversifié,

regroupant le travail à temps partiel, l'intérim, le travail à domicile, l'emploi à durée déterminée, l'emploi informel, etc. Contrairement à la théorie de la fragmentation, ce n'est plus le secteur et la localisation de l'activité qui différencient les marchés du travail mais la qualité de l'emploi. Cette dernière repose avant tout sur la qualification des salariés et, à partir d'elle, découlent les autres caractéristiques positives ou négatives de l'emploi, telles que la rémunération ou la stabilité. Reprenant la proposition de Clark Kerr, Suzanne Berger et Michael J. Piore n'ont évoqué qu'ultérieurement la possibilité d'existence de multiples autres segments intermédiaires (Berger S. et Piore M. J., 1980). Michel Lallement la reconnaît comme l'un des apports essentiels de la théorie de la dualité qui évite de « verser trop rapidement dans un schéma binaire élémentaire » (Lallement M., 2008 : 94), en dissociant, par exemple, deux marchés du travail primaire ; le marché primaire supérieur regroupant des salariés mobiles très qualifiés et le marché primaire inférieur dans lequel des salariés plus stables mais moins qualifiés évoluent. Afin de comprendre l'opposition entre ces deux segments du marché du travail, Suzanne Berger et Michael Piore s'orientent vers des approches sociologiques. Ils réhabilitent l'étude des stratégies individuelles, des entrepreneurs comme des salariés, et montrent notamment que les caractéristiques socio-démographiques des individus déterminent leur appartenance à l'un ou l'autre des marchés. Selon Michael J. Piore, les femmes, les jeunes, les immigrants ou afro-américains forment l'essentiel du marché du travail secondaire (Michael J. Piore, 1978 ; Berger S. et Piore M. J., 1980). À propos du secteur agropastoral, Sutti Ortiz, qui associe les pratiques de segmentation de la main-d'œuvre à la volonté d'une limitation des coûts de production (ce qui est loin d'être la cause hégémonique de la dualité, voir 3.2. de ce chapitre), identifie plusieurs composantes de la segmentation telles que le genre, la position sociale, l'identité culturelle, la citoyenneté et la nationalité dans le cas des étrangers (Ortiz S., 1999).

Comme le signale Alain Azouvi et Jean-François Germe, ces travaux, parce qu'ils étaient facilement adaptables aux situations tant des pays dits « développés » que des pays dits « en développement », ont été largement utilisés en économie comme en sociologie (Azouvi A., 1981 ; Germe J.-F., 1981). Michel Lallement ajoute d'ailleurs que la mobilisation des préceptes de la dualité a permis d'élargir les champs de recherche :

« Cette analyse, qui a servi d'arrière-fond problématique à de nombreuses recherches, s'est révélé un moyen privilégié pour intégrer les relations professionnelles à la théorie des marchés du travail, que ce soit dans une perspective d'économie critique ou de sociologie des relations professionnelles. » (Lallement M., 2008 : 94)

Pour Alain Azouvi, cette théorie, du fait de ses faiblesses théoriques et méthodologiques, pose problème (Azouvi A., 1981). Les présupposés économiques de la théorie sont discutables. Les tenants de la théorie, qui ne prennent pas en compte la dimension temporelle de l'industrialisation, de l'économie et du politique, conçoivent la segmentation comme le résultat de transformations contemporaines. Or, la modernité de la segmentation pourrait être remise

en cause (Germe J.-F., 1981) en situant les formes d'emploi dans l'histoire du salariat de chaque pays (comme cela a été fait dans la première partie de cette thèse). Cette critique rejoint d'ailleurs celle d'Alain Azouvi à propos de l'absence de contextualisation et d'une généralisation qui gomme les disparités régionales et locales. S'opposant à ces critiques, Michel Lallement souligne le souci de révéler les spécificités nationales que permet la théorie (Lallement M., 2008). Outre ces lacunes, brièvement évoquées ici, Alain Azouvi constate que l'objectif de la théorie qui était de montrer la diversité du marché du travail par la distinction marché primaire/marché secondaire n'a réussi, au contraire, qu'à renforcer l'apparente homogénéité des entrepreneurs comme des salariés. À propos des entrepreneurs et pour justifier la modernité du phénomène, qu'ils font reposer sur le caractère capitaliste des entreprises, les spécialistes de la dualité expliquent que les orientations stratégiques des entrepreneurs n'accordent que peu d'importance à la main-d'œuvre. Argument que réfute Alain Azouvi, pour qui, même au sein des industries modernes, la gestion de la main-d'œuvre fait l'objet de multiples stratégies. Au sujet des salariés, Alain Azouvi s'oppose à l'unicité des pratiques d'une population très hétérogène qui compose le segment secondaire du marché du travail et remet en cause leur responsabilité quant à leur situation que reconnaissent Suzanne Berger et Michael J. Piore (1980). Par conséquent, loin d'être approfondies et comprises, les logiques propres qui fondent les actions des individus sont à peine étudiées.

Au-delà de ces critiques fortes de la théorie de la segmentation, la tendance mondiale actuelle à la généralisation de la flexibilité du travail (Sennett R., 2000) indique qu'aucun travailleur n'est à l'abri et que l'emploi atypique tend à devenir la norme ce qui peut rendre obsolète une théorie de la segmentation. Les recherches menées au cours des années 1980-1990 sur les formes particulières d'emploi sont certes venues enrichir les débats (Maruani M. et Reynaud E., 2004), précisant la composition du segment secondaire du marché du travail mais se sont substituées, en sociologie, tout au moins, peu à peu à celles réalisées sur la segmentation. La diversité des formes d'emploi atypique a fait émerger de multiples variables de différenciation des emplois telles que la temporalité de l'emploi – qui comprend certes l'idée de stabilité déjà présente dans la théorie de la dualité mais également celle de durée quotidienne ou hebdomadaire (emplois à temps partiel) du travail –, l'intermédiation de l'emploi (emploi intérimaire) et les avantages sociaux issus de l'emploi. Ainsi, la diversification des stratégies de gestion de la main-d'œuvre par les entreprises et la multiplication des formes d'emploi a provoqué une « déstabilisation » et perméabilité plus grande des marchés du travail provoquant une imbrication de plus en plus forte entre les marchés primaires et secondaires (Michon F., 2007 ; Lefresne F., 2002 ; Lamanthe A., 2005) et remettant en cause leur distinction formelle.

Néanmoins, malgré les insuffisances théoriques des travaux sur la dualité que soulignent nombre de chercheurs, il n'en demeure pas moins une certaine différenciation des formes d'emploi face à laquelle les individus ne sont pas égaux. En Uruguay, comme cela a été montré

dans le point précédent, il existe, sur le marché du travail hortifruitiicole, une forme de dualité. Au premier regard, elle apparaît fondée sur la temporalité de l'emploi mais le point suivant montre qu'elle s'inscrit dans des stratégies très diversifiées de gestion de la main-d'œuvre par les producteurs et qu'elle est renforcée par des représentations négatives et des pratiques différenciées vis-à-vis de la main-d'œuvre temporaire.

3.2. Une mobilisation spécifique des journaliers source d'inégalités sociales et spatiales

L'analyse des entretiens a indiqué qu'une pluralité de logiques était à l'œuvre dans la gestion du personnel. Aussi, des pratiques en apparence identiques peuvent-elles être le fruit de logiques différenciées et n'ont pas les mêmes conséquences sur la relation employeur-employé. Ces logiques, qui ont été regroupées en quatre types, sont explicitées dans un premier temps. Le deuxième temps est consacré à l'étude des représentations qui participent à la construction des pratiques. Malgré une relative homogénéité de ces représentations, à la faveur d'une stigmatisation des journaliers résidant en ville, quelques subtilités, selon les logiques typiques, apparaissent. Le troisième temps a pour objectif de montrer que la dualité des modes de gestion de la main-d'œuvre conduit à une déresponsabilisation – à des degrés variables en fonction des producteurs – vis-à-vis des journaliers. Enfin, le quatrième temps est consacré à la mise en évidence des porosités entre les marchés du travail.

3.2.1. Les quatre logiques typiques qui fondent les modes de gestion de la main-d'œuvre

▪ Élaboration des types à partir des discours

La construction des types repose sur l'analyse des deux parties qui composent les entretiens ; d'une part, l'exploitation et, d'autre part, la main-d'œuvre. Pour chacune de ces parties, des centres d'intérêt différents selon les producteurs ont pu être dégagés. Leur association a permis de reconstruire les quatre logiques typiques qui guident les employeurs dans la gestion du personnel.

Les discours sur l'exploitation portent, pour la totalité des producteurs rencontrés, sur la rentabilité économique. Elle s'appuie sur une stabilisation des revenus, voire sur la recherche de leur accroissement. Cependant, les discours divergent fondamentalement lorsqu'il s'agit de justifier cette quête de rentabilité. Un premier ensemble de producteurs s'est fixé pour objectif principal la pérennité de l'exploitation. Pour eux, les revenus de l'exploitation doivent assurer la subsistance économique de la famille – sachant qu'une ou plusieurs familles peuvent dépendre de l'exploitation. Ainsi, ils tentent de maintenir ce qui est en place et sont amenés pour atteindre ce but à améliorer la qualité de leur production, diversifier les cultures ou agrandir

l'exploitation. En revanche, pour un second ensemble de producteurs, si la pérennité de l'exploitation est évoquée au cours de l'entretien, celle-ci semble acquise ce qui leur permet de centrer leur propos sur l'autonomisation de l'exploitation au sein de la filière. Dès lors, toutes leurs pratiques répondent au souci d'indépendance vis-à-vis des intermédiaires, notamment en aval de la filière de production – les intermédiaires qui prennent en charge le conditionnement, la transformation et/ou la commercialisation. Les producteurs assument donc une partie ou la totalité de ces activités ce qui est un moyen de maximiser leurs profits. Par ailleurs, la dimension diachronique recherchée avec la question de début d'entretien a été le moyen pour certains producteurs de justifier leurs pratiques et d'inscrire leurs choix productifs dans la continuité ou, au contraire, en rupture plus ou moins forte avec ce qui se faisait antérieurement.

Les discours sur la main-d'œuvre abordent, quant à eux, la question de la qualité des salariés. Elle est décomposée en deux dimensions. La première dimension regroupe des éléments relevant de la personnalité du travailleur et, plus précisément, de sa discipline au travail. Les producteurs accordent alors de l'intérêt aux comportements, notamment le respect de l'ordre hiérarchique ou des normes régulant le travail fixées par le producteur (par exemple, les temps de travail et de repos quotidiens et hebdomadaires). Ces éléments font davantage référence à ce qui entoure le travail qu'aux tâches à réaliser proprement dites. La seconde dimension de la qualité renvoie à la compétence professionnelle des employés. Les producteurs valorisent la technique de travail, c'est-à-dire la vitesse et le soin dans l'exécution. Ces deux dimensions sont surtout repérables lorsque les producteurs évoquent le recrutement, un moment crucial de la relation avec la main-d'œuvre, ou quand ils parlent du personnel permanent. L'importance, forte ou faible, que les producteurs attachent à ces deux dimensions a mis en évidence des logiques différenciées dans leurs discours. Cette distinction a permis d'opposer deux types de producteurs, ceux qui ont la possibilité de choisir leur main-d'œuvre par conséquent d'accorder de l'importance à sa qualité et ceux qui ne l'ont pas.

À partir des discours sur l'exploitation et sur la main-d'œuvre, quatre logiques typiques ont été identifiées (voir Tableau 7).

Tableau 7 - Logiques typiques de gestion de la main-d'œuvre

		Rentabilité	
		Pérennité de l'exploitation	Contrôle de la filière
Attention à la qualité du travailleur recruté	Forte	Logique de confiance Type 1	Logique de maîtrise Type 3
	Faible	Logique de difficulté Type 2	Logique de quantité Type 4

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

La corrélation entre les éléments principaux du discours est présentée ici brièvement puisque les logiques typiques sont largement explicitées, à l'aide d'extraits d'entretiens, dans les quatre points suivants. Les discours associant une attention forte à la qualité de la main-d'œuvre et la pérennisation de l'exploitation se fondent sur une logique de confiance. Les qualités personnelles des travailleurs y sont mises en avant (type 1). Dans le même sens, les discours exposant un souci de qualité de la main-d'œuvre tant sur le plan personnel que professionnel – les employeurs assument une formation substantielle de leurs employés au sein de l'exploitation – et une volonté de contrôle d'une large partie de la filière s'inscrivent davantage dans le registre de la maîtrise de l'avenir de l'exploitation et de la gestion de la main-d'œuvre (type 3). Au sein de ces deux premiers types de logique, deux sous-types se dégagent selon que la logique prévaut pour la totalité des salariés ou seulement pour les employés permanents (types 1.a., 1.b., 3.a. et 3.b.). Ainsi, une partie des producteurs, principalement ceux qui externalisent le recrutement et la gestion des saisonniers, sont moins exigeants avec ces derniers qu'avec ceux qu'ils emploient directement. Au contraire du type 1, les producteurs qui cherchent à stabiliser les revenus de leur exploitation et semblent accorder peu d'importance à la qualité de la main-d'œuvre révèlent d'une logique de difficulté. Les problèmes économiques que connaît ou a connu leur exploitation s'accompagnent de difficultés dans le recrutement et la fidélisation du personnel ce qui ne leur permet pas de choisir les travailleurs qu'ils emploient (type 2). Enfin, d'autres producteurs accordent peu d'importance à la qualité de la main-d'œuvre mais, à l'inverse du type précédent, ce type, dont les exploitations prospèrent et qui commercialise sa production sur le marché mondial, a besoin pour fonctionner d'une grande quantité de main-d'œuvre (type 4). Contrairement au type 2, ils ne sont pas affectés par l'absentéisme ou la rotation des salariés car cette variable est intégrée à la planification du travail. Le Tableau 8 indique la répartition des 22 producteurs rencontrés au cours du travail de terrain selon les quatre types de logique.

Tableau 8 - Répartition des producteurs selon les logiques typiques de gestion de la main-d'œuvre

Type	Nombre de producteurs
Type 1 : Logique de confiance	8
Type 2 : Logique de difficulté	3
Type 3 : Logique de maîtrise	7
Type 4 : Logique de quantité	4

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

Après avoir identifié de manière synthétique les éléments du discours qui permettent de distinguer les types, suit une caractérisation générale des différentes logiques typiques à l'aide d'extraits d'entretien. Ces extraits sont significatifs car, à partir d'eux, se sont agrégés les

discours des producteurs dont les logiques semblaient identiques même si les faits relatés et le langage employé ne sont exactement similaires.

▪ *Logique de confiance (type 1)*

Les exploitations dont les discours des producteurs relèvent de la logique de confiance sont très diversifiées en termes de taille et de culture. Elles peuvent être considérées comme petites ou moyennes, entre 8 hectares pour la plus petite et 28 hectares pour la plus grande – cette donnée en hectares est purement informative et devrait, pour être significative, être pondérée avec le type de production et le nombre d'individus vivant des revenus de l'exploitation (voir partie 1). Ce type regroupe des exploitations horticoles, fruiticoles et hortifruiticoles des régions de Salto et de Las Piedras, mises en valeur par une ou plusieurs familles. Lorsque plusieurs familles sont à la tête de l'exploitation, deux cas de figures ont été rencontrés, soit les enfants se sont installés avec leurs parents, soit une fratrie, ayant reçu l'exploitation en héritage, a choisi de s'associer et de la gérer en commun. Notons que pour tous, l'exploitation provient d'un héritage familial.

- La pérennité de l'exploitation

Les producteurs de ce type, lorsqu'ils évoquent leur activité, centrent leurs discours sur la stabilité des revenus. Leur objectif est d'assurer la pérennité de l'exploitation car elle représente, pour la plupart, la première, voire même la seule, source de revenu de la famille. Ainsi, leur discours est construit sur la disjonction projection/aléatoire et leur argumentation porte sur les moyens qui rendent la projection possible et les obstacles et incertitudes qui la limitent.

Cette quête de stabilité n'implique pas une inertie des pratiques productives. Au contraire, les producteurs mettent en place de multiples stratégies (voir la définition de la notion de stratégie mobilisée dans cette thèse dans l'Encadré 5) très différentes les unes des autres, parfois antagonistes, pour stabiliser ou accroître sensiblement les revenus de l'exploitation.

Encadré 5 - Éléments de définition de la stratégie et de la tactique

En sciences sociales, la notion de stratégie fait l'objet de multiples discussions. Elle s'inscrit dans le débat sur les théories de l'action (évoqué succinctement dans la partie 1, voir 2.1.2. du chapitre 3) opposant les tenants du libre arbitre à ceux du déterminisme. Les travaux de Pierre Bourdieu, dans les années 1980, proposaient déjà une troisième voie à ces conceptions en forgeant le concept d'habitus et en y intégrant une dimension stratégique. L'habitus est défini comme le produit « des conditionnements associés à une classe particulière de condition d'existence », plus précisément, les habitus sont des « systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs des pratiques et des représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement « réglées » et « régulières » sans être en rien le produit d'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre. » (Bourdieu P., 1980 : 88-89). L'individu agissant est

certes calculateur mais il n'a pas une totale conscience des finalités de ces actes. Ces actions sont alors dépendantes des dispositions durables liées à son habitus et qui lui permettent d'agir au mieux pour lui sans toutefois avoir conscience de ce que cela signifie. L'habitus « est au principe de ces enchaînements de « coups » qui sont objectivement organisés comme des stratégies sans être le produit d'une véritable intention stratégique » (Bourdieu P., 1980 : 104). Ainsi, les « réponses de l'habitus [...] se définissent d'abord, en dehors de tout calcul, par rapport aux potentialités objectives, immédiatement inscrites dans le présent, choses à faire ou à ne pas faire, à dire ou à ne pas dire, par rapport à un à venir probable » (Bourdieu P., 1980 : 89). Le plus fin stratège, selon Pierre Bourdieu, est celui dont les actions sont adaptées au champ – entendu comme partie de l'univers social ayant sa propre structure au sein de laquelle s'instaure un rapport de force entre les individus qui y occupent une position spécifique – dans lequel agit : « les stratégies les plus rentables sont le plus souvent celles que produit, en deçà de tout calcul et dans l'illusion de la sincérité la plus « authentique », un habitus objectivement ajusté aux structures objectives : ces stratégies sans calcul stratégique procurent à ceux dont on peut à peine dire qu'ils en sont les auteurs un profit secondaire d'importance, l'approbation sociale qui est assurée à l'apparence du désintéressement. » (Bourdieu P., 1980 : 104n). La composante inconsciente de la stratégie à poser beaucoup de problèmes notamment pour l'opérationnalisation du concept d'habitus, plus particulièrement dans le passage entre l'habitus et les pratiques (De Certeau M., 1990 ; Dewerpe A., 1996 ; Costey P., 2004). Cet écueil loin de clore le débat sur la rationalité des acteurs a conduit de nombreux chercheurs à privilégier la dimension structurale de la proposition de Pierre Bourdieu.

Face à ce manque d'opérationnalité pour analyser les actions des individus sur le terrain, Michel de Certeau propose de distinguer deux types de pratiques : les stratégies et les tactiques (De Certeau M., 1990). Pour lui, la stratégie et la tactique sont des actions calculées et la présence ou l'absence d'un « propre » les différencie les unes des autres. Le propre est une base à partir de laquelle l'individu peut gérer ses relations avec l'extériorité. Il lui permet de capitaliser des avantages acquis antérieurement, utiles pour envisager l'avenir et préparer ses actions futures et lui assurer une certaine indépendance vis-à-vis des effets de la conjoncture. Au contraire, l'absence de propre oblige l'individu à agir dans l'instant, sans possibilité de construire un projet global, sans possibilité de considérer l'extériorité dans l'action. La tactique recouvre donc le domaine de la ruse. Selon Paul Costey cette définition de la tactique se rapprocherait de la définition de la stratégie de Pierre Bourdieu, cependant, cela ne semble pas si évident puisque ce dernier inscrit la stratégie dans l'ordre de la régularité alors que l'impossible capitalisation évoquée par Michel de Certeau renvoie à l'ordre de la surprise, l'action perd de son efficacité dès lors qu'elle est reproduite. Dans cette thèse, les deux notions sont employées distinctement dans le sens proposé par Michel de Certeau.

Sources : Bourdieu P., 1980 ; 1986 ; De Certeau M. 1990 ; Dewerpe A. 1996 ; Costey P., 2004)

Cinq d'entre elles, qui peuvent être menées de manière simultanée ou successive (en fonction de la situation et des expériences passées du producteur), semblent remarquables. La première consiste en la diversification des productions, elle a déjà été expliquée précédemment (voir le discours de Dario S., Extrait d'entretien 7). À travers la diversification, les producteurs cherchent à limiter les risques de faillite que pourrait engendrer la dépendance à une seule production. Cette stratégie s'oppose à la seconde, la spécialisation dans une ou plusieurs productions qui représente un moyen pour le producteur de faire des économies d'échelle et d'acquérir toutes les compétences techniques pour produire au mieux les cultures dans lesquelles il se spécialise. La troisième stratégie, compatible avec les deux précédentes, est la reconversion progressive des vergers ou vignobles en plantant de nouvelles variétés plus adaptées au goût des consommateurs ou de jeunes arbres de variétés déjà présentes. Avec cette

reconversion les producteurs espèrent obtenir une production de meilleure qualité et augmenter leurs bénéfices, soit en commercialisant localement à un prix plus élevé un produit fini de meilleure qualité (voir le discours d'Alfredo P., Encadré 4), soit en exportant. L'exportation représente d'ailleurs un idéal pour nombre de producteurs de ce type, cependant, aucun d'eux n'a, au moment de l'entretien, de contrat commercial durable avec l'étranger bien que certains aient eu quelques expériences d'exportation. Les deux dernières stratégies ont trait à la gestion de la main-d'œuvre. La transformation des modes de production peut être assortie d'une rationalisation dans la gestion de la main-d'œuvre à la faveur d'une réduction des coûts telle que l'a opérée Dario S. en recentrant le travail sur la main-d'œuvre familiale (voir Extrait d'entretien 7). Dans le cas des héritiers, la reprise en main de l'exploitation par les enfants peut également être un moment de rupture avec d'anciennes pratiques, le discours est alors centré, comme le fait Federico P. qui a repris avec son frère l'exploitation horticole de son père, sur l'opposition entre la gestion raisonnée actuelle et la mauvaise gestion des parents (voir Extrait d'entretien 8).

Extrait d'entretien 8 - Rationalisation de la gestion de la main-d'œuvre dans le discours de Federico P.

« **Federico P. :** On a amélioré le système de travail... qu'est-ce que j'en sais ? Avec le personnel, c'était un autre système de travail. Moi, je travaillais différemment avant d'avoir ma famille, tu vois. Je travaillais et c'était pour autre chose, après, tu dois travailler pour la famille, avec une autre mentalité. Mais je dis, maintenant ça s'est beaucoup amélioré ici. Ici, nous avons été assez mal économiquement, nous sommes arrivés à être... du fait d'une mauvaise gestion... neuf, dix personnes travaillant ici et plus encore...

Aude : Tu peux me raconter un peu...

Federico P. : Là, c'était quand mon père était, tu vois, en charge de ça, c'est-à-dire ça n'a pas été des années qui ont été bonnes, des années plutôt mauvaises et avec beaucoup de gens qui travaillaient, tu vois, avec le travail beaucoup d'argent partait en salaire et ce n'était pas rentable, ce n'était pas non plus nécessaire, mais nous, moi par exemple, j'étais petit, tu vois..., travailler, je travaillais mais je n'entretenais pas, **je n'avais pas pris les rênes** non plus, il y avait un responsable ici, c'était mon père qui... qui donnait les ordres et il y avait un responsable et moi, j'étais là, mais le responsable, c'était lui qui parlait. Là, quand on s'est aperçu que cela allait mal et tout, je, tout c'était déjà passé et c'est là que j'ai pris en main la gestion, tu vois... maintenant, avec trois, quatre personnes, tout peut très bien se faire.

Aude : Pourquoi cela ne s'est pas fait avant ?

Federico P. : Et je ne sais pas, beaucoup de gens travaillant ensemble sans que personne les contrôle, ils ne font rien, ils se mettent à discuter ou quoique ce soit entre eux et il ne te font rien... je suis continuellement en train de contrôler aujourd'hui et je sais que ça fonctionne et mon père dans ce sens ne l'a pas bien géré et le responsable qu'il avait qui était plus ou moins celui qui les gérait, était un employé et c'est tout, il se centrait sur son bien être. »^{xiii} (Entretien avec Federico P., zone hortifruitière de Salto, 2007).

La dernière stratégie utilisée pour stabiliser les revenus familiaux est la pluriactivité au sein du couple ou des familles qui vivent de l'exploitation. Comme cela a été observé en Europe, la femme, appartenant à la main-d'œuvre dont le travail sur l'exploitation n'est pas rémunéré, trouve un emploi à l'extérieur et subvient aux besoins quotidiens de la famille

indépendamment des revenus de l'exploitation. En temps de crise, l'un des membres de la famille peut également être amené à travailler à l'extérieur de l'exploitation, comme ce fut le cas du frère de Federico P. au milieu des années 1990.

Cependant, aussi diversifiées que soient ces pratiques productives, elles répondent toutes à un impératif de possibilité et de connaissance. Les producteurs opposent donc leurs pratiques assurant la stabilité, ils font ce qu'ils peuvent et savent faire, à celles des producteurs en faillite qui se sont lancés dans des activités qu'ils ne pouvaient ou ne savaient pas faire. Le verbe savoir fait ici référence à deux formes de connaissances différentes : la transmission d'un savoir familial sur plusieurs générations et l'acquisition d'un savoir par la pratique (soutenue par l'aide d'un ingénieur agronome). Dans l'extrait de l'entretien de Juan Carlos B., maraîcher spécialisé dans la production de tomates, la pérennité de l'exploitation, associée à la stabilité des secteurs de production et à la maîtrise des techniques qu'ils impliquent, est inscrite dans une dynamique de progrès et opposée à la disparition des producteurs girouettes dont les choix varient au gré des conjonctures (voir Extrait d'entretien 9).

Extrait d'entretien 9 - Logique de possibilité-stabilité dans le discours de Juan Carlos B.

« **Juan Carlos B.** : Les productions, nous, nous allons toujours devoir faire des changements, tu vois, nous avons toujours été des producteurs qui tentaient d'innover. Je dis, au jour d'aujourd'hui, c'est ce que nous faisons, bien que nous terminions toute l'amélioration, nous entretenons le capital et au jour d'aujourd'hui, on l'augmente. Si demain, la tomate, par exemple, on en plante beaucoup, il n'y a pas d'exportation, ça s'entasse, bon, il faudra changer de secteur, pour cela, en horticulture il n'y rien de stable, il me semble, l'horticulteur doit être... doit connaître tous les secteurs horticoles. Nous, par exemple, nous faisons de la salade et on a arrêté de le faire, nous avons arrêté pour un problème opérationnel parce que nous avons vu que ce n'était pas rentable. Mais je dis, nous ne le faisons pas non plus en fonction, comme des producteurs, je dis, je ne vais pas planter en fonction du fait qu'une chose vaille plus que l'autre. Le plus important c'est que toi **tu puisses** t'occuper de la culture, que toi **tu puisses continuer** à t'en occuper, à améliorer tous les mécanismes, donc cela t'amène à la longue à aller mieux que celui qui a planté parce que l'an dernier ça rapportait. L'horticulteur qui travaille en fonction de ce qui s'est passé, ce producteur n'est pas un bon producteur. Le producteur stable, en horticulture, c'est parce qu'il a suivi, c'est le producteur qui va rester, **celui qui reste** constant avec sa production, avec son système, en le rénovant oui, en lui incorporant toute nouvelle technologie qui arrive, en changeant les variétés peut-être mais pas en faisant de la salade parce qu'elle rapporte cette année. »^{xiii} (Entretien avec Juan Carlos B., zone hortifruitiicole de Las Piedras, 2006).

Le discours de Juan Carlos B. montre, par ailleurs, que le stock de connaissances n'est pas une force d'inertie, puisqu'il n'empêche pas le producteur de faire des expériences dont les risques sont mesurés car elles n'engagent pas un changement radical des pratiques. Elles sont reconduites ou abandonnées selon le résultat obtenu comme cela fut le cas de Dario S. quand il a planté une plus grande parcelle de fraises (voir Extrait d'entretien 7). Si les verbes savoir et pouvoir sont employés pour exprimer une même logique de stabilisation de la production de l'exploitation, le verbe pouvoir renvoie plus particulièrement aux possibilités financières des producteurs. Son emploi est également l'occasion pour eux de marquer leur appartenance à un

groupe, celui des petits producteurs ayant peu ou moins de possibilités que les entrepreneurs. Cette appartenance leur permet de justifier la lenteur des processus de reconversion, comme le fait Alfredo P. lorsqu'il expose le coût de reconversion de son exploitation viticole (voir Encadré 4). En effet, la reconversion d'un verger ou d'un vignoble implique des années blanches – sans récolte donc sans revenu – ce que ne peuvent supporter les petits producteurs qui ont besoin d'une rentrée d'argent régulière.

En outre, cette logique de stabilisation est complétée par la recherche de la simplification des tâches de l'entrepreneur. Plusieurs stratégies ayant un lien très étroit avec les possibilités et les connaissances du producteur (voir paragraphe précédent) sont mises en œuvre pour faciliter son travail. La stratégie principale est l'externalisation d'une partie des tâches afférentes à la production et à sa commercialisation. Les producteurs vendent une partie ou la totalité de leur production à un intermédiaire. Trois degrés d'externalisation différents ont été distingués. Le premier consiste à se libérer de toutes les tâches hors de la production. Celle-ci est vendue sur l'arbre ou dans le champ à un entrepreneur qui se charge, avec ses employés, de récolter, conditionner et commercialiser. Le deuxième degré correspond à la vente de la production après la récolte à une entreprise qui la conditionne et/ou la transforme puis la commercialise. Le troisième degré implique davantage le producteur puisque seule la vente est externalisée. Après tri et conditionnement au sein de l'exploitation, la marchandise est confiée à un tiers, commissionnaire (*comisionista*), qui, comme son nom l'indique, prend un pourcentage sur la vente. Une autre stratégie de simplification du travail du producteur le conduit à externaliser une partie du recrutement et de la gestion du personnel à un *contratista* ou *empresa contratista*, entrepreneur (généralement entreprise unipersonnelle), responsable d'une équipe de travailleurs (son rôle est explicité dans la suite de ce chapitre). Juan Carlos B., dans l'Extrait d'entretien 10, se soucie de s'épargner non seulement la recherche et l'embauche du personnel (« on l'a dit ») mais aussi le contrôle de l'accomplissement des tâches (« toi tu ne restes pas là »). En effet, ce moyen évite au petit producteur l'éparpillement de ses activités puisqu'il est souvent seul à gérer l'exploitation.

Extrait d'entretien 10 - La simplification de la gestion du personnel dans le discours de Juan Carlos B.

« **Juan Carlos B.** : Nous, la cueillette, la récolte, c'est toujours avec des saisonniers, on paye à la quantité, on paye au rendement. Les plants d'oignons, par exemple on donne à la quantité, on travaille avec des gens saisonniers, c'est ponctuel dans l'année, ce n'est pas tout le temps. Là quand il faut arracher une parcelle de tomates qui s'est terminée, on s'adresse à des gens saisonniers, trois, quatre, on dit qu'une équipe vient. Un responsable avec trois, quatre, cinq et ils font le travail et on leur paye et ils s'en vont. Par exemple, nous, nous avons nettoyé pour faire des oignons, **on l'a dit** à un saisonnier, à une personne, un responsable d'équipe, ce responsable est venu avec huit types et deux jours de nettoyage et il est parti, il nous a pris 1500 pesos pour nettoyer, il a terminé et nous lui avons donné les 1500 pesos et il est parti, le travail a été de deux jours. [...] Ça c'est un peu pour un problème opérationnel, je dis, non ? Parce que toi, je dis, par exemple, dans l'exploitation, toi tu dois faire le travail justement ici, donc toi **tu**

parles avec la personne et tu expliques le travail, mais pour que **toi tu ne restes pas là**, parce que tu dois aller à d'autres endroits, cette personne reste responsable, c'est cette personne la responsable du travail. C'est pour ça, pour ne pas être là à contrôler les gens, toi tu gères une personne, tu ne dois pas parler avec dix personnes, cette personne est responsable de ceux qu'elle amène, c'est lui qui connaît les gens, moi, je ne connais pas bien les gens, je ne connais rien de plus que le responsable. Ce n'est pas si facile non plus, il y a des équipes meilleures, des équipes pires, mais c'est une forme dont on a pu voir qu'elle donne des résultats et en plus, je te dis que tu as dix personnes pendant une journée et non dix jours une personne. [...]

Aude : Tu as toujours embauché des équipes ?

Juan Carlos B. : Non, nous, nous sommes arrivés à l'équipe parce qu'on a fait de plus grandes cultures [...], quand toi, tu crois, tu ne peux pas le faire, nous, nous avons vu que c'est également satisfaisant bien que la production ne soit pas aussi bonne parce qu'ils ne peuvent pas réussir... c'est-à-dire parce que là, tu crois et il y a plus de rentabilité, toi ce que tu cherches c'est un peu plus de volume. »^{xiv} (Entretien avec Juan Carlos B., zone hortifruticole de Las Piedras, 2006).

Les producteurs qui appartiennent à ce premier type construisent donc leur discours sur le besoin de se projeter et d'anticiper l'avenir. Ils ont pour cela consolidé les bases de leur exploitation, à partir de leurs ressources et compétences en simplifiant leur travail et en bâtissant des relations avec la main-d'œuvre fondées sur la confiance ce qui leur assurent une certaine stabilité.

- Relation à la main-d'œuvre fondée sur la confiance

La logique de confiance à partir de laquelle se construit le discours sur la main-d'œuvre implique, dans la pratique, la mobilisation prioritaire des membres de la famille disponibles : la femme lorsqu'elle n'est pas employée à l'extérieur, les enfants qui ont souhaité rester sur l'exploitation, voire la génération précédente si elle peut encore travailler. La main-d'œuvre familiale est reconnue comme étant la plus efficace et la plus rigoureuse comme le sous-entend Juan Carlos B. dans la phrase « nous nous avons vu que c'est également satisfaisant bien que la production ne soit pas **aussi bonne** » où il oppose la réalisation des tâches par la famille à celle par les saisonniers (voir Extrait d'entretien 10).

Néanmoins, tous les producteurs de ce type embauchent de la main-d'œuvre extérieure à la famille. Avec elle, la relation s'établit également sur une logique de confiance. Celle-ci repose sur l'interconnaissance. Les salariés permanents, tout comme certains saisonniers qui reviennent chaque année, travaillent depuis longtemps avec ce producteur. Grâce à un ancrage local remontant à plusieurs générations, le réseau relationnel professionnel des producteurs est dense. Les travailleurs potentiels de la zone connaissent les exploitations. Dès lors, pour remplacer un salarié qui a quitté l'exploitation ou pour les saisons, le producteur n'a qu'à activer ce réseau pour recruter son personnel. Ce réseau se compose d'ingénieurs agronomes avec lesquels il a des contacts (qu'ils soient *asesores* ou non), de producteurs de la zone, dont certains intègrent son groupe de travail, de salariés permanents présents sur son exploitation, de *contratistas* avec qui il a déjà été amené à travailler ou, simplement, d'habitants de la zone. Dans

ce dernier cas, il s'agit là plus d'un réseau d'interconnaissance que d'un réseau relationnel professionnel car, bien que le producteur en soit le centre dans le cadre de cette recherche, les individus qui le constituent ont des liens les uns avec les autres en dehors de la sphère professionnelle. La dimension locale dans laquelle il s'est construit renforce d'autant plus l'interconnaissance. Ce vaste réseau aux liens multiples et multiformes offre une garantie sur la qualité du salarié recruté car la proximité spatiale –entendue comme coprésence (Lussault M., 2007) – accroît le contrôle social. Les employés permanents choisissent les individus qu'ils recommandent à leur employeur afin de ne pas risquer de rompre le lien de confiance qui les lie à ce dernier. De même, employer un *contratista*, frère d'un collègue du groupement auquel appartient le producteur, assure une certaine qualité dans l'accomplissement du travail. En outre, le recrutement de travailleurs dans la zone proche de l'exploitation assure un contrôle social dépassant le champ professionnel et élargi à la communauté d'habitants. Cette association interconnaissance/contrôle social est exprimée à plusieurs reprises et largement développée en fin d'extrait du discours de Richard P. (voir Extrait d'entretien 11). Au moment des récoltes, employer des jeunes locaux appartenant à son réseau relationnel impose un respect des règles de travail par les jeunes du fait du contrôle social implicite qui le sous-tend. Par ailleurs, Richard P. mobilise un ensemble de disjonctions qui participe également à la justification de l'emploi de ces jeunes. La première disjonction renvoie à la qualification professionnelle, contrairement au personnel spécialisé qui est employé ailleurs, les jeunes sont disponibles à cette période de l'année et, la seconde, à l'attitude dans le travail, à l'inverse des « vieux », les jeunes sont disposés à apprendre le travail.

Extrait d'entretien 11 - Recrutement et contrôle social dans le discours de Richard P.

« **Richard P.** : Nous essayons que ce soit... comment je peux t'expliquer... que ce soit des personnes connues, ça oui, du quartier, que toi tu puisses, comment je peux te dire... **être sûr** qu'ils vont venir ou que oui, ils savent déjà travailler si ce sont des jeunes... Nous, nous avons eu l'habitude dans l'entreprise, nous avons toujours pris beaucoup de jeunes. Parfois par nécessité, tu sais pourquoi ? Parce que les gens qualifiés sont quasiment déjà toujours employés toute l'année, c'est clair, non ? Donc, il y a quelques gamins, disons des étudiants, qui sont en âge de travailler, pas vrai ? Ils étudient, ils sont au lycée, certains sont à la faculté et comme ces mois sont les mois où les cours diminuent, donc, il y a toujours une offre de leur part. Eux t'offrent du travail, donc toujours des connaissances, tout comme nous avons toujours pris des gens jeunes pour travailler. Un avantage, le jeune apprend rapidement, je dis, comment je peux te dire... il est plus disposé, si toi tu lui expliques quelque chose, à apprendre que l'homme plus vieux disons. En réalité au moment du pic de travail comme à cette date ici, des gens qualifiés tu n'en trouves plus comme s'ils étaient pris par d'autres gens, non ? [...] Et je te dis, j'essaie qu'ils soient de la zone, c'est-à-dire que ce soient des connaissances pour le traitement plus que... disons que **je les connaisse** et que **je sache** s'ils peuvent venir ou ne peuvent pas venir, je sais qu'ils ne vont pas mentir, qu'ils ne vont pas manquer parce que je les ai tout près, comme ça, je leur fais comprendre qu'ils s'engagent à travailler et qu'ils doivent venir, tu me comprends ou s'il se passe quelque chose, j'ai leurs parents tout près pour... parce que **beaucoup de parents demandent, me demandent** : « comment ça va le personnel ? » »^{xv} (Entretien avec Richard P., zone hortifruitière de Las Piedras, 2006).

L'importance de ce réseau de connaissances local s'observe également dans la difficulté, voire parfois le refus, des producteurs de se rendre dans les quartiers périphériques des villes pour recruter des travailleurs alors qu'ils savent qu'il y existe de la main-d'œuvre disponible. En effet, l'absence de réseau structuré préalablement est assimilée, comme le fait Dario S. (Extrait d'entretien 7), à une perte de temps. La seule circonstance dans laquelle le producteur peut aller rechercher du personnel dans des zones qu'il connaît peu ou mal est la pénurie de main-d'œuvre.

Lorsque la qualité de la main-d'œuvre repose sur la confiance, les employeurs valorisent davantage le comportement du salarié que sa qualification. Comme le signale Richard P. pour les saisonniers qu'il embauche, l'absence de qualification est palliée par l'apprentissage en situation, de ce fait les producteurs du type 1 y attachent moins d'importance. Au contraire, le comportement qui renvoie à la personnalité de l'individu est déterminant dans la relation de travail. La fidélité, « je leur fais comprendre qu'ils s'engagent à travailler et qu'ils doivent venir » (voir discours de Richard P., Extrait d'entretien 11), représente donc l'unique exigence de ces employeurs. Elle suppose une présence régulière sur l'exploitation et un faible absentéisme, une implication dans le travail se traduisant par une rigueur dans l'exécution et ne nécessitant pas la vérification du producteur et, enfin, une flexibilité du temps de travail en fonction des besoins de l'exploitation. Néanmoins, cette logique peut apparaître dans le discours de certains producteurs comme une stratégie de substitution s'assurant des qualités morales de leurs salariés à défaut de leur qualification puisque les travailleurs les plus compétents sont employés par « d'autres gens » (voir discours de Richard P., Extrait d'entretien 11). D'autres discours associent d'ailleurs la notion de qualification aux grandes entreprises hortifruitières ou industrielles. Par ailleurs, la fidélité implique une contrepartie, le producteur est plus souple sur les horaires en fonction des besoins des travailleurs, il autorise plus facilement les absences dès lors qu'elles sont signalées. Il peut également octroyer un logement au salarié et à sa famille, donner des avances sur salaire ou faire des prêts étudiés au cas par cas. La logique de confiance se fonde donc sur un compromis, c'est-à-dire des obligations réciproques implicites entre employés et employeurs. Elle répond complètement à la logique de stabilité recherchée par le producteur.

La relation entre producteurs et travailleurs peut alors être qualifiée de paternaliste au sens de Michel de Coster, elle est directe – il y a peu ou pas d'intermédiaire entre le patron et ses employés –, elle est construite sur une « loyauté au travail » de la part de l'employé plus que sur la stimulation à la productivité et implique une « responsabilité sociale » de l'employeur qui peut intervenir dans certains domaines de la vie personnelle des salariés (De Coster M., 1999)⁴⁴.

⁴⁴ Michel de Coster a synthétisé les différentes « politiques en matière de main-d'œuvre » menée par les entreprises à partir de l'utilisation de deux variables : la « fonction managériale », qui renvoie à « la division fonctionnelle et technique du travail et est sous-tendue principalement par des préoccupations d'efficacité » et la « fonction

Cette acception du paternalisme se distingue nettement de celle du paternalisme industriel défini par Gérard Noiriel. Le paternalisme industriel devait endiguer le problème du déficit de main-d'œuvre. Pour cela, le patron s'arrange pour instituer un contrôle total sur la main-d'œuvre tant dans la sphère professionnelle que dans la sphère privée. Construisant des logements, des services basiques (commerces, santé, éducation), il palliait les lacunes de l'État et s'assure la reproduction de la main-d'œuvre (Noiriel G., 1988). Cette définition relevant d'un mode de domination traditionnel profondément inégalitaire a souvent contribué à délaissé l'approche paternaliste dans l'étude des relations professionnelles car elle était jugée comme archaïque et vouée à disparaître avec la généralisation du contrat de travail, autrement dit de la « domination légale-rationnelle » signe de modernité (Lamanthe A., 2008). Au contraire, loin d'être signe d'archaïsme, Annie Lamanthe montre que le maintien de certains aspects du paternalisme peut se conjuguer avec des formes très actuelles de gestion des ressources humaines comme la flexibilité telle que la flexibilité quantitative interne ou la flexibilité quantitative externe, ce qui vient d'ailleurs d'être démontré pour les producteurs du type 1.

▪ *Logique de difficulté (type 2)*

Les producteurs dont les discours sont construits sur une logique de difficulté ont des caractéristiques de taille identiques à ceux du type 1. Néanmoins, en termes de production et de localisation, elles apparaissent beaucoup moins diversifiées. Il s'agit de producteurs horticoles (diversifiés ou spécialisés) dont les exploitations se situent dans la zone hortifruitière de Salto. De cette apparente homogénéité, il ne faut tirer aucune conclusion car le nombre des représentants de ce type est trop faible, seuls trois producteurs parmi les vingt deux rencontrés ont des discours qui relèvent de cette logique. Cependant, il a été essentiel de distinguer cette logique des autres malgré sa faiblesse numérique et son caractère transitoire. À la différence des autres producteurs, le discours entier, à la fois sur l'exploitation et sur la main-d'œuvre, est construit à partir de la logique de difficulté. Toutes les tactiques (voir la définition de la notion de tactique mobilisée dans cette thèse dans l'Encadré 5) mises en place par les producteurs visent à surmonter les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien dans leur activité. S'ils y parvenaient, la logique de difficulté qui organise tout leur discours serait remplacée par une autre logique⁴⁵.

intégratrice » qui a trait à la « communauté de travail qui résulte de cette organisation » (De Coster M., 1999 : 170). C'est à partir de ces deux variables qu'il distingue quatre modèles de politique de main-d'œuvre dont le paternalisme. Les trois autres modèles sont le modèle mécaniste qui est abordé dans la suite de la thèse, le modèle des relations humaines et le modèle bureaucratique, non évoqués ici puisqu'ils n'apportent rien à la compréhension des pratiques des producteurs du secteur hortifruitière uruguayen.

⁴⁵ Remarquons que les quatre types de logique qui ont été repérés sont perméables. Certains producteurs sont à la marge entre le type auquel ils appartiennent et d'autres types. Ils peuvent basculer d'un type à l'autre si leur situation se transforme.

- Incertitude économique des petits producteurs

En apparence très proches du type 1, les producteurs du type 2 connaissent ou sortent juste d'une situation économique compliquée. L'exploitation est à peine rentable et cette vulnérabilité la rend plus sensible aux aléas. Le problème de rentabilité est d'autant plus prégnant dans les entretiens que les producteurs ont connu des situations meilleures. Les discours sont organisés sur la disjonction avant/maintenant et relatent la dégradation de la situation économique de l'exploitation. L'entretien d'Enrique G. est considéré comme l'entretien noyau du type 2. Autour de lui se sont agrégés les entretiens des autres producteurs du type, il est donc mobilisé prioritairement. Jusqu'à la crise de 2002, qui a eu des conséquences dramatiques sur son exploitation, Enrique G. exploitait non seulement la totalité de ses 7,5 hectares de terre mais plantait également sur les terres de sa sœur qui possède l'exploitation contiguë à la sienne. Depuis, il a abandonné la production sous serres, il n'a plus les moyens de les entretenir, et ne cultive plus que plein champ ou sous des micro-tunnels dont les bâches de protection sont réutilisées chaque année (voir Extrait d'entretien 12).

Extrait d'entretien 12 - Incertitude économique dans le discours d'Enrique G.

« **Enrique G.** : Bon... moi... fils de producteur... et petit fils de producteur parce que mes arrières grands-parents étaient aussi producteurs... Je suis allé comme tout le monde... j'ai commencé avec l'école... j'ai terminé avec le lycée professionnel comme je t'ai raconté... j'ai fait mécanique et tourneur... et... malgré tout ça... [...] Et là c'était quand je suis venu travailler avec mon père parce que... lui, un jour, il m'a dit que moi ici j'allais produire et j'allais être patron et non employé... donc... en tant que fils de producteur ça me plaît ce que je fais et bon... je suis venu travailler. Les premières années... **ça allait bien**, avant 90... 1990... jusque là à peu près **ça marchait bien** parce que les producteurs pouvaient plus ou moins bien produire et vendre leur marchandise. **Après...** il y a eu une baisse... parce que beaucoup de choses importées sont entrées et ça a baissé les prix des choses d'ici et on travaillait difficilement. Ce qui était d'ici valait peu, ce que l'on produisait ne se vendait pas... on jetait de la marchandise... et bon... et en plus de tout ça le climat ne nous a pas aidé... et il nous a porté préjudice et à chaque fois nous sommes revenus... en arrière... donc... au jour d'aujourd'hui... **je suis...** comme je t'ai dit un peu déçu de la... de produire et... de pouvoir travailler dans l'exploitation parce que... on ne vend pas bien... on ne produit pas bien et cela coûte cher parce que tous les intrants, toutes les semences, parfois beaucoup de médicaments sont tous importés et tout en dollars et nous nous vendons en pesos... et bon ça c'est un peu l'histoire... [...] Le gouvernement... devrait... nous aider un peu plus dans ce genre de chose et rechercher, pouvoir exporter et à ceux qui... pouvoir exporter et... bon je dis... ça serait une solution pour nous, nous nous ne pouvons pas... moi en tant que producteur je suis seul parce que mes enfants étudient... et **je ne peux pas** faire toutes ces choses... sinon je néglige ce que je suis en train de produire... ça ne... ça ne marche pas, tu vois ? Il devrait y avoir une aide supplémentaire... de la part du gouvernement... avoir plus de subventions quand les choses se perdent parce que je dis... nous, c'est encore comme gagner à la loterie... quand toi tu produis c'est la même chose que gagner à la loterie... non, non, non... il ne suffit pas de dire : « je plante et je produis et je sais que je gagne tant »... mensonge... ici... nous nous produisons encore pour voir si réellement nous allons arriver à nous faire assez d'argent ou non... une bonne récolte... ou il arrive quelque chose de climatique et... tu ne produis rien... tu produis la moitié ou moins... ou ça ne suffit pas pour rentrer dans tes frais... ça... donc je dis... c'est un peu comme à la dérive, non ? [...] Dans mon cas par exemple, **je ne peux pas** prendre un crédit... parce que les crédits

maintenant tu dois hypothéquer tes choses... avant ils te donnaient... le gouvernement avait un système qui passait par l'intermédiaire de la Banque de la République et... toi tu hypothéquais des outils de travail, le tracteur... maintenant tu dois hypothéquer... ton exploitation... et tu dois sortir parler avec un notaire... payer un notaire..., payer un tas de papiers qui coûtent un tas d'argent... pour pouvoir prendre... un crédit qu'au final entre le fait que tu payes le notaire, que tu payes une chose... et probablement tu y vas et tu prends peu d'argent... et ça ne te sert à rien... parce que tu dois payer tant de choses que... je dis... **ça ne suffit pas...** ça ne suffit pas... donc... à chaque fois nous nous... rétrécissons... à chaque fois...

Aude : Tu te rétrécis ?

Enrique G. : Je... je travaille moins... et... bon et après les rendements sont moindres, non ? Les revenus sont moindres...

Aude : Avant tu travaillais plus ?

Enrique G. : Évidemment ! J'avais de meilleures plantations, j'avais... de meilleures productions et comme je t'ai déjà raconté j'avais des serres... maintenant les serres, les piliers sont en train de se casser et les bâches sont en train de se déchirer et... je ne peux pas les remonter... et bon... et je fais d'autres plantations plus petites, non ?

Aude : Donc, sur la propriété que tu as, avant sur cette propriété plus de choses étaient produites...

Enrique G. : Évidemment, parce que moi... je dis... ici... ma propriété ce sont 7,5 hectares... mais ma sœur est voisine... ma sœur est là à côté... et la sienne ce sont 28 hectares... et comme je te disais... moi... parfois, je plante à moitié avec elle... pour certaines choses, elle m'aide et oui... non... parfois... si moi j'avais une production et... j'avais besoin d'un bout de terrain, elle me le prêtait... et je plantais sur sa partie... Moi... en l'an 2000, 2001, 2002... j'avais 14 000 mètres de serres... je travaillais... là... à peu près 8 ou 10 personnes... j'avais deux hectares de fraises... et je faisais d'autres plantations... »^{xvi} (Entretien avec Enrique G., zone hortifruticole de Salto, 2007).

Deux éléments connectés l'un à l'autre symbolisant la déstabilisation économique ressortent des discours. En premier lieu, la rentabilité semble aléatoire, notamment à cause du climat ou des maladies qui affectent les plantes⁴⁶. De nombreux producteurs des autres types font également référence à ces aléas, cependant, ils les évoquent pour justifier leur mode de gestion et non pour montrer les difficultés des producteurs, comme par exemple Dario S. lorsqu'il explique les causes de la diversification (voir Extrait d'entretien 7). En second lieu, la spirale de l'endettement, dont l'origine peut être la perte d'une récolte ou de plusieurs récoltes successives suite des événements climatiques ou sanitaires, conduit, comme le raconte Enrique G., à la disparition progressive des petits producteurs qui n'ont plus la capacité financière de mettre en valeur leurs terres (voir Extrait d'entretien 12). Par ailleurs, les producteurs du type 2 associent

⁴⁶ Il convient à ce propos d'évoquer le contexte local particulier dans lequel certains entretiens ont été menés. En effet, une partie des entretiens réalisés à Salto en juillet 2007 (dont celui d'Enrique G. et de Sergio M. qui appartiennent tout deux au type 2) l'a été après une forte gelée avec des températures négatives durant plus de quinze heures et un minima enregistré à -7°C alors que la moyenne des minima pour le mois de juillet (entre 1961 et 1990) est de 7,3°C (sources : *El pueblo de Salto*, 12 juillet 2007 et Dirección Nacional de Meteorología, 2010). En effet, Salto est région suffisamment chaude pour permettre une production sous serres et sous tunnels en hiver. Ce contexte de crise, une partie des producteurs (les moins bien équipés en termes de protection contre le gel) a vu sa production disparaître totalement au cours de cette gelée, et d'incertitude, en attendant que l'État statue sur l'état de catastrophe naturelle et débloque des fonds pour indemniser les producteurs, a probablement influencé le discours des producteurs.

tous leur situation à celle de l'ensemble des petits producteurs en employant tantôt le « je » tantôt le « nous ». Ils n'exposent pas là seulement leur déchéance mais celle de toute une catégorie sociale, les petits producteurs horticoles qui n'ont plus la maîtrise de leur devenir. En effet, dans le discours d'Enrique G., toutes les contraintes et tous les facteurs d'incertitude économique sont extérieurs à la gestion de l'exploitation. Les petits producteurs en général et les maraîchers en particulier dépendent des événements climatiques et des décisions politiques nationales.

L'État, acteur peu mentionné par les producteurs des autres types dans les discours relatifs à la situation et l'histoire des exploitations, entre alors en scène. Les producteurs font reposer sur lui tous leurs maux. Tout d'abord, l'État contrôle les prix et les maintient volontairement bas. Dès 1990, l'ouverture économique a conduit à une baisse durable des prix aggravée conjoncturellement. En cas de faible volume de production nationale, l'État autorise l'importation de marchandises étrangères afin de garantir un prix relativement bas au consommateur. Les producteurs locaux qui ont peu de production à vendre ne parviennent pas à rentrer dans leurs frais. Inversement, en cas de surproduction, les prix baissent et les producteurs peuvent être amenés à jeter de la marchandise invendable. Ensuite, l'État a dévalué la monnaie en 2002, et propulsé les producteurs qui avaient contracté des dettes en dollars dans une situation de surendettement voire à la faillite. À cela, ils ajoutent une ponction toujours plus forte en termes d'énergie, d'eau ou d'imposition qui augmente les coûts fixes de producteurs déjà affaiblis. Enfin, les producteurs exposent les mauvais choix du gouvernement, ce que fait Juan José U. en inscrivant son discours dans la disjonction « investissement dans l'horticulture »/« investissement ailleurs » (dans le bâtiment ou les aides sociales, voir Extrait d'entretien 21 sur ce dernier élément). Selon ce dernier, l'investissement dans l'horticulture favorise davantage l'emploi que n'importe quel autre secteur d'activité ce que ne comprend pas l'État puisqu'il investit ailleurs.

Malgré ces attaques, ils attendent beaucoup de l'État (voir Extrait d'entretien 13) qui apparaît comme un acteur providentiel pour ces producteurs très dépendants de la conjoncture économique globale.

Extrait d'entretien 13 - L'État, acteur providentiel dans le discours d'Enrique G.

« **Enrique G.** : Ici il y a des élections tous les cinq ans, en Uruguay, et bon... parfois... je dis... le gouvernement comment il va soutenir... ce gouvernement comment il va soutenir le producteur et il le fait en ce moment mais... je dis... nous allons voir... si ça se fait... »^{xvii} (Entretien avec Enrique G., zone hortifruitière de Salto, 2007).

Dans le même sens, et comme pour les producteurs relevant du type 1, si l'État est associé à l'espoir, l'exportation semble le seul avenir possible pour ces producteurs car le marché national, avec seulement trois millions de consommateurs potentiels, est trop étroit. Néanmoins, individuellement les producteurs ne peuvent rien, car les volumes qu'ils

produisent sont faibles. Ils envisagent alors l'association avec les autres producteurs comme un moyen d'atteindre cet objectif et de pouvoir pérenniser leur exploitation. Cependant, là encore, contrairement aux producteurs du type 1, les producteurs du type 2 ne peuvent s'engager dans ce type de démarche. Certains le justifient par l'individualisme uruguayen et l'incapacité des producteurs de mener une action collectivement, d'autres évoquent leur trop forte dépendance à l'égard du marché local. Par exemple, Enrique G., bien qu'il appartienne à un groupe de producteurs horticoles, ne peut pas approvisionner les camions qui partent pour le Brésil - lorsque des contrats sont obtenus par le groupe - car il est lié à un *acopiador*. Celui-ci lui fournit, à crédit, les semences et les intrants et il doit, en retour, lui vendre la quasi-totalité de sa production car les exigences pour contracter un crédit bancaire sont si importantes qu'il ne veut plus avoir à faire aux banques.

Le discours de ces producteurs est donc construit sur l'incertitude qui se traduit par une très forte dépendance vis-à-vis de tous les maillons de la filière en amont et en aval de la production. Néanmoins, plusieurs niveaux d'incertitude peuvent être distingués, certains producteurs entrevoient des possibilités économiques qu'ils sont susceptibles de saisir (Juan José U. et Sergio M.), d'autres, comme Enrique G., fondent leur discours sur la dérive. Dans ce cas, sans changement providentiel extérieur, l'exploitation est vouée à la disparation et le travail du producteur est assimilé à de « l'esclavage ».

Pour conclure, remarquons, que l'approche diachronique révèle les possibilités de perméabilité entre les types. Ainsi, la stabilisation financière de l'exploitation ouvre le passage entre ce type et le type 1. Le discours de Dario S., bien que bâti sur la logique pérennité de l'exploitation à partir de laquelle il peut envisager l'avenir et inscrire ses actions comme des choix et non plus comme des réponses à des difficultés, des éléments rappelant la logique de difficulté sont encore prégnants dans son discours.

- Difficultés de gestion de la main-d'œuvre

Cette fragilité économique a des répercussions sur la gestion de la main-d'œuvre et l'attention accordée à la qualité des salariés employés. Les producteurs sont confrontés à deux problèmes majeurs en matière de main-d'œuvre, d'une part, un taux d'absentéisme élevé et, d'autre part, une rotation importante. Ces problèmes sont dus soit au fait que le producteur ne parvient pas à fixer, c'est-à-dire à fidéliser les travailleurs alors que le travail requiert un personnel permanent sur l'exploitation, soit à des besoins intermittents en personnel du fait de ses difficultés économiques qui le conduisent à employer les travailleurs disponibles au moment où il en a besoin. C'est à partir de ces deux problèmes que les producteurs centrent leurs discours sur la logique de difficulté (voir Extrait d'entretien 14).

Extrait d'entretien 14 - Logique de difficulté dans le discours d'Enrique G.

« **Enrique G.** : Les gens, ils travaillent pour toi un mois, deux mois et s'en vont... et il n'y a pas d'accord... maintenant ils ne restent plus, celui qui reste toute l'année... c'est très difficile...

Aude : Ah oui ?

Enrique G. : Il y a des producteurs qui les ont parce que... ce sont de plus grands producteurs... ce sont **des gens qui peuvent** les payer plus... qui leur donnent plus de ce qui leur vient en fin d'année... parce qu'ils gagnent plus, tu vois... donc ils leurs donnent des étrennes... avec plus d'argent que ce que nous, nous pouvons donner et ces personnes restent. Mais après les autres... comme ça comme nous qui sortons pour trouver... là-bas en mars, en mai... en juin, en juillet... les gens... c'est comme-ci... il ne restait que celui qui... tu vois... celui qui ne sert pas, non ? L'autre est déjà pris... le meilleur travailleur...

Aude : Donc... les travailleurs que tu as là... sont des travailleurs... de mauvaise qualité ?

Enrique G. : Oui, oui, oui... maintenant il ne reste que les plus mauvais... Nous pouvons dire... parce que je dis... si toi tu es digne de confiance et que tu aimes travailler... toi tu vas essayer de trouver un travail toute l'année... et tu vas rester... et, remarque bien que ces gens... ce n'est pas qu'il n'y ait pas de travail... il y a du travail... partout... mais il y a des gens qui ne veulent pas travailler... pour le moment ils restent pour sortir... pour ça... parce qu'ils payent tant... pour une chose ou pour une autre... et ils vont rechercher dans les alentours et ne travaillent pas... donc ça ce sont les gens que nous nous trouvons parfois et on les amènent parce que... plus ou moins nous les payons un peu plus qu'ailleurs et... une chose et l'autre et bon... »^{xviii} (Entretien avec Enrique G., zone hortifruitiicole de Salto, 2007).

Les problèmes de personnel découlent, selon les producteurs de ce type, de leur manque de compétitivité avec les autres producteurs. Le discours d'Enrique G. est construit sur la disjonction « je peux »/« ils peuvent » (voir Tableau 9).

Tableau 9 - Inégalités face à la qualité de la main-d'œuvre dans le discours d'Enrique G.

	« Je peux »	« Ils peuvent »
	Moi ; les petits producteurs en difficulté	Plus grands producteurs
Emploi attractif	NON (informel ; instable ; moins rémunéré)	OUI (formel ; stable ; plus rémunéré et avec des primes)
Main-d'œuvre	Gens disponibles Gens qui restent pour le moment	Meilleur travailleur Travailleur qui reste

Source : Entretien avec Enrique G., zone hortifruitiicole de Salto, 2007.

Enrique G. ne propose que des emplois flexibles, informels – qu'il justifie par ses difficultés économiques et l'impossibilité de payer les charges – et faiblement rémunérés, bien que le salaire soit fixé avec les employés. À l'opposé, les plus grands producteurs peuvent offrir des salaires plus importants, déclarés et verser une prime en fin d'année. La conséquence de ces inégalités se répercute sur la qualité de la main-d'œuvre. Ne pas pouvoir proposer des emplois attractifs conduit ces producteurs à embaucher la seule main-d'œuvre disponible, une main-d'œuvre instable qui ne souhaite pas travailler. À cela s'ajoute également la faible compétence du personnel donc la perte de temps dans la formation continue des nouveaux ouvriers aux modes de faire de l'exploitation.

Cette disjonction est associée dans le discours de Sergio M. à une autre disjonction intégrant une dimension temporelle « avant, c'était plus facile »/« maintenant, c'est difficile de comprendre ces gens »^{xix}. Sergio M., installé dans la région de Salto, possède une exploitation spécialisée dans la production de tomates et de poivrons dont il a été obligé de vendre des parcelles à la suite de la perte de plusieurs récoltes. Actuellement, il aurait besoin d'employer cinq salariés permanents pour faire fonctionner l'exploitation dans de bonnes conditions. Il explique au cours de l'entretien qu'il y a deux ans, une partie de la main-d'œuvre stable a quitté l'exploitation. Certains de ces travailleurs sont partis dans le bâtiment dans la région de Montevideo, d'autres ont été embauchés localement comme cueilleurs pour la récolte d'oranges, emplois qu'il suppose mieux rémunérés. Depuis, les salariés qu'il emploie sont très instables, la rotation, tout comme l'absentéisme, est élevée. Contrairement aux producteurs du type 1, aucune relation de confiance ne peut être établie. Il ne connaît pas les travailleurs, il ne sait pas vraiment où ils habitent car il passe les chercher à un point de rendez-vous, d'ailleurs il explique que : « toi, tu passes par le lieu de rencontre et ils n'y sont pas ». Aucun contrat d'obligations réciproques hormis celui de la rémunération en contrepartie du temps de travail n'engage l'employé et l'employeur. En outre, il pourrait les embaucher formellement - il l'a d'ailleurs déjà proposé à certains de ces employés qui viennent depuis quelques mois - mais ces derniers ont refusé, certains afin de conserver leur liberté, c'est-à-dire d'avoir la possibilité de quitter l'exploitation quand ils le souhaitent, d'autres afin de cumuler les aides sociales et leur salaire. Ainsi, dans l'entretien de Sergio M. ce qui était facile avant correspond à la gestion d'une main-d'œuvre stable et s'oppose au comportement actuel du personnel face à l'emploi - instabilité, désir de gagner plus d'argent, incivilité vis-à-vis du producteur, par exemple en n'informant pas de la présence ou de l'absence - qu'il associe à l'incompréhension.

La logique de difficulté se retrouve également dans l'épuisement des tactiques pour tenter de stabiliser la main-d'œuvre. Les compromis que proposent Sergio M. ne fonctionnent pas puisque quelques mois après l'entretien, les salariés ont quasiment tous quitté l'exploitation. Juan José U., pour s'assurer la présence de l'ensemble des salariés le lundi, a mis en place une prime de présence pour les travailleurs qui viendraient les six jours de la semaine mais il reconnaît que c'est un échec. Enfin, l'entre-aide entre producteur, le recrutement par l'intermédiaire des réseaux d'autres producteurs ou l'embauche conjointe de main-d'œuvre semble pallier au moins temporairement le manque de main-d'œuvre permanente sans résoudre le problème.

▪ *Logique de maîtrise (type 3)*

Comme le type 1, les exploitations dont le discours des producteurs relève d'une logique de maîtrise sont très diversifiées. Elles regroupent des producteurs horticoles, fruiticoles, hortifruiticoles (dans les deux régions d'étude), viticoles (dans la région de Las Piedras), horti-agrumicoles (dans la région de Salto) qui possèdent des exploitations pouvant être qualifiées de moyennes et grandes selon le type de production (leur superficie s'étend entre 17 et 600 hectares). Quatre formes d'exploitation ont été repérées. Il peut s'agir de producteurs seuls, de producteurs installés initialement sur des exploitations distinctes et qui ont décidé de s'associer avec d'autres membres de leur famille (la fratrie), de grandes entreprises uruguayennes ou d'entreprises étrangères ayant investi dans le pays.

- Au-delà de la rentabilité, le contrôle de la filière

Les producteurs appartenant à ce type ont des revenus durablement stables et conséquents sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour investir dans de nouvelles terres et de nouvelles techniques de production afin de les accroître. L'importante capacité d'investissement les distingue des producteurs du type 1. En outre, ils ont pour objectif de réduire les coûts de production afin d'augmenter leurs marges. Cette situation économique a un impact fort sur la construction des discours sur l'exploitation. Ainsi, bien que les cultures, les tailles ou encore les modes d'entrepreneuriat soient très hétérogènes, les producteurs de ce type centrent tous leurs discours sur le contrôle de la filière qu'ils associent à la maîtrise de leur avenir. Le contrôle est donc une finalité explicite dépassant la cadre de la recherche de rentabilité ou d'expansion de l'activité qui ne peuvent, selon ces producteurs, véritablement s'obtenir qu'en asseyant leur domination sur la filière de production (voir le discours de José Luis F., Extrait d'entretien 15).

Extrait d'entretien 15 - Logique de contrôle de la filière dans le discours de José Luis F.

« **José Luis F.** : Nous... quand **nous avons commencé** à travailler après notre jeunesse... nous avons commencé séparés... nous sommes trois frères... nous avons commencé séparés... chacun en suivant son chemin et chacun avec sa famille... En 84, **nous avons décidé** de nous réunir... de nous associer... avec la possibilité d'aller vendre notre propre marchandise sur le marché... donc ça, ça a été un changement très grand et... duquel nous avons eu beaucoup d'avantages... pour cela... le changement... A partir de 84 nous avons commencé à travailler en tant que société de fait... les trois frères et jusqu'à aujourd'hui nous continuons... [...] Les débuts ont été comme ça... comme je t'ai dit... sans technologie... après... ça fait une vingtaine d'années que la technologie a commencé à apparaître... l'irrigation goutte à goutte, les serres et... toutes ces choses... et bon... ça a été une possibilité énorme de... croissance et d'amélioration. [...] Et bon... et tous les avantages qu'avait cette technologie sont arrivés et aujourd'hui... je crois qu'il n'y a pas quelqu'un qui ne l'a pas... non ? et celui qui ne l'a pas c'est parce qu'il est mal... donc je dis... ça a été des choses très positives... Et bon par là... nous continuons à travailler, les trois frères... en tant qu'associés... et **nous avons réussi** à arriver à la commercialisation directe, la nôtre, notre transport, et la production, c'est-à-dire... nous réunissons les trois... les trois choses, et entre nous, il me revient la partie production... l'autre est dans la partie conditionnement et transport... et l'autre est dans la vente... mais en plus ce n'est pas ça... c'est... ce n'est pas

seulement ça je dis... aussi aujourd'hui commence la quatrième génération, c'est-à-dire que l'entreprise... ils sont déjà en activité depuis de nombreuses années... un de mes fils... à Montevideo... dans la partie commerciale... le fils de mon frère... c'est-à-dire un autre neveu... ils sont ensemble... les deux dans la partie marché et deux nièces qui sont dans la partie contrôle dans l'usine de conditionnement... c'est-à-dire que la quatrième génération de... de ces Portugais continue... dans cette entreprise... nous la croyons très familiale et nous croyons que, pour ce type d'activité, les organisations familiales sont très importantes pour qu'elles fonctionnent...

Aude : Pourquoi ?

José Luis F. : Parce que c'est une activité... où il n'y a... comment je peux t'expliquer ? Il n'y a pas un produit... avec une valeur déterminée... ça ne signifie pas que si d'ici 100 paquets partent pour Montevideo... les 100 paquets ont été vendus et les 100 paquets au même prix... c'est-à-dire que... la différence... c'est-à-dire qu'il n'y a pas... c'est... dans l'économie et dans la valeur des produits qui est très variable donc... je crois que la confiance et le sérieux de faire les choses en se démenant pour l'entreprise, c'est-à-dire... en fonctionnant pour le meilleur de l'entreprise, c'est la meilleure manière de fonctionner. Seul il pourrait arriver que... que celui qui commercialise fasse les choses mal... ou plutôt à cause... d'une baisse des prix... et probablement celui qui est là, loin de là-bas... dise : « bon... celui-là il, a mal vendu »... et là il n'a pas l'esprit tranquille... non ? on pense qu'il n'a pas mal vendu... ce n'était pas que ça s'est mal vendu mais qu'il a fait quelque chose de mal... ce n'est pas pareil quand on a la tranquillité qu'il a fallu vendre mal parce qu'il fallait vendre mal... qu'il n'y avait pas de possibilité de la vendre mieux... c'est différent... donc la tête ici continue tranquillement, on continue confiant. Et après... à être face aux consommateurs. Aussi on apprend ce que le consommateur demande... ça c'est l'autre grande importance qu'il y a à être dans la vente... au-delà de tous les avantages qu'il puisse y avoir... pour les commissions que tu épargnes des ventes normales... et bon... le transport c'est pareil... tu offres un service à ta manière... tu n'es pas dépendant... ici on utilise beaucoup les chargements partagés... pour... Montevideo... parce que... ceux qui remplissent un chargement entier ne sont pas nombreux... donc les chargements sont partagés, qu'est-ce qui se passe quand le camion emmène ta marchandise ? Il emmène celle de six, sept ou huit... et ils ont à peine le temps pour arriver... et on commence à décharger ici et là... quand il y a un horaire... les camions partent tard... ils ont à peine le temps d'arriver... un peu rapidement... pour l'heure de la vente... et à l'heure de la vente... deux heures avant... ils ont deux heures pour décharger... et on doit décharger les sept ou huit, et quand la marchandise arrive à l'emplacement, il est tard... donc je dis... il y a une quantité d'avantages que... premièrement... remplir le service... tu vas direct à ton emplacement, non ? ta marchandise arrive en premier... et quand tu réussis... à avoir le volume qui te permet de remplir avec ta marchandise... évidemment que tu fais attention... tu donnes le meilleur service, le tien et... tu diminues les coûts aussi... »^{xx} (Entretien avec José Luis F., zone hortifruitière de Salto, 2007).

La logique de contrôle est conjuguée, dans tous les discours, avec l'indépendance commerciale ce qui signifie pour le producteur de ne pas employer d'intermédiaire pour la vente. Cette indépendance est associée à la volonté de limitation des coûts et, comme le souligne José Luis F. (voir Extrait d'entretien 15), à la garantie d'une vente de qualité. Cependant, la logique de contrôle est beaucoup plus vaste que la prise en charge de la commercialisation. Les producteurs la relient à la maîtrise de tout l'aval de la filière de production : le tri, le conditionnement, le transport et la vente de la marchandise. Le contrôle est considéré comme total à partir du moment où les producteurs n'ont plus recours à aucun intermédiaire entre eux et le consommateur. Le processus d'autonomisation est évoqué dans un discours construit sur un système d'oppositions à la fois diachroniques et qualitatives au sein

duquel les situations antérieures dans lesquelles se trouvait l'exploitation sont jugées moins satisfaisantes. Néanmoins, les producteurs adoptent une attitude réflexive en considérant ces étapes comme des passages obligés vers le contrôle de la filière. Ils affirment également leur position en opposant leur situation actuelle, favorable, à celle de producteurs dont la situation, parce qu'ils dépendent d'intermédiaires de traitement ou de vente de leur marchandise, est moins avantageuse.

L'autonomisation est décrite comme un processus qui nécessite du temps. Bien que les producteurs soient à des stades très différents du processus, ils suivent tous le même cheminement pour atteindre leur objectif. D'abord, ils prennent en charge la classification et le conditionnement des productions. Cette étape ne nécessite aucune infrastructure particulière et peut être réalisée dans l'enceinte de l'exploitation. Ensuite, pour les producteurs fruiticoles notamment, l'investissement dans une chambre froide, est un moyen de distanciation face au marché. Elle offre la possibilité de conserver la production donc de ne pas vendre pendant la saison, période à laquelle les prix sont les plus bas, et de capter de meilleurs prix. Par ailleurs, dans le cas des marchandises destinées à être transformées ou de la production d'une grande quantité de rebuts de produits frais, certains producteurs sont amenés à créer leur propre usine de transformation. Puis, les producteurs cherchent à prendre en charge la commercialisation. Une dissociation s'opère entre les producteurs horticoles et fruiticoles. Les premiers, dont le rôle fixé par l'État est prioritairement d'approvisionner le marché national, achètent un emplacement dans le marché de gros local (pour les producteurs de Salto) et/ou dans le Mercado Modelo de Montevideo (pour les producteurs des deux régions). Les seconds soit donnent la priorité au marché national et, dans ce cas, font les mêmes démarches que les maraîchers, soit tentent de s'insérer sur le marché mondial et recherchent des contrats avec des entreprises d'import-export étrangères. Notons à ce propos que les producteurs du type 3 se différencient nettement de ceux du type 1 ou 2 à propos du statut qu'ils accordent à l'exportation. Loin d'être considérée comme un idéal ou une échappatoire à un marché local trop étroit, pour certains, elle n'est pas évoquée, puisque leurs préoccupations se centrent sur la maîtrise de la filière à l'échelon national et, pour d'autres, elle est complètement intégrée à leur mode de fonctionnement puisque concrétisée. Enfin, l'investissement dans un moyen de transport assure plus de flexibilité aux producteurs qui investissent le marché national.

Parmi les producteurs de ce type, certains, qui ont depuis longtemps acquis le contrôle de la filière et sont insérés sur le marché mondial ont des objectifs d'exploitation plus proches de ceux du type 4, néanmoins, il a semblé plus opportun de les situer dans ce type du fait de leur mode de gestion de la main-d'œuvre.

- Maîtriser la gestion de la main-d'œuvre

Comme pour le type 1, les producteurs du type 3 accordent une importance particulière à la qualité de la main-d'œuvre qu'ils embauchent. D'ailleurs, la logique de confiance imprègne une large partie des discours des producteurs qui se trouvent dans une situation intermédiaire avec le type 1. Cependant, ils s'en distinguent nettement en construisant leur discours sur la maîtrise de la gestion du personnel. Ils exposent les moyens qui leur permettent de s'assurer la qualité des salariés tant du point de vue moral que de celui de la qualification et de l'accomplissement des tâches. En outre, la relation entre employeurs et employés repose moins sur le compromis que sur des décisions prises unilatéralement.

Le premier volet des stratégies mises en place vise à obtenir la présence quotidienne des travailleurs sur l'exploitation et la faible rotation du personnel. En premier lieu, pour limiter l'absentéisme, une partie des producteurs adopte une attitude paternaliste très proche de celle des producteurs du type 1, comme le raconte José Luis F. (voir Extrait d'entretien 5). D'autres, prennent à leur charge le transport de leurs employés, ils viennent les chercher à leur domicile chaque matin ou instaurent un intéressement sanctionnant l'attitude au travail et la régularité de la présence. En second lieu, pour remédier à la rotation du personnel, l'attention la plus importante des producteurs se situe au moment de l'embauche. Le recrutement des travailleurs ne se fait pas au hasard, le personnel fait l'objet d'une sélection selon de multiples critères. Pour Hugo V., la non-appartenance à son réseau professionnel élargi et la situation de recherche d'emploi, dans laquelle se trouve l'individu qui propose ses services directement au producteur, est perçue négativement induisant une attitude de méfiance qui se traduit par un refus d'embauche car il estime qu'avec ce moyen il n'a pas la possibilité de choisir le travailleur. Son discours est alors construit sur la disjonction « choisir un meilleur personnel »/« attendre que le personnel vienne » (voir Extrait d'entretien 16).

Extrait d'entretien 16 - Rôle actif du producteur dans le recrutement du personnel dans le discours d'Hugo V.

« **Hugo V.** : Ça me favorise pour plusieurs raisons de vivre en ville, l'une est la vente et l'autre... amener le personnel... c'est-à-dire... la propriété est à peu près à dix kilomètres d'ici... j'amène et je ramène le personnel... c'est-à-dire... mon personnel **je l'amène et je le ramène**... Bon... cela m'amène à choisir un personnel meilleur ...

Aude : Oui ?

Hugo V. : Évidemment... parce que quand tu te trouves à la campagne et que **tu attends** que le personnel vienne... vient... généralement celui qui n'a pas de travail... et c'est pour quelque chose parfois que... sans offenser... qu'il n'a pas de travail, ce n'est pas vrai ? bien que l'Uruguay ait eu beaucoup de crises et que beaucoup de gens soient restés sans travail. Bon, nous... à amener le personnel... nous avons un... disons... un personnel stable... c'est-à-dire... toute l'année le même personnel... d'ailleurs... ils sont de mon âge, ce sont des personnes qui sont dans l'exploitation depuis plus dix ans, c'est-à-dire, qu'il y a des personnes qui sont là depuis quinze ans... [...] Parfois le personnel que l'on prend... tu comprends ? s'il est comme ça à la recherche d'un travail... parce que du travail il y en a en Uruguay... celui qui veut travailler, il y

en a... Mais parfois il ne trouve pas de travail parce qu'il y a des choses qu'il n'aime pas faire... et nous, nous comprenons que c'est la volonté et lui... ils doivent avoir... avant tout de la volonté... même s'il fait mal... bon... mais il a eu la volonté de le faire... il y a des gens qui font mal parce que... disons... ils veulent le faire... »^{xxi} (Entretien avec Hugo V., zone hortifruitière de Salto, 2007).

Pour certains producteurs, cette stratégie est complétée d'un d'ancrage local fort dont la finalité est distincte de celle répondant à la possibilité de contrôle social identifié pour le type 1 (voir les discours de José Luis F. et de Luis P, Extrait d'entretien 5 et Extrait d'entretien 17). Luis P., directeur de la division agricole d'une grande entreprise viticole de la région de Las Piedras, explique que le recrutement local, qui dans son cas signifie un recrutement dans le village contigu à l'exploitation, est conçu comme un moyen de fidéliser la main-d'œuvre (voir Extrait d'entretien 17). L'accroissement de la distance entre le domicile et le travail est envisagé négativement. Il est associé à la multiplication des opportunités d'emploi qui aurait pour conséquence inévitable la perte des employés résidant le plus loin de l'exploitation dont la stratégie d'emploi supposée se fonderait sur une recherche de la réduction des coûts monétaires ou temporels de la mobilité liés à l'emploi.

Extrait d'entretien 17 - Recrutement local et rotation du personnel dans le discours de Luis P.

« **Luis P. :** Il y a de la rotation, pas beaucoup, mais il y en a. Mais aussi, je ne sais pas, il y a eu deux ou trois personnes ces derniers temps et maintenant ils me rappellent pour venir, ils veulent revenir. Ce qui se passe c'est que moi, parfois, je pourvois les postes de travail avec d'autres personnes et je n'ai plus de possibilités. Ça ne veut pas dire que ça ne soit pas le cas. Mais, en définitive, parfois ce sont des propositions très bonnes ou parfois notre potentiel est d'essayer de trouver des gens qui vivent bien le plus près possible de Juanicó. Éviter qu'ils aient des dépenses de ticket, des dépenses de temps dans leur transport, que ce soit ce qu'ils espéraient, qu'ils aiment faire ce travail et qu'ils soient proches du travail.

Aude : Donc, les gens stables...

Luis P. : Généralement, ils vivent quasiment tous dans le *centro [poblado]*, certains dans l'entreprise et d'autres dans Mevir (c'est un centre de construction de maisons où l'État fournit les matériaux), et bon, beaucoup vivent là. Normalement, au moment d'embaucher, en plus de la qualité de la personne, nous nous renseignons beaucoup sur d'où elle est, parce que parfois il y a des personnes très fidèles mais nous savons que c'est la première que nous avons le risque de perdre. »^{xxii} (Luis P., zone hortifruitière de Las Piedras, 2008).

En plus de cette vigilance au moment du recrutement, certains producteurs mettent également en place des actions pour retenir les salariés déjà présents sur l'exploitation, notamment lorsqu'il s'agit de travailleurs compétents non employés de manière définitive. Les producteurs transforment leur contrat de journalier en un contrat à durée indéterminée ou leur garantissent un travail toute l'année, limitant ainsi les conséquences de l'emploi à la journée et rentabilisant l'investissement en temps de sélection et de formation du personnel, ces travailleurs sont donc « saisonniers-permanents » ou « journaliers-permanents » (voir discours de José Luis F, Extrait d'entretien 18).

Extrait d'entretien 18 - Sécurité de l'emploi et rotation du personnel dans le discours de José Luis F.

« **Aude** : Et, comment vous fonctionnez ? Vous fonctionnez avec un *contratista* ou... vous recherchez vous-même... ou...

José Luis F. : Nous évitons... nous... quasiment tout le monde a un *contratista* dans ce cas, non ? parce que cela facilite la tâche du propriétaire... mais... nous nous avons un système... nous avons des gens saisonniers... qui ne sont quasiment plus saisonniers... je ne sais pas comment les appeler... saisonniers qui ne sont pas saisonniers parce que... nous essayons de les avoir toujours... mais ils n'ont pas de lieu où ils travaillent... comme je te disais... les autres chacun à son lieu... non... ceux-là... il y a 20, 25 personnes qui travaillent ici et là... où il y a du travail... pour ça... ils sont ambulants dans le sens où je les emmène là où il y a du travail... là où je suis en train de faire quelque chose de nouveau... où... je suis en train de planter où je suis en train de cueillir... donc ces gens... nous, nous les appelons « saisonniers » mais, en définitive, **nous essayons** qu'ils n'arrêtent jamais parce que nous les avons sélectionnés parce qu'ils savent faire les travaux et nous essayons qu'ils ne s'en aillent pas... donc... **nous créons** souvent du travail... pour les garder... c'est-à-dire... que nous faisons certaines cultures en y pensant... « bon, donc quand nous n'avons quasiment plus rien à faire... nous avons ça pour eux »... par exemple, les pépinières de fraises, non ?... qui se font en été... quand... il ne devrait rien y avoir à faire... il n'y a pas de récoltes et les cultures commencent juste à être plantées... la pépinière de fraises... nos propres changements... nous créons du travail pour... 20 personnes... donc c'est une manière... de les avoir... »^{xxiii} (Entretien avec José Luis F., zone hortifruitière de Salto, 2007).

Le second volet de cette logique de maîtrise se situe dans la professionnalisation de la main-d'œuvre. En effet, en plus de l'intérêt porté aux qualités morales des individus, les producteurs considèrent les compétences professionnelles comme un gage de la qualité du travail et de la production. Par conséquent, la professionnalisation est valorisée dans les discours, qu'elle ait été réalisée par formation interne ou qu'il s'agisse d'un savoir familial, collectif, transmis entre les générations. Dans leurs entretiens (voir Extraits d'entretien 19), Luis P. et d'Hugo V. mettent en avant soit le personnel de leur exploitation, soit la main-d'œuvre locale en les distinguant de celle des autres producteurs – les petits producteurs n'ayant pas les moyens de former leur personnel – et des autres travailleurs – travailleurs des autres régions ou journaliers n'étant pas embauchés à l'année par un *contratista*. En outre, la professionnalisation peut être considérée comme un investissement sur l'avenir (voir discours de José Luis F. Extrait d'entretien 18).

Extraits d'entretien 19 - Valorisation de la professionnalisation dans les discours de Luis P. et Hugo V.

Des ouvriers spécialisés dans l'entreprise

« **Luis P. :** Naturellement, il existe une catégorie, comment dire ? d'ouvrier spécialisé, c'est-à-dire qu'à l'intérieur des journaliers, que nous avons à Juanicó normalement, l'ouvrier commun, qui existe comme catégorie, à Juanicó, n'existe pas, c'est-à-dire quasiment tous doivent être responsables ou ouvriers spécialisés. Profil... si une personne n'entre pas avec, elle reste un temps, on le regarde, on l'analyse, on regarde le potentiel qu'elle a pour monter et bon, aux termes de deux, trois mois d'essai, elle doit pouvoir développer ça, pour être dans le groupe Juanicó. »^{xxiv} (Luis P., zone hortifruitière de Las Piedras, 2008).

Valorisation de la formation interne par les pratiques d'autrui

« **Luis P.** : Je ne sais pas combien il doit y avoir mais, en général, il y a beaucoup de gens qui manquent ou qui ont l'opportunité de travailler dans une exploitation à côté de là où ils vivent, qu'est-ce que j'en sais, Piuma a commencé à couper le raisin, donc, cinq restent parce qu'ils coupent toujours le raisin à Piuma, ils s'absentent deux jours, après ils reviennent là. Les gens d'ici, aux alentours, qui, naturellement, **ont besoin** d'urgence d'aller chercher, donc ils recherchent où sont les gens qui viennent de Juanicó pour obtenir... des petits producteurs, mais ce sont deux jours pas plus et naturellement tu vois une personne qui avait quarante et un [travailleurs dans son équipe], là il en a vingt deux. Que s'est-il passé ? Toi tu dis, il avait la maison louée, il devait loger des gens ou un producteur qui a besoin de gens, la première chose qu'il a fait est d'aller à sa maison et de faire partir les gens, à embaucher : « Moi je te paye un peu plus. Combien gagnes-tu, toi ? Quatre ? Je t'offre quatre et demi, cinq. » Oui. Ils ne s'inquiètent pas de comment ils vont réussir... organiser leur travail, sinon que c'est plus facile avec des gens d'un autre lieu... La même chose nous arrive avec le personnel stable. Comme **nous avons** différentes offres conseils de formation tout au long de l'année, qu'est-ce que j'en sais, comme des cours de taille, des cours de cueillette, des cours d'application de produits chimiques, tous différents. On les donne au niveau du groupe ou au niveau, je dis, nous directement. Bon il y a des fois où **nous le faisons** à l'extérieur, au ministère de l'agriculture et de la pêche, ils font une conférence, **nous y allons**, la faculté d'agronomie vient nous donner quelques cours sur la production intégrée, **nous amenons** le personnel, comme tutorer les plantes, reconnaître les maladies, pour que tout le personnel stable, les journaliers et les responsables sachent et connaissent le mieux possible les cultures.

Aude : Donc il se passe la même chose qu'avec les saisonniers...

Luis P. : Oui parce que c'est plus facile d'arriver à embaucher quelqu'un qui a déjà la connaissance de la formation. »^{xxv} (Luis P., zone hortifruiticole de Las Piedras, 2008).

Valorisation du savoir-faire local

« **Hugo V.** : Bon... Salto est un lieu... pour ça, nous sommes très favorisés... parce que... les gens **se sont transmis**... des producteurs qui sont allés dans d'autres départements me l'ont raconté... il n'y a pas une préparation... de... de... dans le cas du ramassage d'oranges... les gens... veulent ramasser des oranges, comme ça avec les mains et boom ! et non... ce n'est pas comme ça... de nos jours, on ramasse avec un sécateur... la calibre... il ne faut pas la presser... et bon... comme à Salto cela fait des années que l'on cueille l'orange, il y a une... descendance de pères en fils... comment on cueille l'orange... pour cela, les personnes que l'on emploie parfois... ces personnes généralement ont été de nombreuses années cueilleurs d'oranges... et... ils sont arrivés à une position... à être une entreprise... et on les emploie... »^{xxvi} (Entretien avec Hugo V., zone hortifruiticole de Salto, 2007).

Pour les producteurs du type 3, la logique de maîtrise de la gestion du personnel repose donc sur une attitude active du producteur quant au comportement individuel et à la compétence professionnelle afin d'obtenir un travail de qualité. Les actions qu'ils entreprennent et qui sont décrites dans les entretiens à l'aide de diverses formes verbales - « nous faisons », « nous amenons », « nous créons », « nous avons » - témoignent, à l'inverse des producteurs du type 2, de leur contrôle de la gestion de la main-d'œuvre.

▪ *Logique de quantité (type 4)*

Les producteurs dont les logiques d'action répondent à un impératif de quantité sont distinguables par la taille de leur exploitation, moyenne ou grande (entre 70 et 5350 hectares), et par la spécialisation productive qu'elle soit effective ou en cours. Cette spécialisation dans une espèce, de fruits – tous les producteurs de ce type sont, à l'origine, des fruiticulteurs des deux régions d'étude –, peut être parfois accompagnée d'autres productions qui ne représentent qu'une infime partie de la superficie cultivée.

- Conserver sa position

Comme les producteurs appartenant au type 3, les producteurs du type 4 cherchent à obtenir ou à maintenir leur contrôle sur l'aval de la filière. Ces éléments ont déjà été précisés précédemment, ils ne font donc pas l'objet d'explicitation plus approfondies ici (voir type 3). Ils se distinguent cependant du type 3 par le fait que tous les producteurs sont insérés sur le marché mondial, bien que les degrés d'insertion soit très différents. Cette commercialisation à l'échelon international induit la recherche d'une certaine qualité de la production. Les discours de ces producteurs sont d'ailleurs organisés sur la dissociation entre le marché mondial comme débouché prioritaire (toute la production y est potentiellement destinée) et le marché intérieur comme voie secondaire sur lequel sont commercialisés les rebuts. Ils mettent alors en évidence les avantages du premier par rapport aux désavantages du second qui ne permet pas aux producteurs de croître mais qui semble néanmoins indispensable pour les marchandises non exportables.

Leur logique de contrôle se retrouve également dans les stratégies productives. Les discours sur les changements cultureux, qui révèlent une prise de risque modérée, sont en ce sens évocateurs. Les producteurs envisageant, ayant déjà, ou étant en constante reconversion d'une partie de leurs vergers, plantent de jeunes arbres dont ils sont sûrs que les fruits sont appréciés par la clientèle ou, s'ils parient sur les goûts à venir des consommateurs en plantant des variétés nouvelles, ils le font sur de petites parcelles avant de l'étendre à un verger entier. Parmi eux, quelques-uns investissent dans d'autres secteurs d'activité en ayant l'assurance de la vente de leur production. Ce fut le cas de l'entreprise de Washington G. qui a diversifié sa monoproduction d'agrumes en se lançant dans la production horticole, secteur qui ne lui était pas familier, pour répondre à une demande locale des grossistes salténiens. En revanche, certains changements sont jugés risqués par ces producteurs, même si d'autres se sont aventurés dans cette brèche. Leonel R. explique que l'entreprise d'agrumes, au sein de laquelle il est directeur de la production agricole, ne destinera pas une partie des terres à la plantation de myrtillers, production qui a commencé à se développer en Uruguay à la suite d'un accord

commercial avec les États-Unis⁴⁷. Le risque est élevé car il repose d'une part sur l'existence d'un seul marché d'exportation ce qui rend les producteurs totalement dépendants de celui-ci et d'autre part sur l'absence de marché local, car il s'agit d'une production allochtone que les Uruguayens n'ont pas l'habitude de consommer, ce qui ne permet pas de vendre les rebuts.

Les stratégies productives sont donc élaborées à partir d'une logique de consolidation de la position de l'entreprise dans la filière en sécurisant les débouchés des productions.

- Gérer la quantité

Pour les producteurs du type 4, la gestion du personnel sur l'exploitation doit répondre à l'impératif d'exportation ce qui induit des pratiques particulières. Dans le secteur agrumicole saltenien, par exemple, les producteurs mettent l'accent sur les conséquences du développement des exportations dans la planification quotidienne du travail. Outre le respect de normes internationales sanitaires, des règlements sur les conditions de travail et la qualité des marchandises qu'elle impose, l'exportation a conduit à transformer le mode de récolte. Pour éviter leur décomposition entre le moment de récolte et celui de la consommation dans les pays importateurs, les fruits doivent être secs ce qui implique de ne les cueillir qu'une fois la rosée matinale évaporée ou de ne pas le faire par temps pluvieux. À cela s'ajoute une sélection des fruits selon les exigences des importateurs obligeant les entrepreneurs à changer de mode de rémunération, c'est-à-dire à payer à la journée et non plus au rendement. La rémunération au rendement favorise la rapidité d'exécution au détriment de la qualité du travail. Les producteurs insistent donc sur les contraintes nouvelles liées à l'exportation.

Par ailleurs, l'élément central du discours sur la main-d'œuvre est la logique de quantité. Les producteurs dont les exploitations ont une taille très importante doivent recruter et organiser une main-d'œuvre abondante. La plus grande entreprise appartenant à ce type emploie quelques 450 salariés permanents et, durant la récolte, plus d'un millier de journaliers travaillent sur les différentes parcelles. À ce propos, notons que pour les producteurs agrumicoles de la région de Salto qui plantent de nombreuses variétés d'agrumes, une donnée supplémentaire s'ajoute, celle de la longue durée de la période de récolte. Selon les années, la saison peut s'étendre de février à octobre, avec une pleine activité de mars à septembre. Dans les discours, la logique de quantité est associée à la notion de coût du travail. Les producteurs insistent sur le fait que, pour eux, le coût de la main-d'œuvre est plus élevé que pour d'autres exploitations car leur taille et leur notoriété leur donnent une plus grande visibilité que les petits producteurs. De ce fait, ils font l'objet d'une plus grande surveillance ce qui les contraint à déclarer tout leur personnel. L'importance du coût de la main-d'œuvre est également mise en avant lorsqu'ils évoquent l'absentéisme. Ils le jugent très onéreux puisqu'au-delà de quinze jours

⁴⁷ L'importation de myrtilles uruguayennes par les États-Unis a débuté en septembre 2007.

travaillés dans le mois, ils sont contraints de verser les charges sociales pour le mois entier. La convocation du problème de l'absentéisme relève ici d'une logique économique qui contraste avec celles de la fidélisation et de la qualification de la main-d'œuvre évoquées par les producteurs des autres types.

La gestion d'une importante quantité de travailleurs implique donc des stratégies particulières de recrutement et de gestion sur l'exploitation. Les producteurs privilégient pour cela un recrutement dans les zones périphériques des villes où la main-d'œuvre prête à venir travailler dans les exploitations est abondante. En outre, le recrutement dans ces quartiers facilite la logistique d'acheminement de la main-d'œuvre vers les exploitations. En effet, la plupart des grandes entreprises affrètent des bus qui parcourent la ville de part en part pour le ramassage des cueilleurs d'une même équipe. Le trajet est donc interurbain. À l'inverse, s'ils devaient recruter les travailleurs dans l'espace rural, les distances parcourues par les bus seraient beaucoup plus grandes alors que le nombre de travailleur potentiel est faible. Par ailleurs, la plupart du temps, les producteurs font appel à des *contratistas* pour se charger d'une partie ou de la totalité de la main-d'œuvre saisonnière. Dans leurs discours, les producteurs expliquent que l'emploi de *contratistas* n'est pas inhérent à la grande entreprise mais que c'est un recours qu'ils ont utilisé à la suite d'un problème de mise au travail des salariés survenu dans l'activité. Dans le discours de Washington G., l'externalisation de la gestion du personnel est associée non seulement à la mise au travail des salariés et au gain de temps pour l'employeur mais également à la réduction des coûts lorsqu'elle est comparée à celle du matériel agricole (voir Extrait d'entretien 20).

Extrait d'entretien 20 - L'externalisation facteur de simplification du travail et de réduction des coûts dans le discours de Washington G.

« **Washington G.** : On a externalisé d'abord parce que les gens étaient très difficiles à mettre au travail. Nous avons peu de temps à consacrer aux gens. Nous n'avions pas d'autres moyens, ça ne voulait pas se résoudre et c'est difficile de former des personnes pour diriger les gens. Donc, nous avons externalisé un peu, les équipes... on a essayé d'externaliser, prendre une personne qui a son entreprise organisée, toute tranquille avec tout et cette personne a résolu le problème. Il se charge seulement de ces gens, il commande tout et nous continuons avec une seule personne. [...]

Aude : Tous les saisonniers sont sous-traités ?

Washington G. : Oui... c'est compliqué, c'est compliqué avec la personne responsable, ça, nous l'avons tenté parce que nous aimerions avoir des gens de l'entreprise, mais non... non... c'est difficile de former des gens, nous les avons envoyés à des formations, mais ils travaillent bien cent jours en tant que contremaître, la personne indiquée comme contremaître, elle a travaillé bien cent jours, cinquante jours et après, tout, il commence à défaillir, il y a des moments difficiles dans son travail et ça se complique un peu. La personne qui a une entreprise de sous-traitance, ça lui sert, parce que si elle n'a pas ça, son entreprise s'arrête. Nous, nous ne pouvons pas être à côté des gens, nous faisons autre chose, on est dans les affaires. Je te dis même plus, nous externalisons jusqu'au matériel, nous externalisons le matériel. Aujourd'hui, nous n'achetons plus de matériel, aujourd'hui, nous n'en achetons plus, nous externalisons... parce que l'externalisation, le type à qui tu externalises, nous essayons que le coût du travail nous soit

un peu moins cher, non ? Nous faisons un coût qui nous permet de continuer, parce qu'il a sa rentabilité, le type qui externalise doit être rentable et l'autre chose que nous avons vu, c'est que, nous, le matériel est impeccable, propre, rangé, tout. Là-dessus nous sommes très clairs. Parce que nous, dans l'entreprise, nous avons des normes de certifications et elles sont exigeantes en matière d'externalisation, elles sont très claires. »^{xvii} (Entretien avec Washington G., zone hortifruitière de Salto, 2006).

Les producteurs d'agrumes de la région de Salto distinguent alors nettement une période, « avant », où la gestion interne était possible, de la période actuelle, « maintenant », où ils sont contraints de sous-traiter le recrutement et la gestion du personnel à des intermédiaires. Ce mode de fonctionnement apparaît comme un compromis entre le coût du travail et la mise au travail. Il est important de rappeler les événements déclencheurs de cette nouvelle stratégie. En 1996, le Sindicato Único De Obreros Rurales Agroindustriales (SUDORA) est créé. À partir de cette date, il mène des luttes pour dénoncer les conditions de travail et de rémunération des cueilleurs d'oranges au moyen de grèves actives (en refusant de travailler, en empêchant les travailleurs de monter dans les bus des entreprises qui les conduisent normalement sur les exploitations) ou de marches (par exemple la marche de Salto à Montevideo en avril 1998) paralysant le travail dans les exploitations.

Ainsi, contrairement au type 3, les qualités morales des travailleurs ainsi que les compétences professionnelles apparaissent moins importantes car, d'une part, l'externalisation du recrutement et de la gestion du personnel sur l'exploitation transpose le problème aux *contratistas* et, d'autre part, le volume de main-d'œuvre brassé est si important que la rotation et l'absentéisme ont des effets plus limités. Cette logique renvoie donc au modèle mécaniste de politique de ressources humaines, exposé par Michel de Coster, dans lequel l'individu n'est qu'un « rouage ». Le lien avec l'employeur n'est alors que contractuel et « pécuniaire » et aucun engagement moral des deux parties n'est exigé (De Coster M., 1999).

3.2.2. Des représentations sociales à la faveur de la stigmatisation des journaliers résidant en ville

▪ Représentations différenciées des salariés permanents et des journaliers

Les discours des producteurs ont révélé l'existence de plusieurs formes de personnel : les membres de la famille, les salariés permanents, les salariés permanents-saisonniers, les saisonniers, etc. Chacune de ces formes fait l'objet d'une description mettant à jour les systèmes de représentations sur lesquels se fondent la différenciation entre les catégories, plus particulièrement entre les travailleurs permanents et les autres – que l'on peut regrouper sous le vocable de journalier⁴⁸. Victor Rau, dans une étude de la segmentation du marché du travail

⁴⁸ La dénomination de journalier fait référence aux salariés rémunérés à la journée embauchés temporairement, soit occasionnellement, soit saisonnièrement. Les journaliers employés durablement par un producteur sont donc exclus de cette acception car, bien qu'ayant le même statut, ils bénéficient d'une certaine sécurité de l'emploi ce

dans les exploitations hortifruitières des Bouches-du-Rhône, a montré que les représentations différenciées des salariés reposent sur la qualité du travail variant selon l'appartenance ethno-culturello-linguistique (Rau V., 2007). Ainsi, les producteurs dressent une hiérarchie ethnique des salariés selon la qualité de leur travail : les Équatoriens arrivent désormais en tête, supplantant les Maghrébins, tous deux étant très loin devant les Français. Si la compétence professionnelle est importante, il a été aussi expliqué précédemment que les qualités morales (le comportement dans et hors du travail) étaient primordiales pour nombre de producteurs rencontrés dans le cadre de cette thèse. Il a donc été distingué plusieurs composantes participant à la construction des représentations. La première relève de la compétence et de la qualité du travail accompli. La seconde a trait aux qualités morales. Elle se décompose en deux sous-ensembles : la qualité morale en lien avec l'attitude sur le lieu travail et au travail – les producteurs mobilisent des éléments à propos de l'éducation, de la stabilité dans l'emploi, de l'absentéisme, du respect de la hiérarchie et plus précisément du producteur – et les choix de vie des travailleurs. Ces composantes permettent aux producteurs de construire une relation binaire reposant sur l'opposition entre une représentation positive participant à la valorisation des uns, les salariés permanents, les « bons » travailleurs, et une représentation négative conduisant à la dévalorisation des autres, les salariés temporaires, les « mauvais » travailleurs (voir Tableau 10). Parce que les qualités professionnelles et morales des « bons travailleurs » sont irréprochables, les producteurs adoptent avec eux une attitude de confiance alors qu'à l'inverse ils sont méfiants à l'égard de ceux qu'ils considèrent comme des « mauvais travailleurs » (voir discours d'Hugo V., Extrait d'entretien 16). Le Tableau 10 est une synthèse des représentations présentes dans les différents discours sur la main-d'œuvre.

qui les distingue des autres journaliers. Dans leurs discours les producteurs utilisent d'ailleurs les termes de « journaliers-permanents » ou de « saisonniers-permanents » pour les qualifier.

Tableau 10 - Caractéristiques des représentations sociales de la main-d'œuvre dans les discours des producteurs des zones hortifruitières de Salto et de Las Piedras

		Représentation positive	Représentation négative
Qualité professionnelle		<ul style="list-style-type: none"> - Le travailleur est compétent ; - Le travail est fait comme le producteur le souhaite ; - Le travailleur aime que le travail soit bien fait ; ⇒ Le producteur a une totale confiance dans la qualité du travail ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Grande variation de la compétence d'un travailleur à l'autre ; - Le travailleur est peu voire pas compétent, sans qualification et sans spécialisation ; - Il ne sait pas faire le travail comme le producteur le souhaite ; - Il travaille mal : soit pas assez vite (sa productivité est faible), soit sans rigueur ; ⇒ Le producteur doit le surveiller et vérifier son travail ;
Qualité morale	Éducation	- Le travailleur est bien éduqué, il a d'ailleurs été à l'école (parfois avec le producteur) ;	- Le travailleur est mal éduqué, son langage est grossier ; au sein d'équipes mixtes, il est irrespectueux envers les femmes ;
	Stabilité dans l'emploi	- Travailleur stable ;	- Travailleur ne faisant que passer ;
	Absentéisme	<ul style="list-style-type: none"> - Le travailleur n'est pas absent ; - Lorsqu'il doit s'absenter, il demande l'autorisation au producteur ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Le travailleur est souvent absent ; - Il ne travaille que quelques jours dans la semaine selon son envie ; - Il ne prévient pas le producteur de ses absences ;
	Relation hiérarchique	<ul style="list-style-type: none"> - Le travailleur est fidèle ; - Il témoigne de la reconnaissance envers l'employeur ; - Il respecte les décisions du producteur ; - La relation avec l'employeur peut s'étendre en dehors du travail ; 	<ul style="list-style-type: none"> - La travailleur a peu de relations avec le producteur ; - Il refuse de réaliser certaines tâches ;
	Choix de vie et de travail	<ul style="list-style-type: none"> - Travailleur contraint de travailler toute l'année pour faire vivre sa famille ; ⇒ Travailleur courageux et responsable ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Travailleur opportuniste : il est attiré par le gain (il ne recherche que des <i>changas</i> rémunérées à la tâche ; il change régulièrement d'employeur en fonction de la rémunération ; il quitte l'exploitation une fois qu'il a gagné la somme d'argent qu'il souhaitait ; il souhaite ne pas être déclaré pour pouvoir cumuler son salaire avec les aides sociales) ; - Le travail temporaire est un choix car il ne veut pas travailler toute l'année ; d'ailleurs, depuis l'instauration mesures sociales en faveur des plus démunis, il ne travaille plus ; ⇒ Travailleur paresseux et irresponsable ;
Dimension spatiale		Travailleurs recrutés préférentiellement à la campagne (même si certains peuvent résider en ville) ;	Travailleurs recrutés en ville, dans les quartiers périphériques ;
Dénomination		« Mes ouvriers » ; « mon personnel » ; « Bon travailleur »	« Ces gens » ; « eux » ; « Mauvais travailleur »

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

Quelques variations apparaissent entre les producteurs à propos des individus inclus dans les deux groupes. Les producteurs des types 2 et 4 ont tendance à généraliser la mauvaise qualité de la main-d'œuvre à l'ensemble du personnel qu'ils emploient. Cette généralisation dépasse le cadre du personnel de l'exploitation et vaut pour l'ensemble des salariés agricoles pour les producteurs du type 4 alors que les producteurs du type 2 sont convaincus qu'il existe des salariés compétents mais qu'ils sont employés ailleurs. Les types 1 et 3 opèrent, quant à eux, une distinction nette entre l'effectif permanent, embauché au sein de leur exploitation ou

ailleurs – dans une autre exploitation, dans une industrie voire travaillant toute l’année pour le même *contratista* –, et les travailleurs temporaires, occasionnels ou saisonniers.

Dans la plupart des discours, les représentations de la main-d’œuvre se fondent sur la disjonction « avant »/« maintenant » – à l’image du discours de Sergio M. rapporté dans le type 2 – à laquelle sont associées les variations de l’offre de travail dans le secteur agropastoral et de la qualité du personnel (voir Tableau 11).

Tableau 11 - Disjonction « avant »/« maintenant » dans les discours sur la main-d’œuvre

	« Avant »	« Maintenant »
Offre de travail	Plus de main-d’œuvre disponible	Moins de main-d’œuvre disponible
Qualité du personnel	Meilleure qualité	Moindre qualité
Qualification de la période	Mieux	Difficile

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

Une fois identifiées, il s’agit de comprendre à quoi ces deux périodes font référence. Selon les discours, elles ne signifient pas la même chose, deux temporalités différentes ont été dégagées pour chaque période. La première est une temporalité longue. L’« avant » peut alors renvoyer au moment de l’installation du producteur sur l’exploitation. Plus fréquemment les producteurs évoquent la période antérieure aux crises économiques (les années 1980 ou le début des années 1990). À cette époque, comme l’explique Dario S. au cours de son entretien, la main-d’œuvre était abondante, il existait une reproduction sociale des ouvriers agricoles. Tous les membres de ces familles ouvrières se dédiaient exclusivement à l’activité agropastorale. Il précise qu’à l’époque, les petits producteurs, dont la diversité culturelle était importante, étaient nombreux ce qui garantissait des *changas* durant une grande partie de l’année, assurant au journalier un revenu stable et au producteur une main-d’œuvre qualifiée puisqu’elle se spécialisait dans cette activité en circulant d’exploitation en exploitation. Au contraire, la période « maintenant » est caractérisée par la disparition d’un grand nombre de petits producteurs et la fermeture de nombreuses industries ce qui a accru le chômage. La durabilité de ce chômage au sein des populations peu qualifiées a eu pour effet la perte de l’habitude du travail : « le père est resté, le fils est resté, bon ce fils à eu des enfants et cet enfant n’a pas de travail, il fait un petit boulot et ils prennent ce qui vient »^{xxviii} (Entretien avec Dario S., Salto, 2007). La seconde temporalité est courte, l’« avant » correspond à la période de la crise du début des années 2000. Le taux de chômage était très élevé⁴⁹ et la main-d’œuvre prête à venir travailler dans les exploitations agropastorales était abondante. Les producteurs expliquent qu’ils n’avaient pas besoin d’aller chercher la main-d’œuvre car elle se présentait d’elle-même sur l’exploitation pour proposer ses services. En outre, aux points de ramassage sur les bords des routes, il y avait plus de personnes que nécessaire, le producteur pouvait alors choisir son personnel. Dans cette temporalité

⁴⁹ 15,3 % en 2001 ; 17 % en 2002 et 16,9 % en 2003 (INE, 2010).

courte, la période « maintenant » renvoie à la mise en place du plan d'urgence sociale (Plan de Atención Nacional a la Emergencia Social, PANES) par le ministère du développement social (MIDES), créé après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de gauche en 2005. Ce plan (abordé plus précisément dans le chapitre 5) a établi, entre autres, le versement, pendant deux ans, d'un revenu solidaire (Ingreso ciudadano) pour les familles les plus démunies. Bien que certains nuancent leur propos en reconnaissant les graves difficultés économiques qu'a pu connaître cette population, l'ensemble des producteurs rencontrés associe cette aide à une incitation à la paresse. Une partie d'entre eux attribue d'ailleurs la baisse de l'offre de travail à l'opportunisme des populations qui se contentent de survivre avec ce seul revenu (voir discours de Juan José U., Extrait d'entretien 21). Malgré cet ensemble de représentations négatives à l'égard des journaliers, quelques producteurs (parmi ceux des types 1 et 3) voient dans la baisse de l'offre de travail les conséquences de la reprise et la réduction de la main-d'œuvre disponible pour l'activité agricole propice à l'amélioration des conditions de vie de la société uruguayenne⁵⁰. La question de la vulnérabilité sociale est approfondie dans les chapitres 5 et 6.

Extrait d'entretien 21 - Disjonction travail/aides sociales, conjonction aides sociales/paresse dans le discours de Juan José U.

« **Juan José U.** : Actuellement, je ne sais pas, tu as entendu parler de... ce nouveau gouvernement qui a établi le plan d'urgence sociale **qui paye** 1333 pesos par mois à tous ceux qui sont en dessous du seuil de pauvreté. Donc, il y a beaucoup de gens... c'est un problème culturel bien plus que social. Il y a beaucoup de gens qui avec le thème du plan d'urgence, de ceux qui reçoivent les allocations sociales, je ne sais pas si tu sais ce que c'est, et après, **ce gouvernement leur donne** aussi un « panier familial », c'est disons un panier d'aliments (dix kilos de farine, de riz, d'huile) par mois, ils survivent, donc ils ne veulent pas travailler... Il y a tout type de cas... Il y a des gens par exemple qui te travaillent deux ou trois jours par semaine et avec ça c'est suffisant et ils ne te travaillent pas plus et généralement ceux-là sont ceux qui seront entrés dans le plan d'urgence. Comme ils arrivaient à vivre avec le salaire de deux ou trois jours, disons par semaine, ils ne travaillaient plus. [...] Aux gens, il ne faut pas leur donner le poisson il faut leur enseigner à pêcher, parce que les gens s'habituent à vivre sans travailler, donc c'est très difficile qu'ils reprennent l'habitude de travailler. Ce type de personne n'a pas l'habitude de travailler, ils travaillent pour survivre et ils ne retrouveront pas de travail. Ça, c'est tout un problème social [...], dans deux ans quand le plan d'urgence sera terminé, ils vont sortir dans la rue tenir des piquets de grève, ils ne vont pas sortir chercher du travail, ils vont sortir pour exiger du gouvernement qu'il **continue à leur donner** le plan d'urgence. »^{xxix} (Entretien avec Juan José U., zone hortifruitière de Salto, 2006).

⁵⁰ Il semble important de remarquer que le travail de terrain a été réalisé en trois étapes : mars-août 2006, juin-octobre 2007 et février-mars 2008. Ces moments sont ancrés dans des conjonctures économiques et sociales très différentes qui ont probablement influencé le discours des producteurs. En effet, les premiers entretiens ont été menés un an après la mise en place du nouveau gouvernement et le début du PANES. À cette époque le taux de chômage dépassait encore le seuil des 10 % (il était de 11,4 %, il avait néanmoins perdu 5,6 point depuis 2002). Les autres entretiens ont été réalisés alors que le PANES était déjà achevé ou en cours d'achèvement dans la majeure partie du pays et laissait place à d'autres programmes de justice sociale et non plus d'urgence (voir chapitre 5) et le taux chômage n'était plus que de 9,6 % en 2007. Source : INE, 2010.

Les représentations qui émanent de ces discours sont conformes aux représentations traditionnelles de la pauvreté reprise par Serge Paugam :

« celle qui met en avant la paresse ou la mauvaise volonté des pauvres et celle qui souligne, au contraire, l'injustice qui règne dans la société. L'explication par la paresse renvoie à une conception morale fondée sur le sens du devoir et l'éthique du travail. Dans cette optique, les pauvres sont en quelque sorte accusés de ne pas suffisamment se prendre en charge eux-mêmes et les pouvoirs publics n'ont donc pas à les aider davantage. Chaque individu est responsable de lui-même et seul son courage peut lui éviter de connaître la pauvreté. L'explicitation de la pauvreté par l'injustice renvoie, au contraire, à une conception globale de la société. Les pauvres sont avant tout les victimes d'un système qui les condamne. Dans cet esprit, les pouvoirs publics ont un devoir : aider les pauvres dans le sens d'une plus grande justice sociale. » (Paugam S., 2009 : XXI-XXII).

Les deux temporalités révèlent des variations conjoncturelles des représentations des travailleurs en situation de vulnérabilité sociale déjà mises en évidence par Serge Paugam et Marion Selz dans une étude menée à l'échelle européenne sur une trentaine d'années. Ils expliquent, qu'outre le développement ou non de l'assistance publique, la représentation sociale de la pauvreté varie selon que la région connaît une situation de crise économique ou, au contraire, de reprise voire de croissance (Paugam S. et Selz M., 2005) en analysant les causes que les enquêtés attribuent à la pauvreté. Ainsi, en temps de crise, la population apparaît plus compréhensive envers les plus démunis alors qu'en temps de croissance, elle se montre plus dure en les culpabilisant (Paugam S., 2009 ; Duvoux N. et Paugam S., 2008 ; Paugam S. et Selz M., 2005). Si le travail de terrain ne permet pas d'identifier clairement l'association pauvreté/compassion, les discours à propos des effets des aides sociales sur l'offre de travail d'une part (voir discours de Juan José U., Extrait d'entretien 21) et à propos des travailleurs se présentant sans référence sur l'exploitation d'autre part (voir discours d'Hugo V. Extrait d'entretien 16) cherchent à montrer la responsabilité individuelle des populations vulnérables.

▪ *Dimension spatiale des représentations : la main-d'œuvre urbaine en dernier recours*

L'analyse des conjonctions au sein des discours des producteurs a révélé, en plus de la stigmatisation d'un groupe social, la dimension spatiale des représentations qui renforce d'autant plus le dualisme au sein de la main-d'œuvre. L'explicitation des logiques de gestion de la main-d'œuvre des producteurs des types 1 et 3 dans le point précédent a démontré leur fort ancrage notamment à travers un recrutement préférentiellement local. Il serait d'ailleurs plus approprié de parler d'ancrage local rural. Les producteurs recrutent le personnel – notamment les employés permanents bien que certains, à l'image de Richard P., (voir Extrait d'entretien 11), agissent de même pour le recrutement des saisonniers – aux alentours de l'exploitation, dans l'espace rural dispersé ou dans les localités rurales. Dès lors, à la représentation positive du travailleur permanent s'ajoute celle du travailleur rural qui fait preuve, selon les producteurs, d'une habitude au travail rude qu'imposent les tâches agricoles, d'un grand dévouement au travail et d'une grande stabilité ce qu'ils justifient par la faiblesse des opportunités d'emploi en

milieu rural (voir 2.2.1. du chapitre 2). Ces populations sont considérées comme laborieuses, à l'opposé des urbains des quartiers périphériques. Si ces derniers peuvent être associés aux catégories laborieuses dans quelques discours, cela appartient au passé, à une époque où l'industrie uruguayenne prospérait et procurait des emplois à une large partie des habitants des quartiers périphériques des villes. Lorsqu'ils évoquent cette période, les producteurs qualifient les quartiers périphériques de « zones ouvrières », notamment autour de la ville de Las Piedras qui était une ville industrielle. Cependant, cette dimension historique n'est mobilisée que pour confirmer la dégradation actuelle des conditions de vie des populations anciennement ouvrières alimentant le processus d'exclusion (évoqué dans le paragraphe sur la temporalité longue). Les qualificatifs relatifs à la transformation des quartiers sont puisés dans le registre de la pauvreté : « quartiers marginalisés », « quartiers pauvres ». À l'inverse des ruraux, la représentation des travailleurs urbains se recoupe avec celle des populations pauvres. Ces individus se caractérisent par leur oisiveté, leur inaptitude pour le travail agricole, car ils n'ont pas de lien de filiation avec la terre, l'espace rural ou l'activité agricole, ainsi que leur relation intermittente avec le travail (voir discours de Leonardo T. et Roberto P., Extraits d'entretien 22).

Extraits d'entretien 22 - Représentations négatives des journaliers résidant en ville dans les discours de Leonardo T. et Roberto P.

Incompréhension de l'attitude des habitants des quartiers marginalisés

« **Leonardo T.** : Mais là où il y a de la main-d'œuvre en trop au jour d'aujourd'hui, c'est en ville ou dans les ceintures des villes que nous avons une très grande pauvreté, n'importe quelle ville d'ici, mais ces gens sont plutôt nés là, ils ont toujours été là et ces gens ne veulent pas aller travailler. Des gens je dis... C'est étrange mais il nous arrive... il nous arrive que... **tu penses** que tu vas et que tu offres du travail et tu vas avoir cette personne, même deux ou trois mois à travailler avec toi, comme travaille l'employé que j'ai moi, et ils viennent et travaillent, ils travaillent un mois et après **ils ne reviennent pas**, ils s'en vont ; eux, **ils préfèrent** être marginalisés dans la ville. »^{xxx} (Entretien avec Leonardo T., zone hortifruitière de Las Piedras, 2006).

« **Roberto P.** : « Celui qui habite en ville, s'il vendange, par exemple, ils calculent qu'ils se font un salaire de cent ou cent cinquante pesos, ça leur suffit et ils s'en vont à trois heures de l'après-midi, tu vois... ils n'ont pas... quand toi, tu cueilles les pommes, tu payes à la journée et ils font les heures, neuf heures de travail et voilà, ils ne s'en vont pas. Mais pour les vendanges où toi tu payes au rendement, tu payes le prix par caisse vendangée, **je ne sais pas** s'ils se fatiguent, si ça leur suffit ou ce qu'il se passe, tu vois, il y a des gens... Il y a des gens qui viennent pour travailler sérieusement, ils se font beaucoup d'argent, mais il y en a d'autres qui se font cent pesos, quatre-vingt pesos et s'en vont. »^{xxxi} (Entretien avec Roberto P., zone hortifruitière de Las Piedras, 2006).

Aptitudes et filiation avec le travail agricole

« **Leonardo T.** : En réalité il devrait y avoir de la main-d'œuvre disponible parce que nous avons probablement un chômage de... je ne sais pas... quelques douze pour cent. Mais quand tu déplaces ces gens qui sont sans travail parce qu'ils travaillaient dans une usine, parce qu'ils travaillaient dans une autre activité, dans un bureau et qui sont sans travail, ces gens, ça leur coûte de venir faire une activité qu'ils n'ont jamais faite qui est la plupart du temps à l'air libre, où il faut rester en plein soleil ou où il fait froid, donc ces gens préfèrent plutôt parfois attendre que les problèmes de leur usine ou de leurs emplois antérieurs trouvent une solution

avant de venir faire un autre type de travail qui exige un effort physique ou bien ils ne sont pas habitués à travailler dans les champs évidemment. »^{xxxii} (Entretien avec Leonardo T., zone hortifruitière de Las Piedras, 2006).

Pour Loïc Wacquant, la représentation de pauvreté, de paresse voire de dangerosité de ces populations des quartiers périphériques alimente l'exclusion car ils sont considérés comme « parias urbains » :

« C'est dans ces districts à l'aura sulfureuse, où les difficultés sociales s'accumulent et s'empirent, que résident les parias urbains du tournant du siècle. Ce qui leur vaut d'attirer une attention disproportionnée, et disproportionnellement négative, de la part des médias, des dirigeants politiques et des gestionnaires d'État. Ils sont connus, à l'intérieur comme à l'extérieur, comme les « zones de non-droit », les « secteurs à problèmes », les quartiers « interdits » ou « sauvages » de la ville, comme des territoires de privation et de déréliction qu'il faut craindre, fuir et éviter parce qu'ils sont – c'est du moins leur réputation mais, en la matière, la perception contribue puissamment à fabriquer la réalité – des foyers de violence, de vice et de dissolution sociale. Du fait du halo de danger et d'effroi qui les enveloppe et du mépris qui affecte leurs habitants, un agrégat bigarré de ménages démunis, de minorités déshonorées et d'immigrés indésirables, ils sont typiquement décrits, de haut et de loin, dans des tons sombres et monochromes. Et la vie sociale en leur sein semble partout la même : nue, chaotique et brutale. » (Wacquant L., 2006 : 5).

Ces représentations doublement négatives des journaliers résidant dans les quartiers périphériques de Salto et de Las Piedras n'excluent pourtant pas l'utilisation d'une main-d'œuvre urbaine. Cependant, elle semble répondre à une logique particulière de quantité et de nécessité. Au moment des pics de travail, principalement lors des récoltes, les producteurs embauchent des urbains, ils sont alors moins exigeants quant à l'absentéisme ou à la rotation du personnel, ce qui importe est la réalisation du travail (type 4). La main-d'œuvre apparaît alors comme un simple outil de production, elle est donc interchangeable (voir discours de José Luis F., Extrait d'entretien 23). Dans la partie 1, la ville avait été envisagée comme un réservoir potentiel de main-d'œuvre pour les producteurs installés à proximité, leur permettant d'exercer des activités demandeuses de personnel. Cependant, la mobilité des urbains n'apparaît pas si évidente. La logique de nécessité présente dans les discours des producteurs semble montrer que la main-d'œuvre urbaine n'est mobilisée qu'en dernier recours, lorsque la main-d'œuvre locale ne peut pas assumer toute la charge de travail. Les producteurs associent donc l'emploi de cette main-d'œuvre à un ensemble de contraintes. Elle impose au producteur d'aller rechercher des travailleurs dans des espaces qui leurs sont peu familiers. Certains doivent également prendre en charge le transport pour s'assurer de la venue des travailleurs. En outre, cette main-d'œuvre parfois impossible à régulariser parce que trop fluctuante risque de leur poser problème avec le renforcement des contrôles du travail (ce point est précisé dans le chapitre 5).

Extrait d'entretien 23 - Logique de nécessité dans le recours à la main-d'œuvre urbaine dans le discours de José Luis F.

« **José Luis F.** : Il y a beaucoup de gens qui viennent des villages... par exemple... de là, de la Colonia 18 de Julio [...] et après, on emploie beaucoup de main-d'œuvre... saisonnière aussi... ça c'est pour les récoltes, pour les repiquages... là on embauche de la main-d'œuvre saisonnière [...] quasiment tous ces gens sont... lamentablement des quartiers bien marginalisés... de la ceinture de la ville, non ? ce sont des gens vraisemblablement... avec peu d'éducation... déjà je te dis... [...] ce ne sont pas les gens de tous les jours... moi je peux te dire... que les gens qui travaillent tous les jours sont très éduqués... très... tu vois ?... mais il y a ne catégorie de gens qui ne s'accommodera jamais... **nous ne voulons pas** les avoir non plus dans les exploitations, non ?... **nous les amenons** quand il y a besoin de main-d'œuvre. »^{xxxiii} (Entretien avec José Luis F., zone hortifruitière de Salto, 2007).

La dimension spatiale de la représentation impliquant un recrutement des salariés permanents à la faveur de l'espace rural local sépare un peu plus les deux catégories de main-d'œuvre révélées par les entretiens et marque une certaine dualité au sein du marché du travail.

En plus d'être communes à tous les producteurs, malgré les quelques nuances selon les types, les représentations des journaliers, et des urbains en particulier, sont partagées par l'ensemble du secteur. En effet, lors des entretiens ou conversations avec les ingénieurs agronomes, ceux-ci véhiculent les mêmes représentations et mettent en exergue les difficultés de produire, notamment l'impossible planification des tâches, lorsque le producteur est confronté à une main-d'œuvre opportuniste et mouvante. Certains ingénieurs vont même jusqu'à entrevoir la décadence de l'Uruguay, déserté par les élites intellectuelles et les étudiants partis à l'étranger pour vivre mieux⁵¹ et où ne reste plus que les « pires travailleurs » – incompetents et paresseux (Discussion avec Gabriel et José, ingénieurs agronomes, stage de formation à la taille des arbres fruitiers, Salto, 2007). Le large écho de ces représentations accentue la stigmatisation des salariés agricoles temporaires urbains.

Pour conclure, si le bon travailleur est quasiment exclusivement associé à la main-d'œuvre permanente rurale, le mauvais revêt de multiples facettes, le plus souvent dévalorisées car incontrôlables : le saisonnier, l'occasionnel, le jeune qui travaille pour se faire l'argent de poche, le vieux qui complète sa retraite, le pauvre qui se complaît dans sa situation ne travaillant que quand il en a vraiment besoin et vivant des aides de l'État, l'urbain qui préfère zoner et fumer de la drogue, l'opportuniste appâté par le gain, etc. Il faut cependant dès à présent préciser que les caractéristiques négatives affectées à l'ensemble des travailleurs temporaires sont loin d'être corroborées par le travail de terrain mené avec les journaliers urbains des villes de Salto et de Las Piedras. Seul un type de journalier paraît correspondre (voir 3. du chapitre 7). Il semble alors que ce soit la minorité répréhensible visible plutôt que la majorité invisible qui participe à la construction des représentations sociales et à la

⁵¹ À la suite de la crise de 2002, l'Uruguay a connu une importante vague d'émigration. Le solde migratoire entre les deux derniers recensements, 1996 et 2004, est estimé à -117 211 individus (Macadar D. et Pellegrino A., 2007).

stigmatisation de tous. Dès lors, les caractéristiques afférentes au « bon » comme au « mauvais » travailleur sont utilisées pour justifier les pratiques variées de gestion de la main-d'œuvre au sein de l'exploitation. Les représentations négatives influencent le mode de recrutement du journalier, la place et les tâches que le producteur lui donne au sein de l'exploitation.

3.2.3. Déresponsabilisation des producteurs vis-à-vis des journaliers : consolidation de la dualité

Parce qu'ils veulent avoir à faire le moins possible aux travailleurs temporaires – « nous ne voulons pas les avoir non plus dans les exploitations » (voir discours de José Luis F., Extrait d'entretien 23) –, les producteurs agissent différemment selon le personnel concerné. Ce point s'attache à démontrer que leurs pratiques envers les salariés temporaires diffèrent de celles envers les salariés permanents. Elles participent de la déresponsabilisation envers les journaliers et consolident la dualité du marché du travail. La déresponsabilisation, qui renvoie à la faiblesse des devoirs du producteur envers ceux qui viennent travailler au sein de son exploitation, peut être comprise de trois manières distinctes. Tout d'abord, il peut s'agir d'un processus, c'est-à-dire d'un changement de pratiques qui tendent vers une moindre implication des producteurs. Ensuite, la déresponsabilisation peut signifier le résultat de ce processus. Enfin, elle peut être nourrie de pratiques anciennes, relevant des habitudes des producteurs. À partir des discours, trois champs de déresponsabilisation, affectant principalement les saisonniers, ont été mis en évidence. Les deux premiers font référence au contrat de travail avec, d'une part, le caractère formel ou non de la relation salariale et, d'autre part, la durée d'emploi. Le dernier champ de déresponsabilisation conduit à la mise à distance des travailleurs temporaires par des modes spécifiques de recrutement et de gestion.

Comme le signalent les producteurs dans leurs entretiens, l'informalité dans l'activité agropastorale est une pratique ancienne. Elle consiste à ne pas déclarer une partie ou la totalité des employés⁵². D'après l'Encuesta Nacional de Hogares Ampliada (ENHA) de 2006, cela concerne 33,9 % des actifs occupés dans le secteur agropastoral, la pêche et les mines, contre 41,2 % en moyenne tous secteurs d'activité confondus (Benedetti E., 2007). Dans ce cas, les producteurs rémunèrent les travailleurs à la hauteur du salaire minimum fixé par l'État mais ne les déclarent pas dans le registre des travailleurs (*planilla*) qu'ils envoient chaque mois au BPS. Ils ne respectent pas leurs obligations envers leurs employés puisqu'ils ne versent pas les charges

⁵² Il ne s'agit là que d'une branche de l'économie informelle qui recouvre une diversité plus large comprenant les travailleurs indépendants, les travailleurs de micro-entreprises (souvent, elles-aussi informelles), les travailleurs informels d'entreprises formelles, les employés domestiques et les micro-entrepreneurs. En 2005, Victor E. Tokman, d'après les chiffres de la CEPAL, précise qu'en Amérique latine 63,5 % des actifs ayant un emploi urbain appartiennent à l'économie informelle parmi lesquels 12,8 % sont embauchés dans des entreprises formelles. En Uruguay, 50,7 % de la population active relevait du secteur informel et seulement 6 % (l'un des taux les plus bas de l'Amérique latine) étaient embauchés par des entreprises formelles. Source : Tokman V. E., 2008.

sociales. Les salariés ne sont donc pas protégés et ne reçoivent pas les bénéfices sociaux – sécurité sociale, congés maladie, retraite, allocations familiales, congés maternité – qu'ils sont en droit d'attendre du rapport salarial. Cette pratique concerne l'ensemble des travailleurs embauchés par des producteurs appartenant à la logique de difficulté (type 2). En revanche, lorsqu'elle est pratiquée par d'autres producteurs, elle n'est appliquée qu'aux travailleurs saisonniers ou temporaires. Quelques producteurs des types 1 et 3 y ont recours, soit parce qu'ils emploient peu de saisonniers sur une durée plus ou moins longue (quelques producteurs du type 1), soit parce qu'ils emploient beaucoup de saisonniers pour un temps très court (quelques producteurs du type 3). Trois formes d'argumentation sont utilisées pour justifier ces pratiques. Les producteurs du type 2 invoquent leurs problèmes économiques et l'impossibilité de se conformer aux exigences qu'impose l'emploi formel. D'autres producteurs se dédouanent du non respect des règles en faisant reposer la faute sur les travailleurs qui, par hypermobilité, sont impossibles à formaliser (voir discours de José Luis F., Extrait d'entretien 24). D'autres encore exposent l'accord bilatéral entre eux et les salariés.

Extrait d'entretien 24 - Impossible formalisation de la situation des saisonniers hypermobiles dans le discours de José Luis F.

« **Aude** : Et... comment tu fais, tous sont déclarés... ?

José Luis F. : Oui, avant pas tellement...

Aude : Non ?

José Luis F. : **Avant** pas tellement... avant... les saisonniers on leur permettait... c'est une chose qui est bien d'un côté mais qui est mauvaise de l'autre... c'est-à-dire... qu'au lieu de déclarer les journées de travail... et toutes les choses... on les... on les payait plus... on leur donnait la possibilité de gagner plus... et... on ne payait pas les taxes... **aujourd'hui** là... les choses sont différentes... c'est-à-dire... que là aujourd'hui ils sont tous déclarés... même... si on continue à leur payer les salaires minimums... mais les gens sont déclarés... **sauf**... ce petit groupe... ceux qui sont très ponctuels que chacun commence à aller chercher dans les quartiers... C'est ce que nous disions aux politiques : « il n'y a pas moyen de... de formaliser la situation de ces gens... » Pourquoi ? la majorité est au chômage... d'autres n'ont pas de papiers... d'autres viennent et se mettent à travailler quand on... on... amène un groupe de gens d'un quartier... le jour suivant on va le chercher et il en vient quatre ou cinq de plus... parce qu'ils ont été informés qu'il y avait du travail et... ça ne nous affecte pas non plus... dans le sens que le travail se fait à la caisse... c'est-à-dire... donc on les laisse... mais... ils viennent aujourd'hui et probablement pas demain... d'autres viendront... »^{xxxiv} (José Luis F., zone hortifruitière de Salto, 2007).

Ce compromis peut néanmoins masquer une relation de travail inégalitaire. D'une part, ce compromis est souvent implicite, au moment du recrutement le producteur ne réclame aucune référence précise au journalier qui, de son côté, ne se renseigne qu'auprès des autres travailleurs sur le mode de rémunération. D'autre part, dans un contexte d'incertitude ou de faible opportunité d'emploi, le travailleur, en acceptant les conditions non formelles d'embauche, peut chercher à s'assurer une relative stabilité de l'emploi, participant dans le même temps à la reproduction des systèmes de domination. Il agit dans son intérêt à court terme et contre son intérêt à long terme. Le discours de Jéssica C., employée depuis deux ans de manière

intermittente dans une exploitation horticole de la périphérie de Salto, insiste sur cette ambivalence entre les conditions d'emploi qui lui permettent de conserver une certaine liberté mais qui, en retour, compliquent son quotidien et la non-exigence du respect de ses droits de travailleuse (voir Extrait d'entretien 25).

Extrait d'entretien 25 - Ambiguïté du compromis implicite dans le discours de Jéssica C.

« **Jéssica C.** : Lui, il ne te paye pas les cotisations, tu n'as rien... toi tu vas... tu as besoin de t'absenter une journée et il n'y a pas de problème avec lui... ça... dans un autre travail tu dois faire... tu dois dire : « j'emmène ma fille chez le docteur », tu dois apporter le certificat du médecin, demander avec anticipation la possibilité de t'absenter. Avec eux non, il n'y a pas de problème, non... ils ne nous payent pas les cotisations... ses cotisations [pour sa fille] viennent de mon époux qui est déclaré parce que sinon elle n'aurait pas les allocations et le centre médical. Mais **nous nous ne l'exigeons pas...**

Aude : Et... ça te servirait d'avoir les bénéfices ?

Jéssica C. : Et évidemment, rends-toi compte que si tu as un accident ou quelque chose comme ça... tu dois aller mentir à l'hôpital... par exemple pas plus tard que le jour où je me suis intoxiquée, l'autre jour avec les produits de traitement... si j'avais été à l'hôpital... Je dois inventer quelque chose... parce qu'en n'ayant pas les bénéfices, si je dis : « ah... je travaillais chez untel et je me suis intoxiquée... », ils vont commencer à lui casser les pieds à lui pour les gens qu'il fait travailler comme ça... au noir on dit... parce que ce n'est pas légal, tu comprends ? Tu vois... comme il n'apporte pas à la caisse... et il a des gens qui travaillent... de là vient le problème pour lui... donc moi je vais à l'hôpital... je dis que je me suis intoxiquée... il lui casse les pieds à lui... et lui doit déclarer tout le monde, avec les cotisations, payer des centres médicaux... nous, nous allons à l'hôpital public parce qu'il ne nous paye pas le centre médical... d'un autre côté, oui, par exemple, dans l'orange ils te payent... ils ont droit aux allocations, à l'assurance chômage, aux congés maladie, et nous là non... et ça c'est aussi... comment je vais te dire ?... **c'est de notre faute...** parce que chacun ne l'exige pas, non ? pour ne pas perdre le travail ou... parce que chacun sait que c'est un petit boulot et voilà... c'est ça aussi, tu vois. »^{xxxv} (Entretien avec Jéssica C., Salto, 2007).

En outre, l'absence de revendications peut se comprendre par le fait que la formalisation dans l'activité agropastorale est un processus en cours, très récent en ce qui concerne les journaliers. Elle a été impulsée par le BPS et le MIDES, à partir de 2005, après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de gauche, notamment en renforçant le contrôle et en informant la population de ses droits (ces éléments sont précisés dans le chapitre 5). La nouveauté du processus explique non seulement que d'anciennes pratiques sont encore en vigueur mais aussi les difficultés d'application des mesures. Pour les producteurs, comme José Luis F., il semble impossible d'étendre la formalisation à l'ensemble des travailleurs. Pour les salariés, la précarité de leur condition d'existence, la vie au jour le jour, peut masquer ses avantages à long terme, même lorsqu'ils en sont informés et en ont conscience (voir partie 3). La généralisation de l'emploi formel se heurte donc aux habitudes et aux besoins immédiats des populations notamment en situation de post-crise économique.

La deuxième forme de déresponsabilisation vis-à-vis des salariés renvoie à la durée de leurs contrats. Elle oppose les individus embauchés à durée indéterminée à ceux embauchés à durée déterminée. Les premiers figurent de manière permanente sur le registre du personnel, leur

salaire est mensuel alors que le statut des seconds est plus complexe. Bien que leurs contrats soient à durée déterminée certains ont un terme prédéfini (*con un plazo cierto*) alors que d'autres non (*con un plazo incierto*). Dans ce dernier cas, seule la fin de la tâche fixe le terme. Cela autorise donc les producteurs à employer des journaliers sur le long terme et à pouvoir s'en défaire dès qu'ils le jugent nécessaire. Ces salariés correspondent à la catégorie « journalier-permanent » ou « saisonnier-permanent » décrite par les producteurs. Ils ne sont inscrits que de manière temporaire dans le registre du personnel de l'exploitation. Par ailleurs, les salariés embauchés à durée indéterminée bénéficient, en plus d'une certaine sécurité de l'emploi, d'une garantie de salaire. Au contraire, les journaliers sont rémunérés à la journée effectivement travaillée ou à la tâche, ce qui rend leur salaire quotidien et hebdomadaire variable et dépendant des jours où ils sont mobilisés par le producteur et/ou de ses compétences. Par exemple, dans les exploitations d'agrumes où le travail est impossible, les jours de pluie les journaliers ne perçoivent aucune indemnisation. Ainsi, la flexibilité qu'imposent des événements extérieurs à l'exploitation est déplacée des producteurs vers les travailleurs (voir point 2.1. de ce chapitre). Dans ce contexte, les contrats de travail temporaires régularisent la déresponsabilisation qui participe de ce que Robert Castel nomme « l'institutionnalisation du précaire » (Castel R., 2009b.), (le chapitre 5 revient sur cet élément).

Enfin, la dernière forme de déresponsabilisation consiste en une mise à distance des salariés saisonniers par le recours à des *empresas contratistas*. Tous les producteurs du type 4 et quelques producteurs des types 1 et 3 y font appel. À l'inverse des travailleurs permanents qu'ils embauchent après avoir réalisé eux-mêmes une sélection et qui reçoivent leurs ordres soit directement du producteur, soit du contremaître, les travailleurs temporaires n'ont pas de relation directe avec la hiérarchie de l'exploitation (producteur ou contremaître). Comme cela a été précisé précédemment, le producteur se décharge de la recherche de main-d'œuvre, de l'organisation et du contrôle du personnel sur le lieu de travail. Le *contratista* s'occupe également du versement des salaires ainsi que du paiement des charges car le producteur n'achète qu'un service : l'accomplissement de la tâche. Les producteurs ne sont donc pas obligés de rencontrer les individus dont ils ont une représentation négative et qu'ils jugent incontrôlables. Cependant, les pratiques varient selon les producteurs. L'analyse approfondie des discours et des pratiques a permis de mettre à jour des sous-types pour les logiques typiques 1 et 3. En effet, certains producteurs fondent leurs actions sur des logiques différentes en fonction de la catégorie de main-d'œuvre à laquelle ils font référence. Au sein du type 1, deux sous-types ont été distingués. Le type 1.a. regroupe des producteurs, tels qu'Alfredo P., Dario S. ou Richard P.⁵³, qui étendent la relation paternaliste à l'ensemble de leurs salariés permanents comme temporaires. La relation avec les journaliers saisonniers et occasionnels est directe, la

⁵³ Ne sont mentionnés que les producteurs dont des extraits d'entretien ont été cités dans la thèse, afin de faciliter la compréhension et de pouvoir situer les producteurs mentionnés.

majeure partie d'entre eux revient interannuellement ou régulièrement travailler au sein de l'exploitation et leur recrutement, individuel se fait soit en face à face soit par l'intermédiaire des salariés permanents. En revanche, les producteurs du type 1.b., auquel appartiennent Federico P., Juan Carlos B. ou Leonardo T.⁵⁴, n'inscrivent dans la logique de confiance que leur discours sur la main-d'œuvre permanente. Ils externalisent le travail saisonnier en employant un *contratista* avec lequel ils entretiennent soit une relation de confiance assortie d'une pression sociale qui par voie de conséquence crée une relation indirecte de confiance envers des saisonniers ; soit une relation formelle et sont, de ce fait, moins exigeants sur le travail réalisé (voir discours de Juan Carlos B., Extrait d'entretien 9). Ces producteurs, lorsqu'ils évoquent les moments de pics de travail, centrent leurs discours sur une logique de quantité dont les pratiques en matière de main-d'œuvre se rapprochent de celles du type 4. Comme pour le type 1, deux sous-types de logiques se dégagent des discours des producteurs du type 3 en fonction de l'extension ou non à l'ensemble des travailleurs de la logique de maîtrise. Ainsi, à l'instar d'Hugo V., les producteurs du type 3.a., même s'ils peuvent être amenés saisonnièrement à embaucher des intermédiaires de recrutement et de gestion du personnel, sont soucieux de la qualité du travail accompli par l'ensemble de leurs salariés et mettent en place des moyens pour y parvenir (voir Extrait d'entretien 26).

Extrait d'entretien 26 - Stratégie répondant à la logique de maîtrise du travail des saisonniers dans le discours d'Hugo V.

« **Hugo V.** : Les gens spécialisés sont ceux qui nous amènent à avoir un secteur mieux préparé que d'autres, mieux... c'est-à-dire... le thème... par exemple... quand, moi, je prends des saisonniers... qui... ne... ne font pas parfois... attention aux fruits... en revanche, celui qui est là toute l'année avec toi... qui a taillé, qui... souffre quand une pêche s'abîme inutilement, il souffre... c'est-à-dire... l'opérateur qui est là toute l'année avec toi... qui l'a taillé, qui a dû... parfois l'irriguer... il souffre quand le fruit est abîmé inutilement... pour cela c'est très important... et justement ceux que **nous avons**, c'est une tactique... nous, quand nous augmentons le personnel... mettre ces cinq là avec les collègues... par exemple... on cueille... la pêche qui est un fruit très délicat... on prend un opérateur qui est là toute l'année... avec le saisonnier... à côté de lui... pour qu'il lui dise les règles... quelle est le calibre, quelle est la maturité... »^{xxxvi} (Entretien avec Hugo V., zone hortifruitiicole de Salto, 2007).

En revanche, les producteurs qui doivent embaucher saisonnièrement une grande quantité de main-d'œuvre (souvent ponctuellement quelques jours ou quelques semaines dans l'année) adoptent une logique identique à celle du type 4. Ce type 3.b. (auquel José Luis F., Luis P. ou Roberto P. appartiennent) s'en remet alors totalement aux services des *contratistas*, ils ne recherchent plus les mêmes qualités pour la main-d'œuvre saisonnière que celles qu'ils estiment indispensables pour les travailleurs permanents. L'important est que le travail soit fait et que la gestion du personnel soit simplifiée. La pratique extrême, qui a été rencontrée, est la vente de la production sur l'arbre à une entreprise extérieure qui vient avec son propre personnel cueillir

⁵⁴ Cf. note précédente.

les fruits sur les arbres entretenus le reste de l'année par la main-d'œuvre permanente du producteur. Les producteurs justifient cette manière de faire par la volonté de ne pas avoir à gérer la main-d'œuvre saisonnière. Le Tableau 12 récapitule de manière synthétique les caractéristiques des différentes logiques typiques des producteurs spécifiées tout au long du point 3.2.. Notons, enfin, que la déresponsabilisation fait l'objet d'une attention particulière de l'État qui a pris des mesures à la faveur des travailleurs (voir chapitre 5).

Dès lors, il est possible de supposer que les pratiques de déresponsabilisation vis-à-vis des saisonniers n'encouragent pas la construction de liens durables avec le travail et l'employeur. Contrairement aux salariés permanents, les liens entre producteur et journalier sont plus ténus. Ce détachement par rapport à l'activité est renforcé par le fait que les journaliers sont affectés à des tâches particulières au sein des exploitations. Les producteurs, estimant que ces travailleurs sont plus efficaces pour les travaux rémunérés à la tâche et ceux demandant peu de délicatesse, les y assignent prioritairement. Par exemple, dans les exploitations agrumicoles, les salariés permanents se dédient à l'entretien général et à la surveillance des parcelles alors que les saisonniers sont affectés à la taille, l'entretien sanitaire, la cueillette. Ce faible lien à l'activité est accentué, dans le cas d'exploitations de tailles moyenne ou grande, par une forte circulation des travailleurs entre les parcelles. Dans les très grandes entreprises qui ont des parcelles réparties dans toute la région, voire dans tout le territoire uruguayen, parfois même dans des pays limitrophes, ces mobilités impliquent de séjourner dans les exploitations les plus éloignées pendant la durée du travail. Ce sont les journaliers permanents ou temporaires qui effectuent généralement ces déplacements ce qui conduit les salariés permanents à les qualifier de « nomades ». Ainsi, à côté des formes de flexibilités quantitative et fonctionnelle déjà identifiées coexiste une autre forme, la flexibilité spatiale. À la différence de la flexibilité fonctionnelle, les tâches demeurent identiques, elles sont simplement réalisées dans des lieux différents en fonction de la maturité des fruits générant une mobilité spatiale des salariés.

Tableau 12 - Caractérisation synthétique des logiques typiques des producteurs

	Logique de confiance Type 1		Logique de difficulté Type 2	Logique de maîtrise Type 3		Logique de quantité Type 4
	Type 1.a.	Type 1.b.		Type 3.a.	Type 3.b.	
Taille de l'exploitation	Petite ou moyenne		Petite ou moyenne	Moyenne ou grande		Moyenne ou grande
Situation et objectifs de l'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité ; - Choix productifs guidés par le savoir faire, les possibilités économiques ; - Recherche de la simplification du travail ; 		<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation de la situation économique ; - Incertitude économique ; - Recherche de stabilisation ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Rentabilité assurée ; - Recherche du contrôle de l'aval de la filière : indépendance vis-à-vis des intermédiaires de conditionnement, transformation, commercialisation ; 		<ul style="list-style-type: none"> - Rentabilité assurée ; - Producteur inséré sur le marché mondial ; - Recherche de consolidation de la position actuelle, prise de risque modérée ; - Recherche de la réduction des coûts ;
Besoins en personnel	<ul style="list-style-type: none"> - Peu importants durant la majeure partie de l'année ; - Plus importants durant les saisons (principalement les récoltes) ; 		<ul style="list-style-type: none"> - Peu important durant la majeure partie de l'année ; - Plus important durant les saisons (principalement les récoltes) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Plus ou moins important durant l'année selon les cultures et la taille de l'exploitation ; - Beaucoup plus important durant les saisons ; 		<ul style="list-style-type: none"> - Très importants ; - Encore plus importants en saisonniers et sur la longue durée dans le cas des agrumiculteurs ;
Particularités de la main-d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - Main-d'œuvre permanente prioritairement familiale ; - Main-d'œuvre permanente et saisonnière de confiance ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Main-d'œuvre permanente de confiance ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Main-d'œuvre disponible ; - Main-d'œuvre de mauvaise qualité (comportement et compétences professionnelles) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Qualités morales et professionnelles du personnel permanent et saisonnier ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Qualités morales et professionnelles du personnel permanent ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune attente particulière ;
Recrutement	<ul style="list-style-type: none"> - Réseau d'interconnaissance local ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Réseau d'interconnaissance local pour les permanents ; - <i>Contratista</i> pour les saisonniers ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés à trouver de la main-d'œuvre ; - Réseau relationnel ; - Bouche à oreille (entre travailleurs) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Rôle actif du producteur dans la sélection du personnel permanent ; - Externalisation du recrutement des saisonniers ; 		<ul style="list-style-type: none"> - Externalisation du recrutement des saisonniers ;
Rotation du personnel	<ul style="list-style-type: none"> - Fidélité du personnel permanent et saisonnier ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Fidélité du personnel permanent ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte rotation du personnel permanent et saisonnier ; - Impossible fidélisation ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégie active de fidélisation du personnel permanent et saisonnier ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Fidélisation du personnel permanent ; - Forte rotation des saisonniers sans conséquence sur le travail ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte rotation des saisonniers sans conséquence sur le travail ;
Organisation du travail	<ul style="list-style-type: none"> - Les ordres viennent du producteur ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Les ordres viennent du producteur pour les salariés permanents ; - Délégation de l'encadrement des saisonniers au <i>contratista</i> ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Les ordres viennent du producteur ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Hiérarchisation (ordres donnés par le producteur ou le contremaître) ; - Contrôle du travail des saisonniers assuré par les salariés permanents ou le producteur ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Hiérarchisation (ordres donnés par le producteur ou le contremaître pour le personnel permanent) ; - Délégation de l'encadrement des saisonniers au <i>contratista</i> ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Hiérarchisation à plusieurs niveaux ; - Délégation de l'encadrement à des <i>contratistas</i> capables de se faire respecter et d'assurer la réalisation du travail ;
Qualité du travail accompli par les salariés	<ul style="list-style-type: none"> - Très bonne ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Très bonne pour la main-d'œuvre permanente ; - Moins bonne pour les saisonniers ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Très bonne pour tous les salariés ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Très bonne pour les salariés permanents ; - Moindres exigences pour les saisonniers ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessaire pour l'exportation ; - Peu d'exigences ;

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

En conclusion, les représentations génèrent des pratiques différenciées selon les travailleurs ce qui renforce la dualité au sein du marché du travail. Il y aurait un marché du travail où les travailleurs seraient compétents et appliqués. Ils résideraient préférentiellement à la campagne. Ces individus appartiendraient au réseau relationnel des producteurs qui pourraient donc les sélectionner. Au sein de ce marché, une relation de confiance serait établie entre salarié et employeur. Après embauche, l'emploi serait stable. Sur ce marché les producteurs des types 1 et 3 recruteraient leurs salariés permanents. Opposable en tous termes, un autre marché du travail serait composé de travailleurs moins compétents, plus instables, opportunistes et incontrôlables. Il regrouperait des individus habitant en ville, dans les quartiers périphériques, et étant en situation de vulnérabilité sociale. Les producteurs y recourraient quand ils ont besoin d'une grande quantité de main-d'œuvre et/ou parce que la population locale n'est pas disponible. Néanmoins, ils emploient des intermédiaires afin de ne pas établir de relation directe avec eux et de simplifier leur travail. Enfin, sur ce marché, l'informalité côtoie la saisonnalité. Les producteurs du type 2 et 4 sont contraints de recruter leur personnel sur ce marché.

3.2.4. Des marchés du travail perméables

Malgré le caractère dual du marché du travail agropastoral qui vient d'être expliqué, les entretiens avec les producteurs témoignent aussi d'une perméabilité des marchés. Deux composantes de la perméabilité sont distinguées. La première renvoie aux mobilités entre les deux marchés qui, finalement, se révèlent assez ouverts. La seconde a trait à l'imbrication forte des marchés du fait de la pluralité des statuts intermédiaires entre les salariés permanents et les journaliers.

▪ *Mobilités entre les marchés*

Les marchés du travail permanent et temporaire sont loin d'être fermés et le passage entre eux est possible dans les deux sens.

De multiples facteurs peuvent conduire des employés permanents sur le marché du travail temporaire. Le contexte d'incertitude économique dans lequel se trouvent les exploitations, qui a été explicité dans la partie 1, soumet fortement l'activité agropastorale aux aléas de la conjoncture économique. Ainsi, la disparition des exploitations entraîne dans son sillage un accroissement du chômage des ouvriers agricoles. Rappelons que ces faillites touchent prioritairement les petites unités, c'est donc la pérennité des emplois des travailleurs stables de ces exploitations qui est la plus fragile (producteurs des types 1 et 2). Dans les exploitations de plus grande taille, la marge de manœuvre économique est plus large ce qui les rend moins vulnérables. Néanmoins, elles aussi peuvent être amenées à licencier du personnel en cas de difficultés économiques. Par ailleurs, les producteurs, pour de multiples raisons, peuvent changer de culture et remplacer de cultures nécessitant beaucoup de main-d'œuvre par des

cultures qui en demandent moins, comme l'ont fait Dario S. et Sergio M. lorsqu'ils ont respectivement limité et arrêté la production de fraises. Les salariés expulsés du marché du travail permanent doivent donc s'accommoder au marché du travail temporaire le temps de retrouver un emploi permanent.

La mobilité peut également se faire du marché du travail temporaire vers le marché du travail permanent. Au cours de ce chapitre, il a été démontré que la dualité du marché du travail agropastoral ne se fonde pas uniquement sur des critères objectivables de temps, de compétences, etc., comme le signalent les théoriciens de la segmentation, mais elle prend aussi en compte les représentations que les producteurs se font des travailleurs et dont la plupart des pratiques contribuent à la reproduction. Néanmoins, les entretiens ont révélé que lorsque les producteurs évoquent les bons travailleurs, les salariés permanents, et les mauvais travailleurs, les journaliers, ils ne se réfèrent pas individuellement à chaque travailleur mais au groupe auquel ils reconnaissent que ce dernier appartient. De ce fait, les producteurs parlent de « leurs ouvriers » pour qualifier les premiers et de « ces gens » pour désigner les seconds. Cette non-individualisation de la représentation a des conséquences sur la porosité des catégories. Elle permet au producteur de mettre en évidence des exceptions telles que, dans l'entretien d'Hugo V., les cueilleurs d'oranges résidant à Salto ou le saisonnier dont il se souviendra, car son travail était remarquable, et qu'il rappellera à l'occasion : « Là est la difficulté du patron... trouver de bons opérateurs quand ils sont saisonniers... d'aucuns se rappelleront du bon opérateur qu'ils ont eu lors de la saison antérieure et ils l'appellent... mais parfois il travaille déjà... »^{xxxvii} (Entretien avec Hugo V., zone hortifruitière de Salto, 2007). Les marchés du travail ne sont donc pas figés et individuellement, les travailleurs peuvent avoir l'occasion de montrer leurs compétences, d'être reconnus pour elles et de se voir proposer un emploi permanent.

▪ *Pluralités des statuts intermédiaires et imbrication des marchés du travail*

La dualité peut également être remise en question par la pluralité des statuts des travailleurs mis en évidence dans les entretiens avec les producteurs. Par exemple, José Luis F. distingue quatre statuts différents. Les contremaîtres résident sur l'une des parcelles de l'exploitation, ils transmettent les ordres du producteur et contrôlent le travail des ouvriers. Les salariés permanents résident sur les exploitations ou dans les localités proches et exécutent les tâches d'entretien des plantations. Les salariés permanents-saisonniers vivent dans les localités proches, leur contrat de travail est journalier, à durée déterminée ; ils sont affectés aux récoltes et se déplacent d'exploitation en exploitation. Les saisonniers, que le producteur va chercher dans les quartiers périphériques de Salto, sont recrutés et organisés sur l'exploitation par des *contratistas* (eux-mêmes informels, il s'agit de travailleurs qui jouent le rôle de *contratistas* seulement pour la plantation et la récolte des oignons de cette exploitation), ils sont embauchés informellement. La séparation entre ces différentes catégories répond à trois dimensions : temporelle

(permanents/temporaires), hiérarchique (contremaître/ouvrier) et contractuelle (formel/informel ; contrat à durée indéterminée/contrat à durée déterminée). L'existence de statuts intermédiaires est liée à la prise de conscience par les producteurs de la rareté de la main-d'œuvre compétente et à la représentation négative qu'ils ont des saisonniers. Leur intérêt en employant durablement des journaliers est soit de fidéliser la main-d'œuvre tout en sachant qu'ils peuvent s'en défaire facilement soit de s'assurer de la qualification du personnel avant une embauche définitive. Le statut de ces travailleurs est alors intermédiaire, ils ont une certaine stabilité de l'emploi contrairement à d'autres journaliers mais une moindre sécurité de l'emploi par rapport aux salariés permanents. Deux autres statuts intermédiaires ont été identifiés, celui de saisonnier régulier et celui de travailleur intermittent permanent. Ils garantissent tous deux au producteur la qualité du travail accompli, ce que recherchent les producteurs des types 1 et 3. Le premier salarié revient travailler chaque année dans la même exploitation, ceci est couramment rencontré au moment des vendanges dans les petites exploitations de la région de Las Piedras. Il sait quand débute la saison, connaît les exigences du producteur ce qui lui permet d'être réemployé chaque année. Le second a pu être saisonnier régulier dans une exploitation et le producteur l'a rappelé pour d'autres travaux saisonniers. Il l'embauche par exemple pour la taille, l'élagage et la récolte. Entre ces saisons, il est sans emploi et fait des petits boulots. Ce statut a été rencontré dans les petites unités (producteur du type 1.a.). Cette diversité de statut rend moins lisible la frontière entre les deux marchés qui semblent très imbriqués.

Aux termes de ce point, il semble qu'aucun salarié ne soit véritablement à l'abri de la mobilité entre le marché du travail permanent et le marché du travail temporaire, même si des représentations sociales tenaces les dissocient clairement.

Conclusion du chapitre

Les entretiens menés avec les producteurs ont mis à jour une grande diversité de pratiques de gestion de la main-d'œuvre que l'analyse structurale a permis d'organiser en quatre types de logique variant selon les discours sur la rentabilité de l'exploitation et sur la qualité du travailleur. Aussi cette analyse a-t-elle mis en évidence qu'une pluralité de pratiques parfois antagonistes pouvaient être réalisées par des producteurs dont le discours s'inscrivait dans une même logique typique et inversement des producteurs ayant des logiques distinctes avaient des pratiques similaires bien que souvent d'envergure assez différente. Parmi ces pratiques, la flexibilité, et principalement la flexibilité quantitative externe, est très répandue. Elle génère une dualité au sein du marché du travail séparant la main-d'œuvre ayant un contrat à durée indéterminée de celle en ayant un à durée déterminée. Cette dualité se fonde sur des stratégies productives qui régulent les besoins de personnel en fonction du cycle biologique des plantes. En outre, elle est consolidée par les représentations sociales des différentes catégories de main-d'œuvre au sein desquelles les salariés temporaires résidant en ville sont particulièrement stigmatisés. Ces travailleurs apparaissent donc comme la variable d'ajustement en fonction de la situation économique de l'exploitation et du travail à réaliser. Ils sont jetables si la situation est mauvaise et employables lorsque le travail ne peut être réalisé par les salariés permanents. Néanmoins, tous les producteurs n'agissent pas de la même manière et, selon les types de logiques auxquelles ils appartiennent, ils ont des pratiques plus ou moins ouvertes envers les journaliers urbains. Pour certains, le recrutement en ville est justifié par la volonté de saisir une opportunité qui simplifie le travail de l'employeur, pour d'autres, au contraire, cela représente une contrainte. La complémentarité fonctionnelle des espaces ruraux productifs et demandeurs de personnel et des espaces urbains périphériques résidentiels dans lesquels cette main-d'œuvre est potentiellement disponible n'est alors pas si évidente.

La stigmatisation qui conduit à une non-reconnaissance des journaliers urbains en tant que travailleurs agricoles incite les producteurs à la méfiance, par conséquent, ce n'est qu'après avoir montré durablement ses compétences que le journalier urbain peut espérer être embauché et faire partie du personnel stable de l'exploitation. Dans le cas contraire, il est soumis aux aléas de l'activité et contraint à circuler entre différentes exploitations afin de maintenir ses revenus stables. L'hypothèse peut alors être faite que l'une des implications majeures de la dualité du marché du travail est la précarité des conditions de travail, d'emploi et par voie de conséquence des conditions d'existence des salariés qui appartiennent au marché du travail secondaire caractérisé par une forte instabilité. Le chapitre suivant aborde les conséquences sociales de ces formes de mobilisations spécifiques de la main-d'œuvre et cherche à montrer comment, grâce à une volonté politique forte, une plus grande égalité entre les travailleurs se profile.

ⁱ Citation originale : « Nosotros estamos consientes que el vino se logra en la viña. Por más tecnología que tengamos en la bodega, si el producto que cosechamos es de baja calidad o malo, el producto final va a ser regular, nunca vamos a lograr un producto o una botella excelente ¿no? Eso lo tenemos más que claro y tratamos de trabajar siempre en ese entorno. »

ⁱⁱ Citation originale : « La demanda estacional de fuerza de trabajo es intrínseca a los ciclos biológicos de la agricultura y por le tanto el empleo eventual ha existido siempre. »

ⁱⁱⁱ Citation originale : « **Julio B.:** Yo me recorro, yo me levanto de mañana acá, tomo un mate, agarro el bolso y me voy... y pregunto. Como me conocen, ahí donde están las changas [me dicen]: “¡pa! Por ahora no, vení mañana. Podés conseguir allá adelante, con Pinto, con Boti, con Piastri... Dice: ahora sí, no tengo nada, no tengo nada...” Porque hay gente que trabaja de efectivo, hay chacras que tienen dos o tres efectivos, y no van a sacar a los efectivos para darme la changa a mí. Me conocen, pero habiendo changas, ellos siempre me dan. [...] Me toman para una changa nomás porque como tienen la gente de efectivo, de ellos. Me dan la changa, dos o tres días, y bueno, se cortó la changa y claro: “Muchas gracias”. »

^{iv} Citation originale : « **Aude:** ¿Y sobre la mano de obra, los peones, me puedes contar un poco cómo funciona? **José Luis F.:** buen... eh... una de las ideas de tener esas diez familias en la chacra es porque... es una posibilidad de que ellos vivan más barato... porque no tienen que pagar luz, ni agua, ni trasladarse a trabajar, y por otro lado uno cuenta con la gente buena... porque también si le da para vivir elige la gente que necesita para que no le falte. Y después... hay mucha gente que viene de los pueblitos... por ejemplo... de aquí de la Colonia 18 de Julio... tenemos casi toda la gente de ahí... o sea... que vienen a trabajar todos los días y se van todos los días... algunos se van al mediodía y otros vienen y pasan el día... muchos pasan el día para no tener que volver y... a la casa... que le aumenta el gasto... le quita horas de descanso, entonces vienen, se traen la vianda... y se quedan... y después, se contrata mucha mano de obra... zafral también... que eso es para las cosechas, para los trasplantes... ahí se contrata mano de obra zafral... »

^v Citation originale : « **Hugo V. :** Nosotros tenemos rubros específicos para que tengamos todo el año producción, o sea, entrada económica, o sea... que todos los meses hagamos caja... o sea... hay rubros que salen en esta fecha... que están juntando el boniato, la batata..., después ya viene otro cultivo... así sucesivamente durante los 12 meses... tener un ingreso permanente... para autofinanciarse... »

^{vi} Citation originale : « **Dario S.:** En el año 1990, más o menos, es cuando empieza a degradar toda la zona, todo el tema de la problemática de la viticultura. Es que se empezó a ver en la zona de que, bueno, que por... las industrias empezaron a tener un control más... más... sobre el precio de la uva y... los mismos industriales empezaron a abastecerse de su propia materia prima, que es la uva, entonces, una cantidad de viticultores que abastecían estas industrias quedaron un poco relegados, tuvieron que cambiar de rubro. Es así que bueno, nosotros ahora dejamos de plantar uva de industria y tenemos una pequeña parcela de uva de mesa, alrededor de una hectárea y media de uva de mesa. Entonces, la forma de sobrevivir del productor chico con escasos recursos era de diversificar los rubros. Entonces se volvió de vuelta a un siglo atrás donde mis bisabuelos vivían de muchos rubros como la ganadería pequeña estación de lechería [...] **Aude:** Cuales rubros? **Dario S.:** Tengo una hectárea de uva de mesa, dos hectáreas y media de... hoja caduca, de durazno, en la cual tengo más... aproximadamente una hectárea, una hectárea y media, que va a estar recién en producción o sea que empezaba... y más o menos unas dos hectáreas de horticultura en la cual se hace una hectárea de cebollas y una de frutillas por ejemplo y se va alternando zapallitos [...] Manejamos muchos cultivos en la misma fracción, se saca la cebolla y se planta zapallitos o se planta frutillas. Entonces como tengo poco predio para la horticultura que precisa... se hace bastante intensiva. Eso es un poco la historia de la granja, ¿no?. **Aude:** Entonces, en tu chacra no hay un producción dominante sobre otra... **Dario S.:** Más o menos está balanceada ahí, porque lo que se está tratando es que, incluso hace años que se está trabajando con el técnico, es poder tener una producción prácticamente semanal de algo, entonces que vos, todas las semanas, puedas tener una entrada del mercado, entonces que vos puedas tener algo todas las semanas. Por eso, ahora, en el invierno se comercializa la cebolla, en primavera empieza la frutilla, continua con el durazno, continua la viticultura, la uva de mesa y después cuando termina la uva de mesa vuela empezar una floración de frutilla [...] **Aude:** Entonces, para vos es mejor de tener varios cultivos que uno solo... **Dario S.:** No! Me gustaría trabajar, ya que tenga una descendencia de viticultores, nosotros cultivamos la vid, encantaría volver a trabajar una especie, una

sola variedad. Porque... me implica mucho menos... este tiene que ser muy prolijo en llevar los tiempos de cosecha, de plantación porque como son tantos rubros, no puedes fallar, no te puedes atrasar, tienes que tener pronta la tierra siempre, incluso, si vos tenés... Entonces, ¿qué es lo que sucede? Es que me manejo mejor si fuera un solo cultivo, porque me podría especializar muchos más, dedicar mucho más tiempo. A veces no le puedo dedicar todo el tiempo que necesitaba ese cultivo porque tenés otro cultivo. La desventaja que podría ser es que tenés solamente una cosecha al año, en el caso de la viticultura, si viene un desastre climático como pueden hacer heladas, granizos, viento, está solamente jugado a una sola cosecha. Entonces, la diversidad de cultivo te permite a que vos tengas cierto respaldo y que vos puedas cultivar en otro tiempo que no sea el factor climático ese, adverso... Estabilizar la economía en base a otros cultivos, es la forma de estabilizar la economía de la granja. Y, la otra cosa es que con esta diversidad de cultivos, lo que nosotros hacemos es trabajar con menos personal, trabajamos familiarmente y solamente en este caso con una persona de efectivo y en caso de cosecha, se trabaja con otra persona, nada más, sino es familiar la mano de obra. [...] nosotros... incluso hicimos algunos cultivos, para experimentar, cuando aumentamos la plantación de frutillas, que requiere mucha mano de obra y, bueno, nosotros paramos con la dificultad, una de las dificultades era la mano de obra, conseguirla en tiempo y forma. [...] Entonces, ¿qué fue lo que hicimos? Reducimos los cultivos intensivos y, bueno, planificamos de que con la mano de obra que nosotros tengamos de familiar, no extendemos más que lo que podíamos cuidar. Es una filosofía de vida también, o sea que, queremos extender lo que nosotros podemos cuidar, ya pensar en cultivos. Como en otras quintas, tienen dos predios, se expenden pero... lo que yo vi, en el caso mío, es que perdía en calidad de vida, o sea, cada vez tenía que estar más tiempo fuera del predio porque tenés que andar conseguir el personal, vendiendo y... entonces, lo que si me parecía es que si yo reducía y podía... si bien no voy a crecer pero lo gano en calidad de vida, en criar mis hijos yo, entonces es eso. »

^{vii} Citation originale : « Las corrientes que “desafían” a la teoría ortodoxa abordan el estudio de los mercados laborales tomando en cuenta los factores “no económicos”, vale decir sociales y políticos presentes en su estructura y funcionamiento; que los consideran inherentes a su objeto de estudio y no como factores externos o ajenos al mismo. »

^{viii} Citation originale : « Economists once spoke of the labor market. Each worker competed with all other workers for jobs, and each employer with all other employers for workers. »

^{ix} Citation originale : « Painters do not compete with bricklayers, or typists with accountants, or doctors with lawyers ; nor individuals in Portland, Maine with those in Portland, Oregon (except perhaps in certain professions). Barriers to movement are set up by the skill gaps between occupations and the distance gaps between locations. Beyond the specificity of skills and the money costs of physical transfer, lie such various but no less important impediments to competition as lack of knowledge, the job tastes of workers, their inertia and their desire for security, and the personal predilections of employers. The competitive market areas within which somewhat similar men look for somewhat similar jobs, and within which somewhat similar employers try to fill somewhat similar jobs, are normally quite restricted. It has even been suggested that the only meaningful definition of a labor market is one which calls each place of employment a separate market and, perhaps, beyond that each separate class of work at each such place. More commonly, it is said that a labor market covers the several employers in the same industry in the same area. Thus there are markets and submarkets, all more or less interrelated with each other. »

^x Citation originale : « An administrative unit, such as a manufacturing plant, within the pricing and allocation of labor is governed by a set of administrative rules and procedures. The internal labor market, governed by administrative rules, is to be distinguished from the external labor market of conventional economic theory where pricing, allocating, and training decisions are controlled directly by economic variables. These two markets are interconnected, however, and movement between them occurs at certain job classifications which constitute ports of entry and exit to and from the internal labor market. The remainder of the jobs within the internal market is filled by the promotion or transfer of workers who have already gained entry. Consequently, these jobs are shielded from the direct influences of competitive forces in the external market. The rules governing internal labor allocation and pricing accord certain rights and privileges to the internal labor force which are not available to workers in the external labor market. »

^{xi} Citation originale : « A primary market sector, containing better paying, more stable and otherwise attractive job opportunities and the more privileged members of the labor force, and a secondary sector, containing generally poor paying, insecure and otherwise unattractive jobs. »

^{xii} Citation originale : « **Federico P.:** Se ha mejorando el sistema de trabajo... Yo que sé... En el personal era otra sistema de trabajo. Yo, trabajaba distinto antes de tener mi familia, viste. Trabajaba y estaba para otra cosa, después, tenés que estar trabajando para la familia, ya con otra mentalidad. Pero digo, ya se ha mejorando mucho acá. Acá, hemos estado bastante mal económicamente, llegamos a estar... por mal manejo... nueve, diez personas trabajando acá y más también... **Aude:** Puedes contarme un poco... **Federico P.:** Ahí, era cuando estaba mi padre, viste, a cargo de esto, o sea no fueron años que hayan venido bien, años medios malos y con mucha gente trabajando, viste, trabajando que se iba mucha plata en sueldo y no era rentable, tampoco era necesario, pero nosotros, yo por ejemplo era chico, viste... trabajar, trabajaba pero no mantenía, no había tomado las riendas tampoco, había un encargado acá, estaba mi padre que él... que mandaba y había un encargado y yo estaba ahí, pero el encargado era el que decía. Ya, cuando vimos que la cosa tuvo fea y eso yo ya había pasado medio todo y ahí agarré el manejo viste... que ahora con tres, cuatro personas se puede hacer todo muy bien. **Aude:** ¿Por qué no se hacía antes? **Federico P.:** Y no sé, mucha gente trabajando juntas sin que nadie la controle, no hace nada, se pone a conversar o lo que sea entre ellos y no te hacen... estoy de continuo controlándolo hoy y sé que funciona y mi padre viste en ese sentido no lo manejo bien y el encargado que el tenía que fue más o menos el que les manejaba, era empleado y basta, se fijaba en el bien de él. »

^{xiii} Citation originale : « **Juan Carlos B.:** Los rubros, siempre vamos a tener que hacer un cambio, viste, siempre fuimos productores tratando de innovar. Digo hoy por hoy es lo que vamos haciendo, si bien terminar todo el mejor, mantenemos el capital y hoy por hoy lo estamos incrementando. Si mañana el tomate, por ejemplo, se planta mucho, no hay exportación, se sobreponga, bueno hay que cambiar de rubro, por eso en horticultura no hay nada estable, me parece, el horticultor tiene que ser... tiene que conocer de todo rubro hortícola. Nosotros por ejemplo hacíamos lechuga y lo dejamos de hacer, lo cambiamos por problema operativo porque vimos que no era rentable. Pero digo, tampoco nosotros lo hacemos en función, como productores, digo, no voy a plantar en función de lo que valga más una cosa que la otra. Lo importante es que vos puedas mirar el cultivo, que vos lo puedas ir mirando, aceitado todos los mecanismos, entonces te lleva la larga andar mejor que aquel que plantó porque el año pasado valió. El hortícola que trabaja en función de que pasó, ese productor no es buen productor. El productor estable, en horticultura, es porque ha seguido, es el productor que va a quedar, el que sigue constante con su producción, con su sistema, renovándolo si, incorporarlo toda tecnología nueva que venga, cambiando variedades de repente pero no hacer lechuga porque vale este año. »

^{xiv} Citation originale : « **Juan Carlos B.:** Nosotros, la cosecha, la recolección, siempre con zafrales, se paga por un tanto, se paga a destajo. Los trasplantes de cebolla, por ejemplo, se da por un tanto, se trabaja con gente zafrales, es puntal en el año, no es siempre. De pronto cuando hay que levantar un cultivo de tomate que ya se terminó, se da gente zafral, tres, cuatro, viene una cuadrilla que se dice. Un encargado con tres, cuatro, cinco y hacen el trabajo y se le paga y se van. Por ejemplo, nosotros tuvimos que limpiar para la cebolla, le dimos a un zafral, a una persona, un cuadrillero, ese cuadrillero vino con ocho tipos y dos días de limpieza y se fue, nos cobró 1500 pesos para limpiar, terminó y dimos los 1500 pesos y se fue, el trabajo fue dos días. [...] Eso es un poco por un problema operativo, digo no? porque vos, digo, por ejemplo, en la chacra, vos tenés que hacer un trabajo justamente acá, entonces vos hablás con la persona y explicás el trabajo, pero, por vos no quedarte ahí, porque tenés que ir a otro lado, esa persona queda encargada, es esa persona la responsable del trabajo. Es por eso, por no estar ahí controlando la gente, vos manejas una persona, no tenés que hablar con diez personas, esa persona es responsable de la que trae, es el que conoce la gente, yo no conozco la gente bien, yo no conozco nada más que el cuadrillero. No es tan fácil tampoco, hay cuadrilla mejor, cuadrilla peor, pero es una forma que nosotros hemos visto que da resultado y además que te digo que tenés diez personas un día y no diez días una persona. [...] **Aude:** ¿Siempre contrasté cuadrillas? **Juan Carlos B.:** No, nosotros hemos llegado a la cuadrilla porque se ha hecho más grande cultivo [...], cuando vos crecés no lo podés hacer, nosotros vimos que es conveniente igual a que no sea la producción tan buena porque no pueden lograr... o sea porque ahí, crecés y hay mas rentabilidad, vos lo que buscás es un poco más de volumen. »

^{xv} Citation originale : « **Richard P.:** Tratamos que sean... como te puedo explicar... que sean personas conocidas, eso sí, del barrio, que tú podés, como te puedo decir... confiar que van a venir o que si ya saben trabajar si son algunos jóvenes... nosotros hemos tenido costumbre en la empresa, que hemos tomado mucha gente joven siempre. A veces por necesidad ¿sabes porque? porque la gente capacitada casi siempre ya está empleada todo el año, es claro ¿no? Entonces, hay unos gurises, digamos que son estudiantes, ya con edad de trabajo, ¿verdad? Están estudiando,

haciendo el liceo, algunos haciendo facultad y como estos meses son los meses que baja el estudio, entonces, siempre hay oferta de ellos. Ellos ofrecen trabajo, entonces siempre conocidos, como que siempre hemos tomado gente joven para trabajar. Una ventaja, el joven aprende rápido, digo, como te puedo decir... es más dispuesto, si vos lo explicás algo, a aprender que el hombre más veterano digamos. En realidad en el pico de trabajo como en esa fecha acá, gente capacitada no encontrás más como que ya está tomada por otra gente, no? [...] Y te digo, trato que sean de la zona o sea que sean conocidos por el trato más que... digamos que yo les conozco y sé si pueden venir o no pueden venir, sé que no van a mentir, no me van a fallar porque los tengo cerca, así me explico que se comprometen a trabajar y vienen, me entendés, o que si pasa algo, tengo a los padres cerca para... porque muchos padres consultan, me consultaban, "¿cómo haga el personal?" »

^{xvi} Citation originale : « **Enrique G.:** Bueno... yo... hijo de productor... y nieto de productor porque mis bisabuelos también eran productores... Fui como todos... empecé con la escuela... terminé en la Industrial como te contaba... hice mecánica, hice tornería... y... a pesar de todas esas cosas... [...] Y ahí fue donde me vine a trabajar con mi padre porque... él, un día, me dijo que yo acá iba a producir e iba a ser patrón y no empleado... entonces... como hijo de productor me gusta lo que hago y bueno... me vine a trabajar. Los primeros años... como que me iba bien, antes del '90... 1990... hasta ahí más o menos iba marchando lindo porque los productores más o menos podían producir y vender bien la mercadería. Después como que hubo una baja... porque entraron muchas cosas importadas y bajó los precios de las cosas de acá y se trabajó mal. Lo de acá valía poco, lo que producíamos no se vendía... se tiraba mercadería... y bueno... y a pesar de todo eso los climas no nos ayudaron... y nos perjudicó y cada vez venimos... para atrás... entonces... hoy por hoy... estoy... como te decía medio desengañado de la... de producir y... de poder trabajar en la chacra porque... no se vende bien... no se produce bien y cuesta mucho porque todos los insumos, todas las semillas, a veces muchos remedios son todos importados y todo en dólares y nosotros vendemos en pesos... y bueno así es un poco la historia... [...] El gobierno... tendría que... ayudarnos un poco más en esas cosas y buscar, poder exportar y a quién... poder exportar y... bueno digo... sería una solución para nosotros, nosotros no podemos... yo como productor estoy solo porque mis hijos están estudiando... y hacer todas esas cosas no puedo... sino desatiendo lo que estoy produciendo... no... no anda ¿viste? Tendría que haber una ayuda más... por parte del gobierno... haber más subsidios cuando se pierden las cosas porque digo... nosotros todavía es como sacar una Lotería... cuando vos producís bien es lo mismo que sacar una Lotería... no, no, no...no es decir "yo planto y produzco y sé que gano tanto"... mentira... acá... todavía nosotros producimos para ver si realmente vamos a llegar a hacer bastante plata o no... o buena cosecha... o viene algo climático y... no producís nada... producís la mitad o menos... o no te da para defender los costos... este... entonces digo... está medio como a la deriva ¿no? [...] En mi caso por ejemplo no puedo sacar crédito... porque los créditos ya tenés que hipotecar tus cosas... antes te daban... el gobierno tenía un sistema que era por medio del Banco República y... vos hipotecabas las herramientas de trabajo, el tractor... ahora ya tenés que hipotecar... tu chacra... y ya tenés que salir a hablar con un escribano... pagar un escribano, pagar un montón de papeles que salen un montón de plata... para poder sacar... un crédito que al final entre que pagas escribano, pagas una cosa... y de repente vas y sacas poca plata... y ya no te sirve... porque tenés que pagar tantas cosas que... digo... no da... como que no da... entonces... cada vez vamos... achicándonos... cada vez... **Aude:** ¿Te vas achicando? **Enrique G.:** Me voy... voy trabajando menos... y... bueno y ya... después los rindes son menos ¿no?, los ingresos son menos... **Aude:** ¿Antes trabajabas más? **Enrique G.:** ¡Cómo no! Tenía mejores plantaciones, tenía... mejores producciones y ya como te conté tenía invernáculo... ahora ya los invernáculos se están rompiendo los palos y se están rompiendo los nylon y... no los puedo volver a armar... y bueno... y ya voy a otras plantaciones más chicas ¿no? **Aude:** Entonces, del predio que tienes, antes sobre este predio se producía más cosas... **Enrique G.:** Claro, porque yo... digo... acá... el predio mío son 7,5 hectáreas... pero mi hermana está pegada... mi hermana está ahí al lado... y son como 28 hectáreas la de ella... y como te decía... yo... a veces planto a medias con ella... en algunas cosas que ella me ayuda y si... no... a veces... si yo tenía alguna plantación y... precisaba un pedazo de tierra ella me lo prestaba... plantaba en la parte de ella... Yo... en el año 2000, 2001, 2002... eh... tenía 14 000 metros de invernáculos... trabajaba... ahí... más o menos con 8 o 10 personas... tenía frutilla 2 hectáreas... y hacía otras plantaciones... »

^{xvii} Citation originale : « **Enrique G.:** Acá hay elecciones cada 5 años, en el Uruguay, y bueno... a veces... digo... el gobierno como que va a apoyar... este gobierno como que va a apoyar al productor y lo está haciendo en el momento pero... digo... vamos a ver... si se cumple... »

^{xviii} Citation originale : « **Enrique G.:** La gente te trabaja un mes, dos meses y se va... y no hay arreglo... ahora no queda más, aquel que queda todo el año... es muy difícil... **Aude:** ¡Ah sí? **Enrique G.:** Hay productores que los tienen porque... digo... son productores más grandes... son gente que les pueden pagar más... que les dan más de lo que les pertenece a fin de año... porque ganan más, viste... entonces les dan un sobre aguinaldo... de más plata de lo que les podemos dar nosotros y esas personas se quedan. Pero después los otros... así como nosotros que salimos a conseguir... allá en marzo, en mayo...en junio, en julio... a la gente... ya como que... queda lo que... viste... lo que no sirve ¿no?... Lo otro ya está todo agarrado... el mejor trabajador... **Aude:** Entonces... los trabajadores que tienes acá... son trabajadores... ¿de mala calidad? **Enrique G.:** Sí, sí, sí... ya va quedando lo más malo... Vamos a decir... porque digo... si vos sos cumplidor y te gusta trabajar... vos vas a tratar de conseguir un trabajo todo el año... y te vas a quedar... y fijate que esta gente... no es que haya trabajo... hay trabajo... en todos lados... pero... hay gente que no quiere trabajar... ya se queda por ir saliendo... porque esto... porque le pagan eso... por una cosa o por otra... y van buscando la vuelta y no trabajan... entonces esa es la gente que a veces nosotros la conseguimos y la traemos porque... más o menos le pagamos un poquito más que otro lado y... una cosa y la otra y bueno...»

^{xix} Citation originale : « Antes era más fácil »/« Es muy complicado a entender a esa gente. »

^{xx} Citation originale : « **José Luís F.:** Nosotros... cuando empezamos a trabajar después de nuestra juventud... empezamos separados... somos tres hermanos... empezamos separados... cada uno por su camino y cada uno con su familia... En el año 84, decidimos juntarnos... de asociarnos... con la posibilidad de ir a vender nuestro propio producto en el mercado... entonces ese fue un cambio que se dio muy grande y... del cual tuvimos muchas ventajas... por eso... el cambio... A partir del '84 empezamos a trabajar como sociedad de hecho... los tres hermanos y hasta hoy seguimos... [...] Los principios fueron así... como te decía... sin tecnología... después... hace unos 20 años que empezó a aparecer la tecnología... el riego por goteo, los invernaderos y... todas esas cosas... y bueno... fue una posibilidad enorme de... crecimiento y de mejorar que... [...] Y bueno... y se fue viendo todas las ventajas que tenía esa tecnología y hoy... yo creo que no hay quien no la tenga ¿no? el que no la tiene es porque mal está... entonces digo... fueron cosas muy positivas... Y bueno por ahí... seguimos trabajando, los tres hermanos... como socios... y hemos logrado llegar a la comercialización directa, nuestra, el transporte nuestro, y la producción, o sea... juntamos las tres... las tres cosas, y dentro de los tres hermanos, a mí me tocó la parte de producción... el otro está en la parte de packing y transporte... y el otro está en la venta... pero aparte no es eso... es... no es solo eso digo... también ahora empieza la cuarta generación, o sea que a la empresa... ya están en actividad desde hace unos cuantos años... un hijo mío... en Montevideo... en la parte comercial... el hijo de un hermano... o sea otro sobrino... que están juntos... los dos en la parte de mercado y dos sobrinas que están en la parte de control del packing... o sea que la cuarta generación de... de éstos portugueses siguen... en esta empresa... la creemos muy familiar y creemos que para este tipo de actividad las organizaciones familiares son muy importantes para que funcionen... **Aude:** ¿por qué? **José Luís F.:** porque es una actividad... donde no hay... ¿cómo te puedo explicar? ... no hay un producto... con un valor determinado... no es que si desde aquí salen 100 bultos a Montevideo... se vendieron los 100 bultos y los 100 bultos al mismo precio... o sea... la diferencia... o sea no hay... es... en lo económico y en los valores de los productos son muy variables entonces... yo creo que la confianza y la seriedad de hacer las cosas cinchando para la empresa, o sea... funcionando para lo mejor de la empresa es la mejor forma que funcionan. Solo pasaría por el hecho de que... del que estuviera comercializando estuviera haciendo mal las cosas... sino por aquello... aquellos motivos que se dan de baja de precios... y que de repente el que está aquí lejos de allá... dice "bueno... éste me vendió mal"... y ya la cabeza no está tranquila... ¿no?... uno está pensando que ya no le vendió mal... no fue que se vendió mal sino que hizo alguna cosa mal... y no es lo mismo cuando uno tiene la tranquilidad que se tuvo que vender mal porque había que vender mal... no había posibilidad de venderla mejor... es distinto... entonces la cabeza de acá sigue tranquila, sigue confiando. Y después... al estar frente al público consumidor. También uno aprende qué es lo que está demandando el consumidor... esa es la otra gran importancia que tiene estar en la venta... más allá de todas las ventajas que pueda tener... por comisiones que te ahorras de ventas normales... y bueno... el transporte también lo mismo... brindas un servicio a tu manera... no estás dependiendo... acá se usa mucho la carga compartida... para... Montevideo... porque... no son... muchos lo que completan una carga... entonces las cargas son compartidas ¿qué pasa cuando el camión que lleva tu mercadería? Lleva la de seis, siete u ocho... y empieza a descargar aquí o allá... cuando hay un horario... los camiones salen a la tardcecita... tienen apenas las horas para llegar... un poco rápido... para la hora de venta... y a la hora de venta... dos horas antes... dos horas tienen para descargar... y tiene que descargar las siete u ocho y cuando llega con la mercadería al puesto ya es tarde... entonces digo... hay una cantidad de ventajas que... primero... cumplir

un servicio... vas directo a tu puesto ¿no?, la mercadería tuya va primero... y cuando logras... pasar el volumen que te permita completar tu propia carga... por supuesto que atendés... dás mejor servicio, el tuyo y... y bajas costos también... »

^{xxi} Citation originale : « **Hugo V.:** Me favorece por varios motivos vivir en la ciudad, uno es la venta y el otro... llevar al personal... o sea... el predio está más o menos a 10 kilómetros de acá... llevo y traigo personal... o sea... mi personal lo llevo y lo traigo... Bueno... eso me lleva a elegir un mejor personal... **Aude:** ¿Sí? **Hugo V.:** Seguro... porque cuando está radicado en el campo y espera que venga el personal... viene... por lo general el que no tiene trabajo... y por algo a veces es que... sin ofender... que no tiene trabajo, ¿no es cierto? Aunque el Uruguay ha tenido muchas crisis y mucha gente ha quedado sin trabajo. Bueno, nosotros... al llevar... ya tenemos un... digamos... un personal estable... o sea... todo el año el mismo personal... inclusive... son casi mi edad, son personas que ya hace más de diez años que están en el predio, o sea, hay personas que están hace 15 años... [...] A veces el personal que uno toma... ¿me entiendes?... si anda buscando trabajo así... porque trabajo hay en Uruguay... el que quiere trabajar hay... Pero a veces no consigue trabajo porque hay cosas que no le gusta hacer... y nosotros entendemos es que la voluntad y el... tienen que tener... ante todo la voluntad... aunque se haga mal... bueno... pero tuvo la voluntad de hacerlo... hay gente que hace mal porque... digamos... quiere hacerlo... »

^{xxii} Citation originale : « **Luis P.:** Hay rotación, no mucha, pero hay. Pero también, yo que sé, se han ido dos o tres personas en el último tiempo y ya ahora me están llamando para venir, quieren retornar. Lo que pasa es que yo a veces cubro los puestos de trabajo por otras personas y ya no tengo posibilidades. No quiere decir no haya caso. Pero en definitivas, a veces son propuestas muy buenas o a veces el potencial nuestro es tratar de ir consiguiendo gente que viva bien lo más cerca posible a Juanicó. Evitar que tenga gastos de boleto, gastos de tiempo en su traslado, que le resulte lo que él quiera, que le guste hacer el trabajo este y que esté cerca del trabajo. **Aude:** Entonces la gente estable... **Luis P.:** Generalmente, viven casi todos centro, unos dentro de la empresa y otros en Mevir (es como un centro de construcción de casas, donde el Estado aporta los materiales), y bueno, muchos viven ahí. Básicamente, a la hora de contratar, además de la calidad de la persona, vichamos mucho de donde es, porque a veces hay personas muy fieles pero sabemos que el primero que podemos tener chance en perder. »

^{xxiii} Citation originale : « **Aude:** ¿Y cómo funcionan? Funcionan con un contratista o... buscan ustedes... o... **José Luis F.:** Evitamos... nosotros... casi todo el mundo tiene contratista en esos casos ¿no?, porque le facilita la tarea al dueño... pero... nosotros tenemos un sistema... de que tenemos gente zafrales... que casi ya no es zafrales... no sé cómo llamarlo... zafrales no son zafrales porque... los tratamos de tener siempre... pero no tienen un lugar donde trabajan... como te decía... los otros cada uno tiene su lugar... no... éstos... hay 20, 25 personas que trabajan aquí o allá... donde haya trabajo... a eso... son ambulantes en el sentido de que los llevo a donde haya trabajo... donde estoy haciendo algo nuevo... donde... estoy plantando o donde estoy cosechando... entonces esa gente... nosotros le llamamos “zafrales” pero en definitiva tratamos de que no paren nunca porque son gente que ya las tenemos seleccionadas porque saben hacer los trabajos y tratamos de que no se nos vayan... entonces... generamos muchas veces trabajo... para mantenerlos... o sea... algunos cultivos que los hacemos pensando... “bueno, entonces cuando no tengamos casi nada para hacer... tenemos esto para la gente”... por ejemplo... los viveros de frutilla ¿no?... que se hacen en verano... cuando... no habría nada para hacer... no hay cosechas y se están implantando recién los cultivos... nuestras propias mudas... le generamos trabajo para... 20 personas... entonces es una forma de... tenerlos... »

^{xxiv} Citation originale : « **Luis P.:** Bueno, se tiene un perfil del trabajador, bueno cuales el perfil del jornalero, que le va hacer y cuáles son las características, la aptitud y la actitud vamos a decir así. La aptitud es poder, saber realizar esas tareas y después un poco respuesta a parte que actitud tiene, que voluntad, si viene todos los días si es voluntario a saber, es comunicador de las cosas que va realizando [...] supuestamente corresponde una categoría ¿cómo vamos a decir? de peón especializado, o sea que dentro de los jornaleros que tenemos en Juanicó básicamente, el peón común, que existe como categoría, en Juanicó, no existe, o sea casi todos deben ser encargado y peón especializado. Perfil... si alguna persona no entra con esto, está un tiempo, se le ve, se analiza, se ve que tiene potencial como para crecer y bueno al término de dos tres meses a prueba, debe poder desarrollar eso, pero para estar dentro del grupo Juanicó. »

^{xxv} Citation originale : « **Luis P.:** No se cuento debe haber pero por lo general tiene un montón de gente que falta o que tiene la oportunidad de que en la quinta de al lado de donde vive, yo que sé, Piuma empezó a cortar uva, entonces, se queden cinco porque siempre cortan la uva a Piuma, faltan dos días, después vienen de vuelta aquí. La

gente de acá en la vuelta de repente que precisa de apuro ir buscar, entonces busca donde está la gente que viene a Juanico para lograr... pequeños productores, pero son dos días nada más y de repente tú ves que una persona que tenía cuarenta y uno, acá tiene veintidós. ¿Qué ha pasado? Tú dicés, tenía la casa alquilada, tenía que alojar gente o un productor que preciso gente, lo primero que hizo fue arrimarse a la casa de él a sacarle gente, a contratar: “Yo te pago un poco más. ¿Cuánto está ganando tú? Cuatro? Yo te ofrezco cuatro cincuenta, cinco.” Ta. No se preocupan en cómo logra organizar su trabajo, sino que les resulta más fácil sacar gente de otro lugar. Lo mismo nos pasa con el personal estable. Como tenemos distintas asistencia de capacitación a lo largo del año, yo que sé, como cursos de poda, cursos de cosecha, cursos de aplicación de agroquímicos, distintos. Se le da a nivel de grupo o nivel, digo, nosotros directamente. Bueno hay a veces que lo hacemos afuera, en el ministerio de agricultura y pesca, da unas charlas, vamos, facultad de agronomía nos viene a dar algunos cursos por producción integrada, nosotros llevamos al personal, como monitorear clavos, reconocimiento de enfermedades, para que todo el personal estable, los jornaleros y los encargados sepan y conozcan el cultivos todo lo más posible. **Aude:** Entonces, pasa lo mismo que con los zafrales... **Luis P.:** Si porque es más fácil llegar a contratarse alguien que ya tiene conocimiento de capacitación. »

^{xxvi} Citation originale : « **Hugo V.:** Bueno... Salto es un lugar que... en eso estamos muy favorecidos... porque... la gente ha transmitido... me han comentado productores que han ido a otros departamentos... y no hay una preparación... de... de... en el caso de juntar naranjas... la gente... quiere juntar naranjas y es así con las manos y ¡pumba!, y no... no es así... hoy por hoy se junta con una tijera... el tamaño... que no hay que apretarla... y bueno... como en Salto hace muchos años que se cosecha naranja hay una... descendencia del padre al hijo... cómo se cosecha naranja... por eso las personas que uno contrata a veces... esas personas por lo general han sido muchos años juntadores de naranja... y... llegaron a una posición... a ser una empresa... y uno los contrata... »

^{xxvii} Citation originale : « **Washington G.:** Se tercerizó una porque estaba muy difícil la gente para trabajar. Teníamos poco tiempo en atender a la gente. No teníamos más remedios, no se quería sacar y es difícil conseguir gente para mandar gente. Entendés lo que te digo, es difícil conseguir personas, capacitar personas para andar gente. Entonces tercerizamos un poco, las cuadrillas... se trato tercerizar, agarrar una persona que tiene su empresa armada, toda quieta con todo y esa persona sacó el problema. El se encarga solo de esa gente, comanda todo y bueno vamos con una persona sola. [...] **Aude:** ¿Todos los zafrales son tercerizados? **Washington G.:** Si... nos complica, nos complica la persona que se hace cargo, eso lo hemos intentado porque nos gustaría tener gente de la empresa, pero no... no... es difícil capacitar gente, los hemos mandado a capacitación, pero la gente trabaja cien días bien de capataz, la persona indicada de capataz, trabajó cien días, cincuenta días bien y después, todo empieza a fallar, hacer bache el trabajo de él y eso complica un poco. La persona que tiene tercerización, le sirve, porque si no tenga eso, se termina su empresa. Nosotros no podemos estar al lado de la gente, estamos en otro, estamos en el negocio. Te digo más, tercerizamos hasta la maquinaria, maquinaria tercerizamos. Hoy no compramos más maquinarias, hoy no compramos más, tercerizamos... porque la tercerización, el tipo que vos tercerizás, tratamos de que nos sea un poco más bajo el costo de trabajo ¿no? Hacemos un costo que más o menos lo vamos llevando, porque tiene su rentabilidad, el tipo que terceriza tiene hacer su rentabilidad y la otra cosa que vimos es que la maquinaria está impecable, limpia, ordenada, todo. Eso, en eso somos muy claros. Porque nosotros, dentro de la empresa, tenemos las normas de certificación y son exigentes en eso de la tercerización son muy claros. »

^{xxviii} Citation originale : « **Dario S.:** Se quedó el padre, se quedó el hijo, bueno ese hijo tuvo hijos y ese hijo no tiene trabajo, hace una changa y se dedican a lo que venga. »

^{xxix} Citation originale : « **Juan José U.:** Actualmente, no sé, has oído hablar de... este nuevo gobierno que estableció el plan de emergencia social que les paga 1333 pesos por mes a todos aquellos que están debajo de línea de pobreza. Entonces, hay mucha gente... es un problema cultural más bien que social. Hay mucha gente con el tema del plan de emergencia, de los que cobran por asignaciones sociales, que no sé si sabés lo que es, y después también este gobierno les da una canasta familiar que es digamos una canasta de alimentos (diez kilos de harina, de arroz, de aceite) mensuales, que sobreviven, entonces no quieren trabajar... hay todo tipo de caso... Hay gente por ejemplo que te trabajan dos o tres días por semana y con eso es suficiente y no te trabajan más y generalmente esos son los que habrán entrado en el plan de emergencia. Como vivían con dos o tres jornales, digamos semanales, no trabajan. [...] A la gente no hay que darle pescado hay que enseñarle a pescar, porque la gente se acostumbra a vivir sin trabajar, entonces es muy difícil que vuelvan a tener el hábito de trabajar. Este tipo de persona no tiene la hábitud

de trabajar, trabajan por la necesidad de sobrevivir y no van a volver a tener un trabajo. Eso es todo un problema social [...] en dos años cuando se terminó el plan de emergencia, va salir a la calle a hacer piquetes, no van a salir a buscar trabajo, van a salir a exigir del gobierno que le sigue dando el plan de emergencia. »

^{xxx} Citation originale : « **Leonardo T.:** Pero donde más sobre mano de obra hoy en día es en la ciudad o en los cinturones de la ciudad tenemos una pobreza muy grande, cualquier ciudad de acá, pero más bien esa gente nació ahí, siempre estuvo ahí y esa gente no se quiere ir a trabajar. Gente digo... Es raro pero nos pasa... Nos pasa que... pensás que vas y ofrecés trabajo y vas a tener esa persona, lo que sea dos o tres meses trabajando contigo, como trabaja el empleado que tengo yo, y vienen y trabajan, trabajan un mes y después no vuelven, se van ; ellos prefieren estar en la ciudad marginados. »

^{xxxi} Citation originale : « **Roberto P.:** El que vive en la ciudad, si corta uva, por ejemplo, calculan que hacen un sueldo de cien pesos o ciento cincuenta pesos, les alcanza y se van a la tres de la tarde, viste... no tienen... cuando vos juntás manzanas, paga por día y cumplen el horario, nueve horas de trabajo y tá, no se va. Pero en la vendimia que vos pagás por un tanto, pagás el precio por cajón cortado, no sé si se cansan, si les alcanza o que es lo que pasa, viste, hay gente... Hay gente que vienen a trabajar en serio, hacen mucha plata, pero hay otros que se hacen cien pesos, ochenta pesos y se van. »

^{xxxii} Citation originale : « **Leonardo T.:** En realidad tendría que haber mano de obra disponible porque supuestamente tenemos un desempleo de... no sé... un doce por ciento. Pero cuando trasladas esa gente que está sin trabajo porque trabajaba en una fábrica, porque trabajaba en otra actividad, en una oficina y está sin trabajo, esa gente les cuesta venir a hacer una actividad que nunca hizo que muchas veces está al aire libre, que hay que estar al sol o se hace frío, entonces esa gente más bien a veces espera que se solucione los problemas de su fabrica o de sus trabajos anteriores antes de venir hacer algún otro tipo de trabajo que exige un esfuerzo físico o no está acostumbrado a trabajar en el campo por supuesto. »

^{xxxiii} Citation originale : « **José Luis F.:** Hay mucha gente que viene de los pueblitos... por ejemplo... de aquí de la Colonia 18 de Julio [...] y después, se contrata mucha mano de obra... zafra también... que eso es para las cosechas, para los trasplantes... ahí se contrata mano de obra zafra [...] casi toda de esa gente son... lamentablemente de los barrios bien marginados... del cinturón de la ciudad ¿no?, que es de esa gente que de repente... poca educación... ya te digo [...] no es la gente de todos los días... yo te puedo decir... que la gente que trabaja todos los días es muy educada... muy... ¿viste?... pero hay un nivel de gente que no se va a acomodar nunca... que tampoco las queremos tener en las chacras ¿no?... las traemos cuando hay necesidad de mano de obra. »

^{xxxiv} Citation originale : « **Aude:** ¿Y... cómo hacés, todos se ponen en Caja...? **José Luis F.:** Sí, antes no tanto... **Aude:** ¿No? **José Luis F.:** Antes no tanto... antes... los zafrales se les permitía... es una cosa que está mal por un lado pero está bien por el otro... o sea... que en vez de descontarles los jornales... y todas las cosas... se les... se les pagaba mejor... se les daba la posibilidad de ganar mejor...y...no se pagaban los impuestos...hoy ya...las cosas están distintas...o sea...que ya hoy están todos en Caja... aún... que se sigue pagando los jornales mínimos... pero la gente está en Caja... salvo... ese grupito... esos muy puntuales que uno empieza a levantar de los barrios... Les estuvimos diciendo a los políticos: “no hay forma de... de formalizar a esa gente...” ¿Por qué? La mayoría está en Seguros... otros no tienen documento... otros vienen y se ponen a trabajar cuando uno... uno... trae un grupo de gente de un barrio... al otro día va a buscarlo y vienen cuatro o cinco más... porque se enteraron que hay trabajo y... tampoco nos afecta... en el sentido de que el trabajo es por el bulto... o sea... entonces uno los deja... pero... de repente vienen hoy y mañana no vienen... vienen otros...»

^{xxxv} Citation originale : « **Jésica C.:** Él no te paga beneficios, no tenés nada... por eso... vos vas... precisás faltar un día y no hay problema con él... eso... en otro trabajo tenés que hacer... tenés que decir “llevo a mi nena al doctor”, tenés que llevar el certificado del médico, pedir con anticipación que vas a faltar. Con ellos no, no hay problema, no... no nos paga beneficios... los beneficios de ella son por mi esposo que está en Caja porque si no no tendría asignaciones y centros médicos. Pero nosotros no le exigimos... **Aude:** ¿Y... te serviría tener los beneficios? **Jésica C.:** Y claro, vos date cuenta que si vos tenés un accidente o algo ahí... tenés que ir al hospital a mentir...por ejemplo... el día que yo me intoxicué nomás, el otro día con el remedio... si yo hubiera ido al hospital... Tengo que inventar algo... porque al no tener beneficios, si yo digo “ah... estaba trabajando con fulano y me intoxicué...” , lo empiezan a jorobar a él por la gente que tiene trabajando así... en negro se dice... porque no es legal ¿entendés? Viste... como no aporta a la caja... y tiene gente trabajando... ahí se le viene el problema para él... entonces yo voy

al hospital... digo que me intoxicué... lo joroban a él... y él tiene que poner a toda la gente en caja, con beneficios, pagar centros médicos... nosotros vamos al hospital público porque no nos pagan centro médico... en otros lados sí, por ejemplo, en la naranja te pagan... tienen derecho a las Asignaciones, a los Seguros de desempleo, al Seguro de Enfermedad, nosotros ahí no... y eso también es... ¿cómo te voy a decir?... es culpa nuestra... porque uno no le exige ¿no?, por no perder el trabajo o... porque uno sabe que es changa y ta... es eso viste también. »

^{xxxvi} Citation originale : « **Hugo V.:** La gente que especializada es la que nos lleva a tener un rubro mejor preparado al otro, mejor... o sea... el tema... por ejemplo... cuando yo tomo a los zafrales... que el... no... no tiene en cuenta a veces el... cuidado de la fruta... en cambio el que está todo el año con uno... que la podó, que... sufre cuando un durazno se lastima innecesariamente... sufre... o sea... el operario que está todo el año con uno... que lo podó, que lo tuvo que... que a veces que regar... que... sufre cuando el daño en la fruta se le hace innecesariamente... por eso... es muy importante... y justamente los que tenemos, es táctica... nosotros cuando aumentamos el personal... poner éstos cinco con los compañeros... por ejemplo... se cosecha... el duraznero que es una fruta muy delicada... se toma un operario que está todo el año... con el zafrales... al lado de él... para hacerle las pautas... cuál es el tamaño, cuál es el maduro... »

^{xxxvii} Citation originale : « **Hugo V.:** Ahí es donde está la dificultad del patrón... conseguir buenos operarios cuando son zafrales..., uno se acuerda del buen operario que tuvo en la en la zafra anterior y lo llama... pero a veces ya está trabajando... »

Chapitre 5 - Précarité de l'emploi et pauvreté du foyer

Introduction du chapitre

Après avoir expliqué dans le chapitre précédent que les producteurs recourraient à une pluralité de formes de flexibilité dans leur gestion de la main-d'œuvre, ce cinquième chapitre s'attache à comprendre les conséquences de telles pratiques pour les journaliers qui sont les salariés les plus exposés. À travers l'étude des conditions d'emploi et des conditions de vie, ce chapitre montre en quoi les statuts des journaliers agricoles, et ceux du secteur hortifruicole en particulier, se révèlent précaires conduisant les salariés et leur famille à vivre dans une situation de pauvreté. Pour nourrir l'argumentation, diverses sources d'information ont été mobilisées. Des entretiens avec les journaliers – qui ne font pas ici l'objet d'une analyse structurale approfondie (ce travail est présenté dans la partie 3) – les éléments relatifs aux conditions d'emploi et de vie ont été extraits pour comprendre le vécu de la flexibilité. Ces données ont été articulées avec le travail de terrain mené avec les agents de développement social ainsi qu'avec les lois et mesures anciennes et actuelles concernant les salariés du secteur agropastoral et l'attention aux populations vulnérables.

Le premier point de ce chapitre se consacre à montrer que les conditions d'emploi des journaliers agricoles, légitimées par un cadre législatif peu favorable aux travailleurs, les a installés durablement dans un statut précaire. Le deuxième point porte sur les conséquences de ce statut sur les conditions de vie des familles qui, parce que les journaliers ont des revenus faibles et aléatoires, vivent pour la plupart sous le seuil de pauvreté. Le troisième point prend le contre-pied des deux premiers en évoquant les changements survenus dans les politiques sociales et dans la législation du travail depuis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche en 2005.

1. Précarité de l'emploi des salariés agricoles

La précarité de l'emploi composante de la précarité professionnelle telle que la définit Serge Paugam est ici appréhendée. Il s'agira, dans un premier temps, de donner quelques éléments de définition puis, de montrer, dans un second temps, en quoi les emplois des salariés agricoles en général, et des journaliers en particulier, sont précaires.

1.1. Flexibilité et précarité

En sociologie, les travaux sur la flexibilité, notamment ceux sur les formes particulières d'emploi, se sont, en soulignant les inégalités sociales qui en découlaient, peu à peu tournés vers l'étude de la précarité de l'emploi comme le signalent Margaret Maruani et Emmanuelle Reynaud (2004), principalement à travers les recherches de Serge Paugam pour le cas français (Paugam S., 2007). Ces orientations s'inscrivent dans un contexte économique et social européen peu favorable dans lequel la hausse du chômage concomitante au processus de flexibilisation fragilise l'emploi. En effet, les vagues de licenciement survenues pendant les périodes de ralentissement de la croissance économique du début des années 2000 ont affecté la sécurité de l'emploi. À cela s'ajoute une augmentation de l'instabilité des carrières du fait de la multiplication de l'alternance des temporalités au travail et hors du travail. Il peut s'agir, d'une part, d'un emploi à temps partiel contraint où les journées de travail sont raccourcies au profit du temps libre et, d'autre part, de contrats intérimaires ou à durée déterminée où des périodes sans emplois, plus ou moins longues, viennent s'intercaler entre les périodes d'emploi. Selon Robert Castel, cette fragilisation de l'emploi est source de précarité :

« On peut appeler « précarité » ces rapports plus labiles au travail qui contrastent avec la stabilité et la consistance du rapport classique à l'emploi. » (Castel R., 2009b. : 163).

L'effritement de l'emploi à durée indéterminée précarise le salarié sur plusieurs plans. Tout d'abord, les rentrées d'argent plus faibles mais également plus aléatoires contraignent financièrement le travailleur et son foyer. Ensuite, les formes particulières d'emploi (voir chapitre 4) sabrent les droits des salariés en termes de protection sociale. Enfin, dans la vie quotidienne, l'instabilité de l'emploi génère, au-delà des difficultés économiques, une méfiance sociale qui accroît les obstacles pour, par exemple, se loger ou contracter des emprunts.

Dans *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Serge Paugam précise la notion de « précarité professionnelle » en dissociant les deux dimensions qui la composent : la « précarité de l'emploi » et la « précarité du travail » :

« La précarité renvoie en définitive à deux sens différents. Le premier est celui auquel Robert Castel fait référence, c'est-à-dire l'absence ou tout au moins, le sentiment d'absence ou d'affaiblissement des protections face aux principaux risques sociaux, notamment le chômage et la pauvreté. Le second est proche de celui que donne, au moins implicitement, Pierre

Bourdieu lorsqu'il insiste à la fois sur les conditions dans lesquelles se constituent aujourd'hui les rapports sociaux du travail et les formes de domination qui les caractérisent. » (Paugam S., 2007 : XVII)

Outre l'analyse du rapport à l'emploi, l'originalité de la démarche de Serge Paugam se situe dans celle du rapport au travail. Appréhender le rapport à l'emploi implique de faire référence aux conditions contractuelles d'embauche et a pour conséquence l'intégration sociale ou, au contraire, la mise à l'écart de l'individu qui peut se traduire par l'exclusion ou la désaffiliation, au sens de Robert Castel, c'est-à-dire la vie au jour le jour suite à la dégradation des moyens collectifs de protection sociale qu'offrait l'État providence (Castel R., 1999). Le rapport au travail a à voir avec les tâches accomplies par le salarié. Dans les années 1980-1990, il est peu abordé dans la perspective de la précarité par les sociologues qui se focalisent davantage sur la précarité de l'emploi. Néanmoins pour Serge Paugam, appréhender la précarité au prisme de l'emploi et du travail enrichit l'analyse des formes d'intégration professionnelle (Paugam S., 2007). Serge Paugam cherche alors à démontrer que « l'accès à l'emploi ne met plus systématiquement à l'abri de la pauvreté matérielle ni de la détresse psychologique » (Paugam S., 2007 : XIII-XIV). Il propose une typologie croisant la stabilité ou non de l'emploi avec la satisfaction ou non dans le travail participant de la reconnaissance sociale du travail. Dans cette typologie, « l'intégration assurée » représente l'idéal type de l'intégration professionnelle car elle allie à la fois la stabilité de l'emploi et la satisfaction au travail. Au contraire, les trois autres types regroupent des formes partielles d'intégration professionnelle : l'« intégration incertaine » qui conjugue l'instabilité de l'emploi et la satisfaction du travail, l'« intégration laborieuse » qui assure la stabilité de l'emploi malgré l'insatisfaction du travail et l'« intégration disqualifiante » qui cumule l'instabilité de l'emploi avec l'insatisfaction du travail. En Uruguay, Diego Piñeiro a repris le cadre théorique proposé par Serge Paugam pour l'étude de la précarité dans le salariat agricole (Piñeiro D., 2008). Ses résultats se fondent principalement sur deux enquêtes menées par questionnaires auprès des saisonniers de deux secteurs agropastoraux : les saisonniers de la tonte des moutons et ceux de la récolte d'agrumes. Ces enquêtes rassemblaient des informations sur les caractéristiques socio-démographiques, la forme d'emploi ainsi que le rapport au travail. À travers l'analyse de la précarité objective, définie par des indicateurs relevant des conditions d'emploi, et celle de la précarité subjective, liée à la satisfaction du travail, Diego Piñeiro montre qu'être un travailleur précaire expose à la fois à se sentir précaire et à être en situation de précarité.

L'analyse de la précarité à travers ces deux dimensions est abordée à deux moments bien distincts de la thèse. Dans la continuation de ce chapitre, seule la précarité de l'emploi est évoquée car il s'agit de faire le lien entre précarité des conditions d'emploi, vulnérabilité économique des travailleurs et action de l'État. Le rapport au travail pouvant mener à la précarité du travail des salariés insatisfaits est analysé dans point 2. du chapitre 6 afin de comprendre le lien fort ou faible entre le salarié et l'activité agropastorale.

1.2. La précarité de l'emploi

Dans les travaux de Serge Paugam comme dans ceux de Diego Piñeiro, la précarité de l'emploi est davantage appréciée à l'aide d'indicateurs objectifs que par des indicateurs faisant intervenir la subjectivité des individus car leur but est, entre autres, de mesurer la précarité. Serge Paugam distingue trois indicateurs du rapport à l'emploi : le statut de l'emploi, la variation du statut au cours de la vie du salarié et le sentiment de risque fort ou faible de licenciement – qui peut être considéré comme un indicateur subjectif. Diego Piñeiro mobilise une gamme très diversifiée d'indicateurs : le statut de l'emploi (contrat à durée déterminée ou contrat à durée indéterminée), les revenus en prédéfinissant un seuil permettant de différencier les revenus suffisants des revenus insuffisants, la pauvreté des ménages (ménages sous le seuil de pauvreté ou sous le seuil d'indigence) et la couverture sociale. Grâce aux enquêtes par questionnaires, ils ont pu déterminer des répartitions et élaborer des indices de précarité de l'emploi. Là n'est pas notre objectif, il s'agit au contraire, comme dans le reste de la thèse, d'une part, de montrer la diversité des situations à travers l'étude des caractéristiques et significations de la précarité de l'emploi dans les discours et, d'autre part, de mettre en évidence, en se référant à la législation du travail, que les conditions d'emploi des salariés agricoles sont plus précaires que celles des salariés appartenant au statut général et que parmi eux les journaliers sont les plus mal lotis. Plusieurs dimensions de la précarité sont évoquées : le temps de travail, le type de contrat, le salaire, le mode de rémunération, ainsi que les conditions d'emploi. Dans un premier temps, les différences légales entre les salariés du secteur agropastoral et les autres qui témoignent de « l'institutionnalisation » du précaire agricole sont précisées. Le second temps est consacré aux éléments de la précarité spécifiques aux journaliers.

1.2.1. L'ouvrier agricole, un salarié plus précaire que les autres

Comme le signale Virginia Palleiro, la première source légale de réglementation des relations professionnelles entre employeur et employé dans le secteur agropastoral date du Código rural de 1875 (Palleiro V., 2003). C'est à partir de ce moment que le contrat de travail écrit devient obligatoire, même si, comme le note l'auteure, la loi est rarement respectée (Palleiro V., 2003). Outre cette première normalisation, le salariat agricole fait l'objet d'un statut spécifique depuis la loi n° 10.809, « Estatuto para el trabajador rural », de 1946 (voir la loi en Annexe 3). Ce statut a fait l'objet de plusieurs modifications, notamment parce qu'il prévoyait que le pouvoir législatif fixe les salaires ce qui imposait d'édicter une nouvelle loi à chaque fois que la rémunération devait être révisée. Le statut actuellement en vigueur a été promulgué en 1978 par la loi n° 14.785, « Trabajadores rurales. Se dictan normas laborales que regulan su actividad » (voir la loi en Annexe 4). Il reprend en partie les éléments présents dans le statut de 1946 en le complétant. Les principales différences entre le régime agricole et celui des autres

salariés reposent sur la rémunération et le temps de travail. Hector Hugo Barbagelata et Virginia Palleiro expliquent que les particularités sur ces deux points répondent à des problématiques propres à l'activité agropastorale (Barbagelata H. H., 1992 ; Palleiro V., 2003). Cette justification doit néanmoins être nuancée car la loi semble davantage appropriée pour la régulation des relations professionnelles dans l'activité d'élevage extensif que pour les autres activités du secteur agropastoral.

Contrairement aux autres salariés, la rémunération des salariés agricoles est composée de deux parties. La première partie est un salaire minimum dont le montant fixé par l'État doit obligatoirement être payé au travailleur sous forme monétaire. La seconde partie est versée en nature. Les employeurs prennent à leur charge le logement et l'approvisionnement en nourriture du travailleur et de sa famille, si celle-ci loge au sein de l'exploitation. La première partie semble indispensable pour que les salariés puissent conserver une certaine liberté d'action et ne soient pas totalement dépendants des employeurs pour l'achat des biens non-alimentaires comme cela pouvait être le cas dans les grandes exploitations brésiliennes (Garcia Jr. A., 1989). Aux yeux du droit, la seconde partie apparaît également nécessaire. Elle reconnaît l'isolement des exploitations agropastorales au sein d'un espace rural de faible densité de population dans lequel les centres urbains sont peu nombreux, très dispersés et difficiles d'accès. Afin de satisfaire le besoin de main-d'œuvre de leur exploitation, les producteurs doivent offrir le logement aux travailleurs car le domicile familial de ces derniers peut être éloigné de l'exploitation et les moyens de transports reliant les deux lieux peu nombreux. Le devoir d'alimentation est lié à la même justification : les difficultés d'accès aux commerces ne permettant pas aux travailleurs de s'approvisionner quotidiennement par leurs propres moyens, c'est donc au producteur de s'en charger. Notons que cette mesure repose sur une vision du secteur agropastoral restreinte aux *estancias* d'élevage extensif, qui sont situées dans les zones rurales les plus isolées (voir 2.1.2. du chapitre 2) et dont l'existence sur le territoire et la demande en main-d'œuvre salariée sont anciennes. Cependant, la loi prévoit également des mesures plus adéquates aux situations des autres exploitations du secteur. En effet, lorsque la famille ne réside pas sur l'exploitation avec le travailleur – situation la plus couramment rencontrée depuis la fin du XIX^{ème} siècle dans les *estancias* et largement partagée par les autres types d'exploitation – l'employeur est contraint de verser une somme d'argent supplémentaire pour couvrir ses dépenses. De la même manière, et cela s'applique principalement pour les exploitations hortifruitières, les producteurs installés à cinq kilomètres maximum d'une localité et qui par conséquent ne donnent pas le gîte et le couvert au travailleur doivent verser un complément de salaire dont le montant est fixé par l'État. Ainsi, bien que les salaires de base payés en argent soient beaucoup plus bas que ceux des travailleurs d'autres secteurs, la perte est compensée, partiellement au moins, par la partie en nature. La rémunération en nature pose néanmoins problème aux producteurs hortifruitières. En effet, pour certains producteurs des

types 3 et 4 qui emploient des salariés tant dans le secteur agropastoral que dans le secteur industriel de conditionnement des fruits et des légumes, la partie en nature payable en argent paraît peu compréhensible car les employés de l'industrie n'en bénéficient pas. Cette rémunération supplémentaire, qui peut être perçue comme réévaluation d'un salaire de base peu élevé des travailleurs agricoles, représente donc une aberration pour les producteurs car la somme allouée en compensation du logement et de l'alimentation augmente le salaire des employés agricoles en moyenne de 20 %⁵⁵ par rapport aux salariés de l'industrie hortifruitière appartenant aux catégories les plus communes et les moins qualifiées. Bien que ce complément assure aux ouvriers hortifruitières des revenus comparables voire supérieurs à ceux des ouvriers des entreprises de conditionnement du même secteur – ouvriers les moins bien rémunérés de l'agroindustrie –, leur rémunération demeure nettement plus basse que celles d'autres ouvriers du secteur agropastoral et des autres secteurs de l'agroindustrie qui sont en moyenne supérieures respectivement de 10 et 20 %⁵⁶ par rapport à la leur.

La dimension la plus importante de la précarité du statut du salarié agricole repose probablement dans la non délimitation volontaire du temps de travail quotidien, hebdomadaire et annuel. Cette non délimitation de la journée de travail a pour conséquence l'inexistence des heures supplémentaires avec une rémunération majorée. Prétendant une charge de travail variable selon les saisons, les juristes légitiment ces dispositions par les contraintes d'un secteur qui doit tenir compte du cycle biologique des plantes (Barbagelata H. H., 1992 et Palleiro V., 2003). Aussi, les arguments employés par les producteurs comme par les chercheurs pour défendre la nécessaire flexibilité, dont il a été montré précédemment qu'elle n'était pas inévitable (voir 2.2. du chapitre 4), sont-ils entérinés par le législateur. Ce dernier précise qu'à certains moments de l'année l'activité au sein des exploitations implique moins de 8 heures de travail quotidien – norme temporelle de la journée de travail pour la plupart des secteurs d'activité depuis 1915 – alors qu'à d'autres elle en nécessite beaucoup plus. Toutes sortes de dérives sont alors envisageables. Certains travailleurs, employés dans des exploitations d'élevage, expliquent, au cours de leur entretien, qu'ils commencent à travailler au lever du soleil et s'arrêtent une fois la nuit tombée ce qui, en hiver, correspond en moyenne à 9 heures de travail mais, en été, peut s'étendre jusqu'à 15 heures de travail quotidien. La durée du travail est donc toujours supérieure à celle des salariés des autres secteurs d'activité. Au regard des pratiques, il est aisément compréhensible qu'en 2008, les producteurs d'*estancias* d'élevage extensif se soient fermement opposés à l'extension de la journée de 8 heures à leur secteur. Dès 1965, l'article 56 de la loi n° 13.426 limitait déjà la journée de travail à 8 heures pour les salariés de l'hortifruitière, des élevages avicole et porcin. Cela n'empêche pas les écarts, notamment par certains petits producteurs qui, même lorsqu'ils déclarent leurs salariés, les font travailler

⁵⁵ Source : MTSS, *Consejos de salarios*, (grupo 1.2., grupo 23.1.), janvier 2010.

⁵⁶ Source : MTSS, *Consejos de salarios*, janvier 2010.

illégalement une heure par jour sans les rémunérer davantage. Ce n'est qu'en 2008 que la loi n° 18.441 (voir la loi en Annexe 5) applique la norme de la journée de 8 heures à l'ensemble des travailleurs du secteur agropastoral (voir les précisions de ce thème dans le point 3. de ce chapitre). En outre, les lois précisent que les employeurs sont tenus de donner un jour de repos hebdomadaire qui est « préférentiellement » fixé le dimanche mais elles stipulent également que l'employeur pourra, à sa convenance, le déplacer en fonction des nécessités productives. Malgré cela, les salariés bénéficient comme tous les autres travailleurs de 20 jours de congés annuels (en plus des dimanches et des jours fériés) qu'ils peuvent prendre en congé continu de 5 jours minimum.

En plus des particularités en termes de législation du travail, les salariés agricoles appartiennent à un régime spécifique de chômage. Tout d'abord, ils n'ont été insérés au programme de chômage – défini en 1981 par la loi n° 15.180 – qu'en 2001 par le décret n° 211/001. Ensuite, alors que l'intermittence de l'emploi est plus forte, les conditions d'attribution du chômage (ou *subsídio de desempleo*) sont plus exigeantes que pour les autres salariés. Alors que les salariés des autres secteurs doivent avoir cotisé pendant 6 mois pour ceux rémunérés au mois, pendant 150 journées pour les journaliers et 6 salaires minimum national pour les salariés rémunérés au rendement au cours des 12 mois précédant la demande, les salariés du secteur agropastoral doivent avoir cotisé pendant 12 mois pour ceux rémunérés au mois, pendant 250 journées pour les journaliers et 12 salaires minimum national pour ceux rémunérés à la tâche, au cours des 24 mois précédant la demande. Par ailleurs, les salariés du régime général peuvent de nouveau percevoir le chômage 1 an après la demande précédente alors que les salariés agricoles doivent attendre 2 ans avant d'y avoir recours une nouvelle fois. Enfin, parmi les salariés, les journaliers sont pénalisés puisque les travailleurs rémunérés au mois perçoivent le chômage pendant 6 mois après la cessation de leur activité alors que les journaliers, salariés les plus fragilisés, ne le perçoivent que pendant 72 jours.

Ces dispositions légales s'inscrivent dans ce que Robert Castel nomme, pour le cas français, l'« institutionnalisation du précarité » qui est le résultat d'un processus de « transformation profonde de la condition salariale » et de la protection sociale à la faveur d'une précarisation de des groupes affectés (Castel R., 2009b.). Dans le cas uruguayen, il est plus approprié de parler de précarité institutionnalisée car la plupart des mesures visant à mettre le salarié agricole à l'écart du régime général sont anciennes. Cependant, depuis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche, en 2005, elles tendent à être remises en cause (voir 3.2. de ce chapitre).

1.2.2. Le journalier, une précarité encore plus grande

Parmi les salariés agricoles, les journaliers présentent des caractéristiques de précarité plus importantes que les autres. Outre la faiblesse du temps de versement du chômage évoqué dans le point précédent, une pluralité d'éléments renforce leur statut précaire.

Les premiers éléments ont trait à l'instabilité des revenus du salarié. Tout d'abord, le statut de journalier, lorsqu'il est temporaire, génère une fluctuation importante des revenus du travailleur ce qui fragilise l'équilibre économique de la famille déjà précaire (voir point 2.1. de ce chapitre), cela est d'autant plus vrai si seul un membre du couple occupe un emploi. En effet, même si depuis la loi n°13.245 de 1964, le statut de saisonnier en Uruguay est officiellement reconnu et la rémunération perçue par ce travailleur a été augmenté de 6 % par rapport à un ouvrier non-spécialisé (*peón común*), cela comble difficilement les périodes chômées. Ensuite, le mode de rémunération ajoute à l'aléatoire. Deux cas de figures sont remarquables. Le premier cas de figure est lié à la rémunération à la journée travaillée et au fait qu'au cours d'un temps d'emploi, une saison de récolte par exemple, les journaliers peuvent être amenés à ne pas travailler soit parce que la cueillette est finie ou pas encore prête, soit, comme dans le cas de l'agrumiculture, parce que les conditions climatiques ne sont pas propices à la récolte. Cette interruption ampute le salaire d'une ou plusieurs journées de travail dans de la semaine et ne laisse pas la possibilité au journalier de trouver un autre emploi car l'arrêt du travail est soudain et le moment de la reprise proche bien qu'incertain. Le second cas de figure est induit par la rémunération à la tâche. Le salaire dépend alors de la vitesse d'exécution du travailleur, par conséquent, si ce dernier est habile, il obtient une meilleure rémunération que s'il était employé à la journée alors, qu'au contraire, un travailleur moins rapide se verra moins bien payé que s'il avait été embauché à la journée. Cette expérience est évoquée par José Luis R. au cours de son entretien. José Luis R. est un homme de 57 ans, père d'une famille nombreuse ; il a neuf enfants, dont cinq vivent encore sous son toit. Il s'est installé dans la ville de Salto un an avant notre rencontre (en 2005). Auparavant, il résidait à la campagne. Il a été contraint de migrer avec sa famille car les voyages à Salto, pour l'un de ses enfants ayant besoin de soins réguliers à l'hôpital, devenaient trop lourds à organiser. À la campagne, il avait toujours travaillé dans des *estancias* en tant qu'ouvrier traditionnel (*peón de campo*) ou comme ouvrier spécialisé à la pose des clôtures et à la tonte des moutons. À son arrivée en ville, il a essayé de trouver un emploi dans les secteurs agropastoraux locaux. Il a alors été employé dans une exploitation agrumicole à la récolte des oranges. Cependant, il n'a poursuivi cet emploi car, selon lui, c'est une tâche très difficile. Son discours oppose la qualité de son travail à celle des cueilleurs expérimentés. Ces derniers peuvent non seulement jouir d'un bon salaire car leur vitesse de cueillette est élevée mais, en plus, ils ont la possibilité de déjeuner à la cantine de l'exploitation ce qui pour lui est impensable car la retenue sur salaire pour l'alimentation représenterait les

deux tiers de son revenu : « Tu manges mal le midi parce que si tu manges bien, tu ne rapportes rien quand tu rentres à la maison »ⁱ (Entretien avec José Luis R., Salto, 2006). Cette mauvaise expérience n'a duré que quelques jours, puis, il a à nouveau cherché un emploi dans son activité antérieure. Ses mobilités ne se font plus désormais entre le *pueblo* et l'*estancia* mais entre la ville et l'*estancia*. Ainsi, la rémunération à la tâche, bien qu'elle jouisse d'une représentation positive car les travailleurs voient en elle le moyen d'accroître leur salaire, comporte également des aspects négatifs tels que des rémunérations basses, des cadences de travail élevées et une fatigue physique accrue. Alberto Riella et Mauricio Tubío signalent d'ailleurs dans leur enquête sur les cueilleurs d'agrumes que seul un cinquième d'entre eux avait plus de 35 ans (Riella A. et Tubío M., 1997). En effet, la récolte d'agrumes est considérée par l'ensemble des journaliers de l'hortifruiculture comme le travail le plus pénible car elle impose de porter à longueur de journée des sacs lourds de plusieurs dizaines de kilos de fruits lorsqu'ils sont pleins et en plus de monter à l'échelle pour cueillir les fruits en hauteur et de s'accroupir pour ceux situés au pied ou à l'intérieur de l'arbre qui par ailleurs est plein d'épines. Ainsi, comme l'expliquent Isabelle Billiard, Danielle Debordeaux et Martine Lurol, la précarité est liée à l'incertitude, car en plus de la faiblesse des revenus, évoquée dans le point précédent, la menace de la perte de l'emploi, celle de la journée non travaillée pour cause d'intempérie ou encore celle du faible rendement voire la survenue d'un événement qui amputerait le revenu transforme le rapport à l'avenir que les salariés temporaires peuvent difficilement planifier (Billiard I., Debordeaux D. et Lurol M., 2000).

Les autres éléments qui accentuent la précarité pour les journaliers se rapportent aux conditions d'embauche et au mode d'acheminement des travailleurs dans les exploitations. Cela a déjà été évoqué dans le chapitre précédent, une partie des salariés est embauchée illégalement sans qu'elle puisse véritablement choisir cette forme d'emploi (voir le discours de Jéssica C., Extrait d'entretien 25). L'informalité rend la situation du journalier encore plus précaire. Tout d'abord à court terme car il ne bénéficie pas de la même protection sociale que les autres salariés. S'il se retrouve au chômage, il ne percevra aucune indemnité de licenciement ni aucun revenu compensatoire ; s'il tombe malade ou se blesse au travail, il sera contraint d'aller à l'hôpital public car il n'est affilié à aucun centre médical ; enfin, jusqu'en 2004 et l'extension des prestations sociales à tous les foyers les plus pauvres – incluant ceux ne pouvant justifier d'un emploi formel récent (loi n° 17.758 sur les allocations familiales) – il ne pouvait pas recevoir d'allocations familiales. Ensuite, à long terme, le travailleur est également pénalisé car, bien qu'il ait travaillé toute sa vie, il n'aura pas cotisé pour avoir droit à une retraite, sa pension de vieillesse sera très faible, il sera donc dépendant de son conjoint ou de sa famille.

Par ailleurs, le temps de travail est également un facteur de précarité. Lorsque l'emploi est informel et rémunéré au rendement, situation plus couramment rencontrée dans le cadre des vendanges dans la région de Las Piedras, les salariés travaillent parfois de la levée du jour au

couché du soleil. Les producteurs précisent, dans leurs entretiens, que ceux qui le font, par exemple les travailleurs d'autres départements qui sont logés au sein de l'exploitation durant la saison, le choisissent, or il semble que leur choix soit motivé par la pauvreté familiale et la faiblesse des opportunités d'emploi à d'autres moments de l'année. Par exemple, Nahir R. qui réside à Salto se rend, avec sa famille, chaque année, depuis deux décennies, dans le sud du pays pour les vendanges. Lorsqu'elle vivait encore sous le même toit que son mari l'argent gagné en famille (ses enfants travaillent aussi lors des vendanges) était un complément de revenu, désormais il s'agit de sa source principale de revenu, elle doit vivre toute l'année avec l'argent accumulé lors des vendanges. De la même manière, la répartition du temps de travail dans l'agrumiculture peut être envisagée comme source de précarité même si certains y voient une source d'opportunité. Les saisonniers travaillent 6 heures par jour en continu, c'est-à-dire qu'à partir du moment où la journée commence ils n'ont le droit à aucune pause alors que le travail est épuisant. Cependant, comme la législation impose à l'employeur de ne pas faire travailler l'employé plus de quatre heures consécutivement, les deux dernières heures de travail de la journée comptent double ce qui réduit de 2 heures la journée de travail sans amputer le salaire. Cette limitation de la journée de travail est alors considérée par certains employeurs comme un avantage de l'activité.

Enfin, la prise en charge du transport par le producteur a elle aussi un caractère ambivalent, c'est une aubaine pour les travailleurs qui ne disposent pas de moyen de transport mais elle peut se révéler comme une contrainte. D'une part, le travailleur n'a pas la maîtrise de son déplacement. Lorsque la mobilité se fait à proximité du lieu de résidence, le trajet moyen dure environ une vingtaine de minutes mais les producteurs, qui ont des exploitations très dispersées et éloignées de l'exploitation principale proche de la ville, peuvent également décider de ne pas recruter la main-d'œuvre localement et de faire déplacer la main-d'œuvre des villes avec laquelle il a l'habitude de travailler ce qui accroît le temps de déplacement. Les cueilleurs d'agrumes font des trajets qui dépassent parfois trois voire quatre heures aller-retour, en plus de leur journée de travail. D'autre part, le déplacement collectif peut apparaître très contraignant lorsque la distance qui sépare l'exploitation du lieu de résidence est faible. L'expérience d'Ana P. est en ce sens remarquable. Elle était embauchée pour les vendanges dans l'une des plus grandes entreprises de la région Las Piedras. Cependant, elle a décidé d'interrompre cet emploi déclaré, payé au rendement alors qu'elle est une cueilleuse efficace car le transport collectif contraignait trop sur son quotidien. Habitant du côté opposé de la ville par rapport à l'exploitation, le bus affrété par le producteur passait la chercher très tôt et la ramenait très tard. Elle ajoute à cela que l'entreprise n'affectait pas un bus par équipe mais qu'un même bus devait raccompagner plusieurs équipes à tour de rôle. Dès lors bien que résidant à 15 kilomètres de l'exploitation, elle rentrait à 20h30 chez elle alors que le travail terminait à 18h00. L'entreprise n'autorisant pas les salariés saisonniers à se rendre sur l'exploitation par leurs propres moyens, elle a préféré

travailler pour un producteur plus petit qui ne la déclare pas et dont le salaire est un peu moins élevé – bien qu'elle soit chef d'équipe et que son salaire de base est assez élevé – car les conditions qui entourent l'emploi sont plus avantageuses (Entretien avec Ana P., Las Piedras, 2008).

Pour conclure, il est important de signaler que la précarité, liée à l'alternance de périodes d'emploi et de non emploi, est présente dans tous les discours des travailleurs et qu'un emploi fixe et « bien rémunéré », c'est-à-dire permettant à la famille de vivre décemment – avoir sa propre maison et pouvoir subvenir aux besoins quotidiens de sa famille voire financer la scolarité des enfants –, représente pour eux l'idéal à atteindre même si les descriptions sont très hétérogènes d'un travailleur à l'autre.

2. Des « travailleurs pauvres »

En 1996, le Bureau International du Travail (BIT) informait, dans un communiqué de presse, que les salariés agricoles correspondaient à la part de la population la plus pauvre du monde (BIT, 1996). En Uruguay, la précarité de leur statut, dont il vient d'être fait état, corrobore cette constatation. Ce second point a pour objectif de montrer que la précarité de l'emploi conduit à la pauvreté des familles des journaliers. Après avoir identifié les différents indicateurs qui composent la pauvreté, la faiblesse et l'instabilité des revenus qui participent à maintenir une large part des familles des journaliers agricoles sous le seuil de pauvreté sont abordées. Enfin, les implications des bas revenus sur les conditions de vie des familles, qui, bien qu'elles soient très différenciées selon les ménages révèlent une grande vulnérabilité économique, sont exposées.

2.1. Les indicateurs de la pauvreté

Avant de s'interroger sur la pauvreté des journaliers agricoles uruguayens, il semble important de revenir sur les outils disponibles pour qualifier et mesurer la pauvreté. Marguerite Bey, dans l'état des lieux qu'elle dresse des recherches sur la pauvreté indique que les organismes internationaux utilisent deux outils principaux pour mesurer la pauvreté : le revenu et les conditions de vie (Bey M., 1999). L'approche par les revenus permet de définir des seuils au dessous desquels les individus ou les foyers sont en situation de pauvreté. Les institutions internationales (telles que la Banque Mondiale ou les Nations Unies) ont identifié deux types de seuil. Le premier correspond à la « pauvreté absolue » et est calculé en fonction du revenu nécessaire pour subvenir aux besoins minimums (nourriture, logement, vêtement, santé) alors que le second est construit à partir salaires moyens ou médian, donc niveau de vie d'un pays et caractérise la « pauvreté relative » (Bey M., 1999 ; Séchet R., 1996). Les statisticiens définissent ces seuils qui correspondent aux revenus minimums – soit pour un individu, soit pour un foyer – en dessous desquels il n'est pas possible de subvenir à ses besoins. Ils élaborent ainsi deux seuils dont le seuil d'indigence, en dessous duquel les populations sont dites en situation d'extrême pauvreté. En Uruguay, en juillet 2006, un individu disposant de moins 919 pesos par mois⁵⁷ ne pouvait pas satisfaire ses besoins alimentaires basiques – il s'agit d'un panier de biens alimentaires indispensables, calcule pour satisfaire les besoins nutritionnels quotidiens – (INE, 2009). Le second seuil construit à partir des revenus est le seuil de pauvreté, celui-ci prend en

⁵⁷ Les indications en pesos ne sont pas rapportées en euros car cela ne serait que peu significatif pour le lecteur. Au contraire, dans la suite du point 2., ces données sont associées aux salaires des journaliers, aux revenus des foyers ainsi qu'aux versements de prestations sociales et au coût des marchandises locales ce qui permet de comprendre les possibilités offertes par les revenus et de mettre en évidence les difficultés économiques et les disparités entre les ménages rencontrés.

compte non seulement la satisfaction des besoins alimentaires basiques mais aussi celle des autres besoins et services liés à l'habillement, au logement, à la santé, aux déplacements et à l'éducation. En Uruguay, en juillet 2006, le seuil de pauvreté est fixé à 2 435 pesos par personne par mois (INE, 2009). L'approche par les conditions de vie permet soit d'aborder directement les carences (nécessités de base insatisfaites, NBI), soit de calculer de multiples indices en se focalisant sur les conséquences (comme l'indice de développement humain, IDH) (Bey M., 1999). En Uruguay, les statisticiens ont privilégié l'analyse de la satisfaction des nécessités basiques, qui dépendent non seulement des revenus actuels mais sont également une conséquence des revenus antérieurs. Les enquêtes se portent alors sur des aspects plus qualitatifs de la situation des ménages. L'enquête continue des foyers urbains, réalisée par l'INE en 2004, renseigne sept dimensions avec de multiples indicateurs pour caractériser la satisfaction des nécessités de base. Dès lors qu'une carence est constatée les foyers sont désignés comme étant en situation d'insatisfaction. Les cinq premières dimensions ont trait à l'équipement du logement : l'accès à l'eau potable dans le logement ; l'entassement dans le logement (le rapport entre le nombre d'habitants du foyer et le nombre de pièces dans lesquelles ils vivent) ; le mode d'évacuation des excréments ; le logement (le type ; le nombre d'habitants ; la forme d'occupation) ; l'énergie utilisée pour cuisiner et la possession d'équipement électriques indispensables, comme la chaudière ou le cumulus, le réfrigérateur, ou communs, comme le téléviseur. Les deux autres dimensions se réfèrent, quant à elles, aux possibilités sociales du foyer, d'une part, en observant la capacité de subsistance par l'indicateur du niveau d'instruction du chef de famille et le nombre d'enfants à éduquer et, d'autre part, en vérifiant la régularité de la scolarisation des enfants de moins de 12 ans.

Ces deux outils utilisés pour construire des indices ont été fortement critiqués par les chercheurs en sociologie de la pauvreté ce qui les a orienté vers de nouvelles approches de la pauvreté. Certains ont poursuivi les enquêtes en privilégiant la subjectivité des individus quant à leur situation et à leur bien-être. Cependant, Serge Paugam fait remarquer que cette méthode pose problème parce que la formulation des questions peut influencer les réponses (Paugam S., 2005). D'autres, comme Jean Labbens ou Amartya Sen repris par Serge Paugam, orientent le débat sur la pauvreté non pas sur le manque de revenu ou les carences dans les conditions de vie mais sur « l'absence de pouvoir » et la capacité d'accéder ou non, lorsque l'individu le choisit à la satisfaction de ses besoins (Paugam S., 2005). En outre, la critique des indicateurs quantitatifs porte sur le lissage des expériences de la pauvreté. Les sociologues cherchent alors à mettre en avant l'hétérogénéité des situations ainsi que leur variation (Herpin N. et Verger D., 1998). La typologie proposée par Robert Katzman, bien qu'elle croise les indicateurs de revenu et de condition de vie, semble ouvrir la voie à la diversité des situations (Katzman R., 1989). Le premier type, la population « socialement intégrée » regroupe des individus dont le revenu est supérieur au seuil de pauvreté et ne souffrant d'aucune carence dans les nécessités de base. Le

second type, la population ayant des « privations résignées », présente certes des revenus supérieurs au seuil de pauvreté mais aussi des carences dans la satisfaction des besoins basiques. Le troisième type, la population en situation de pauvreté récente ou transitoire, ses revenus sont récemment ou temporairement passés sous le seuil de pauvreté mais cela n'a pas affecté la satisfaction de ses besoins. Le quatrième, la « pauvreté chronique » est composée de ménages dont les revenus sont durablement inférieurs au seuil de pauvreté ce qui ne leur permet pas de satisfaire toutes leurs nécessités de base. Par ailleurs, Serge Paugam, à travers l'étude des représentations et du vécu de la pauvreté, définit les formes et l'intensité des liens sociaux qui touchent la pauvreté et mobilise deux dimensions, la « protection » (faisant référence aux travaux de Robert Castel) et la « reconnaissance » (faisant référence aux travaux de Pierre Bourdieu) sociales, qui confèrent, selon leur variation, une position différenciée aux pauvres au sein de la société (Paugam Serge, 2005).

Cependant, si les indicateurs traditionnels ne donnent qu'une information partielle sur la pauvreté – puisque leur variabilité au cours du temps court et long est forte et qu'ils ne tiennent pas compte des choix individuels et familiaux – ils demeurent néanmoins un indicateur de base pour appréhender la pauvreté. Ils permettent notamment de situer les individus et leur famille et de pointer leurs difficultés. Ils sont donc mobilisés dans la suite de ce point afin de voir si les journaliers agricoles peuvent être qualifiés de travailleur pauvre, c'est-à-dire, au sens de Serge Paugam, « des personnes qui, tout en ayant un emploi, appartiennent à un ménage dont les revenus ne dépassent pas le seuil de pauvreté » (Paugam S., 2007 : XIII).

2.2. Faiblesse et variabilité des revenus familiaux

Dans un premier temps, une estimation des revenus maximums familiaux des journaliers permet de montrer qu'ils vivent tous sous le seuil de pauvreté relative. Dans un second temps, les entretiens ont révélé que les revenus, déjà faibles, variaient fortement au cours de l'année ce qui accentue la vulnérabilité économique des ménages.

2.2.1. Des ménages sous le seuil de pauvreté

Avant d'exposer les caractéristiques économiques des foyers des travailleurs, il est important de préciser que leurs situations sont très différenciées selon les sources de revenu de la famille. Trois configurations ont été distinguées. Tout d'abord, les couples avec ou sans enfants dont un seul des conjoints occupe un emploi salarié. Il s'agit plus fréquemment de couples avec enfants dont les enfants, en bas âges, sont gardés par la mère qui s'adonne aux tâches domestiques alors que le père est affecté à la sphère professionnelle. Ces familles n'ont qu'une seule source de revenu régulière liée à l'emploi. Remarquons cependant que la femme peut être amenée à travailler pendant de courtes saisons, par exemple les vendanges dans la région de Las Piedras,

et apporter un complément de revenu occasionnel. Ensuite, les couples avec ou sans enfants dont les deux conjoints occupent un emploi salarié et dont au moins un des deux est embauché dans le secteur agropastoral. Lorsqu'ils ont des enfants, ceux-ci sont soit scolarisés, soit déscolarisés, mais les parents les estiment suffisamment âgés pour les laisser à la maison sans surveillance. Les revenus du foyer biactif sont alors plus importants que ceux des couples monoactifs. Enfin, il existe des foyers – qu'il s'agisse de couples avec enfants ou d'individus résidant chez un membre de la famille élargie – au sein desquels les jeunes adultes travaillent et contribuent aux dépenses communes. Ce sont des foyers pluriactifs qui ont de multiples sources de revenus. Aussi diverses soient les situations qui viennent d'être évoquées, il semble qu'une plus grande fragilité touche les foyers dont seul l'un des deux conjoints reçoit une rémunération. Pour beaucoup, la monoactivité du foyer correspond à la période du cycle de vie familial qui débute à la naissance du premier enfant et dont la durée varie d'une famille à l'autre. Dans certains foyers, la femme ne retravaille plus ou de manière occasionnelle après la naissance des enfants alors que dans d'autres, elle reprend une activité après le sevrage de l'enfant ou plus couramment après la scolarisation du cadet.

Lorsqu'il s'agit d'estimer les revenus mensuels des journaliers et de leur famille, plusieurs problèmes se posent. Le premier est un problème de mémoire. Lors de la première phase de terrain en 2006, à la fin de chaque entretien avec les travailleurs était réalisée une fiche à l'image de celle utilisée par l'équipe de recherche sur les salariés de la tonte des moutons en 2001 coordonnée par Diego Piñero. Cette fiche répertoriait, mois par mois durant l'année précédant l'entretien, les emplois occupés par le travailleur, les lieux de travail, le nombre de journées travaillées et la rémunération. Cette fiche, bien qu'elle ait permis d'obtenir de précieuses informations sur l'alternance des emplois et les formes de mobilité professionnelle, a été très difficile à remplir. En effet, si le travailleur ne tenait pas lui-même un carnet de ses emplois et de ses rémunérations, il lui était compliqué de se remémorer toutes les activités – emplois mais surtout petits boulots occasionnels – qu'il avait pu réaliser durant l'année tant la diversité était importante. L'élaboration de cette fiche a donc été abandonnée au cours des autres phases de terrain pour privilégier les demandes de précisions afférentes aux activités que le journalier évoquait de lui même dans l'entretien. Le second problème qui se pose pour estimer le revenu mensuel du salarié est leur forte variation. Le salarié n'est pas toujours recruté selon la même qualification : parfois il est ouvrier, d'autres fois ouvrier spécialisé car l'entreprise le mobilise pour ses compétences, d'autres fois encore il peut être contremaître. En outre, les revenus fluctuent selon que le journalier a un emploi fixe ou une occupation partielle voire nulle. Enfin, pendant les périodes d'emploi, le salaire change en fonction du mode de rémunération : certains jours, le salarié est rémunéré à la journée, d'autres à la tâche et parfois il ne perçoit aucun salaire car il n'a pas pu travailler.

Malgré ces difficultés, dans l'étude qu'ils ont menée sur les salariés saisonniers de l'agrumiculture dans tout le pays en 1996, Alberto Riella et Mauricio Tubío comptabilisent 68,4 % de familles vivant sous le seuil de pauvreté fixé, à cette époque, à 4,4 fois le salaire minimum national (SMN) par mois, soit 3 344 pesos (Riella A. et Tubío M., 1997). Pour les salariés de l'hortifruiterie de Salto et de Las Piedras, une tentative de synthèse peut également être faite. En 2006, les salaires oscillent entre 100 et 150 pesos par jour et une majorité de travailleurs, les ouvriers sans spécialisation particulière notamment les cueilleurs, les ouvriers affectés à l'entretien des plantes, les *peones de campo*, reçoit 125 pesos par jour. Dès lors, un journalier travaillant six jours par semaine perçoit en moyenne, au maximum, 3 250 pesos par mois si tous les jours du mois ont été travaillés (soit 26 jours de travail mensuel). Pour les familles monoactives, cette rémunération est la seule provenant d'une activité professionnelle cependant, elle peut être complétée par d'autres sources de revenu. Les familles qui ont des enfants de moins de 14 ans ou de plus de 14 ans encore scolarisés reçoivent des allocations familiales. Jusqu'en 2004 (loi n° 17.758 intitulée : « Asignación familiar. Extiéndese la prestación a todos los hogares de menores recursos »), seuls les enfants de salariés déclarés, de chômeurs et de chômeurs en fin de droit pouvaient prétendre à ces prestations ce qui excluait une partie de la population, notamment les travailleurs informels qui appartiennent pourtant aux franges de la population les plus pauvres. À partir de cette nouvelle loi, notons qu'elle intervient peu après la grave crise économique de 2002, les allocations familiales ainsi que d'autres prestations sociales sont étendues à tous les foyers ayant de faibles ressources, ce qui correspond à un revenu mensuel inférieur à 3 fois le salaire minimum national (SMN) - en 2006, le salaire minimum national est fixé à 3 000 pesos. Les allocations familiales sont variables selon les revenus des foyers. Ceux dont les revenus mensuels sont supérieurs à 6 SMN reçoivent des prestations à hauteur de 8 % d'un SMN alors que les familles dont les revenus mensuels sont inférieurs à 6 SMN reçoivent des prestations à hauteur de 16 % d'un SMN (source : Article 26 de la loi n° 16.697). Les familles les plus démunies reçoivent alors 480 pesos par enfant de moins de 14 ans ou de moins de 16 ans scolarisé, tous les deux mois⁵⁸. Il est alors possible d'estimer qu'une famille monoactive à laquelle l'allocation est versée pour trois enfants aurait un revenu inférieur à 4 000 pesos par mois. À cela, peut être ajouté un autre revenu, conjoncturel (élément approfondi dans le point 3. de ce chapitre), l'Ingreso ciudadano, revenu d'urgence de 1 450 pesos par mois versé pendant deux ans à partir de mi-2005, dont bénéficient plus de 80 000 familles parmi les plus pauvres du pays après dépôt demande et contrôle des caractéristiques socio-économiques du demandeur (MIDES, 2006 et 2010). En ajoutant ces différentes sources de revenu, le revenu des familles monoactives s'élèverait alors au maximum à 5 420 pesos par mois. Comparant ces revenus à la répartition nationale des

⁵⁸ Ainsi, en 2006, 95 % des familles uruguayennes perçoivent 262 pesos par enfant tous les deux mois (source : *La República*, « Asignación familiares : 230 mil niños ingresan al nuevo sistema », 22 janvier 2008).

revenus, il apparaît que tous les foyers dont les revenus sont inférieurs à 5 494 pesos par mois (en 2006) appartiennent aux 20 % les plus pauvres de la population⁵⁹ (Source : INE, « Estimaciones de algunas medidas descriptivas del ingreso del hogar y la población (Interior urbano) », 2010). Par conséquent, toutes les familles monoactives de journaliers rencontrées relèvent de ce groupe. Remarquons, en outre, que malgré la hausse substantielle des salaires en 2007, les salaires sont compris entre 150 et 200 pesos par jour, les revenus des familles monoactives, qui ne bénéficient plus de l'Ingreso ciudadano, les maintiennent dans le quintile le plus pauvre de la population (dont le revenu-seuil est fixé à 5 998 pesos fin 2007). Par ailleurs, pour les familles biactives et pluriactives, il est moins aisé d'estimer leur revenu maximum car celui-ci dépend des conditions de rémunération de l'autre membre du couple. Dans tous les cas, ces foyers n'ont pas pu percevoir l'Ingreso ciudadano car dès lors que les familles ont deux sources formelles de revenu du travail ceux-ci en sont exclus. Néanmoins, il est possible d'affirmer que, si certains n'appartiennent pas au quintile de la population la plus pauvre, leurs revenus n'excèdent pas 7 000 pesos mensuels en 2006 alors que le revenu moyen des ménages pauvres résidant dans les villes de l'Interior est de 8 728 pesos en 2006 (INE, 2009).

2.2.2. Instabilité des revenus et difficultés accrues

Dans les entretiens, les travailleurs mettent en avant les périodes au cours desquelles les difficultés financières s'accroissent. Tout d'abord, les intersaisons restreignent localement les possibilités d'emploi, ce qui amoindrit considérablement les revenus familiaux déjà bas et aléatoires et implique une réduction des dépenses. Sur ce point une distinction temporelle nette sépare les discours des journaliers résidant à Las Piedras de ceux résidant à Salto. Ensuite, les périodes de crise économique nationale, dont la dernière imprègne encore les discours des travailleurs, accentuent leur vulnérabilité.

Dans la région de Las Piedras, les saisons sont nombreuses mais de courte durée. En outre, entre la fin de l'automne et le début du printemps, période qui dure entre 4 et 6 mois, l'activité hortifruticole est moins intensive. En effet, la culture sous serres n'est pas pratiquée et les plantations d'agrumes dont la récolte s'effectue en hiver sont faiblement répandues ce qui limite les possibilités d'emploi dans le secteur durant cette période. À l'opposé, l'été est considéré comme une période propice à l'emploi. Certains individus, notamment les femmes et les jeunes (voir partie 3), qui ne travaillent pas le reste de l'année trouvent facilement quelques

⁵⁹ Notons à titre de comparaison qu'à Salto en 2007 : le ticket de bus intra-urbain coûte 24 pesos aller-retour, deux kilos de riz valent 17 pesos, un *asado* (coupe longitudinale des côtes de bœuf à griller, repas traditionnel du dimanche) coûte 50 pesos le kilo, un litre de lait vaut entre 12 et 17 pesos, le kilo de *galletas* (gallettes de farine de blé eau et beurre ou graisse pour le petit déjeuner, le repas, les encas) est à 22 pesos, un kilo de *yerba maté* vaut 40-50 pesos (le maté est une infusion traditionnelle consommée quotidiennement dans tout le Bassin de la Plata), une bouteille de gaz coûte 1700 pesos (Source : Travail de terrain, 2006 et 2007).

saisons pour lesquelles ils se font embaucher. Cette discontinuité pénalise en revanche les salariés qui souhaitent travailler la majeure partie de l'année, ils doivent cumuler une multiplicité d'emplois avec des employeurs différents dès lors qu'ils n'appartiennent pas à une équipe constituée. Ils circulent alors dans tout l'espace rural local et lorsqu'il n'y a plus d'emploi, ils sont contraints d'en rechercher un dans d'autres secteurs d'activité (voir parcours professionnel de Víctor Andrés M., Encadré 6) ce qui peut rendre leur lien à l'activité agropastorale plus tenu (voir partie 3). Deux configurations ont été observées, soit le travailleur s'adonne prioritairement à l'activité hortifruitiicole et comble les mois sans travail par d'autres emplois, soit le travailleur complète un parcours professionnel fait de petits boulots ou d'emplois temporaires de plus longue durée par des emplois dans l'hortifruitiiculture lorsqu'il est disponible au moment des saisons.

Encadré 6 - Parcours professionnel annuel et rémunération d'un journalier dans la région de Las Piedras

Durant l'année 2005, Víctor Andrés M. - travailleur âgé de 36 ans, célibataire, installé à Las Piedras pour se rapprocher de ses enfants car il ne vit plus avec sa femme - a exercé près d'une dizaine d'activités différentes. Son parcours professionnel est une somme de petits boulots. L'an passé (au début de l'année 2005), pendant quatre mois, avec un ami, il a vendu des vêtements de contrebande avec l'Argentine sur le marché de Montevideo. Il parvenait à atteindre un salaire de 5 000 pesos par mois. Bien que le salaire soit plus attractif qu'ailleurs, il n'a pu exercer durablement cette activité car le passage à la douane devient suspect avec la récurrence des allers-retours. Par conséquent, durant l'hiver 2005, il a été employé à Montevideo en tant que gardien pour un supermarché. Il s'agissait d'un emploi permanent mais la rémunération était tellement mauvaise par rapport au nombre d'heures travaillées (1 800 pesos par mois pour 12 heures de travail par jour), qu'il l'a quitté au moment où un ami lui a proposé du travail. Pendant tout le printemps, il a travaillé avec ce dernier à restaurer des meubles pour les gens du quartier. La rémunération était très variable et fixée en fonction de la tâche à réaliser. Au début de l'été, suite à une conversation avec un voisin, il a été embauché par un *contratista* qu'il ne connaissait pas pour l'éclaircissage des pêchers mais la rémunération était très faible, il ne gagnait que 100-150 pesos par jour car le *contratista* prenait un pourcentage très élevé sur le travail des ouvriers. Il a arrêté dès que la saison avec son *contratista* habituel a commencé. Ainsi, durant tout l'été et jusqu'au début de l'automne, il a travaillé avec ce *contratista* dans des exploitations fruiticoles comme conducteur de tracteur, son salaire était alors de 250 pesos par jour, comme cueilleur de pommes, il était rémunéré au rendement et gagnait 200 pesos par jour, à l'éclaircissage des pommiers pendant un mois, il était rémunéré 1200 pesos la semaine. Pour lui, le travail saisonnier dans les exploitations fruiticoles est le seul sur lequel il puisse réellement compter durant l'année. Une fois les saisons terminées, au début du mois de mai 2006, il a été embauché quelques jours, de manière intermittente, avec ce même *contratista*, pour charger et décharger des camions à Las Piedras, il gagnait 170 pesos la journée. Enfin, il a été employé deux semaines dans une menuiserie à Montevideo où il gagnait un peu plus de 500 pesos la semaine. Depuis, il n'a plus d'emploi bien qu'il lui arrive d'être embauché pour charger et décharger des camions. Il a néanmoins une opportunité pour travailler, le mois suivant l'entretien, dans une usine à Montevideo.

Source : Entretien avec Víctor Andrés M., Las Piedras, 2006.

Dans la région de Salto, le rythme du travail saisonnier est différent. L'automne, l'hiver et le début du printemps sont les moments de plus forte intensité de l'activité hortifruitiicole locale.

À la différence de la région Sud, la saison des agrumes qui emploie une grande partie des salariés rencontrés à Salto – dans plusieurs domaines : la cueillette, la taille, l’entretien sanitaire – est une saison de longue durée. De même, dans les exploitations horticoles, certains journaliers ne sont débauchés que durant l’été. Ainsi, les parcours professionnels de certains travailleurs sont plus stables que ceux des journaliers de Las Piedras, il est d’ailleurs possible d’identifier un emploi principal dans leurs parcours. Au contraire, l’arrivée de l’été marque la fin de la récolte des agrumes et la mise en repos d’une partie des terres horticoles, principalement pour les productions sous serres. Dans ce contexte, après les fêtes de fin d’année et jusqu’en février-mars, une grande quantité de main-d’œuvre se retrouve sans emploi et doit faire face, d’une part, à la baisse saisonnière des offres d’emploi et, d’autre part, à l’accroissement de la demande ce qui complique l’accès à un emploi (voir le parcours professionnel de Juan Alberto R., Encadré 7). Face à cela, certains se déplacent hors du département pour trouver un emploi soit dans le secteur agropastoral, soit dans un autre secteur d’activité. D’autres retournent interannuellement dans les exploitations demandant du travail durant cette période. D’autres encore font des petits boulots occasionnels pour les voisins du quartier (comme de la peinture ou de la maçonnerie). Enfin, ceux qui peuvent recevoir le chômage et/ou ont perçu des primes de participation aux bénéfices versées en fin de saison restreignent leurs dépenses pour vivre de ce revenu jusqu’à la prochaine saison.

Encadré 7 - Parcours professionnel annuel et rémunération d’un cueilleur d’agrumes dans la région de Salto

Juan Alberto R. a 27 ans. Il a quitté l’école à la fin du primaire et a commencé à faire des petits boulots dans l’activité agricole. Depuis, il s’est marié, a eu trois enfants et a tenté de stabiliser ses revenus. Il travaille la majeure partie de l’année dans l’activité agrumicole. Au cours de l’année écoulée avant l’entretien, il a été embauché comme cueilleur dans l’agrumiculture et a occupé quelques petits boulots intermédiaires entre les saisons. En 2005, la saison de récolte des agrumes s’est achevée au début du mois de novembre. Durant toute la saison, il a gagné 105 pesos par jour. Ensuite, il a été embauché une dizaine de jours dans une exploitation horticole où il était rémunéré 120 pesos la journée. Bien que ce salaire soit plus élevé, il ne compense pas les jours de recherche de travail entre la fin de la récolte d’agrumes et le début de ce nouvel emploi car il n’a travaillé que 17 jours au mois de novembre. Puis, durant tout le mois de décembre il n’a trouvé aucun emploi. En janvier, il a repeint quelques maisons pour des voisins ce qui ne l’a occupé qu’une dizaine de jours dans le mois avec une rémunération de 120 pesos par jour. En février, il a été employé par une exploitation agricole puis par une entreprise de livraison pour charger et décharger des camions. Il gagnait 13 pesos de l’heure et travaillait entre 8 et 9 heures par jour. Dès le mois de mars, la saison des agrumes a débuté dans l’entreprise dans laquelle il était employé précédemment, il a donc repris le travail, cependant, au bout de quelques semaines, il s’est rendu compte qu’une autre entreprise rémunérait davantage (130 pesos par jour), par conséquent il a quitté son emploi.

Source : Entretien avec Juan Alberto R., Salto, 2006.

Ainsi, même si les saisons et les pratiques diffèrent d’une région à l’autre, les familles des journaliers doivent pendant les périodes de moindre activité réduire les dépenses qu’elles contrôlent déjà au quotidien tant les revenus sont peu élevés.

La période de la crise économique de 2002, encore prégnante dans les esprits fait l'objet de longs développements dans certains discours. Les journaliers l'évoquent parfois pour justifier le versement au foyer de l'Ingreso ciudadano, mais ils l'abordent plus souvent dans une perspective diachronique. En effet, certains mettent en évidence que l'amélioration de la situation actuelle n'est que le retour à un état qu'ils ont connu par le passé mais qui a été balayé par la crise. D'autres - comme Ana D., cueilleuse d'agrumes dans une grande entreprise salténienne (voir Extrait d'entretien 27) - montrent l'accroissement des difficultés auxquelles ils ont dû faire face pendant la crise. Au cours de cette période, les salaires des journaliers ont fortement diminué - Carlos D. explique qu'en tant que journalier-contremaître, en 2000, il percevait le même salaire qu'au moment de l'entretien (soit 250 pesos par jour), or entre les deux dates il a baissé de 36 % (soit un salaire journalier de 160 pesos par jour) avant de remonter progressivement. Dans le même temps, les prix des denrées alimentaires très élevées ne cessaient d'augmenter - en 2002, l'inflation était de 26 %, de 10 % en 2003 et 8 % en 2004 (source : INE, Índice de los precios del consumo. Variación anual, 2010). Ainsi, l'indice du salaire réel⁶⁰ des salariés du secteur privé a diminué de 24 % entre 2000 et 2004 (source : INE, Índice de salario real. Promedio anual/nivel general, salarios y compensaciones, sector privado y público, base diciembre de 2002, 2010). Durant cette période, les revenus des travailleurs permettaient à peine de couvrir les dépenses alimentaires, tous les autres postes budgétaires des foyers étaient mis en suspens.

Extrait d'entretien 27 - L'expérience de la crise dans le discours d'Ana D.

« **Ana D.** : Il y a des fois où... il y a eu des fois où les choses ont été mauvaises pour moi... comme... il y a une année ici... au moment de la hausse du dollar... je ne sais pas si tu étais là, en Uruguay, cette année là...

Aude : Non, je suis arrivée juste après.

Ana D. : Bon, depuis que je suis là, cette époque a été la pire...

Aude : Ah oui ?

Ana D. : Évidemment... les choses... le kilo de *galletas* a augmenté jusqu'à 24 pesos...

Aude : Et maintenant ?

Ana D. : Bon, maintenant, il est à 22 pesos mais, après cette hausse dont je te parle, il a baissé à 15, 16 pesos, à 18 pesos et il s'est maintenu là et là il a de nouveau augmenté... mais je te parle d'il y a à peu près quatre ans... par là, oui...

Aude : Oui, oui... en 2002, 2003 à peu près...

Ana D. : Voilà... c'est ça. Ça a été terrible... en plus qu'ils te payaient tous les quinze jours et les choses coûtaient les yeux de la tête... quand tu allais payer toi, tout l'argent y passait... et tu restais sans rien, sans rien, ça ne te servait qu'à payer la note... rien de plus.

Aude : Et alors, comment tu faisais pour vivre à cette époque ?

⁶⁰ L'indice salaire réel, c'est-à-dire la variation du pouvoir d'achat, correspond au rapport entre l'indice du salaire nominal (variation de la rémunération perçue par le salarié) et l'indice des prix à la consommation (variation des prix des biens consommés).

Ana D. : Ah... je me suis vue mal, parce que moi, pour te faire... pour te faire une idée... je ne sais pas... je... je le raconte pour moi... peut-être qu'il y a des gens qui étaient dans la même situation, moi j'allais travailler et je m'emmenais du riz avec un petit œuf brouillé, c'est ce que je mangeais au déjeuner, et bon... moi je rentrais parfois... et mon mari faisait... par exemple... du riz avec un œuf frit ou quelque chose comme ça... un peu... tu vois ? Les pauvres petits... les enfants mangeaient... eux ils étaient plus petits... ils mangeaient... eux, ils disent que pour eux ça a toujours été mais nous, si, nous voyions que... tu vois ? parfois... nous nous leur donnions la nourriture à eux et quand ils n'avaient plus faim, nous nous commençons à manger... le peu qu'il restait et toujours en pensant que nous devons payer l'épicerie. Maintenant non, maintenant, c'est le luxe comme nous vivons, à nous, ça nous paye vraiment bien parce que nous travaillons tous les deux et ça en plus du fait que je ne gagne pas le Plan... ce Plan... de Emergencia que l'Uruguay verse, parce que le thème du Plan de Emergencia, je suis allée faire les démarches mais à moi ils ne m'ont rien donné... »ⁱⁱ (Entretien avec Ana D., Salto, 2007).

2.3. Vivre avec peu

La grande diversité des situations des travailleurs – selon les emplois qu'ils occupent, selon les fluctuations des temps de travail – ainsi que la grande diversité des situations familiales – le nombre d'actifs, le nombre d'enfants à charge, l'origine sociale – ont pour conséquence des conditions de vie différenciées d'un journalier à l'autre. Dans les entretiens, lorsqu'ils évoquent leurs conditions d'existence, les travailleurs abordent rarement explicitement la pauvreté, seuls quelques-uns associent leur situation à celle des pauvres : « chacun... comme pauvre... achète des choses... lutte et se bat pour le travail »ⁱⁱⁱ (Entretien avec Mauro F., Salto, 2008) ; « nous vivons... en tant que pauvre... ce n'est pas une vie dont je vais te dire... qui est d'un niveau élevé... mais tu y arrives... »^{iv} (Entretien avec Ana D., Salto, 2007). Au contraire, la majeure partie des travailleurs expose implicitement sa situation de pauvreté et s'attache à décrire la vulnérabilité économique et matérielle générée par la faiblesse et l'irrégularité des revenus. Deux préoccupations principales sont alors avancées par les journaliers : faire vivre la famille au quotidien et se loger voire posséder sa propre maison. Au sein de ces deux champs, les discours et les pratiques varient même lorsque les familles disposent a priori de moyens financiers similaires. En effet, ils s'inscrivent dans des logiques différentes dans la manière de concevoir le bien-être familial. Certains discours se fondent sur la logique du « vivre » qui consiste à assurer la subsistance de la famille – avoir un toit, nourrir et vêtir les enfants – et d'autres se centrent sur la logique du « vivre mieux », c'est-à-dire offrir un avenir meilleur à ses enfants que la vie de labeur qui constitue le quotidien du journalier (ces logiques sont explicitées plus précisément dans la partie 3). Au cours de son entretien, Oscar L. pointe la distinction entre ces deux logiques (Entretien avec Oscar L., Salto, 2007). Oscar L. a toujours travaillé dans le secteur agrumicole, d'abord comme cueilleur et, depuis cinq ans, il a été recruté dans une équipe de tailleurs. Pour lui, ce nouvel emploi est une aubaine car en plus d'être moins usant physiquement que les récoltes, il est d'une part mieux rémunéré (il est payé au nombre d'arbres taillés et gagne en moyenne 370 pesos par jour) et d'autre part, il est moins aléatoire, les saisons

sont plus longues et les jours de pluie n'interrompent pas nécessairement le travail. Sa femme ne travaille pas, elle s'occupe des tâches domestiques et du suivi de la scolarité, ainsi que des activités éducatives et sportives extrascolaires, de leurs deux enfants dont la cadette est en dernière année d'école primaire et l'aîné en deuxième année de lycée. Dans son discours, il oppose les salariés qui dépensent la totalité de leurs gains dans des biens éphémères, déclarent vivre dans des conditions difficiles et reportent la faute sur la médiocrité des rémunérations et ceux, comme lui, qui réduisent leurs dépenses quotidiennes afin d'investir dans des biens durables (voir Extrait d'entretien 28).

Extrait d'entretien 28 - Administration économe du foyer dans le discours d'Oscar L.

« **Oscar L.** : Je suis travailleur de l'orange rien d'autre parce que tout ce que j'ai ici, à l'intérieur de cette maison... tout a été fait avec l'orange, cependant, tu demandes à des gens qui ont travaillé dans l'orange toute la vie et ils disent qu'avec l'orange rien n'est possible... je ne sais pas pourquoi rien n'est possible mais moi ce que j'ai... que ce soit beaucoup ou peu, beau ou moche, moi je suis content avec ce que j'ai et moi j'ai travaillé toute la vie... depuis que je me suis marié... dans l'orange, si je dis que l'orange ne sert à rien... ne sert à rien, mais j'ai... parfois ce n'est qu'une mauvaise gestion du budget. Moi avant de travailler dans la taille... moi je gagnais 100 pesos par jour, j'ai commencé à travailler dans la taille et je suis passé à gagner 220 pesos par jour, je vivais avant avec 100 pesos et j'ai commencé à dépenser 150 pesos... je ne dépensais pas les 220 pesos que j'ai commencé à gagner, c'est là la différence, si un jour avec 100, il n'y avait aucun plaisir et que ça se passait mal... si on ajoute 50 pesos... ça va au moins temporiser un peu la situation et on tient les comptes... les autres 70 pesos qui restent, on commence à les garder... pour pouvoir se sortir des dettes. Mais il y a des gens qui ne tiennent pas leurs comptes, ils gagnent 100 pesos, ils passent à gagner 200 pesos... ils font plus de dettes et les 200 pesos... cet argent qu'ils ont commencé à gagner en plus, il s'envole aussi... Ils continuent toujours pareil. Nous, non, nous ne sommes pas comme ça. Moi je gagnais 100 pesos, nous avons commencé à dépenser 150 pesos, je gagnais 70 pesos de plus, moi c'est comme ça que j'ai payé la maison... je touche... hier, j'ai touché 5 000 pesos... moi je ne suis pas sorti acheter un *asado*, acheter un poulet, je mange ce que je mange tous les jours, en fin de semaine parfois nous mangeons un poulet, un *asado*, ce que l'on a envie de manger mais un jour, nous nous achetons un soda, ou sinon... pendant la semaine si nous voulons boire un soda nous achetons un petit jus... de ceux qui se font avec de l'eau et du sucre et voilà... c'est la même chose, mais ce n'est pas parce que nous gagnons bien que nous allons gaspiller l'argent, ce n'est pas comme ça, il y a des gens qui ne savent pas. »^v (Entretien avec Oscar L., Salto, 2007).

L'une des préoccupations majeures des familles repose donc sur la subsistance du foyer au quotidien. Deux postes budgétaires semblent alors fondamentaux : l'alimentation et la scolarité des enfants. L'alimentation représente la dépense la plus importante des ménages. Il ne s'agit pas dans le cadre de cette thèse de s'intéresser aux pratiques alimentaires afin de montrer les carences. Dans les entretiens, ces éléments n'ont pas abordé. Ils ont davantage porté sur les pratiques spatiales et ont néanmoins livré des habitudes spatiales de consommation. Ils ont mis en évidence une différenciation des lieux de consommation selon la stabilité économique du foyer et selon les deux logiques qui fondent les discours exposés précédemment. Les salariés, chefs de famille, les plus instables dans l'emploi sont contraints de vivre au jour le jour en fonction de ce qu'ils ont gagné. Par conséquent, les achats alimentaires se font

quotidiennement et sont réalisés dans les espaces proches (en termes de distance métrique). En revanche, les salariés qui reçoivent leur paye chaque semaine ou tous les quinze jours organisent leurs pratiques commerciales différemment. Une partie de l'approvisionnement est réalisé dans un supermarché, qui se situe dans le quartier, dans un quartier limitrophe ou dans le centre ville. Les salariés s'y rendent hebdomadairement ou, lorsqu'ils achètent en grosse quantité, une fois la totalité des provisions consommées. L'autre partie, principalement les produits frais et périssables sont achetés dans les épiceries de quartier dès que nécessaire. Bien que tous les journaliers n'est pas le même éventail de possibilités qui varie en fonction de leurs revenus, de leur mode de gestion des ressources financières familiales et de la possession d'un moyen de transport (la mobylette ou le vélo) pour se rendre dans les supermarchés des autres quartiers ou du centre ville où le prix des denrées est beaucoup plus bas que dans les épiceries de quartier, la recherche du meilleur prix semble être un mode de faire commun à tous. En effet, même lorsque le salaire du journalier n'est pas assuré quotidiennement, celui-ci sélectionne l'épicerie en fonction du coût des marchandises. Pour certains, un autre facteur intervient dans le choix du commerce fréquenté, la possibilité d'acheter à crédit et de payer chaque semaine la note après réception du salaire. Dès lors, le lieu fréquenté semble moins s'inscrire dans la contrainte des lieux physiquement proches où les prix seraient plus élevés qu'ailleurs, contrairement à ce que pouvaient démontrer les tenants de la culture de la pauvreté, repris par Nicolas Herpin et Daniel Verger (1998), que dans un choix réfléchi, même si la marge de manœuvre demeure parfois très faible ce qui est le cas pour les salariés les plus instables.

Le second poste budgétaire important a trait à la scolarisation des enfants, notamment lorsqu'ils entrent dans le secondaire où le matériel scolaire n'est plus fourni ce qui représente un véritable investissement pour les familles. Gladys, la femme de Juan C., journalier qui a quitté son emploi permanent dans une exploitation horticole pour travailler dans la récolte d'agrumes afin d'obtenir une rémunération supérieure, expliquait, lors d'une rencontre hors de la présence de son conjoint, qu'elle avait été obligée de déscolariser sa fille aînée (âgée de 13 ans) car l'État lui avait brusquement retiré l'Ingreso ciudadano et qu'elle ne parvenait plus à financer le costume et le matériel nécessaire pour les cours de sa fille. La scolarisation est un problème majeur dans les familles en situation de précarité. L'État tente de l'affronter en incitant financièrement les familles à scolariser leurs enfants au-delà de l'école primaire par le nouveau système d'attribution des allocations familiales mis en place en 2009, (voir 3. de ce chapitre). Dans l'enquête sur les caractéristiques socio-démographiques des saisonniers agrumicoles, Alberto Riella et Mauricio Tubío ont montré que seuls 37,1 % d'entre eux avaient entamé ou achevé un cycle d'étude secondaire général ou technique (Riella A. et Tubío M., 1997). Dans leurs discours, les journaliers donnent plusieurs explications à cette déscolarisation précoce. Beaucoup sont issus de familles nombreuses et/ou pauvres dont les parents ne pouvaient pas financer les études. D'autres ont souhaité quitter l'école parce qu'ils n'étaient pas

intéressés et/ou parce qu'ils préféreraient gagner de l'argent plutôt que d'étudier et leurs parents ne s'y sont pas opposés. Mauricio Tubío voit dans ces pratiques et dans la situation actuelle des travailleurs un facteur de reproduction sociale de la pauvreté (Tubío M., 2002). Cependant, les discours des journaliers rencontrés dans le cadre de cette thèse sont très hétérogènes à propos de la scolarisation des enfants. La reproduction sociale de la pauvreté n'apparaît pas inéluctable. Trois formes de discours ont été relevées sur ce point. Tout d'abord les familles qui vivent au jour le jour et acceptent que leurs enfants abandonnent l'école, soit parce qu'elles n'ont pas les moyens financiers pour qu'ils continuent, soit, bien qu'elles aimeraient voir leurs enfants poursuivre, ne parviennent pas à les empêcher d'arrêter. Ensuite, dans certaines familles, l'éducation est envisagée dans sa dimension économique, elle représente un coût financier pour la famille. Ainsi, dès que l'enfant la quittera pour trouver un emploi ou un petit boulot, celui-ci passera de l'état de charge à l'état de ressource. Enfin, et à l'inverse des deux logiques précédentes qui conduisent à l'arrêt précoce de la scolarisation (en fin de primaire ou au cours des deux premières années du secondaire), certaines familles, lorsqu'elles en ont la possibilité, incitent leurs enfants à poursuivre leur scolarité et leur financent des activités éducatives et sportives hors du cadre scolaire. Dans leur discours, l'objectif affiché est qu'ils aient une vie plus facile que la leur, avec un emploi qui sollicite moins la force physique. Ces trois logiques éducatives présentes dans les discours n'ont pas vocation à être approfondies pour elles-mêmes dans ce travail de thèse, cependant, si les deux premières témoignent de la situation de vulnérabilité dans laquelle se situent les familles, la dernière montre que d'autres parviennent malgré une situation équivalente à se créer un avenir différent ce qui remet partiellement en cause la thèse de la reproduction sociale de la pauvreté.

La seconde préoccupation majeure des familles de travailleurs porte sur l'acquisition d'une maison. Cependant, les difficultés économiques compliquent les possibilités ce qui implique des solutions de substitution. Parmi les journaliers de Salto et de Las Piedras plusieurs situations ont été rencontrées. Deux dimensions liées à l'habitation se distinguent : le lieu d'installation et le type de logement. Le lieu d'installation est variable. La plupart des journaliers n'ont pas les moyens d'acquérir un terrain, par conséquent, lorsqu'ils en possèdent un, il s'agit le plus souvent d'un terrain donné par la municipalité à la suite de la mise en place d'un programme d'éradication des habitats illégaux ou d'aide au logement des familles pauvres. Les familles qui n'ont pas bénéficié de tels programmes doivent quant à elles recourir à d'autres moyens. Elles s'installent soit « *en el fondo* », c'est-à-dire sur le lot d'un membre de la famille, soit illégalement sur terrain vacant. Diverses formes d'habitation sont édifiées. Certains habitent des maisons dont ils ont financé la construction ou pour laquelle ils ont été aidés par des programmes. D'autres vivent dans des « *piecitas* » ou « *piezas* » (littéralement « petites pièces » ou « pièces »), habitations d'une seule pièce, auto-construites mais fabriquées à l'aide de matériaux de construction. Ce sont généralement les salariés qui vivent sur les terrains de membres de la

famille qui nomment leur habitation en cours de construction de cette manière. Les habitations les plus précaires sont des *ranchos*, habitations faites de taule, bois ou autre matériau de récupération, installées soit temporairement, avant de construire une *piecita* ou une maison, soit durablement si la situation économique ne s'améliore pas. Les *ranchos* peuvent être construits sur tout type de terrain. Enfin, certains parviennent à louer des maisons, mais cette situation est très rarement rencontrée car elle génère le paiement régulier d'un loyer et nécessite une pluralité des rentrées d'argent au sein de la famille. D'ailleurs, au cours de leurs entretiens, Lorena S. et Nadia S. – deux sœurs qui vivent sous le même toit que leurs parents et ont instauré une répartition familiale des tâches, le père et elles deux travaillent tandis que la mère s'attache aux tâches domestiques et s'occupe de son fils cadet qui va au lycée et du fils de Nadia S. pas encore scolarisé – expliquent qu'à chaque hausse de loyer, la famille doit changer de logement car ses revenus ne permettent plus de payer toutes les charges (Entretien avec Lorena S. et Nadia S., Salto, 2007). Si l'investissement dans un logement semble un souhait partagé par l'ensemble des journaliers, des situations très différenciées sont observées en fonction des revenus familiaux et des opportunités des familles.

En conclusion, à l'inverse des discours des producteurs, au cours desquels les salariés temporaires sont qualifiés négativement – selon eux, ils tirent profit d'un système de protection sociale qui leur permet de vivre sans travailler ou en travaillant à leur guise – la majorité des journaliers rencontrés occupe régulièrement un emploi. Dans l'année, les temps sans emploi correspondent à la période de mise au chômage (pendant quelques mois) par une entreprise qui embauchera de nouveau le travailleur lors de la prochaine saison – pratique courante dans les grandes exploitations agrumicoles – ou à la phase d'ajustement entre la fin d'un emploi et le début d'un autre. Parmi les travailleurs rencontrés, rares sont ceux qui restent inactifs la plupart de l'année et ne travaillent qu'au moment de courtes saisons ou pour un besoin d'argent immédiat (voir la typologie, chapitre 7). Par conséquent, la situation de pauvreté dans laquelle se trouve la quasi-totalité des familles des travailleurs de cette enquête est liée à l'emploi notamment à l'insuffisance de la rémunération à laquelle il faut ajouter l'intermittence, du fait de la forte flexibilité du travail même pendant les périodes d'emploi, ce qui réduit d'autant plus le revenu du foyer. Les journaliers agricoles peuvent alors être qualifiés de « travailleurs pauvres » au sens de Serge Paugam (Paugam S., 2007).

3. Nouvelle donne politique, vers une reconnaissance des journaliers agricole et le cas échéant de leur caractère urbain (début du XXI^{ème} siècle)

L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche en 2005 a contribué à l'essor d'une politique sociale globale. Dans un premier temps, l'émergence des mesures sociales pour freiner la croissance de la pauvreté est présentée. Puis, le second temps s'intéresse aux mesures prises en faveur des travailleurs agricoles et qui remettent en cause le « précarité institutionnalisée ». Les actions conduites par l'État participent alors à la reconnaissance sociale – qui « renvoie à l'insertion sociale qui stimule l'individu en lui fournissant la preuve de son existence et de sa valorisation par le regard de l'autre et des autres » (Paugam S., 2005 : 80) – des journaliers du secteur agropastoral certes en tant qu'appartenant à la frange pauvre de la population mais également en tant que travailleur à part entière.

3.1. Le retour de l'État social : des mesures d'urgence à l'institutionnalisation d'une politique d'équité sociale

Comme cela a été signalé dans la première partie, l'Uruguay, au début du XX^{ème} siècle à travers les deux présidences de Jorge Batlle y Ordoñez devient un État providence. Grâce au système de redistribution des richesses, le développement des activités industrielles et agropastorales profite à l'ensemble de la société. Au cours de cette période, qualifiée ultérieurement de « batllisme », par référence à celui qui l'a impulsée, de nombreuses politiques sociales voient le jour (Frega A., 2007). Trois champs d'investissement sont distingués : l'éducation, la santé et le travail. La politique éducative vise à remédier à l'analphabétisme en rendant l'école primaire obligatoire, en assurant la gratuité de l'enseignement public primaire, secondaire et supérieur. Cela nécessite la création d'écoles à travers tout le territoire, de lycées, jusqu'alors centralisés à Montevideo, dans les capitales de département et de postes de professeurs pour enseigner dans ces nouveaux établissements. En outre, l'État promeut également l'enseignement technique avec la création du conseil supérieur de l'enseignement industriel afin de satisfaire les besoins du secteur industriel. Dans le même temps, l'État crée un système d'assistance publique nationale afin de permettre à toutes les populations pauvres et indigentes d'avoir un accès gratuit aux soins. Enfin, dans le champ du travail, les mesures sociales sont multipliées. La journée de travail, pour la majorité des salariés, sauf ceux du secteur agropastoral, commercial et les employés domestiques, est limitée à 8 heures. Ensuite, le travail infantile est interdit et des mesures sont prises afin de protéger les femmes. Cependant, comme le note Ana Frega, plusieurs chantiers demeurent en suspens tels que la mise en place

d'un salaire minimum, des congés tous les cinq jours, la suppression du travail nocturne et la mise en place de pensions de retraite (Frega A., 2007).

Après la seconde présidence de Jorge Batlle y Ordoñez, les gouvernements sont majoritairement conservateurs (entre 1919 et 1942 et entre 1964 et 2005), certains correspondent à des dictatures (entre 1933 et 1938 et entre 1973 et 1985). Seule la période de gouvernement progressiste d'inspiration batlliste se situe entre 1942 et 1964⁶¹. Durant les périodes conservatrices et autoritaires, les avancées sociales restent très limitées et la plupart des mesures sont réalisées à des moments de transition et sous les gouvernements progressistes. Elles concernent principalement la protection du travailleur. Ainsi, au cours du XX^{ème} siècle, des caisses de retraite se mettent en place et sont lentement étendues à tous les secteurs d'activité. Parallèlement, des lois sont édictées pour réglementer les congés hebdomadaires et annuels ainsi que les accidents du travail. Enfin, en 1943, des conseils nationaux des salaires (*consejos de salarios*) tripartites, réunissant des représentants de l'État, des entrepreneurs et des travailleurs des différents secteurs de l'activité industrielle et commerciale, sont créés, or ils ne sont plus mobilisés par les gouvernements conservateurs et autoritaires après le milieu des années 1960.

En 2004, le Frente amplio⁶² (le front élargi de gauche) accède pour la première fois de son histoire au pouvoir⁶³. Au moment de cette élection, l'Uruguay est encore dans un contexte difficile suite à la crise économique de 2002. En 2004, le taux de chômage s'élève à 13,1 % (INE, 2010). Par ailleurs, l'Encuesta Nacional de Hogares Ampliada a révélé que dans les villes de plus 5 000 habitants, les revenus des ménages ont considérablement diminué durant la période 2001-2003 pour remonter progressivement à partir de 2004 (voir Tableau 13).

Tableau 13 - Évolution des revenus moyens par habitant dans les villes de plus de 5 000 habitants en Uruguay entre 2001 et 2006 (Indice 100 pour 2001)

Année	Indice
2001	100
2002	86
2003	74
2004	76
2005	78
2006	81

Source : INE, 2006b.

⁶¹ La chronologie des périodes a été établie par les auteurs de l'ouvrage collectif *Historia del Uruguay en el siglo XX (1890-2005)*, (Frega A. et alii, 2007).

⁶² Le Frente amplio est une coalition, créée en 1971, regroupant des partis allant du centre gauche jusqu'à l'extrême gauche.

⁶³ Le quinquennat débute en mars 2005.

Dans le même temps, le nombre de personnes vivant sous les seuils de pauvreté et d'indigence ne cessait de croître. En 2004, 31,9 % des habitants de l'Uruguay vivaient sous le seuil de pauvreté, soit une augmentation de 13,4 points entre 2001 et 2004 et 3,9 % de personnes vivaient sous le seuil d'indigence, soit une augmentation de 2,6 points entre 2001 et 2004 (INE, 2006b.) L'une des tâches principales du début du quinquennat de ce nouveau gouvernement est donc de combattre la pauvreté. Ainsi, en 2005, le Ministerio de Desarrollo Social (MIDES), un ministère chargé de l'élaboration et de la coordination de toutes les politiques sociales réalisées par les différents ministères est institué. Dans un premier temps, des mesures d'urgence sont élaborées d'une part pour répondre aux conséquences de la pauvreté et d'autre part pour commencer à traiter les causes de cette pauvreté et permettre l'insertion sociale des populations pauvres. Tous les programmes sociaux entre 2005 et 2007 appartiennent au Plan de Atención Nacional a la Emergencia Social (PANES). La diffusion de ce plan a nécessité un recensement des familles pauvres et de leurs problèmes par une cohorte de travailleurs sociaux (assistantes sociales ou étudiants des filières universitaires de travail social) et l'élaboration de dossiers pour les populations susceptibles d'être intégrées dans le PANES. Les assistantes sociales rencontrées au cours du travail de terrain ont d'ailleurs expliqué qu'une des directives du ministère quant à l'établissement des dossiers était, tant que faire se peut, de désigner la femme comme chef de famille. Cette démarche se fonde sur le fait que les femmes des familles en situation de précarité sont généralement moins bien insérées dans la société que leur conjoint. Elles sont rarement intégrées à la sphère professionnelle – en 2006, le taux d'occupation des femmes appartenant à des ménages pauvres était de 33 % alors que celui de l'ensemble des femmes pour tout le pays était de 50,9 % (Batthyány K., Cabrera M., Scuro L., 2007) – et se dédie entièrement à la sphère domestique, c'est-à-dire aux tâches ménagères et à l'éducation des enfants. Elles dépendent de l'argent que leur accorde leur conjoint pour administrer le foyer. L'inscription des femmes en tant que chef de famille les rend bénéficiaires des différentes prestations sociales. Les journaliers rencontrés dans le cadre de cette recherche ne sont pas tous intégrés au PANES. Comme cela a été dit précédemment, les familles ne disposant que d'un salaire d'ouvrier agricole sans spécialisation, qu'il soit régulier ou non, que l'emploi soit formel ou non, ou résidant dans un *rancho* sont intégrées soit complètement soit partiellement dans un des programmes du PANES. En revanche, les familles, ayant un salaire supérieur à celui d'un ouvrier non-spécialisé ou deux salaires déclarés et vivant dans une maison ou dans une *piecita* en dur, en sont totalement exclues car elles appartiennent à la frange supérieure des populations vivant sous le seuil de pauvreté.

Un premier ensemble de mesures a pour but de limiter les effets de la pauvreté. La plus remarquable, et qui a fait le plus débat au sein de la société, est l'Ingreso ciudadano, revenu de 1 450 pesos versé mensuellement aux familles qui intègrent le PANES. Notons que comme ce sont les femmes qui reçoivent ce revenu, elles l'utilisent selon leur souhait sans avoir

nécessairement de compte à rendre à leur conjoint. Dans le cas de Gladys, exposé précédemment, la scolarisation de sa fille dépendait complètement de ce revenu. Lorsqu'elle ne le percevait plus, bien que les revenus de son conjoint aient augmenté fortement en 2007, atteignant la somme cumulée de l'Ingreso ciudadano et de son salaire de 2006, celui-ci qui, comme le précise Gladys, ne voit pas l'intérêt de suivre des études, n'a pas accepté de continuer à financer la scolarité de leur fille. Cette mesure palliative est complétée par plusieurs autres. Tout d'abord, en lien avec le Ministerio de Vivienda, Ordenamiento Territorial y Medio Ambiente (MVOTMA) un programme d'amélioration de l'habitat est lancé. Après avoir recensé toutes les familles qui vivent dans des *ranchos*, une aide technique et du matériel sont fournies pour la construction d'une habitation en dur. Ensuite, un programme d'urgence sanitaire assure une couverture santé à toutes les familles bénéficiaires. Elles reçoivent également une carte magnétique pour l'achat d'aliments de première nécessité dans les commerces affiliés au MIDES. Enfin, l'État porte une attention particulière aux sans abri en créant des refuges.

À côté de ces programmes, d'autres, qui ont pour objectif à long terme de favoriser l'insertion sociale des populations pauvres voient le jour. Cependant, contrairement aux précédents, ils ne peuvent inclure tous les bénéficiaires du PANES. Ils font alors l'objet d'un tirage au sort pour être intégré à l'un des programmes. Le premier, Rutas de salida (route de sortie) consiste en l'organisation de réunions des chefs de famille d'un même quartier. Ces réunions sont conçues pour être des espaces de discussion sur les situations personnelles des participants et d'élaboration d'un projet collectif à destination de la communauté. En outre, d'autres réunions sont organisées pour informer les participants de leurs droits individuels - droit du travailleur, droit de la femme, prévention contre la violence domestique. L'objectif de ce programme est non seulement informatif mais il permet également de faire sortir les bénéficiaires hors de la maison afin qu'ils prennent conscience que leur rôle social peut s'étendre hors de la sphère domestique. Le deuxième programme, Proyecto de opción productiva (POP, projet d'option productive), développé en 2007, une fois le précédent achevé, cherche à développer le micro-entrepreneuriat. L'État apporte alors un soutien financier ainsi qu'un suivi de gestion et de comptabilité dans les premiers temps de la création de l'entreprise. Enfin, le troisième programme, Trabajo por Uruguay (Travail pour l'Uruguay) recherche l'insertion sociale par le travail communautaire d'individus n'ayant jamais travaillé ou ayant eu des expériences professionnelles occasionnelles. Ce programme permet aux bénéficiaires de prendre conscience des obligations du travailleur envers l'employeur notamment par la régularité dans les horaires et dans la présence. Cette expérience professionnelle de six mois maximum fait également l'objet d'une rémunération complémentaire, le bénéficiaire perçoit deux fois l'Ingreso ciudadano. Ces programmes complétés par l'affectation de moyens supplémentaires pour les activités socio-éducatives dans les Zonas de contexto crítico (zones de contexte critique) sont les prémices d'une politique s'attaquant aux causes structurelles de la

pauvreté dont l'accès à l'éducation et l'insertion professionnelle représentent des dimensions fondamentales.

Une fois le PANES achevé, fin 2007, celui-ci a fait l'objet d'une évaluation coordonnée par les économistes et sociologues de l'université (Amarante V. et alii, 2008 ; Mascheroni P. et Sosa A., 2008). Cette analyse montre que, bien que les bénéficiaires soient satisfaits de leur participation, l'impact du PANES porte davantage sur des aspects subjectifs que sur une résolution des causes structurelles de la pauvreté. En effet, sur le terrain, les assistantes sociales qui ont mené un suivi durant tout le plan insistent sur le fait que les bénéficiaires des programmes Rutas de salida et Trabajo por Uruguay ont découvert un univers social et une reconnaissance sociale hors du foyer ce qui a contribué à une meilleure estime de soi (Discussion avec Lucia, assistante sociale, Salto, 2007), élément également souligné dans les enquêtes universitaires (Amarante V. et alii, 2008 ; Mascheroni P. et Sosa A., 2008). En revanche, le travail de terrain révèle également que cette découverte qui a nécessité, notamment pour les femmes intégrées au programme Trabajo por Uruguay, une nouvelle organisation au sein de la famille, a été de courte durée. Une fois le travail achevé, les femmes ont dû reprendre leur fonction domestique sans possibilité de poursuivre une activité extérieure (Discussion avec Dolores, assistante sociale, Las Piedras, 2007).

À partir de 2008, le plan d'équité est élaboré. Il s'insère dans une politique globale, transversale articulant plusieurs ministères. L'objectif n'est plus de répondre à l'urgence de la crise mais d'améliorer le système de protection sociale et d'approfondir les efforts en matière d'intégration sociale. Trois axes sont privilégiés : l'accessibilité généralisée aux « services sociaux », à un « revenu grâce à un travail décent » et aux « prestations sociales basiques » (MIDES, 2010). La population intégrée à ce nouveau plan reste celle qui vit sous le seuil de pauvreté. Comme pour le plan précédent, des actions d'assistance sont menées, telles que la réforme des allocations familiales – leur montant a été augmenté, en outre, elles prennent en compte le nombre d'enfants ainsi que leur niveau scolaire mais sont soumises à la scolarisation des enfants de plus cinq ans –, la réforme de l'assurance santé, l'assistance alimentaire, la poursuite de l'amélioration de l'habitat et une réforme de l'assistance à la vieillesse. Ces actions sont complétées par une politique socio-éducative intégrale de la petite enfance à l'âge adulte ainsi que d'une politique d'emploi dont l'accent est mis sur la formation, la reconnaissance du travail et la promotion des emplois d'utilité publique qui a pour but de mettre ou de remettre au travail des individus écartés du monde professionnel. La réélection du Frente amplio pour un second mandat (2010-2015) permet de poursuivre le plan et de mener à terme les réformes entamées.

3.2. Une législation plus favorable aux salariés agricoles

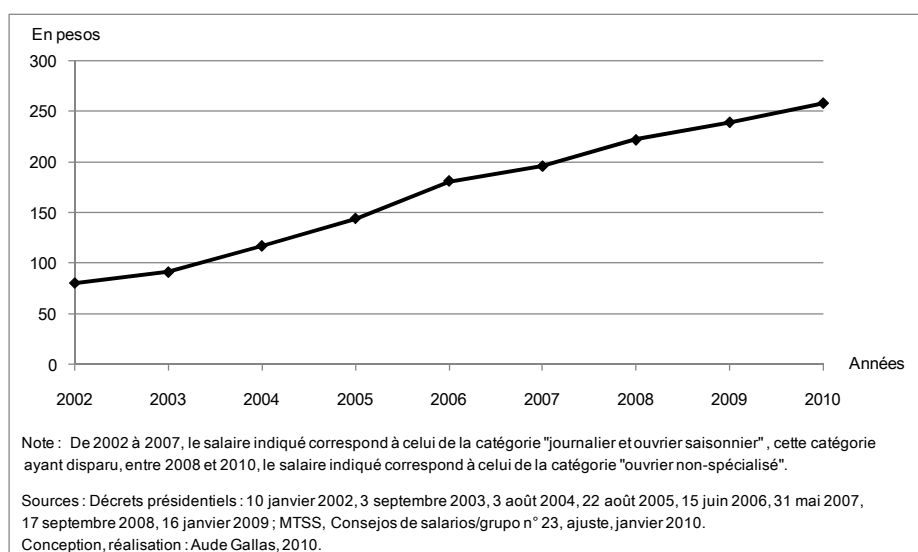
À côté de ces politiques sociales, d'autres avancées concernant la législation du travail, plus précisément les lois relatives aux salariés les moins bien protégés tels que les salariés agricoles et les employés domestiques, ont été conduites. Carmen Midaglia évoque à ce propos un « rééquilibrage des relations professionnelles » à la faveur des travailleurs (Midaglia C., 2009). Ce second point s'attarde d'abord sur les nouvelles lois qui régissent l'emploi dans le secteur agropastoral et refondent les conditions de travail des salariés agricoles, puis sur les apports dans le secteur hortifruiticole favorisant la reconnaissance sociale des journaliers urbains de cette activité.

Deux lois ont participé à l'amélioration des conditions de travail des salariés agricoles. La première, n'est que rappelée ici puisqu'elle a déjà été évoquée dans le point 1.2.1. de ce chapitre, la loi n° 18.441 de 2008 (voir la loi en Annexe 5), qui, entre autres, étend la limitation de la journée de travail à 8 heures pour tous les secteurs de l'activité agropastorale. Elle rompt avec la spécificité de cette activité et remet en cause l'indispensable flexibilité quotidienne du salarié. Les travailleurs agricoles sont alors reconnus comme appartenant à la majorité des salariés et non plus comme une catégorie à part. En outre, cette loi permet de réduire les abus des employeurs dans l'utilisation de la main-d'œuvre et ouvre le droit aux heures supplémentaires. Par conséquent, si les producteurs mobilisent leurs salariés au-delà des 48 heures hebdomadaires légales, ceux-ci verront leur salaire augmenter. La seconde loi d'importance est la loi n° 18.099 de 2007 sur les « droits des travailleurs », appelée loi de « *tercerización* », qui régleme l'utilisation d'entreprises intermédiaires dans le recrutement et la gestion du personnel. Dans le chapitre précédent, il a été expliqué que nombre de producteurs avaient régulièrement recours à des *contratistas* pour recruter et organiser la main-d'œuvre. Le producteur se désresponsabilise alors de l'engagement vis-à-vis des travailleurs temporaires avec lesquels il n'a plus aucun lien car il achète un service. Dans les entretiens menés tant avec les producteurs qu'avec les travailleurs, lorsque les enquêtés abordent l'intermédiation, ils font état d'un système pluriel. Il existe selon eux une grande diversité de *contratistas* et aucun ne rémunère de la même manière. Certains sont loyaux tant envers le producteur qu'envers les travailleurs, ils apportent une main-d'œuvre de qualité qu'ils déclarent. Les salariés sont rémunérés à hauteur de ce que la loi impose et reçoivent toutes les prestations sociales. Cependant, d'autres ne déclarent pas les travailleurs. Certains, afin de leurs verser un salaire plus élevé et de s'assurer une main-d'œuvre compétente, d'autres, en conservant un bas salaire (parfois inférieur à celui de la loi) mais en augmentant considérablement leurs marges. Ces derniers font l'objet d'une représentation négative et ils sont considérés comme des profiteurs du travail des autres. Ce manque de protection semble être une pratique ancienne pour les saisons de courte durée au sein des petites exploitations de

la région de Las Piedras. En revanche, pour les grandes entreprises, notamment agrumicoles dans la région de Salto, l'externalisation est une stratégie récente, puisqu'elle est survenue à la fin des années 1990 afin de résoudre les problèmes de discipline au travail et de rompre les relations d'engagement mutuel avec la main-d'œuvre. Au contraire, la loi de 2007 déclare « responsable solidaire des obligations professionnelles » envers les salariés, durant toute la période d'emploi, tout employeur ayant recours à des entreprises intermédiaires. Cette clause s'inscrit dans la volonté de l'État de réduire le travail informel. Les producteurs doivent employer des *contratistas* de confiance et contrôler la légalité de leur entreprise. Leonel R., directeur de production dans une grande entreprise agrumicole de Salto, explique que cela a conduit à transformer les modes de gestion de la main-d'œuvre de l'entreprise. En effet, si elle emploie toujours des intermédiaires pour le recrutement, la gestion et la répartition des salaires, elle prend en charge le paiement des charges sociales pour tous les salariés afin de rester dans la légalité. On observe donc un processus de re-responsabilisation des employeurs.

Pour Carmen Midaglia, les avancées importantes en matière de politique du travail concernent les conseils des salaires (Midaglia C., 2009). Leur réhabilitation et leur extension au secteur agropastoral et à d'autres secteurs qui en étaient jusque-là exclus – l'auteur constate d'ailleurs que désormais la totalité des secteurs d'activité est représentée (Midaglia C., 2009) – a permis de réévaluer les salaires minimums de l'ensemble des travailleurs. Pour les salariés de l'hortifruiterie, comme le montre le Graphique 11⁶⁴, entre 2002 et 2010, les salaires ont été multipliés par 3,2 ce qui correspond à une augmentation de 221 % (source : Décret présidentiel, 22 janvier 2002 ; MTSS, Consejos de salarios/grupo n° 23, ajuste, janvier 2010).

Graphique 11 - Salaires minimums des travailleurs de l'hortifruiterie entre 2002 et 2010



⁶⁴ Les différences entre les valeurs déclarées par les travailleurs au cours des entretiens, exposées précédemment dans ce chapitre, et celles de l'État, sont dues, d'une part, au fait que les premiers évoquent le salaire net et le second le salaire brut et, d'autre part, pour l'année 2006, au temps d'ajustement pour l'effectivité de l'augmentation (l'augmentation a été déclarée en juin 2006 et les entretiens ont été réalisés entre juin et août 2006).

Dans le groupe qui porte désormais le n° 23, regroupant les salariés de la viticulture, de la fruiticulture, de l'horticulture, de la floriculture, de l'élevage avicole et porcin, de l'apiculture et d'autres activités n'appartenant pas au groupe n° 22 dédié aux salariés de l'élevage et de l'agriculture, les conseils des salaires ont également permis de mettre en place une rémunération différenciée. Dans un premier temps, en 2006 et 2007, l'action n'a porté que sur la réévaluation des salaires. Le critère de différenciation temporel, introduit en 1964, est maintenu pour distinguer les salariés permanents des saisonniers recevant des salaires plus élevés en compensation de la précarité de leur statut. En 2007, cette rémunération est égale à celle d'un ouvrier spécialisé, donc supérieure de 7 % à celle d'un ouvrier non-spécialisé (source : Décret présidentiel, 31 mai 2007). Le second critère de différenciation est fonction du grade dans l'entreprise - cités par ordre croissant selon leur rémunération : employé domestique, cuisinier, ouvrier non-spécialisé, ouvrier saisonnier/ouvrier spécialisé, responsable de secteur, contremaître et administrateur. Cependant, les contenus de ces catégories ne sont pas définis et dépendent uniquement du choix de l'employeur. Dans un second temps, en 2008, des catégories précises sont élaborées selon un critère de qualification et de grade au sein de l'entreprise. L'institutionnalisation de ces catégories a pour objectif, selon Héctor P., syndicaliste d'une grande entreprise agrumicole et représentant des salariés pour le groupe n° 23 aux conseils des salaires, de reconnaître la qualification des salariés temporaires, en particulier des cueilleurs car alors qu'ils ont souvent de nombreuses années d'expérience n'étaient jusque-là considérés que comme des ouvriers non-spécialisés. À cela s'ajoute, des explicitations sur le mode de passage d'une catégorie à l'autre afin d'assurer au salarié une progression dans l'entreprise. Ainsi, le travailleur dès lors qu'il a plus de 3 mois ou 45 jours d'expérience dans une même entreprise passe automatiquement de la catégorie inférieure « en apprentissage » à la catégorie « ouvrier non-spécialisé » lorsque son travail consiste en des tâches manuelles simples et à la catégorie d'« ouvrier spécialisé grade 1 » lorsque les tâches qu'il accomplit requièrent une technique particulière et qu'un moindre contrôle de son travail est nécessaire. Les cueilleurs, qui intègrent cette catégorie, ont connu une augmentation de salaire nettement supérieure à celle des autres travailleurs, de 243 % entre 2002 et 2010 grâce à cette reconnaissance de qualifications (source : Décret présidentiel, 22 janvier 2002 ; MTSS, Consejos de salarios/grupo n° 23, ajuste, janvier 2010). La catégorie supérieure, « ouvrier spécialisé grade 2 » implique une polyvalence de l'ouvrier tant sur des tâches simples que des tâches plus techniques telles que la taille ou la conduite de tracteurs. La catégorie d'« ouvrier spécialisé grade 3 » nécessite une compétence de direction et d'évaluation du personnel, elle regroupe tous les chefs d'équipe ou contremaîtres. Enfin les deux dernières catégories, « ouvrier spécialisé grade 4 » et « contremaître général » sont les seuls qui imposent une qualification préalable et implique une responsabilité importante. Remarquons cependant, que malgré cette réévaluation des salaires (qui concerne tous les secteurs d'activité) et une augmentation de l'indice du salaire réel de 14 % entre 2004 et 2007 celui-ci n'a pas encore retrouvé son niveau

d'avant la crise (source : INE, Índice de salario real. Promedio anual/nivel general, salarios y compensaciones, sector privado y público, base diciembre de 2002, 2010).

Enfin, de manière, certes plus anecdotique, mais tout aussi essentielle, pour la première fois, en 2007, un programme de formation des travailleurs ruraux est ouvert aux urbains. Comme cela a été signalé dans le chapitre 2, depuis 1996, la Junta Nacional de Empleo (JUNAE) a mis en place un Programa de capacitación laboral para los trabajadores rurales. Ce programme s'insère dans une politique globale d'emploi, menée depuis 1992 (date de création de la JUNAE), ayant pour but de former les travailleurs à la suite des changements économiques survenus tout au long des décennies 1980 et 1990 (Rocha A., 2008). Le programme de formation cible prioritairement une population rurale :

« La condition de travailleur rural retenue par ce programme est déterminée par le lieu de résidence (milieu rural proprement dit ou faibles regroupements de population ayant un style de vie rural) et le type de travail qui est réalisé en relation avec des secteurs productifs agraires. Il doit s'agir de personnes ayant de faibles ressources et ayant une insertion sur le marché du travail difficile ou insatisfaisante, qu'elles soient sans emploi ou en activité, dépendantes ou indépendantes »^{vi} (Bertullo J. et alii, 2004 : 160)

L'inscription rurale du programme de formation des travailleurs agricoles repose, d'une part, sur une conception imbriquée du rural et de l'agricole (développée dans le point 1. du chapitre 3), cela malgré une volonté d'intégrer les nouvelles définitions multifonctionnelles des espaces ruraux (Bertullo J. et alii, 2004) et, d'autre part, sur un plan organisationnel, la JUNAE est associée avec MEVIR (Comisión pro erradicación de la vivienda rural insalubre) dont le champ d'action est l'espace rural. Ainsi, les travailleurs agricoles urbains, bien que très vulnérables sont intégrés très tardivement à ce programme. Le premier programme ayant eu lieu pour des habitants des villes a été mis en place en 2007 à Salto. Il s'agissait de former les travailleurs saisonniers aux techniques de la taille des arbres fruitiers (notamment des myrtilliers) afin de leur permettre de répondre à la demande croissante du fait de la nouveauté de la production et afin d'améliorer la qualification (théorique et technique) des travailleurs qui pourront postuler pour des emplois plus qualifiés et mieux rémunérés.

Pour conclure, les politiques menées par le gouvernement de gauche participent à la reconnaissance sociale de la pauvreté que l'État entend résorber à l'aide d'actions plurielles, en matière d'éducation, d'emploi, portant sur le long terme et pas seulement d'actions palliatives temporaires. Elles conduisent également à la reconnaissance sociale des journaliers agricoles en institutionnalisant une plus grande protection de leur statut, de leur conditions d'embauche ainsi qu'en réévaluant leur qualification ce qui concourt à la revalorisation de leur statut. Enfin, l'ouverture des programmes de formation aux salariés urbains témoigne des prémices de la reconnaissance de la résidence urbaine d'une partie du salariat agricole.

Conclusion du chapitre

La législation sur le travail en Uruguay a pérennisé durant le XX^{ème} siècle la précarité des salariés du secteur agropastoral en leur créant un statut spécifique. Les salariés disposent d'une rémunération singulière dont une partie est versée en argent et l'autre en nature. Cependant, la somme de ces deux parties maintient la rémunération à un niveau inférieur à celui d'autres ouvriers, par exemple ceux du secteur industriel. Parmi eux, les salariés de l'hortifruiterie perçoivent les rémunérations les moins élevées. En outre, jusqu'en 1965 pour les salariés de l'hortifruiterie et de l'élevage avicole et porcin, et jusqu'en 2008 pour les autres, le temps de travail n'est pas limité, les salariés sont alors corvéables à souhait. Au sein du salariat agricole, les journaliers sont les moins bien protégés. Leur temps de travail varie selon les besoins du producteur. Par conséquent, leurs revenus sont instables et à peine compensés par des salaires supérieurs à ceux des ouvriers agricoles non-spécialisés embauchés de manière permanente ou par des rémunérations à la tâche qui, même si elles ont des conséquences positives sur les salaires, se révèlent négatives du point de vue de la santé. Relevons la particularité des salariés embauchés dans des petits établissements ou pour des saisons de courte durée qui sont les plus exposés à l'emploi informel. Cette précarité reconnue et légitimée par le pouvoir a conduit les salariés agricoles dans une situation de pauvreté voire pour certains une situation d'extrême pauvreté, les revenus familiaux permettant difficilement de couvrir les trois postes budgétaires fondamentaux de la vie quotidienne : l'alimentation, le logement, les dépenses pour les enfants.

La réalisation du travail de terrain entre 2006 et 2008 - moment charnière entre deux périodes : l'ultralibéralisme à la défaveur des politiques sociales et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement progressiste après la grave crise économique du début des années 2000 - aurait pu se révéler handicapante pour l'analyse. Cependant, elle a permis d'entrevoir les possibilités du changement. Les nouvelles politiques semblent favorables à un rééquilibrage des forces dans les relations professionnelles et à une égalité des chances pour tous en promulguant des lois favorables aux populations pauvres et aux salariés agricoles dont le statut se rapproche du régime général. Il est possible d'affirmer qu'une reconnaissance sociale des salariés agricoles ainsi qu'une volonté de réduction des causes structurelles de la pauvreté sont en marche, néanmoins, il serait intéressant d'observer sur le long terme l'évolution des conditions de travail et de vie des journaliers de Salto et Las Piedras afin de conclure sur un processus de déprécarisation vécu par les salariés.

Conclusion de la partie

Au cours de la partie, il a été démontré que l'emploi dans le secteur agropastoral plaçait les salariés non seulement dans des situations professionnelles précaires mais générait aussi des conditions de vie fragiles. Cette précarité est liée à l'utilisation de la flexibilité généralisée comme mode de gestion de la main-d'œuvre au sein des exploitations. Flexibilité à la fois revendiquée par les producteurs et légitimée par les chercheurs et les politiques de l'État. Cependant, tous les travailleurs ne sont pas affectés de la même manière par la flexibilité. Pour certains, elle est valorisante principalement quand elle prend la forme du développement de la polyvalence au sein de l'établissement et de la formation continue des salariés. Pour d'autres, au contraire, l'application de la flexibilité de l'emploi par la modulation des effectifs, des temps de travail ou des modes de recrutement place les salariés, journaliers notamment, dans une situation de forte vulnérabilité économique du fait de l'incertitude de l'emploi. Tous les producteurs n'agissent cependant pas de la même manière. En effet, les entretiens ont révélé que selon les logiques typiques, qui varient en fonction de l'état de rentabilité dans lequel l'exploitation se situe, des perspectives au sein de la filière et de la qualité de la main-d'œuvre recherchée, les pratiques envers la main-d'œuvre étaient différentes. Certains producteurs relèguent les préoccupations liées à la qualité de la main-d'œuvre au second plan parce qu'ils ont d'autres impératifs à tenir, tel que le besoin immédiat de personnel. D'autres, en revanche, accordent de l'importance à la sélection de leurs salariés, mais, parmi eux, certains opèrent une différenciation entre les salariés présents durablement dans l'exploitation et ceux présents temporairement en privilégiant un lien plus fort avec les premiers qu'avec les seconds. Ainsi, de manière générale, il semble que les salariés temporaires, principalement lorsqu'ils résident en ville jouissent d'une représentation négative qui conduit les producteurs à restreindre leur mobilisation aux pics de travail et à se désresponsabiliser vis-à-vis d'eux. Cette dualité aussi prégnante soit-elle dans le discours des producteurs semble néanmoins devoir être nuancée. D'une part, une porosité entre le travail permanent et le travail temporaire existe. D'autre part, l'analyse du statut légal de salarié agricole, appréhendé dans le chapitre 5, a montré que la précarité touche certes davantage les salariés temporaires mais le statut des salariés permanents est également précaire.

Ainsi, l'hypothèse de la précarité des conditions de travail et de vie des ouvriers agricoles, conséquence de l'appartenance au marché du travail instable, qui a été émise en conclusion du chapitre 4, a été validée par le chapitre 5. Néanmoins, il semble important d'ajouter quelques précisions : si la flexibilité quantitative externe est la plus visible dans les conséquences qu'elle implique en termes de variation des revenus des journaliers, toutes les formes de flexibilité pratiquées par les producteurs dans leur gestion de la main-d'œuvre conduisent à précariser davantage le salarié ainsi que les conditions de vie de sa famille. Ces salariés intègrent alors la

catégorie de travailleur pauvre définie par Serge Paugam (Paugam S., 2007). Dans ce contexte où les conditions d'embauche des salariés sont précaires, on peut s'interroger sur les motivations qui poussent les salariés à se déplacer vers les exploitations agropastorales pour travailler. Il est d'ores-et-déjà possible d'émettre l'hypothèse que les conditions d'emploi peu favorables offertes par les producteurs influencent les salariés dans leurs choix de mobilités professionnelles et conduisent certains à un rapport très ténu avec l'activité agropastorale.

ⁱ Citation originale : « Comés mal al medio día porque si comés no traes nada de vuelta a la casa. »

ⁱⁱ Citation originale : « **Ana D.:** Hay veces que... hubo veces que las cosas fueron feas para mi... como... hubo año acá... cuando la suba del dólar... yo no sé si en ese año vos habrás estado acá, en Uruguay... **Aude:** No, llegué justo después. **Ana D.:** Bueno, esa época desde que estoy acá fue la peor... **Aude:** ¿Sí? **Ana D.:** Seguro... las cosas... el kilo de galletas subió hasta 24 pesos... **Aude:** ¿Y ahora? **Ana D.:** Bueno, ahora está a 22 pesos pero ya después de aquella suba, que yo te digo, bajó a 15, 16... a 18 pesos... se mantuvo ahí, ahora ya subió otra vez... pero yo te hablo de cuatro años atrás más o menos... por ahí sí... **Aude:** Sí, sí... 2002, 2003 más o menos... **Ana D.:** Ahí va... eso fue. Eso fue terrible... tras que te pagaban quincenalmente y las cosas estaban por el cielo... cuando vos ibas a pagar se te iba toda la plata... quedabas sin nada, sin nada, te daba solo para pagar la libreta... nada más. **Aude:** ¿Y cómo hiciste entonces para vivir en ese momento? **Ana D.:** Ah... me la vi fea porque yo para hacerte... para darte una idea... no sé... yo... lo cuento de mi... capaz que había gente que estaba en la misma situación, yo me iba a trabajar y me llevaba un arroz hervido con un huevito picado y eso comía la mediodía, y bueno... yo llegaba a veces... y mi esposo estaba haciendo... por ejemplo... un arroz con un huevito frito o una cosa así... media... ¿viste? pobrecitos... los nenes comían... ellos eran más chicos... comían... ellos dicen que ellos nunca pasaron mal pero nosotros sí veíamos que... ¿viste?, a veces... nosotros le dábamos la comida a ellos y cuando ellos se llenaban recién comíamos nosotros... de lo poquito que había quedado, y siempre pensando en que teníamos que pagar el almacén. Ahora no, ahora es un chiche lo que estamos viviendo, a nosotros no da re bien porque vamos trabajando los dos y eso fuera de que yo no gano el Plan... este Plan... de Emergencia que está pagando el Uruguay, porque cuando salió el tema del Plan de Emergencia, yo fui a hacer los trámites pero a mí no me dieron... »

ⁱⁱⁱ Citation originale : « Uno... como pobre... va comprando cosas... va luchando y peleando con el trabajo. »

^{iv} Citation originale : « Estamos... como pobres... viviendo... no es una vida que le voy a decir... es un nivel alto... pero vas tirando »

^v Citation originale : « **Oscar L. :** Soy naranjero nomás porque todo lo que tengo acá, adentro de esta casa... es todo hecho con la naranja, sin embargo, le preguntas a gente que ha trabajado en la naranja toda la vida y dice que en la naranja no se hace nada... no sé por qué no se hace nada, pero yo lo tengo... sea mucho o poco, lindo o feo, yo estoy conforme con lo que tengo y yo trabajé toda la vida... desde que me casé... en la naranja, si digo que la naranja no sirve... no sirve, pero yo tengo... a veces es mala administración. Yo antes de trabajar en la poda... yo ganaba 100 pesos por día, empecé a trabajar en la poda y pasé a ganar 220 pesos por día, yo vivía antes con 100 pesos y empecé a gastar 150 pesos... no gastaba los 220 pesos que empecé a ganar, ahí es donde uno nota la diferencia, si un día con 100 pesos no se daba ningún gusto y estaba pasando mal... si le agrega 50 pesos más... por lo menos va a moderar un poco más la situación y si uno tiene cuentas, los otros 70 pesos que le quedan uno los empieza a guardar... para poder salir de las cuentas. Pero hay gente que no, tiene cuentas, gana 100 pesos, pasa a ganar 200 pesos... saca más cuentas y los 200 pesos... esa plata que empezó a ganar de más se la come también... Siempre sigue en la misma. Nosotros no, nosotros no somos así. Yo ganaba 100 pesos, empezamos a gastar 150 pesos, estaba ganando 70 pesos más, yo por eso pagué la casa... cobro... yo ayer cobré 5000 pesos... yo no salí a comprar un asado, a comprar pollo, como lo que como todos los días, el fin de semana a veces nos comemos un pollo, un asado, lo que tenga ganas de comer pero un día, nos compramos un refresco, o sino... durante la semana si queremos tomar un refresco compramos un juguito... de esos que se hacen con agua y azúcar y tá... si es lo mismo, pero no porque estemos ganando bien nosotros vamos a malgastar la plata, no es así, hay gente que no sabe. »

^{vi} Citation originale : « La condición de trabajador rural a los efectos de este programa es determinada según el lugar de residencia (medio rural propiamente dicho o poblaciones menores con estilo de vida rural) y el tipo de trabajo que realizan en relación a rubros productivos agrarios. Debe tratarse de personas de bajos recursos y con dificultosa o insatisfactoria inserción en el mercado laboral, ya sean desocupados o en actividad, dependientes o independientes. »

PARTIE 3 -
Des mobilités pour affronter la précarité

Introduction de la partie

La partie précédente s'est attachée à montrer que la circulation des salariés urbains entre les exploitations agropastorales est une conséquence des pratiques productives des employeurs. Dans un souci de gains économiques, la flexibilité du travail conduit les producteurs à considérer la main-d'œuvre comme une variable d'ajustement. Aussi cette partie a-t-elle eu pour objet de comprendre les mobilités professionnelles ville-campagne à travers le discours des producteurs. Cependant, et de manière intrinsèque, la relation salariale engage deux parties : les producteurs et les salariés. Cette troisième et dernière partie aborde donc la mobilité des journaliers à partir des entretiens réalisés avec eux.

Traiter des mobilités professionnelles par une approche par les acteurs impose de s'attarder sur deux dimensions principales. La première est liée au qualificatif « professionnelles ». Il s'agit de s'intéresser à une forme bien particulière de mobilité, souvent associée dans la littérature à la contrainte. Les auteurs envisagent les mobilités liées à l'emploi comme des déplacements vers des espaces contraints dont l'individu n'a pas toujours le choix (Péron F., 1998). Cette particularité des espaces de travail a incité à comprendre la signification du travail et de l'emploi pour les salariés ainsi que le rapport qu'ils entretiennent avec eux et, dans le même temps, les liens qui se nouent dans et avec les lieux de travail. Dans le cas des journaliers uruguayens, il importe de déceler quelques composantes de la motivation de leurs déplacements vers les exploitations hortifruitières situées en périphérie des villes. La seconde dimension est liée au fait que les actions des individus sont toujours imprégnées du contexte au sein duquel elles sont élaborées. Il convient alors dans l'analyse des processus de prise de décision de comprendre les éléments de l'environnement dans lequel évolue le salarié et qui le conduisent à se déplacer et à le faire d'une certaine manière. Dans le cas des journaliers, les lieux fréquentés quotidiennement, l'entourage familial ainsi que la situation de vulnérabilité économique dans laquelle se trouve la famille sont trois points fondamentaux qui interfèrent dans la décision et dans les formes prises par les mobilités.

Appréhender les mobilités professionnelles à partir du point de vue des salariés conduit donc à ne pas seulement considérer ces mobilités comme une conséquence des modes de gestion de la main-d'œuvre par les producteurs mais également comme un moyen pour les salariés d'affronter la précarité explicitée dans le chapitre 5. Les réponses sont autant de formes de mobilités qui varient d'un individu à l'autre. Les salariés multiplient les déplacements dont la terminologie varie selon les dimensions temporelles et spatiales. Tous les travailleurs ne réalisent pas les mêmes mouvements. Selon les logiques qui guident leurs pratiques, certains journaliers privilégient des modes de déplacement que d'autres ne mettent jamais en œuvre. Inversement, des salariés peuvent construire des discours relevant d'une logique identique, sans que leurs mobilités soient similaires. La pluralité des formes de mobilité professionnelle est telle

qu'il a semblé indispensable, au préalable de cette partie et afin de faciliter la compréhension des deux chapitres suivants, de les définir et de préciser celles qui sont privilégiées par les salariés (ce que reprend l'Encadré 8).

Encadré 8 - Diversité des formes de mobilité professionnelle rencontrées chez les journaliers de Salto et de Las Piedras en fonction de la variation des dimensions temporelles et spatiales

Les mobilités des journaliers se font essentiellement vers les exploitations agropastorales et hortifruitières situées dans la périphérie de leur ville de résidence. Néanmoins, le fait de ne pas avoir limité les rencontres aux seuls salariés embauchés la majeure partie de l'année a mis à jour d'autres destinations telles que les exploitations agropastorales d'autres zones géographiques et des lieux de travail situés dans l'espace urbain.

Les déplacements entre le domicile et un lieu de travail durent le temps de l'emploi. Tout d'abord, ils peuvent être d'une journée lorsqu'il s'agit d'un petit boulot de courte durée – par exemple le ramassage du fumier, utilisé pour la fertilisation des serres en hortifruitière, dans une *estancia*, ou un service rendu à une personne dans le quartier, un remplacement dans une usine. Cette mobilité est dite occasionnelle. Ensuite, la mobilité peut varier entre quelques jours et plusieurs semaines. Par exemple, il peut s'agir d'une saison courte dans une petite exploitation hortifruitière ou d'un remplacement dans une usine, d'une saison de longue durée, pour un emploi dans le bâtiment ou un emploi dans le secteur industriel ou des services (l'emploi peut d'ailleurs être journalier-permanent et le salarié ou l'employeur y mettent un terme quand ils le souhaitent). Dans tous ces cas, la mobilité est dite temporaire ou saisonnière quand elle est liée à une période précise de l'année.

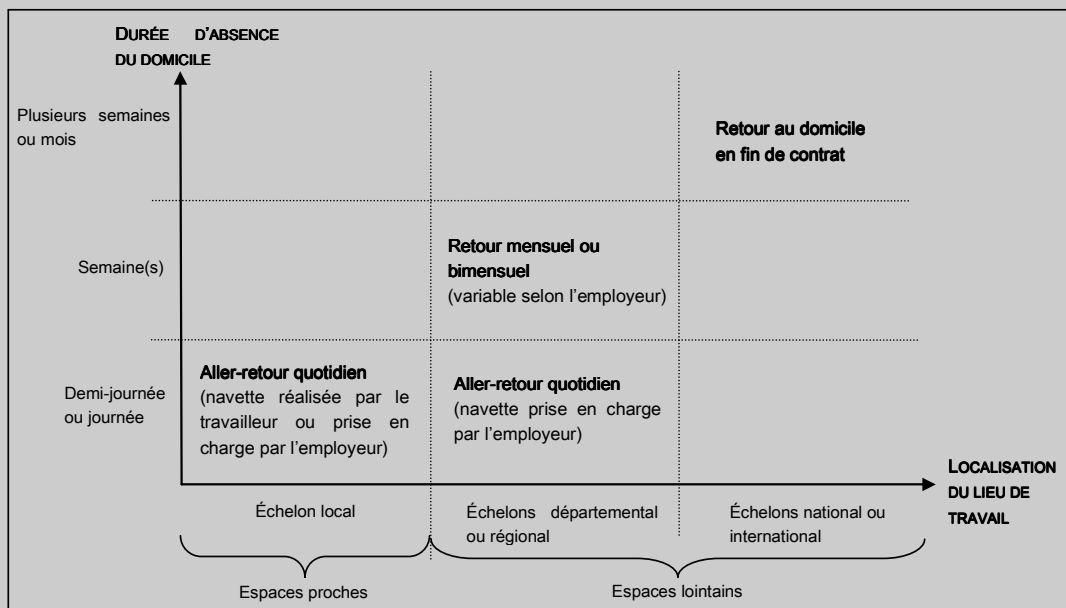
Remarquons que la mobilité vers un même lieu peut revenir plusieurs fois dans le parcours du salarié. On évoque alors sa récurrence. La mobilité peut être récurrente, c'est-à-dire être réalisée à plusieurs reprises et devenir cyclique lorsqu'elle se produit chaque année à la même période. Dans ce dernier cas, il est fait référence à la régularité de la récurrence dans le parcours professionnel du travailleur. À l'inverse, lorsqu'elle n'a été opérée qu'une seule fois au cours du parcours professionnel du travailleur, la mobilité est qualifiée d'occasionnelle.

Le dernier élément lié à la dimension temporelle est la fréquence du changement d'emploi. Un journalier qui cumule divers petits boulots d'une journée ou de quelques semaines, et multiplie ainsi le nombre de lieux de travail et d'employeurs est qualifié d'hypermobilité. Cette hypermobilité peut durer toute l'année ou une partie de l'année, par exemple, au moment d'une intersaison. À l'opposé, le salarié employé par le même patron durant plusieurs mois est qualifié de stable. Un cas particulier intervient quand l'entreprise possède de multiples lieux de travail, notamment dans l'agrumiculture ou dans le bâtiment. La mobilité du domicile au point de ramassage, prise en charge par le travailleur, demeure identique alors que la destination finale, dont le déplacement est organisé par l'employeur, varie selon le lieu de travail. L'hypermobilité spatiale s'opère alors à l'intérieur de la même entreprise.

Ces emplois génèrent des déplacements impliquant une absence plus ou moins prolongée du domicile en fonction de la localisation du lieu de travail (voir le schéma en fin d'encadré). La mobilité peut se faire, à l'échelon local dans des lieux situés dans l'espace proche (en termes de distance métrique) du domicile. La destination est alors le quartier de résidence ou les quartiers limitrophes, le centre ou d'autres quartiers de la ville de résidence, également Montevideo pour les habitants de Las Piedras et l'espace rural proche situé en périphérie de la ville. L'absence dure entre une demi-journée et une journée. Les allers-retours sont réalisés dans la journée et s'inscrivent dans l'ensemble des mobilités quotidiennes. La mobilité peut également être réalisée dans des espaces lointains (en termes de distance métrique). À l'échelon départemental ou régional, les navettes quotidiennes impliquent des trajets de longue durée. Cependant, certains employeurs n'organisent pas les allers-retours quotidiennement et les salariés restent sur le lieu de travail plusieurs semaines. Ils rentrent une ou deux fois par mois. À l'échelon national ou

international – peu de salariés rencontrés se déplaçaient à l'échelon international – le retour au domicile n'est possible qu'en fin de saison ou au terme du contrat.

Schéma : Distance domicile travail et durée d'absence du domicile



Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

Pour cela, le chapitre 6 se penche sur le lien entre la vulnérabilité sociale et les formes privilégiées de mobilités vers les exploitations agropastorales. Plus précisément, il est question d'apporter des éléments quant à la vulnérabilité sociale des journaliers agricoles et de comprendre comment elle influence le choix de l'emploi et les mobilités vers les espaces proches du domicile. Le chapitre 7 s'intéresse davantage à expliquer la diversité des formes prises par les mobilités professionnelles en étudiant la construction du mouvement au sein de la famille du travailleur, notamment en mettant en évidence l'articulation du projet professionnel individuel du journalier avec le projet de vie familial.

Chapitre 6 - Vulnérabilité sociale et mobilités professionnelles

Introduction du chapitre

La partie précédente a montré que l'emploi dans l'activité agropastorale était une source de précarité, participant à la vulnérabilité économique des familles rencontrées, même si, en fin de chapitre 5, quelques distances ont été prises avec cela du fait des politiques récemment menées à l'égard des salariés les plus pauvres. La précarité de l'emploi associée à la vulnérabilité économique forment l'une des composantes de ce que Robert Castel (1999) nomme la « zone » de vulnérabilité sociale – situation intermédiaire entre l'intégration et la désaffiliation, processus conduisant à l'état d'exclusion sociale de l'individu. La seconde composante de cette vulnérabilité sociale repose sur la « fragilité des supports de proximité », autrement dit « l'isolement relationnel » de l'individu. Ce chapitre s'intéresse à cette seconde composante. Il montre en quoi la situation de vulnérabilité sociale dans laquelle se trouvent les journaliers les conduit à circonscrire leurs mobilités vers les exploitations agropastorales proches de la ville, plus précisément proches de leur lieu de résidence. Même s'il est rare que les salariés soient isolés du reste de la société, leurs réseaux sociaux sont ancrés dans l'espace de proximité immédiate. D'une part, ils favorisent la mobilité vers les exploitations agropastorales et, d'autre part, ils la circonscrivent à l'échelon local, autrement dit à l'espace rural situé en périphérie du quartier de résidence.

Au préalable, le premier point expose les éléments de la méthodologie inductive de recueil et d'analyse des données dont les résultats sont exposés dans les deux chapitres de cette partie. Ensuite, le deuxième point tente de restituer la complexité de la place de l'emploi agricole dans le parcours professionnel des salariés en s'interrogeant sur le libre arbitre dans le choix de l'emploi. Enfin, le troisième point montre que l'ancrage territorial fort dans le quartier de résidence limite la diversité du réseau d'interconnaissance de l'individu et cloisonne ses mobilités professionnelles à l'échelon local.

1. Méthodologie inductive de recueil et d'analyse des données

La méthodologie employée pour le recueil et l'analyse des données concernant les journaliers est proche de celle utilisée dans le cas des producteurs et exposée dans le chapitre 4. Cependant, si les techniques sont similaires, les objectifs diffèrent et la singularité des enquêtes a imposé des tactiques de rencontres particulières. Le premier point revient sur l'intérêt dans cette recherche de rencontrer une pluralité d'individus. Le second point précise comment les outils propres à l'enquête qualitative ont été utilisés pour recueillir et analyser les données. Enfin, le troisième point s'attarde sur les spécificités d'un travail de terrain mené auprès de populations en situation de vulnérabilité sociale et sur les moyens nécessaires à l'établissement d'une relation de confiance avec les journaliers afin de permettre la « rencontre » (Granié A., 2005) indispensable à la construction d'un discours.

1.1. Repérer la diversité des formes de mobilité professionnelle

Le travail d'enquête avec les journaliers a été guidé par trois impératifs. Le premier concerne le lien avec l'activité agropastorale. Tous les salariés rencontrés travaillent ou ont travaillé dans ce secteur au cours de l'année précédant l'entretien puisque l'objectif est de comprendre les mobilités professionnelles, entre la ville et la campagne, générées par l'emploi agricole. Cependant, aucune contrainte de durée d'emploi n'a été imposée, ce qui a permis de réaliser des entretiens tant avec des salariés ayant travaillé quelques journées dans l'année qu'avec des salariés embauchés à l'année. Il a semblé nécessaire de rencontrer quelques représentants de ces derniers du fait de la porosité des marchés du travail évoquée dans le chapitre 4. Le deuxième impératif relève de la localisation. Les salariés résident tous dans des quartiers de Salto et de Las Piedras. Cette exigence a été facilitée lorsque la personne ressource, intermédiaire de la rencontre avec le salarié, était impliquée dans les quartiers de résidence – les enseignants des écoles primaires, les agents de développement social, les travailleurs eux-mêmes. En revanche, quand l'entretien a été réalisé à la suite d'un temps de travail au sein d'une exploitation, seuls les salariés résidant dans l'une des deux villes ont pu faire partie de l'enquête, et ceux résidant dans les villages en ont été exclus. Le troisième impératif, fil rouge du travail de terrain, a été la diversité. Afin de mettre à jour la pluralité des formes de mobilité, il a semblé indispensable durant l'enquête de rencontrer une grande variété d'individus.

À la différence du travail mené auprès des producteurs, aucune statistique couvrant la totalité de la population journalière du secteur agropastoral n'était disponible pour renseigner sa composition socio-économico-démographique et orienter le choix des individus. Comme cela a déjà été développé dans la première partie, l'emploi salarié dans le secteur agropastoral, et l'emploi saisonnier en particulier, est difficile à chiffrer. Les méthodes de recensement sont peu

satisfaisantes (voir le point 3.2. du chapitre 3) et les rares informations accessibles portent sur la fonction des salariés permanents – contremaître, ouvrier spécialisé, ouvrier non-spécialisé. Pour pallier ce manque de données statistiques, les sociologues uruguayens s'intéressant aux salariés agricoles ont mené des enquêtes sociodémographiques exhaustives des populations d'étude préalablement à leurs investigations. Néanmoins, elles concernent des groupes spécifiques et n'offrent pas une vue d'ensemble de la population journalière du secteur. L'enquête coordonnée par Ema Massera, dont les publications qui en sont issues ont déjà été mobilisées à plusieurs reprises dans cette thèse (Massera E. (dir.), 1997 ; Riella A. et Tubío M., 1997 ; Tubío M., 2002 ; Piñeiro D., 2008), concerne les salariés de l'agrumiculture, tant permanents que saisonniers. Celle dirigée par Diego Piñeiro se réfère à l'emploi saisonnier dans la tonte des moutons (Piñeiro D., 2003 ; Carambula M., 2009). Enfin, la recherche dirigée par Alberto Riella est encore plus spécifique puisqu'elle porte seulement sur les salariés agricoles d'une grande entreprise finlandaise de plantation forestière (Mascheroni P. et alii, 2008). Ces études livrent, d'une part, un éclairage socio-économico-démographique sur le sexe, l'âge, la formation du travailleur, le niveau économique, l'équipement du foyer et, d'autre part, une analyse de la qualité de l'emploi en s'intéressant à l'occupation du salarié au cours de l'année et à sa satisfaction dans le travail et l'emploi. Les salariés d'autres branches du secteur agropastoral ont fait l'objet d'études plus ponctuelles sans donner lieu à des recensements de caractéristiques sociodémographiques.

Ainsi, si tous ces travaux ont le mérite d'exister, les données qu'ils affichent ne permettent pas une caractérisation systématique de l'ensemble des journaliers du secteur agropastoral. Par exemple, aucune étude universitaire d'envergure n'a été réalisée sur les salariés de la zone hortifruitière du Sud du pays – zone concentrant pourtant 85 % de la production hortifruitière nationale (MGAP/DIEA, 2000) – qui compose une partie du terrain de cette thèse. Par conséquent, contrairement au travail de terrain mené avec les producteurs, celui avec les journaliers n'a pu être guidé par une assise statistique solide. Deux impacts majeurs en résultent. D'abord, il a été nécessaire de multiplier les entretiens. Au total, 101 travailleurs ont été rencontrés (voir la répartition synthétique dans le Tableau 14 et la répartition selon les caractéristiques sociodémographiques et les activités professionnelles dans les tableaux⁶⁵ de l'Annexe 6) dont 53 lors de la phase de terrain de 2006 et 48 lors de la phase de 2007-2008 (la différence entre ces deux moments est explicitée dans le point suivant).

⁶⁵ Ces tableaux reprennent, en distinguant la ville de résidence, la répartition des salariés rencontrés selon le sexe, l'âge, la situation matrimoniale, le nombre d'enfants, le niveau scolaire, le mode de résidence, l'activité principale durant l'année (domaine, statut, grade, formalité), les activités simultanées, les activités complémentaires. Ils sont présentés en annexe afin d'alléger le texte.

Tableau 14 - Répartition synthétique des salariés agricoles rencontrés entre 2006 et 2008

	Salto	Las Piedras	Total
Hommes	44	25	69
Femmes	14	18	32
Total	58	43	101

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

Ensuite, les modes de rencontre avec les salariés (exposés dans le point 2.2.3. du chapitre 3) ainsi que les quartiers de résidence ont également été diversifiés afin de s'assurer que la saturation de l'information n'était pas due à l'effet illusoire d'un centrage involontaire sur un groupe d'individu.

Respectant l'impératif de diversité, l'enquête a intégré des individus de tout âge – le plus jeune ayant 16 ans et le plus âgé 60 ans – bien qu'une large majorité se situe dans la tranche 20-40 ans (voir tableau 2 de l'Annexe 6). Un soin particulier a aussi été apporté à la diversité sexée des enquêtés (voir tableau 1 de l'Annexe 6), même lorsque les études antérieures avaient mis à jour une forte masculinisation de l'activité. En effet, bien que Mauricio Tubío signale que la récolte d'agrumes est principalement réalisée par des hommes, ce qu'il justifie par un travail physiquement très difficile (Tubío M., 2002), plusieurs travailleuses embauchées régulièrement dans ce secteur ont été rencontrées (voir tableau 8 de l'Annexe 6). En outre, les entretiens ont révélé une grande diversité en termes de niveau scolaire même si cela n'a fait l'objet d'aucune attention spécifique au préalable de l'entretien. Ainsi, certains salariés ont à peine achevé le cursus primaire alors que d'autres sont bacheliers (diplômés de l'enseignement secondaire). Notons cependant que la majorité des salariés a quitté le système scolaire, soit après avoir achevé l'école primaire, soit après avoir entamé les premières années du secondaire sans obtenir de diplôme (voir tableau 5 de l'Annexe 6). À cela s'ajoute une grande diversité en termes de composition de la famille et des sources de revenus du foyer, comme cela a déjà été montré dans le point 2.2. du chapitre 5.

Par ailleurs, l'exigence de diversité ne s'est pas limitée aux caractéristiques socio-économico-démographiques. Elle se retrouve également dans les parcours professionnels des salariés. Parmi eux, certains sont relativement stabilisés alors que d'autres, au contraire, sont beaucoup plus instables. Les travailleurs accumulent de multiples emplois dans le secteur agropastoral – n'appartenant pas uniquement à l'hortifruiculture, même si beaucoup y sont employés ou y ont été employés – ainsi que dans d'autres secteurs d'activité, tels que le bâtiment, l'industrie, les services à la personne (travail domestique, garde d'enfants ou de personnes âgées, livraison), le gardiennage (de voitures ou d'établissements industriels ou commerciaux), la vente (ambulante ou dans un commerce du centre ville), la restauration, la fabrication de briques, etc. Notons que le secteur agropastoral n'est pas, pour tous, l'activité principale au cours de l'année. Pour certains, les emplois dans ce secteur ne représentent que des postes d'appoint occupés

simultanément à une autre activité et, pour d'autres, ils sont saisonniers et ne les occupent qu'une partie de l'année. Enfin, ces emplois se situent dans une multiplicité de lieux différents – les zones hortifruitières en périphérie des villes, les zones rurales du département de résidence ou des départements limitrophes, les zones rurales du reste du pays, le centre de la ville de résidence ou d'autres villes du pays (relevons là la particularité de Las Piedras située à proximité de Montevideo) et le quartier de résidence.

La pluralité des parcours professionnels ainsi que des lieux fréquentés engendre une grande diversité de formes de mobilité, mise à jour par les entretiens et dont les logiques qui la sous-tendent ont été révélées par leur analyse.

1.2. Appréhender les logiques qui fondent les mobilités professionnelles au moyen d'entretiens

Le travail d'enquête par entretiens a été mené en deux temps régis par des objectifs différents. La première phase, réalisée en 2006, s'est inscrite dans une démarche davantage informationnelle alors que la seconde, menée entre 2007 et 2008, répondait à une démarche complètement compréhensive.

L'absence de données préalables, exhaustives, quantitatives et qualitatives, a nécessité une première phase de terrain dont l'enjeu était le recueil d'informations plus que la compréhension des logiques sociales. Ces informations portaient à la fois sur les conditions de vie et d'emploi, mais aussi sur le contenu des emplois, le passage d'un emploi à un autre, les moments de l'année au cours desquels les sources d'emplois étaient nombreuses ou, au contraire, rares. Le point le plus obscur, parce que inédit dans la littérature uruguayenne sur l'emploi agropastoral (comme cela a été expliqué dans le point 1. du chapitre 3), concernait les mobilités : leurs rythmes (fréquences et durées des déplacements), les lieux fréquentés (distance avec le domicile), la gestion des trajets, des allers-retours, les moments d'absence du domicile, l'installation temporaire sur ou à proximité du lieu de travail quand le travailleur ne peut pas rentrer chez lui. Une phase exploratoire dans les règles de l'art, c'est-à-dire avec retour sur le questionnement et les lectures avant d'entamer le travail de terrain (Quivy R. et Van Campenhoudt L., 1995), n'était pas envisageable compte tenu des contraintes formelles de la recherche – principalement l'éloignement du terrain et les impératifs universitaires. Par conséquent, une partie de cette première phase de terrain a consisté en la familiarisation avec les pratiques des salariés agricoles. Les entretiens réalisés à l'aide d'un guide très détaillé se sont donc révélés semi-directifs, et parfois même directifs. Ils ont alors laissé moins de place à la construction d'un discours. En outre, ils ont été complétés par des fiches sur l'activité mensuelle du salarié au cours de l'année précédant l'entretien (exposée dans le point 2.2.1. du chapitre 5). L'analyse de tels entretiens n'a certes pas facilité la construction des schèmes des

discours mais les données obtenues corrélées à celles de la seconde phase de terrain ont permis d'intégrer ces entretiens à la typologie. Malgré tout, durant cette première phase, certains entretiens plus ouverts ou complétés par une nouvelle rencontre lors de la seconde phase de terrain, ont pu mettre à jour des éléments pertinents lors de l'analyse. Ainsi, l'apport principal de cette première étape a concerné les parcours professionnels – notamment annuels, grâce aux fiches d'activité mensuelle – et la différenciation entre les trajectoires des salariés de Salto et de Las Piedras tant sur la place du secteur agropastoral dans ces parcours que sur la stabilité dans l'activité et les lieux fréquentés.

La seconde phase du travail de terrain auprès des salariés a consisté à comprendre les « motivations » (Cortès G., 1998), plus largement, comprendre le « pourquoi » et le « pourquoi comme ça » de leurs mobilités professionnelles. Il s'agissait de mettre en évidence les choix des travailleurs ainsi que ce qui les influence. Comment les journaliers, alors qu'ils sont en situation de vulnérabilité économique, choisissent-ils leur travail, leur emploi et leur lieu de travail ? Quels facteurs favorisent ou contraignent leurs choix ?

Les mobilités professionnelles, loin d'être indépendantes, sont, au contraire, complètement liées aux autres activités quotidiennes des salariés. Aussi, l'autre objectif de cette phase de terrain a été de comprendre comment ces mobilités s'inscrivent dans l'ensemble des pratiques spatiales des journaliers, dans leur territorialité individuelle. Plus précisément, comment les mobilités professionnelles trouvent-elles leur place dans les pratiques spatiales quotidiennes ? Comment les liens que les individus ont tissés avec l'extériorité sociale et spatiale construisent leurs mobilités professionnelles ? Pour satisfaire cette quête de signification des pratiques des salariés agricoles – autrement dit la mise à jour des « logiques » et des « croyances » qui guident leurs actions (Demazière D. et Dubar C., 1997) –, il a semblé indispensable que les enquêtés puissent raconter leur vécu. C'est pourquoi, comme cela a été fait avec les producteurs, les entretiens de la seconde phase ont été non-directifs⁶⁶ et élaborés en articulation avec l'analyse structurale dont ils ont fait l'objet. Le guide qui a jalonné ces entretiens était beaucoup plus concis que celui de la première phase. Il était composé seulement de questions de lancement des thèmes principaux de l'entretien et de quelques éléments plus précis en guise d'aide-mémoire pour l'enquêteur (voir le guide en Annexe 7).

Comme pour les entretiens avec les producteurs, ceux avec les salariés ont été effectués en deux temps. Le premier temps invitait le travailleur à relater son histoire professionnelle à travers une question large : « Pouvez-vous me raconter votre histoire professionnelle ? Vous pouvez évoquer tout ce qui vous paraît important depuis que vous avez commencé à travailler... ». Cette question n'avait pas pour but que le travailleur expose tous les emplois qu'il

⁶⁶ Les discours des salariés agricoles rencontrés au cours de la seconde phase de terrain, beaucoup plus développés que ceux de la première et ayant permis d'identifier les « catégories structurantes de l'univers des croyances » des individus (Demazière D. et Dubar C., 1997), sont davantage mobilisés que ceux de la première phase tout au long de la troisième partie.

avait occupés au cours de sa vie. D'ailleurs, lorsque certains énuméraient tous leurs emplois sans les expliquer, des précisions leur étaient demandées – par exemple : « tu dis que tu as travaillé dans la maçonnerie, est-ce que tu peux m'expliquer un peu ? ». Pour la plupart, les travailleurs ont essayé de retracer les emplois qui ont marqué leur parcours et les ont amenés à celui qu'ils occupent au moment de l'entretien. Lorsque les emplois occupés au cours de l'année et actuellement n'étaient pas précisés ou distingués des autres, une question subsidiaire relançait l'entretien : « cette année, tu peux me raconter ce que tu as fait ? ». Par ailleurs, la question de début d'entretien incitait le salarié, d'une part, à évoquer de multiples thèmes relatifs à l'emploi et, d'autre part, dans de nombreux cas, à adopter une posture réflexive par rapport à son histoire professionnelle. Ceci a permis, lors de l'analyse, d'identifier, d'abord, le lien aux emplois, aux travaux ainsi qu'aux lieux de travail, ensuite, les permanences et les ruptures dans le parcours professionnel et, enfin, les déterminants des changements. Le second temps de l'entretien portait sur un récit de pratiques dont l'objectif était que l'individu expose ses pratiques quotidiennes hors du travail, l'imbrication entre ces dernières et le travail, les lieux qu'il fréquente couramment, les liens qu'il tisse dans et avec ces lieux. La question posée – « pouvez-vous me raconter ce que vous faites lorsque vous ne travaillez pas ? » – était également ouverte afin que le travailleur développe ce qui lui semblait important.

Une fois réalisés puis retranscrits, les entretiens ont été séquencés. Les actions, les acteurs mis en cause ainsi que l'argumentation utilisée par les journaliers pour justifier leurs actions ont été repérés afin de mettre en ordre les entretiens avant l'analyse, à l'aide des techniques proposées par Didier Demazière et Claude Dubar (1997) (voir le détail de la démarche dans le point 1.2. du chapitre 4). L'analyse, à l'instar de celle qui a été réalisée pour les producteurs, a révélé les disjonctions/oppositions et les conjonctions/associations dans le discours des journaliers. À partir de ce travail, des schèmes spécifiques du discours sur l'univers professionnel des journaliers, intégrant des éléments relatifs à l'emploi et aux objectifs de vie, ont été construits et alimentés par les deux parties de l'entretien (voir le schème du discours d'Oscar L. en Annexe 8). Enfin, les schèmes spécifiques ont été comparés les uns aux autres afin de les regrouper et de construire une typologie en fonction des « logiques » et « croyances » qui guident les projets de vie et les projets professionnels des salariés et influencent leurs mobilités liées à l'emploi. Ce travail d'analyse a ainsi permis de comprendre les différences dans les choix de mobilité professionnelle.

Les entretiens ont été complétés par de l'observation. Deux milieux ont été privilégiés : le quartier de résidence du travailleur et le lieu de travail. Dans les quartiers, l'observation s'est faite de deux manières. D'une part, dans les zones où les salariés agricoles sont concentrés, les moments avant le départ tels que le regroupement dans le quartier puis le trajet individuel ou en groupe jusqu'au lieu de ramassage ont été observés. Cela a été rendu possible à Salto car certains quartiers périphériques regroupent nombre de salariés de l'agrumiculture. D'autre part,

la participation à des réunions de commissions de quartier (liées à des programmes communautaires de construction d'habitations) et à des événements d'action sociale (liées aux programmes sociaux du gouvernement) a contribué à la caractérisation de l'environnement social hors travail dans lequel les salariés évoluent et à l'identification des enjeux de la vie quotidienne des familles. En effet, si dans la plupart des cas, les salariés eux-mêmes ne participaient pas à ces réunions, leurs épouses ou d'autres membres de leur entourage proche y étaient conviés. Sur le lieu de travail, l'observation, le plus souvent participante, avait pour but de repérer les relations de travail, les relations de pouvoir employeur/travailleur ou entre les travailleurs (ceci a déjà été évoqué dans le point 1.3. du chapitre 4). Par ailleurs, le lieu de travail, qui dans les entretiens avait seulement été évoqué en termes d'appréciation ou non du travail en extérieur et du paysage naturel, a pu, grâce à l'observation, être envisagé à travers les moments clés de la journée de travail tels que l'arrivée ou le départ, la pause déjeuner, les autres pauses lorsqu'il y en a. Cela a révélé la multifonctionnalité des lieux de travail comme le montre la transcription des carnets de terrain (voir Encadré 9). Enfin, et cela fait l'objet du point suivant, l'observation a été un élément décisif dans l'instauration d'une relation de confiance avec les travailleurs.

Encadré 9 - Découverte des moments clés d'une journée de travail dans une équipe de cueilleuses⁶⁷ d'agrumes à travers l'observation

« La journée commence à l'arrêt de bus, il est 9h30. À l'arrêt où j'attends, devant une épicerie, quelques travailleurs sont déjà là et les autres arrivent au compte-gouttes. Au même arrêt, plusieurs groupes, qui appartiennent à des équipes différentes, voire travaillent pour des entreprises différentes se rencontrent. Ici, il semble y avoir trois groupes différents. En arrivant, certains travailleurs s'arrêtent à l'épicerie, pour acheter le repas pour le déjeuner.



Arrêt de bus avec plusieurs groupes de travailleurs appartenant à des équipes différentes

Une bonne demi-heure après, le bus arrive, les femmes le reconnaissent, c'est toujours le même, cependant, le nom de la contremaître de l'équipe est affiché à l'avant. En outre, lorsque le chauffeur connaît mal les arrêts ou qu'une nouvelle travailleuse, impliquant un nouvel arrêt, doit

⁶⁷ Bien qu'il y ait peu de femmes dans l'agrumiculture, l'entreprise qui a accepté ma venue ne m'a autorisée qu'à aller travailler et observer une équipe de femmes afin d'éviter tout problème de conduite dans les équipes mixtes ou masculines.

monter, ce sont les travailleuses montées en début de parcours qui indiquent au chauffeur les endroits où il doit s'arrêter.

Le bus va jusqu'à l'arrêt central, à la sortie de la ville, arrêt par lequel passent tous les bus de l'entreprise. Là, les travailleuses montées en début de parcours descendent fumer une cigarette et les superviseurs de l'entreprise montent compter le nombre de travailleuses présentes.



À l'arrêt central, pause cigarette

Ensuite, le bus repart jusqu'à l'exploitation. Dans le bus, une véritable vie se crée, même lorsqu'il y a peu de trajet. Des discussions naissent entre petits groupes ou entre plusieurs groupes s'il s'agit de commenter les nouvelles locales. Certaines femmes font circuler toutes sortes de choses qu'elles vendent (sous-vêtements, vêtements, jouets, cigarettes, etc.). La contremaître vend des sandwiches (le simple : pain, salade, escalope de poulet à la milanaise ; le complet : avec en plus, de la tomate, des oignons et de la mayonnaise), elle en apporte chaque jour un plein carton qu'elle prépare le matin avant de partir. Elle note sur un carnet tous les noms des travailleuses qui en achètent et se fait payer en fin de semaine au moment de la distribution des salaires. Cependant, toutes les travailleuses n'en achètent pas tous les jours car cela leur reviendrait trop cher à la fin de la semaine.

Après une vingtaine de minutes de trajet, le bus arrive à l'exploitation. Les femmes s'installent par terre sous un abri ou sur l'herbe en plusieurs groupes d'affinité pour déjeuner, mais elles restent suffisamment regroupées pour ne pas se mêler à d'autres équipes de travail. Il y a deux groupes des plus anciennes. L'un reste autour de la contremaître, l'autre reste un peu plus loin. Enfin, un groupe comprenant des jeunes mais aussi des travailleuses nouvellement arrivées. Les conversations entamées dans le bus reprennent, la vente également. Certaines partagent le repas qu'elles ont apporté, d'autres recousent leurs manches de protection contre les épines des orangers.



Le repas - photographie de gauche : le groupe des jeunes (l'une note les ventes qu'elle a réalisées) ; photographie du centre : un groupe d'anciennes discute en mangeant les sandwiches de la contremaître ; photographie de droite : une travailleuse recoud ses manches pendant que l'autre discute avec la contremaître

À midi, le travail doit commencer, donc après avoir compté une seconde fois les présentes, inscrits les nouvelles, la contremaître forme les groupes de travail. Après cela, les travailleuses partent rejoindre le périmètre de cueillette à l'arrière du tracteur. Une fois arrivées, elles enfilent casquettes, manches ou surchemises et gants pour se protéger des épines et le bal des sacs, sécateurs et échelles commence, ils volent dans tous les sens avant de trouver leur propriétaire. Le travail peut alors débuter.



L'entame du travail

Ensuite, pendant 5h30, la cueillette bat son plein. Les femmes cueillent, la contremaître contrôle. Parfois, un superviseur passe pour vérifier le travail et le conducteur de tracteur emmène les caisses pleines à l'entrée de l'exploitation et en rapporte des vides. [...] Durant le travail, les femmes discutent peu, elles doivent rester concentrées pour cueillir tous les fruits de l'arbre, ne pas les abîmer, ne pas tomber de l'échelle. Le travail se termine par le ramassage des fruits tombés sur le sol et le comptage des caisses de chaque groupe.



Le travail - photographies de gauche : la cueillette ; photographie du centre : le vidage du sac dans les caisses ; photographies de droite : vérification de la contremaître et du superviseur

De retour à l'entrée de l'exploitation, c'est la course, les premières arrivées ont le temps de passer aux toilettes et de se laver les mains, les dernières montent directement dans le bus et à 18 heures passées de quelques minutes, elles quittent l'exploitation.

Sur le trajet du retour, les discussions se font rares et toutes en petits groupes. Chacune descend à son arrêt. Les premières parties sont les dernières rentrées. »

Source : Gallas A., Carnets de terrain/Travail de terrain, Salto, 2007 ; Gallas A., Photographies/Travail de terrain, Salto, 2007.

1.3. Construire une relation de confiance avec les travailleurs

Comme le signale Anne-Marie Granié, dans une enquête qualitative fondée sur une approche compréhensive, une « rencontre » entre le chercheur et l'enquêté doit avoir lieu pour que le travail de terrain soit riche (Granié A.-M., 2005). Au cours de l'entretien, acte de communication entre chercheur et enquêté, une relation de confiance suffisamment forte doit s'établir afin de permettre à l'enquêté de construire un discours qui ne soit pas stéréotypé et de développer des réponses avec des justifications qui font appel à ses croyances, ses valeurs et ses représentations. Dans ce point, les tâtonnements du travail d'enquête à ce propos sont livrés.

Les entretiens avec les producteurs se sont avérés plus faciles qu'avec les salariés agricoles. Les premiers appartiennent à un milieu social plus familier car des entretiens avec des

producteurs avaient déjà été réalisés dans le cadre de la maîtrise et dans le cadre d'une simulation de recherche en D.E.A. En revanche, les seconds constituaient une véritable découverte en termes de milieu social. À cela s'ajoutait la mise en garde des chercheurs, qui avaient déjà mené localement des enquêtes auprès de salariés agricoles – plus précisément de *peones de campo* –, quant au manque d'habitude des salariés à verbaliser leur vécu. L'arrivée sur le terrain était donc angoissante, suspendue à une question lancinante : comment faire parler les journaliers de leur travail et de leur quotidien alors qu'ils sont la source de leur vulnérabilité économique dont la littérature sur le sujet fait écho ? Les propos d'Olivier Schwartz semblent tout à fait appropriés pour exprimer la sensation de mal-être et de culpabilité de la demande d'entretien :

« Quel que soit le canal emprunté, l'essentiel était pour moi de le faire évoluer vers une communication perméable à des niveaux privatifs de l'existence. Est-il besoin de le dire, c'est bien souvent là qu'ont surgi les difficultés. C'est la rencontre, non la première, qui révélait ce que ma demande avait d'excessif, d'importun, d'injustifié. Qui étais-je pour sonner à la porte et demander qu'on me reçoive, et qu'on défère ainsi mon désir de savoir ? Comment s'étonner qu'à ce désir il ait été si souvent répondu par des portes fermées, des rendez-vous manqués, des réponses évasives, des paroles obstinément limitées à la pluie et au temps qu'il fait, qui ne permettraient de mesurer concrètement ce que Lacan, dans un autre contexte, nommait le « mur du langage » ? Et comment comprendre alors que, dans nombre de cas non négligeables, cette difficulté ait pu être malgré tout surmontée ? » (Schwartz O., 1990 : 39).

Face à ce malaise et afin d'obtenir des réponses à la multiplicité d'interrogations que posait une recherche sur les mobilités professionnelles, champ encore non investi, les entretiens semi-directifs de la première phase de terrain se sont révélés comme un premier moyen efficace d'accéder à l'information. Plus faciles à mener car davantage centrés sur la demande du chercheur et moins sur le discours de l'enquêté, surtout lorsque ce dernier était peu expansif, le travers de cette démarche a été l'absence de construction de discours et, parfois, un entretien qui avait davantage l'apparence d'un questionnaire. Avec cette tactique, la difficulté de faire parler les salariés, tant redoutée et décriée par les autres chercheurs, devenait réelle. Les travailleurs faisaient donc un développement très court pour chaque question posée et attendaient la suivante avant de s'engager sur un nouveau thème, ce qui, sans le travail de la seconde phase de terrain, aurait rendu impossible la mise à jour des logiques d'action.

La préparation du second terrain s'est attelée à trouver le moyen d'établir une véritable rencontre, de se centrer sur la parole de l'enquêté et de le laisser libre de construire son discours à partir de la demande. Les entretiens non-directifs ont répondu à cette attente. Cependant, certains, plus habitués aux questionnaires depuis la multiplication des recensements des populations pauvres par le MIDES – concernant, leur situation d'emploi, leurs conditions économiques, leur habitation –, étaient troublés par la vaste question du début d'entretien. Pour eux, il a fallu adapter cette question en la restreignant à l'emploi actuel et en relançant sur les autres emplois au fil de l'entretien. Néanmoins, cette forme d'entretien n'a pas toujours créé un climat de confiance suffisamment fort pour générer un récit approfondi.

Une autre tactique, complémentaire de l'entretien non-directif, a prouvé, lorsqu'elle pouvait être mise en place, qu'une situation de communication pouvait s'instaurer entre les salariés et le chercheur. Grâce à l'observation, un contact préalable à l'entretien, moins éphémère qu'une prise de rendez-vous sur le pas d'une porte, s'est établi. Il s'est fait soit par le travail durant plusieurs jours avec les journaliers sur l'exploitation dans laquelle ils étaient employés, soit par la participation régulière à des réunions, notamment dans les centres d'aide sociale à l'enfance avec les mères - qui à certains moments de l'année étaient également des travailleuses, principalement à Las Piedras. L'insertion, bien que fragile parce que récente et de courte durée au sein de ces deux espaces, ainsi que le partage de moments de travail et/ou de moments de convivialité ont néanmoins permis de construire un lien de connaissance et de reconnaissance entre le chercheur et le travailleur. L'entretien est alors devenu une situation plus légitime et moins inconfortable pour les deux parties. D'ailleurs, chaque entretien réalisé avec des salariés rencontrés antérieurement commençait par l'évocation des moments partagés et des événements survenus depuis. Alors, la dérive vers un discours sur des « banalités », travers soulevé par Olivier Schwartz devait être évitée ou interrompue par le lancement de l'entretien avec la question sur l'histoire professionnelle. L'entrée en matière était ainsi facilitée, l'entretien plus ouvert et le discours plus développé. En outre, l'expérience que j'avais, ou plutôt que les journaliers m'attribuaient désormais, à propos du groupe et du travail aurait pu être préjudiciable à certaines explications puisque considérées comme connues. C'est ce que précise Susana Grosso, ingénieur agronome dans la région qui était également son terrain de thèse, qui éprouvait des difficultés à faire discourir les producteurs sur les éléments relatifs aux techniques de production qu'elle se devait de connaître (Benos R., Gallas A. et Grosso S., 2006). Pour ce qui me concerne, cela n'a pas été une gêne car ma présence, très récente, n'enlevait rien au statut d'étrangère qu'ils m'octroyaient.

La perspective de ces entretiens plus approfondis a donc enrichi l'analyse et ouvert la piste de la construction plurielle, individuelle et familiale des mobilités professionnelles.

2. L'emploi agricole, une place complexe dans les parcours professionnels des journaliers

Dans les parcours professionnels des journaliers rencontrés, l'emploi dans le secteur agropastoral est récurrent. Cependant, il ne fait pas l'objet de la même réflexivité dans les discours de tous les salariés rencontrés. Le premier point aborde l'emploi dans ce secteur comme appartenant au domaine de la banalité. Prenant le contre-pied de ce premier point, le second invite à envisager l'arbitrage individuel dans la décision de travailler dans le secteur agropastoral et à tenir compte de la satisfaction de l'individu. S'employer dans ce secteur peut apparaître alors comme le dernier recours ou, à l'inverse, comme un choix satisfaisant.

2.1. Un emploi banal et une mobilité banale

Certains des salariés, dans leurs discours, ne justifient ni le fait qu'ils occupent un emploi dans le secteur agropastoral, ni la mobilité vers et entre les exploitations. Les discours, très descriptifs, sont organisés autour du champ lexical du « faire », comme si tout le parcours du journalier était une suite logique d'actions non discutées et non discutables. Pour bien comprendre la différence entre les discours des salariés qui argumentent leurs pratiques et ceux des salariés qui ne le font pas, les extraits d'entretiens d'Ana D. et de Mauro F. illustrent ces manières de construire le propos⁶⁸ (voir Extraits d'entretien 29). Ana D. – dont la trajectoire professionnelle est récente, courte et assez stabilisée – fait un récit linéaire des emplois qu'elle a occupés depuis qu'elle s'est installée dans la ville de Salto. Son discours est structuré sur l'association « on m'a dit »/« je suis allée ». L'extrait ne rapporte que les deux premiers emplois qu'elle évoque. À l'inverse, le discours de Mauro F., dont le parcours professionnel est plus chaotique, composé essentiellement de petits boulots, est beaucoup moins progressif, interrompu par de nombreuses digressions lui permettant d'argumenter ses choix. Son discours est construit sur l'association « je suis »/« je vais ». Ainsi, après avoir brièvement présenté l'un de ses emplois récurrents interannuellement, il justifie ses choix de mobilité par le gain qu'il obtient dans le nouveau lieu de travail.

⁶⁸ Précisons que l'absence de justification pour ces deux entretiens n'est pas liée à la manière de mener l'entretien. En effet, il aurait été possible de supposer que les entretiens plus directifs menés au cours de la première phase de terrain incitaient moins à la justification des pratiques. Cependant, les deux entretiens mobilisés ici à titre d'exemple ont été réalisés en 2007 de manière non-directive avec des salariés rencontrés sur le lieu de travail et avec lesquels plusieurs journées de travail avaient été passées avant l'entretien.

Extraits d'entretien 29 - Justification de l'emploi et de la mobilité dans les discours d'Ana D. et de Mauro F.

Récit linéaire d'Ana D.

« **Ana D.** : Bon, j'ai connu une fille qui m'a dit que là, à Burton*, une femme avait besoin de gens pour travailler dans le traitement sanitaire, dans l'orange... [...] Bon, moi je ne connaissais rien, donc je suis allée parler avec Gladis, Gladis était la femme et bon... je lui ai demandé du travail, je lui ai dit que je ne connaissais rien en ce qui concerne le domaine du travail parce que je n'avais jamais travaillé, et, elle, elle m'a dit que oui, qu'elle me prenait. Et bon, j'y suis allée sans connaître et je suis restée 5 mois, mais cette année-là l'entreprise a fait une réduction de personnel, où dans chaque équipe ils retiraient les gens... ils retiraient les gens plus...

Aude : ... qui étaient là depuis peu...

Ana D. : Voilà, c'est ça, donc c'est tombé sur moi de partir. Bon, c'est comme ça que je me suis retrouvée sans travail. Ensuite, j'ai travaillé... je suis partie avec... une amie à moi qui voulait que je lui garde ses enfants et je suis partie là-bas au Cerro*. »ⁱ (Entretien avec Ana D., Salto, 2007).

* Quartier de Salto.

Récit argumenté de Mauro F.

« **Mauro F.** : Parfois ça s'étend jusqu'en décembre et ensuite en mai nous plantons de nouveau pour revenir récolter. Et après ça... comme le petit boulot se termine là, je m'en vais chez Sergio là, je travaille comme ça. Chez Sergio, moi, je travaille par périodes... j'y suis un temps et s'il m'arrive quelque chose de meilleur, je m'en vais là-bas... là où on gagne un peu plus... je suis toujours en train de changer de travail, je ne suis pas une personne qui est continuellement dans un seul travail... je change de travail en fonction du salaire, je regarde ce qu'on gagne... »ⁱⁱ (Entretien avec Mauro F., Salto, 2007).

La non argumentation peut se révéler problématique pour le chercheur car elle accroît les difficultés de faire émerger les logiques d'action. Elle est néanmoins très intéressante car elle dénote l'intériorisation et la banalisation des pratiques. Jean-Claude Kaufmann, dans l'ouvrage qu'il consacre à la sociologie de l'individu et dans lequel il conceptualise la notion d'habitude, définit la banalisation :

« La banalisation résulte de l'intériorisation profonde de la définition de la situation. Elle ne devient totale que si l'incorporation est parfaite. Cette dernière se construit par effacement de toute trace réflexive. [...] Car seul l'accord entre la définition de la situation et les ajustements comportementaux donne aisance et efficacité à l'action. La moindre sortie du banal se paye [...] en pression mentale. La banalité procure un confort psychologique parce qu'elle est au plus profond, au plus lourd, de la construction de la réalité. » (Kaufmann J.-C., 2007 : 127).

L'emploi dans le secteur agropastoral, quand il est considéré comme banal par les salariés, ne fait l'objet d'aucune explicitation. Dans la plupart de leurs discours, ces salariés disent qu'ils ont terminé l'école (primaire) et qu'ils sont partis travailler. Avec ces quelques mots, tout est dit. L'interlocuteur doit comprendre de lui-même. À partir de ce moment, les journaliers commencent donc un récit plus ou moins approfondi de leur parcours. Ce phénomène de banalisation de l'emploi agricole est accentué par les pratiques de l'entourage familial. La plupart des journaliers qui justifient peu leur emploi agricole appartiennent à des familles au sein desquelles une majorité d'individus en âge de travailler est employée dans ce secteur. En

outre, depuis son plus jeune âge, le journalier a été initié au travail agricole. Gladys C., contremaître de 53 ans dans une grande exploitation d'agrumes de Salto, explique au cours de son entretien que jusqu'à leur majorité, elle et ses frères et sœurs accompagnaient régulièrement leurs parents dans les exploitations horticoles. Elle précise d'ailleurs que lorsqu'ils sont devenus adultes et ont trouvé leur propre emploi, leurs parents ont perdu leur équipe d'ouvriers. Le chapitre 2 avait mis en évidence l'absence de lien direct entre les salariés agricoles uruguayens et la terre ou l'espace rural car ils résident en ville depuis plusieurs générations. Il existe cependant un lien fort, intergénérationnel, avec le travail agricole. Lien que les parents transmettent volontairement ou non à leurs enfants en les faisant venir fréquemment sur le lieu de travail. Pour ces enfants, la notion de travail est alors associée à l'activité agropastorale elle-même. Les salariés ne se posent pas la question de ce qu'ils veulent faire une fois qu'ils auront quitté l'école car la conséquence serait, comme l'explique Jean-Claude Kaufmann, une source de souffrance psychologique. Par ailleurs, si le jeune venait à reconsidérer la banalité de l'emploi agricole, cela risquerait d'alimenter des conflits au sein de la famille, remettant en cause les pratiques familiales, ses propres certitudes et celles de la famille, qui sont autant d'éléments de stabilité pour l'individu. Dans le même sens, la mobilité, et plus précisément la circulation entre les exploitations agropastorales, ne fait l'objet d'aucune justification dans la plupart des discours. Elle apparaît, elle aussi, comme banale, conséquence normale de l'emploi temporaire ou saisonnier et de sa localisation.

Avec certains de ces salariés, qui étayaient peu leur changement d'emploi et de lieu de travail, des questions subsidiaires ont éclairé davantage la place qu'occupe l'emploi agricole dans leur parcours professionnel permettant, comme cela a été fait dans des discours plus argumentés, de comprendre que l'emploi dans ce secteur pouvait avoir fait l'objet d'une délibération individuelle, un choix, bien qu'il puisse également s'agir d'un dernier recours tant les contraintes personnelles sont fortes.

2.2. Travailler dans le secteur agropastoral : entre nécessité et satisfaction

Bien que certains discours témoignent peu d'une réflexivité du choix de l'emploi dans le secteur agropastoral, comme cela vient d'être montré, d'autres journaliers justifient explicitement leur embauche dans ce secteur. L'approche par la satisfaction du travail et de l'emploi permet de comprendre la place qu'occupe l'emploi agricole dans le parcours des journaliers. Celui-ci peut être envisagé comme une nécessité, un dernier recours, mais également comme une option satisfaisante comparativement aux autres possibilités qui s'offrent à l'individu.

2.2.1. Étude de la satisfaction au travail et dans l'emploi

Dans son étude de la précarité professionnelle – définie dans le chapitre 5 comme un ensemble de formes déviantes de l'idéal de l'intégration professionnelle entendue comme le cumul de la stabilité de l'emploi et de la satisfaction au travail –, Serge Paugam explique que dans l'analyse de la précarité du salarié deux champs sont à prendre en considération (Paugam S., 2007) : le rapport à l'emploi, déjà largement appréhendé dans le chapitre 5 et le rapport au travail. Dans son analyse, le rapport au travail est abordé dans sa dimension subjective. Il étudie le rapport affectif que le salarié entretient avec son travail, autrement dit avec les tâches qu'il exécute, afin de voir si ce travail est source d'épanouissement ou, au contraire, source de souffrance. Cela renvoie à l'identité au travail et au sentiment d'utilité une fois le travail accompli. Serge Paugam précise qu'il se rapproche en ce sens de la proposition de Pierre Bourdieu qui distingue le travail forcé du travail scolastique. Le premier est uniquement réalisé pour le gain pécuniaire que le salarié retire de son travail alors que le second est une source de valorisation et de reconnaissance sociale de l'individu. Cette valorisation peut provenir à la fois de la profession, du statut que l'individu acquiert par le travail, ou de la qualité des relations professionnelles au sein de l'espace de travail. Entre ces deux formes extrêmes de rapport au travail, Serge Paugam entrevoit de multiples formes intermédiaires de satisfaction.

Au cours de ses enquêtes, il observe trois séries d'indicateurs pour qualifier la satisfaction ou l'insatisfaction au travail. La première série se centre sur l'épanouissement procuré par le travail réalisé en repérant, par exemple, la liberté dans le travail ou les qualifications professionnelles de l'individu. La deuxième série se rapporte au salaire et autres avantages ou désavantages associés au travail. Notons que cette série se rapproche beaucoup de la satisfaction de l'emploi sur laquelle nous revenons ultérieurement. Enfin, la troisième série s'intéresse à la qualité des relations de travail avec le personnel et la hiérarchie. Dans la plupart de ses enquêtes, Serge Paugam utilise prioritairement le questionnaire comme mode de recueil de données. Cependant, il reconnaît l'intérêt de compléter ces questionnaires par des entretiens pour obtenir des données plus précises quant à la satisfaction du travail réalisé. En effet, si dans les questionnaires, les salariés exposent très facilement leur satisfaction ou non par rapport à leur salaire, il paraît beaucoup plus délicat de recueillir un matériau convenable pour l'analyse de la satisfaction ou non du travail. Selon le chercheur, la plupart des salariés se disent satisfaits de leur travail alors que dans les entretiens, ils nuancent davantage leurs propos car ils ont le temps de développer des arguments qui peuvent témoigner à la fois de la satisfaction comme de l'insatisfaction de leur travail, ce que ne permet pas le questionnaire qui impose une réponse tranchée. Lors de l'entretien, deux éléments complémentaires de l'analyse structurale du discours, sont à retenir pour repérer la satisfaction ou l'insatisfaction du travail : l'attitude de

l'enquêté lorsqu'il parle de son travail et le temps qu'il consacre au développement de ses différentes composantes.

« Un des premiers résultats de l'enquête par entretiens approfondis a été de constater que certains salariés parlent avec plaisir de leur activité professionnelle, en la décrivant spontanément en termes techniques et en soulignant parfois en même temps les évolutions de carrière qu'ils ont connues, alors que d'autres sont peu bavards comme si ce sujet les dérangeait. Alors que les premiers ont tendance à anticiper les questions ou les relances de l'enquêteur et à se présenter à lui sous l'angle le plus favorable, les seconds ne peuvent parler de leur activité que de façon négative. Seules les relances de l'enquêteur sur les aspects contraignants de leur travail peuvent les conduire à s'impliquer réellement dans l'entretien. Ces deux attitudes sont en elles-mêmes révélatrices du rapport au travail des salariés. Pour certains, le travail est facteur d'épanouissement personnel, alors que pour d'autres il représente soit une souffrance quotidienne qu'ils préfèrent taire, soit une expérience vide de sens. » (Paugam S., 2007 : 43).

Notons que les attitudes et les temps de développement sur le travail ne peuvent être significatifs qu'en lien avec le discours qui est fait à son propos. En effet, au cours des entretiens menés avec les journaliers de Salto et de Las Piedras, de multiples manières de s'exprimer sur le travail ont été utilisées. Parfois, des développements longs peuvent également refléter la volonté de montrer ce qui pèse dans le travail et rend le salarié peu satisfait de celui-ci. Les éléments d'analyse exposés dans la continuation de ce chapitre se fondent à la fois sur l'attitude dans l'entretien et la construction des discours pour comprendre les choix professionnels des journaliers.

Dans l'étude de la précarité professionnelle, Serge Paugam distingue clairement cette analyse de rapport au travail, qu'il considère comme la dimension subjective de l'expérience de travail de celle du rapport à l'emploi, reposant, selon lui, sur des critères plus objectifs (mentionnés dans le point 1.2. du chapitre 5), (Paugam S., 2007 : 15). Il apparaît néanmoins que pour comprendre la relation à l'emploi et au travail et appréhender les choix en matière d'emploi, la dimension subjective du rapport au travail comme celle du rapport à l'emploi sont indissociables. Dans l'étude du rapport à l'emploi, il s'agit de repérer le discours sur les conditions d'embauche, plus précisément, sur la satisfaction à propos du temps de travail, des dispositions légales de l'emploi, notamment à travers sa formalité ou son informalité (totale ou partielle), de la rétribution (élément commun à l'étude de la satisfaction du travail proposé par Serge Paugam). Au cours de l'enquête réalisée auprès des journaliers uruguayens, il a été mis en évidence que certains salariés pouvaient être satisfaits du travail et de l'emploi, satisfaits de leur travail mais pas de leur emploi, et inversement, ou insatisfaits du travail et de l'emploi. Ce goût pour l'un ou/et l'autre est par ailleurs apparu crucial dans l'étude des mobilités professionnelles. En effet, un salarié satisfait de son emploi et de son travail ou de son emploi, même s'il n'est pas nécessairement satisfait de son travail, peut se révéler moins mobile qu'un salarié satisfait du travail mais pas de son emploi ou insatisfait des deux.

Lors de l'analyse structurale, les éléments du discours ayant trait au goût pour le travail et l'emploi se repèrent soit lorsque le journalier compare son travail ou son emploi avec celui d'autres journaliers ou d'autres salariés, soit lorsqu'il distingue son travail ou son emploi actuel avec les autres travaux ou emplois qu'il a occupés durant sa vie, ce que permettent les récits sur l'histoire professionnelle. Dès lors, ce qui nous intéresse plus précisément dans ces discours est de comprendre pourquoi les journaliers, qui pour la plupart n'ont jamais vécu dans l'espace rural et n'ont jamais possédé d'exploitation agropastorale, optent pour l'emploi agricole. L'emploi agricole est-il envisagé comme un recours ultime lorsque la famille est en situation de précarité ou, au contraire, comme un choix satisfaisant ? Les prochains points s'attachent à éclaircir cette question.

2.2.2. L'emploi agricole : le dernier recours

▪ *Faible attractivité du travail et de l'emploi agricoles*

Les discours des salariés de Salto et de Las Piedras sont très riches en qualificatifs du travail et de l'emploi agricole. À l'aide de deux des dimensions de la satisfaction du travail proposées par Serge Paugam – les tâches réalisées et les relations dans le travail – et des trois dimensions de la satisfaction de l'emploi – le temps de travail, la légalité et la rétribution – il a été possible de montrer qu'une partie des discours témoignait de la faible attractivité pour le travail et l'emploi agricoles.

La faible attractivité du travail agricole repose en premier lieu sur les tâches réalisées. Celles-ci sont intrinsèques à l'activité agropastorale. Dans leurs entretiens, les producteurs précisaient que les tâches physiques en plein air pouvaient décourager certains travailleurs non habitués à ces conditions de travail (discours de Leonardo T., Extraits d'entretien 22). Les salariés, mêmes habitués, les dénoncent également dans leurs discours. D'une part, ils mettent en évidence que le travail mobilise les capacités physiques de l'individu. Il est qualifié de « dur » et d'« épuisant », ce qui signifie qu'après une journée de travail, lorsque les salariés rentrent à leur domicile, ils n'ont plus d'énergie pour accomplir les tâches domestiques qui leur incombent. Par conséquent, beaucoup d'entre elles sont remises à la fin de semaine. D'autre part, le travail agricole s'effectue à l'air libre ce qui implique un travail par tous types de temps. Aucune saison n'apparaît réellement confortable. Au printemps et en automne, saisons qui pourraient être agréables, la pluie s'invite régulièrement, en hiver, les journaliers sont contraints de travailler dans le froid alors qu'en été, les tâches s'effectuent sous un soleil brûlant. Dans les descriptions de ces tâches ainsi que des conditions de leur exécution, une partie des salariés les associent alors à un travail peu gratifiant comme le font Mauro F. et Alicia P. au cours de leur entretien (voir Extrait d'entretien 30). Mauro F. a toujours travaillé dans le secteur hortifruitière. Au fil des ans et des changements d'emploi, car il change d'emploi au gré des opportunités, il a pu se

constituer un réseau de connaissances suffisamment dense pour pouvoir trouver du travail dès qu'il le souhaite. Sa femme, Alicia P., travaille également dans le secteur agropastoral mais seulement quelques mois dans l'année car elle a des problèmes de santé. Dans leur discours, ils opposent l'emploi dans le secteur agropastoral à l'emploi dans les autres secteurs d'activité qu'ils lient à la scolarisation (sur laquelle s'attarde le point suivant). Mauro F. explique que ce qu'il « n'a pas » – c'est-à-dire, un niveau scolaire suffisamment élevé – ou ce qu'il « n'est pas » – autrement dit, diplômé ou compétent en informatique – le conduit à travailler dans le secteur agropastoral, « tu dois ». Le travail agricole est qualifié de « sale », « pas honorable », même s'il n'apparaît pas si mauvais. En revanche, le travail non agricole, bien qu'aucun des époux n'en ait jamais eu un, est représenté comme « confortable » et « digne ». En outre, le travail agricole, du fait des caractéristiques exposées précédemment, semble hors de la norme car ce n'est pas un travail « comme tout le monde ». Une dimension spatiale apparaît dans leur discours. Les salariés qui occupent des emplois gratifiants se déplacent vers le centre ville alors que ceux embauchés dans le secteur agropastoral sont contraints de sortir de la ville. Le travail agricole est donc faiblement valorisé du fait de ses tâches et de sa localisation.

Extrait d'entretien 30 - Dévalorisation du travail agricole dans les discours de Mauro F. et Alicia P.

« **Aude** : Tu n'as pas continué les études...

Mauro F. : Moi, je n'ai pas étudié car, justement, nous étions beaucoup de frères et sœurs, nous sommes neuf, nous, et en ce temps là, je dis... on donnait plus de travail... la famille était très grande et... chacun devait partir travailler.

Alicia P. : Ce que chacun doit...

Mauro F. : Aujourd'hui, toi, tu te rends compte que sans études tu n'es rien, avant quand j'étais jeune, quand j'étais gamin... voilà... je ne donnais pas d'importance aux études... parce que je dis... moi, je travaillais n'importe où... justement j'ai quitté les études et je me suis mis à travailler... mais, toi, tu te rends compte que, aujourd'hui, sans études **tu n'es rien, tu dois** aller dans les exploitations horticoles, dans l'orange et tout ça, **sans avoir eu** la possibilité d'étudier, d'être quelqu'un parce qu'aujourd'hui pour être quelqu'un, pour avoir un travail comme tout le monde, toi, tu dois étudier, tu dois savoir l'informatique et tout ça, un travail plus confortable...

Aude : Qu'est-ce que c'est un travail « comme tout le monde » ?

Mauro F. : Un travail « comme tout le monde », c'est un travail confortable...

Alicia P. : Un bon travail, un travail qui ne soit pas dans le domaine horticole, un travail qui soit... un lieu qui soit un... un supermarché par exemple.

Mauro F. : Un bon travail pour les gens d'ici, ça signifie que, toi, tu travailles vers le centre, que tu travailles du côté du centre, des choses comme ça...

Alicia P. : Et définitif...

Mauro F. : Une chose que, toi, tu as un travail fixe, que, toi, tu travailles toute l'année là-dedans et tu as ton salaire, que ça soit peu ou beaucoup, mais un travail digne... voilà... je ne dis pas que le travail dans les exploitations horticoles est mauvais ou que travailler dans l'orange c'est mauvais ou...

Alicia P. : Ce n'est pas honorable...

Mauro F. : Ça serait plus agréable qu'une personne... je dis... ait un meilleur travail que d'être dans une exploitation horticole, tu es plus propre dans un travail plus confortable... tu es plus propre... plus décent... pas comme dans un travail dans une exploitation horticole où tu es tout le temps sale... »ⁱⁱⁱ (Entretien avec Mauro F. et Alicia P., Salto, 2007)

Par ailleurs, certains travailleurs précisent que les conditions sanitaires d'exécution du travail ne sont pas toujours satisfaisantes. En effet, la pulvérisation d'engrais et de pesticides sur les plantes sans que les salariés portent de protection ou la cueillette sous une serre où les traitements viennent d'être appliqués constituent des dangers pour la santé des salariés.

En second lieu, la faible attractivité du travail agricole peut être due à la perception des relations de travail par le salarié. Celles-ci ne sont pas propres à l'activité agropastorale et ont été évoquées dans les discours aussi bien lorsque les salariés se référaient à cette dernière que lorsqu'ils faisaient référence à d'autres occupations. Ils expriment la forte concurrence entre les travailleurs, principalement au moment où le travail est réalisé à la tâche. Par exemple dans l'agrumiculture, les contremaîtres forment des équipes de quatre ou cinq travailleurs qui, durant la journée ou la semaine, travailleront ensemble. Cependant, les cueilleurs rapides ne souhaitent pas être associés à des cueilleurs moins efficaces et des conflits peuvent naître notamment quand il faut intégrer de nouveaux cueilleurs. Dans ce contexte, les salariés évoquent la mauvaise ambiance au sein de l'équipe de travail. Les problèmes relationnels existent également entre les contremaîtres et les salariés. Ces derniers expliquent que les premiers – qui ne sont, selon eux, que des ouvriers comme les autres qui ont su se faire apprécier de la direction pour changer de statut sans nécessairement avoir les compétences d'encadrement et de formation que requiert leur poste – prennent leur rôle au sérieux, « crient » et « réprimandent » continuellement les actions des travailleurs. Ces problèmes relationnels au travail doivent être reliés à la mobilité car la plupart des salariés qui les exposent changent plus régulièrement d'emploi que les autres.

À côté de la faible attractivité du travail coexiste dans les discours une faible attractivité de l'emploi agricole. Le discours de Mauro F. et d'Alicia P. (voir Extrait d'entretien 30) témoigne de cette imbrication du travail et de l'emploi puisqu'en plus de la dévalorisation du travail, les époux expriment également la flexibilité du temps de travail comme une contrainte de l'emploi agricole. Par conséquent, un emploi « comme tout le monde » se rapporte également à l'idée de pérennité de l'emploi qu'offre un contrat à durée indéterminée proposé dans les autres secteurs d'activité. La majeure partie des éléments relatifs à la faible attractivité de l'emploi agricole a déjà été exposée dans le chapitre 5 car elle traduit la précarité de l'emploi. Ainsi, le statut précaire – les longues journées de travail, les jours chômés pour cause d'intempéries, l'informalité partielle ou totale, l'absence ou la faible protection sociale, le mode de rémunération qui n'offre aucune garantie au travailleur, les bas salaires exposés par les salariés comme inférieurs à ceux d'autres catégories socioprofessionnelles – rend faiblement attractif l'emploi agricole.

▪ *Le seul emploi accessible*

Pour Diego Piñeiro, la forte précarité du travail et de l'emploi exprimée dans les enquêtes réalisées auprès des salariés du secteur agropastoral témoigne de la faiblesse des opportunités professionnelles de ces travailleurs qui, bien qu'ils considèrent leur condition comme précaire, n'ont d'autre choix que d'exercer un emploi dans ce secteur (Piñeiro D., 2008). L'emploi agricole représente le seul emploi accessible. Dans son analyse de l'enquête sur la précarité objective de l'emploi et la précarité subjective du travail des cueilleurs d'agrumes, Diego Piñeiro conclut que leur insatisfaction pour le travail agricole est en partie due au fait que ces salariés sont des urbains sans emploi qui n'ont trouvé que le travail agricole comme source de rémunération (Piñeiro D., 2008). Les entretiens menés auprès des salariés agricoles de Salto et de Las Piedras ont pour but de comprendre l'accessibilité potentielle à l'emploi qu'envisageaient les salariés. Dans quelles opportunités d'emploi les salariés se projettent-ils ? À l'inverse, quels emplois sont considérés comme inaccessibles ? Comment les salariés justifient-ils leurs possibilités d'emploi ?

Les discours des salariés sont très diversifiés sur les emplois qu'ils occupent comme sur les opportunités. Cependant, pour l'ensemble des salariés, le niveau scolaire apparaît comme un facteur discriminant à l'emploi. En effet, qu'ils aient poursuivi leur scolarité jusqu'à la fin du secondaire - comme c'est le cas pour quelques rares individus rencontrés (voir le tableau 5 de l'Annexe 6) - ou qu'ils aient simplement achevé l'école primaire - comme la majorité des individus rencontrés (voir le tableau 5 de l'Annexe 6) - tous s'accordent sur le fait que leur niveau scolaire n'est pas suffisant pour prétendre à un travail qualifié et à des emplois appartenant au marché du travail primaire (voir la définition dans le point 3.1. du chapitre 4). Certains, dans leur discours, précisent d'ailleurs que les travaux agricoles sont la seule chose qu'ils savent faire. L'emploi agricole est représenté comme la conséquence de ce faible niveau scolaire comme l'explique Hugo L. (voir Extrait d'entretien 31). Hugo L. a 31 ans, il est chef d'une famille de cinq enfants. La majeure partie de l'année, il cueille des agrumes. Le salaire qu'il en retire étant faible et aléatoire, il a été tenté par un travail permanent bien que non déclaré dans une exploitation horticole. Cependant, le producteur pour qui il travaillait n'assurant pas le transport et sa condition physique ne lui permettant pas de continuer les navettes quotidiennes à vélo, il a été contraint de quitter son emploi pour retourner dans la récolte d'oranges. Dans son discours, il associe, d'une part, l'arrêt prématuré de la scolarité à la faiblesse des possibilités d'emploi localement et l'embauche dans le secteur agropastoral et, d'autre part, la mobilité professionnelle à la précarité de l'emploi.

Extrait d'entretien 31 - Déscolarisation et emploi agricole dans le discours d'Hugo L.

« **Aude** : Et cette année, il te semble qu'il manque du monde dans les équipes ?

Hugo L. : Il en manque toujours, tous les ans, dans toutes les équipes ; mais il semble que cette année, il en manque un peu moins... à cause du salaire. Parce que la saison de l'orange

commence et supposons qu'on te paye 125 pesos pour travailler six heures pour gagner le salaire quotidien. Et on va supposer que s'il y avait un autre travail où l'on payait 150 pesos, 160 pesos. Donc, comme celui qui n'a pas d'étude et est en train de faire un travail rustre comme ça et si un lieu te paye 160 et ici 125, tu t'en vas pour celui de 160. C'est pour cela qu'il manquait des gens dans l'orange, parce que le salaire est bas. Donc, il manque quasiment toujours des gens dans l'orange. Mais dans les exploitations horticoles, ils ont peu de travail et n'ont pas besoin de personnel, ils ont juste le compte de personnel, c'est pour cela qu'il y a beaucoup de gens dans l'orange pendant la saison mais pas parce que le salaire est bon... parce qu'il n'y a aucun autre moyen. Comme, toi, tu as le primaire, pas plus. Par exemple, il y avait des postes à la municipalité de Salto, ici, il te demande la troisième année, on peut dire le cycle basique complet. Et si tu ne l'as pas, tu sais qu'ils vont te rejeter. Dans la police aussi, je crois troisième année et pour pompier, pour quoi que ce soit, on te le demande toujours. Et la majorité d'entre nous, nous avons quasiment tous terminé le primaire et nous sommes allés travailler du fait des faibles ressources.

Aude : Et pourquoi tu as choisi les exploitations horticoles et fruiticoles pour travailler, à la différence de ton père qui était maçon ?

Hugo L. : C'est comme je te dis, il n'y a pas d'autre source de travail. Supposons pour être maçon, rien de plus, ici, il y a différentes entreprises, pour travailler comme maçon mais c'est difficile que tu trouves un poste, c'est comme si tu devais avoir une connaissance à l'intérieur pour trouver une place, c'est difficile de trouver, ce n'est pas comme si tu cherchais et qu'ils te prenaient, toi, tu y vas juste et ils te prennent... c'est difficile de trouver un travail de maçon ou quelque chose comme ça... si tu n'as pas la formation, par exemple de maçonnerie... »^{iv} (Entretien avec Hugo L., Salto, 2006).

Les salariés justifient l'abandon des études par des éléments très diversifiés. Comme Mauro F. (voir Extrait d'entretien 30) ou Hugo L. dans la continuation de son entretien, certains expliquent l'abandon de l'école en le reliant à un phénomène générationnel. À l'époque de leur scolarité, la majorité de leurs camarades quittait l'école en fin de cycle primaire et allait travailler car les employeurs embauchaient les jeunes gens sans demander de qualification spécifique. Cependant, de nos jours, non seulement l'école primaire ne suffit plus à trouver un emploi mais, en plus, la loi a interdit le travail des mineurs de moins 14 ans et considérablement compliqué l'embauche des plus de 14 ans. Le deuxième argument utilisé par les salariés est l'impossibilité pour les enfants de familles nombreuses et/ou pauvres de financer les études des enfants. Enfin, cet argument est parfois complété par un inintérêt pour les études et l'attrait pour le salaire reçu en échange du travail.

Les discours d'Hugo L. et de Mauro F. mettent également en exergue deux autres éléments liés à la déscolarisation précoce et à l'inaccessibilité de certains emplois : la non reconnaissance de la qualification acquise par l'expérience et les qualités de l'emploi idéal.

La fin de l'extrait d'entretien d'Hugo L. révèle en effet que l'absence de diplôme ne peut être palliée par la formation « sur le tas » car le travailleur n'a aucun moyen de faire valoir ses compétences acquises sur le terrain auprès d'entrepreneurs qui reçoivent plus d'offres de travail qu'ils n'en demandent. Ainsi, ces travailleurs, bien qu'expérimentés demeurent à des postes temporaires et inférieurs à leurs compétences tels qu'ouvriers ou commis de maçon dans le cas d'Hugo L., autrement dit préparateur du travail du maçon. Il n'est amené à travailler comme

maçon que dans le cadre de chantiers informels pour le voisinage. De ce fait, certains travailleurs valorisent voire survalorisent les études qui seraient le moyen, comme l'expliquent Violeta D. (Entretien avec Violeta D., Salto, 2007) ou Mauro F. (voir Extrait d'entretien 30), d'« être quelqu'un dans la vie », c'est-à-dire d'acquérir une reconnaissance sociale. Violeta D. est la cadette d'une famille nombreuse dont la mère a dû élever, en plus de ses propres enfants, les cinq enfants abandonnés par l'une de ses filles. À cela, s'ajoute le fait que son père était alcoolique, ce qui diminuait les ressources de la famille : « quand il y a de l'alcool dans la maison... il n'y a jamais d'argent »^v (Entretien avec Violeta D., Salto, 2007). Elle n'a donc pas pu faire d'études. Cependant, depuis qu'elle a repris le travail, après son divorce, elle a également multiplié les cours du soir. Elle oppose alors dans son discours sur le renoncement de certains individus, comme sa mère qui lui expliquait, plus jeune, qu'il était impossible de prétendre à une vie meilleure, aux petites actions du quotidien – suivre des formations d'informatique, de couture, de coiffure – qui, accumulées, assurent une ascension sociale, même si cela doit se faire sur le long terme.

En outre, dans leurs discours, les journaliers comparent les emplois qu'ils occupent à ceux qui leur paraissent inaccessibles mais représentent, pour eux, un idéal tant par les tâches que par les conditions de travail qu'ils offrent. L'emploi dans le secteur public, pour la municipalité par exemple, représente un idéal pour les hommes alors que les femmes évoquent plus couramment l'emploi dans les services. Cependant, pour tous, l'emploi-métier, un emploi qui nécessite un savoir-faire particulier, tels que policier, pompier, maçon, électricien, vendeuse, coiffeuse, secrétaire, est fortement valorisé. Diego Piñeiro le précise dans son travail sur la précarité du salariat agricole saisonnier (Piñeiro D., 2008). La possession d'un métier, c'est-à-dire la réalisation d'un ensemble de tâches requérant un apprentissage scolaire ou pratique, valorise l'individu et augmente sa satisfaction au travail ce qui favorise son retour régulier dans l'activité, même lorsqu'elle est saisonnière. De cette manière, Diego Piñeiro explique qu'au cœur de la saison de la tonte des moutons, les salariés revenant le plus souvent sont ceux disposant d'un savoir technique comme les tondeurs alors que ceux qui attrapent les animaux reviennent plus rarement s'ils n'ont pas la possibilité de progresser. Il ajoute que la faiblesse de la promotion sociale au sein de l'activité agrumicole limite l'attachement à l'emploi et ne permet pas d'avoir le sentiment d'exercer un métier qui demande un savoir particulier, puisque les salariés sont interchangeables.

Au regard de cette démonstration, l'emploi dans le secteur agropastoral apparaît comme le recours d'une population dont les opportunités d'emploi sont faibles. Cependant, même si la majeure partie des discours définit l'emploi agricole comme une conséquence de ces faibles opportunités, certains salariés justifient l'emploi dans ce secteur comme un choix. Ainsi, le point suivant nuance quelque peu la théorie du dernier recours.

2.2.3. Nuancer la théorie du dernier recours : l'emploi agricole comme un choix satisfaisant

Le travail et l'emploi agricoles, à l'opposé de ce qui vient d'être expliqué, peuvent également être considérés comme satisfaisants par les salariés rencontrés. Dans leurs discours, les journaliers sont amenés à présenter des éléments antagonistes de leur activité. Dans une partie de l'entretien, ils mettent en avant les aspects négatifs du travail et de l'emploi agricoles et dans l'autre leur satisfaction. Néanmoins, après l'analyse, il ressort que certains salariés rencontrés se satisfont de leur emploi. Les arguments qu'ils mobilisent pour décrire leur goût pour le travail et l'emploi agricoles sont exactement opposés à ceux évoqués dans le point qui précède en termes de tâches réalisées, de relations de travail, de temps de travail, de légalité du travail et de rétribution, ce qui témoigne d'une grande diversité des représentations selon les salariés. Le Tableau 15 traduit le rapport au travail et à l'emploi agricoles en fonction des cinq dimensions identifiées précédemment.

Tableau 15 - Rapport à l'emploi et au travail agricole dans les discours des salariés de Salto et de Las Piedras

		Satisfaction	Insatisfaction
Emploi	Temporalité	<ul style="list-style-type: none"> - L'emploi est plus stable dans l'année ; - Les horaires de travail sont pratiques ; - Les horaires sont fixes ; - Il n'y a pas de dépassement d'horaires - Les journées de travail supplémentaires (le dimanche) sont payées doubles ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Le travail n'est pas régulier et les intempéries font perdre des journées de travail ; - Les journées de travail sont longues, sans pause ; - Les heures supplémentaires ne sont pas rémunérées ;
	Légalité	<ul style="list-style-type: none"> - L'emploi est déclaré ; - La déclaration garantit la protection sociale (accès à une clinique, versement du chômage en fin de saison, droit pour la retraite) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - L'emploi n'est pas déclaré ; - Le salarié ne bénéficie d'aucune protection sociale, ce qui le pénalise (pour les soins, il n'a accès qu'à l'hôpital public qui est encombré et dispose de peu de moyens) ; - L'employé est partiellement déclaré, sa couverture sociale est donc partielle ;
	Rétribution	<ul style="list-style-type: none"> - La rémunération est bonne, meilleure que pour d'autres emplois ou que dans d'autres exploitations agropastorales ; - En fin de saison, une prime est accordée au salarié ; 	<ul style="list-style-type: none"> - La rémunération est mauvais, elle permet à peine d'assurer les dépenses du quotidien ; - La rémunération est moins bonne que dans d'autres secteurs d'activité ou que chez d'autres producteurs ; - Le salaire n'est pas conforme à ce que prévoit la loi ; - Les employeurs veulent conserver l'argent pour eux, ils exploitent les travailleurs ;
Travail	Tâches réalisées	<ul style="list-style-type: none"> - C'est un travail dur, « d'hommes » mais le travailleur est capable de le faire ; - Le salarié se considère comme un « bon » travailleur, il est rapide, efficace ; - Le salarié se considère comme un travailleur de confiance rarement absent ; - L'employeur donne des responsabilités, ce qui témoigne d'une reconnaissance du travail accompli par le salarié ; - Le travail est réalisé en plein air et il est agréable ; - Le matériel utilisé pour travailler est de bonne qualité ; - Le salarié se sent utile en travaillant ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Le travail est dur, en fin de journée le salarié est épuisé et en fin de carrière les problèmes de santé s'accumulent au point qu'il ne peut plus poursuivre l'activité ; - Le travail est sale, rustre ; - Le travail agricole est différent de celui qu'occupe le reste de la société ; - Les salariés sont contraints de travailler malgré des conditions climatiques mauvaises ; - Les employeurs ne fournissent pas toutes les protections adéquates pour se protéger des produits toxiques ; - Sentiment de « n'être personne » lorsque le salarié est embauché dans le secteur agropastoral ;
	Relations au travail	<ul style="list-style-type: none"> - Il y a une bonne entente entre les travailleurs ; - Le travailleur considère ses collègues de travail comme sa seconde famille et les côtoie en dehors du travail ; - Les supérieurs laissent les salariés faire leur travail sans le vérifier continuellement ; - Le patron est considéré comme « un ouvrier de plus » ; 	<ul style="list-style-type: none"> - L'entente au sein du groupe de travail n'est pas bonne ; - Les salariés ressentent une certaine concurrence entre eux ; - Les contremaîtres se sentent supérieurs aux ouvriers alors que ce ne sont que des salariés comme les autres qui ont été promus ;

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

Malgré la prégnance de la représentation de l'emploi agricole comme le seul accessible aux journaliers, les entretiens révèlent également une pluralité des opportunités d'emploi. Le salarié doit effectuer un choix parmi cet ensemble de possibilités. Même lorsqu'il est restreint à l'activité agropastorale, le choix s'opère entre divers emplois. Le panel des travaux et emplois agricoles exercés au cours de l'année précédant l'entretien par les salariés rencontrés à Salto et

Las Piedras est très diversifié. Dans la fruiticulture (qui inclut la viticulture et l'agrumiculture), les salariés sont embauchés pour la cueillette, l'éclaircissage, la taille, l'entretien sanitaire des plantes, le travail dans la pépinière. Dans l'horticulture, ils travaillent à la plantation, l'effeuillage, le désherbage, la récolte des légumes, le montage des serres, le ramassage du fumier pour fertiliser les terres. Ensuite, des salariés employés dans des *estancias* d'élevage ont également été rencontrés. Ceux-ci s'adonnent à la surveillance du bétail, au travail domestique, à la tonte des moutons ou encore à la pose de clôtures. Enfin, quelques salariés travaillent, dans le secteur forestier, à l'élagage ou à la coupe des arbres. Ces emplois ne répondent pas nécessairement tous aux attentes de tous les travailleurs, par conséquent, certains sont jugés « bons », donc acceptables, alors que d'autres sont écartés. Les représentations concernant les différents travaux et emplois du secteur agropastoral sont aussi diversifiées et contradictoires selon le salarié qui les exprime que celles sur l'activité agropastorale en général. Au cours de son entretien, Ana D. raconte la différenciation qu'elle opère entre les emplois du secteur hortifruiticole dans lequel elle est employée à celui du secteur traditionnel de l'élevage extensif. Elle y ajoute une opposition entre ce qui est « bon » pour elle, et qu'elle étend aux femmes en général, et ce qui est « bon » pour son mari, employé depuis toujours comme ouvrier spécialisé dans les *estancias* (voir Extrait d'entretien 32).

Extrait d'entretien 32 - Représentation sexuée de la qualité de l'emploi dans le discours d'Ana D.

« Ana D. : Dans mon cas, la famille ne dépend pas seulement de moi parce que, moi, j'ai mon mari.

Aude : Et ton époux...

Ana D. : Lui, il travaille à l'extérieur*...

Aude : Encore à l'extérieur...

Ana D. : Évidemment, et lui...

Aude : Qu'est-ce que tu m'as dit... en tant qu'ouvrier ?

Ana D. : Ouvrier agricole, je t'ai dit...

Aude : Ah... oui, oui.

Ana D. : Mais... il se spécialise dans le travail de la tonte des montons maintenant, actuellement, il est en train de tondre... [...] Lui, il est tondeur de moutons pendant toute la saison, après il a d'autres travaux comme poseur de clôtures, ouvrier d'*estancia* si ça tombe bien et bon...

Aude : Et comment il fait, il fait comme toi, il passe d'une *estancia* à l'autre ?

Ana D. : Oui, la tonte oui, la tonte se fait comme je fais, il va d'*estancia* en *estancia*, il tond 10 jours dans une, 4 dans une autre, selon la quantité d'animaux qu'il y a, parfois c'est une grande tonte, et d'autres fois une petite tonte. Lui, il va jusqu'à Cerro Largo, Artigas... je ne sais pas Tacuarembó, s'il doit y aller, il y va... c'est selon le lieu où le *contratista* l'emmène. [...] Mon mari, il adore la tonte, c'est ce qui lui plaît le plus de tout ce qu'il fait.

Aude : Ça ne lui plairait pas, comme à toi... de cueillir des oranges ?

Ana D. : Bon, une fois, lui, il voulait entrer, après... un travail à l'extérieur s'est présenté et il est parti, il n'est pas entré. Depuis que j'y suis entrée et que j'ai vu comment était le secteur de travail, pour le moment, moi, ça ne me plairait pas qu'il y entre.

Aude : Ça ne te plairait pas... ?

Ana D. : Ça ne me plaît pas parce que ce travail, pour moi, est bien meilleur dans notre équipe qui travaille à la journée, que dans une équipe qui travaille à la tâche, en général, toutes les équipes sont à la tâche, et ça ne sert à rien parce que les gens doivent aller comme ça... à toute vitesse, ils terminent la journée fatigués, ils se font... ils se font de l'argent mais... ils se détruisent aussi physiquement. Donc le lendemain c'est la même chanson. Et ils sont toujours sans rien, parce que le cueilleur d'oranges ne fait pas patrie...

Aude : Il ne fait pas partie... ?

Ana D. : « Il ne fait pas patrie », ça signifie qu'il ne se fait pas beaucoup d'argent, il ne gagne pas beaucoup d'argent, à peine de quoi couvrir quelques dépenses de la maison.

Aude : Mais, toi, tu m'as dit qu'à toi ça te rapporte...

Ana D. : Et parce que, nous, nous sommes des femmes... là se situe le lien, en tant que femme nous... c'est bien payé, c'est le travail qui rapporte le plus, et pour l'homme... l'homme qui se fait beaucoup plus que la femme... il gagne peu, tu comprends ? Mon mari, dans la tonte... on gagne assez, il gagne plus qu'un cueilleur parce que... c'est plus ou moins aussi à la tâche, il lui paye par mouton, par animal. Pour que tu te fasses une idée... ce que, moi, je gagne... peut-être en une semaine... 1 000-1 100 pesos, mon mari le rapporte en quatre jours et un cueilleur d'oranges ne fait pas ça... il doit aller vite, c'est la différence qu'il y a entre un travail et l'autre. Évidemment, ici, il y a des gens qui depuis tout jeunes travaillent dans l'orange, ils sont super habitués, c'est une autre histoire, pas une personne qui vient de l'extérieur et qui va commencer... il y a ça aussi. »^{vi} (Entretien avec Ana D., Salto, 2007).

* L'« extérieur » signifie, dans le langage commun, hors de la ville et de sa périphérie hortifruitière, la campagne des *estancias* d'élevage extensif.

Pour certains salariés, les opportunités d'emploi s'étendent, au-delà du secteur agropastoral, à des emplois situés dans les villes et qu'ils ont occupés durant leur parcours professionnel. Leurs discours à ce propos démentent la représentation positive exprimée par ceux qui n'y ont pas accès et remettent en cause l'idéal de l'emploi « urbain ». Ces emplois tels qu'ils sont décrits dans les discours exposés dans le point précédent apparaissent finalement comme le mirage d'un univers mal connu et/ou fantasmé - probablement issu de récits dont l'individu ne retient que le meilleur. Les emplois en tant qu'ouvriers dans le secteur industriel, vendeuses dans les commerces ou comme employées domestiques font l'objet des plus vives critiques. L'insatisfaction porte principalement sur le rapport salaire/heures travaillées et sur les relations hiérarchiques de travail (voir le cas des employées domestiques dans l'Encadré 10 et le discours de Jéssica C. dans l'Extrait d'entretien 33).

Encadré 10 - L'emploi domestique, un emploi féminin faiblement valorisé

Dans les discours, les femmes expliquent souvent qu'en l'absence de qualifications et sans avoir suivi d'études secondaires, les opportunités d'emploi sont peu nombreuses. Hormis celui qu'elles occupent ou d'autres emplois dans le secteur agropastoral, les seuls emplois potentiels se situent dans le secteur des services à la personne tels que la garde d'enfants, de personnes âgées et l'emploi domestique. À propos des emplois dans le secteur agropastoral, les discours révèlent, d'une part, qu'ils sont tous représentés, parce qu'ils exigent de la force physique, comme des

emplois « d'homme » et, d'autre part, que, contrairement aux hommes, peu de travaux dans ce secteur leur sont accessibles.

La quasi-totalité des femmes rencontrées au cours du travail de terrain a un jour exercé un emploi en tant qu'employée domestique à demeure – c'est-à-dire résidant dans l'habitation des employeurs et embauchée à plein temps dans leur maison – ou non. Leurs discours à propos de cet emploi sont similaires. Celui de Daniela E., actuellement cueilleuse d'agrumes, insiste sur les différences qui opposent un emploi en tant qu'employée domestique à un emploi dans l'agrumiculture en tant que cueilleuse. Elle met en évidence que le niveau de rémunération ainsi que les relations de pouvoir au travail sont deux éléments qui concourent à son appréciation de la récolte d'agrumes et à l'insatisfaction quant à l'emploi domestique. Le premier est ainsi considéré comme un emploi pouvant être réalisé durant toute sa vie de travailleuse, qu'elle exprime en disant : « je préfère rester », alors que le second n'est effectué qu'occasionnellement – « je ne m'habituais pas... » – à un moment où seule une source de revenu informelle peut compléter son revenu.

« **Daniela E.** : Et ici, comme je te disais l'autre jour... c'est l'orange ou... l'orange... parce qu'il n'y a pas beaucoup d'options pour travailler. Supposons, toi, tu vas comme employée domestique rien de plus, moi cette année... l'an dernier, j'avais le chômage, parce nous avons le chômage... tous les deux ans, nous pouvons avoir le chômage pour 6 mois... donc, moi, je l'ai pris et je suis allée travailler dans un autre endroit... et supposons qu'une employée domestique, ici, ils la payent 1 200 pesos par mois...

Aude : Par mois...

Daniela E. : Par mois, et ici... dans les exploitations hortifruitières, on gagne beaucoup plus... [...]

Daniela E. : Moi, quand j'étais employée domestique, je t'ai dit que je l'avais été... **je ne m'habituais pas...**

Aude : Non ?

Daniela E. : Non, je ne m'habituais pas, un peu pour le salaire... qui était bien moindre, et je ne sais pas... il me semble que... qu'il y a des gens... je ne sais pas s'ils sont tous pareils... mais... les familles dans lesquelles par exemple, toi, tu vas travailler... c'est un peu comme si, eux, ils se sentaient supérieurs à toi... il y a toujours quelqu'un de supérieur... donc la manière ne me plaisait pas... le traitement... le traitement qu'il t'accorde.

Aude : Et ça, ça ne se passe pas dans les exploitations hortifruitières ?

Daniela E. : Non, non... Par exemple parce que... je suis comme ça... moi... je sais que l'autorité, là, c'est le contremaître et plus haut, ceux du contrôle qualité et tout ça, donc, par exemple, moi, j'aime beaucoup respecter ça, si, lui, il me dit : « Daniela ça c'est mauvais », moi, je n'aime pas manquer de respect... je l'accepte, non ? Quand je travaillais comme ça... comme employée domestique... je respectais également ça mais... par exemple... je n'aimais pas comme ils te traitent, par exemple... là-bas, ils ne crient pas dessus, ils ne te disent pas... par exemple si, toi, tu travailles comme employée domestique et que tu fais mal une petite chose... ils te la... ils te parlent un peu d'une autre manière... il me semble, ou c'est peut-être que moi je suis habituée à travailler dans les exploitations hortifruitières, c'est possible aussi. Mais... le salaire est bon et c'est agréable... c'est-à-dire... le travail n'est pas agréable car tu as vu que c'est un travail... où... tu es au soleil, où tu te salis, où tu es exposée, mais... il faut le faire et si je devais partir comme employée domestique et gagner moins, **je préfère rester** dans ce travail que d'aller dans l'autre. »^{vii} (Entretien avec Daniela E., Salto, 2007).

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2007-2008.

Le choix des journaliers s'oriente vers ce qu'ils considèrent comme le meilleur pour eux. Ce choix résulte d'une délibération entre les atouts et les contraintes des différents emplois qui s'offrent à eux. Le parcours professionnel de Jéssica C. résulte d'un compromis entre les avantages et désavantages de l'emploi agricole et de l'emploi dans les commerces. Elle centre

son discours sur l'exploitation des employeurs en opérant une catégorisation entre les emplois. Elle montre ainsi que les inconvénients de son emploi agricole – l'informalité de l'emploi (exposée dans l'Extrait d'entretien 25) et la difficulté des tâches – ne l'empêchent pas de le considérer comme plus avantageux, donc de l'occuper la majeure partie de l'année, que celui du supermarché – en termes d'horaires de travail et de relations hiérarchiques. Néanmoins, ses problèmes de santé l'obligent à délaissier saisonnièrement le premier pour le second. Sa trajectoire professionnelle s'articule donc autour de ces deux emplois (voir Extrait d'entretien 33).

Extrait d'entretien 33 - Le parcours professionnel, un compromis entre les avantages et les inconvénients des emplois accessibles dans le discours de Jéssica C.

« **Jéssica C.** : J'ai travaillé dans des commerces dans le centre... une quantité... mais... ils t'exploitent beaucoup... plus que dans les exploitations horticoles...

Aude : Oui ?

Jéssica C. : Et ils te payent très peu...

Aude : Tu peux m'expliquer un peu ?

Jéssica C. : J'ai travaillé dans la partie traiteur, c'était comme ça : le matin j'allais dans la partie des gondoles, à remplir les gondoles et à m'occuper des clients et l'après-midi j'allais dans la partie traiteur, je devais rentrer dans les chambres froides, faire les confitures, tu coupais les pâtes de fruits, tu les emballais, tu les étiquetais, tous les jours il fallait découper 4 poulets, faire des escalopes milanaises... c'était un travail qui... comment je vais te dire ?... tu n'étais jamais une seconde arrêtée sans rien faire, tu étais toujours en train de courir... en train de faire quelque chose et tu t'occupais des clients. [...] Mais... non... d'une... ils te traitaient mal, en tant que personne... s'ils avaient à te reprendre devant les gens ou pour un mauvais prix... ou tu vois si les gondoles étaient à moitié vides, ils venaient et te reprenaient... ce n'est pas un travail où... ils te traitent mal... et ils ne payent pas beaucoup.

Aude : Ils payent peu ?

Jéssica C. : Regarde... je crois que ce que je gagnais en un mois là-bas, je le gagne en quinze jours dans les exploitations horticoles, en plus, ce n'était pas tout en argent... ils te donnaient un ticket et, toi, tu prenais la marchandise là... dans le supermarché...

Aude : Et ça fait combien de temps que tu as fait ce travail ?

Jéssica C. : Et la dernière fois c'était l'été dernier... que j'y suis retournée... parce qu'en été, moi, je ne travaille pas dans les exploitations horticoles... parce que... le soleil, tu as vu que c'était dur de travailler dans les exploitations horticoles... et ça me fait beaucoup baisser la tension donc, en été, moi, je ne travaille pas dans les exploitations horticoles. [...]

Aude : Donc ce travail de traiteur, tu l'as fait il y a quelques années et tu es revenue le faire l'été dernier...

Jéssica C. : En été... parce que c'est un travail sous... c'est un supermarché... tu as la climatisation et tout... la seule chose... c'est qu'à moi, ça ne me sert à rien de le faire de manière permanente, toujours, toute l'année, en plus, je dois me faire quatre trajets par jour... parce que c'est le centre et, d'ici au centre, nous sommes à 20 pâtés de maison... plus ou moins... ou plus encore...

Aude : Oui, oui... donc, comment tu y allais ?

Jéssica C. : Le matin, j'y allais à pied, le midi je rentrais en bus... je prenais le bus pour rentrer, ils me donnaient 2 heures de repos, j'arrivais ici, je me douchais, je mangeais et je retournais au travail...

Aude : À pied ?

Jésica C. : En bus... parce que si non, je n'y arrivais pas. Et mes horaires de travail étaient jusqu'à neuf heures du soir mais nous sortions à 23h30, minuit parfois... et ces heures supplémentaires ils ne te les payaient pas ... c'est un travail qui, à moi, ne me sert pas... parce que si tu travailles, la moindre des choses, c'est qu'ils te payent bien, mais ces emplois-là ils ne te payent pas. C'est pareil pour vendeuse dans les boutiques de la rue Uruguay, en plein centre, ils ne te payent pas bien. »^{viii} (Entretien avec Jésica C., Salto, 2007).

Enfin, avant de conclure sur ce point, il a paru important de relever le rapport au travail et à l'emploi singulier des femmes embauchées saisonnièrement pour les vendanges ou autre récolte de fruits dans la région de Las Piedras. Ces femmes ne travaillent pas, ou de manière très occasionnelle, durant l'année. Pour la plupart, elles ont des enfants en bas âge et expliquent dans leurs entretiens qu'il leur est impossible de délaissier leurs tâches domestiques et familiales toute l'année. Cependant, lorsque le moment de la saison arrive, elles se rendent disponibles, une voisine, une fille aînée, une grand-mère ou encore une nourrice s'occupe des enfants pour qu'elles puissent aller travailler dans les exploitations fruiticoles. Même si la plupart se déplacent dans les exploitations situées à proximité de leur domicile, certaines dépensent jusqu'à la moitié de leur salaire dans le trajet de bus pour se rendre sur les exploitations. Les entretiens menés en 2006, trop peu approfondis, n'avaient pas permis de comprendre les logiques guidant les mobilités de ces mères de famille qui sont finalement apparues après l'analyse des entretiens de 2007. Les discours sur les lieux de vie et de travail ont mis en évidence que le lieu de travail était un espace de socialisation qui permettait à ces femmes de faire reconnaître leur existence hors du foyer et du cercle familial. Dans les entretiens, elles évoquent les collègues de travail qu'elles retrouvent chaque année, les moments de convivialité sur le lieu de travail qui sont rarement évoqués par les journaliers qui travaillent toute l'année. En outre, leur discours sur le travail et l'emploi met en avant la valorisation sociale qu'elles en retirent, en occupant un travail « d'homme », en rapportant de l'argent dans le foyer pour satisfaire quelques besoins secondaires, en se sentant « utiles ». Aussi, bien que cet emploi agricole soit réalisé de manière informelle par des femmes dont les foyers sont en situation de pauvreté, le retour dans les exploitations fruiticoles chaque année est volontaire et la reconnaissance sociale qui en découle témoigne de leur satisfaction.

Pour synthétiser ce second point, les entretiens avec les salariés ont révélé que l'emploi dans le secteur agropastoral oscillait entre deux pôles : la banalité et le choix réfléchi. Dans ce dernier cas, bien que les rares opportunités d'emploi contraignent fortement ce choix, certains salariés y trouvent malgré tout des sources de satisfaction. Faisant le lien avec les transformations de l'emploi agricole visant à freiner la précarité (abordées dans la deuxième partie), on peut supposer que les salariés se satisferont de plus en plus, à l'avenir, de leur emploi dans le secteur agropastoral. D'ores et déjà, une partie des salariés rencontrée au cours de la seconde phase de

terrain évoquait les améliorations de son statut et les nouvelles possibilités qui s'offraient à elle. En outre, l'intégration croissante de l'Uruguay sur le marché mondial – la multiplication des échanges commerciaux avec les pays dits « développés » et l'accueil de firmes internationales – augmente la pression pour le respect des normes internationales de travail. L'équipe de recherche s'étant intéressée aux conditions de travail dans les plantations forestières d'une grande entreprise finlandaise précise que les conditions de travail et d'emploi améliorent la satisfaction des ouvriers en comparaison de ceux d'autres domaines de l'activité agropastorale (Mascheroni P. et alii, 2007). Cependant, parmi les salariés rencontrés dans ce travail de thèse, tous ne sont pas employés par des entreprises étrangères ou investies sur le marché international. Ainsi, certains discours de journaliers embauchés dans des exploitations de petite taille ou pour des travaux de courte durée témoignent encore d'une grande précarité des conditions d'emploi. Par ailleurs, malgré les incitations de l'État au respect des règles, par la multiplication des contrôles, les exemples d'autres pays dans lesquels l'emploi salarié est réglementé de longue date, l'activité agricole, comme celle du bâtiment, est l'une des activités où l'informalité de l'emploi demeure très forte. Les États-Unis, la France ou l'Espagne, trois pays dont les producteurs de fruits et légumes emploient une quantité de travailleurs saisonniers pour la récolte, et qui ont des difficultés à recruter de la main-d'œuvre locale, se tournent vers les étrangers. Cependant, puisqu'une partie d'entre eux est entrée illégalement dans le pays d'accueil, les emplois qui sont proposés à ces travailleurs sont informels et les conditions d'emploi très précaires (Chauvin S., 2008 ; Michalon B. et Morice A., 2008 ; Têtu-Delage M.-T., 2008).

3. Le quartier de résidence et les mobilités vers les exploitations hortifruitières

Les entretiens ont révélé que les mobilités professionnelles, agricoles et non-agricoles, se déroulent prioritairement à l'échelon local. Le dernier point de ce chapitre s'interroge donc sur ce qui habilite mais aussi limite les mobilités aux espaces ruraux et aux espaces urbains proches. Le premier temps est consacré à une description succincte des paysages des quartiers périphériques dans lesquels résident les salariés et de leurs représentations. Le second temps démontre en quoi l'ancrage territorial des salariés dans leur lieu de résidence et l'accessibilité, lorsque l'on réside dans un quartier périphérique, favorisent les mobilités vers les exploitations agropastorales, notamment celles situées en périphérie des villes.

3.1. Les quartiers périphériques de Salto et de Las Piedras

Bien que les configurations socio-spatiales des villes de Salto et de Las Piedras soient assez différentes (voir point 3. du chapitre 3), elles présentent des similitudes en termes d'organisation socio-spatiale interne. Elles sont toutes deux construites selon un modèle radioconcentrique. Comme le signalait déjà Anne Bride en 1972, les villes moyennes uruguayennes sont peu denses. Même dans le centre ville, les édifices dépassent rarement deux étages. Par conséquent, la croissance de la population urbaine conduit davantage à l'étalement ou à la densification horizontale – c'est-à-dire à la multiplication des constructions sur un même terrain, supprimant les espaces initialement dédiés au jardin – plus qu'au développement vertical de la ville. L'extension de la ville de Las Piedras au Nord et au Sud a d'ailleurs conduit à un continuum urbain avec les deux villes limitrophes Progreso et La Paz. L'expansion de la ville de Salto est, elle, limitée à l'Ouest par le Río Uruguay, fleuve-frontière.

L'analyse de la représentation de la ville au sein des discours des journaliers a mis en évidence deux espaces distincts : le « centre », que les salariés nomment aussi « ville », et les « quartiers ». Cette différenciation reprend en partie le zonage que les aménageurs et législateurs ont défini. Tout d'abord, le centre (*centro* ou *casco central*) s'organise autour de la place principale de la ville dans le cas de Las Piedras et entre les deux places principales dans le cas de Salto. Il correspond à une ou deux rues principales longues d'une dizaine de pâtés de maisons. Ce centre regroupe les fonctions administratives et commerçantes. Dans cette zone sont implantés les édifices publics : de la municipalité, quelques administrations relais de l'État que les habitants des quartiers périphériques fréquentent régulièrement, notamment pour recevoir les allocations familiales. Par ailleurs, les enseignes de supermarchés, de boutiques de vêtements, d'électroménager, d'ameublement, les banques, les restaurants, les cybercafés, les librairies, etc. sont installées dans ces rues (voir photographies, Encadré 11).

Encadré 11 - Les centres des villes de Salto et de Las Piedras en images

Le centre ville de Salto :



Photographies de gauche à droite : l'une des rues principales de la ville ; une enseigne de supermarché situé dans une autre rue principale ; l'une des deux places centrales avec au centre une statue en hommage à José Artigas

Le centre ville de Las Piedras :



Photographies de gauche et du centre : principale rue commerçante de Las Piedras ; photographie de droite : marché de vêtements permanent dans une rue perpendiculaire à la rue principale



Photographies de gauche à droite : carrefour entre la rue principale et la rue qui relie Las Piedras à Montevideo par la ville ; carrefour entre la rue principale et la place centrale ; place centrale

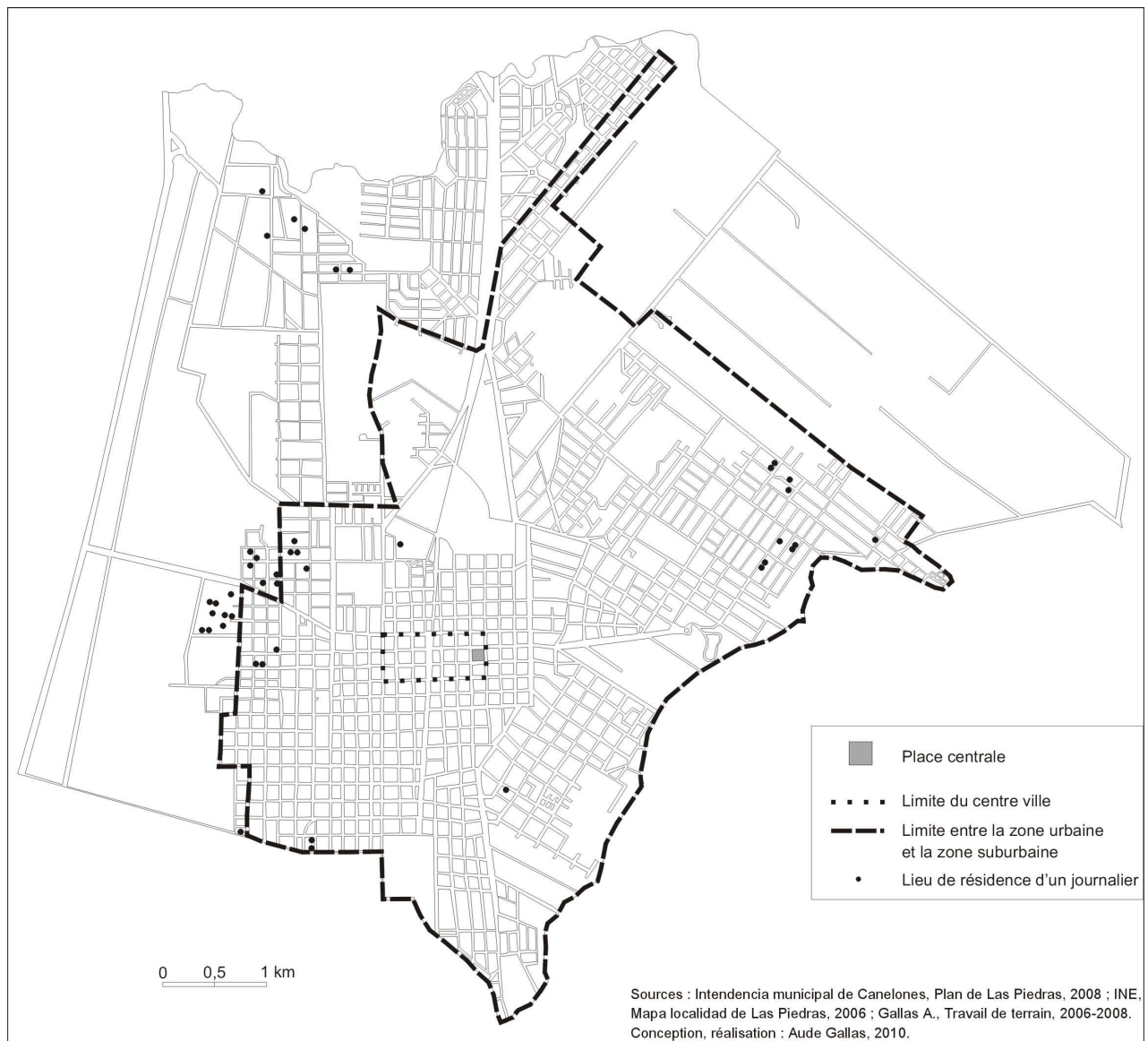
Source : Gallas A., Photographies/Travail de terrain, Salto et Las Piedras, hiver 2007 et été 2008.

Dans leurs discours, les journalistes font référence à cette zone et à ces activités lorsqu'ils parlent du « centre ». Les aménageurs intègrent cette portion peu étendue de la ville à la « zone urbaine » qui se compose, en plus, des quartiers résidentiels contigus au centre ville. Dans ces espaces, l'habitat est plus dense que dans les quartiers périphériques, les maisons sont mitoyennes. Les formes de la ville sont encore nettement présentes, les rues sont asphaltées et dotées de trottoirs. Cependant, contrairement au centre ville, la fonction principale de ces quartiers est résidentielle. Ainsi, seuls des commerces et services de proximité y sont implantés. Dans le cas de Las Piedras, les pâtés de maisons à la limite entre cette zone et la « zone suburbaine » présentent des caractéristiques similaires aux quartiers de la zone suburbaine

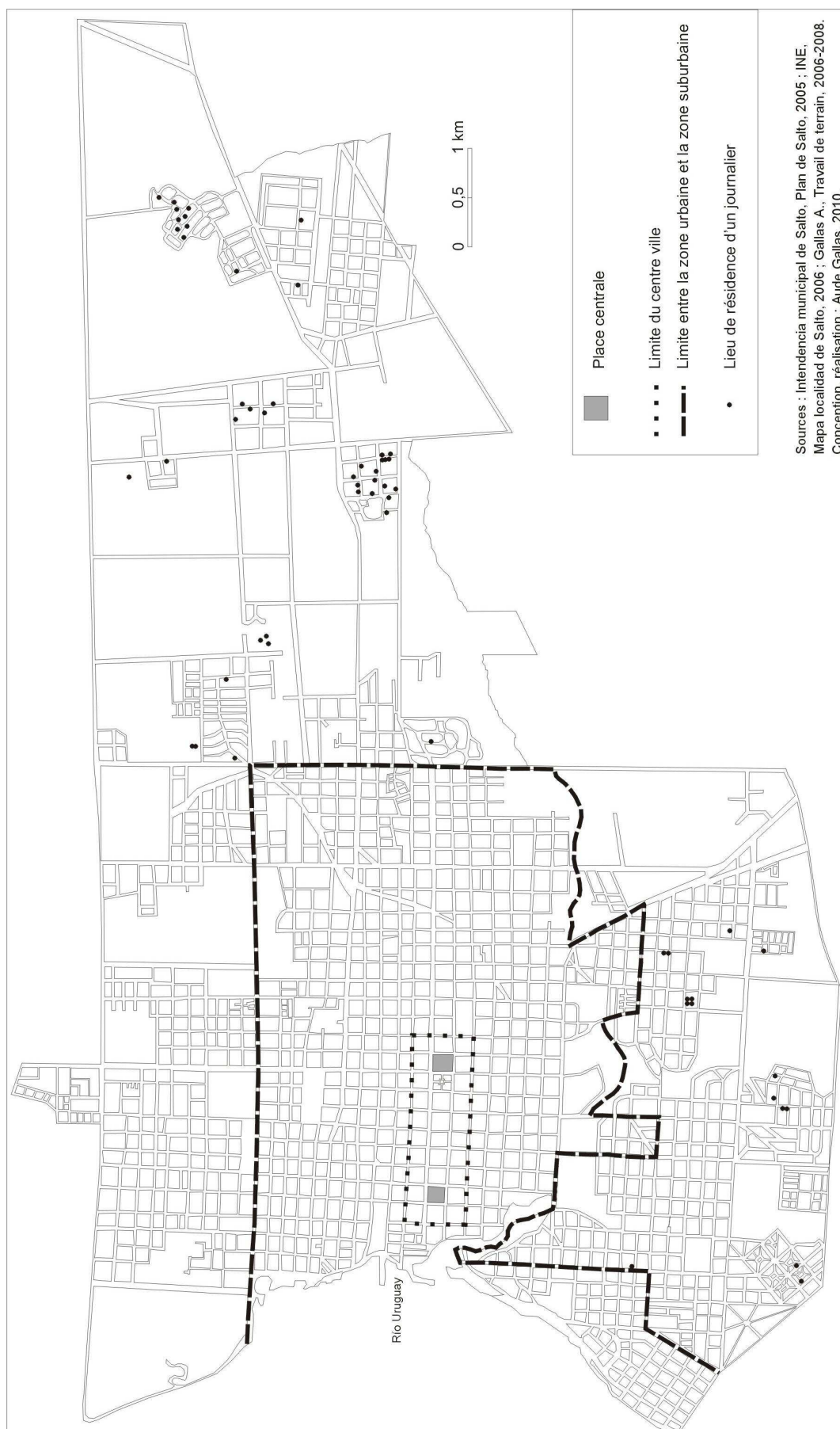
décrits ultérieurement. D'ailleurs, une grande partie des salariés rencontrés résident aux marges de cette zone urbaine. Beaucoup plus étendue à Las Piedras qu'à Salto, elle se termine le plus souvent à la limite avec la zone d'exploitations hortifruitières (voir Carte 13).

Enfin, la « zone suburbaine » est la zone dans laquelle réside la totalité des salariés rencontrés à Salto et une partie des salariés de Las Piedras (voir Carte 13 et Carte 14). Si tous les journaliers sont très loin de déclarer la volonté de changer de quartier de résidence, certains font remarquer que leur installation en périphérie de la ville est liée au coût du foncier ou des locations (voir le discours de Jéssica C. mobilisé dans à propos du centrage de la territorialité sur le lieu de résidence plus loin dans le chapitre, Extrait d'entretien 38). Plus le quartier est proche du centre ville, plus ce coût augmente.

Carte 13 - Zonage de Las Piedras et localisation des journaliers rencontrés



Carte 14 - Zonage de Salto et localisation des journaliers rencontrés



La zone suburbaine est parfois séparée de la zone urbaine par un espace en friche d'anciennes exploitations hortifruitières qui ont été rattrapées par l'urbanisation et qui, pour le moment, ne sont pas destinées à être loties. Beaucoup moins dense que la zone urbaine, plus proche du centre – les salariés précisent que l'espace est plus aéré, moins oppressant que le cœur de ville – cette zone est composée de multiples quartiers résidentiels au sein desquels les habitations, en rez-de-chaussée, ne sont pas juxtaposées les unes aux autres et disposent de jardins. Parmi ces quartiers, certains sont irréguliers ou en cours de régularisation, d'autres sont des quartiers neufs dans lesquels la population a été relogée et d'autres encore sont anciens, formels et ont vu croître leur population avec l'urbanisation. Les quartiers irréguliers sont constitués d'habitats plus ou moins précaires, les rues sont sinueuses (elles ne figurent pas sur les cartes), les terrains délimités par les occupants et les habitations assez proches les unes des autres. Dans les quartiers neufs, les habitants sont installés depuis moins de 10 ans, une partie des maisons est encore édifiée avec des matériaux précaires alors que d'autres qui ont parfois bénéficié de programmes de construction sont en cours de réalisation. Dans les quartiers les plus anciens, les maisons sont construites en dur.

Cette hétérogénéité morphologique s'accompagne d'une diversité sociale. En effet, bien qu'il y ait une part non négligeable de salariés agricoles – aucune statistique ne les recense, mais la facilité avec laquelle il est possible de les rencontrer témoigne de leur importance –, d'autres catégories socioprofessionnelles telles que des ouvriers, des artisans ou des employés résident également dans ces quartiers. Les rencontres dans les écoles et le sondage de la profession des parents au sein des classes ont permis de percevoir cette diversité. Les rues sont rarement goudronnées, même si le quartier est régulier. Au fil du temps, la municipalité a installé de multiples équipements pour les résidents. Les adductions d'eau et d'électricité ont été réalisées, les habitants ont accès à un centre médical, un centre d'attention à la petite enfance, une école, parfois même un lycée, des installations récréatives telles que des places avec des jeux pour les enfants ou des stades de football. Les journaliers ajoutent également qu'ils disposent de tous les commerces de proximité : épicerie, boucherie, boulangerie. Remarquons qu'ils sont souvent très satisfaits de la facilité d'accès à tous ces services et de la qualité de vie dans le quartier. La zone suburbaine s'étend jusqu'aux limites de la ville définies par les aménageurs. Il suffit parfois de traverser la rue pour atteindre les exploitations hortifruitières. Ainsi, comme le précise Ana D. au cours de son entretien (voir Extrait d'entretien 34), cet espace est un mitage entre des éléments urbains – les habitations, les services – et des éléments ruraux – la proximité des exploitations (voir Encadré 12).

Extrait d'entretien 34 - Représentation du quartier de résidence dans le discours d'Ana D.

« **Ana D.** : Ici, où je suis, ce n'est pas vraiment la ville, c'est plus... c'est-à-dire... c'est moitié-moitié... tu n'es ni dans la ville, ni dans la campagne. »^{ix} (Entretien avec Ana D., Salto, 2007).

Encadré 12 - Les quartiers périphériques de Salto et Las Piedras en images

Quartier informel pérenne dans la périphérie est de Salto :



Photographie de gauche - au premier plan : espace en friche ; au second plan : la rue en terre et les habitations dont les matériaux de construction sont très diversifiés ; au dernier plan : serres abandonnées ; photographie de droite - la même rue un jour pluvieux, sur la gauche : l'espace en friche et sur la droite : le quartier

Quartier neuf ayant bénéficié d'un programme de la municipalité pour la construction d'habitations, situé à l'extrême est de Salto :



Photographie de gauche - au premier plan : la chape de béton et les parpaings destinés à la construction ; au second plan : le rancho, habitation de taule des propriétaires ; photographie de droite - maisons du programme en voie d'achèvement

Quartier périphérique de la zone suburbaine du nord-ouest et de la zone urbaine du nord-est de Las Piedras :



Photographie de gauche - rue menant au centre ville ; photographie de droite - rue marquant la limite nord-est de la ville, à gauche : les habitations, à droite : espace en friche



Photographie de gauche - espace en friche utilisé comme décharge entre le centre et les quartiers nord-ouest de la ville ;
 photographie de droite - entrée d'une exploitation horticole de l'autre côté de la rue qui marque la limite de la ville

Services de proximité dans les quartiers périphériques de Las Piedras :



Photographie de gauche - épicerie de quartier ; photographie de droite - marché de comestibles en fin de semaine



Photographie de gauche - terrain de football ; photographie de droite - Plaza, aire de jeu pour les enfants



Photographie de gauche - poste de police aux portes de la ville ; photographie de droite - Centre d'attention à la petite enfance

Source : Gallas A., Photographies/Travail de terrain, Salto et Las Piedras, hiver 2007 et été 2008.

3.2. Des mobilités vers les exploitations hortifruitières situées en périphérie des villes

Après avoir donné à voir brièvement la morphologie des quartiers dans lesquels résident les salariés, pour comprendre leurs mobilités professionnelles, l'étude de l'ensemble de leurs pratiques spatiales a été essentielle. Le lieu de résidence ainsi que les liens que les journaliers ont tissés dans et avec lui influencent leur mobilité. Le premier point aborde l'accessibilité des lieux et les spécificités que la résidence dans un quartier périphérique impose à travers les représentations de la distance. Le deuxième point revient sur la territorialité des salariés afin de montrer que même si elle est composée d'une multiplicité de lieux parcourus, le quartier, et plus précisément le lieu de résidence, sont les espaces de référence de l'individu. Enfin, le troisième point s'intéresse aux relations construites par les journaliers dans ces lieux, formant un véritable réseau professionnel de proximité.

3.2.1. Accessibilité des espaces et mobilités professionnelles

La notion d'accès aux espaces, parce qu'elle était principalement abordée par les études économiques de la mobilité en termes de calcul rationnel des coûts et des gains, a fait l'objet de multiples critiques ce qui a conduit à délaisser quelque peu cette notion. Les travaux contemporains sur les mobilités quotidiennes ont replacé l'accessibilité des espaces au centre de l'analyse mais ne l'abordent pas comme l'unique composante (Jemelin C., Pfister-Giaude B. et Voloz L. (dir.), 2004 ; Kaufmann V. et Montulet B. (dir.), 2004 ; Le Breton É., 2005 ; Rougé L., 2005 ; Kaufmann V. et Pattaroni L., 2007 ; Klein O., Ortal N. et Pochet P., 2007). Vincent Kaufmann l'introduit dans la nouvelle approche de la mobilité qu'il propose à travers le concept de « motilité », autrement dit la « potentialité à être mobile dans l'espace » (Kaufmann V., 2004 : 63) :

« La motilité peut être définie comme la manière dont un individu ou un groupe fait sien le champ du possible en matière de mobilité et en fait usage pour développer des projets. » (Kaufmann V., 2004 : 62).

La motilité qui conduit au déplacement effectif s'articule autour de trois dimensions. La première, l'« accessibilité », se réfère à la manière dont les lieux sont accessibles. Elle implique de prendre en compte la densité du réseau de transports, l'organisation, le coût pour atteindre un lieu. La seconde, la « compétence », se rapporte davantage à l'individu et sa capacité à savoir utiliser les outils pour accéder aux différents lieux. La troisième, l'« appropriation », renvoie à la mobilisation que fait l'individu de ses compétences et de l'accessibilité. En outre, l'accessibilité est présente dans les études des mobilités quotidiennes des populations en situation de précarité (Le Breton É., 2004 ; Rougé L., 2005). Dans la décomposition du concept d'« insularité » - concept qu'Éric Le Breton oppose à « la société d'archipel » développé par Jean Viard (1994) pour expliquer que « les populations disqualifiées sont cantonnées à des « îles » de

l'archipel et vivent dans des situations d'enclavement étroit » (Le Breton É., 2004 : 118) – la dimension de l'accessibilité n'apparaît pas indépendante de l'individu, contrairement à la définition de Vincent Kaufmann, mais complètement en lien aux possibilités individuelles. Ainsi, la première dimension qu'Éric Le Breton (2004) distingue porte sur les moyens individuels de la mobilité. Par exemple, elle prend en compte non seulement l'accès potentiel au réseau de transports mais aussi l'accès réel pour les individus en question. La deuxième dimension, similaire de celle proposée par Vincent Kaufmann, implique les compétences individuelles. Enfin, la troisième dimension renvoie à la « représentation des territoires » et aux bornes subjectives que les individus s'imposent.

Avant d'expliquer, dans le point suivant, l'ancrage fort dans le lieu de résidence et les lieux pratiqués par les salariés dans et hors du cadre professionnel pour comprendre les mobilités liées à l'emploi, il est donc important de s'attarder sur l'accessibilité des lieux et sur la représentation de celle-ci, largement évoquées par les salariés au cours des entretiens. Elle a été repérée dans les discours à l'aide des représentations de la distance. En géographie, le proche et le lointain peuvent être appréhendés de deux manières différentes : soit de manière objective, c'est alors à la distance métrique qu'il est fait référence, soit de manière subjective, ce qui se rapporte à la représentation de la distance.

Dans le point 2.1. de ce chapitre, les mobilités vers les exploitations agricoles, qu'elles impliquent un déplacement de longue ou de courte durée, ont été envisagées comme intériorisées par les travailleurs car inhérentes à leur emploi. Ces derniers ne les abordent qu'à la suite d'une demande explicite du chercheur. Cependant, quand ils évoquent d'autres lieux d'emploi, par exemple dans le centre ville pour les salariés de Salto (à l'instar de Jéssica C., voir Extrait d'entretien 33) ou Montevideo pour les salariés de Las Piedras, ils font régulièrement référence au déplacement et insistent sur la distance qui sépare le domicile de ce lieu de travail. Il est alors possible de supposer que le caractère banal du déplacement vers les exploitations agricoles vient du fait qu'il est organisé par l'employeur. Aussi, dès que le salarié doit le prendre en charge, il sort du domaine de l'acquis et devient une contrainte. La représentation de la distance entre le domicile et le lieu de travail diffère selon que le salarié a ou non la responsabilité de son déplacement. Alors que la distance métrique séparant le domicile des exploitations agricoles peut être plus importante que celle qui le sépare du centre ville, notamment à Salto, l'éloignement du centre ville – la distance subjective – est davantage perçu comme un frein à la mobilité. Trois facteurs limitants de la mobilité sont avancés : le coût monétaire, le coût temporel et le coût physique. En effet, les journaliers disposent rarement de moyen de transport propre, même si quelques-uns possèdent une bicyclette ou, beaucoup plus rarement, une mobylette. Les journaliers les plus mobiles et notamment ceux de Las Piedras soulignent que la bicyclette est indispensable car elle permet de parcourir de plus grandes distances et de proposer leurs services à des exploitations plus éloignées de la ville. En l'absence

de moyen de transport personnel pour se rendre dans le centre ville, les salariés sont contraints de s'y rendre à pied ou de prendre les transports en commun. Les quartiers, bien que situés en périphérie des villes, sont tous reliés au centre. Cependant, l'utilisation de transports en commun est loin d'être banalisée du fait de son coût. En 2007, sans possibilité de connexion, un aller-retour intra-urbain coûte 24 pesos à Salto et 27 pesos à Las Piedras et un aller-retour Las Piedras-Montevideo 44 pesos. Pour un salaire moyen d'environ 175 pesos par jour, cela représente respectivement 14 %, 15 % et 25 % du salaire journalier. Acheter un ticket de bus représente donc un investissement que les salariés ne font que par nécessité ou lorsqu'ils ont économisé l'argent suffisant pour une sortie. En outre, si la personne souhaite se rendre dans un autre quartier que le centre ville, elle doit généralement d'abord accéder au centre ville, donc prendre deux bus et payer une surtaxe pour faire la connexion. En plus de ce coût monétaire, les habitants insistent sur le problème d'un rapport distance/temps de transport élevé. Afin de desservir un maximum de population, les bus réalisent de longs parcours dans les quartiers avant d'arriver au centre ville ou dans les autres quartiers. Par ailleurs, pour les zones les plus éloignées du centre ville, les habitants notent une fréquence moindre. Enfin, quand ils se déplacent à pied ou à bicyclette, le rapport distance/temps augmente considérablement, ce qui réduit les distances métriques qu'ils parcourent et la condition physique devient un nouveau facteur limitant. Le discours d'Hugo L. sur son emploi dans l'horticulture expose ce problème. Embauché de manière permanente chez un producteur horticole, il a été contraint de quitter cet emploi car après quelques mois, les trajets, en plus du travail quotidien, l'avait affaibli (Entretien avec Hugo L., Salto, 2006). Le discours d'Ana D. reprend ces différents coûts de la mobilité. Elle s'apprête à raconter l'achat d'une mobylette qui lui facilite ses déplacements mais revient au préalable sur l'importance de la bicyclette dans son rapport à la distance en dressant les possibilités que lui offre la bicyclette par rapport à tout autre moyen de transport - « je pouvais », « je gagne » - (voir Extrait d'entretien 35).

Extrait d'entretien 35 - Moyen de locomotion et rapport à la distance dans le discours d'Ana D.

« **Ana D.** : Cette année a été fabuleuse... fa-bu-leuse ! Moi, j'ai gagné 9 000 pesos de prime de fin de contrat parce que j'ai perdu les dimanches... mais si j'avais travaillé, peut-être, les dimanches, que j'aurais eu 10 000 et quelques pesos... mais je ne me plains pas, tu sais pourquoi je ne me plains pas ? Regarde ce que j'ai fait : tout cet argent, je l'ai investi dans une mobylette...

Aude : Pourquoi tu as investi dans une mobylette ?

Ana D. : Parce que je voulais une mobylette.

Aude : Et pourquoi tu voulais une mobylette ?

Ana D. : Évidemment, je t'explique. Moi, je me déplaçais partout en bicyclette.

Aude : Partout... ?

Ana D. : Bon... avec la bicyclette... mis à part le fait que **je pouvais** aller me promener chez une amie ou... elle me servait pour les commissions, pour aller dans le centre... la bicyclette souvent te fait économiser de l'argent...

Aude : Économiser de l'argent ?

Ana D. : Oui, essayer de dépenser moins, tu ne dois pas payer le bus. Supposons toi... supposons que je doive aller à la UTE*, que je doive aller à la OSE**, que je doive aller à l'hôpital, que je doive aller dans une boutique, au centre commercial, ou que je doive aller percevoir le chômage... moi, au lieu de payer le bus, **j'y vais en bicyclette**, la bicyclette comme on n'y met pas d'essence... tu as l'avantage que, toi, tu ne payes pas... nous, ici, nous payons le bus 12 pesos... ça serait 25...

Aude : Aller-retour.

Ana D. : Aller-retour, ces 25 pesos, si, toi, tu veux t'acheter un paquet de *galletas* et tu le laisses pour tes enfants, parce que c'est une chaîne, pas vrai ? ou alors ne pas acheter de *galletas* pour tes enfants... tu achètes quoi que ce soit qui te manque... et 25 pesos aujourd'hui, 25 pesos demain... parce que, toi, tu as toujours des commissions à faire... et même si tu ne vas nulle part en bus, à pied, combien, **tu gagnes**, aussi en minutes ou en heures, tu gagnes avec une bicyclette ? Par exemple, si je dois aller chercher une bouteille de gaz, qui est environ à 6 ou 7 pâtés de maisons... si, moi, j'y vais à pied... peut-être que je me fatiguerais moins mais je me retarde beaucoup plus... un petit voyage... une sortie qui demande une demi-heure... je dois la faire en une heure et demie à pied. Donc, pour tout ça, la bicyclette... moi, je sors d'ici pour aller travailler à 10h00... à pied, je dois partir à 10h00, pour arriver à temps pour attendre le bus parce qu'en marchant j'arrive en 15 minutes. Avec une bicyclette, moi, j'arrive en 5 minutes... moi, je rentre fatiguée des exploitations hortifruitières et là où je laisse la bicyclette... je descends... je la reprends et, en 5 minutes, je suis ici, sinon je rentre fatiguée en marchant... si je rentre très fatiguée, je reviens lentement... j'arrive mal... toi, quand tu rentres du travail, tu veux arriver... tu veux te doucher, tu veux prendre un maté, tu veux t'asseoir... je ne sais pas... une quantité de choses. »* (Entretien avec Ana D., Salto, 2008).

* Administración nacional de Usinas y Transformaciones Eléctricas ; organisme d'État chargé de la production et de la distribution d'électricité.

** Obras Sanitarias Estado ; organisme d'État chargé de la production et de la distribution de l'eau.

Dans le discours des salariés, les espaces périphériques hortifruitières apparaissent donc plus proches car ils sont plus accessibles que d'autres espaces urbains, principalement parce qu'ils n'ont pas à prendre en charge le déplacement. Cependant, la mobilité vers ces espaces est également favorisée par le fort ancrage dans le quartier de résidence.

3.2.2. Hors du travail, une territorialité centrée sur le lieu de résidence

Pour comprendre en quoi l'ancrage local dans le lieu de résidence favorise les mobilités vers les espaces ruraux hortifruitières situés en périphérie des villes, il nous faut au préalable revenir les territorialités individuelles et les pratiques spatiales quotidiennes hors du travail des journaliers.

Dans les recherches en sciences sociales, et en géographie en particulier, deux courants s'opposent sur les pratiques spatiales quotidiennes des populations en situation de précarité. Certains, comme d'Eric Le Breton (2004) lorsqu'il définit le concept d'insularité, démontrent que les pratiques se font uniquement dans l'espace physiquement proche, ce qu'ils envisagent comme une contrainte. Selon François Ascher, plus l'autonomie et la circulation s'accroissent – ce qu'il associe aux catégories sociales ayant « la capacité économique, culturelle et physique de se déplacer » (Ascher F., 1998 : 183) – moins l'individu entretient de lien fort avec l'espace proche de son lieu de résidence. Le quartier ne serait plus un espace de référence pour ces

populations. Notons que cette thèse de l'affaiblissement du lien au quartier des populations ayant la capacité de circuler de manière intense a été fortement combattue. Jean-Yves Authier a montré que si la proximité spatiale ne générerait pas nécessairement de proximité sociale (à l'instar des travaux de Xavier Piolle (1991) sur la question de la proximité), les pratiques spatiales dans l'espace physiquement proche demeureraient fortes même pour ces individus (Authier J.-Y., 2002). À l'inverse, les catégories de population les plus vulnérables limiteraient, parce qu'elles n'ont pas d'autres possibilités, leurs pratiques et leurs relations sociales au voisinage :

« Seuls quelques groupes « captifs » ou à mobilité réduite conservent un univers social localisé autour de leur habitat : les jeunes enfants, les personnes handicapées ou âgées, une partie aussi des groupes sociaux « marginalisés ». » (Ascher F., 1998 : 194).

À l'opposé de cette analyse, comme cela a déjà été évoqué dans le chapitre 3, d'autres expliquent que, malgré les difficultés, les populations des marges, qui ont certes un lien fort avec certains espaces proches, sortent également de cet environnement pour pratiquer régulièrement d'autres lieux (Baby-Collin V., 2005 ; Roulleau-Berger L., 2005) :

« Des individus et des groupes, pris dans des tensions entre assignation à des lieux et circulation dans la ville, apparaissent à la fois captifs et capables de mouvement selon les moments, les situations, les contextes. Avec cette approche dynamique de l'espace, on voit des groupes et des individus s'approprier des bouts de ville autour d'activités précises puis se déplacer en fonction de contraintes et d'opportunités économiques dans d'autres espaces. Les situations précaires ne signifient pas nécessairement enclavement spatial ; et réciproquement, des segmentations spatiales ne produisent pas nécessairement de la captivité mais peuvent parfois produire des formes de plurimobilité chez les individus contraints à la pluriactivité. » (Roulleau-Berger L., 2005 :184).

Dans ce point, nous abordons la territorialité des journaliers, entendue comme l'expression d'une :

« relation complexe entre un groupe humain et son environnement, l'environnement étant ici l'enveloppe spatio-temporelle constituée non seulement par un ensemble de propriétés spatiales, mais aussi temporelles, permettant d'inter-relier des comportements dans leur manière de se dérouler dans un contexte d'espace et de temps, la territorialité engage complètement l'homme et son environnement, impliquant la mobilisation simultanée d'un grand nombre de codes et d'instruments, impliquant la mobilisation entière de l'humaine condition. [...] [La territorialité] est le système de relations qu'entretient une collectivité, et par conséquent les individus de cette collectivité, avec l'extériorité. Extériorité, c'est-à-dire une « topie », un lieu, une enveloppe spatio-temporelle, l'autre, les autres, au fond tout ce avec quoi on peut avoir une relation et qui n'est pas soi. » (Racine J.-B. et Raffestin C., 1983 : 325).

Nous revenons sur les lieux fréquentés et les liens qui sont tissés dans et avec ces lieux. Même si le quartier apparaît comme un espace de référence, ce point montre que non seulement les journaliers ne parcourent jamais tout le quartier mais, qu'en plus, ils le pratiquent principalement de manière fonctionnelle et l'articulent avec de multiples autres lieux de la ville, en d'autres termes, ils sortent du quartier. Cependant, plus que le quartier, c'est la maison qui représente l'espace de référence.

Le quartier de résidence est à la fois un espace approprié et un espace pratiqué. Dans les discours, l'appropriation est signifiée par l'utilisation d'un pronom possessif : « mon quartier » et par tous les liens qui se nouent dans les différents lieux que fréquentent les habitants. En outre, la faible mobilité résidentielle à longue distance assure au salarié de pouvoir continuer à pratiquer les lieux qu'il connaît même après la mise en ménage. Notons, que pour les journaliers qui ont largement raconté leur mise en ménage, une certaine homogamie géographique est perceptible. Leurs parents résidaient dans le même quartier ou dans des quartiers limitrophes. Les salariés s'installent donc prioritairement à proximité de leur ancien lieu de résidence, si c'est possible. Cette proximité familiale est d'autant plus recherchée qu'elle facilite le quotidien des salariés qui, en résidant à côté de leurs parents, peuvent profiter de la solidarité familiale, par exemple, pour la garde des enfants en bas âge, ce qui permet à la femme de poursuivre son activité professionnelle. Quand ils ne disposent pas de ressources financières pour accéder à la propriété, ils s'installent sur le terrain des parents ou des beaux-parents (cela a été expliqué dans le chapitre 5). Seuls les salariés ayant obtenu un terrain par l'intermédiaire de plans sociaux municipaux ont construit leur maison dans un quartier qui leur était totalement étranger. Le discours de Daniela E. retrace cette mobilité résidentielle (voir Schéma 1). Elle a quitté le quartier dans lequel elle a grandi avec ses parents pour un logement neuf subventionné par la municipalité, plus proche de la zone urbaine. Elle a rencontré son mari dans le quartier limitrophe et s'est installée avec lui sur le terrain de ses beaux-parents car ils n'ont pas été intégrés au programme de lotissement de la municipalité (voir Extrait d'entretien 36). Cette mobilité résidentielle est associée dans son discours à l'éloignement du lieu de base de sa famille.

Extrait d'entretien 36 - Mobilité résidentielle dans le discours de Daniela E.

« **Daniela E.** : Regarde... moi, je suis du quartier Burton, j'ai grandi là, après quand... ça fait 14 ans que nous habitons le Caballero, dans les lotissements, c'est-à-dire, là-bas, dans la maison du quartier Burton mes sœurs sont restées, Andrea et, moi, j'ai une autre sœur qui s'appelle Ana, donc, eux, ils sont restés dans cette maison, là-bas, nous, nous sommes venus dans le lotissement et bon... Moi, j'ai connu mon époux, je me suis mariée et comme, lui, il a fait cette maison, là, dans le fond du jardin de la maison de ses parents, parce qu'en face c'est ma belle-mère... qui vivent là, en face et nous avons fait ça ici... Nous, nous avons demandé un terrain pour nous parce que, tu vois qu'avec notre salaire, au jour d'aujourd'hui, ça ne permet pas d'acheter un terrain donc nous avons sollicité la municipalité mais parfois tu as de la chance et parfois non. Donc, nous avons commencé... supposons que juste l'année dernière... et nous avons terminé cette année cette chambre pour les petits parce que ma maison c'était seulement ça ici... rien de plus... seulement ça... une pièce seulement... [...]

Aude : Et ça ne t'a pas dérangé de changer de quartier, de venir de là-bas, du Burton ?

Daniela E. : Oui, ça m'a coûté parce, nous, nous étions habitués... nous, nous avons grandi là-bas, dans le quartier Burton... mais j'ai dû m'en aller parce que mes frères et sœurs qui sont mariés sont restés... et moi qui étais célibataire, j'ai dû venir ici. Mais aussi... maman continue d'habiter là-bas dans le lotissement... mais nous sommes assez près parce que ma maman vit dans le Caballero... en face c'est Villa Sara, c'est où vit mon frère, Omar, à côté vit mon autre

sœur... nous sommes tous assez près... ceux qui sont le plus loin... Andrea qui est dans le Burton... et mon autre sœur...»^{xi} (Entretien avec Daniela E., Salto, 2007).

L'appropriation du quartier se repère également dans les usages quotidiens. Certains journaliers y effectuent tous leurs achats alimentaires généraux quotidiens, d'autres fréquentent seulement les commerces spécifiques tels que la boulangerie ou la boucherie et se rendent dans les épiceries de manière plus occasionnelle quand un produit fait défaut. Ils utilisent également les services locaux : l'école, le centre d'accueil de la petite enfance, le centre médical, la cantine publique - qui distribue des repas aux plus nécessiteux. Enfin, principalement dans les entretiens réalisés avec les jeunes, le quartier est revendiqué comme l'espace de sociabilité hors de la sphère familiale. Qu'ils se retrouvent chez des amis ou à un coin de rue, les jeunes, dont les relations sociales hors de la famille demeurent riches, affirment leur appartenance forte au quartier du fait des liens qu'ils y ont tissés. Même si cette sociabilité s'exprime parfois à l'extérieur du quartier dans des lieux de divertissement du centre ville par exemple, celui-ci assure la continuité des relations au quotidien, ce que montre Gonzalo A., travailleur de 24 ans qui habite à l'extrême est de la zone suburbaine de Salto, à travers le récit d'une mobilité résidentielle potentielle (voir Extrait d'entretien 37).

Extrait d'entretien 37 - Attachement aux relations sociales de proximité à travers la mobilité résidentielle dans le discours de Gonzalo A.

« **Gonzalo A.** : On a proposé à ma mère... mes tantes et tout... de s'en aller pour le centre parce que son travail serait plus proche aussi, et, elle, elle me l'a dit mais, moi, non... c'est-à-dire... je lui ai dit que si, elle, elle voulait partir, qu'elle s'en aille parce que, en vrai, nous allons rester en contact pareil, mais, moi, je ne veux pas m'en aller de mon quartier parce que je connais toutes les personnes avec lesquelles j'ai grandi et pour... trouver des amis à cet âge ou se faire des relations dans un quartier là c'est différent que d'arriver petit, c'est pour ça, c'est un peu comme si le quartier me retenait... le quartier me retient et Salto me retient, c'est pour ça aussi que je ne suis pas parti de Salto. Pour ça aussi, c'est-à-dire, quand je n'avais pas la mobylette, j'étais éloigné de tout... parce que... toi, tu m'as dit que tu connaissais là-bas.

Aude : Oui, oui, je connais le quartier.

Gonzalo A. : Et... tu as vu que c'est très éloigné de tout, et je devais me déplacer en bus... mais ça m'est égal, ça ne me... à cette époque je pouvais m'en aller et je n'ai pas voulu venir, non, parce que le quartier me retient vraiment, mes amis... que ici... si je m'en allais dans le centre... je passerais mon temps enfermé à la maison, parce que je suis très lié à mes amis et je n'aurais... même si, par exemple, avec mes amis de Maldonado*, nous sommes... nous nous appelons tous les jours ou nous nous envoyons des SMS... »^{xii} (Entretien avec Gonzalo A., Salto, 2007).

* Ville du sud du pays où certains de ses amis proches sont partis travailler dans le bâtiment.

Dans le discours des salariés, le quartier apparaît donc comme l'espace connu car il est pratiqué au quotidien mais aussi comme l'espace où ils sont reconnus, comme le signalent les phrases telles que « tout le monde me connaît ici »^{xiii} ou « on se salue quand l'on se rencontre là dans la rue »^{xiv}.

Les journaliers ne sont cependant pas enfermés dans leur quartier. Lorsqu'ils ne travaillent pas, ils le quittent pour diverses activités hebdomadaires ou occasionnelles. Après les quartiers

contigus, proches du domicile – que les salariés mobilisent pour des activités similaires aux activités réalisées au sein du quartier parce que certains commerces ou services en sont absents –, le centre ville est l'espace le plus fréquenté. Les habitants des quartiers périphériques se rendent dans les rues commerçantes ou centres commerciaux et dans les administrations qui ont rarement des antennes dans la zone suburbaine. Ensuite, de manière plus exceptionnelle, ils pratiquent les lieux de divertissement dans la ville ou hors de la ville, par exemple une journée à la plage sur les rives du Río de la Plata pour les habitants de Las Piedras. En revanche, les autres quartiers de la ville sont mal connus. Plus éloignés du lieu de résidence, ils ne sont fréquentés que lorsque les salariés y ont vécu ou parce que leurs parents y ont déménagé. Dans ce dernier cas, les visites aux parents sont régulières et permettent de réactiver la sociabilité familiale.

Malgré ces pratiques diversifiées des lieux proches du domicile et du centre ville, la territorialité reste centrée sur le lieu de résidence. Les relations des salariés se construisent prioritairement au sein du cercle de la famille conjugale. À partir de la naissance du premier enfant, la fréquentation des lieux extérieurs au foyer se restreint fortement. Seuls les commerces, les lieux de services et les lieux des sorties familiales – la maison d'un membre de la famille ou le stade sont les plus cités – font l'objet de mobilités. En outre, les journaliers sont également amenés à recevoir leur famille. Certains précisent d'ailleurs qu'ils se déplacent très rarement et que ce sont les membres de leur famille proche qui viennent occasionnellement leur rendre visite. Dans les entretiens, cette limitation des sorties est justifiée par la rare présence au domicile. Les salariés travaillent du lundi au samedi et, quotidiennement, ils sont absents du domicile entre 8 et 14 heures, en fonction de la durée de la journée de travail et du trajet. Par conséquent, les moments de repos sont consacrés aux enfants et aux tâches domestiques dont les plus importantes sont laissées pour la fin de semaine. Par ailleurs, cette territorialité, dont le cœur est le lieu de résidence plus que le quartier, est flagrante dans les discours sur l'accession à la propriété. Les salariés se satisfont de tout lieu qu'ils obtiennent et l'attachement au quartier de résidence antérieur semble moins fondamental que le fait de posséder sa propre maison. Au cours de son entretien, Jéssica C. explique comment elle s'accommode de son nouveau lieu de résidence malgré les inconvénients de l'environnement dans lequel il se situe (voir Extrait d'entretien 38). Elle dissocie d'ailleurs au sein de ce quartier sa maison – dans laquelle elle se replie en ayant peu de contact avec les autres habitants –, sa zone de résidence – qui correspond à son pâté de maisons à laquelle elle associe une population de travailleurs –, et d'autres parties du quartier, plus dangereuses qui participent à la construction de la représentation collective négative que les gens de l'extérieur ont du quartier en général et qu'ils véhiculent.

Extrait d'entretien 38 - Une territorialité centrée sur le lieu de résidence plus que sur le quartier dans le discours de Jéssica C.

« **Jéssica C.** : Notre plan de vie... sincèrement... c'est la maison... nous, nous voulons terminer la maison et nous travaillons tous les deux et tous les plans que nous faisons se réfèrent à la maison... [...] Quand nous nous sommes mariés, nous louions une maison qui était au milieu des deux... à un pâté de maisons de sa maison et un pâté de maisons de la maison de ma mère... à un pâté de maisons et demi. Après, ma mère a déménagé... et bon... après nous avons loué... un ami nous a trouvé une meilleure maison, plus grande et tout... nous sommes partis à Salto Nuevo... bon... là... nous sommes restés, je crois que... non... ensuite nous sommes allés à Ceibal en premier... de là à Ceibal... nous sommes restés un temps... et après à Salto Nuevo, c'est là où nous sommes restés le plus de temps, et de Salto Nuevo, nous avons obtenu ce terrain... qui sont municipaux, tu vois ?... donc les... les prix par mois sont très bas, ce que te demande la municipalité...

Aude : Mais ce terrain est à toi maintenant ?

Jéssica C. : Oui... oui... il faut le payer à la municipalité...

Aude : Oui... il faut terminer de le payer à la municipalité...

Jéssica C. : Évidemment, mais à côté de ce que te coûte un terrain... par exemple... dans un quartier meilleur... ils sont très chers, ceux-là sont très bon marché et si tu as du retard, c'est pareil, tu peux continuer à le payer... avec notre salaire... c'est pareil nous travaillons tous les deux parce que... dans un autre quartier ça ne nous suffirait pas... et bon... comme mon mari a travaillé dans le bâtiment... il a bien travaillé... ça permettait de payer un loyer... mais quand il est entré dans l'orange, non... et bon... nous avons commencé ici... nous avons commencé dans le petit hangar qu'il y a là derrière et... c'était un *ranchito* de carton... et bon... en travaillant...

Aude : Peu à peu ça... s'est construit ici...

Jéssica C. : ... Ça se construit...

Aude : Et tu as dit :... « un quartier meilleur », quand... qu'est-ce que ça veut dire ?

Jéssica C. : C'est que ce quartier... ici... dans ma zone... je n'ai pas de problème... parce que tous les gens sont travailleurs. [...] Mais il y a des parties de ce quartier qui sont très mauvaises... Il y a des enfants mineurs qui sortent pour voler, sortent mendier... ils tombent... à 12 ans, dans la drogue... tu vois ? Donc, toi, tu les vois en pleine après-midi se regrouper à des coins de rue... avec un joint... il y a des parties mauvaises du quartier, c'est pour cela que je te dis... ma partie, ici, je n'ai pas de problème... ou... tu vois que les voisins savent qu'une personne n'est pas là de la journée... ils font attention à ta maison ou s'il vient des gens ou si quelqu'un rode dans le fond... [...]

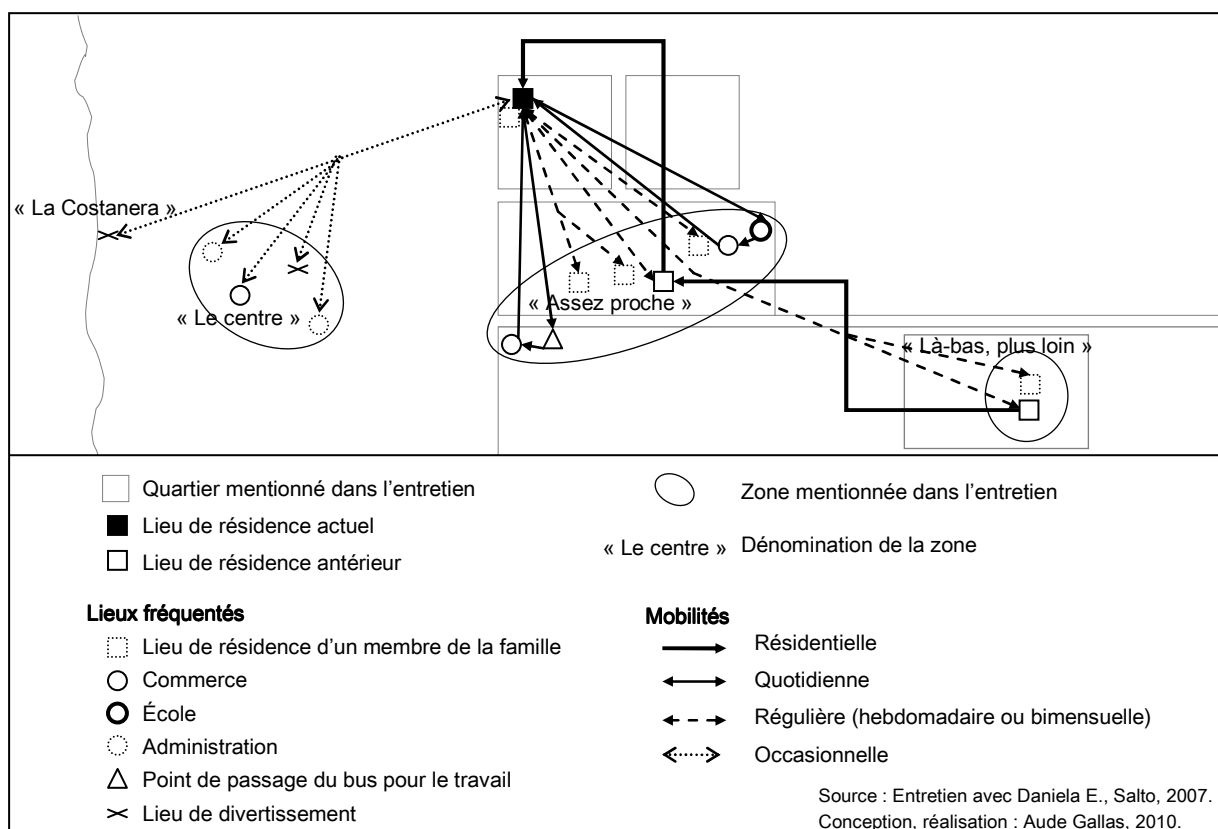
Aude : Donc, ça te plaît de vivre ici ?

Jéssica C. : Et, on s'habitue... mais, toi, parfois tu vas et : - « dans quel quartier tu vis ? » ; - « à Quiroga » ; - « Aïe... comment tu peux vivre là ? » ; et tu dois commencer à expliquer : - « non... dans ma zone, ce sont tous des gens travailleurs... » ; - « Oui... mais, moi, j'ai entendu qu'il y avait eu des embrouilles et... » ; - « Oui, mais c'est plus bas ou c'est loin de chez moi ». Tu vois... parce qu'ici, il y a des zones très mauvaises... le bus a arrêté de passer. »^{xv} (Entretien avec Jéssica C., Salto, 2007).

Les pratiques spatiales hors du travail sont donc très diversifiées selon les salariés et leur histoire. Cependant, trois constantes peuvent être retenues. Premièrement, le lieu de résidence apparaît comme la base des activités sociales, essentiellement familiales, des salariés et toutes les pratiques du quotidien s'organisent dans la proximité immédiate du lieu de résidence en fonction des services et commerces disponibles. La mobilisation des lieux proches hors du lieu de résidence est principalement fonctionnelle, les journaliers sont usagers de leur quartier.

Deuxièmement, hors du maintien de la sociabilité familiale (qui ne concerne pas tous les salariés), les mobilités vers d'autres quartiers périphériques sont rares. Troisièmement, des lieux du centre ville composent la territorialité du salarié même si le lien avec eux est seulement utilitaire et non affinitaire. Ces trois constantes sont reportées sur le schéma des pratiques spatiales de Daniela E. (voir Schéma 1). Elles diffèrent d'un salarié à l'autre, certains ont déménagé plusieurs fois, d'autres fréquentent davantage le quartier et moins les quartiers alentours, d'autres se déplacent hebdomadairement dans le centre ville pour y effectuer leurs achats alimentaires, d'autres encore rendent peu visite à leur famille. Néanmoins, ce schéma permet de visualiser les différentes pratiques spatiales en fonction des trois constantes.

Schéma 1 - Pratiques spatiales de Daniela E.⁶⁹



⁶⁹ Le schéma ne reporte pas les mobilités professionnelles car elles font l'objet d'une schématisation dans le chapitre 7. Seul le point de ramassage est mentionné car il intervient dans un parcours quotidien.

3.2.3. Le réseau relationnel de proximité : ressource ou handicap ?

Le chapitre 4 a démontré que le réseau relationnel était une composante essentielle dans le recrutement des salariés pour la plupart des producteurs. Ce réseau se révèle également au cœur du discours des salariés en situation de recherche d'emploi. Ce second point explique le lien entre l'ancrage territorial fort dans le lieu et le quartier de résidence et la constitution de ce réseau.

Au cours des entretiens, les salariés mettent en évidence que le réseau relationnel est le seul moyen de trouver du travail, tout secteur d'activité confondu. Il faut toujours être informé de l'existence d'une place disponible et savoir à qui se présenter. Par conséquent, le recrutement fonctionne par le bouche à oreille plutôt que par la candidature spontanée. Les journaliers soulignent en plus qu'il est indispensable d'avoir la recommandation d'un salarié déjà embauché pour pouvoir prétendre à un poste (voir discours d'Hugo L., Extrait d'entretien 31). Dans les discours, les secteurs de l'industrie et du bâtiment sont réputés pour être les plus intransigeants. Néanmoins, dans l'activité hortifruitière, la recommandation apparaît aussi comme un atout majeur, principalement auprès des producteurs qui fondent la relation salariale sur la logique de confiance (type 1) et sur la logique de maîtrise (type 3). Si elle peut être utilisée par les producteurs ayant des difficultés à recruter de la main-d'œuvre (type 2) ou nécessitant une main-d'œuvre abondante (type 4), elle est facultative car ils acceptent tous les individus qui se présentent et ce n'est qu'après plusieurs journées de travail qu'ils débauchent les moins compétents. Cette recommandation d'un ancien collègue de travail a valu à Julio H., journalier résidant à Las Piedras et se destinant uniquement à l'emploi dans le secteur hortifruitière, comme il le revendique, de trouver un emploi dans une exploitation agrumicole située à une vingtaine de kilomètres de son domicile, avec un an d'anticipation. S'assurer un emploi durant l'hiver, la période de l'année la plus difficile dans le secteur hortifruitière dans cette région, représente une opportunité majeure pour le journalier, d'autant plus qu'elle peut devenir une activité régulière au sein de son parcours professionnel (Entretien avec Julio H., Las Piedras, 2006). Le réseau de relations professionnelles se compose prioritairement d'individus avec qui le salarié a déjà été amené à travailler et de *contratistas* ou de producteurs l'ayant embauché antérieurement. Pour les journaliers les plus mobiles, la densification des contacts d'employeurs et l'entretien de relations cordiales avec eux sont cruciaux car cela leur permet de retrouver du travail dès qu'ils le souhaitent et réduit les délais d'attente entre deux emplois. Par ailleurs, ce réseau comprend également toutes les personnes appartenant à la sphère de connaissance du journalier – les membres de la famille, les voisins – ayant des contacts avec des travailleurs.

Dans ce réseau, la figure du collègue-voisin semble essentielle. En effet, ce réseau perdure grâce à la proximité spatiale des individus qui ont la possibilité, lorsqu'ils résident dans le même

quartier ou dans des quartiers contigus, de se rencontrer au hasard des mobilités quotidiennes, dans les commerces et autres lieux de services sur les trajets. En outre, comme dans le cas de Daniela E., cueilleuse d'agrumes la majeure partie de l'année, ce collègue-voisin peut également être un membre de sa famille. Dans les quartiers qu'elle fréquente quotidiennement, résident des membres de sa famille, plus précisément de sa fratrie, qui pour certains travaillent également dans l'agrumiculture ou sont *contratistas* dans ce secteur. Cet entrelacement des liens, fruit du fort ancrage territorial exposé précédemment, donne alors au quartier l'allure d'un espace de sociabilité villageoise décrite par Alain Degenne et Michel Forsé (2004) :

« Dans une société paysanne ou dans une communauté villageoise les différents cercles se recouvrent plus largement. Nous avons affaire à une société d'interconnaissance où le voisin est aussi le parent, l'ami, le collègue de travail, etc. » (Degenne A. et Forsé M., 2004 :46).

Dans le discours de Mauro F., les échanges avec les habitants du quartier sont jugés indispensables pour les journaliers qui, comme lui, circulent entre les exploitations en fonction des opportunités pécuniaires. Cependant, à l'inverse de la société villageoise décrite par Alain Degenne et Michel Forsé (2004), Mauro F. marque une différence très nette entre deux types de relations : celle du réseau professionnel réactivé en permanence au sein du voisinage et celle du réseau affinitaire. Les relations de type affinitaire se fondent, selon Alain Degenne et Michel Forsé, sur la réciprocité, l'égalité et doivent être « librement consenties » par les individus (Degenne A. et Forsé M., 2004). Le réseau professionnel que présente Mauro F. relève de l'interconnaissance sur le lieu de travail mais ne s'étend pas au-delà de cette sphère (voir Extrait d'entretien 39). Ainsi, la définition du quartier comme espace utilitaire que les habitants mobilisent pour ses ressources fonctionnelles se renforce. Hors du cadre du travail, le voisin demeure un étranger, sauf lorsqu'il appartient à la famille proche.

Extrait d'entretien 39 - Réactivation constante du réseau professionnel dans le discours de Mauro F.

« **Aude** : Tu peux me parler des collègues de travail ?

Mauro F. : Les collègues, dans tous les endroits où je vais j'ai des collègues... parfois je vais à un endroit ou un autre pour travailler et toujours... l'un ou l'autre toujours... comme-ça... et parfois toi-même, tu vois que... toi-même, que l'un a besoin du travail... comme ça... et parfois toi-même, tu sais qu'ils ont besoin d'autres personnes, toi, tu le préviens. S'il est sans emploi ou s'il n'a pas de petit boulot, toi, tu le préviens et... : « regarde, un tel a besoin de quelqu'un, si tu veux, je te l'obtiens ». Nous nous voyons quasiment toujours ou nous sommes du même quartier... assez proche... d'ici, aux alentours, parce qu'ici, dans le quartier rien de plus, maintenant, il y en a quatre, là-bas, chez Sergio, et ce sont des personnes qui ont travaillé avec moi dans l'oignon, dans l'orange, ce sont des personnes avec qui nous nous retrouvons toujours dans le travail. Parfois, l'un, pas plus... trouve un petit boulot, un travail et... gagne bien et celui-là te dit : « Ah... là-bas, où, moi je suis, je gagne bien et regarde si l'homme a besoin de quelqu'un » et comme ça... et on se fait des collègues et on s'entend toujours bien, nous n'avons jamais eu aucun drame dans le travail. [...] ce sont des connaissances de travail, moi, je les connais dans le travail et bon... la camaraderie de travail, nous ne sommes pas amis comme... comme-ça... qui se réunissent ou qui discutent ou comme ça... nous sommes des connaissances, tu vois... ce que veut dire des connaissances... je les ai connus comme ça dans ce

lieu et bon... voilà... moi, je suis parti de là... de ce lieu et bon... voilà... moi, je suis parti de là pour un autre lieu et bon... si je te vois... voilà... je me rappelle, mais si je ne te vois pas... nous ne nous rencontrons pas de nouveau... voilà... tu vois... dans la maison ou quelque chose comme-ça, nous n'avons pas... je dis... moi, je n'ai pas cette habitude... je dis... de... que je connaisse une personne au travail et d'aller la voir dans sa maison ou s'il arrête de travailler et d'aller voir comment il va ou... je n'ai pas cette habitude. »^{xvi} (Entretien avec Mauro F., Salto, 2008).

Ce réseau relationnel professionnel de proximité favorise à la fois la mobilité vers les exploitations agropastorales et les mobilités à l'échelon local. Malgré la diversité socioprofessionnelle évoquée précédemment, une grande partie des habitants du quartier travaille dans le secteur agropastoral. Dès lors, cette relative densité de salariés agricoles facilite les contacts dans le milieu. À cela s'ajoute le fait que les *contratistas*, anciens travailleurs ayant connu une ascension sociale, résident tous dans les quartiers périphériques, ce qui leur permet de recruter plus facilement de la main-d'œuvre et d'être identifiables par les salariés. D'ailleurs, les discours tenus aux étrangers sur le quartier témoignent de cette densité de population active agricole : « dans ce quartier tu vas rencontrer plein de saisonniers, c'est un quartier de cueilleurs ». Bien que la réalité soit un peu différente du fait de la diversité socioprofessionnelle des quartiers, les journaliers sont clairement identifiés. Enfin, les producteurs locaux, quand ils ont besoin de travailleurs, se rendent dans les quartiers les plus proches de leur exploitation, contribuant à former ainsi un canal de mobilité, à l'image du champ migratoire (Bêteille R., 1981). Les salariés d'une zone ont tendance à se déplacer dans les exploitations contiguës à celle-ci, un lien privilégié entre les deux s'est établi. Les facilités de déplacement entre les deux zones, surtout lorsque le journalier se déplace par ses propres moyens, accentuent ce phénomène.

En revanche, le réseau relationnel professionnel de proximité restreint considérablement les opportunités d'emploi dans d'autres secteurs d'activité ainsi que la mobilité spatiale vers des zones plus éloignées. Dans ce chapitre, il a été expliqué que les salariés avaient des difficultés à faire reconnaître leur expérience quand ils ne possédaient pas de diplômes. Il se trouve que ceux qui en possèdent un, qu'il soit général ou technique, expriment le même problème. Ils ne parviennent pas à trouver un emploi dans leur branche de formation. Le quartier, formidable ressource sociale pour travailler dans le secteur hortifruitière, est difficilement mobilisable pour d'autres emplois. Ricardo D. a suivi des études d'électricien, d'ailleurs il revendique cette profession au cours de son entretien. Durant ses études, il a fait des stages chez des électriciens qui n'ont débouché sur aucune embauche. Après, il a cherché un emploi comme aide électricien et non comme électricien, se disant qu'il serait plus facile de commencer de cette manière, mais cela n'a rien donné non plus. Il justifie cela par le fait, d'une part, qu'il n'avait pas les moyens de s'installer à son compte, car l'investissement dans le matériel de travail coûte cher, et, d'autre part, parce qu'il connaissait peu de patrons pouvant l'embaucher. Face à cette situation, il a décidé de se lancer dans la fabrication de briques, qu'il avait apprise avec son père,

et a débuté cette activité de manière indépendante. Cette difficulté est une conséquence des fortes relations de proximités sociale et spatiale dues à la concentration en un même lieu d'individus dont les professions sont similaires. Enfin, la circonscription spatiale des mobilités est liée au fait que la majeure partie des salariés se constitue un réseau relationnel localement car ils peuvent l'entretenir et le réactiver facilement. L'expérience lointaine – à l'échelon national ou international – se fait donc souvent par hasard, sur proposition d'un habitant, voisin ou parent du quartier. À la suite de l'expérience, le lien n'est pas nécessairement maintenu, sauf peut-être pour les vendangeurs de Salto qui partent chaque année dans le Sud et reviennent chez le même producteur.

Le réseau de relations professionnelles de proximités sociale et spatiale des salariés est donc composé d'une grande quantité d'individus mais il est également faiblement diversifié, c'est-à-dire que la quasi-totalité des individus qui l'intègrent appartiennent à la même catégorie sociale, voire socioprofessionnelle, et aux mêmes espaces que le salarié. Si l'on revient à la définition de la vulnérabilité sociale de Robert Castel – dont le chapitre 5 a précisé le volet économique –, celui-ci considère la fragilité des relations sociales comme le second volet, pouvant conduire à l'isolement relationnel. Le travail de terrain permet de préciser cette fragilité des relations sociales pour les salariés de Salto et de Las Piedras qui se traduit par un manque de diversité des liens sociaux. Certes, l'individu n'est pas à l'écart de la société mais il ne participe qu'à des sphères très limitées de celle-ci.

Pour conclure, ce troisième point montre que le choix de l'emploi agricole n'est pas uniquement le fruit du lien avec l'activité et du rapport à l'emploi et au travail agricole. En effet, une dimension spatiale intervient. La résidence des salariés dans des quartiers situés aux limites de la ville et des espaces hortifruitiçoles ouvre les perspectives d'emploi sur l'espace rural mais cloisonnent également ces perspectives à cet espace. En effet, malgré une pratique utilitaire de multiples lieux dans la ville, le fort ancrage territorial dans le quartier de résidence restreint le réseau relationnel professionnel aux secteurs les plus représentés dans les quartiers périphériques tels que l'activité hortifruitiçole.

Conclusion du chapitre

Au terme de ce chapitre, ce qui se dégage de l'analyse des mobilités professionnelles vers les exploitations agropastorales est la complexité face à la compréhension des pratiques des journaliers. Ces pratiques oscillent entre deux pôles, celui des opportunités et celui des contraintes. Ainsi, au cœur d'un même entretien, l'individu lui-même évoque des éléments témoignant à la fois de ses possibilités d'action et de ses difficultés à agir. L'emploi agricole, comme les mobilités vers la périphérie des villes, apparaît tour à tour comme une opportunité et comme une contrainte.

Plusieurs dimensions de la vulnérabilité sociale ont été mises en évidence. Tout d'abord, la déscolarisation précoce limite considérablement le champ des possibilités d'emploi rendant l'emploi agricole, pourtant parfois décrit de manière très négative, comme le seul accessible. Ensuite, le fort ancrage territorial des salariés dans les quartiers périphériques de la ville – le quartier de résidence est un espace approprié, le plus fréquenté et le seul que les travailleurs pratiquent régulièrement – contribue à cloisonner le réseau relationnel professionnel, bien que dense, aux individus spatialement proches des travailleurs. Le lien fort qui existe entre les zones périphériques de la ville, du fait du nombre de salariés agricoles qui réside et de son utilisation comme espace de recrutement par les producteurs, et les zones rurales hortifruitiçoles crée un champ de mobilité entre les deux espaces.

Dans le même temps, l'emploi dans le secteur hortifruitiçole peut également être considéré par les salariés comme une source de satisfaction. Ils valorisent alors le travail et les conditions d'emploi, notamment lorsqu'ils comparent les possibilités que leur offre l'emploi agricole vis-à-vis d'emplois dans d'autres secteurs d'activité. En outre, le lien fort avec les exploitations hortifruitiçoles situées à proximité du lieu de résidence est également considéré comme le moyen de multiplier les sources d'emploi, principalement lorsqu'il se fait rare et de faciliter les déplacements des travailleurs.

Malgré une certaine circonscription locale, les mobilités des journaliers sont très diversifiées. Ainsi, après avoir mis en évidence le « pourquoi » de la mobilité vers les exploitations agropastorales et hortifruitiçoles en particulier, le chapitre à venir s'intéresse au « pourquoi comme ça » en reliant les mobilités aux logiques individuelles et familiales qui les influencent.

ⁱ Citation originale : « **Ana D.:** Bueno, me hice conocida de una muchacha que me dijo que ahí, en el Burton, una señora necesitaba gente para trabajar en sanidad en la naranja... [...] Bueno, yo no conocía nada, entonces fui a hablar con Gladis, que era Gladis la señora y bueno... le pedí trabajo, le dije que no conocía nada de trabajo porque nunca había trabajado, y ella me dijo que sí, que me llevaba. Y bueno, fui sin conocer y trabajé 5 meses, pero ese año la empresa hizo reducción de personal en donde en cada cuadrilla que sacaban gente... sacaban a la gente más... **Aude:** ... que hacía poco que estaba... **Ana D.:** ahí va, eso mismo, entonces ahí me tocó a mi salir para afuera. Bueno así fue que quedé sin trabajo. Después trabajé... me fui con... una amiga mía que quería que le cuidara a los gurisitos y me fui allá al Cerro. »

ⁱⁱ Citation originale : « **Mauro F.:** Hasta diciembre se estira a veces y después en mayo plantamos de vuelta para volver a cosechar. Y después de eso... como termina la changa ahí, me voy para lo de Sergio ya, yo trabajo así. En lo de Sergio, yo trabajo por temporadas... estoy un tiempo y si me sale algo mejor me voy para ahí... para donde gane un poco más... siempre estoy rotando el trabajo, no soy una persona que esté continuamente en un trabajo solo... roto el trabajo a medida del sueldo, miro lo que uno gana... »

ⁱⁱⁱ Citation originale : « **Aude:** No seguiste el estudio... **Mauro F.:** Yo, no estudié porque, justamente, éramos muchos hermanos, somos 9 nosotros y en aquel tiempo digo... daba más trabajo... la familia era muy grande y... uno tenía que salir a trabajar. **Alicia P.:** Lo que uno tiene... **Mauro F.:** Hoy en día vos te das cuenta que sin estudio no sos nada, antes cuando era joven, cuando era gurí así... ta... no le daba importancia al estudio... porque digo... yo trabajaba en cualquier lado... justamente salí de hacer los estudios y me puse a trabajar... pero vos te das cuenta que hoy en día sin estudios no sos nada, tenés que andar rentándote en una chacra, en la naranja y todo eso, sin haber tenido posibilidades de estudiar, de ser alguien porque hoy en día para ser alguien, para tener un trabajo como la gente, vos tenés que estudiar, tenés que saber computación y todo eso, un trabajo más cómodo... **Aude:** ¿Qué es un trabajo “como la gente”? **Mauro F.:** Un “trabajo como la gente” es un trabajo más cómodo... **Alicia P.:** Un trabajo bueno, un trabajo que no sea en chacra, un trabajo que sea... un lugar que sea un... un supermercado suponete. **Mauro F.:** Un trabajo bueno para la gente de acá, se refiere que vos estés trabajando para el centro, que trabajes para lado del centro, cosas así... **Alicia P.:** Y definitivo... **Mauro F.:** Cosa de que vos tenés un trabajo fijo, que todo el año vos estás trabajando en eso y tenés tu sueldo, sea poco o sea mucho, pero un trabajo digno... ta... no digo que un trabajo de chacra sea malo o andar trabajando en la naranja sea malo, o andar... **Alicia P.:** No es honroso... **Mauro F.:** Sería más lindo que una persona... digo... tuviera un trabajo mejor que estar reventándose en una chacra, andas más limpio en un trabajo más cómodo... andas más limpio... más decente... no como un trabajo en una chacra que pasas todo sucio... »

^{iv} Citation originale : « **Aude:** ¿Y este año te parece que faltan personas en la cuadrillas? **Hugo L.:** Falta siempre, todos los años falta, en todas las cuadrillas; pero parece que este año faltan un poco menos... por el asunto del sueldo. Porque empieza la zafra de la naranja y vos suponés te pagan 125 pesos para trabajar seis horas para ganar el jornal. Y vamos a suponer si había otro trabajo que pagaba 150 pesos, 160 pesos. Entonces, como uno no tiene estudio y está haciendo trabajo bruto así y si un lugar te paga 160 y acá 125, te vas por lo de 160. Por eso que faltaba gente en la naranja porque es bajo el sueldo. Entonces, casi siempre falta gente en la naranja. Pero en la chacra, tienen poco trabajo y no precisan personal, tienen el personal justo, por eso hay bastante gente en la naranja en la zafra pero no porque el sueldo sea bueno... porque no hay otro recurso. Como vos tenés primaria, nomás. Por ejemplo, había puesto en la intendencia municipal de Salto, acá, te piden tercer curso, ciclo básico completo vamos a decir. Y si no tenés, sabés que te van a rechazar. En la policía también, creo tercero y para bombero, para lo que sea, siempre te piden. Y la mayoría de nosotros, casi todos terminamos primaria y fuimos a trabajar por bajo recurso. **Aude:** ¿Y porqué elegiste en chacra, quinta para trabajar, a la diferencia de tu padre que es albañil? **Hugo L.:** Es como yo te digo, no hay otra fuente de trabajo. Vamos a suponer para albañil no más, acá, hay varias empresas, para trabajar de albañil pero es difícil que vos consigáis un puesto, es como que tenés que tener un familiar a dentro para conseguir un lugar, es difícil de conseguir no es como que buscas y te toman... vos vas justito y te toman, es difícil de conseguir un trabajo de albañil o una cosa así... si no tenés el curso, por ejemplo de albañilería... »

^v Citation originale : « Cuando hay alcohol dentro de la casa... no hay plata. »

^{vi} Citation originale : « **Ana D.:** En mi caso, la familia no depende solo de mí porque yo tengo mi esposo. **Aude:** Y tu esposo... **Ana D.:** Él trabaja para afuera... **Aude:** Todavía para afuera... **Ana D.:** Claro, y él... **Aude:** ¿Qué

me dijiste... como peón? **Ana D.:** Peón rural, te dije... **Aude:** Ah... sí, sí. **Ana D.:** Pero... se especifica el trabajo ahora en esquila, actualmente, está esquilando... [...] Él es esquilador en toda la zafra, después tiene otros trabajos como alambrador, peón de campo si se le cuadra eso y bueno... **Aude:** ¿Y cómo hace, hace como vos, pasa de una estancia a otra? **Ana D.:** Sí, la esquila sí, la esquila hace como yo hago, va de estancia en estancia, esquila 10 días en una, 4 en otra, según la cantidad de animales que haya, a veces es una esquila grande, a veces es una esquila chica. Él se va hasta Cerro Largo, Artigas... no sé Tacuarembó si tiene que ir, va... según donde el contratista lo lleve. [...] A mi esposo le encanta la esquila, es lo que más le gusta de todo lo que él hace. **Aude:** ¿No le gustaría, como a vos... cosechar naranja? **Ana D.:** Bueno, una vez él quiso entrar, después... le salió un trabajo para afuera y se fue, no entró. Después yo entré ahí y vi como es el rubro del trabajo, en la actualidad, a mí no me gusta que él entre. **Aude:** ¿No te gustaría...? **Ana D.:** No me gusta porque este trabajo, para mí, está mucho mejor la cuadrilla de nosotros que trabajamos por día, que una cuadrilla que trabaja por un tanto, en general, están casi todas las cuadrillas por un tanto, incluso las cuadrillas de hombres que están en la empresa a veces son por día pero a veces largo por un tanto, y no sirve porque la gente tiene que andar así... a toda máquina, terminan el día cansados, levantan... levantan plata pero... como que se destruyen físicamente. Entonces al otro día la misma canción. Y siempre están sin nada, porque un naranjero no hace patria... **Aude:** ¿No hace patria...? **Ana D.:** "No hace patria" significa que no hace mucha plata, no hace mucho dinero, apenas le da para cubrir algunos gastos de la casa. **Aude:** Pero vos me dijiste que a vos te da... **Ana D.:** Y porque nosotras somos mujeres... ahí está la traba, como mujer nosotras... está bien pago, es el trabajo que más está dando, y para el hombre... que el hombre hace mucho más que la mujer... gana poco, ¿entendiste? Mi esposo en la esquila... se gana bastante, gana más que un naranjero porque... también es más o menos por un tanto, le pagan por oveja, por animal. Para que tengas una idea... lo que yo saco... tal vez en una semana... 1000-1100 pesos, mi esposo lo trae en cuatro días y un naranjero no hace eso... tiene que andar rápido, es la diferencia que hay entre un trabajo y otro. Claro, acá, hay gente que desde jovencita está trabajando en la naranja, están re acostumbrados, "es otro gallo que canta en un gallinero", no una persona que viene de afuera y va a empezar... también hay eso. »

^{vii} Citation originale : « **Daniela E.:** Y acá, como yo te decía el otro día... es la naranja o... la naranja... porque no hay muchas opciones para trabajar. Ponele que vos vas de doméstica nomás, yo este año... el año pasado, que tenía seguro, porque tenemos un seguro... cada 2 años podemos hacer seguro por 6 meses... entonces yo agarré y fui a trabajar en otro lado... y ponele que a una doméstica, acá, le pagan 1200 pesos por mes... **Aude:** Por mes... **Daniela E.:** Por mes, y acá... en las chacras, se gana mucho más... [...] **Daniela E.:** Yo cuando estaba de doméstica, que te dije que había ido... no me acostumbraba... **Aude:** ¿No? **Daniela E.:** No, no me acostumbraba y eso que el trabajo es más liviano. **Aude:** ¿A qué no te acostumbraste, por ejemplo? **Daniela E.:** No sé... será que estoy acostumbrada a trabajar así... en la chacra, entonces como que no me acostumbraba, un poco al sueldo... que era mucho menos, y no sé... me parece que... como que hay gente... no sé si todos son iguales... pero... las familias que por ejemplo vos vas a trabajar... como que ellos se sienten superior a vos... siempre hay alguien superior... entonces como que no me gustaba la forma, el trato... el trato que te dan. **Aude:** ¿Y eso no pasa en las chacras? **Daniela E.:** No, no... por ejemplo porque... yo soy así... a mí... yo sé que... la autoridad, ahí, es el capataz y para arriba, los de control de calidad y eso, entonces, por ejemplo, a mí me gusta respetar mucho eso, si él me dice "Daniela esto está mal", a mí no me gusta faltarle el respeto... como que lo acepto ¿no?, Como que cuando estaba trabajando así... de doméstica... también respetaba pero... por ejemplo... no me gustaba el trato que te dan, por ejemplo... ahí no te gritan, no te dicen... y por ejemplo si vos a trabajar de doméstica y haces una cosita mal... te la... como que te hablan de otra manera... me parece, o será que yo estoy acostumbrada a trabajar en la chacra, puede ser también. Pero... es lindo el sueldo y es lindo... o sea... no es lindo el trabajo porque viste que es un trabajo... que... estás en el sol, que te ensucias, que estás expuesta, pero... como que... hay que hacerlo y que si tengo que ir de doméstica y ganar menos, prefiero hacer ese trabajo que el otro. »

^{viii} Citation originale : « **Jésica C.:** Trabajé en comercios en el centro... cantidad... pero... te explotan mucho... más que en las chacras... **Aude:** ¿Sí? **Jésica C.:** Y te pagan muy poco... **Aude:** ¿Podés explicarme un poco? **Jésica C.:** Trabajé en una parte de rotisería, era así: por la mañana yo iba a la parte de góndolas, a reponer góndolas y atención al público y en la tarde iba a esa parte de rotisería, tenías que entrar a las cámaras, hacer dulce, cortabas el dulce, lo envasabas, lo etiquetabas, todos los días eran 4 pollos que había que desmenuzar todo, hacer milanesas... era un trabajo que... ¿cómo te voy a decir?... no estabas un segundo parada sin hacer nada, siempre estabas

corriendo... haciendo algo y atendías al público. [...] Pero... no... una que... te trataban muy mal, como persona... si tenían que retarte delante de la gente o por un precio mal... o viste si las gondolas estaban medio vacías, venían y te retaban... es un trabajo que te... te trataban mal... y no pagaban mucho. **Aude:** ¿Pagaban poco?... **Jésica C.:** Mira... creo que lo que yo ganaba en un mes ahí, lo gano en quince días en las chacras, aparte no era todo con dinero... te daban un ticket y vos levantabas la mercadería ahí... en el supermercado... **Aude:** ¿Y hace cuánto tiempo que hiciste ese trabajo? **Jésica C.:** Y la última vez fue el verano pasado... que volví a ir... porque en verano yo no trabajo en las chacras... porque... el sol, viste que es bravísimo trabajar en las chacras... y me baja mucho la presión entonces, en la época de verano, yo no trabajo en las chacras. [...] **Aude:** Entonces ese trabajo de rotisería, lo hiciste hace unos años y volviste a hacerlo el verano pasado... **Jésica C.:** En verano... porque es un trabajo bajo... es un supermercado... tenés aire acondicionado y todo... lo único que... a mí no me sirve para hacerlo como efectivo, siempre, todo el año, aparte son cuatro viajes al día que yo me hago... porque es en el centro y, de acá al centro, estamos a 20 cuadras... más o menos... o más todavía... **Aude:** Sí, sí... ¿entonces cómo ibas? **Jésica C.:** En la mañana me iba a pie, al mediodía me volvía en ómnibus... me tomaba un ómnibus para volver, me daban 2 horas de descanso, llegaba acá, me bañaba, comía y me volvía al trabajo... **Aude:** ¿A pie? **Jésica C.:** En ómnibus... porque si no, no llegaba. Y mi horario de trabajo era hasta las 9 de la noche pero nosotros salíamos 23.30, 24 horas a veces... y esas horas extras no se te pagan... es un trabajo que a mí no me sirve... porque si vos trabajas lo menos que pueden hacer es pagarte bien, pero esos trabajos así no te pagan. Lo mismo para vendedoras en la tiendas de la calle Uruguay, en pleno centro, no te pagan bien. »

^{ix} Citation originale : « **Ana D.:** Acá, donde estoy, no es bien ciudad, es más... o sea... es mitad y mitad... no estás ni en la ciudad, ni en la campaña. »

^x Citation originale : « **Ana D.:** Este año fue fabuloso... fa-bu-lo-so!! Yo gané 9 000 pesos de liquidación porque yo me perdí los domingos... pero si yo hubiese trabajado, capaz, los domingos tenía 10 000 pesos y algo... pero no me quejo, ¿sabes por qué no me quejo?, mirá lo que hice : toda la plata la invertí en una moto... **Aude:** ¿Por qué invertiste en una moto? **Ana D.:** Porque yo quería una moto. **Aude:** ¿Y por qué querías una moto? **Ana D.:** claro, te explico. Yo me transportaba en bicicleta para todos lados. **Aude:** ¿Para todos lados...? **Ana D.:** Bueno... con la bicicleta... aparte de que podía ir a pasear a la casa de una compañera o... me servía para los mandados, para ir al centro... la bicicleta muchas veces te ahorra dinero... **Aude:** ¿Ahorrar dinero? **Ana D.:** sí, tratar de no gastar tanto, no tenés que pagar ómnibus. Suponete vos... suponete que yo tenga que ir a la intendencia, que tenga que ir a la UTE, que tenga que ir a la OSE, tenga que ir al hospital, tenga que ir a una tienda, al shopping, o tenga que ir a cobrar el seguro de paro... yo en lugar de pagar un ómnibus, me voy en una bicicleta, la bicicleta como no lleva nafta... tenés la ventaja de que vos no pagas... nosotros pagamos acá 12 pesos el ómnibus... serían 25 pesos... **Aude:** sí, ida y vuelta. **Ana D.:** ida y vuelta, esos 25 pesos si vos quieres comprar un paquete de galletas y las dejas para tus hijos, porque todo es una cadena ¿no es cierto?, o de repente no comprar las galletas para tus hijos... compras cualquier otra cosa que haga falta... y 25 pesos hoy, 25 pesos mañana... porque vos mandados tenes que hacer siempre... y aunque no vayas en ómnibus a ningún lado, a pie, ¿cuánto te ahorra también en minutos u horas te ahorra una bicicleta? Si yo tengo que ir por ejemplo a cargar la garrafa que me queda como a 6 o 7 cuadras... si yo voy a pie... tal vez me cansaré menos pero demoro mucho más... **Ana D.:** un viajecito... una salida que me demore media hora... la tengo que hacer en una y media de a pie. Entonces por todo eso la bicicleta... yo salgo de acá a trabajar a las 10... a pie, tengo que salir a las 10 para llegar a tiempo para esperar el ómnibus porque llego 15 minutos caminando. En una bicicleta yo llego en 5 minutos... yo llego cansada de las chacras y ahí donde dejo la bicicleta... yo me bajo... la levanto y en 5 minutos estoy acá, sino vengo cansada caminando... si vengo muy cansada vengo despacio... llego mal... vos cuando venís del trabajo querés llegar... querés bañarte, querés tomar mate, querés sentarte... no sé... un montón de cosas. »

^{xi} Citation originale : « **Daniela E.:** Mira... yo soy del barrio Burton, me crié allá, después cuando... hace 14 años que nos vinimos para el Caballero para las viviendas, o sea, allá en la casa de barrio Burton quedaron mis hermanas, Andrea y yo tengo otra hermana que se llama Ana, entonces ellos quedaron en aquella casa, allá, nosotros nos vinimos para las viviendas y bueno... yo conocí a mi esposo, me casé y como que él hizo esta casa, acá, en el fondo de la casa de los padres, porque para le frente está mi suegra... que viven allí, en el frente e hicimos esto acá... Nosotros solicitamos terreno para nosotros porque viste que con el sueldo de nosotros, hoy en día, no te da para comprarte un terreno entonces solicitamos a la Intendencia pero a veces tenes suerte y a veces no. Entonces

empezamos... ponle que el año pasado recién... y terminamos este año este dormitorio para los nenes porque mi casa era esto acá... nomás... solo eso... una pieza sola... [...] **Aude:** ¿Y no te molestó cambiar de barrio, de venir de allá, del Burton? **Daniela E.:** Sí, me costó porque nosotros estábamos acostumbrados... nosotros nos criamos allá, en barrio Burton... pero tenía que venirme porque allá quedaron mis hermanos que estaban casados... y yo que estaba soltera, me tuve que venir para acá. Pero asimismo... mamá sigue viviendo ahí en las viviendas... pero estamos medio cerca porque mi mamá vive en El Caballero... en frente es el Villa Sara que es donde vive mi hermano, Omar, al lado vive mi otra hermana... estamos todos medio cerca... los que están más lejos están... Andrea que está allá en el Burton... y mi otra hermana... »

^{xii} Citation originale : « **Gonzalo A.:** Le han ofrecido a mi madre... mis tías y eso... venirse para el centro porque le quedaría más cerca del trabajo también, y ella me ha dicho a mi pero, yo, no... o sea... le he dicho que si ella se quiere venir que se venga porque en sí vamos a estar en contacto igual, pero yo no quiero irme de mi barrio porque conozco a todas las personas con las que me he criado y para... conseguir amigos a esta edad o relacionarse en un barrio ya es distinto que llegar de niño, por eso es como que me tira el barrio... me tira el barrio y me tira Salto por eso es que también no me fui de Salto. Por eso también, o sea, cuando no tenía la moto estaba alejado de todo... porque... ¿vos me dijiste que conocías por allá? **Aude:** Sí, sí, conozco el barrio. **Gonzalo A.:** Y... viste que es alejado de todo, y tenía que andar en ómnibus... pero igual no me... en ese tiempo tenía para venirme y no me quise venir, no porque me tira mucho el barrio, mis amigos... que acá... si me viniera para el centro... pasaría encerrado en mi casa, porque soy muy amigüero y no tendría... aunque, por ejemplo, con mis amigos de Maldonado, estamos... todos los días nos llamamos o nos mandamos SMS... »

^{xiii} Citation originale : « Todo me conocen acá. »

^{xiv} Citation originale : « Nos saludamos cuando nos encontramos ahí, en la calle. »

^{xv} Citation originale : « **Jésica C.:** El plan nuestro de vida... sinceramente... es la casa... nosotros queremos terminar la casa y trabajamos los dos y todos los planes que hacemos en base a la casa... [...] al casamos, alquilamos una casa que estaba en el medio de las dos... a una cuadra de la casa de él y a una cuadra de la casa de mi madre... a una cuadra y media. Después mi madre se mudó... y bueno... después anduvimos alquilando... un amigo nos consiguió una casa mejor, más grande y todo... nos fuimos a Salto Nuevo... bueno... ahí... estuvimos, creo que... no... después nos fuimos a Ceibal primero... de ahí a Ceibal... estuvimos un tiempo... y después a Salto Nuevo que es donde estuvimos más tiempo, y de Salto Nuevo conseguimos este terreno... que son municipales ¿viste?... entonces los... los precios por mes son muy bajos, lo que te cobra la intendencia... **Aude:** ¿Pero este terreno es tuyo ahora? **Jésica C.:** Sí... sí... hay que pagárselo a la intendencia... **Aude:** Sí... hay que terminar de pagarlo a la Intendencia... **Jésica C.:** Claro, pero al lado de lo que sale un terreno... por ejemplo... en un barrio mejor... son carísimos, éstos son muy baratos y si te atrasas igual lo podes seguir pagando... con el sueldo de nosotros... igual trabajando los dos porque... en otro barrio no nos alcanza... y bueno... como mi esposo trabajó en la construcción... trabajó bien... daba para pagar un alquiler... pero cuando entró a la naranja, no... y bueno... empezamos acá... empezamos en un galponcito que hay ahí atrás y... un ranchito de cartón era... y bueno... trabajando... **Aude:** De a poco se... construyó acá... **Jésica C.:** ... Se está construyendo... **Aude:** Y dijiste... “un barrio mejor”... **Jésica C.:** Es que este barrio... acá... en mi zona... no tengo problema... porque es toda gente trabajadora. [...] Pero hay partes de este barrio que son muy feas... Hay niños menores que salen a robar, salen a pedir... andan... ya con 12 años, en la droga... ¿viste? Entonces, vos los ves en plena tarde juntados en las esquinas... con porro... hay partes feas del barrio, por eso te digo... mi parte, acá, no tengo problema... o... viste que los vecinos saben que uno no está en todo el día... te cuidan la casa o viene gente o anda alguien en el fondo... [...] **Aude:** ¿Y le gusta entonces vivir acá? **Jésica C.:** Y uno se acostumbra... pero vos a veces vas y -“¿en qué barrio estás viviendo?”; -“en el Quiroga”; -“ay... ¿cómo podes vivir ahí?”; y tenés que empezar a explicar: -“no... mi zona es toda de gente trabajadora...”; - “sí... pero yo escuché que hubo líos y...”; -“sí, pero es más abajo o está lejos de mi casa”; viste... porque, acá, hay zonas feísimas... el ómnibus dejó de pasar... »

^{xvi} Citation originale : « **Aude:** ¿Puedes hablarme de los compañeros del trabajo? **Mauro F.:** Como compañeros, en todos los lados que yo ando tengo compañeros... a veces voy a un lado o voy a otro a trabajar y siempre... uno u otro siempre... así... nos encontramos, porque a veces uno mismo, viste que... uno mismo que uno precisa el trabajo... así... y a veces uno mismo que sabe que precisan otros vos le avisas, si está desocupado o no tiene changas, vos le avisa y...: “mira, fulano que precisa uno, si querés te consigo”. Casi siempre nos estamos viendo o somos del mismo

barrio... medio cercano... de acá, en la vuelta, porque, acá, en el barrio nomás, ahora hay trabajando cuatro, allá, en lo de Sergio, y son personas que trabajaron conmigo en la cebolla, en la naranja, son personas que siempre nos estamos encontrando en los trabajos. A veces uno mismo nomás... consigue una changa, un trabajo y... gana bien y ese mismo te dice: "ah... allá donde estoy yo estoy ganando bien y mira que está precisando el hombre uno" y así... nos vamos haciendo compañeros y siempre nos llevamos bien, nunca tuvimos drama de trabajo. [...] Son conocidos de trabajo, yo los conozco en el trabajo y bueno... compañerismo de trabajo, no somos amigos como... de así... de reunirnos o de conversar o así... somos conocidos, viste... lo que quiere decir conocidos... los conocí así en ese lugar y bueno... ta... yo me fui de ahí... de ese lugar y bueno... ta... yo me fui de ahí a otro lugar y bueno... si te veo... ta... me acuerdo, pero si no te veo... no volvemos a encontrarnos así... viste... en la casa o algo así, no tenemos... digo... yo no tengo esa costumbre... digo... de... que conozco a una persona trabajando y de ir a la casa de él o si él deja de trabajar y yo ir a ver a cómo está o... no soy de esa costumbre. »

Chapitre 7 - Stabilité ou hypermobilité : des pratiques différenciées pour faire face à la précarité

Introduction du chapitre

Dans le chapitre précédent, nous nous sommes intéressés aux possibilités et aux contraintes des journaliers dans le choix, d'une part, de l'emploi et, d'autre part, d'une mobilité dans les espaces situés en périphérie de la ville. Pour compléter et finaliser l'analyse des mobilités professionnelles, il importe à présent d'aborder leur diversité et de comprendre ce qui différencie les journaliers les uns des autres. Ce dernier chapitre traite donc plus en profondeur les logiques qui guident ces mobilités. Les discours sur l'histoire professionnelle et sur les activités quotidiennes, aussi diversifiés soient-ils, ont tous en commun de relier les pratiques professionnelles et quotidiennes des individus à un ensemble de décisions prises non seulement par l'individu mais également par la famille. Par conséquent, tous les éléments relatifs aux individus ainsi qu'à leur famille sont dégagés afin de comprendre les logiques de mobilités professionnelles.

Dans un premier temps, nous montrons comment l'étude du projet de vie, élaboré par le journalier et sa famille, influençant les parcours professionnels et les mobilités, a permis de construire la typologie. Cette dernière est exposée en deuxième et troisième temps. Le premier ensemble se compose d'individus dont les projets de vie s'articulent autour du faire avec la précarité, tout en mettant en évidence que les parcours très différenciés sont le fruit d'une pluralité de logiques et de situations. L'ensemble suivant regroupe des individus faisant preuve d'une certaine résistance face aux emplois qu'ils occupent et à la précarité. Les divers modes de résistance sont donc évoqués.

1. Parcours professionnels et mobilités : des constructions individuelles et familiales

Il s'agit là d'exposer que le projet de vie, d'abord individuel, puis familial, interagit avec les mobilités professionnelles. Pour cela, le premier point définit la notion de projet de vie et l'implication de son analyse lorsque la population d'étude est précaire. Le deuxième point montre que ce projet se transforme au cours de la vie des individus, notamment après la formation de la famille. Enfin, le dernier point explique comment, à partir de la mise à jour des projets de vie individuels et familiaux et de leurs implications professionnelles, la typologie a été construite.

1.1. Étudier le projet de vie pour comprendre les parcours professionnels et les mobilités

Comme le fait remarquer Jean-François Guillaume (2009), la notion de projet de vie est devenue très prégnante dans les discours politiques et dans les actions sociales menées dans les sociétés qu'il nomme « postmodernes ». Elle impose à l'individu en général, et plus encore au jeune, – qui est considéré comme autonome, « libre de ses choix » et « responsable de ses actes » (Guillaume J.-F., 2009) – d'élaborer ce projet. La médiatisation de cette notion valorise la capacité de planification et de projection et, à l'opposé, dénonce les individus qui n'y parviennent pas, ce que Jean-François Guillaume envisage comme un effet pervers de la liberté dont jouit, de nos jours, l'individu (Guillaume J.-F., 2009). Notons que ce processus d'individualisation et de responsabilisation dans la construction de l'avenir est au cœur des programmes de développement social uruguayen qui ont été abordés dans le chapitre 5. En effet, toutes les réunions visant à faire connaître aux travailleurs et aux femmes leurs droits ainsi que l'aide à l'élaboration d'un projet professionnel d'auto-entreprise participent de cette idéologie. Bien que consciente des enjeux actuels autour de la notion de projet de vie, la mobilisation qui en est faite dans cette thèse se veut moins politique, plus neutre.

Dans son *Anthropologie du projet*, Jean-Pierre Boutinet définit le projet comme un guide qui possède à la fois une valeur anticipatrice et régulatrice de l'action :

« Apte à désigner les nombreuses situations d'anticipation que suscite notre modernité, le projet n'en reste pas moins cette figure aux caractères flous exprimant à travers le non-encore-être [...] ce que les individus recherchent confusément, ce à quoi ils aspirent, le sens qu'ils veulent donner à leur insertion momentanée, aux entreprises qu'ils mènent. » (Boutinet J.-P., 1992 : 16).

Parmi tous les modes d'anticipation spécifiés par Jean-Pierre Boutinet⁷⁰, le projet appartient au mode « opératoire » de type flou ou partiellement déterminé. Contrairement à d'autres formes d'anticipation qui relèvent davantage de l'ordre de « l'imaginaire », le projet s'inscrit dans l'ordre du concret et « l'auteur de l'anticipation va chercher à [le] faire advenir » (Boutinet J.-P., 1992 : 76) :

« À travers le projet, il s'agit de faire advenir pour soi un futur désiré, souhaité ; dans sa perspective opératoire, le projet ne peut porter sur le long terme trop conjectural, il ne peut se limiter au court terme trop immédiat. Son caractère partiellement déterminé fait qu'il n'est jamais totalement réalisé, toujours à reprendre, cherchant indéfiniment à polariser l'action vers ce qu'elle n'est pas. Plus que le plan, l'objectif ou le but, le projet avec sa connotation de globalité est destiné à être intégré dans une histoire, contribuant autant à modéliser le passé qui est présent en lui qu'à esquisser l'avenir.

C'est dire que tout projet à travers l'identification d'un futur souhaité et des moyens propres à le faire advenir se donne un certain horizon temporel à l'intérieur duquel il évolue. Mais ce projet ne s'arrête pas à l'environnement dans son évolution prévisible. Il concerne d'abord l'acteur qui se donne lui-même une perspective pour le futur qu'il souhaite. Nous le définirons donc comme une anticipation opératoire, individuelle ou collective d'un futur désiré. » (Boutinet J.-P., 1992 : 77).

Ainsi, pour l'auteur, le projet de vie correspond à un style de vie à adopter – par exemple, pour le jeune, il peut se traduire par le choix du célibat, de la vie conjugale, du mariage ou de l'union libre, de la militisme, etc. Il sépare le projet de vie du projet professionnel, les considérant comme deux entités distinctes, or, comme en témoigne les entretiens, mais aussi les travaux exposés ultérieurement à propos de l'ajustement du projet au cours la vie, l'univers professionnel est en constante interaction avec la vie de l'individu et de sa famille, ils évoluent donc en parallèle. Jean-Pierre Boutinet note par ailleurs que le problème de la notion de projet est qu'elle cesse d'être valide dès lors qu'il est réalisé.

La notion de projet de vie est ici comprise comme un idéal à atteindre qui aide l'individu à baliser la conduite de sa vie au quotidien. L'intérêt de son étude est de percer à jour les modalités de sa construction dans des perspectives à court, moyen ou long terme et de révéler les acteurs qu'il met en jeu : l'individu, son entourage, la collectivité, etc. Ainsi, à l'image de l'utilisation qu'en font Geneviève Cortès (1998) et Laurent Faret (2003) dans leurs études des circulations, il s'agit dans l'étude des projets de vie de repérer les objectifs de l'individu ainsi que les stratégies qu'ils impliquent dans la manière de mener sa vie, outil indispensable pour comprendre ses actions. Par exemple, Geneviève Cortès, dans son étude des migrations boliviennes, distingue deux objectifs. Une partie des migrants cherchent, par la mobilité, à assurer la « simple » subsistance familiale alors que l'autre a pour objectif d'améliorer les conditions de vie. Les itinéraires migratoires observés par le chercheur sont alors très différents.

⁷⁰ Il définit quatre modes d'anticipation : le mode adaptatif qui correspond à la prévoyance, la prévention et la prévision ; le mode cognitif qui renvoie à la divination, la prophétie, la prospective, la futurologie ; le mode imaginaire qui regroupe l'utopie et la science-fiction et enfin le mode opératoire auquel appartiennent le but, l'objectif, le plan, le projet (Boutinet J.-P., 1992).

Par ailleurs, Sylvie Engrand et Michèle Leclerc-Olive (2000) insistent sur l'importance de différencier dans les discours deux types de projets : les projets « en l'air » et les projets « ancrés ». Selon elles, les premiers peuvent ne jamais être réalisés, ce qui n'empêche pas les individus de les formuler. Ce type de projet renvoie davantage au mode d'anticipation imaginaire telle que l'utopie, proposé par Jean-Pierre Boutinet (1992). Toutes les conditions du réel actuel ne permettent pas de voir le projet se réaliser. En effet, nécessitant parfois des transformations trop radicales du présent, il est probable que les conditions ne soient jamais réunies et que le projet ne puisse jamais être mené à son terme. En revanche, le second peut avoir déjà fait l'objet d'actions concrètes et se met alors en forme même si sa réalisation – qui peut nécessiter un temps très long – n'est encore que partielle, ou bien il est tenu à une programmation créant des étapes intermédiaires, que Sylvie Engrand et Michèle Leclerc-Olive nomment des temps « discrets », « où il est le produit d'un arrachement à la situation présente et d'une subordination du temps présent continué à ce « rendez-vous » dans le futur » (Engrand S. et Leclerc-Olive M., 2000 : 51).

Lorsque le repérage de ces projets porte sur les discours de population en situation de précarité, la tâche peut se révéler plus ardue. Les difficultés au quotidien : la faiblesse et l'instabilité de la rémunération, évoquées dans le chapitre 5, peuvent être appréhendées comme des facteurs qui ancrent trop le salarié dans le quotidien, l'empêchant de se projeter. Dans leur article, Isabelle Billiard, Danièle Debordeaux et Martine Lurol (2000) associent d'ailleurs la précarité et l'incertitude dont elle est porteuse à l'impossible anticipation. D'autres, comme Sylvie Engrand et Michèle Leclerc-Olive (2000), ont cherché à voir, à travers l'étude des courants théoriques qui ont abordé la notion de routine, si le passage d'une incertitude généralisée à une routinisation, même partielle, du quotidien rendait possible la projection ou au contraire maintenait les individus en l'état. Elles évoquent d'abord, en reprenant les théories de l'habitude de Peter Berger et Thomas Luckmann⁷¹, le problème de l'incertitude et de l'absence de routine comme un facteur nuisible à la stabilisation de l'individu, apparemment nécessaire à l'élaboration d'un projet. Sylvie Engrand et Michèle Leclerc-Olive expliquent que construire un projet de vie peut, dans le contexte de précarité dans lequel l'ensemble des activités de la vie quotidienne sont soumises à évaluation et décision, se révéler impossible. À l'inverse, en se référant à Pierre Bourdieu, les auteurs montrent également que dans un contexte routinier, l'individu se satisfait de la situation dans laquelle il se trouve et ne tente pas de se projeter. Il ressort finalement qu'aucune des approches qu'elles mobilisent n'est pleinement satisfaisante pour comprendre la dynamique de construction de projet chez les populations précaires. Néanmoins, elles en viennent à expliquer que le projet et la routine fonctionnent en interaction : le projet peut naître dans un contexte d'absence de routine et

⁷¹ Pour Jean-Claude Kaufmann, dans la théorie développée par Peter Berger et Thomas Luckmann, l'habitude libère l'individu de l'« infinité des micro-décisions qui lui rendraient la vie impossible » (Kaufmann V., 2001 : 123).

contribuer à en créer une et, au contraire, la routine peut également générer des projets. Ainsi, aussi englués dans la routine que puissent paraître certains individus ou, à l'inverse, aussi instables que puissent paraître d'autres, tout individu est porteur d'un projet de vie, même si celui-ci semble ténu dans son discours, voire de faible envergure ou encore envisageant un avenir très proche.

Le travail d'analyse des entretiens avec les salariés uruguayens s'est donc attaché à comprendre, d'une part, la place de l'emploi dans les objectifs que l'individu se fixe et, d'autre part, comment les exigences de vie qu'il s'impose et qui sont fortement imprégnées de sa situation précaire concourent aux mobilités observées. Ainsi, les ajustements du parcours professionnel ont été continuellement reliés aux projets de vie très diversifiés des salariés, projet dont les variations tout au long de la vie ont été mises à jour.

1.2. Les ajustements du projet au cours de la vie

Pour les individus, le projet sert « à définir les conditions de choix et d'orientation qui se posent aux étapes clés de l'existence » (Boutinet J.-P., 1992 : 88). Le projet suit les âges de la vie. Il a donc semblé important de consacrer ce second point aux événements qui, au cours de la vie, conduisent l'individu à adapter son projet, voire à le refonder.

Dans son apport méthodologique à l'analyse des parcours de vie dans les sociétés postmodernes, Jean-François Guillaume met en garde sur le problème de la normalisation des parcours dont les ruptures et les continuités sont complètement imprégnées des contextes spatio-temporels propres à une société et à une structure sociale (Guillaume J.-F., 2009). Les moments qui marquent le passage d'une étape à l'autre du parcours de vie peuvent se révéler forts différents d'une génération à l'autre et d'une région à l'autre du monde :

« selon l'état du contexte socio-économique ou institutionnel dans lequel ils ont été socialisés et ont fait leurs premiers pas sur la scène sociale, les acteurs sociaux ne partagent pas les mêmes systèmes de représentation, les mêmes idéologies, les mêmes préoccupations politiques. » (Guillaume J.-F., 2009 : 25).

Il convient alors de préciser ces environnements socio-spatiaux afin d'identifier les positions au cours de la vie et les moments de passage entre elles propres aux populations d'étude. Les démographes font mention de la notion de cycle de vie pour faire référence à toutes les étapes de la vie par lesquelles une majorité d'individus passe et qui varient selon les sociétés. Selon les démographes, il est beaucoup plus pertinent de prendre en compte la position dans le cycle de vie plutôt que l'âge dans l'analyse des parcours des individus – bien que ce ne soit pas toujours possible à travers les données des recensements et qu'il faille souvent recourir à des enquêtes partielles de population – car le passage d'une étape à l'autre s'opère à un âge différent selon les individus. Par exemple, les entretiens menés auprès des travailleurs uruguayens ont montré que les logiques d'action et les formes de mobilité des célibataires d'un certain âge (ayant dépassé la

quarantaine) avait plus à voir avec celles des jeunes qu'avec celles d'individus de la même tranche d'âge. En outre, les entretiens ont également montré que, plus encore que le cycle de vie, la position de l'individu dans le cycle de vie familial, dès lors que la situation conjugale s'établit, offre une meilleure compréhension des pratiques. Selon Marie-Agnès Barrère-Maurisson, le cycle de vie familial combine de multiples éléments : la durée du mariage, l'âge des époux, la composition de la famille et le rôle des individus au sein de celle-ci (Barrère-Maurisson M.-A., 1984). La formation de la famille conduit les membres du couple à passer d'un projet de vie individuel à un projet de vie familial. Cécile Vignal, qui s'intéresse aux mobilités professionnelles et résidentielles à la suite de délocalisation d'entreprises, explique combien la mobilité participe d'une logique familiale (conjugale et/ou élargie) – plus exactement une logique d'ancrage familial. La mobilité est donc loin de répondre uniquement à la nécessité économique de conserver ou de retrouver un emploi. Avant sa recherche, cela avait encore été peu exploré dans l'étude des mobilités liées à l'emploi car ces dernières ne concernent directement qu'un seul individu au sein de la famille (Vignal C., 2005). Certes l'individu ne perd pas sa liberté d'action lorsqu'il fonde une famille mais il la prend en considération dans ses décisions. Ainsi, la place que celui-ci occupe au sein de cette famille affecte ses choix et les formes de ses mobilités. D'ailleurs, comme cela est expliqué dans la suite de la partie, il n'est pas rare de rencontrer des membres d'un couple ayant des logiques d'action et des projets de vie identiques et présentant des mobilités très différentes. Elles correspondent à leur place et rôle au sein de la famille.

Les étapes, ou positions, dans le cycle de vie n'ont pas toutes la même importance selon que le chercheur s'intéresse à un domaine ou à un autre. Cependant, certaines étapes cruciales se retrouvent partout. Dans son analyse des migrations résidentielles en France dans les années 1980, Daniel Courgeau distingue l'entrée de l'individu sur le marché du travail, son mariage, les naissances successives, le départ des enfants, le veuvage ou le divorce comme des moments clés intervenant sur les migrations résidentielles (Courgeau D., 1984). Arnaud Dupray et Isabelle Recotillet, dans l'étude des mobilités professionnelles (internes et externes aux entreprises), repèrent, quant à eux, moins d'étapes importantes marquant un changement de pratiques du salarié : la première partie de la vie active, les premières années d'ancienneté dans l'entreprise, l'arrivée des enfants (Dupray A. et Recotillet I., 2009).

Dans les entretiens avec les salariés agricoles de Salto et de Las Piedras, plusieurs événements communs à la plupart semblent délimiter des sections importantes de leur cycle de vie. Ces événements impliquent de remodeler les projets de vie en ouvrant ou, au contraire, en limitant les perspectives de mobilités professionnelles. Cependant, ces différentes phases varient dans le temps d'un travailleur à l'autre et n'ont pas nécessairement été observées chez tous les travailleurs. La première phase débute avec la déscolarisation, précoce chez les journaliers (voir le point 2.2.2. du chapitre 6 et le tableau 5 de l'Annexe 6). À ce moment de la vie, l'entrée sur

le marché du travail s'opère de manière illégale. Les jeunes mineurs travaillent avec leurs parents, ils les aident aux travaux agricoles dans les exploitations consentantes ou font des petits boulots pour leurs voisins. Durant cette période, leur relation à l'emploi est très discontinue et se fait au sein des zones proches du domicile familial. La deuxième phase commence à la majorité du jeune - à 18 ans - qui a désormais la possibilité d'entrer dans le monde du travail légal. Une relation plus suivie avec l'emploi se met alors en place. Néanmoins, si le jeune n'a pas fondé de famille et réside encore au domicile parental, il n'a aucun engagement auprès d'une tierce personne et peut changer d'emploi et de lieu de travail à sa guise. La troisième phase fait suite à la formation du couple et à la naissance du premier enfant - épisodes souvent très proches dans le temps. Les responsabilités familiales apparaissent et imposent un nouveau rythme aux travailleurs. Durant cette phase, une distinction très nette entre l'homme et la femme s'opère. Dans les étapes précédentes, aucune différenciation de genre n'était significative. En effet, comme le fait remarquer Marie-Agnès Barrère-Maurisson - dont les travaux ont cherché à montrer la corrélation entre famille et travail (domestique et professionnel) - les rôles sociaux de l'homme et de la femme ne se confondent pas ce qui influe sur leurs trajectoires professionnelles respectives (Barrère-Maurisson M.-A., 1984, 1992, 2003 et 2004). L'auteur montre que même dans les milieux instruits, par exemple celui des cadres supérieurs des sociétés européennes, les inégalités hommes/femmes dans la répartition des tâches familiales (domestiques et professionnelles) demeurent criantes (Barrère-Maurisson M.-A., 2003 et 2004). Chez les journaliers uruguayens, les hommes sont affectés à la sphère professionnelle alors que le rôle des femmes est pluriel : elles s'investissent prioritairement dans la sphère domestique mais peuvent également intervenir dans la sphère professionnelle. Les hommes ont donc la possibilité de mener une carrière professionnelle continue alors que nombreuses sont les femmes qui doivent interrompre la leur. Leur parcours professionnel est dès lors plus discontinu à partir de la naissance du premier enfant. Cet événement renforce l'implication de l'homme dans la sphère professionnelle, publique, et, à l'inverse, celle de la femme dans la sphère domestique, privée. Pour la femme, cette phase peut prendre plusieurs formes différentes. Tout d'abord, elle peut marquer la fin de son implication dans la sphère professionnelle. Ensuite, elle peut être discontinue, à la naissance de chaque enfant. Durant plusieurs mois, elle se consacre uniquement à la sphère domestique - cela peut aller de quelques semaines avant la naissance jusqu'au sevrage de l'enfant, qui intervient à un âge plus ou moins avancé selon les familles. Puis, lorsqu'elle dispose d'un moyen de garde, souvent familial, elle revient à la sphère professionnelle et accomplit son double rôle. Enfin, certaines femmes interrompent totalement leur carrière professionnelle pour s'adonner exclusivement à la famille durant plusieurs années. Elles peuvent reprendre le travail après la scolarisation du dernier enfant ou à partir du moment où les enfants sont en âge de rester seuls à la maison lorsqu'ils ne sont pas à l'école ou après qu'ils aient achevé l'école primaire. La quatrième phase intervient en fin de carrière professionnelle. Les travailleurs ont alors atteint l'âge de la retraite

ou bien sont épuisés par le travail et peuvent se reposer sur d'autres membres de la famille. Leur relation à l'emploi redevient discontinue, souvent informelle et l'aire de leurs mobilités se resserre dans les espaces proches du domicile familial. Remarquons que la majorité des travailleurs rencontrés se situent dans la deuxième et la troisième phase. La première phase a néanmoins pu être reconstituée à l'aide des récits des histoires professionnelles et la dernière, qui a fait l'objet de quelques rares rencontres, a pu être complétée par les récits des autres travailleurs et de certains producteurs.

À côté des ajustements liés à la position dans le cycle de vie familial et au rôle social que l'individu tient dans la famille, des injonctions du contexte économique et social interviennent également sur le projet de vie. L'instabilité et l'incertitude liées à la situation de précarité ne permettent pas à l'individu, même s'il parvient à faire quelques économies, voire à investir dans une propriété, de faire face à l'accroissement des difficultés en cas de crise (voir le discours d'Ana D. sur l'impact de la crise sur les conditions de vie du foyer Extrait d'entretien 27). Au cours de son entretien, Oscar L. – journalier dans le secteur de l'orange qui a mis en place une gestion économe du budget familial (voir Extrait d'entretien 28) – explique que durant la crise, les dettes des traites de la maison se sont accumulées et qu'il a failli la perdre. Durant cette période, sa famille a donc dû mettre son projet de vie initial, fondé sur l'amélioration du confort quotidien et la réussite scolaire de ses enfants, entre parenthèses pour se consacrer au plus urgent, c'est-à-dire la survie du groupe familial. Aussi, la crise conduit-elle certaines familles, comme celle d'Oscar L., à la mise en attente du projet initial, d'autres à la substitution de ce projet par un projet adéquat à la nouvelle donne consécutive à la crise et d'autres encore au renoncement car elles ont totalement perdu leurs repères. Malgré ces différences, il semble que durant les périodes de crise, les difficultés soient telles que le seul avenir possible reste pour tous la survie du groupe familial.

La prise en compte du projet de vie et de ses ajustements au cours de la vie du travailleur, principalement à travers les interactions entre individu et famille, est apparue comme un moyen efficace de comprendre les choix en matière d'emploi et de mobilité.

1.3. Le projet de vie au cœur de la construction de la typologie

De nombreux éléments relatifs au projet de vie sont disséminés dans les discours, à la fois dans la partie sur les activités professionnelles et celle sur les pratiques quotidiennes. Ils ont pu être exposés explicitement puisqu'en fin d'entretien, l'avenir du travailleur faisait l'objet d'une question – « est-ce que tu peux m'expliquer comment tu envisages ton avenir ? » (voir guide d'entretien en Annexe 7). Cette question a été fondamentale pour les salariés qui abordaient peu ce thème au cours de l'entretien. Cependant, la majeure partie d'entre eux parlait du futur et expliquait leurs choix dans diverses parties de l'entretien. Certains salariés le faisaient

lorsqu'ils évoquaient la famille et y associaient des propos sur l'avenir des enfants, par exemple dans l'expression de la volonté d'agir pour que les enfants continuent ou non leurs études (voir le point 2.3. du chapitre 5 sur la diversité des pratiques parentales face à la poursuite de scolarité des enfants). D'autres émettaient des hypothèses sur leurs perspectives d'emploi et de salaire. D'autres encore, lorsqu'ils relataient leur goût pour l'emploi, se référaient également à leur avenir, dans ou hors de celui-ci, voire envisageaient les possibilités de progression. Enfin, de manière récurrente, les salariés ont opposé leurs pratiques professionnelles et leurs emplois à ceux d'autres travailleurs de la même équipe (comme le fait Oscar L., voir Extrait d'entretien 28) ou d'autres secteurs d'activité. Ils justifiaient alors leurs choix de vie en les opposant à ceux des autres. Pour les salariés qui abordaient le futur à plusieurs moments de l'entretien, la dernière question leur permettait de se centrer sur les éléments fondamentaux de leur avenir.

Deux dimensions se sont révélées importantes pour différencier les logiques typiques des projets de vie et des projets professionnels qui guident les mobilités des individus. D'une part, les acteurs sur qui l'enquête centre son discours et, d'autre part, la qualité de vie recherchée. Tout d'abord, les enquêtés fondent toujours une partie de leur discours sur eux et sur les autres, notamment la famille. Ainsi, une différence s'opère dans l'analyse des raisons des actions. Ces actions ont-elles pour but de satisfaire l'individu, la famille ou les deux ? Seuls les jeunes et les célibataires centrent la totalité de leur discours sur la satisfaction de leurs besoins personnels. L'ensemble de leurs actions est alors orienté pour atteindre cet objectif. En revanche, pour tous les autres travailleurs, la famille intervient dans les discours lorsqu'ils justifient leurs choix et leurs actions. Cependant, tous ne le font pas de la même manière. Pour certains, la famille est au cœur de toutes leurs décisions. Pour d'autres le bien-être de la famille, s'il reste important, apparaît secondaire par rapport à leurs préoccupations personnelles, momentanées ou contantes. Cela peut parfois avoir des conséquences négatives sur l'ensemble de la famille. Cela a alors permis de distinguer des individus dont le discours se centre prioritairement sur la famille et d'autres prioritairement, parfois exclusivement, sur soi. Ensuite, la seconde dimension, clé de compréhension des logiques d'action, porte sur la qualité de vie recherchée, qu'elle soit projetée ou effective. L'ensemble des salariés s'accorde sur l'idée d'essayer de vivre avec ce qu'ils ont car il n'existe aucun autre moyen de vivre mieux. Les discours insistent alors sur les revenus et leur gestion. Néanmoins, ils divergent sur les possibilités offertes par ces revenus et les choix qui sont faits en matière d'investissement. Certains ne gèrent que le quotidien, se projetant sur le court terme, rarement sur le moyen terme et jamais sur le long terme. Ils font au mieux pour satisfaire les dépenses courantes. Parmi eux, quelques-uns y parviennent et peuvent faire des extras lors d'une rentrée d'argent plus importante - par exemple, Ana D. a acheté comptant une moto grâce à la participation aux bénéfices que lui a versé l'entreprise qui l'embauche saisonnièrement - mais d'autres peuvent tout juste nourrir leur famille et éprouvent des difficultés ou sont contraints de contracter des

crédits pour toute autre dépense moins régulière comme l'achat de vêtements pour les enfants. D'autres encore gèrent leurs ressources sur le moyen et le long terme. Certes ils font des dépenses qui améliorent leurs conditions de vie matérielles mais ils investissent également pour l'avenir de leurs enfants afin que ces derniers puissent envisager une vie meilleure.

La répartition des salariés selon les logiques typiques du projet de vie est exposée dans le Tableau 16 (voir la répartition de chaque salarié selon les logiques typiques dans l'Annexe 9).

Tableau 16 - Répartition des salariés rencontrés selon les logiques typiques du projet de vie

	Type	Nombre de salariés
Faire avec la précarité	Type 1.a. : Logique de stabilité (projection ancrée)	10
	Type 1.b. : Logique de stabilité (résignation)	20
	Type 2 : Logique de survie	38
Résister à la précarité	Type 3 : Logique de transition	6
	Type 4 : Logique d'indépendance	15
	Type 5 : Logique d'insouciance	12

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

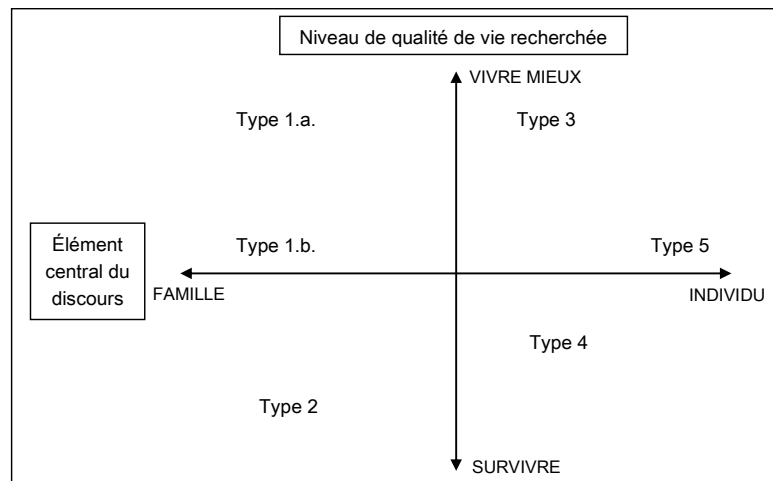
Avant d'approfondir chaque logique typique dans les points suivants, revenons sur l'articulation des deux dimensions – le centre du discours et le niveau de qualité de vie recherché – qui les fondent. Le Tableau 17 nomme les différentes logiques typiques repérées dans les discours et le Schéma 2 repère graphiquement les types.

Tableau 17 - Logiques typiques des projets de vie qui guident les parcours professionnels et les mobilités

		Au centre du discours		
		La famille	L'individu	
Niveau de qualité de vie recherchée	Vivre mieux	Logique de stabilité (Projection ancrée) Type 1.a.	Logique de transition Type 3	
	Vivre bien	Logique de stabilité (Résignation) Type 1.b.	Logique d'indépendance Type 4	Logique d'insouciance Type 5
	Survivre	Logique de survie Type 2		

Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

Schéma 2 - Logiques typiques selon l'élément central du discours et le niveau de qualité de vie recherchée



Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

Un premier ensemble d'individus cherche à faire avec la précarité. Au sein de cet ensemble les salariés appartenant aux types 1.a. et 1.b. centrent leur discours sur la famille. Ils élaborent une gestion rigoureuse et économe de l'argent afin d'assurer le bien-être quotidien de leur famille. Certains des emplois qu'ils occupent au cours de l'année sont de longue durée ce qui assure une relative stabilité. En outre, il est possible de montrer la récurrence interannuelle de leurs mobilités professionnelles. Parmi eux, les journaliers relevant du type 1.a. mettent en avant l'avenir de la famille. Ils se projettent notamment sur les possibilités de travail qu'auront leurs enfants en poursuivant leurs études et qu'ils promeuvent ou entendent promouvoir. C'est le discours sur l'avenir familial et en particulier celui des enfants qui marque la différence entre les salariés relevant de cette logique de projection ancrée et ceux dont les discours s'inscrivent dans la résignation (type 1.b.). Ces derniers, bien qu'ils expriment leur volonté de voir leurs enfants poursuivre leurs études afin qu'ils ne soient pas obligés de faire le même travail qu'eux et de vivre dans des conditions aussi délicates, sont davantage contraints par les impératifs du quotidien. Concrètement, leurs actes tendent plutôt vers la reproduction sociale. Les journaliers relevant du type 2 doivent vivre au jour le jour car leurs difficultés économiques sont très importantes du fait de la faiblesse et de l'irrégularité des revenus. Cela leur rend quasiment impossible la perspective d'un autre avenir tant nourrir, loger et vêtir chacun des membres de la famille demande déjà des sacrifices au quotidien.

Un second ensemble de salariés cherche, en revanche, à résister à la précarité. Parmi eux, les salariés du type 3 se distinguent de ceux des types 1 et 2 qui se satisfont de leur emploi tant qu'il permet à la famille de vivre, mieux vivre ou survivre. Comme les travailleurs relevant de la logique de projection ancrée, ces journaliers cherchent à améliorer leur situation ainsi que celle de leur famille. Cependant, ils ne considèrent cela possible que par le changement de secteur d'activité dans lequel ils sont embauchés. Ainsi, leur situation professionnelle au moment de

l'entretien est rarement stabilisée et n'est envisagée que de manière transitoire, un passage obligé avant un avenir meilleur correspondant davantage à leurs attentes. Enfin, les types 4 et 5, tout comme les précédents, sont dans une situation professionnelle peu stabilisée. Les premiers ont pour objectif de vivre bien et d'assurer la reproduction du groupe familial tout en revendiquant la recherche d'indépendance par rapport aux employeurs, ce qui se traduit par une forte mobilité en fonction du revenu et/ou un fort absentéisme pour une activité occasionnelle plus rentable. Les seconds, ayant une situation familiale qui ne leur confère aucune obligation, s'absentent régulièrement même si leur emploi est stable, ou changent fréquemment d'emploi selon les affinités qu'ils tissent avec les autres salariés et les employeurs sur le lieu de travail.

Les deux points suivants traitent des différents types en fonction des deux ensembles - « faire avec la précarité » ou « résister à la précarité » - auxquels ils appartiennent.

2. Faire avec la précarité

Le premier groupe d'individus qui se distingue tente de faire face, avec ses moyens, à la précarité et d'assurer le bien-être familial. Cependant, parmi eux, tous les journaliers n'organisent pas leurs actions en fonction des mêmes logiques. Celles-ci sont donc explicitées dans un premier temps et, pour chacune d'elles, le projet de vie qui la fonde ainsi que le parcours professionnel qui en résulte sont exposés. Dans un deuxième temps, il est question du compromis qui s'opère entre la volonté de l'individu et la nécessité familiale dans le choix des mobilités en s'attardant sur la dimension sexuée de celui-ci.

2.1. Des logiques typiques qui visent la satisfaction des besoins de la famille (types 1 et 2)

2.1.1. Logique de stabilité (type 1)

- *Logique de projection ancrée : assurer l'avenir de la génération suivante (type 1.a.)*

Dans leurs discours, les salariés qui relèvent de la logique de projection ancrée opposent la vie qu'ils mènent, faite de labeur – dans un domaine d'activité qui ne leur plaît pas toujours – et d'ascétisme au quotidien, à celle qu'ils souhaitent pour leurs enfants et pour les enfants de leur famille proche. Par conséquent, leurs pratiques ont toutes pour objectif d'améliorer les conditions de vie familiale et de faire progresser les enfants. Cela implique, tout d'abord, d'habiter une maison pour que les enfants vivent dans des conditions décentes, même si le quartier de résidence n'est pas le quartier dans lequel le couple aurait désiré vivre (le discours de Jéssica C. à propos de l'achat du terrain s'inscrit dans cette logique, voir Extrait d'entretien 38). Les couples recherchent avant tout à accéder à la propriété en achetant un terrain puis en construisant leur habitation. Plusieurs stades d'accomplissement du projet ont néanmoins été repérés. Certains ont admis qu'il leur serait difficile d'accéder à la propriété et ont préféré construire une *pieza* sur le terrain d'un membre des parents. Ils l'améliorent continuellement pour qu'elle devienne aussi confortable qu'une maison. C'est le cas, par exemple, de Daniela E. et Manuel E. (voir discours de Daniela E. à propos de l'installation dans son quartier de résidence actuel, Extrait d'entretien 36). D'autres louent un logement en espérant trouver un terrain qui leur permettra d'installer leur famille. D'autres encore remboursent les traites de leur maison. Les derniers ont remboursé toutes les traites, leur maison leur appartient et l'argent qu'ils versaient pour le paiement de l'emprunt est à présent utilisé pour améliorer l'habitat. L'avenir des enfants impose un contrôle strict des naissances. Parmi les travailleurs de ce groupe, aucun n'a plus de trois enfants. Ils justifient cela par le peu de temps qu'ils peuvent accorder aux enfants, principalement quand les deux époux travaillent, comme le raconte Jéssica

C.. Dans son discours, elle oppose temps disponible et temps nécessaire au bien-être de l'enfant (voir Extrait d'entretien 40).

Extrait d'entretien 40 - Justification du contrôle des naissances dans le discours de Jéssica C.

« **Jéssica C.** : Et bon là, le soir... on revient direct à faire les commissions... à cuisiner... et voilà... et j'ai peu de temps pour être avec ma famille... pour cela, j'ai cette mentalité de travailler... moi, **je n'ai pas voulu avoir plus d'enfants** pour cela... avec elle... maintenant qu'elle, elle rentre seule mais avant... nous arrivions du travail et nous devions aller à... à la maison de la grand-mère qui est à 15 pâtés de maisons... pour aller la chercher... ou tu trouvais une bicyclette, ou tu y allais à pied... quand tu arrivais ici, il était très tard et tu n'as pas de temps, tu travailles seulement, rien de plus... et bon... et voilà... je vais cuisiner, je vais... tu vois quand tu arrives, avec la tête pleine comme ça... parfois, elle, elle vient et elle dit : « maman... tu ne sais pas... que à l'école il s'est passé telle chose ».

Noelia (la fille) : Et elle ne fait même pas attention à moi...

Jéssica C. : Et elle, parfois, elle se met en colère parce que, moi, je ne lui donne pas beaucoup d'attention... parce que, parfois, tu rentres avec la tête... Et, elle, elle se met en colère parce que, parfois, on ne lui donne pas beaucoup d'attention... et c'est comme ça... mais tu rentres fatiguée... avec un masse de choses à faire et... et bon... et nous, pas plus... le soir... voilà... nous dînons... mais, moi, je dois préparer trois repas pour le jour suivant... parce que la grand-mère ne lui fait pas à manger, à elle... elle, elle emmène son repas, moi, j'emmène mon repas et mon époux aussi... donc la cuisine c'est une folie... tu vois... cuisiner le soir, nous préparons le repas... il manque toujours quelque chose pour l'école, il manque toujours quelque chose pour la maison... donc... tu as la tête... Elle se met en colère parfois... parce qu'elle parle et on ne fait pas un petit peu attention... ou on arrive et : « va dans ta chambre, va... ne me dérange pas... va dans ta chambre... fais tes devoirs !! », c'est la première chose que... voilà... Donc les fins de semaine, nous la récompensons un petit peu... tu lui achètes un petit truc, tu l'emmenes chez la grand-mère... parce que nous sommes cinq frères et sœurs qui sommes dispersés donc, les fins de semaine, nous sommes toujours quelques-uns à nous réunir dans la maison de ma mère... et bon... et comme ça nous l'emmenons... »ⁱ (Entretien avec Jéssica C., Salto, 2007).

En outre, les salariés appartenant à ce type insistent sur les conséquences de la taille de la famille – du nombre d'enfants – dans la planification de leur avenir. Selon eux, plus le nombre d'enfants est élevé, plus il est difficile de leur offrir un avenir convenable. Cela compromet notamment leur possibilité de suivre une scolarité primaire et secondaire complète, voire de faire des études supérieures. Enfin, l'avenir des enfants exige la promotion de la scolarisation. Celle-ci est envisagée comme le moyen du progrès social puisqu'elle accroît les possibilités professionnelles des enfants. Au cours de leur entretien, Nadia S. et Lorena S., deux sœurs employées comme saisonnières dans l'entretien sanitaire des arbres, dont le projet est explicité ultérieurement, distinguent leurs possibilités de carrière de celles qu'elles entendent offrir aux jeunes de la famille (voir Extrait d'entretien 41).

Extrait d'entretien 41 - Scolarisation et ouverture potentielle de la carrière dans les discours de Nadia S. et Lorena S.

« **Lorena S.** : Tout ce que parfois, toi, tu veux. Nous travaillons pour...

Nadia S. : Nous, ce que nous essayons de faire c'est de leur faciliter la possibilité d'étudier, à eux, pour que demain, eux, ils n'aillent pas faire ce que nous, nous avons fait, c'est-à-dire nous avons dû arrêter les études pour travailler, tu vois ? Et souvent, tu dois supporter le froid, la

chaleur, c'est-à-dire les températures que tu supportes toi, donc tu essayes de faire ton possible pour que, eux, ils puissent étudier et qu'ils aient, demain, une bonne profession et dire : « bon avec ça, je vais bien vivre ». Même si ici en Uruguay, je crois que les professions qui sont utiles sont peu nombreuses, tu vois ? Toi, tu vois des avocats qui travaillent dans l'orange ou... il y a des gens qui vont jusqu'à faire des tontes de pelouses, tu leur demandes et s'ils ne sont pas professeurs, c'est quelque chose comme ça.

Lorena S. : C'est difficile, le travail, ici, est difficile, et encore plus difficile quand tu n'as fait d'études, comme nous. Si tu n'as pas fait d'études, tu n'as pas d'autre travail que dans une exploitation hortifruticole.

Nadia S. : Tu te rends compte que si un professeur, une institutrice, disons un professeur, fait des tontes de pelouse, alors nous, qui n'avons pas fait d'étude...

Lorena S. : Plus difficile encore, donc nous essayons que mon frère et son fils [de Nadia] puissent étudier, qu'ils étudient pour que demain, il ne se passe pas la même chose que pour nous. »ⁱⁱ (Entretien avec Nadia S. et Lorena S., Salto, 2007).

Si quelques salariés du type 1.b. tiennent des discours proches, les actions menées pour imposer les études aux adolescents qui ne souhaitent pas les poursuivre distinguent clairement le type 1.b. du type 1.a. Les premiers suivent les désirs des enfants alors que les seconds les contraignent à continuer leurs études, comme le fait Oscar L., travailleur dont le propos a déjà été évoqué dans le chapitre 5 et dont l'entretien est considéré comme l'entretien noyau du type 1.a., c'est-à-dire à partir duquel tous les autres se sont agrégés (voir Extrait d'entretien 42).

Extrait d'entretien 42 - Désir des enfants et poursuite de la scolarité dans le discours d'Oscar L.

« **Aude :** Et pour ton avenir, qu'est-ce que tu penses ?

Oscar L. : **Continuer** à travailler, si je ne tombe pas malade, continuer à travailler, essayer d'améliorer la maison, faire une chambre pour chacun d'eux... comme il y a de l'espace et essayer de pouvoir accumuler quelques pesos pour ne... pour ne... pas vivre mal... on peut accumuler, en administrant bien la maison, on peut accumuler, et aucun de nous deux, nous ne gaspillons, et le principal c'est qu'eux, ils étudient.

Aude : Et ils veulent continuer ?

Oscar L. : Il faut voir s'ils continuent, du moins, moi, je vais les obliger... eux ils disent que non... le garçon principalement... c'est le plus rebelle...

María (l'épouse) : Il est à l'âge de...

Aude : Oui, à l'âge où il veut partir...

María : Et où il ne veut pas continuer à étudier et ceci et cela... pour le moment il continue. Et tout ce qui se présente, un petit cours, comme ça... comme si c'était... là, dans la salle où parfois ils font des ateliers de quelque chose... lui, il s'y met aussi, en ce moment ils font un atelier de *murga*^{*}, là, dans la salle et, eux, ils y vont tous les deux, et, lui, il est dans le journal du lycée... lui, c'est l'un des représentants du journal dans le lycée, et dans le centre, il étudie le portugais. »ⁱⁱⁱ (Entretien avec Oscar L., Salto, 2007).

^{*}Genre musical traditionnel du Río de la Plata qui allie chant, théâtre et danse dont les textes sont une critique de la société. La *murga* est une composante majeure du carnaval en Uruguay.

Cet avenir se construit au quotidien. Le projet familial guide toutes les pratiques. Il est ancré. Dans les deux extraits de son discours (voir Extrait d'entretien 28 et Extrait d'entretien 42), Oscar L. utilise les verbes « continuer », « terminer » et « achever » qu'il oppose aux actions impulsives sortant du cadre de ce projet, quitter l'école, dépenser de l'argent pour des objets

d'apparat, pour matérialiser que le projet de sa famille fonctionne et s'appuie sur des bases solides. D'ailleurs, il ne laissera pas son fils sortir de ce projet sans s'y opposer. Cette démarche s'inscrit dans le « présent continué » défini par Sylvie Engrand et Michèle Leclerc-Olive (2000). Néanmoins, comme tous les autres salariés en situation de précarité, les contingences de la situation peuvent compliquer le projet. Contrairement à d'autres travailleurs, la crise de 2002 n'a pas annulé le projet. Une partie de celui-ci est malgré tout ajournée car il ne peut être poursuivi immédiatement. Par exemple, dans le discours de Nadia S. et Lorena S., bien qu'elles reconnaissent les difficultés actuelles de trouver un emploi, même pour les personnes qualifiées, elles ne remettent pas en cause leur volonté de permettre aux jeunes de la famille de poursuivre des études. En effet, même si la crise a considérablement ralenti l'activité économique et comprimé les opportunités d'emploi, la scolarisation apparaît encore comme le moyen d'envisager un avenir meilleur.

Dès lors, il ressort de tous les entretiens réalisés avec les journaliers, dont les discours relèvent de cette logique, que le projet individuel est totalement articulé, voire parfois soumis au projet familial. Chaque position individuelle est réfléchiée en interaction avec celle des autres. Différents cas de figures ont été repérés. En premier lieu, cela peut conduire à une répartition sexuée des tâches. Dans ce cas, seul l'homme travaille et son salaire fait vivre toute la famille. La femme s'occupe des tâches domestiques et parentales. Elle assure la bonne marche du foyer et a un rôle actif dans le contrôle de la scolarité des enfants. En deuxième lieu, l'homme et la femme interviennent, tous deux, dans les sphères professionnelle et domestique. Afin d'avoir une assise économique plus stable, les deux époux travaillent et se séparent les tâches domestiques. En troisième lieu, lorsque plusieurs générations résident sous le même toit, comme dans le cas de Nadia S. et Lorena S., la répartition s'opère entre tous les membres de la famille. Nadia S. et Lorena S. vivent avec leurs parents, leur jeune frère et le fils de Nadia S.. Afin que les rentrées d'argent soient suffisantes pour faire vivre l'ensemble de la famille, trois salaires sont indispensables. Jusqu'à la majorité de Lorena S., moment à partir duquel elle a pu travailler légalement, le père – employé comme livreur de fruits et de légumes dans les épiceries de la ville –, la mère – qui s'occupait de personnes âgées et faisait des ménages pour des particuliers – et Nadia S. – embauchée dans une entreprise agrumicole – travaillaient. À la majorité de Lorena S., cette dernière a pris la place de leur mère qui s'est arrêtée de travailler pour s'occuper de son fils et de son petit fils.

Pour ces familles, comme pour celles des travailleurs dont le discours s'inscrit dans la logique de résignation (type 1.b.), la stabilité des rentrées d'argent au sein du foyer ainsi qu'une gestion rigoureuse des ressources sont fondamentales. Néanmoins, les possibilités économiques des familles restent limitées. Elles doivent composer avec leur situation de précarité. Les discours témoignent alors à la fois de projets en cours de réalisation, grâce à la rigueur de la gestion, et de projets encore flous, car les ressources économiques ne sont pas suffisantes. Dans le discours

de Nadia S. et de Lorena S., l'amélioration des conditions de vie de la famille – qu'elles expriment par l'idée de « progresser » – est rendue possible grâce à l'organisation familiale. Acquérir une maison demeure cependant un idéal impossible à atteindre tant les revenus familiaux actuels sont bas et les charges quotidiennes élevées – « cela ne te permet pas » (voir Extrait d'entretien 43).

Extrait d'entretien 43 - Projets ancrés et projets flous dans le discours de Nadia S. et Lorena S.

« **Aude** : Et une dernière question, que pensez-vous pour l'avenir de chacune ?

Nadia S. : **Toujours à progresser**, non ? C'est quelque chose de bien.

Lorena S. : Chacun veut toujours progresser.

Aude : Oui, évidemment. Et progresser dans quel sens ?

Nadia S. : Progresser disons dans la partie familiale. C'est-à-dire, avoir un meilleur travail pour pouvoir donner une maison à ma famille. C'est quelque chose de très bien.

Lorena S. : C'est un rêve, le rêve d'avoir quelque chose à nous et de ne pas avoir à payer tant de loyer, travailler pour le loyer et la nourriture tous les jours.

Aude : Et ça, c'est un idéal, une utopie ou c'est ce qu'en vrai vous pouvez atteindre ?

Nadia S. : Chacun lutte pour ça, non ? Nous ne pouvons pas te dire si c'est une utopie, si c'est un rêve ou quoi. Chacun lutte pour essayer de l'atteindre, je dis, souvent il y a des obstacles, nous avons des obstacles. Toi, remarque que, en soi, le loyer est un obstacle parce qu'il t'enlève de l'argent qui est pour autre...

Aude : Le loyer de cette maison, par exemple, combien ça vous coûte par mois ?

Nadia S. : 3 100.

Aude : 3 100. Et vous gagnez 1500 par semaine ?

Nadia S. : Non par quinzaine. Nous nous débrouillons, elle, elle paye le loyer, moi, l'électricité et l'eau et une partie de la nourriture.

Lorena S. : Évidemment, il entre trois salaires, toi, parfois tu dis ce sont trois salaires, c'est beaucoup d'argent, mais avec les choses que tu dois payer à la maison, ce n'est rien. L'un se charge de la maison, aussi nous partageons tout mais, tu te mets à sortir les différents salaires, bon, l'un c'est la maison, l'autre c'est l'électricité et l'eau, tu as le gaz, la nourriture, toutes les choses personnelles et voilà. Et **cela ne te permet pas** de payer quelque chose même si c'est ton rêve, de te payer une maison pour toi. »^{iv} (Entretien avec Nadia S. et Lorena S., Salto, 2007).

Cependant, les salariés relevant de cette logique se différencient nettement de ceux des autres logiques car, bien que les revenus soient limités, ils ne considèrent pas la gestion rigoureuse comme une privation liée à leur situation économique mais comme une stratégie pour réaliser leurs projets (voir discours d'Oscar L., Extrait d'entretien 44). Les familles expriment alors davantage les réussites et les progrès qu'elles retirent de leurs actions, telles que l'amélioration ou l'agrandissement du logement, la réussite scolaire, à l'image de l'épouse d'Oscar L. à propos des activités scolaires et extrascolaires des enfants (voir Extrait d'entretien 42), plutôt que les difficultés du quotidien. Il s'agit là d'un moyen de valider et de valoriser les choix de vie qui, même s'ils apparaissent contraignants, sont le reflet d'une certaine réussite sociale.

Extrait d'entretien 44 - La gestion rigoureuse, une stratégie dans le discours d'Oscar L.

« **Oscar L.** : Et bon, il y a des gens qui ne savent pas gérer, c'est l'essentiel de tout, ils ne savent pas gérer et ils ont l'argent... s'ils peuvent tout exploser, aujourd'hui... tout dépenser aujourd'hui... ils le dépensent... ils mangent des grillades, ils boivent du vin, ils sortent faire la foire avec un ami... cela importe peu si à la maison après... non, l'important c'est de le terminer... moi, je n'ai pas de mobylette... il faut tout terminer. Moi, pas plus... les gamins n'ont pas de portables... moi, je n'en ai acheté à aucun des deux, l'un c'est mon frère qui l'a offert et l'autre une tante, une mobylette, je n'en ai pas, une bicyclette... j'en ai une qui est bien déglinguée, si, moi, je dois marcher, je marche, je n'ai pas de problème, mais il y a des gens qui gagnent un peso et déjà ils sortent et ils s'achètent une mobylette ou une bicyclette, ça, ça ne fait pas la différence, pour moi ça ne fait pas la différence, pareil, moi je dis toujours... je proteste après mon plus grand enfant... il dit : « ah oui... pourquoi, toi, tu ne m'achètes pas... », « mais toi tu as un vêtement de rechange, même s'il n'est pas neuf, il est sain et propre c'est pareil qu'un vêtement neuf et sale, c'est mieux un vêtement vieux, propre et sain qu'un vêtement neuf et sale, toi ne te compares pas à celui qui a un vêtement neuf... et que toi tu n'as pas, toi, remarque que ton vêtement est propre et sain et remarque si le vêtement de celui qui a un vêtement neuf est propre, ça c'est le plus important, toi, ne remarque pas les apparences », ça c'est ce que je lui dis toujours. Et ça, c'est ce qui se passe avec la majorité des travailleurs, ils veulent se faire remarquer pour être quelqu'un d'autre, moi, je ne suis pas comme ça, moi, je veux me faire remarquer entre nous quatre, voilà... rien de plus. L'important, c'est ça, parfois la différence des salaires c'est celle-là... la mauvaise gestion des gens. »^v (Entretien avec Oscar L., Salto, 2007).

Le discours d'Oscar L. est structuré autour de l'opposition entre la stratégie de gestion rigoureuse et les actions de ceux qui expriment la privation. L'articulation entre le discours sur la bonne administration (voir Extrait d'entretien 28) et celui sur la privation (voir Extrait d'entretien 44) révèle l'opposition entre ces deux pratiques qui sont synthétisées dans le Tableau 18.

Tableau 18 - Gestion rigoureuse et satisfaction de vie dans le discours d'Oscar L.

	Moi	Eux
Posséder des biens non indispensables	« Je n'ai pas »	« Ils achètent »
Conséquences sur le bien-être de l'individu	Cela ne lui pose pas de problème ; cela ne fait aucune différence	Ils se focalisent sur l'apparence
Mode de gestion du foyer	Je gère bien	Ils gaspillent
Satisfaction des conditions de vie	Oui	Non, « l'orange ne permet rien »

Source : Entretien avec Oscar L., Salto, 2007.

- *Logique de résignation : des projets limités par les revenus (type 1.b.)*

À la différence des salariés appartenant au type 1.a., ceux dont la logique d'action relève de la résignation expriment clairement dans leur entretien les difficultés quotidiennes et les privations pour pouvoir vivre décemment. Cela ne signifie cependant pas que les salaires, les revenus du foyer et le confort matériel soient moindres que celui des précédents mais simplement qu'ils se sentent plus contraints au quotidien ce qui limite leurs possibilités

d'action. Tous les discours reprennent l'idée de « lutte », de « se battre pour y arriver ». Le relatif confort économique dans lequel ils vivent malgré tout les différencie des journaliers qui inscrivent leur discours dans la logique de survie (type 2). En effet, les besoins primaires de la famille sont pleinement satisfaits et ces salariés vivent moins dans l'immédiateté que les autres. S'ils peuvent anticiper et penser la gestion de la famille sur le moyen terme, ils ne réalisent pas ou peu de projets sur le long terme tant la gestion du quotidien demeure prégnante. Certains d'entre eux mettent en avant l'importance de recevoir leur rémunération chaque semaine afin de ne pas laisser les dettes auprès des épiceries s'accumuler.

L'objectif du projet de vie des salariés est de faire vivre convenablement leur famille. L'idée de progrès est moins prégnante que chez les salariés du type 1.a.. Le projet se compose de trois éléments. Le premier, pierre angulaire du projet, est de pouvoir donner un toit à la famille. D'ailleurs, l'acquisition d'une maison représente souvent le seul projet sur le long terme de ces salariés. Le deuxième concerne les enfants, dont le salarié doit assurer la subsistance. Il doit leur permettre de se nourrir correctement et de se vêtir. En revanche, la scolarisation des enfants n'est pas nécessairement évoquée. Certains racontent qu'ils aimeraient ou auraient aimé que les enfants poursuivent leurs études mais, contrairement au discours des salariés du type 1.a., aucune action n'a été faite dans ce sens. Le discours d'Ana D. sur l'abandon des études de son fils en témoigne. En outre, elle associe clairement la scolarisation à son coût – ce qui n'était pas évoqué par les salariés du type précédent – donc aux dépenses qu'elle implique pour le foyer, considérées comme du gaspillage lorsque l'enfant souhaite abandonner les études (voir Extrait d'entretien 45).

Extrait d'entretien 45 - Le coût de la scolarisation dans le discours d'Ana D.

« **Ana D.** : Celui-là... ça se voit que lui... il n'a pas envie... ça ne lui a pas plu, il m'a dit clairement que, lui, il ne voulait pas étudier parce que sa tête ne lui permet pas d'étudier... et moi... bon... nous lui avons parlé, nous lui avons expliqué les choses... que c'était nécessaire qu'il étudie pour être quelqu'un dans la vie, pour progresser... mais il dit : « maman, quand tu fais une chose qui ne te plaît pas... tu n'y arrives pas... tu lis et tu oublies, bon... à moi, il m'arrive la même chose », voilà... Le père n'était pas vraiment d'accord... mais, moi... je ne vois pas seulement ce côté, le côté des études, j'essaie de raisonner de l'autre... lui, il nous explique, à nous, qu'il ne veut pas continuer à étudier, que nous ne dépensions pas ce que nous n'avons pas parce que, lui, il ne va rien faire, lui, il nous le dit, il ne nous trompe pas, lui, il pourrait bien laisser courir tout comme ça... lui, il va au lycée, il sèche, il va n'importe où, mais non... lui, il est venu nous le dire... Donc, qu'est-ce qui se passe ? À moi, ça me sert qu'il vienne et me dise : « moi, je ne veux pas étudier », d'un côté, nous ne faisons plus une dépense inutile... le temps qu'il aille au lycée et par peur qu'ils le découvrent... au lieu de sécher et de venir par ici... il ne va pas venir parce qu'ils vont le découvrir... il va ailleurs, plus loin, il peut lui arriver quelque chose, se retrouver avec des gens... mieux vaut que, moi, je sache qu'il est ici, qu'il ne va pas au lycée, qu'il est ici dans le quartier. Moi, ce que je lui demande... c'est de ne pas se battre, de ne pas embêter les voisins, qu'il ne prenne rien à autrui... toutes ces choses. À moi, ça m'est utile comme ça... qu'il ne cherche pas à nous échapper... dans ce sens. En ce sens, lui, il a été un camarade, je l'ai retiré du lycée, je l'ai retiré... ça fera un mois... il était en deuxième année. »^{vi} (Entretien avec Ana D., Salto, 2007).

Par ailleurs, les discours des salariés révèlent également une conception particulière de l'importance de la scolarisation. Si les salariés du type 1.a. valorisent les études générales et font référence à des métiers tels qu'avocat ou professeur, les salariés du type 1.b. n'évoquent pas ces carrières. Pour eux, la formation doit être utile et concrète. Ainsi, ils évoquent des métiers techniques nécessitant une scolarisation plus courte. Pour les filles, des métiers de coiffeuse ou vendeuse sont envisagés et, pour les garçons, des professions d'électricien, mécanicien, menuisier, charpentier ou maçon reviennent le plus souvent. Le troisième élément du projet de vie se rapporte au confort. Assimilés au superflu dans les discours relevant de la logique de projection ancrée, les objets de confort, tels qu'un téléviseur ou un téléphone portable, permettent de se faire quelques petits plaisirs dans un univers de privation et de se sentir plus proche du reste de la société.

La composante principale des discours est la résignation. Les salariés cherchent à faire avec ce qu'ils ont. Dès lors, tous les projets utopistes sont écartés. Le discours de Nelly Q. expose la dissociation nette entre l'amélioration de l'habitation, appartenant au domaine du réalisable et du réalisé – grâce notamment à son entrée dans la vie active et à son salaire – et la possession de sa propre maison, relevant de l'impossible. Cette impossibilité est associée à la difficulté de faire des économies : « tout part ». Elle relie ce fait à la situation économique propre à l'Uruguay (voir Extrait d'entretien 46).

Extrait d'entretien 46 - Coût de la vie et projets dans le discours de Nelly Q.

« **Aude** : Tu es propriétaire ?

Nelly Q. : Cette maison, nous avons fait un accord avec l'église de Las Piedras, eux, ils nous l'ont donnée [...] mais il n'y avait pas de lumière, il n'y avait pas l'eau, il n'y avait pas de fenêtres... Donc, nous avons fait un accord : « nous, nous vous donnons la maison, les travaux sont à votre charge » et, le jour où l'église dit : « voilà, c'est terminé », nous, nous devons partir sans protester parce que nous savions que c'était comme ça. Si seulement on pouvait acheter une maison mais **tout part** en chaussures, en nourriture, en dépenses... électricité, eau, gaz.

Aude : Vous ne pouvez pas économiser avec les revenus que vous avez...

Nelly Q. : C'est-à-dire, c'est très improbable parce que, je te dis, lui, il étudie et lui aussi. Par exemple, je prends toujours son exemple, par exemple, il chausse du 44-45, il a le pied assez grand. Les chaussures pas chères qui durent, au moins plus deux jours, tu n'en trouves pas, et pour acheter quelque chose de pas cher où à la fin de la semaine tu n'as plus rien, ça ne vaut pas la peine. Nous essayons d'acheter un peu mieux. Lui, il chausse du 40, donc... c'est la même chose. Les vêtements et les chaussures c'est le plus... et la nourriture, ils ont l'air de termites, donc ça ne permet pas beaucoup, si non, tu sais ce que je m'achèterai... ce n'est pas comme avoir quelque chose à soi. Ici, en Uruguay, toi, dans ta maison, tu es propriétaire de ce que tu veux mais le problème est économique, **tout coûte cher** »^{vii} (Entretien avec Nelly Q., Las Piedras, 2007).

La résignation se traduit par une gestion rigoureuse des ressources de la famille car les revenus procurent de quoi vivre mais ne permettent aucun excès. José G. explique que, malgré l'augmentation de salaire qu'il a connu dans l'activité agrumicole, les contraintes quotidiennes demeurent fortes. Il expose alors la stratégie de gestion que la famille doit mettre en place pour

pouvoir vivre (voir Extrait d'entretien 47). José G. est père d'une famille de six enfants, sa femme s'occupe des tâches domestiques et lui se consacre à la sphère professionnelle. Pour satisfaire les besoins de la famille, il travaille à la fois comme cueilleur d'agrumes et à son compte à la fabrique de parpaings.

Extrait d'entretien 47 - Éléments de la gestion rigoureuse dans le discours de José G.

« **Aude** : Qu'est-ce que tu as pu acheter, avec l'augmentation de salaire dans l'orange ?

José G. : Et maintenant... pour le moment, je n'ai rien acheté, non, pour le moment non... mais pour le moment non parce que, tu vois, nous, ça fait peu nous avons pris un crédit pour les vêtements pour eux, et maintenant et jusqu'à ce que je le paye, je ne peux plus rien acheter.

Aude : Oui, pour rendre l'argent du crédit...

José G. : Oui, parce que tu vois que si, toi, tu ne payes pas, tout se complique...

Aude : Et pour manger, comment vous faites, où faites-vous les courses de la semaine ?

José G. : Ah, nous faisons... du côté du centre, par là-bas. Moi, j'achète, supposons, par quantité, j'achète, supposons, j'achète 10 kilos de vermicelle, 10 kilos de riz...

Aude : Ah oui, pour plusieurs semaines...

José G. : Évidemment, pour que ça dure, parce que parfois une semaine il arrive quelque chose de mal dans le travail et là j'ai déjà de quoi manger, comme ça on est tranquille. Parfois l'argent, parfois tu as 500, 600 parpaings et tu n'as pas de vente et ça fait pareil. Parfois tu fais une vente et prends tout l'argent, parfois ça ne bouge pas et... et bon, petit à petit tu ne peux pas acheter parce que tu dépenses plus de ce que tu vas acheter.

Aude : Tu n'achètes pas dans le quartier ?

José G. : Ici, nous achetons... parfois si nous sommes juste, nous achetons quelque chose... ce qui manque... pour tenir jusqu'au samedi où l'on touche l'argent. Parce que ici non, par quantité, non. Non, parce que tu vois, moi, je connais les grossistes des épiceries et tout, ils te font des prix et j'y vais et j'achète, pour payer moins, non ? Bon, et des patates ces choses, des patates douces, ça j'achète par sac. Au moins ça me dure 15 ou 20 jours, parfois plus... un mois aussi. Mais nous nous gérons bien, non ?

Aude : Et vous pouvez garder un peu d'argent ?

José G. : Pratiquement, pratiquement, nous ne pouvons pas économiser d'argent... et oui, le seul argent qui se garde c'est quand tu reçois la prime quand la saison se termine. Et là, tu peux avoir 5-6-7 000 pesos, 8. C'est la seule fois que tu peux avoir de l'argent comme ça. Et, si, toi, tu gères bien, ça te sert, ça te sert. »^{viii} (Entretien avec José G., Salto, 2007).

Ana D. ajoute, par ailleurs, que cette rigueur ne suffit pas à faire aboutir tous les projets de la famille. Elle expose cela à travers l'opportunité qu'elle a d'acquérir un terrain et une maison, ce qui représente une partie du projet familial, alors qu'elle est locataire. Cette propriété s'inscrit dans un programme communautaire de la municipalité de Salto, un terrain ainsi qu'une habitation sont donnés aux familles en échange d'une participation, sous forme d'heures de travail des intéressés pour la réalisation de l'ensemble des maisons du quartier. Contrairement à la majorité des habitants du quartier, elle arriverait alors que le programme a déjà débuté depuis plusieurs mois et prendrait la place d'une famille qui n'a réalisé aucune heure de travail pour la communauté. Elle devrait travailler un minimum de 24 heures par semaine pour rembourser le temps dû, donc renoncer à son emploi ou rémunérer quelqu'un pour le faire. Par conséquent, saisir cette opportunité lui apparaît inévitable puisqu'elle répond au projet

familial. Cependant, elle se heurte à la faiblesse des revenus déjà soumis à une gestion rigoureuse qu'elle ne peut pas compresser davantage. Accepter la proposition de la municipalité reviendrait à entrer dans une situation de plus grande vulnérabilité économique, même si elle est temporaire, mais à réaliser son projet de vie.

Malgré un discours centré sur la résignation, certains individus y associent la volonté de gagner davantage d'argent ce qui les rapproche des logiques des journaliers des types 3 et 4. Cependant, leur parcours professionnel (abordé dans le point suivant) relève complètement de la résignation et de la recherche de stabilité. C'est pourquoi ils sont identifiés dans ce type. Ces journaliers ne sont pas satisfaits du salaire qu'ils retirent de leur emploi. Parmi eux, certains salariés ont vu leur situation économique se dégrader suite à la perte d'un emploi mieux rémunéré que l'actuel et cherchent à retrouver l'équilibre entre les revenus et les dépenses de la famille ; d'autres souhaitent simplement améliorer leurs conditions d'existence. Pour cela, plusieurs moyens sont mis en œuvre. Tout d'abord, la bi-activité au sein du couple. La femme, dont le rôle antérieur était uniquement domestique, se voit affectée saisonnièrement ou durablement à la sphère professionnelle. Quelques travailleuses saisonnières, comme les vendangeuses de Las Piedras, apportent ainsi un revenu supplémentaire permettant de satisfaire des besoins occasionnels, tels que l'achat de vêtements ou d'électroménager. Nelly Q., quant à elle, a convaincu son époux de la nécessité de la pluriactivité au sein du couple. Son discours sur son activité s'organise alors autour de l'opposition « seul, il ne peut pas »/« mon argent, je l'utilise comme je veux ». L'emploi représente ici une ressource financière importante pour la famille mais également la possibilité pour la femme de s'émanciper financièrement de son conjoint et de pouvoir valoriser socialement les réalisations que son salaire lui permet (voir Extrait d'entretien 48).

Extrait d'entretien 48 - Pluriactivité au sein du couple dans le discours de Nelly Q.

« **Nelly Q.** : C'est-à-dire, moi, j'ai été des années sans travailler, je n'ai jamais rien fait, c'est-à-dire je travaillais de temps en temps. Maintenant oui, cela fait quelques années que je travaille tous les jours.

Aude : Qu'est-ce qui t'a fait changer ?

Nelly Q. : Le goût... pour l'argent, je ne sais pas, les fois où je ne travaille pas les pesos me manquent. Aujourd'hui, je ne devais pas être ici, parce que le cidre demande un processus donc il y a des jours où ils doivent filtrer et faire le processus et ils n'ont pas besoin de nous donc, aujourd'hui, si, moi, j'avais travaillé, j'aurais eu 220 pesos... donc ça me fait quelque chose... les pesos me manquent !

Aude : Ça fait combien de temps que tu travailles en continu ?

Nelly Q. : Ça fait 2 ou 3 ans.

Aude : Avant tu ne travaillais pas...

Nelly Q. : Non, en plus mon mari ne voulait pas que je travaille mais je dis... mais... il s'est rendu compte que seul il n'y arrivait pas... donc, il a dû accepter que, moi, je sois employée comme femme de ménage, qu'est-ce que j'en sais, accompagner une petite vieille pour faire les papiers et ces choses parce que tout aide et, **lui seul, ne peut pas** et donc il n'a pas eu d'autre

choix que d'accepter... et aujourd'hui je ne le laisse pas parce que, moi, mon argent, je l'utilise comme je veux. »^{ix} (Entretien avec Nelly Q., Las Piedras, 2007).

Ensuite, la pluriactivité familiale est également un moyen d'accroître, au moins temporairement, les revenus. En effet, en n'incitant pas les enfants à poursuivre leur scolarité mais en les émancipant pour qu'ils puissent travailler, les familles vivent de manière plus confortable le temps que le jeune reste habiter chez ses parents. Enfin, le dernier moyen repéré est la pluriactivité du travailleur. Celui-ci cumule plusieurs emplois. L'emploi principal est le plus souvent salarié, formel et relativement stabilisé. Cependant, lorsque le travailleur est disponible, il occupe un autre emploi, le plus souvent indépendant, informel.

▪ *Un parcours professionnel stabilisé (types 1.a. et 1.b.)*

Les journaliers dont les projets de vie relèvent de ces deux logiques se rejoignent sur les moyens utilisés pour parvenir à leur réalisation. Ils recherchent tous la stabilité des revenus familiaux. Pour cela, l'emploi fixe à durée indéterminée représente la voie privilégiée. Cependant, seuls quelques rares individus – rencontrés comme cela a déjà été signalé pour comprendre comment s'opérait le passage entre l'emploi temporaire et l'emploi permanent – occupent des emplois stables durant toute l'année. La plupart sont des journaliers ce qui ne les empêche pas en plus de rechercher une rentrée régulière d'argent, de privilégier les emplois les plus stabilisés. Ceci est permis même par un emploi temporaire ou saisonnier, il peut se prolonger une large partie de l'année malgré des interruptions ponctuelles. Dans les chapitres précédents, la particularité des secteurs agrumicole et horticole salténiens a été mise en évidence à ce propos. Il n'est donc pas étonnant que les salariés dont les discours relèvent de la logique de stabilité résident quasiment tous à Salto⁷². L'essentiel des individus du type 1 s'adonne donc à l'activité agrumicole. Néanmoins, au sein de celle-ci certains postes sont plus convoités que d'autres parce qu'ils accroissent la possibilité de stabilisation économique des familles du fait de leur rémunération. Les emplois comme contremaître ou *contratista*, bien qu'ils présentent les mêmes irrégularités que l'emploi de cueilleur, sont valorisés car le revenu supérieur qu'ils apportent au travailleur permet d'économiser pour les temps chômés. Les travaux nécessitant une spécialisation tels que la taille, l'entretien sanitaire des arbres, etc. sont également convoités. Ils peuvent se prolonger durant toute l'année – les saisons sont plus longues et parfois il n'y a pas d'intersaison – et sont moins soumis aux aléas climatiques. Enfin, une partie des salaires, plus élevés que ceux des cueilleurs, peut être épargnée et dépensée pendant les

⁷² Remarquons que parmi ces individus, quelques-uns (résidant à Las Piedras ou Salto) travaillent la majeure partie de l'année dans d'autres secteurs que le secteur agropastoral. Ils complètent les revenus à des périodes creuses par un emploi dans le secteur hortifruicole. Leur parcours professionnel est donc strictement inverse à celui des salariés employés la majeure partie de l'année dans le secteur hortifruicole. Comme ils sont peu nombreux au sein de ce groupe, les explicitations des parcours professionnels stabilisés présentés dans ce point ont privilégié les salariés ayant un emploi dans l'hortifruiculture. De même, les schémas proposés ultérieurement, par souci de lisibilité, ne rapportent pas les pratiques de ces travailleurs.

périodes de chômage, à l'instar d'Oscar L. (voir l'opposition qu'il fait entre son ancien emploi de cueilleur et son emploi actuel de tailleur reporté dans le schème du discours en Annexe 8). Ces postes sont cependant rares et la plupart des salariés est embauchée en tant qu'ouvriers non-spécialisés. Ces journaliers, à l'opposé de ceux des types 2 et 4 qui changent fréquemment d'activité et/ou d'emploi au cours de la saison ou d'une saison à l'autre, ont choisi de se stabiliser dans l'activité et dans leur emploi. Cette stabilité s'observe durant l'année et interannuellement. Le changement d'employeur est rare et dû à la faillite du producteur ou du *contratista*, ou à une nécessité familiale. Par exemple, Daniela E., cueilleuse d'agrumes, a dû quitter le *contratista* qui l'embauchait depuis plusieurs années car l'équipe dans laquelle elle travaillait s'est déplacée dans d'autres régions du pays, impliquant alors une absence prolongée du domicile. Ne pouvant assurer son rôle familial domestique quotidien, elle a changé d'employeur mais poursuivi dans la récolte des agrumes. Au sein du parcours professionnel annuel et interannuel des journaliers se distinguent donc un secteur d'activité principal et un emploi principal, c'est-à-dire qu'au sein de l'activité, le salarié conserve le même employeur. Pascal Phélinas, dans un article sur le cumul des activités, préfère parler d'emplois complémentaires dès lors que plusieurs emplois, tous nécessaires à la vie du travailleur, sont menés. Le propos de cette thèse va dans ce sens et tous les emplois qui sont occupés par le travailleur sont considérés comme complémentaires. Néanmoins, la particularité des parcours des salariés du type 1 est de pouvoir, à l'intérieur de ceux-ci mettre en évidence un emploi principal. Cet emploi est considéré comme tel car il occupe le travailleur la majeure partie de l'année et parce qu'il lui procure l'essentiel de ses revenus.

La recherche de stabilité conduit à la mise en place d'une stratégie de conservation de l'emploi pour plusieurs raisons. Premièrement, le journalier se représente son emploi comme le seul emploi « sûr ». Autrement dit, parmi tous les emplois qui lui sont accessibles, celui qu'il a lui procure la plus grande sécurité. Dans les discours, les salariés opposent cet emploi qu'ils considèrent comme une chance à la situation d'individus n'ayant pas l'assurance quotidienne d'un travail. C'est ce qu'explique Nadia S., journalière saisonnière travaillant environ 8 mois par an dans l'entretien sanitaire des orangers : « Je dis, ça c'est une sécurité de te dire que : « demain, je vais travailler » et il y a des gens qui disent : « demain, je sors chercher un travail, si je trouve un travail », tu vois. Ça, ça nous donne une sécurité »^x (Entretien avec Nadia S., Salto, 2007). Cette routine du travail, bien que temporaire, garantit au travailleur un socle sur lequel il peut se reposer et qui est nécessaire, selon Sylvie Engrand et Michèle Leclerc-Olive (2000), pour sortir de l'immédiateté et bâtir des projets. Cet emploi, plus stable qu'un autre, ne signifie cependant pas que le salarié en soit pleinement satisfait. On retrouve là la résignation commune au type 1.a. et 1.b.. Même lorsque les salariés souhaitent augmenter leurs revenus, leurs discours s'inscrivent dans une logique de résignation quant à leur emploi principal. Ils acceptent leur situation qu'ils justifient par la faiblesse des opportunités d'emploi. Luis Alfredo

M., qui a travaillé la majeure partie de sa vie dans le bâtiment, après la faillite de son entreprise et la dégradation de ce secteur d'activité dans la région de Salto, a dû se reconvertir dans l'agrumiculture. À l'heure actuelle, il est embauché quasiment toute l'année dans une équipe de tailleurs. Il apprécie peu ce travail qui n'est pas son métier et considère que le salaire est bas. C'est pourquoi il continue à travailler comme maçon indépendant pour des particuliers. Néanmoins, après une expérience malheureuse qui l'a incité à quitter ce nouvel emploi pour un emploi dans le bâtiment dans une autre région du pays, il explique qu'il le délaissera seulement pour un emploi présentant des conditions d'embauche meilleures que l'actuel. Son discours met donc en avant tout l'arbitrage de l'individu qui se joue dans la mobilité professionnelle, il dissocie ce qu'il « aime », ce qui lui « plaît » de ce qu'il « fait » (voir Extrait d'entretien 49).

Extrait d'entretien 49 - Logique de résignation dans la mobilité professionnelle dans le discours de Luis Alfredo M.

« **Aude** : Et tu m'as dit que tu es entré dans la taille pour...

Luis Alfredo M. : Parce qu'il n'y avait pas de travail dans le bâtiment, donc je suis entré comme tailleur, comme j'avais un contact, il m'a emmené. C'est un travail agréable, non ? C'est un travail agréable, qui doit te plaire. Mais ce qui me plaît, à moi, c'est travailler, par exemple, **j'aime** travailler comme maçon, la peinture **me plaît**, je le fais avec envie, non ? Et dans ça aussi, le lambris, dans le bois. Et comme je travaille dans les meubles, moi, je lustre des meubles, donc ce thème me plaît, la peinture me plaît. Ce qui me plaît, c'est le travail de maçon, la peinture, le travail du bois, ça, ça me plaît... ce qui me plaît à moi, ce que j'aimerais faire tout le temps, mais comme il n'y a pas... je dis, il faut faire ce qu'il y a sur le moment. [...]

Aude : Et, donc, oui, tu es toujours en train de chercher un travail dans le...

Luis Alfredo M. : Non, si j'avais un métier par exemple, je connais la maçonnerie, par exemple, je connais le travail des meubles. Mais ce qui se passe c'est qu'il n'y a pas de sécurité de... où je dise : « je vais travailler toute l'année ». Je peux travailler un mois ou deux et après, ça se termine et je reste sans rien.

Aude : Évidemment.

Luis Alfredo M. : Pour gagner plus, je travaille deux mois. Ici, **je travaille** toute l'année... je gagne un peu moins, mais je travaille toute l'année, c'est ça la différence. Donc, **je reste** là, rien de plus. Ah ! S'il y avait un travail permanent dans le bâtiment, j'y travaillerais. »^{xi} (Luis Alfredo M., Salto, 2007).

Deuxièmement, les salariés cherchent à conserver leur emploi car il assure la bonne marche du foyer, comme l'explique Nelly Q. (voir Extrait d'entretien 48). Troisièmement, certains sont satisfaits de leur emploi et de leur travail et ne souhaitent pas en changer. Parmi eux, certains expliquent que tout ce qu'ils possèdent, ils le doivent à l'activité, voire à l'emploi dans lequel ils ont travaillé la majeure partie de leur vie, ils témoignent donc d'une certaine reconnaissance envers lui ce qui renforce leur stabilisation. Violeta D., employée comme cueilleuse dans l'agrumiculture, inscrit l'entreprise pour laquelle elle travaille dans tous les événements de sa vie. Elle a repris cette activité suite à des changements dans sa vie. Après un divorce pour maltraitance, elle subit quelques revers dans l'emploi. D'abord employée domestique à demeure à Montevideo où elle ne recevait aucune rémunération, elle est ensuite rentrée à Salto et a

réintégré l'entreprise agrumicole dans laquelle elle travaillait quand elle était plus jeune. Dans son discours, elle associe ce qu'elle a pu faire grâce à son emploi et à celui de son ex-mari, à l'amélioration de sa situation actuelle et sa gestion de l'argent, en se distinguant des autres travailleurs qui, d'après elle, sont incapables de se satisfaire de ce qu'ils gagnent (voir Extrait d'entretien 50).

Extrait d'entretien 50 - Satisfaction et reconnaissance des qualités de l'emploi dans le discours de Violeta D.

« **Violeta D.** : Maintenant, je reviens à ma vieille entreprise, j'aime parler de l'entreprise... je vais t'ennuyer un peu parce que c'est mon entreprise préférée... je me suis mariée là... c'est-à-dire... que... j'ai tout acheté... ma maison, mon terrain... j'ai tout acheté en travaillant pour l'entreprise.

Aude : Oui, cette maison tu l'as achetée...

Violeta D. : Cette maison, ce terrain sur lequel, moi, je vis... moi, je l'ai acheté en travaillant pour l'entreprise et la maison, ce sont deux pièces que nous avons modifiées aussi en travaillant pour l'entreprise et bon, ça fait peu de temps que je suis entrée... retournée à l'entreprise... et en si peu de mois, tu vois... je prospère... parce que, moi, je me débrouille... moi, je n'aime pas aller au bal, je n'aime pas les fêtes... j'aime sortir comme tout le monde mais je n'aime pas gaspiller l'argent. [...] Mais, je te dis que l'entreprise, c'est une très grande entreprise et l'entrepreneur donne à manger à beaucoup de monde, du travail à beaucoup de monde et si nous disons maintenant que l'entreprise est bien, l'entreprise est bien. Tu sais pourquoi ? Eux, ils ont des pertes... ça c'est une chose dont personne ne parle...

Aude : Comment ?

Violeta D. : Eux, ils ont des pertes... les entrepreneurs... l'entreprise a des pertes... imagine-toi, toi, que les gelées, les températures très élevées, maintenant, pas plus, la question des agrumes... Eux, ils perdent des fruits, ils ont des dépenses en herbicides... il faut... viennent les soins et, eux, ils doivent envoyer à soigner... et, là, c'est une dépense brute pour l'entrepreneur, ça non plus les gens ne le voient pas... parce que, lui, il doit faire attention aux fruits pour leur donner de quoi manger... et pour leur donner du travail, aux autres personnes... il y a des centaines de personnes qui travaillent.

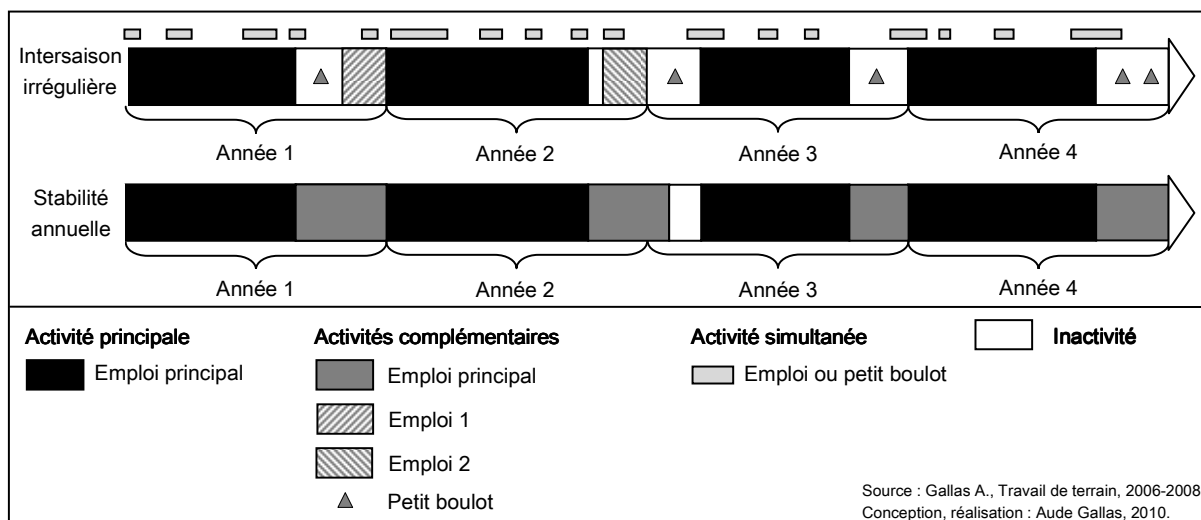
Aude : Tu as dit que ça, les gens ne le voient pas...

Violeta D. : Il y a des gens qui ne le voient pas parce qu'ils exigent, exigent et exigent... ils veulent plus et plus, mais l'homme est dans la loi... si nous parlons de salaire, il est dans la loi, c'est la loi... l'entreprise est dans la loi, mais parfois, ils veulent et ils veulent et ils veulent, la loi c'est la loi et, eux, ils sont très bien, l'entreprise est très bien. Moi, je suis d'accord avec l'entreprise... dans ce sens, du salaire et tout... tout est très bien, voilà... chacun veut... gagner un petit peso de plus parce que la majorité... dans mon cas, pas plus... quelques-unes de mes collègues ont 5, 6, 7 enfants... leur petit salaire, ils ne se débrouillent pas pour entretenir la maison, pour les dépenses de la maison, des enfants, des études et tout. »^{xii} (Entretien avec Violeta D., Salto, 2007).

Les logiques de stabilité et la conservation de l'emploi – « mon poste, j'y fais attention »^{xiii} – se traduisent par des pratiques particulières. Tout d'abord, le faible absentéisme est à remarquer. Les journaliers ne manquent le travail que pour des motifs familiaux ou administratifs. Ils préviennent l'employeur lorsque c'est possible et justifient leur absence. Ensuite, la concentration et l'efficacité dans la réalisation des tâches sont certaines.

Remarquons que ces pratiques sont celles valorisées par les employeurs, comme cela a été expliqué dans le chapitre 4.

Schéma 3 - Parcours professionnels des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de stabilité⁷³



Du fait de l'emploi principal (représenté en noir sur le Schéma 3), la mobilité des salariés est donc identique toute la durée de la saison. Cependant, une différence s'opère entre ceux travaillant chez un employeur n'ayant qu'une exploitation et ceux embauchés par un employeur ayant de multiples exploitations localisées dans l'espace proche ou dans des zones plus éloignées. Les premiers font quotidiennement le déplacement, soit ils font la navette entre leur domicile et l'exploitation - la distance parcourue dépend du type de transport utilisé, les trajets s'effectuant principalement à bicyclette, elle oscille entre 1 et 10 kilomètres -, soit ils se rendent au point de ramassage et le trajet entre la ville et l'exploitation est effectué par l'employeur - la distance avoisine alors les 10-20 kilomètres. Les seconds vont tous les jours au point de ramassage et des bus les acheminent vers l'exploitation dans laquelle ils travaillent temporairement. Ces différentes possibilités sont représentées en noir sur le Schéma 4, un salarié n'effectuant qu'un seul de ces déplacements durant toute la saison. Par ailleurs, les mobilités se font principalement à l'échelon local, ou régional lorsque l'employeur prend en charge le trajet - la distance entre le domicile et le travail varie d'une dizaine de kilomètres à une centaine. Cela renforce la stabilité du salarié qui n'intègre pas à ses critères de recherche d'emploi la proximité du domicile puisque l'employeur s'occupe des navettes quotidiennes. Cependant, la proximité entre le domicile et le lieu de travail facilite l'organisation familiale, notamment quand le couple est biactif. En effet, l'éloignement est vécu par les salariés comme

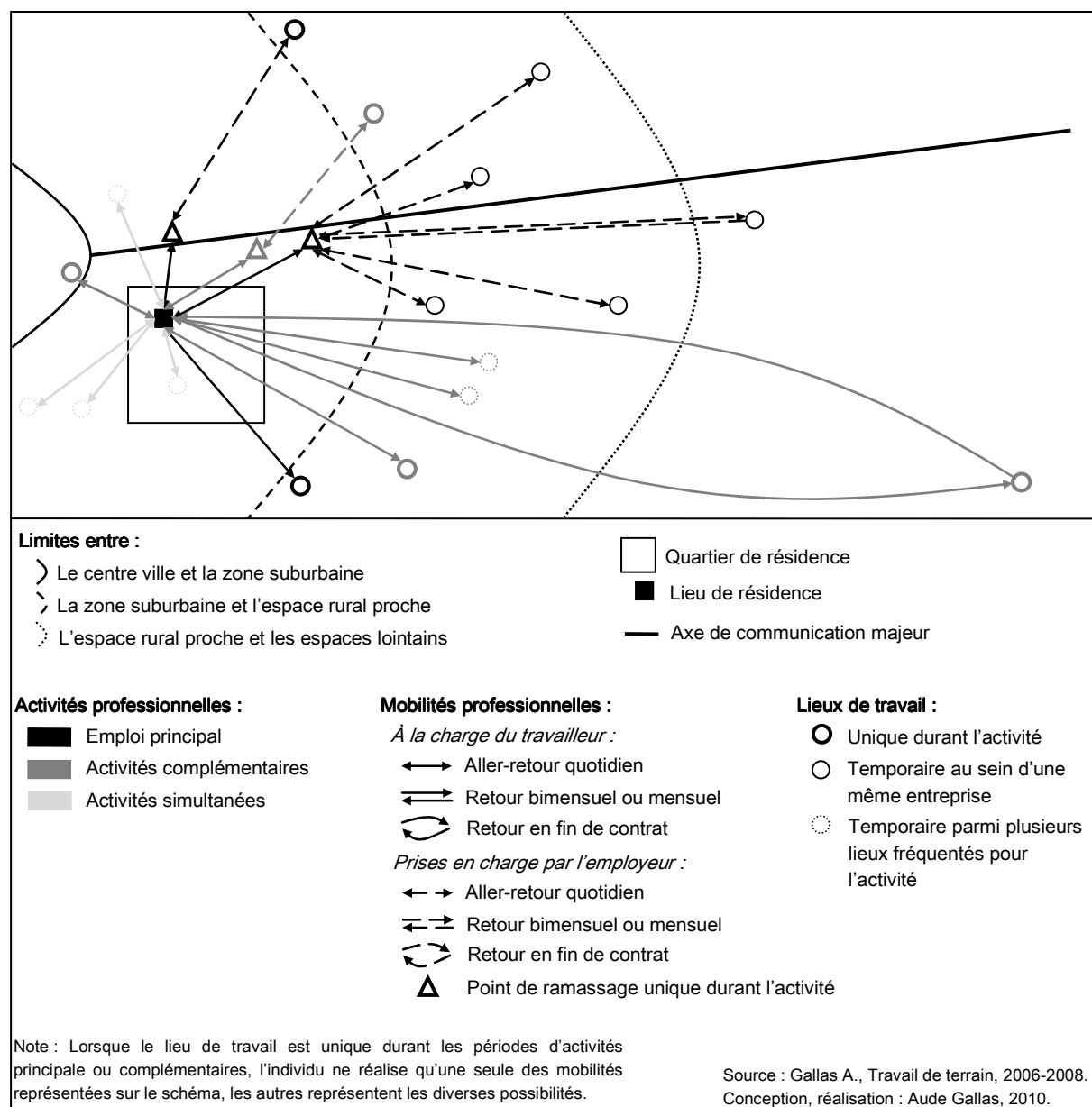
⁷³ Tout d'abord, pour les cinq types, tous les schémas des parcours professionnels des salariés ont été réalisés pour quatre années afin de visualiser les permanences, les ruptures et les récurrences évoquées au fil du texte. Ensuite, lorsque la flèche du temps est dédoublée cela représente les différentes possibilités qui sont évoquées dans le texte. Enfin, le code couleur (intensités de gris) employé pour les schémas des parcours professionnels est identique à celui utilisé pour les schémas de mobilités.

un exil et associé à l'ennui, la solitude. Cela est acceptable pour une courte durée mais impossible à vivre la majeure partie de l'année.

Pendant l'intersaison, les pratiques se diversifient. Certains vivent du chômage les années où ils peuvent le percevoir (voir les droits du salarié agricole dans le point 1.2.1. du chapitre 5), de leurs économies s'ils ont pu en faire et/ou des primes de fin de contrat. Ces primes sont élevées dans l'agrumiculture du fait de l'étalement de la saison (voir discours d'Ana D., Extrait d'entretien 35). D'autres doivent travailler. Les emplois occupés durant cette période complètent l'emploi principal et permettent au salarié de vivre durant la césure. Les secteurs d'activité ainsi que les lieux de travail sont très diversifiés – ces lieux et les déplacements qui y sont associés sont représentés en gris foncé sur le Schéma 4. Nombreux sont les salariés embauchés dans le secteur hortifruicole. Pour les salariés qui travaillent dans le secteur de l'artisanat ou de l'industrie la majeure partie de l'année, l'emploi dans l'hortifruiculture représente le complément saisonnier ou temporaire de leur revenu – c'est d'ailleurs cette activité occasionnelle qui a permis de les rencontrer et de les inclure dans l'étude. Durant cette période, la stabilité est loin d'être la norme pour tous les salariés. Certains reviennent chaque année sur le même lieu de travail complémentaire – tels que Daniela E. qui travaille tous les étés dans une exploitation de jasmin, à proximité de son domicile ; Jéssica C. qui retourne dans le supermarché (voir Extrait d'entretien 33) ou les journaliers qui vont faire les vendanges dans le Sud du pays (ce qui est représenté sous l'appellation « stabilité annuelle » sur le Schéma 3). D'autres se révèlent hypermobiles durant cette période sans régularité interannuelle (représenté sous l'appellation « intersaison irrégulière » sur le Schéma 3). Leurs pratiques se rapprochent de celles que les salariés du type 4 mènent à longueur d'année. Pendant l'intersaison, tous privilégient l'échelon local pour se déplacer mais lorsqu'ils ont la possibilité d'avoir un emploi mieux rémunéré et plus stable, ils l'acceptent, malgré l'éloignement du domicile qu'il implique car ils savent que c'est temporaire.

À côté des emplois saisonniers principaux et complémentaires, coexistent, dans le parcours des journaliers qui souhaitent accroître leurs revenus, des activités simultanées (représenté en gris clair sur le Schéma 3). Réalisés généralement en tant que travailleur indépendant, ces travaux sont rarement effectués dans le secteur agropastoral. Les travailleurs s'adonnent à des tâches artisanales telles que la fabrication de parpaings, la peinture de maisons, la maçonnerie, la réparation de meubles, etc. Cependant, à la différence des salariés dont le discours s'inscrit dans la logique d'indépendance, ces travaux sont réalisés pendant le temps libre des salariés : le matin avant de partir pour le travail (pour les cueilleurs d'agrumes par exemple), le soir à leur retour, les dimanches. Par conséquent, ils se déplacent à plus faible distance, dans les quartiers proches de leur domicile ou dans d'autres lieux de la ville. Les mobilités afférentes à ces emplois sont représentées en gris clair dans le Schéma 4.

Schéma 4 - Mobilités professionnelles annuelles des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de stabilité⁷⁴



Malgré la précarité de l'emploi, les salariés qui centrent leur discours sur la logique de stabilité acceptent la situation professionnelle dans laquelle ils se trouvent. Ils font avec les possibilités qui s'offrent à eux pour concrétiser les projets de vie familiaux. Certains conduisent à la reproduction sociale alors que d'autres affichent clairement l'objectif d'ascension sociale du groupe familial. La relative stabilité professionnelle forme alors le socle pour planifier et ancrer les projets. Elle se traduit par une présence des salariés aussi durable que possible dans l'emploi et une récurrence interannuelle des employeurs. Enfin, ayant la possibilité de stabiliser leur

⁷⁴ Tout d'abord, pour les cinq types, tous les schémas de mobilités professionnelles sont réalisés à partir des déplacements effectués durant une seule année afin de ne pas alourdir des schémas déjà très denses car de multiples variables y sont représentées. Ensuite, pour lire les schémas, il faut associer le code couleur des « activités professionnelles » avec les formes des « mobilités professionnelles » et des « lieux de travail ».

carrière professionnelle localement, les salariés privilégient cet échelon de mobilité, facilitant ainsi l'organisation de la vie quotidienne.

2.1.2. Logique de survie (type 2)

▪ *Nourrir la famille, un défi quotidien*

Faire avec la précarité, pour les salariés qui centrent leur discours sur la logique de survie, apparaît beaucoup plus difficile que pour les salariés du type 1. Dans les entretiens, certains exposent explicitement le problème de la faiblesse des revenus – qu'elle soit due à un salaire peu élevé et/ou à une activité intermittente – : « ça ne suffit pas ». D'autres l'expriment plus implicitement en détaillant leur gestion minutieuse ou en analysant le coût de la vie, notamment de l'alimentation, selon le salaire journalier (voir Encadré 13). L'assise économique de ces familles est donc encore plus fragile que celle des salariés du type 1. La quasi-totalité du salaire du travailleur est utilisée pour les dépenses alimentaires, ne permettant aucun excès. Le second poste budgétaire important, vêtir et chausser les enfants, n'est possible que grâce aux allocations familiales. Par ailleurs, assurer la survie de la famille n'implique pas les mêmes difficultés selon les saisons. Les journaliers, notamment ceux de Las Piedras, soulignent certes le manque d'emploi mais, plus encore, le problème saisonnier de l'emploi. La seule activité sur laquelle ils peuvent compter au cours de l'année pour trouver des petits boulots – généralement, de courte durée, salariés et non déclarés – est celle hortifruitière au moment des récoltes. Ainsi, pendant la saison, les revenus de la famille sont décuplés et la gestion de la vie quotidienne en est facilitée. Le discours de Karina G. évoque cette parcellisation annuelle, durant une période : « tu peux » alors que pendant l'autre : « tu dois te débrouiller » (voir Extrait d'entretien 51). Les revenus du foyer, qui doivent permettre aux parents et à leurs 5 enfants de vivre au quotidien, sont essentiellement composés du salaire que le conjoint de Karina G. reçoit pour des emplois temporaires, rarement déclarés dans le bâtiment et durant la saison des récoltes dans le secteur hortifruitière. Karina G. s'adonne la majeure partie de l'année aux tâches domestiques et, l'été, durant 3-4 mois, elle fait garder ses enfants par un parent ou par une voisine contre rémunération pour travailler dans les exploitations fruitières.

Extrait d'entretien 51 - Variation saisonnière des conditions de vie dans le discours de Karina G.

« **Aude** : Quand vous travaillez pendant la saison [la récolte], vous gagnez plus que le reste de l'année ?

Karina G. : Oui.

Aude : Et, vous faites quoi de cet argent ?

Karina G. : Et nous chaussons l'un, nous achetons un pantalon à l'autre. Les fins de semaine nous faisons des achats sur le marché, nous allons au supermarché... tu vois, quand tu as des gamins, on a jamais assez d'argent, on achète une chose à l'un ou à l'autre, nous nous achetons des choses pour nous.

Aude : Vous faites des choses différentes à ce moment-là ?

Karina G. : Et oui, parce qu'en ayant de l'argent, **tu peux** les emmener se promener, tu leur achètes des choses que durant l'année tu ne peux pas acheter parce que c'est une époque de l'année où l'on gagne bien, c'est-à-dire, on est payé au nombre de caisses disons que la caisse, ils te la payent 4 pesos et ils te payent selon ce que tu coupes dans la journée... Moi, l'an dernier, je payais ma sœur pour qu'elle me garde les gamins, je sortais l'argent tous les jours et, après, tu rassembles. Les fins de semaines j'allais au marché et j'achetais des tongs ou des sandales ou quelques tee-shirts ou shorts et tout et tu gardes l'argent pour la nourriture de toute la semaine et pour que, eux, ils en aient ici aussi, et voilà. La semaine suivante, tu fais la même chose, je m'achète quelque chose pour moi, tu vas au marché de nouveau, tu refais le plein de légumes, tu rachètes de la nourriture et tu vis mieux parce que tu sais que c'est de l'argent sûr qui rentre tous les jours, en comparaison d'autres moments de l'année où tu ne sais pas et que **tu dois te débrouiller** avec ce que tu as. »^{xiv} (Entretien avec Karina G., Las Piedras, 2007).

Cette logique de survie est toujours associée aux enfants. La présence d'enfants, principalement en bas âge accroît les difficultés des familles : « quand tu as des gamins, on a jamais assez d'argent » (Entretien avec Karina G., Las Piedras, 2007). Remarquons à ce propos que, parmi les travailleurs dont le discours relève de cette logique, la plupart sont des couples avec enfants, parfois nombreux. La quasi-totalité des travailleurs déclarant avoir 5 enfants et plus, inscrivent leur discours dans cette logique (voir tableau 4 de l'Annexe 6). Par ailleurs, beaucoup sont dans une situation de construction et d'agrandissement de la famille. Les naissances sont d'ailleurs très rapprochées. Par exemple, Andrés P. avait 3 enfants de moins de 5 ans lors de notre première rencontre en 2006 et, un quatrième était né lors du nouvel entretien en 2007. Ainsi, aux dépenses du quotidien viennent s'ajouter des dépenses liées à l'installation du ménage pour la construction d'une maison ou d'une *pieza* dans le fond du jardin. En revanche, les revenus des familles diminuent car, si la mère travaillait auparavant, elle s'arrête pour s'occuper des enfants. Les travailleurs appartenant à ce type se situent donc au début de la troisième phase du cycle de vie (identifiée dans le point 1.2. de ce chapitre). Bien que pour de nombreuses familles, cette situation soit loin d'être transitoire, on peut imaginer que, pour certaines, elle est liée à la situation présente, à la phase de construction de la famille. Il est également possible de supposer que parmi les salariés du type 1.b., certains ont vécu des difficultés similaires avant de se stabiliser et de pouvoir faire des projets autrement que sur le court terme⁷⁵.

Vivant dans l'immédiateté, les journaliers s'attardent, au cours de l'entretien, sur l'importance du mode de paiement du salaire dans le choix professionnel. Ainsi, un versement

⁷⁵ Si, pour les salariés qui ont la possibilité de stabiliser leur emploi (notamment ceux résidant à Salto et travaillant dans le secteur agrumicole) le passage d'un discours centré sur la logique de survie à un discours résigné semble possible sur le long terme, la porosité avec la logique de projection ancrée se révèle beaucoup plus ténue car la recherche de l'ascension sociale des jeunes générations est peu soumise à la conjoncture. En effet, la situation économique de la famille d'Hugo L., cueilleur d'agrumes qui a 6 enfants à charge, est aussi fragile que celle des salariés de ce type. Cependant, avec sa femme, ils économisent le peu qu'ils ont pour financer les études secondaires de leurs enfants. La plus âgée est partie suivre des études supérieures à Montevideo, qu'elle finance elle-même désormais en travaillant, et leur fils, qui est à l'école primaire, suivra des études secondaires pour devenir vétérinaire (Entretiens avec Hugo L., Salto, 2006, 2007 et 2008).

hebdomadaire est préféré à un versement bimensuel ou mensuel. Il permet aux familles ayant des notes chez l'épicier d'avoir plus de visibilité et de maîtrise de leurs dépenses. L'exemple de l'Ingreso ciudadano versé par l'État (voir les précisions à ce propos dans le 3.1. du chapitre 5), illustre bien les difficultés de gestion de l'argent sur le long terme. Le centre d'attention à la petite enfance et à la famille d'un quartier de Las Piedras avait prévu d'organiser, au début du mois d'octobre 2007, une kermesse pour le quartier avec les mères des enfants du centre. Pour cause d'intempérie, celle-ci n'a pas pu avoir lieu et, au moment de choisir une nouvelle date, les mères de famille, qui devaient préparer des pâtisseries pour l'occasion, ont demandé à ce qu'elle soit reportée au mois suivant car après la mi-octobre, elles n'auraient plus les moyens de les confectionner. En effet, ces femmes reçoivent l'Ingreso ciudadano, qui leur permet en début de mois d'améliorer le quotidien mais, en fin de mois, lorsqu'elles ne disposent plus que du salaire de leur conjoint pour faire vivre la famille, elles doivent restreindre les dépenses. Certains salariés vivent dans une situation de vulnérabilité économique encore plus forte et sont contraints de travailler informellement avec un salaire versé à la journée pour faire face aux dépenses quotidiennes de la famille. Il peut s'agir d'individus ayant une activité très irrégulière dont les revenus varient quotidiennement. De ce fait, le salarié est toujours en attente de la rémunération car la journée travaillée intervient au cours d'une période plus ou moins longue d'inactivité pendant laquelle les réserves de nourriture diminuent et les dettes s'accumulent. La rémunération dans l'instant est donc indispensable.

La faiblesse des ressources économiques des familles contraint les salariés de ce type à vivre au jour le jour, les projets sur le long terme sont rares car impossibles à concrétiser. L'Encadré 13 reprend, à travers les pratiques de la famille de Juan Antonio C. et de Gladys S., ces difficultés et montre comment la grande vulnérabilité économique, qui cloisonne l'univers des possibles, conjointement à l'expérience individuelle des salariés, peut conduire à la reproduction sociale de la population pauvre. Le discours se distingue très nettement de celui des salariés relevant de la logique de projection ancrée, qui recherchent explicitement l'ascension sociale des jeunes générations, mais aussi de celui des salariés appartenant à la logique de résignation qui, même si elle conduit également à la reproduction sociale, prospecte sur un avenir meilleur pour les enfants. En effet, pour les salariés qui cherchent avant tout à survivre, l'ascension sociale des enfants n'est pas envisagée, elle ébranlerait l'acharnement au travail, seul élément stable de la vie du travailleur. Comme le signale Raymonde Séchet, dans cette situation s'instaure un cercle vicieux de la pauvreté dans lequel l'absence de scolarisation du salarié le conduit à occuper des emplois faiblement qualifiés ou temporaires et mal rémunérés ce qui rend les conditions de vie de la famille difficiles, ne promet pas l'intégration scolaire des enfants, donc ne favorisera pas leur accès à des emplois bien rémunérés (Séchet R., 1996).

Encadré 13 - Logique de survie et reproduction sociale de la famille de Juan Antonio C. et Gladys S.

Juan Antonio C. et Gladys S. ont été rencontrés à deux reprises, en 2006 et en 2007. Ils résident à Salto et ont obtenu un terrain municipal dans le quartier situé à l'extrême est de la ville. Ils vivent, au moment des rencontres, avec leurs trois enfants (le quatrième étant à venir) dans un *rancho* de taule, bois et plastique récupérés et participent au programme de construction communautaire des maisons.

Alors que nous entamons la partie de l'entretien sur les activités hors du travail, Gladys S. explique que les sorties en famille sont inexistantes. Elle seule est parfois amenée à sortir. Néanmoins, elle précise que ces sorties, visites à sa mère, sont assez rares car cette dernière réside dans un quartier du sud de Salto ce qui l'oblige à prendre deux bus et dans son foyer « il ne reste jamais d'argent ». Il lui est impossible d'économiser de quoi faire le trajet, même seule. À partir de là, les époux expliquent que le salaire du mari est de 125 pesos par jour dont 30 sont obligatoirement dépensés quotidiennement pour le lait et le pain. Le salaire de Juan Antonio C. ne sert donc qu'à nourrir la famille. Les autres dépenses pour les enfants sont payées par les allocations familiales ainsi que par l'Ingreso ciudadano.

Juan Antonio C. ajoute alors qu'il vient de décider de changer d'emploi pour augmenter les revenus de la famille. Il travaillait comme permanent chez un producteur hortifruticole. Cependant, ce dernier ne respectait pas la loi (il déclarait un salaire inférieur à celui qu'il versait en réalité et il n'avait pas répercuté sur les salaires la hausse imposée par l'État). À cela, il ajoute qu'il devait faire quotidiennement deux heures de transport en bicyclette pour se rendre sur son lieu de travail. Comme la majorité des salariés rencontrés à Salto, il a trouvé un emploi dans l'agrumiculture. Cependant, cette nouvelle expérience ne se révèle pas être un choix très judicieux. Non seulement le salaire qu'il pensait percevoir est à peine plus élevé que le précédent (126 pesos par jour) – lui n'avait retenu du discours des cueilleurs que le montant du salaire payé à la tâche or cette forme de rémunération n'a pas cours durant toute la saison – mais, en plus, nombreuses sont les journées chômées non rémunérées. Maintenant, il regrette d'avoir quitté l'emploi précédent. Il continue malgré tout et en 2007, lors de la seconde rencontre, il est toujours embauché dans ce secteur.

Lors de cette seconde rencontre, l'entretien porte davantage sur les objectifs de vie de la famille. Avec l'augmentation du salaire de Juan Antonio C., qui avoisine maintenant les 180 pesos, le quotidien devrait être plus facile. Ce n'est pas le cas car Gladys S. a été, depuis quelques mois, radiée du PANES et ne perçoit plus l'Ingreso ciudadano. La conséquence majeure de l'interruption du versement de ce revenu est la déscolarisation de leur fille aînée, faute de pouvoir financer des vêtements adéquats pour l'école et le matériel scolaire indispensable. Cet épisode a d'ailleurs créé des tensions au sein du couple. Gladys S., qui raconte alors que Juan Antonio C. est parti travailler, expose là l'opposition entre trois logiques : la sienne, celle de son époux et celle de sa fille. La première opposition se situait à propos des choix scolaires de leur fille. Alors qu'elle aurait souhaité que sa fille se dirige vers des études techniques, qui lui assurent un métier, comme coiffeuse, cette dernière a préféré des études d'administration des entreprises qui demeurent floues pour la mère et implique de trouver un emploi salarié ce qui paraît plus compliqué que de s'installer à son compte pour Gladys S. Elle se heurte également à son mari qui ne voit pas l'intérêt de poursuivre des études. Elle justifie cela par le fait qu'il a commencé à travailler jeune car il ne souhaitait pas continuer les études et que ses parents n'avaient pas les moyens de les lui financer. D'ailleurs, elle précise qu'il n'envisage l'avenir de ses enfants qu'en tant que femme au foyer pour ses filles et par un travail besogneux, comme lui, pour ses garçons.

Source : Entretiens avec Juan Antonio C. et Gladys S., Salto, 2006 et 2007.

▪ *Parcours professionnel irrégulier et hypermobilité*

Tous les salariés du type 2 ont des parcours professionnels, à l'échelle de leur vie, très irréguliers, voire discontinus, composés de périodes d'emploi, le plus souvent temporaire ou saisonnier, et de périodes d'inactivité. La grande diversité d'emplois et d'activités exercés singularise également les salariés de ce type. Les parcours mêlent des emplois dans le secteur agropastoral, dans le secteur du bâtiment, dans le secteur industriel, plus particulièrement agroindustriel, et dans l'artisanat. La rareté des emplois, qu'elle s'étende sur la majeure partie de l'année, pour les journaliers de Las Piedras, ou qu'elle soit de courte durée, pour les journaliers de Salto, conduit les salariés à entretenir un lien fort avec les employeurs chez qui ils savent qu'ils pourront trouver du travail durant ces périodes. Il importe de noter qu'une différence nette s'opère selon la ville de résidence des journaliers. Bien que les conditions de vie des familles des travailleurs de Salto et de Las Piedras présentent des caractéristiques de précarité identiques, la relation à l'emploi et les mobilités divergent.

À Salto, même si les salariés mettent en évidence un marché de l'emploi restreint, « l'exploitation hortifruitière, rien de plus »^{xv}, ils ont toujours la possibilité de trouver un emploi. Rares sont les journaliers qui évoquent le problème de l'absence d'emploi hormis pendant la saison estivale. Par contre, ils insistent sur les très bas niveaux de rémunération qui permettent difficilement de survivre, comme cela vient d'être expliqué. La volonté de trouver une solution pour assurer la subsistance de la famille conduit donc les journaliers à changer régulièrement d'employeur et à saisir toutes les opportunités qui se présentent, dans l'espace proche ou lointain, avec l'espoir d'une amélioration de la situation, comme l'a fait Juan Antonio C. en quittant son emploi permanent pour un emploi temporaire qu'il pensait plus avantageux. La rémunération potentielle, plus que toute autre condition d'embauche, apparaît comme le moteur des mobilités professionnelles. Cette hypermobilité se différencie cependant nettement de celle des salariés du type 4 car si elles s'opèrent toutes deux en fonction du salaire, celle des salariés du type 2 relève d'une logique de survie alors que celle des salariés du type 4 répond à une volonté d'indépendance par rapport aux employeurs. À l'affût de la meilleure opportunité possible, ces salariés sont beaucoup moins stables dans l'emploi que les salariés du type 1. Même lorsqu'ils travaillent comme cueilleurs d'agrumes ou dans l'horticulture durant la majeure partie de l'année, ils s'absentent régulièrement de leur poste, sans nécessairement prévenir l'employeur, pour un petit boulot informel d'une journée ou deux mieux rémunéré que leur activité principale. Cependant, plus la situation économique de la famille s'améliore, plus l'absentéisme se réduit et les pratiques se rapprochent de celles des salariés stabilisés. Enfin, au cours des saisons, même les plus longues comme celle des agrumes, les salariés changent régulièrement d'employeur et ne reviennent pas nécessairement chaque année travailler pour le même *contratista*, il est donc impossible d'identifier un emploi principal.

Contrairement aux Salténiens, la quasi-totalité des journaliers de Las Piedras évoque plus l'absence d'emploi que le manque de diversité. Ils précisent souvent que ce manque est lié à des caractéristiques personnelles. Certains sont trop âgés pour prétendre obtenir un emploi, d'autres n'ont pas fait d'études, d'autres encore sont discriminés par leur lieu de résidence. Ces derniers précisent d'ailleurs qu'il s'agit d'un cercle vicieux. Ils résident actuellement dans un quartier irrégulier ou en cours de régularisation, dans lequel ils ont été contraints de s'installer car leurs revenus ne leur permettaient pas ou plus d'assurer les dépenses de loyer ou d'électricité dans un autre quartier. Dans leur nouveau quartier de résidence, ils vivent dans des *ranchos* de taule, plastique et bois et se sont branchés illégalement sur le réseau électrique. Cependant, l'installation dans un quartier irrégulier, connu de tous et dont les représentations sont généralement négatives, « quartier de voleurs et de drogués » (les journaliers reprennent eux-mêmes les représentations que les personnes extérieures ont du quartier) les stigmatisent lorsqu'ils se présentent pour un poste. Par ailleurs, les journaliers les plus âgés construisent leur discours sur l'opposition avant/maintenant et expliquent qu'auparavant non seulement les emplois dans l'industrie étaient plus nombreux et mieux rémunérés mais qu'en plus les salariés avaient le choix avec l'emploi agricole car les nombreuses petites exploitations hortifruitières employaient du personnel permanent. Ainsi comme le signale Víctor B., journalier de 53 ans, inactif la majeure partie de l'année car il ne parvient plus à trouver d'emploi, lorsqu'il était plus jeune, même s'il n'a jamais trouvé d'emploi permanent, il y avait de multiples possibilités et il pouvait alterner les emplois industriels et agricoles.

Extrait d'entretien 52 - Disjonction avant/maintenant dans les opportunités d'emploi dans le discours de Víctor B.

« **Víctor B.** : Toi, imagine-toi que, moi, j'alternais.

Aude : Tu alternais, qu'est-ce que ça veut dire ?

Víctor B. : J'alternais, je veux te dire que, par exemple, j'étais 4 mois dans la construction après, toi, tu vois qu'il y a parfois, qu'ils commencent à supprimer du personnel, ils se maintiennent avec un peu... les charpentiers sont les premiers qui se retrouvent sans emploi parce qu'après, toi, tu fais tout pour les poutres, tu fais les coffrages et tout, après ils commencent... les qualifiés continuent à travailler, les maçons qui sont les qualifiés finisseurs restent dans les constructions. Et bon, mais j'ai appris un peu de tout... Et les exploitations fruitières, oui, j'ai travaillé beaucoup dans les exploitations fruitières aussi, quand j'avais ces emplois, évidemment, je n'allais pas travailler dans les exploitations fruitières.

Aude : Quand tu ne travaillais pas dans le bâtiment...

Víctor B. : Quand je ne travaillais pas dans le bâtiment, oui.

Aude : Ah! Donc tu alternais...

Víctor B. : Oui, j'étais toujours ou dans un lieu ou dans un autre, c'est-à-dire on allait là où il y avait du travail, ce qui est très difficile maintenant, maintenant, il y a eu de travail, il n'y en a pratiquement plus... toi, rends-toi compte que j'ai été comme ça... et si, toi, tu te rends compte que les fruits commencent en novembre, fin novembre, je commence par les pêches mûres, la pomme ne se cueille pas si tôt, parce que la pomme commence à peu près début mars. Ce qui se passe c'est que maintenant beaucoup d'exploitations fruitières ont disparu, beaucoup d'exploitations fruitières dans lesquelles nous allions n'existent déjà plus, elles ont fait faillite.

[...] Je te dis que c'est très problématique de trouver du travail maintenant, maintenant ça n'est plus aussi facile, tu dois savoir faire un peu de tout pour trouver des petits boulots, parce que ce n'est pas non plus... c'est un pays où tu as du travail jusqu'à 30 ans. Toi, tu dis : « j'ai 45 ans » et ils ne te prennent déjà plus ou : « j'ai 40 ans » et ils ne te prennent pas.

Aude : Donc tu as des difficultés pour trouver du travail ?

Victor B. : Non, je fais toujours quelque chose, quelques petits boulots, par exemple, moi... maintenant, ce n'est pas encore l'époque dans les exploitations fruiticoles maintenant, disons, nous sommes en octobre, nous allons vers novembre, maintenant ce qu'il peut y avoir, il se peut que tu puisses trouver, ce n'est pas sûr non plus, quelqu'un qui plante des tomates parce que maintenant on commence à planter les tomates, on plante les poivrons »^{xvi} (Entretien avec Victor B., Las Piedras, 2007).

Comme cela a déjà été signalé précédemment, les journaliers de Las Piedras considèrent la fin du printemps, l'été et le début de l'automne comme des périodes propices à l'emploi. Les emplois dans le secteur hortifruiticole sont considérés comme les seuls emplois « sûrs » durant l'année. Le parcours des salariés est donc encore plus irrégulier que celui des salariés de Salto. La majeure partie de l'année, ils alternent l'inactivité avec les petits boulots dans le secteur agroindustriel ou dans le bâtiment, à Las Piedras ou à Montevideo. Pendant l'été, ils cumulent les saisons dans les exploitations fruiticoles situées en périphérie de la ville. En effet, loin de leur assurer un emploi fixe durant toute la saison, les journaliers circulent dans tout l'espace rural proche et passent d'exploitation en exploitation. Dans les discours, la bicyclette est présentée comme le moyen nécessaire à la fois pour faciliter la recherche d'emploi et pour proposer ses services aux exploitations les plus éloignées de la ville dont les rémunérations sont plus élevées afin d'attirer le personnel. Dès lors, si l'activité hortifruiticole peut être considérée comme leur activité principale parce qu'elle leur procure le revenu le plus important de l'année, il est impossible d'identifier un emploi principal dans leur parcours professionnel tant le nombre d'emplois occupés est important.

Le Schéma 5 sur les parcours professionnels irréguliers marqués par une rotation importante de l'emploi traduit la différence entre les salariés de Salto qui parviennent à maintenir une activité durant la majeure partie de l'année et ceux de Las Piedras qui alternent période d'emploi de courte durée et période d'inactivité.

Enfin, le Schéma 6 synthétise les déplacements de la majeure partie des journaliers hypermobiles. Pour plus de lisibilité, il a une nouvelle fois semblé important de distinguer les pratiques des Salténiens des pratiques des Pédrenses. Les premiers, même s'ils privilégient l'échelon local, peuvent se déplacer sur de plus grandes distances mais les mobilités se font quasiment toujours dans l'espace rural car elles sont liées à un emploi dans le secteur agropastoral. Les seconds circulent exclusivement à l'échelon local mais articulent de multiples lieux de l'espace urbain – soit proche, à Las Piedras, soit plus éloigné, à Montevideo, ce qui les oblige à prendre le bus – et l'espace rural proche – les distances parcourues dépassent rarement 5 kilomètres et sont effectuées à pied ou à bicyclette.

Schéma 5 - Parcours professionnels des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de survie

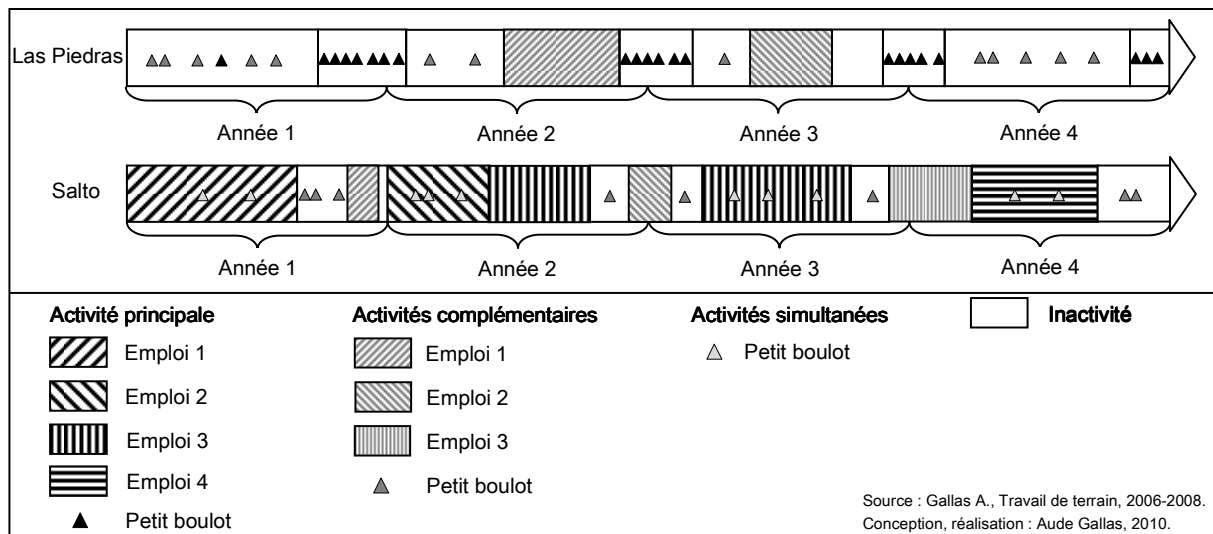
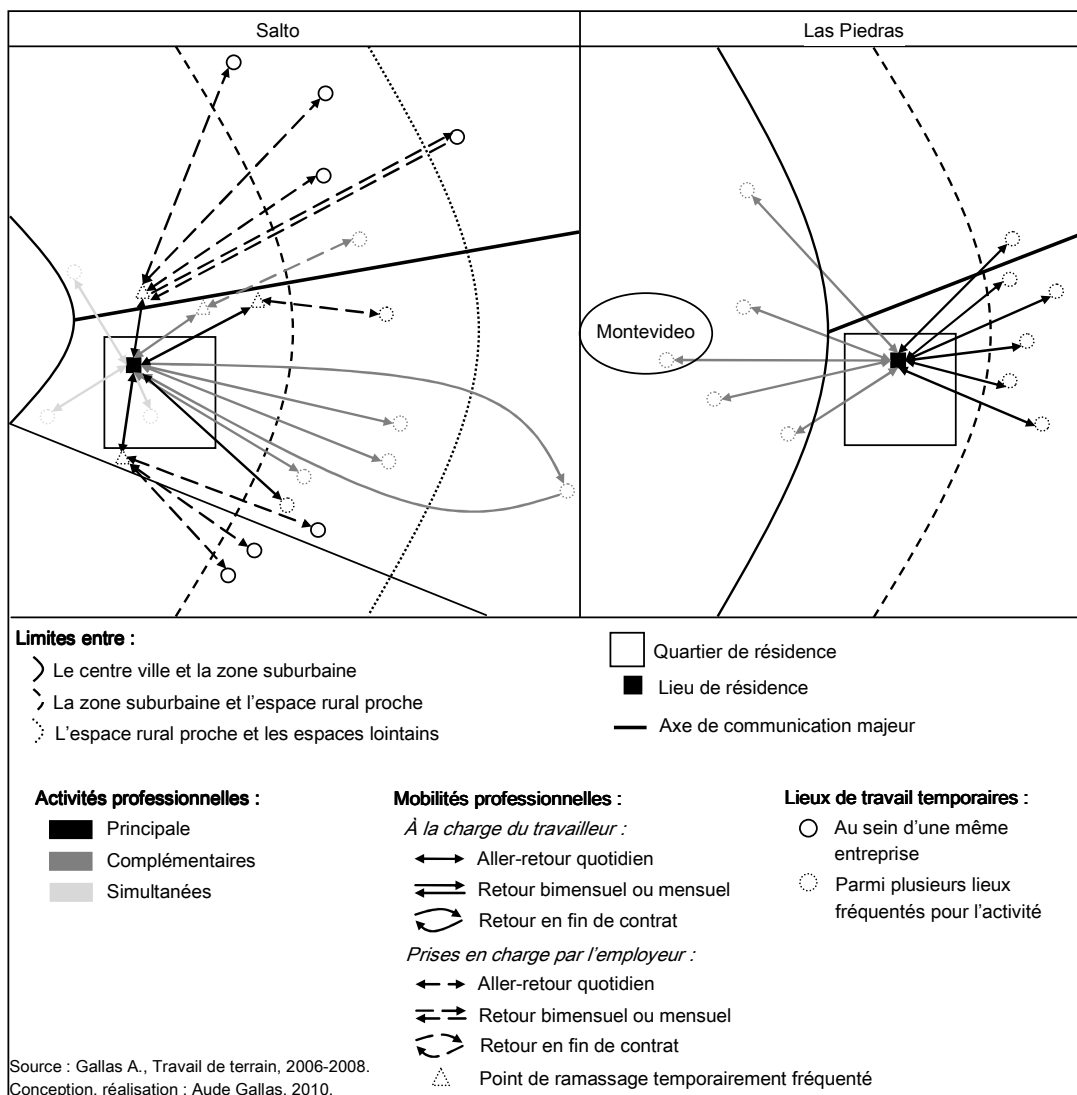


Schéma 6 - Mobilités professionnelles annuelles des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de survie



Avant de poursuivre, il est important de signaler que le discours centré sur la logique de survie peut également être lié à la conjoncture économique. En 2006, lors de la première phase d'entretiens, le gouvernement de gauche est en place depuis un an et toutes les réformes sociales et les politiques de relance de l'économie n'en sont qu'à leurs débuts. Ainsi, certains discours, notamment ceux des salariés de l'agrumiculture de Salto, activité procurant une certaine stabilité de l'emploi au cours de l'année mais délaissée par les journaliers à cause du bas niveau des rémunérations avec l'espoir d'obtenir de meilleurs salaires ailleurs, semblent moins centrés sur la survie et davantage sur la recherche de stabilité. Ceci est assez flagrant chez les salariés rencontrés à nouveau en 2007. En 2006, parmi eux, certains changeaient plusieurs fois de *contratista* au cours de la saison en fonction des informations qu'ils obtenaient des autres travailleurs quant à la rémunération. C'était avant la promulgation de la loi de « *tercerización* », qui régleme l'utilisation d'entreprises intermédiaires dans le recrutement et la gestion du personnel. Cette loi exige des entreprises une totale la légalité des conditions d'embauche du personnel. Les salaires ont alors été homogénéisés. Les *contratistas* ne peuvent donc plus augmenter ou baisser les salaires en ne déclarant pas les journaliers. D'autres changeaient régulièrement de secteur d'activité, à l'image de Juan Antonio C. ou se déplaçaient à l'échelon régional ou national avec l'espoir de trouver une meilleure rémunération ailleurs. Avec la hausse et l'homogénéisation des salaires, les conditions de vie des salariés se sont améliorées. Les discours de certains travailleurs rencontrés à Salto une seconde fois en 2007 témoignent, d'une part, de l'amélioration significative des conditions de vie – Andrés P., même s'il déclare que l'argent « s'en va comme rien », explique malgré tout qu'il a construit une seconde pièce dans sa maison, qu'il a acheté une télévision et un lecteur de DVD – et, d'autre part, de la recherche d'une certaine stabilisation dans le parcours professionnel. Ainsi, si le passage entre la logique de survie et la logique de résignation n'est pas uniquement soumis à l'emploi disponible et aux conditions d'embauche qu'il procure, il semble qu'il faille pour certains travailleurs tenir compte non seulement de la situation conjugale, comme cela été évoqué en début de point, mais aussi de la conjoncture pour comprendre les mobilités professionnelles.

2.2. La mobilité professionnelle, un compromis entre individu et famille

Malgré la diversité des situations des journaliers qui tentent de faire avec la précarité, les mobilités professionnelles sont le résultat d'un compromis entre individu et famille (Gallas A., 2010). Le premier point explique la distinction sexuée du rôle social au sein du couple qui affecte différemment les individus aux sphères professionnelle ou domestique. Le second point montre en quoi ces rôles sociaux influencent les mobilités professionnelles qui ne se font pas sur les mêmes échelles de temps et d'espace selon le sexe.

2.2.1. Des rôles sociaux différenciés au sein des couples

Comme cela a été explicité en début de chapitre et démontré pour les types 1 et 2, comprendre les mobilités liées à l'emploi à travers l'étude de logiques individuelles implique de les resituer dans le champ de la famille. À ce propos, Marie-Agnès Barrère-Maurisson souligne que l'enchevêtrement travail/famille engendre une division conjugale des sphères de compétences et de la répartition des tâches :

« La place de chaque groupe de sexe est corrélativement déterminée dans la famille et dans l'emploi, les hommes et les femmes étant simultanément concernés par les deux sphères. De la sorte les hommes ne sont plus seulement rapportés à la production et les femmes à la famille, mais respectivement aux deux éléments, et d'une façon spécifique. Ce qui compte, par contre, c'est que la division du travail opère une partition entre les hommes et les femmes dans l'emploi et dans la famille, chacun ayant une place spécifique dans la famille qui renvoie à celle qu'il a dans l'emploi et réciproquement. (Barrère-Maurisson M.-A., 1992 : 123).

La question de la place de l'homme et surtout de la femme dans la division familiale du travail a émergé au début de la décennie 1970 avec l'augmentation, à l'échelon mondial, de la part des femmes dans le volume d'emploi salarié et sous l'impulsion du courant féministe (Pitrou A., 1987 ; Chaudron M., 1991 ; Aguirre R., 2006 ; Iens I., 2006). Comme cela a été signalé précédemment, en Uruguay, le taux d'emploi des femmes – c'est-à-dire la part de la population féminine ayant occupé un emploi dans la semaine précédent le recensement – résidant en ville est passé de 35 % en 1991 à 44 % en 2006 (INE, 2006a.). Néanmoins, il existe des disparités entre les catégories sociales, ainsi, en 2006, le taux d'occupation des femmes en situation de pauvreté résidant en ville atteignait seulement 33 % (INE, 2006b.). L'occupation croissante des femmes hors du cadre familial amène à reconsidérer la partition du temps quotidien entre famille et emploi mais aussi le partage des tâches au sein de la famille. Marie-Agnès Barrère-Maurisson découpe le temps individuel quotidien en cinq temps : le « temps physiologique » – temps consacré aux besoins vitaux –, le « temps de travail professionnel » – il regroupe les temps dédiés à l'emploi et au transport pour s'y rendre –, le « temps domestique » – qui correspond aux tâches d'entretien du foyer –, le « temps personnel » – temps de détente – et le « temps parental » – tâches et activités se référant aux enfants ; ce temps est confondu, dans d'autres catégorisations, avec le temps domestique (Barrère-Maurisson M.-A., 2004). Pour synthétiser, le temps de travail se décompose entre les temps professionnel, domestique et parental. À l'aide des résultats de l'enquête menée en 2003 dans l'aire métropolitaine de Montevideo, Rosario Aguirre (2006), reprenant une distinction plus classique du temps de travail quotidien, le travail rémunéré et le travail non rémunéré qui se rapporte respectivement à l'emploi et aux tâches domestiques, à l'attention aux enfants et aux personnes âgées, signale l'existence d'une répartition sexuée des tâches, les hommes s'adonnant à leur emploi les 2/3 de leur temps de travail hebdomadaire contre seulement 1/3 aux tâches domestiques et parentales. À l'inverse les femmes consacrent les 2/3 de leur temps de travail à des activités domestiques et 1/3 à leur emploi. Cependant, ce temps de travail n'est pas équivalent entre hommes et femmes, ces

dernières travaillent hebdomadairement 7 heures de plus que les hommes, soit 48 heures (Aguirre R., 2006).

Cette répartition, bien qu'inégalitaire, est perçue différemment par les journalières. Leurs entretiens témoignent d'un vécu et d'une représentation du rôle familial de l'homme et de la femme qui pose le problème de l'intériorisation des normes sociales et de leur reproduction inconsciente dans les pratiques quotidiennes (Bourdieu P., 2002). Certaines expliquent que bien que le travail leur procure une sociabilité et un épanouissement qu'elles ne trouveraient pas dans réalisation des seules tâches domestiques et parentales – comme cela a été explicité pour les vendangeuses de Las Piedras (voir le point 2.2.3. du chapitre 6) – leur place est d'être à la maison, c'est-à-dire disponible pour l'ensemble de la famille et principalement pour les enfants, afin de remplir leur rôle éducatif. Notons que les tâches ménagères occupent davantage les femmes appartenant à des foyers pauvres, du fait du faible équipement électroménager. Le non accès à l'électricité ou au réseau d'eau pour les foyers des quartiers informels, ou le coût très élevé des appareils électroménagers ne leur permet pas de posséder, par exemple, une machine à laver le linge ou un aspirateur, équipements qui ont pourtant réduit considérablement le temps consacré aux tâches domestiques. Dans le discours de Daniela E., journalière la majeure partie de l'année dans une entreprise agrumicole de Salto, le problème posé par la pluralité individuelle des rôles familiaux transparaît clairement (voir Extrait d'entretien 53).

Extrait d'entretien 53 - Pluralité du rôle familial de la femme dans le discours de Daniela E.

« **Daniela E.** : Ça me plairait que... par exemple... **mon époux trouve** un travail sûr parce que, tu vois, que ça, l'orange, c'est saisonnier... et, moi, rester à la maison, par exemple.

Aude : Ah oui ?

Daniela E. : Oui, par exemple... si, lui, il trouvait un travail sûr et qui gagne bien... par exemple... **ça me plairait** de rester à la maison avec eux, parce que, moi, déjà... c'est-à-dire... tu perds en partie... une grande partie de la croissance de tes enfants parce que tu n'es pas là... par exemple... eux, ils ont besoin de toi... toi, tu es là quand tu rentres du travail et parfois tu rentres fatiguée et parfois non... tu donnes de l'attention mais peut-être toute celle dont ils ont besoin, donc j'aimerais que mon époux ait un travail sûr et, moi, rester à la maison mais... c'est-à-dire... un travail où on gagne bien, avec lequel nous soyons bien donc... pour pouvoir rester ici.

Aude : Oui, oui, parce que l'orange... comme tu as dit... ce n'est pas suffisant...

Daniela E. : Ce n'est pas suffisant, ça ne te permet pas, par exemple... ça te permet de subsister... ça te permet de t'en sortir... de faire des économies... ou quelque chose, et tu t'en sors plus ou moins comme ça. Mais, j'aimerais que, lui, il trouve un travail sûr, comme ça, moi, je resterais à la maison, avec eux. »^{xvii} (Entretien avec Daniela E., Salto, 2007).

Dans cet extrait, Daniela E. oppose deux formes d'emploi qui font émerger sa représentation du rôle familial de l'homme et de la femme (voir Tableau 19).

Tableau 19 - Forme d'emploi et représentation du rôle social de la femme dans le discours de Daniela E.

Emploi « sûr » du mari	Emploi « pas sûr » du mari
Un emploi qui assure un revenu suffisant pour faire vivre la famille ; ⇒ Le mari est le seul membre de la famille qui occupe un emploi salarié ; ⇒ La femme peut rester à la maison ;	Un emploi saisonnier comme l'emploi dans l'agrumiculture ; ⇒ Les deux conjoint travaillent ; ⇒ L'emploi salarié de la femme devient obligatoire pour assurer la survie de la famille ; ⇒ La femme accorde moins de temps à ses enfants ;
Le rôle familial de la femme est unique, elle se dédie à la sphère domestique ;	Le rôle familial de la femme est pluriel et se répartit entre la sphère domestique et la sphère familiale
La femme accomplit son rôle familial	La femme accomplit partiellement son rôle familial domestique
Ordre de l'utopie	Ordre du quotidien

Source : Entretien avec Daniela E., Salto, 2007.

Dans ce contexte, le salaire des femmes complète le faible salaire du mari. Cependant, il représente une contrainte pour celles qui appartiennent à des familles ayant de faibles revenus et aspirant à de meilleures conditions de vie. Les travailleuses associent donc leur rôle familial prioritairement à la sphère domestique - « Ana D. : Nous voulons toujours laisser la maison rangée, en soi, les femmes, nous voulons avoir une maison rangée et, en plus, des vêtements propres. »^{xviii} (Entretien avec Ana D., Salto, 2007) - alors que celui de leur conjoint est attaché à la sphère professionnelle. La participation des hommes aux tâches relevant de la sphère domestique étant assimilée à une « aide », qu'elle soit ponctuelle ou plus régulière. Ces pratiques reflètent les représentations que les femmes ont de la place familiale de chacun, aspect que Jacqueline Coutras reprend lorsqu'elle explique que « simplement par manque de temps, elles délèguent encore un peu plus l'exécution des tâches [...] sans remettre en cause le principe de leur identification au domestique et au familial » (Coutras, 2005 : 102).

2.2.2. Des mobilités professionnelles en fonction du rôle social

Le rôle social de l'individu conduit à différencier les formes de mobilité individuelle au cours du parcours professionnel, entre hommes et femmes. Les femmes présentent des histoires professionnelles plus discontinues, avec des périodes d'immobilité. Les hommes, eux, poursuivent les déplacements tout au long de leur vie et sont parfois amenés à parcourir de plus longues distances.

Les histoires de vie des travailleuses, embauchées la majeure partie de l'année, attestent le plus souvent de leur recherche constante d'une stabilité de l'emploi et des modes de déplacement. On comprend le souci des travailleuses de se maintenir dans un emploi, avec un

même l'employeur, à travers trois manières d'agir. Tout d'abord, la fréquence du changement d'emploi est basse, autrement dit les femmes tentent de poursuivre le même emploi le plus longtemps possible. Ensuite, s'absenter du travail demeure de l'ordre de l'exception et n'est lié qu'à l'impossibilité d'aller travailler, généralement pour des raisons familiales. Enfin, s'observe une récurrence saisonnière interannuelle des emplois. Par exemple, pour celles qui sont employées dans l'agrumiculture, elles le sont de mars à novembre et, durant l'intersaison, elles sont embauchées pour des saisons de courte durée ou pour un petit boulot dans les exploitations horticoles. Elles reproduisent chaque année cette organisation à moins qu'un nouvel emploi, jugé plus stable et mieux rémunéré, ne se présente. La recherche de stabilité des modes de déplacement, quant à elle, est soulignée par la recherche d'emploi quasiment exclusivement à l'échelon local et par l'importance attachée à la prise en charge du transport par le producteur. Ainsi, si certains travailleurs se rendent par leurs propres moyens sur le lieu de travail, cela concerne plus rarement les femmes. Cependant, cette stabilité n'est qu'apparente car les parcours de mobilités professionnelles des travailleuses montrent de nombreuses discontinuités. Elles alternent phases d'emploi et phases de non emploi donc d'immobilité passagère, transitoire. Prioritairement affectées à la sphère familiale, les femmes ont des carrières professionnelles qui répercutent tous les événements parentaux par un arrêt momentané, plus ou moins durable, de l'activité professionnelle. Les interruptions les plus longues sont liées à la procréation. D'une part, les travaux dans les exploitations agricoles mobilisant de la force physique ne sont plus réalisables pendant la grossesse. D'autre part, lorsque les enfants sont en bas âge et que les ressources familiales et financières ne permettent pas de les faire garder, la mère ne peut plus travailler et reste à la maison jusqu'à ce qu'ils soient en âge d'aller à l'école et d'être autonomes en l'absence des parents. Les interruptions de plus courte durée relèvent de la maladie d'un enfant, de l'absence de la nourrice palliée par la mère, ou encore de la perception mensuelle des allocations familiales qui nécessite le déplacement au centre-ville pour les recevoir. L'histoire professionnelle des femmes s'avère donc discontinuée, contrairement à celle des hommes.

À la différence des femmes, les hommes peuvent s'engager dans des déplacements à plus longue distance. Cette longue distance dépasse très rarement le cadre des frontières de l'Uruguay et fait référence à des déplacements marqués par l'impossibilité de rentrer quotidiennement au domicile. Le rôle du travailleur étant centré sur la survie économique de la famille, celui-ci doit mettre en œuvre les déplacements qui lui permettent de la garantir. En outre, cette mobilité leur est généralement réservée car les femmes qui assurent un double rôle domestique et professionnel ne peuvent quitter le foyer de manière prolongée. Comme dans le cas de Daniela E. et de Manuel E., employés dans l'agrumiculture, les deux conjoints travaillaient dans la même équipe. Lorsque Daniela E. a terminé la cueillette dans une parcelle proche de Salto, une parcelle plus éloignée lui a été attribuée, impliquant un déplacement de

longue distance, ce qui compromettait le retour quotidien au foyer. Par conséquent, comme l'organisation familiale nécessite la présence d'au moins un des parents au domicile, la femme change d'équipe, comme l'a fait Daniela E., ou d'emploi, afin de rentrer chaque soir pour assurer ses tâches domestiques. La mobilité à longue distance des femmes existe mais elle correspond à une mobilité professionnelle familiale. Par exemple, pour les Salténiennes, les vendanges dans le Sud du pays occasionnent cette mobilité. Elles se déroulent durant les vacances scolaires. Ainsi ceux qui le peuvent se déplacent en famille et cueillent ensemble. Le travail étant rémunéré à la tâche, les revenus augmentent avec le nombre de membres de la famille mis au travail. Si ces mobilités à longue distance sont réservées aux hommes, elles sont loin d'être considérées comme un privilège mais davantage comme une conséquence de leur affectation prioritaire à la sphère professionnelle. Ainsi, comme le suggère Pierre Bourdieu dans *La domination masculine*, « la structure impose ses contraintes aux deux termes de la relation de domination, donc aux dominants eux-mêmes » (Bourdieu P., 2002 : 98). Dans les discours, cette contrainte se retrouve dans la manière de qualifier le lointain qui est souvent assimilé à un déracinement et associé à l'ennui. D'ailleurs, les salariés chefs de famille, lorsqu'ils travaillent dans des lieux éloignés du domicile, restent toute la durée de l'emploi sur le lieu de travail, ne sortant qu'exceptionnellement pour s'approvisionner. Enfin, quelques nuances doivent être apportées à l'analyse de la mobilité masculine de longue distance et à la mobilité des travailleurs en général. En effet, celles-ci s'inscrivent également dans le cycle de vie familial. Avec la constitution d'une famille, l'investissement financier qu'implique la mobilité à longue distance incite les travailleurs à restreindre le champ des déplacements à l'échelon local. En effet, dans le discours d'Hugo L. (voir Extrait d'entretien 54), l'opposition entre « maintenant » et « avant » révèle la préférence actuelle pour ce mode de déplacement. Cette préférence est liée aux transformations du contexte de la mobilité et plus encore au passage d'une étape du cycle de vie individuel à l'autre. « Avant », lorsqu'il était célibataire, le coût de la mobilité à longue distance ne représentait pas un frein. Désormais, ce coût est réévalué en fonction des besoins de sa famille et comme les gains obtenus par le travail ne permettent pas de répondre à ces besoins, Hugo L. a délaissé cette forme de mobilité.

Extrait d'entretien 54 - Mobilité à longue distance dans le discours d'Hugo L.

« **Hugo L.** : J'allais à Juanicó [localité du sud du pays], l'entreprise elle-même te donnait de quoi te loger et tu n'avais qu'à acheter de quoi manger et emporter de quoi cuisiner. Mais, maintenant, non, maintenant, toi, tu dois aller travailler là-bas et payer un loyer, à l'extérieur, dans la ville ou dans le village. Mais, ce que, toi, tu gagnes ne te permet pas de couvrir ces dépenses. C'est-à-dire, si j'étais célibataire, oui ! Parce que si, moi, je suis célibataire, je couvre ces dépenses et il me reste l'argent pour moi, pareil. Mais comme, moi, j'ai une famille et si, moi, je dépense là-bas pour la nourriture et pour le loyer, il ne me reste rien pour envoyer à ma femme ici, pour mes enfants. Mais si je reste là, peut-être que je gagne moins, mais je n'ai pas le loyer et la nourriture à part. »^{xix} (Entretien avec Hugo L., Salto, 2006).

Les mobilités professionnelles observées sont donc le résultat d'un compromis entre le projet de l'individu et celui de la famille. Certaines femmes souhaiteraient ne pas avoir à occuper d'emploi pour se consacrer totalement à la sphère familiale. Par conséquent, elles se déplacent uniquement localement, de manière à assurer leurs rôles domestique et parental. Certains hommes, qui entreprennent des mobilités imposant une absence plus ou moins longue, préféreraient trouver un emploi localement. Cependant, comme leur rôle familial est centré sur la sphère professionnelle donc la subsistance de la famille, ils cherchent à l'accomplir le mieux possible.

La diversité des situations individuelles et familiales des journaliers les conduit à mettre en place différentes manières de faire avec la précarité. Pour les salariés dont les discours s'inscrivent dans les logiques de projection ancrée et de résignation, le socle qu'ils ont parvenus à édifier leur assure la réalisation, même partielle, de leur projet. Au contraire, les salariés dont les discours relèvent de la logique de survie se privent de tels projets car ils sont trop contraints par les impératifs du quotidien. Dans ce cadre, deux formes de parcours d'emploi et de mobilités se distinguent. Les premiers sont installés dans une relative stabilité qu'ils entendent protéger. Pour les seconds, le plus important est de subvenir aux dépenses nécessaires à la famille. Aussi, l'hypermobilité s'impose-t-elle quand il s'agit de trouver un emploi et d'augmenter le salaire. Toutefois, la stabilisation représente pour une partie de ces travailleurs un idéal. Enfin une séparation nette apparaît entre les habitants de Salto et de Las Piedras. Les Salténiens semblent avoir moins de diversité de travail mais plus d'opportunité d'emploi dans l'espace rural proche. À l'inverse, les parcours des Pédrenses apparaissent beaucoup plus diversifiés mais aussi beaucoup plus discontinus.

3. Résister à la précarité

À l'opposé des logiques d'action exposées dans le point précédent, celles des journaliers qui composent ce second ensemble renvoient aux moyens de résistance face à la précarité économique des foyers mais, aussi et surtout, face à la précarité professionnelle. Les différentes logiques typiques sont fondées sur l'amélioration des conditions d'emploi et de travail du journalier. Les trois points suivants présentent successivement les trois logiques typiques identifiées, en mettant davantage l'accent sur les projets individuels que sur les projets familiaux puisque les discours sont plus centrés sur les individus, leur parcours professionnel et les mobilités qu'ils impliquent.

3.1. Logique de transition (type 3)

3.1.1. Un idéal de vie en attente, mais à venir

Les conditions dans lesquelles vivent les salariés dont les discours, au moment de l'entretien, reposent sur la logique de transition sont très différentes des conditions idéales qu'ils souhaitent pour eux et pour leur famille. En effet, si leur situation économique est comparable à celle des travailleurs du type 1, les salariés du type 3 la décrivent comme précaires. Leurs revenus sont peu élevés, ce qui accentue les difficultés, surtout lorsqu'ils ont des enfants. Par exemple, Lourdes P., mère célibataire de trois enfants âgés de 5 à 11 ans, doit, en plus du salaire qu'elle perçoit pour son travail de journalière dans un vignoble, compter sur l'argent et la nourriture que les grands-parents paternels de ses filles lui envoient et sur celui que le père de son fils lui donne pour subvenir aux besoins des enfants et payer les factures (Entretien avec Lourdes P., Las Piedras, 2008). Cette situation précaire l'a d'ailleurs conduite, après la séparation d'avec le père de son fils, à revenir plusieurs fois sur cette décision car elle seule ne parvenait pas à assurer le confort de vie de ses enfants. Dans leur discours, à l'image de l'ensemble des salariés rencontrés, la propriété privée demeure un objectif fondamental. Il s'agit là du premier chantier pour ces travailleurs qui, pour le moment, ne possèdent pas de maison. Certains, les plus jeunes, vivent encore avec leurs parents et espèrent acquérir une autonomie plus importante. D'autres louent une maison. D'autres encore ont construit une *pieza* dans le jardin d'un parent. C'est ce que Juan R. et sa compagne Inés P. – dont l'entretien est considéré comme « l'entretien noyau » du type 3 (Demazière D. et Dubar C., 1997) – ont fait (Entretien avec Juan R. et Inés P., Salto, 2007). Cependant, cela les a contraints à s'installer dans un quartier qu'ils n'apprécient pas. Par ailleurs, ce contexte de précarité est d'autant plus difficile quand les salariés ont connu des conditions économiques bien meilleures. La situation actuelle est alors envisagée comme une régression sociale. Elle peut également être considérée comme

consécutive à un accident de la vie. Dans le cas de Juan R., la formation prématurée de sa famille – sa fille née trop tôt – l’a conduit à revoir ses objectifs et à interrompre son activité professionnelle en tant qu’indépendant (voir Extrait d’entretien 55).

Extrait d’entretien 55 - Construction précoce de la famille et interruption des plans professionnels dans le discours de Juan R.

« **Juan R.** : Oui, parce que... c’est-à-dire... avant de... moi, de vivre avec elle, moi, j’étudiais... technicien en informatique, réparation d’ordinateur et tout ça...

Aude : Combien de temps tu as étudié ?

Juan R. : Trois ans... dans le secondaire, non ? Je suis resté jusqu’à la dernière année du secondaire et... si j’avais réussi les deux examens que j’avais en programmation, c’était la partie qui... qui me coûtait le plus à cause de la logique et des mathématiques et tout... Si, moi, je réussissais ça, j’allais dans le supérieur... c’est-à-dire... à l’université. Et durant ces trois mois, je vivais pratiquement de ça ; c’est-à-dire, moi, je n’avais pas le titre qui me cautionne sur le marché du travail et me permette de dire : « bon, je vis de ça et je me présente dans une entreprise comme technicien », comme je n’avais pas le titre car il me manquait une matière et... mais, tu vois, en tant qu’indépendant... un ami m’appelait ou... des connaissances de là où j’ai grandi... et... je vivais de ça... et ça marchait assez bien... La chance du débutant, comme on dit, non ? Parce qu’après ça a commencé à manquer... le... le travail... parce qu’on ne m’appelait pas beaucoup. [...] Et bon, après, là dedans, moi, j’ai un cousin qui travaille dans la même chose et, lui, il me disait que j’ai travaillé seulement trois mois comme ça... et qu’à lui, il lui a fallu cinq ans... pour être un technicien reconnu et avoir du travail tous les jours... donc que je ne devais pas m’inquiéter, que je devais continuer et faire des efforts... et comme, moi, j’avais ma petite et j’étais en train de former ma famille... et, moi, j’ai dit : « non, je dois faire quelque chose en plus de ça ». »^{xx} (Entretien avec Juan R. et Inés P., Salto, 2007).

Cependant, cette position ne peut être que temporaire. En effet, Juan R. et Inés P., dans la continuation de l’entretien, expliquent que leur situation est très différente de celle des gens – qu’ils décrivent comme des travailleurs contraints à l’emploi dans l’hortifruiculture, faute d’études – car, contrairement à eux, ils ont planifié leur futur (voir Extrait d’entretien 57). Les impératifs présents sont amenés à changer à court ou moyen terme, leur permettant de rétablir des conditions de vie plus convenables.

La formation est avancée comme le moyen de parvenir à une ascension sociale ou de rétablir les conditions sociales antérieures. Comme pour les salariés appartenant à la logique de projection ancrée, les savoirs et savoir-faire acquis ou en cours d’acquisition sont valorisés mais, à la différence de ceux-ci, qui n’envisagent la promotion sociale par les études que pour leurs enfants, les salariés du type 3 en font un objectif personnel. Les journaliers ayant une famille à charge formulent un objectif précis. Dans le cas de Lourdes P., cet objectif rompt avec toutes les activités qu’elle a pu exercer jusqu’alors mais il s’agit bien d’un projet ancré. D’une part, il s’inscrit dans la continuité, elle souhaite reprendre une formation de coiffeuse qu’elle avait dû abandonner lors de sa dernière grossesse. D’autre part, elle s’est déjà renseignée pour suivre les cours à proximité de son domicile et non plus à Montevideo, dans le centre de formation où elle avait commencé (voir Extrait d’entretien 56). En revanche, les jeunes salariés sans obligation familiale appartenant à ce type expriment des objectifs moins précis. Ils souhaitent terminer

leurs études pour obtenir un diplôme ou parfaire leur formation en suivant des cours supplémentaires afin d'élargir le champ des possibles et d'anticiper un avenir qui peut se révéler imprévisible.

Extrait d'entretien 56 - Le retour à la formation, un passage obligé pour transformer les conditions de vie familiale dans le discours de Lourdes P.

« **Lourdes P.** : J'ai étudié... trois mois... mais il y avait, là aussi, le problème de Gastón... et je n'ai pas pu continuer à étudier. Moi, j'ai des connaissances en coiffure, c'est-à-dire, je coupe les cheveux des filles, je me fais mes teintures moi-même, je sais faire un brushing et une permanente, je me défends... Il me manque seulement le diplôme pour monter un salon de coiffure.

Aude : Ah... parce que tu veux ouvrir un salon de coiffure...

Lourdes P. : Oui, je veux en avoir un, je veux travailler pour moi... et dans quelque chose qui me plaît... donc comme j'aime la coiffure... et je suis une bonne coiffeuse et j'ai beaucoup... d'habileté, disons... avec les gens... donc, je veux faire ça.

Aude : Et où tu veux le faire ?

Lourdes P. : Ici, à Las Piedras, moi, je me suis déjà renseignée... Je vais étudier ici, à Las Piedras... je commence le mois prochain... donc ça, ce sont les plans que j'ai et bon... c'est un cours rapide... comme, moi, j'ai déjà des connaissances de coiffure ça prend 7 mois pour apprendre. Donc bon, en 7 mois... j'étudie 7 mois et après je vais pouvoir monter quelque chose... et travailler à la maison et être avec les enfants aussi... car je sais que, ces derniers temps, je les ai laissés très seuls et... ça ne me plaît pas. »^{xxi} (Lourdes P., Las Piedras, 2008).

Un deuxième élément de différenciation entre les salariés de ce type et les salariés du type 1.a. est observé à propos de l'ascension sociale. Les journaliers du type 3 centrent peu leur discours sur l'ascension sociale des enfants par la scolarisation. Leur propos porte davantage sur eux. La famille et les enfants n'y sont associés que lorsque les salariés évoquent les retombées positives, économiques notamment, que les changements de leur situation professionnelle peuvent créer (voir dernière phrase du discours de Lourdes P., Extrait d'entretien 56). Néanmoins, ces projets pour les enfants semblent latents car ils sont parfois évoqués brièvement. On peut supposer que le poids du contexte professionnel et économique dans lequel les salariés se trouvent actuellement, les contraint, à l'instar des salariés du type 2, à privilégier, dans les discours, les moyens mis en œuvre pour en sortir. Les autres projets s'exprimeront une fois le socle échafaudé. Cependant, et c'est là le troisième élément de divergence avec les salariés du type 1.a., ce socle ne s'appuie pas sur la stabilisation de la situation actuelle mais sur le changement radical de celle-ci, envisagée comme provisoire. L'objectif principal qui mobilise tous les efforts des salariés est de faire que la situation change, c'est-à-dire d'affronter la précarité en se donnant les moyens d'aller de l'avant.

3.1.2. Une situation professionnelle passagère

Au moment de l'entretien, tous ces salariés sont embauchés temporairement ou à durée indéterminée dans le secteur hortifruiticole, c'est d'ailleurs ce qui a permis de les rencontrer. Pour certains, ce travail contraste nettement avec le milieu social dont ils sont originaires. Gonzalo A. explique que, dans sa famille proche, sa mère et sa sœur sont enseignantes respectivement dans le secondaire et le primaire alors que lui a préféré des études techniques, courtes, qui, pour le moment, ne lui permettent pas de trouver localement du travail (Entretien avec Gonzalo A., Salto, 2007). Pour d'autres, l'emploi agricole diffère complètement de l'activité qu'ils ont exercée durant le reste de leur vie. Dans tout l'entretien de Lourdes P., cette opposition entre son activité professionnelle actuelle et ses emplois antérieurs est articulée avec les moments clés de sa vie conjugale, familiale ainsi que ses mobilités résidentielles (Entretien avec Lourdes P., Salto, 2008). Originnaire de Las Piedras et ayant été déscolarisée à la fin de l'école primaire, elle a eu l'opportunité, à sa majorité, de travailler en tant que femme de ménage dans une grande banque de Montevideo. Au sein de celle-ci, elle a été promue hôtesse pour servir lors des réunions d'affaires. Durant cette période, elle a rencontré son premier mari et s'est installée, avec lui, à Montevideo. Par l'intermédiaire de la cousine de son époux, elle a trouvé un emploi en tant qu'aide soignante dans une clinique. Après avoir quitté son époux, elle a continué à travailler dans cette clinique. Elle est alors tombée enceinte pour la troisième fois et a dû quitter cet emploi car sa grossesse était encore plus difficile que les deux premières. À ce moment, elle a décidé de s'installer dans une ville de la périphérie de Montevideo avec son nouveau compagnon. Ce ménage n'a pas fonctionné, elle est donc retournée dans sa ville d'origine où son frère, employé dans le secteur hortifruiticole, lui a trouvé l'emploi qu'elle occupe depuis deux ans, de manière intermittente, au gré des besoins du producteur. Ainsi, du fait de la distance entre leur milieu social, leur formation ou leurs emplois antérieurs et leur travail actuel, les salariés expliquent tous qu'il n'est pas fait pour eux (voir le discours de Juan R. et Inés P. et celui de Lourdes P., Extrait d'entretien 57 et Extrait d'entretien 58).

Dans le discours de Juan R. et Inés P., les éléments ayant trait à la projection du couple et à l'activité professionnelle sont complètement imbriqués (voir Extrait d'entretien 57).

Extrait d'entretien 57 - Distance avec l'activité actuelle dans le discours de Juan R. et Inés P.

« **Juan R.** : Moi... sincèrement, ce n'est pas ce que je veux, travailler dans les exploitations hortifruiticoles... s'il se présente n'importe quelle autre possibilité, meilleure, tout de suite, j'y vais

Aude : Et pourquoi ça ne te plaît pas ?

Juan R. : Les exploitations hortifruiticoles ?

Aude : Oui.

Inés P. : Parce que, lui, il a étudié pour... il rêvait de quelque chose... lui, il a tant étudié pour... pour ne pas travailler dans une exploitation hortifruiticole... ce n'était pas ça le but, le rêve... je dis... voilà...

Juan R. : Ce n'est pas que je le voie comme un travail... sale ou mauvais, mais que... comme tous les enfants, moi... je voulais être quelque chose... et je l'ai quasiment obtenu... mais comme... je me suis mis avec elle et j'ai eu ma fille, je n'ai pas pu... mais nous pensons, avec elle, qu'à long terme, je vais le faire...

Inés P. : Et oui... parce que c'est injuste que pour deux matières... lui, il n'ait pas le titre, donc, je dis... cette année, nous, nous avons... nous, nous avons beaucoup pensé au futur, nous sommes un couple qui pensons à obtenir nos diplômes, à terminer, à avoir notre maison... je dis... non... la majorité... comme toi, tu vois... dans les endroits pauvres comme ça... la femme reste à la maison et le mari travaille dans une exploitation hortifruitière ou dans l'orange et rien d'autre... je dis... Moi, j'étudie la carrière d'éducateur de jeunes enfants, c'est un peu comme... institutrice de jardins d'enfants... et voilà... cette année, si Dieu le veut, j'obtiens mon diplôme et l'année qui vient bon... si je peux trouver un travail... on va voir... que lui puisse terminer ses études... je dis... ça ne veut pas dire que, lui, il doit continuer toute la vie dans une exploitation hortifruitière... je dis... ce n'est l'objectif pour aucun d'entre nous...

Juan R. : Parce que moi, ça m'a toujours plu l'informatique et l'électronique...

Aude : Oui, rien à voir avec le travail de l'exploitation hortifruitière...

Juan R. : Oui, donc ça je le fais par nécessité, comme on dit mais... ça me plairait de terminer mes études, d'obtenir mon diplôme et après de me déplacer avec la petite valise et de réparer les ordinateurs, de travailler dans de grandes entreprises... ou, qu'est-ce que j'en sais... c'est ce que, moi, je veux faire et c'est ce qui me plaît. Ce n'est pas que... ce... ça me déplaît trop, à moi... en réalité, moi, quand... là-bas en pension, là où j'ai grandi... j'ai travaillé... toute mon enfance dans une exploitation hortifruitière, c'est-à-dire, je sais ce que c'est, Sergio lui-même... un peu plus... il m'a accepté, pour travailler pour lui... parce que je sais conduire le tracteur... et, moi, depuis que je suis enfant, je conduis le tracteur... je sais conduire... donc à lui, ça lui est utile [...] donc, je dis... si je dois toujours travailler dans ce que je fais, ce n'est pas tant que le métier soit mauvais mais... non... moi, personnellement... pour ce que je suis et pour tout ce que j'ai étudié... je considère que non...

Inés P. : Qu'il ne le mérite pas. »^{xxiii} (Entretien avec Juan R. et Inés P., Salto, 2007).

Dans le discours de ces salariés, l'expression du lien avec le travail et l'emploi hortifruitière est ambiguë. Comme cela vient d'être expliqué, cette activité ne leur convient pas or ils semblent malgré tout s'en accommoder du fait de sa nécessité et de son caractère provisoire (voir discours de Lourdes P., Extrait d'entretien 58).

Extrait d'entretien 58 - Satisfaction relative dans le travail et caractère provisoire de l'emploi dans le discours de Lourdes P.

« **Aude :** Donc, tu vas arrêter le raisin... quand tu pourras...

Lourdes P. : Oui... ce n'est pas pour moi... je ne me sens pas à l'aise... je le fais parce que... je n'ai pas le choix.

Aude : Ça n'avait pas l'air quand... nous étions dans l'exploitation... que le travail te pesait. Bon... c'était difficile... oui... ça je l'ai compris... mais... que ça ne te plaisait pas, je ne l'avais pas compris comme ça.

Lourdes P. : Non, ce qui se passe, c'est que l'on doit prendre le travail... ce que l'on fait... comme si ça te plaisait ce que tu fais... parce que si, toi, tu y vas en te disant : « ce n'est pas pour moi, ça, ça ne me plaît pas », tu n'es pas à l'aise pour travailler et tu ne travailles pas bien, donc ça dépend de chaque personne, comment tu le prends... moi, ça ne me plaît pas... mais si j'y vais en me disant ça tous les matins... ça serait horrible de me lever, horrible de travailler, je ne me sentirais pas bien et je dis... je travaillerais 3 jours et je n'irais plus, donc on doit prendre les choses... un peu plus... plus légèrement pour les continuer, ça ne plaît pas... je ne vais pas te

dire que ça m'enchanté... ça ne me plaît pas... mais c'est ce qu'il y a, c'est ce que je dois faire et c'est ce que... c'est le salaire que je rapporte tous les jours chez moi parce que j'ai trois enfants, donc tu dois le prendre d'une autre manière. »^{xxiii} (Entretien avec Lourdes P., Las Piedras, 2008).

À l'opposé de tous les autres travailleurs rencontrés dans le cadre de cette thèse, les salariés du type 3 considèrent l'emploi dans le secteur hortifruiticole comme passager, lié à la situation économique actuelle du foyer. Par conséquent, les échelles temporelles d'observation des parcours professionnels diffèrent de celles des autres journaliers. Pour les salariés des autres types, deux échelles de temps ont été distinguées : l'échelle de l'année – car dans les entretiens, les journaliers la mettaient eux-mêmes en évidence en expliquant que les opportunités d'emploi variaient saisonnièrement – et l'échelle de la vie – utile pour observer la récurrence des emplois et la variation des mobilités sur le long terme. Pour les salariés qui s'inscrivent dans la logique de transition, seule l'échelle de la vie apparaît pertinente. Ils dissocient simplement des périodes – de plus ou moins longue durée – au cours de leur vie, dont l'actuelle représente un accident de parcours avant le début ou le retour à une activité en adéquation avec leurs désirs.

Les parcours professionnels sont très diversifiés d'un individu à l'autre (voir Schéma 7). Certains salariés sont plus stabilisés (leur parcours professionnel et leurs mobilités sont représentés sous l'appellation « stabilité provisoire » dans le Schéma 7 et le Schéma 8). L'activité hortifruiticole représente pour eux, au moins temporairement, l'activité principale même si, comme dans le cas de Lourdes P., l'emploi est intermittent. Cette stabilité, bien que provisoire, est nécessaire pour réunir toutes les conditions du changement radical. D'autres, en revanche, sont hypermobiles durant cette phase d'ajustement (leur parcours professionnel et leurs mobilités sont représentés sous l'appellation « hypermobilité provisoire » dans le Schéma 7 et le Schéma 8). Ils n'ont aucun intérêt à se stabiliser dans l'activité, donc ils recherchent les meilleures opportunités salariales. Il est alors impossible de distinguer une activité principale et encore moins un emploi principal durant cette période, qui peut durer plusieurs années. Leur parcours s'apparente plutôt à une somme d'emplois complémentaires dans lesquels le salarié reste plus ou moins longtemps. Cette hétérogénéité se retrouve également dans la mobilité (voir Schéma 8). Pour les premiers, les mobilités sont proches de celles présentées dans le schéma de stabilité pour le type 1. Cependant, elles s'opèrent exclusivement à l'échelon local dans l'espace rural proche. Elles sont par ailleurs moins riches que celles des salariés du type 1 car aucun des salariés du type 3 n'a d'activité simultanée et les périodes d'inactivité liées à l'interruption de l'emploi principal sont rarement comblées par des petits boulots. En revanche, pour les seconds, les mobilités se font dans toutes les directions, elles s'inscrivent dans le schéma de l'hypermobilité. Les salariés mobilisent indifféremment tous les échelons spatiaux – local, régional, national voire international – en fonction des opportunités. L'absence prolongée du domicile apparaît moins problématique que pour les travailleurs des autres types car ils la savent temporaire.

Schéma 7 - Parcours professionnels des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de transition

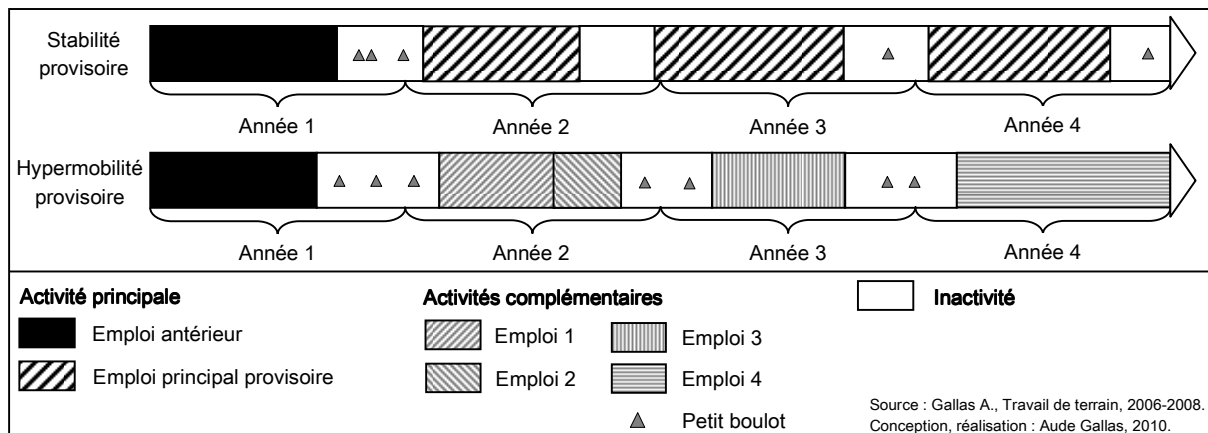
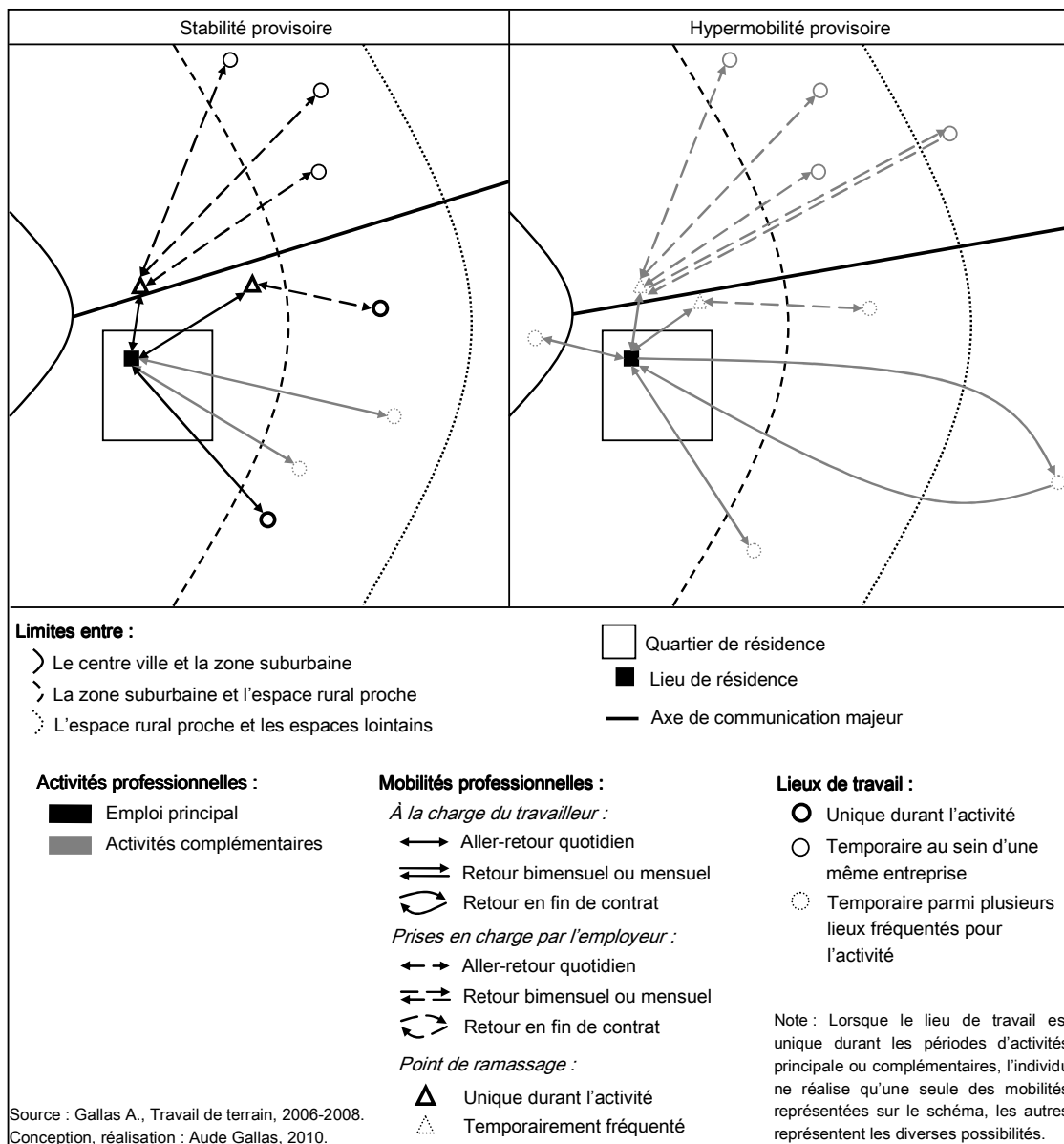


Schéma 8 - Mobilités professionnelles annuelles des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de transition



Les individus, dont les discours relèvent de la logique de transition, représentent un type à part des autres salariés agricoles car le passage dans l'activité est probablement bref. Si une étude suivie sur plusieurs années était menée, nous pourrions supposer qu'aucun de ces salariés ne travaillerait de manière prolongée dans le secteur. En cela, ils se rapprochent d'un profil de salarié agricole plus couramment repéré dans les exploitations hortifruitières en France : les chômeurs qui parce qu'ils n'ont aucun emploi au moment de la saison, viennent travailler dans les exploitations (Rau V., 2007) ou les jeunes qui, pendant plusieurs étés consécutifs, viennent s'employer pour les vendanges (même si cette figure tend à disparaître pour laisser place à des saisonniers de métier). Néanmoins, l'existence de ce type 3 apporte beaucoup à la compréhension de l'activité agricole en Uruguay comme une activité refuge, caractérisation que lui octroient parfois certains chercheurs (Tubío M., 2002 ; Piñeiro D., 2008) ou agents de développement. Ainsi, à l'idée d'activité refuge en période de crise (comme cela a déjà été signalé à l'aide de l'observation des facilités et difficultés de recrutement des producteurs à différentes époques, voir chapitre 4) s'ajoute celle d'activité refuge à un moment difficile de l'existence de l'individu.

3.2. Logique d'indépendance (type 4)

3.2.1. La valorisation de l'indépendance professionnelle

Comme tous les autres travailleurs rencontrés dans le cadre de cette thèse, les conditions de vie de ceux qui composent le type 4 sont très variées. Certains vivent dans une grande précarité, sous le seuil d'indigence, alors que d'autres vivent plus aisément. Ces derniers possèdent leur logement ainsi que des éléments de confort. Malgré ces disparités, tous déclarent formellement être pauvres. Ebert P., journalier dans le secteur horticole salténien, fait le lien au cours de son entretien entre ses conditions de vie, celles des travailleurs agricoles en général, et la faible valorisation pécuniaire du travail agricole (voir Extrait d'entretien 59). Il remet en cause les pratiques des producteurs qui sont légitimées par l'État. Ce dernier acteur est rarement mentionné de manière aussi explicite par les salariés qui reportent toujours directement le problème des salaires sur les employeurs (voir le discours d'Alfredo Gabriel P., Extrait d'entretien 61).

Extrait d'entretien 59 - La faible valorisation du travail agricole dans le discours d'Ebert P.

« **Ebert P. :** Le travail est fondamental parce que... c'est le seul moyen de vie que nous avons... les travailleurs ruraux... même si nous savons que ce n'est pas suffisant, par rapport au coût de la vie que nous avons dans ce pays... qui est un pays relativement cher en comparaison des salaires que l'on gagne, les salaires sont très maigres... pour les travaux, les tâches qui sont faites... sûr... qu'ils devraient être plus... des salaires meilleurs pour que... l'on puisse vivre mieux, plus aisément... vivre... que la famille vive mieux... parce que, souvent, il ne permet pas de... Malheureusement, la situation économique que... les salaires sont bas et le coût de la vie

est 3 ou 4 fois plus élevé que les salaires... et... tu as un autre problème... c'est que nous ne... n'avons pas un gouvernement qui... bien que ce soit un gouvernement de gauche... je pense qu'il devrait regarder plus ceux qui sont en bas... [...] Nous espérons qu'à un moment ils se souviennent de nous... les pauvres... que nous existons aussi et que nous sommes... les travailleurs, ceux qui font... que ce pays peut fonctionner, non ? qu'il puisse aller de l'avant... parce que s'il n'y avait pas la main-d'œuvre... dans ce pays, il n'y aurait pas d'exportation, il n'y aurait pas de production... parce que tout repose sur la main-d'œuvre... toi, tu as vu qu'une tomate ça se cueille avec un travailleur... que la tomate ça se trie, se classe, cette tâche, c'est le travailleur qui la fait... je pense que pour ces tâches, ils devraient être bien rémunérés... les travailleurs... pour la connaissance qu'on utilise de lui... pour ce qu'il fait... et malheureusement ce n'est pas comme ça... »^{xxiv} (Entretien avec Ebert P., Salto, 2007).

Dans leurs discours, les journaliers qui s'inscrivent dans la logique d'indépendance, comme les salariés du type 3, font peu de référence à la famille. Sans relance, le projet familial est peu ou succinctement abordé alors que celui du travailleur dans le cadre de son activité professionnelle fait l'objet d'une description très précise. Malgré ce centrage sur soi, les conséquences de toutes les actions du travailleur en termes d'emploi, considérées comme positives, sont reliées à la famille, notamment à travers la potentielle amélioration des ressources, ce que fait Ebert P. alors qu'il évoque la nécessité de l'augmentation des salaires (voir Extrait d'entretien 59). Ces salariés expriment donc, plus que ceux des autres types, leur insatisfaction généralisée de l'emploi et même parfois également du travail. Pour certains, elle concerne les trois dimensions du rapport à l'emploi (exposées dans le chapitre 6) : temporalité du travail, légalité, rétribution, avec une insistance forte quant au bas niveau de rémunération. Cette insatisfaction se traduit de quatre manières différentes dans les discours : en valorisant le travail indépendant, en dénonçant la relation salariale, en reliant ces deux éléments et en reportant la culpabilité sur l'État. Tout d'abord, quelques journaliers opposent dans leur discours l'emploi salarié au travail indépendant. Ils précisent alors les désagréments causés par le premier et les avantages inhérents au second. Ils invoquent la flexibilité du temps de travail permise par une activité en tant qu'indépendant. Les salariés travaillent quand ils le souhaitent et accommodent plus facilement leur emploi à leurs autres activités de la vie quotidienne. Ils précisent également que le montant de la rémunération est fixé entre les deux parties en présence, le demandeur et l'offreur de service, et que, contrairement à l'emploi salarié, la rémunération brute est équivalente à la nette car l'activité est informelle. En effet, les salariés, dont la situation économique est parfois très difficile, ne pensent pas le futur et ne voient pas tous l'intérêt de la formalisation. Cet état de fait est renforcé, comme c'est le cas dans la région de Las Piedras, quand les emplois salariés auxquels les travailleurs peuvent postuler sont également informels et ce, dans tous les secteurs d'activité. Au contraire, lorsque les salariés sont confrontés à l'emploi salarié formel, les avantages, principalement à moyen terme, – tels que la possibilité de percevoir le chômage pendant l'intersaison (voir discours d'Alejandro G., Extrait d'entretien 60) – qu'ils en retirent s'opposent à ceux du travail informel, ce qui rend le choix plus complexe et leur position face aux deux formes de travail ambiguë. Alejandro G., 23

ans, s'est mis en ménage avec une femme qui avait déjà 3 enfants, exprime cette ambiguïté. Il dissocie d'abord l'emploi dans les exploitations hortifruitières dans lesquelles il travaillait auparavant saisonnièrement de manière informelle de son activité de livreur qu'il peut réaliser depuis qu'il a investi dans une charrette et deux chevaux. Il distingue également ce second travail de la récolte des agrumes qui assure, d'une part, des rentrées d'argent plus régulières, même si elles sont parfois moins importantes que ce qu'il pourrait percevoir en faisant des livraisons et, d'autre part, une indemnisation en fin de saison.

Extrait d'entretien 60 - Ambiguïté dans le choix entre l'emploi salarié et le travail indépendant dans le discours d'Alejandro G.

« **Aude** : Tu vas tous les ans dans les exploitations hortifruitières ?

Alejandro G. : Non... je le faisais avant de m'acheter la charrette, maintenant, je vais plus avec la charrette, à mon compte, rien de plus. [...] Parfois, moi, je sors... comme ils me préviennent, parfois ils me préviennent et, moi, je ne vais pas à l'orange donc, moi, je fais du bois parce que ce sont des échanges de plus que je fais avec la charrette, comme moi, je te disais... c'est la charrette, mais parfois, je me gagne plus, je dis, que dans l'orange, voilà, mais je travaille à mon compte là, non ? où j'ai tout, un peu de bois et je leur apporte et voilà. Mais, moi, ça me plaît d'aller partout avec la charrette et toutes ces choses, si parce que j'adore les animaux, je dis. Ce sont ma vie, les animaux. [...] Ce qui me plaît le plus, c'est la charrette parce que je travaille pour moi.

Aude : Et pourquoi ça te plaît ?

Alejandro G. : Ce qui se passe c'est que c'est à mon compte, parfois, je gagne plus. Parfois, je gagne plus, donc c'est pour ça que j'aime travailler à mon compte, rien de plus.

Aude : Et tu te declares quand...

Alejandro G. : Ah, ça c'est ce que j'ai ! Pour cela, moi, je me suis mis plus dans l'orange, maintenant, parce que dans l'orange, tu as... tu te crèves mais maintenant tu as... tu termines la saison et tu as le chômage.

Aude : Oui...

Alejandro G. : Évidemment. Tu as le chômage, si tu as la carrière correspondante c'est-à-dire les journées de travail, nous disons, tu as le chômage. Et oui, ce sont 1 000... 1 800 pesos par mois. En été, non ? Ce sont 6 mois et, quand ils se terminent, l'orange commence. Donc c'est utile. C'est pour ça que je me suis mis plus dans l'orange parce que... et avec la charrette, ce n'est pas toujours qu'une livraison se présente ... ce n'est pas tout le temps qu'arrive un petit boulot, donc... »^{xxv} (Entretien avec Alejandro G., Salto, 2007).

Ensuite, l'insatisfaction des salariés les conduit à exprimer une relation salariale inégalitaire qu'ils remettent en cause. Pour cela, ils mobilisent toutes les dimensions de l'insatisfaction. Ils justifient l'« exploitation » du travailleur par le non respect du temps légal de travail (voir le discours d'Alfredo Gabriel P. à propos de la durée de la journée de travail lors des vendanges, Extrait d'entretien 61), l'informalité partielle ou totale de l'emploi et le paiement de salaires qui ne permettent pas à l'ouvrier de subvenir aux besoins de sa famille. Les salariés qui tiennent ce type de discours ne valorisent pas nécessairement le travail indépendant, cependant, il se peut que cela aille de pair, comme l'explique Alfredo Gabriel P. dont le choix du travail indépendant ne répond pas nécessairement à la valorisation de celui-ci mais davantage au refus de la subordination qu'implique l'emploi salarié. Cela conduit le journalier à envisager la relation

salariale comme une confrontation dans laquelle il est opposé aux employeurs, contre qui il s'agit de gagner. Le discours d'Alfredo Gabriel P. est également pertinent car il articule les besoins quotidiens aux pratiques professionnelles du salarié. Lorsqu'il dit : « je n'ai pas un train de vie pour dépenser autant par jour » afin de justifier le fait qu'il quitte l'exploitation viticole avant les autres travailleurs, une fois qu'il a atteint le montant de la rémunération qu'il s'est fixé au préalable sans chercher à gagner davantage, cela témoigne bien de l'inscription du projet familial dans un univers des possibles limité. Il ne recherche pas le progrès social mais le maintien dans une sphère accessible. Comme les travailleurs des types 1.b. et 2, il adopte une attitude résignée face à sa situation de pauvreté. Ainsi, à la différence des salariés du type 3, dont le discours associe la sortie de la situation de vulnérabilité à l'amélioration de l'activité professionnelle, les pratiques professionnelles des journaliers intégrant le type 4 ne visent qu'à l'amélioration du confort professionnel des travailleurs.

Extrait d'entretien 61 - Relation salariale inégalitaire et choix du travail indépendant dans le discours d'Alfredo Gabriel P.

« **Alfredo Gabriel P.** : On se fait de l'argent... moi, j'ai une moyenne, à peu près de 8h00 à 15h00 en se reposant de midi à 13h00 et en reprenant de 13h00 à 15h00, 2 heures, de plus de 100 caisses à peu près de raisin.

Aude : La journée se termine à 15h00... ?

Alfredo Gabriel P. : Pour moi, oui. Pour les autres, non... ils continuent à vendanger. Ce qui se passe, c'est que, moi, je vendange rapidement, je vendange 100 caisses et je ne vendange pas plus, je peux continuer à vendanger mais je ne vendange plus, je le laisse pour un autre jour. Si à moi ça me suffit avec cet argent, de 100 caisses, je ne vendange pas plus et si ça ne me suffit pas, bon, je continue à cueillir parce que tu termines de vendanger et ils te payent. Maintenant, quand c'est au rendement, personne ne me bat. Moi, j'ai parcouru de nombreuses exploitations fruiticoles...

Aude : Et ça te plaît de changer de travail ?

Alfredo Gabriel P. : Et oui, parce que je ne suis mal avec personne et je travaille dans tous les coins mais ce qui me plaît le plus c'est de travailler pour moi parce que personne ne me donne d'ordres. J'invente des choses, j'invente des choses en fer, j'invente les modèles de grilles, tout... et je fais des pelouses. Parfois, je sors marcher et frappe des mains : « je passe la machine », je vais dans tous les coins. C'est agréable, pour moi, c'est agréable et je termine une tonte et j'encaisse, c'est pour ça que je dis que ça ne me plaît pas beaucoup de travailler pour un autre... si je gagne beaucoup d'argent en étant déclaré ou autre, je finis par acheter les outils et je travaille pour moi. [...]

Aude : Une chose retient mon attention, c'est que, quand tu travailles dans des exploitations hortifruiticoles, tu t'arrêtes à 15h00...

Alfredo Gabriel P. : Oui.

Aude : Mais, tu pourrais continuer...

Alfredo Gabriel P. : Jusqu'à ce que le soleil se couche.

Aude : Après qu'est-ce que tu fais, tu restes dans l'exploitation ?

Alfredo Gabriel P. : Non, j'encaisse et je rentre. Parce que, moi, je leur dis que le temps des esclaves est terminé... moi, je vendange ce qui est nécessaire tant que mon corps me le permet... si ça leur convient bien et sinon qu'ils me disent : « ne viens plus » et je ne viens plus... parce qu'il y a des exploitations fruiticoles où ils sont mauvais avec les gens, ils te disent que tu dois

continuer à vendanger jusqu'au coucher du soleil... et ce n'est pas comme ça, le temps des esclaves est terminé.

Aude : Mais, tu pourrais continuer à travailler et gagner de l'argent...

Alfredo Gabriel P. : Oui, si aujourd'hui je vendange 100 caisses et, demain, je vendange 150, l'argent que je gagne demain ce sera plus d'argent... plus tu gagnes, plus tu dépenses, je n'ai pas un train de vie pour dépenser autant par jour, encore plus lorsque l'on a des enfants : « je veux ça ». Le jour suivant, j'en ai 20 de plus et 20 de plus, donc on doit faire avec ce qu'il y a... [...]

Aude : Et, ça te plairait d'avoir un emploi fixe ?

Alfredo Gabriel P. : J'avais un travail permanent, je l'ai quitté quand mon père est décédé car je suis resté avec lui environ 15 jours à l'hôpital... Et ensuite quand je suis revenu, ils m'ont dit : « tu es licencié, voilà, bonne chance » et j'ai serré la main du patron et je lui ai dit : « voilà, merci » et je suis parti... Dans la métallurgie, la métallurgie du bâtiment... ce qui se passe... c'est qu'ils ne savent pas valoriser le travail. Si, à moi, ils me payent 400, lui, il vient pour 380 et derrière, un autre pour 350 et ils terminent en payant ce qu'ils veulent... Les champs, c'est dur... ça paye mais... [...] L'an dernier, ils la payaient 3 pesos, 3,50-3,70 pas plus... et elle devrait être à 5 ou 6 pesos, la caisse, ce que coûte un kilo de raisin... mais le problème c'est comme ça, ici les caves, INAVI*, les caves fixent le prix d'une caisse de raisin, ils doivent le payer... les producteurs doivent le payer, ce qui se passe, ce qui se passe, ce qu'ils passent à la télé, parce que le kilo de raisin, pour les producteurs, 8 pesos, eux doivent le payer, c'est 8 pesos la caisse parce qu'eux, il vendent 80 000 kilos. Des millions mais ils aiment tromper les gens. Ils trompent les gens... ils spéculent sur la nécessité. C'est pareil avec la pomme, moi, l'an dernier, ils sont venus me chercher... moi, je n'ai pas voulu y aller, ils me disent 250 pesos par jour et j'ai dit non, je reste assis là, on m'appelle par téléphone et je me fais 300 pesos en une demi-heure, je vais et je cueille deux caisses et je fais les 300 pesos, je ne vais pas me tuer 10 heures pour 250... et les gens y vont, ceux qui ont des familles, ils y vont car ils n'ont rien d'autre, ils y vont...

Aude : Toi aussi, tu as une famille...

Alfredo Gabriel P. : Oui, mais, moi, je n'y vais pas parce que, moi, j'ai des machines à moi, moi, j'ai des machines. J'y vais et je fais une grille à barbecue et je me fais 100 pesos pareil, mais, je la fais en 10 minutes, en 10-15 minutes, je fais une grille à barbecue pour manger faire des grillades et autres, j'y vais, je la fais et je la vends et c'est fait... Moi, je n'aime pas me faire avoir avec l'argent quand c'est un travail tuant, fatigant. Regarde la pomme, c'est comme le citron ou l'orange, tu t'accroches un sac et tu dois monter une échelle à 3 pattes. »^{xxvi} (Entretien avec Alfredo Gabriel P., Las Piedras, 2007).

* Instituto Nacional de Viticultura.

Enfin, cette mise en évidence des relations professionnelles inégalitaires conduit également certains travailleurs, comme Ebert P. (voir Extrait d'entretien 59) à renvoyer la faute sur l'État et les failles de la politique du travail.

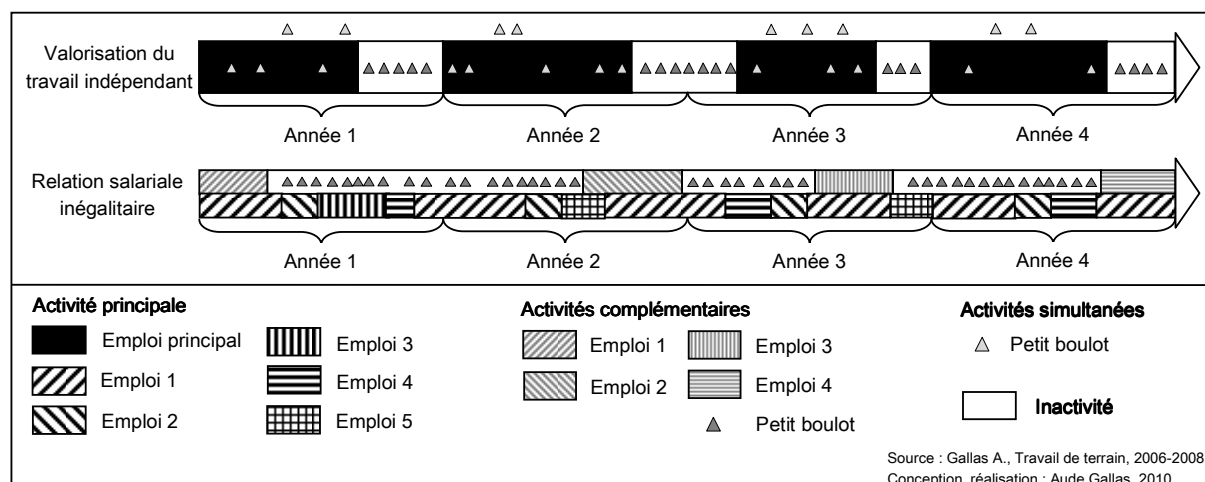
Pour conclure sur cette logique d'indépendance, deux formes différentes peuvent être retenues. En premier lieu, la préférence pour une activité à son compte, même si le travailleur doit par ailleurs occuper une activité salariée pour faire vivre sa famille. Le degré ultime de cette logique est la création de sa propre entreprise, comme l'a fait José Pedro M. qui, après avoir été salarié dans de multiples entreprises frigorifiques et exploitations agropastorales, a monté son entreprise de services, il est devenu *contratista* travaillant en partenariat avec les entreprises et la main-d'œuvre (Entretien avec José Pedro M., Las Piedras, 2006). En second lieu,

l'indépendance par rapport au producteur peut se traduire par la volonté de non affiliation à une entreprise spécifique, afin de ne pas être contraint par une relation salariale exclusive.

3.2.2. Des mobilités professionnelles au gré des opportunités salariales

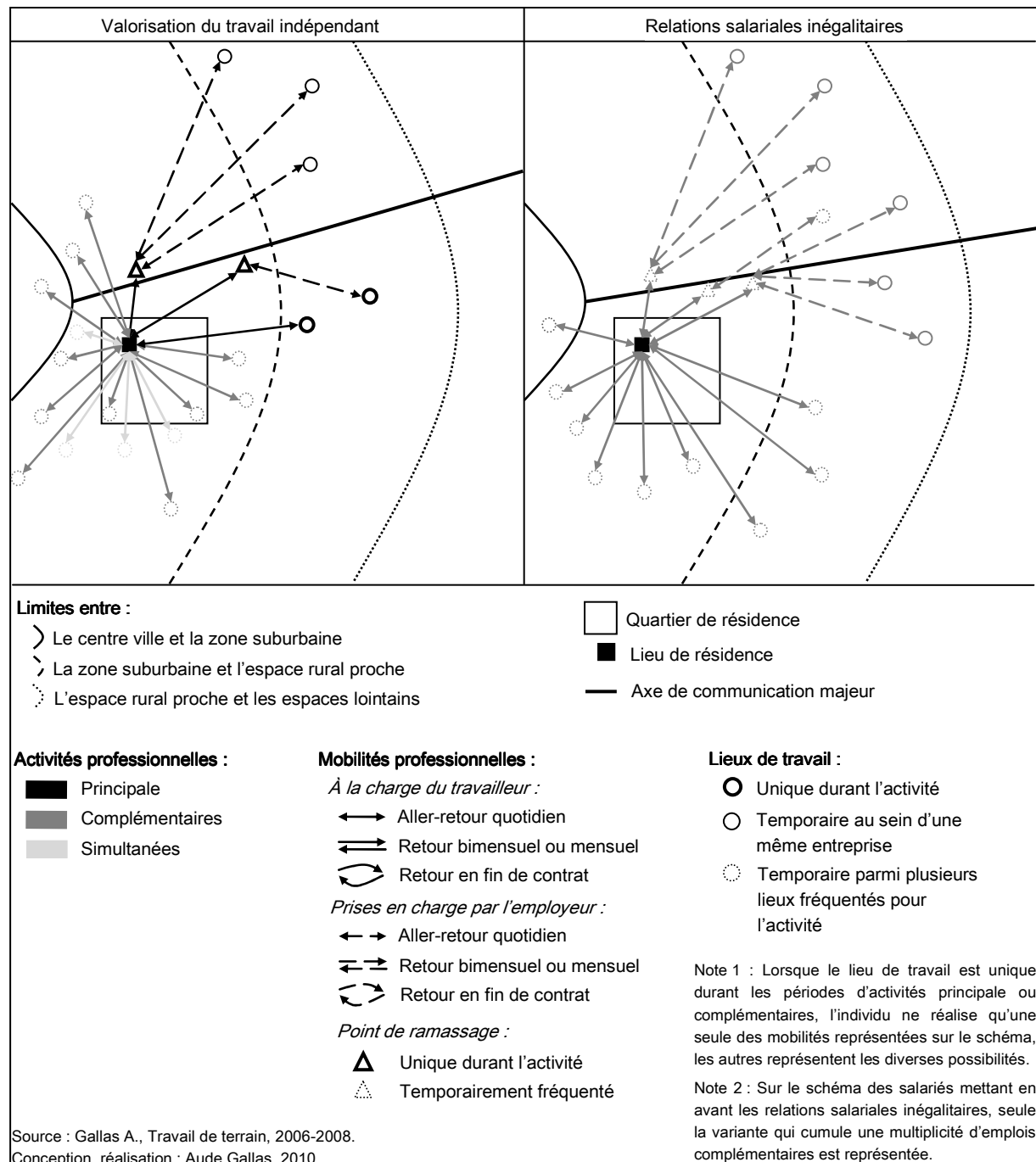
Les salariés dont les discours appartiennent à ce type résistent à la précarité en multipliant les sources de revenus, soit en occupant une ou plusieurs activités indépendantes et une ou plusieurs activités salariées durant l'année, soit en diversifiant les employeurs potentiels. En premier lieu, les salariés, qui valorisent le travail indépendant sans nécessairement remettre en cause les relations salariales, ont un parcours professionnel assez régulier (ils sont représentés sous l'appellation « valorisation du travail indépendant » sur le Schéma 9). Au sein de celui-ci, il est possible de distinguer une activité principale, voire même, comme pour les salariés du type 1, un emploi principal. Néanmoins, ces journaliers ne témoignent pas du même attachement pour cet emploi et s'absentent régulièrement pour exercer leur activité en tant que travailleur indépendant. Ce travail se fait à plusieurs moments, soit à la place de l'emploi principal, soit à un moment où il ne travaille pas durant la saison, comme les journaliers du type 1. Cependant, l'intersaison apparaît comme le moment de l'année où le travail indépendant est le plus important dans les sources de revenus du salarié. Il devient une véritable activité complémentaire pendant cette période. En second lieu, pour certains des salariés qui dénoncent l'inégalité de la relation salariale (dont les parcours sont représentés sous l'appellation « relation salariale inégalitaire » sur le Schéma 9), on peut repérer une activité principale durant l'année mais pas d'emploi principal car ils cumulent de nombreux emplois temporaires (ligne du bas sur le parcours concernant les salariés regroupés sous l'appellation « relation salariale inégalitaire sur le Schéma 9). Pour d'autres, les parcours ne présentent aucune activité principale mais un cumul de petits boulots complémentaires (ligne du haut sur le parcours concernant les salariés regroupés sous l'appellation « relation salariale inégalitaire sur le Schéma 9). Pour l'ensemble de ces journaliers, le changement d'employeur au cours de l'année est donc très fréquent car ils se déplacent au gré des opportunités financières. Pour certains, alors même qu'un des emplois occupés pendant l'année pourrait être permanent, le souci de gagner immédiatement davantage d'argent les conduit à une hypermobilité. Néanmoins, il est possible d'observer une récurrence interannuelle d'une partie des emplois car le journalier les considère biens rémunérés. Ainsi, encore plus que d'autres travailleurs, ceux-ci doivent entretenir un réseau dense de relations professionnelles afin de trouver un emploi dès qu'ils le souhaitent et d'être informés des meilleures opportunités. Ce réseau se densifie avec l'expérience du salarié.

Schéma 9 - Parcours professionnels des journalistes dont le discours s'inscrit dans une logique d'indépendance



La spécificité des mobilités de ces journalistes est de deux types. D'une part, la fréquence des changements d'emploi les conduit à multiplier les lieux de travail et à opérer une véritable circulation dans l'espace rural tout en conservant le lieu de résidence comme base de départ de tous les déplacements. L'intensité de la mobilité se mesure donc par le nombre de lieux parcourus pour l'emploi. D'autre part, cette hypermobilité s'opère exclusivement à l'échelon local dans l'espace rural proche et dans la ville car les salariés allient des emplois et des petits boulots dans les deux espaces (voir Schéma 10). La mobilisation préférentielle de cet espace est due à la nécessité d'entretenir de bonnes et constantes relations avec les employeurs ce qui est plus facile à réaliser dans l'espace proche. Ces salariés témoignent donc d'une compétence spatiale particulière, ils connaissent dans le détail les lieux d'emploi potentiels et procèdent ainsi à une discrimination entre les zones d'emploi. Par exemple, certains distinguent des zones dans lesquelles les lieux de travail sont très nombreux, d'autres des zones souvent les plus éloignées de la ville dans lesquelles les employeurs rémunèrent davantage. Cette connaissance leur permet de faire une sélection des lieux dans lesquels ils vont travailler.

Schéma 10 - Mobilités professionnelles annuelles des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique d'indépendance



Alors que la porosité entre cette logique et les autres apparaît faible, les entretiens menés avec Mauro F. révèlent que le passage à la logique de résignation, pourtant totalement opposée, est possible. Mauro F. a été rencontré à deux reprises, à 6 mois d'intervalle. La comparaison des logiques sur lesquelles il centre ses discours montre comment, lorsque la situation évolue, la réflexion du travailleur par rapport à ces pratiques se transforme en retour (Entretiens avec Mauro F., Salto, 2007 et 2008). Lors du premier entretien, Mauro F. était embauché chez un producteur horticole de la région de Salto. À ce moment, son discours était fondé sur la

recherche de la meilleure opportunité salariale possible. Par conséquent, il ne travaillait chez son employeur que de manière intermittente alors que ce dernier avait besoin d'une présence permanente et si Mauro F. trouvait un autre emploi agricole mieux rémunéré ailleurs, il n'hésitait pas le prendre. Lors du second entretien, Mauro F. commence en expliquant qu'il songe fortement à rester travailler chez ce même employeur. La première justification de ce basculement est liée à la proposition de l'employeur de faire de lui l'ouvrier principal de l'exploitation – du fait de son ancienneté – ce qui signifie assurer l'intermédiaire entre le patron et les autres ouvriers ainsi que la réalisation de tous les travaux avec le tracteur. Cela implique une rémunération supérieure à celle qu'il perçoit en tant qu'ouvrier non-spécialisé. Il évoque également un deuxième argument pour appuyer son changement de logique : la proposition du producteur de régulariser son emploi. Son propos se porte alors sur l'importance, à long terme, de l'emploi formel, dimension complètement absente lors du premier entretien qui était focalisé sur le court terme. En plus de ces deux justifications, au fil de l'entretien, racontant les autres emplois qu'il a occupés depuis le premier entretien, Mauro F. invoque implicitement une troisième justification. La probable perte de son meilleur emploi de l'année, celui de *contratista* lors des saisons de repiquage et de récolte des oignons. Le producteur avait pour objectif de mécaniser la production donc de supprimer des emplois. Ces trois éléments liés à la situation ont conduit le travailleur à reconsidérer son opinion sur l'emploi ouvrant la voie vers le changement de logique d'action.

La réflexion sur le court terme conduit les journaliers du type 3 à n'observer que les avantages immédiats tirés de l'emploi ce qui est alimenté par le sentiment d'inégalité du rapport salarial. Les salariés se saisissent donc de ce qu'ils considèrent comme la meilleure opportunité. Ils se déplacent ainsi dans de multiples lieux, moyen pour eux d'accroître leur compétence spatiale au sein de l'espace proche.

3.3. Logique d'insouciance (type 5)

3.3.1. Absence d'obligations familiales

À la différence des salariés des autres types dont les situations familiales sont très diversifiées, les discours relevant de la logique d'insouciance proviennent des salariés jeunes, âgés de 17 à 27 ans, et célibataires. Ils se situent dans la deuxième phase du cycle de vie familial (exposé en début de chapitre). Ils habitent encore sous le toit de leurs parents. Pour tous les salariés rencontrés, l'émancipation par rapport aux parents s'opère au moment de la mise en ménage et, plus particulièrement, de la naissance du premier enfant. Cependant, cette logique d'action fondée sur l'insouciance, liée à un moment particulier du cycle de vie, se révèle provisoire pour la majeure partie des salariés. Remarquons que des salariés des autres types, adoptant une

attitude réflexive quant à leur parcours professionnel, peuvent distinguer plusieurs formes de pratiques qui répondent à des schémas de pensée différents en fonction des âges. Ainsi, les discours rapportés pour étayer la logique d'insouciance peuvent être ceux d'individus appartenant à d'autres types et faisant état de leur parcours en tant que jeune célibataire.

La situation familiale dans laquelle ces salariés se trouvent influence les discours qui ne sont centrés que sur l'individu et ses projets immédiats. À la différence des autres travailleurs qui, dans leurs discours, accordent une place importante à l'évocation des revenus et, dans le même temps, des difficultés que leur faiblesse et leur irrégularité génèrent, les salariés du type 5 abordent peu ou pas la question des salaires. Ils ne mettent pas non plus en avant les problèmes financiers de la famille, même si celle-ci connaît une situation de grande précarité. Cette distance par rapport aux conditions de vie et aux éventuelles obligations familiales est en partie due, au fait que le salarié n'a pas encore construit sa propre vie conjugale. Comme l'explique Ana P., travailleuse de 27 ans, employée la majeure partie de l'année dans le secteur hortifruticole par de multiples employeurs, l'absence de responsabilités familiales facilite la gestion financière au quotidien. En outre, elle compare sa situation économique à celle des autres travailleurs qui doivent assurer la subsistance de la famille avec le même salaire. Selon elle, une personne seule peut vivre décemment avec son salaire ce qui lui semble difficile pour une famille entière. Elle exprime cela à travers l'association « je n'ai pas »/« je veux » ou « je peux » (voir Extrait d'entretien 62).

Extrait d'entretien 62 - Célibat et absence de responsabilités familiales dans le discours d'Ana P.

« **Ana P.** : Elles ne sont pas nombreuses, les exploitations fruiticoles dans lesquelles tu gagnes un salaire qui pour une exploitation fruiticole... à peu près digne...

Aude : À peu près digne...

Ana P. : Digne, comment je t'explique ? non pas pour... jeter l'argent par les fenêtres... l'argent par les fenêtres, c'est un proverbe...

Aude : Oui, oui... je le comprends.

Ana P. : Très bien... comment je t'explique ? pour pouvoir te permettre quelques plaisirs, elles sont peu nombreuses les exploitations fruiticoles... Les autres... Bon, dans mon cas, ce n'est pas autant parce que, moi, **je n'ai pas** d'enfants à charge, je n'ai pas d'enfants et voilà... moi, ce que je fais, c'est pour moi... Je dis... moi, **je veux** une paire de baskets et j'y vais et je me l'achète, je veux un pantalon et j'y vais et je me l'achète, **je peux** même me l'acheter à crédit... avec la carte... c'est beaucoup plus facile, mais je l'ai... je dis... dans ce cas, ça, ça me plaît et voilà... et pour le moment, il ne me manque rien. Mais voilà... ça c'est ma vie... jusque-là. »^{xxvii} (Entretien avec Ana P., Las Piedras, 2008).

Cette distance est due aussi au rôle que tiennent les enfants au sein des familles. En effet, ils résident encore sous le toit de leurs parents et de ce fait sont toujours reconnus comme des enfants. Le rôle qu'ils occupent dans la famille est encore celui d'un individu dépendant qui n'a pas à intervenir dans la gestion et l'organisation du foyer car les parents se séparent ces rôles. Comme cela a été dit précédemment, le rôle d'administration domestique du foyer est généralement affecté à la mère et celui d'apport des ressources financières au père. Par

conséquent, bien qu'ils doivent participer aux dépenses communes quotidiennes, principalement dans les familles les plus en difficulté, le plus souvent, les jeunes conservent une grande partie de leur salaire pour leurs dépenses personnelles. Ce rôle explique que les problèmes économiques de la famille soient peu relatés par les jeunes.

En revanche, ils abordent l'utilisation de leur salaire de deux manières distinctes. Tout d'abord, le salaire est associé à une certaine indépendance vis-à-vis des parents ou autres actifs de la famille. Alejandro G., dont le discours s'inscrit davantage dans la logique d'indépendance, lors de l'entretien, considère le travail et le salaire comme des éléments clés de l'autonomisation, de la prise de décision concernant les investissements dans la famille. Avant de travailler, il était contraint de compter sur ses frères pour ses achats, s'en remettant à leur volonté. Il n'a pu investir dans des chevaux et une charrette qu'à partir du moment où il a reçu son propre salaire (Entretien avec Alejandro G., Salto, 2007). Ainsi, comme le signale Miguel Angel dans son entretien, le salarié fait ce qui lui plaît avec l'argent qu'il possède (voir Extrait d'entretien 63). Ensuite, la seconde manière d'employer le salaire fait référence directement à la situation de précarité (voir discours de Miguel Angel P., Extrait d'entretien 63) et à l'impossibilité pour les actifs de la famille de satisfaire tous les besoins, « mon vieux ne pouvait pas », notamment les besoins secondaires, des enfants. Le salaire devient un moyen pour le journalier d'acquérir des biens qui lui étaient jusqu'alors inaccessibles, « moi, je me le payais ». Cette phase du cycle de vie représente donc pour le journalier une échappatoire à la situation de vulnérabilité économique dans laquelle la famille est plongée. En ce sens, ils défient la précarité.

Extrait d'entretien 63 - Échappatoire individuelle à la situation de vulnérabilité économique familiale dans le discours de Miguel Angel P.

« **Miguel Angel P.** : D'abord, ça m'enchantait parce que je n'avais jamais eu mon argent. Toutes les semaines, je touchais mon salaire, que ça soit peu ou beaucoup, c'était mon argent et j'ai commencé à m'habiller, à m'acheter les vêtements qui me plaisaient et que mon vieux n'avait pas pu acheter et, après, si j'avais envie de boire un coca à n'importe quelle heure, j'en buvais parce que, moi, je me le payais. »^{xxviii} (Entretien avec Miguel Angel P., Las Piedras, 2007).

Par ailleurs, ces salariés relatent des événements complètement absents du discours de ceux des autres types. Ils exposent leurs sorties et leurs vacances. Ces pratiques témoignent d'une plus grande extraversion du foyer que les autres. La territorialité de ces salariés est alors composée d'une pluralité de loisirs pratiqués régulièrement. Cette pratique se restreint avec la constitution de la famille, la diminution des revenus et du temps disponibles pour les activités ludiques.

La situation de défi de la précarité demeure donc temporaire et soumise à la possibilité de pouvoir compter sur les autres membres de la famille en cas de nécessité ce qui n'est plus possible à partir du moment où le journalier forme sa propre famille. Le discours d'Alicia P.,

compagne de Mauro F., est éloquent à ce propos. D'une attitude insouciant quant à la gestion de l'argent qu'elle gagnait dans les exploitations dans lesquelles elle travaillait alors qu'elle était célibataire, elle est passée à une attitude plus économe lorsqu'elle s'est mise en ménage (voir Extrait d'entretien 64).

Extrait d'entretien 64 - Transition de la logique d'insouciance vers une logique de gestion économe de l'argent dans le discours d'Alicia P.

« **Alicia P.** : Distraction... tu te divertis mais... c'est comme si... tu dois avoir des dépenses parce que, moi, j'en ai tiré la conclusion... parce que, avant de le connaître lui, moi, j'ailais en boîte mais une fois, j'y suis allée et le lendemain, quand je me suis levée, je me suis douchée et je me suis mise à penser : « moi, hier, j'avais 500 pesos et, aujourd'hui, je n'ai plus rien ». Donc, si, moi, je ne vais pas en boîte, moi, le lendemain, j'ai 500 pesos, plus qu'il ne m'en faut... donc, moi, je dis : « je n'y vais plus » et je n'y vais plus. Parce que je fumais, je buvais aussi en boîte avec mes amies et tu manges quelque chose et... parce que nous allions manger dans le centre, aussi avec mes amies mais... je dépensais et, le lendemain, tu te levais et c'est comme si... et toi tu travailles... nous cueillions des haricots dans une exploitation horticole mais... le lendemain, c'était comme si tu devais retourner travailler, après... les lundis... les dimanches, toi, tu te lèves... parce que, je dis... moi, je me levais et je n'avais déjà plus d'argent... et voilà... quand nous faisons le petit boulot avec les haricots et nous travaillions toute la semaine et avec ça nous nous habillions et nous nous chaussions mais... après, je dis... voilà... le lendemain, tu te levais et tu n'avais plus rien... parce que tu l'avais dépensé en boîte. Donc, moi, un jour, je me suis mise à penser : « c'est mieux... moi, je préfère... rester ici » et bon, et j'ai vu que ça ne donnait pas non plus de résultat de continuer comme ça, d'aller en boîte, la distraction, parce que... comme si... pour moi, ce n'était pas... je ne gagnais rien... c'était pour écouter la musique... pour autant que ce soit de la musique... parce que tu vas en boîte et il y a les chanteurs en live... toi, tu as les cd chez toi et tu t'écoutes les cd que tu as et c'est pareil... »^{xxix}
(Entretien avec Mauro F. et Alicia P., Salto, 2007).

3.3.2. Parcours professionnel désinvolte, mobilités-test

Les parcours professionnels et les mobilités qui résultent de cette logique peuvent pour certains travailleurs se révéler très différents de ceux observés chez les autres travailleurs.

Tout d'abord, le parcours professionnel du travailleur est désinvolte, dans le sens où il est soumis à une moindre contrainte puisque l'apport financier à la famille n'est pas un impératif. Le parcours professionnel fait état d'un changement fréquent d'emploi ce qui n'empêche pas ceux qui sont parvenus à trouver un emploi fixe de se stabiliser en occupant ce poste plusieurs mois et parfois plus d'un an. Cependant, cette stabilité est éphémère, elle peut être due à l'attente d'une meilleure opportunité d'emploi : « je continue jusqu'à ce que quelque chose de mieux se présente » mais aussi à un besoin régulier d'entrée d'argent suite à un endettement, c'est ce qu'exprime Ana P. (voir Extrait d'entretien 65). Ana P. travaille principalement dans les exploitations hortifruitières de la région de Las Piedras. Cependant, comme elle ne souhaite pas trouver de travail fixe – les salaires y sont beaucoup plus bas que ceux des saisonniers – et qu'elle parvient à peu près à combler les périodes sans emploi par des travaux de peinture dans le voisinage, elle poursuit de cette manière. Néanmoins, elle explique que lorsqu'elle s'est

endettée pour acheter sa mobylette, pour pouvoir honorer ses traites, elle a été contrainte d'accepter un emploi dans une usine de poisson pendant une année, même si les conditions et l'ambiance de travail ne lui convenaient pas.

Extrait d'entretien 65 - Une stabilité éphémère et contrainte dans le discours d'Ana P.

« **Ana P.** : À 25 ans, j'ai été dans une entreprise de poisson, j'y suis restée un an et voilà... je n'y suis plus allée... à cause de l'entente, des relations avec les gens... des contremaîtres envers les ouvriers... nous. Ils te traitent très mal... je dis... tu dois être 8 heures à travailler sans lever les yeux... parce que derrière, ils sont derrière toi à te dire... sans arrêter... Bon, là, je suis restée un an... parce que je devais payer la mobylette, parce que, moi, je m'étais achetée la mobylette, j'avais un crédit, et l'exploitation fruiticole... c'est-à-dire... après, je suis partie de là, chez Marcelo et il a arrêté, c'est-à-dire... moi, j'ai arrêté... et je suis restée un temps sans travailler. Bon, j'ai fait des peintures, je sais peindre des maisons, des appartements... »^{xxx} (Entretien avec Ana P., Las Piedras, 2008).

Au sein de ce parcours stabilisé fragile, les pratiques des jeunes soulignent leur insouciance. À l'instar de certains travailleurs d'autres types, ils s'absentent régulièrement, comme le signale Miguel Angel P. (voir Extrait d'entretien 66). Bien qu'il distingue ses absences moins nombreuses et moins longues de celles de ses camarades, il manque le travail pour deux raisons. Tout d'abord, alors qu'aucun arrêt n'est exigé de l'employeur en cas d'intempérie, lui préfère ne pas se rendre au travail. Ensuite, l'organisation hebdomadaire, le travail 6 jours sur 7, ne lui convient pas. Par conséquent, il s'absente également afin d'allonger ses fins de semaine.

Extrait d'entretien 66 - Absentéisme régulier dans le discours de Miguel Angel P.

« **Miguel Angel P.** : Et après, je reviens et maintenant que j'ai la guitare... sinon, je vais chez des amis et j'essaie de passer ces heures-là et je me couche, rien de plus.

Aude : Des amis de...

Miguel Angel P. : Du quartier rien de plus, ils travaillent tous avec moi parce qu'eux, ils travaillaient dans l'exploitation fruiticole et d'autres travaillent encore pour la cave... à certains ça leur plaît, voilà, quelques-uns manquent une semaine entière mais cela n'a rien de nouveau.

Aude : Et, toi, tu manques le travail ?

Miguel Angel P. : Je ne suis pas du genre à manquer beaucoup, mais parfois je le manque... parce que je reviens d'une boîte et voilà, parce que là où je travaille maintenant, nous avons seulement le dimanche pour nous reposer, avant nous avions le samedi et le dimanche, mais je ne suis pas du genre à manquer deux ou trois jours en continu... sinon, je m'ennuie... les jours où il pleut, je ne travaille pas.

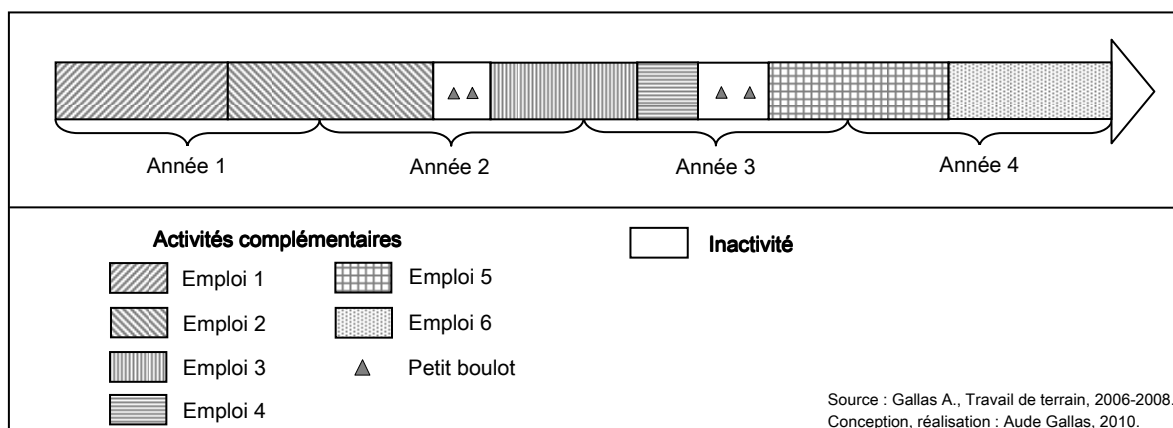
Aude : Il n'y a pas de travail...

Miguel Angel P. : Ça dépend, s'il y a un orage, on ne travaille pas mais s'il y a une petite pluie, on travaille mais, moi, je n'y vais pas parce que travailler mouillé ça ne sert à rien, tous les amis que j'ai en ce moment n'y vont pas. »^{xxxi} (Entretien avec Miguel Angel P., Las Piedras, 2007).

À la différence des travailleurs du type 4, l'opportunité salariale ne représente pas le seul moteur de changement. Les salariés comme Miguel Angel P., qui a rejoint des amis grâce à qui il a trouvé le poste qu'il occupe, changent d'emploi en fonction des relations de travail. Ainsi, les journaliers évoquent toujours les affinités qui les rattachent ou non à leur emploi. Pour la plupart de ces travailleurs, il est donc impossible de repérer, durant leur brève carrière

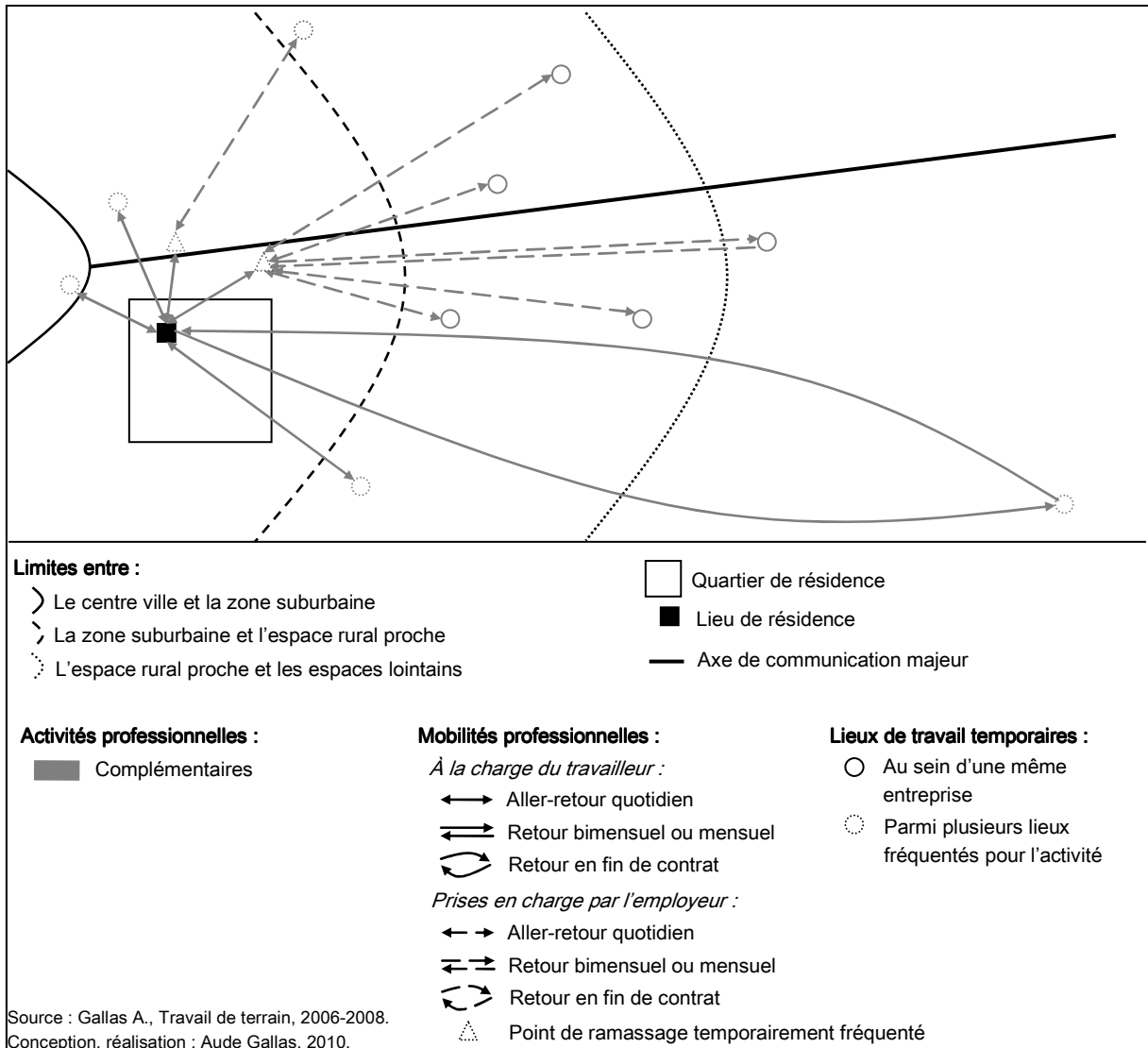
professionnelle, une activité principale, encore moins un emploi principal (voir Schéma 11). C'est pourquoi leurs formes de mobilités sont considérées comme des mobilités-test. Elles n'ont pas pour but la stabilisation dans l'emploi mais la découverte non seulement de multiples activités professionnelles mais aussi de multiples lieux.

Schéma 11 - Parcours professionnels des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique d'insouciance



À la différence des autres salariés, ces salariés mobilisent sans distinction tous les échelons spatiaux pour leurs mobilités professionnelles. N'ayant aucune obligation de retour régulier dans leur lieu de résidence, ils peuvent multiplier les déplacements avant de revenir au domicile familial (voir Schéma 12). Valerio S., travailleur de 17 ans plus ou moins stabilisé dans la récolte d'agrumes, a eu l'opportunité de partir avec un ami de son quartier à Montevideo. Il a travaillé là-bas dans le secteur du bâtiment pendant quelques temps puis, alors qu'il s'apprêtait à repartir à Salto, il a été averti d'un emploi dans le secteur forestier dans le centre de l'Uruguay. Il n'est donc rentré chez lui qu'une fois ce travail achevé et a repris son emploi dans l'orange avant de le quitter pour travailler à nouveau dans une plantation forestière dans le département limitrophe de son lieu de résidence (Entretien avec Valerio S., Salto, 2006). Le lieu de résidence ne perd pas sa place centrale dans les pratiques spatiales professionnelles car le travailleur cherche la meilleure opportunité à proximité de ce lieu. Cependant, il n'exclut pas la possibilité de s'installer ailleurs si l'emploi répond à ses critères de sélection et s'il forme un ménage dans ce lieu.

Schéma 12 - Mobilités professionnelles annuelles des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique d'insouciance



Conclusion du chapitre

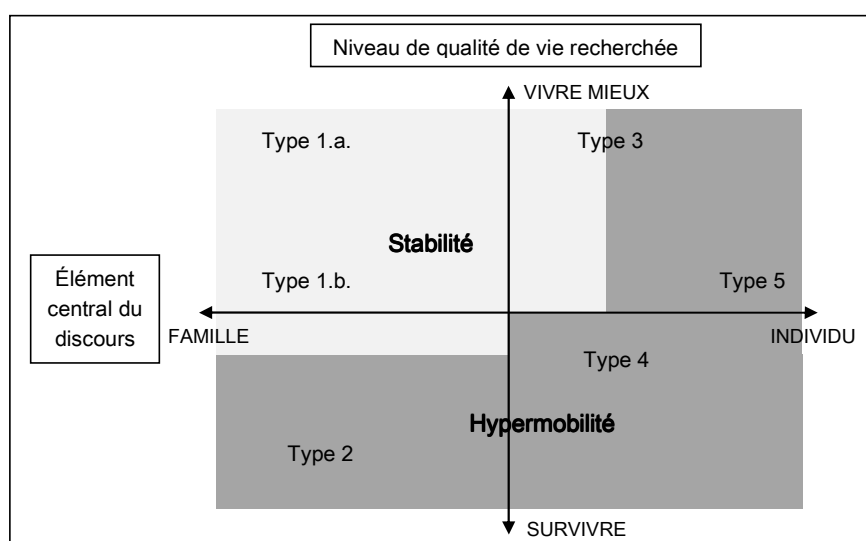
Les pratiques d'emploi ainsi que les formes de mobilités spatiales repérées dans ce chapitre ont toutes pour objectif d'assurer la subsistance de la famille. Cependant, la situation de vulnérabilité économique et sociale dans laquelle la famille des salariés se trouve, tout comme la place de l'individu et de la famille au sein des projets de vie, varient considérablement d'un individu à l'autre ce qui influe sur les mobilités. Les journaliers agricoles de Salto et de Las Piedras forment donc un ensemble très hétéroclite qui a été organisé selon cinq logiques typiques dont le Tableau 20 synthétise les principales caractéristiques.

Tableau 20 - Caractérisation synthétique des logiques typiques des journalistes

	FAIRE AVEC LA PRÉCARITÉ			RÉSISTER À LA PRÉCARITÉ		
	Logique de stabilité Type 1	Logique de survie Type 2	Logique de transition Type 3	Logique d'indépendance Type 4	Logique d'insouciance Type 5	
Ville de résidence	<p>Projection Type 1.a.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Salto ; <p>Résignation Type 1.b.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Principalement Salto ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Salto et Las Piedras ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Salto et Las Piedras ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Salto et Las Piedras ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Salto et Las Piedras ; 	
Conditions de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilités faibles ; - Rigueur dans la gestion du budget pour améliorer les conditions de vie générales ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés économiques ; - Besoins primaires satisfaits par une gestion rigoureuse ; - Résignation (faire avec les moyens disponibles) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Les difficultés actuelles sont provisoires ; - Idéat à atteindre très différent du vécu actuel ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Conditions de vie considérées comme difficiles ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Plus grande satisfaction des besoins secondaires depuis l'entrée dans la vie active ; - Situation provisoire liée à l'absence de responsabilités familiales ; 	
Projet de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Projection ancrée sur le long terme ; - Ascension sociale des enfants ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Vie dans l'immédiateté ; - Cercle vicieux de la pauvreté, reproduction sociale de la pauvreté ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Objectif immédiat : sortir de la vulnérabilité économique ; - Amélioration des conditions de vie de la famille soumise à l'amélioration en cours de la situation professionnelle du travailleur ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Vie dans l'immédiateté ; - Projet de vie flou, peu abordé par le travailleur qui recherche prioritairement la satisfaction pécuniaire de l'emploi ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Prise d'autonomie par rapport aux parents ; - Projets immédiats ; 	
Rapport à l'emploi et au travail	<ul style="list-style-type: none"> - Satisfaction résignée de l'emploi, même si le travail ne plaît pas nécessairement ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Grande diversité de la satisfaction d'un individu à l'autre ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Le travailleur s'accommode de l'emploi et du travail agricole car ils sont considérés comme temporaires ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Insatisfaction généralisée ; - Faible valorisation pécuniaire de l'emploi ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Satisfaction de l'emploi et du travail ; 	
Parcours professionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche d'une stabilité des revenus et d'une stabilité de l'emploi (stratégie de conservation de l'emploi) ; - Emploi principal la majeure partie de l'année (rendu possible par une saison longue) ; - Intersaison : diversité des pratiques (inactivité, récurrence interannuelle de l'emploi, rotation des emplois) ; - Possibilité d'activité simultanée pour compléter les revenus ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Parcours irrégulier ; <p>Salto</p> <ul style="list-style-type: none"> - Changement d'emploi en fonction des opportunités salariales afin d'améliorer l'assise économique du foyer ; <p>Las Piedras</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parcours discontinu : périodes d'inactivité et ensemble de petits boulots ; - Rareté des emplois sauf pendant les récoltes de fruits ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Hypermobilité provisoire ; - Accumulation complémentaires 	<p>Valorisation du travail indépendant</p> <ul style="list-style-type: none"> - Activité principale, voire mais fort absentéisme pour exercer une activité simultanée indépendante ; <p>Relation salariale Inégalitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Activité principale ou activités complémentaires composées de multiples emplois ou de petits boulots complémentaires ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilisation provisoire fortuite ; - Changement d'emploi au gré des opportunités ; - Fort absentéisme ; 	
Mobilités	<ul style="list-style-type: none"> - Emploi principal : échelons local et régional ; - Intersaison : les journalistes hypermobiles se déplacent à tous les échelons ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Échelon local ; - Échelon local et régional ; - Échelon national pour une meilleure opportunité ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les échelons sont susceptibles d'être mobilisés ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Activité principale : échelon local ou régional ; - Activités simultanées : échelon local, espace urbain ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les échelons sont mobilisés ; - mobilités-test ; 	

Par conséquent, les logiques qui guident les actions pour affronter la précarité se divisent en deux tendances générales : faire avec la précarité et résister à la précarité. Une première partie des salariés se résigne à la situation de précarité tant professionnelle qu'économique dans laquelle ils se trouvent. Cela se traduit, malgré la saisonnalité des emplois, par la recherche d'une certaine stabilité professionnelle et d'une mobilité à faible distance du lieu de résidence, afin que le salarié soit aussi présent dans la sphère familiale que dans la sphère professionnelle. Les mobilités à plus longue distance du domicile sont privilégiées dans le cas de situations d'urgence, de très faibles opportunités d'emploi locales et pour des durées relativement courtes. En effet, lorsque les conditions de vie sont difficiles, les salariés sont contraints à une plus forte mobilité pour assurer une rentrée régulière d'argent dans le foyer et/ou pour trouver l'emploi qui satisfera au mieux les besoins de la famille. Néanmoins, la majeure partie d'entre eux recherche la stabilité professionnelle qui procurerait les revenus suffisants pour permettre à la famille de vivre plus confortablement. À l'inverse, la seconde partie des salariés résiste à la précarité. Pour la plupart, ces salariés ne se satisfont pas de leur situation économique, ou bien de leurs conditions d'emploi, ou encore des deux. Ils élaborent donc des stratégies, les uns pour sortir de la situation de vulnérabilité économique et les autres pour maintenir une certaine indépendance vis-à-vis de leurs employeurs. Cela conduit la plupart à une hypermobilité entre de multiples emplois et lieux au gré des opportunités ce qui est rendu possible par leur compétence spatiale fondée sur un réseau dense de connaissances professionnelles locales. Le Schéma 13 reprend l'articulation entre les deux dimensions du discours – le centre du discours et la qualité de vie recherchée – et les pratiques professionnelles qui sont associées aux logiques typiques.

Schéma 13 - Stabilité ou hypermobilité : diversité des pratiques selon les logiques typiques



Source : Gallas A., Travail de terrain, 2006-2008.

Enfin, pour conclure ce chapitre, il est important de revenir sur les relations professionnelles. Si la majeure partie des journaliers adopte une attitude résignée quant aux relations salariales et les accepte, les salariés qui font acte de résistance cherchent à se détacher de l'employeur créant un lien plus distancié avec celui-ci et avec l'emploi qu'il offre. Dans les discours, les travailleurs avancent leur pouvoir de décision dans le choix de leurs emplois, de leurs conditions d'emploi et de leurs lieux de travail. Il est alors possible d'entrevoir dans cette résistance un certain ébranlement du jeu de pouvoir de la relation salariale classique. L'employeur serait également soumis aux exigences des salariés. Or, si une partie des producteurs est contrainte par le caractère labile du lien à l'emploi des travailleurs, l'hypermobilité alimente davantage la reproduction des représentations sociales négatives des journaliers et légitime les pratiques des producteurs à l'égard de cette main-d'œuvre. En effet, les représentations sociales des travailleurs temporaires qui émanent du discours des producteurs (voir chapitre 4) tendent à l'uniformisation. D'une part, lorsque les producteurs se réfèrent à l'hypermobilité des journaliers, ils n'expriment que l'idée d'opportunisme et d'appât du gain, alors que les entretiens avec les salariés ont révélé une pluralité des logiques qui guident cette pratique. La logique de survie qui motive les mobilités des salariés appartenant au type 2 diffère nettement de l'objectif de confort personnel professionnel qui fonde les actions des salariés du type 4. D'autre part, les producteurs ont une représentation binaire du « bon » et du « mauvais » travailleur qui s'appuie notamment sur le statut permanent ou temporaire du salarié, assimilant l'ensemble des saisonniers à l'hypermobilité alors que seulement une partie d'entre eux met volontairement en place cette pratique. Aussi les modes de recrutement et de gestion de la main-d'œuvre répondent-ils à une représentation réductrice d'un salariat agricole dont on vient de montrer que les logiques sont très diversifiées et une grande partie des salariés recherche la stabilité professionnelle.

Conclusion de la partie

Les mobilités vers les exploitations agropastorales en général, hortifruitières en particulier, sont un moyen, parfois le seul, de remédier, au moins temporairement, aux difficultés économiques notamment dans les zones où les emplois se font rares. En outre, les salariés rencontrés dans le cadre de cette thèse éprouvent de grandes difficultés à trouver des emplois dans d'autres secteurs d'activité que le secteur agropastoral. Plusieurs raisons ont été mises en évidence pour expliquer ces difficultés. Tout d'abord, les journaliers ont quitté le système scolaire précocement sans obtenir de diplôme reconnu sur le marché du travail. Ensuite, la situation sociale parentale et familiale, au sein de laquelle l'emploi agricole est banalisé, n'a pas permis à l'individu d'entrevoir d'autres possibilités d'emploi. Enfin, le réseau social professionnel des salariés, essentiellement composés d'individus du quartier et, par voie de conséquence, de travailleurs du secteur agropastoral – puisque les quartiers périphériques où ils habitent concentrent nombre de travailleurs agricoles –, favorise l'embauche dans ce secteur.

Les mobilités vers les exploitations se révèlent être un moyen d'affronter la précarité. Les journaliers les mettent en place de deux manières différentes. La première consiste à se stabiliser le plus possible dans un poste que les salariés peuvent occuper une grande partie de l'année. La mobilité ville-campagne devient alors une source de stabilité qui permet au salarié d'assurer la subsistance de la famille au quotidien, voire d'améliorer le confort de vie. Si ces journaliers demeurent malgré tout dans une situation économique difficile, du fait notamment des faibles revenus, durant cette période d'emploi, la stabilité économique du foyer est maintenue. La seconde manière consiste à affronter la précarité en circulant de lieu de travail en lieu de travail afin de saisir la meilleure opportunité possible dans le but d'accroître leurs revenus. Parmi les journaliers qui agissent de cette manière, certains diversifient, en plus, l'espace de leurs mobilités pour élargir encore le champ des possibles.

Dès lors, les deux chapitres de cette partie, qui ont articulé des données à propos de la signification du travail et de l'emploi, des pratiques spatiales quotidiennes liées au travail et hors du travail, du projet individuel professionnel du salarié et du projet de vie de la famille, apportent des éléments sur « l'action spatiale » des journaliers :

« Toute activité qui engage une relation de l'opérateur à la dimension spatiale (idéelle ou/et matérielle) de la société. On ne peut donc pas séparer des actes qui seraient spatiaux d'autres qui ne le seraient point, puisque tous le sont toujours-déjà. En effet, la moindre pratique exige de maîtriser l'espace, de mettre en œuvre différentes technologies de la distance, de jouer avec la ressource spatiale. Toutes les activités imposent de trouver le bon arrangement spatial, de choisir la bonne place pour soi et les autres réalités, le bon mode de relation aux différentes réalités (et à leurs spatialités propres) qui s'engagent en situation. Même si ces ajustements spatiaux ne viennent pas tous à la conscience du « pratiquant », qui poursuit d'autres finalités, ils renvoient à des registres bien identifiables de la spatialité humaine. » (Lussault M., 2007 : 181).

Pour les journaliers, le bon arrangement spatial qu'évoque Michel Lussault réside en premier lieu dans la position qu'il occupe dans l'espace. Ils habitent dans un espace en quelque sorte frontalier, à la fois limite administrative mais aussi paysagère entre la ville et la campagne (comme nous l'avons vu dans le chapitre 6) et interface entre les quartiers périphériques d'une ville qui agglomère la population et des exploitations agropastorales privées de main-d'œuvre locale. En deuxième lieu, le bon arrangement se situe dans les pratiques spatiales permis par le positionnement de l'individu lui permet. En effet, lorsque les journaliers évoquent dans les entretiens leur lieu de résidence, ils montrent qu'ils se situent à la bonne distance des lieux qu'ils parcourent. En effet, ils mobilisent les lieux en fonction de leurs besoins. Le centre ville n'est fréquenté que de manière occasionnelle car le quartier de résidence et les quartiers limitrophes assurent aux travailleurs l'accès à tous les services qu'ils utilisent. Par conséquent, la distance qui sépare les lieux, si elle est souvent mise en avant, ne se révèle pas être un véritable problème. La proximité avec les zones hortifruticoles est, quant à elle, privilégiée car le travailleur peut ainsi accéder facilement à ses lieux de travail. En outre, ils contournent les problèmes d'accès physique au lieu en privilégiant les mobilités vers certains lieux plutôt que d'autres et en utilisant les ressources possibles telles que la prise en charge du transport par l'employeur. En dernier lieu, aucun autre positionnement dans l'espace ne permettrait aux travailleurs de tirer autant profit des espaces. Résider dans le centre ville n'est pas envisageable en termes financiers mais cela limiterait également la structuration de leur réseau social professionnel. À l'opposé s'installer dans l'espace rural présente, en plus des difficultés d'accès aux services (évoqués dans le chapitre 2), deux inconvénients majeurs en matière d'emploi : le premier porte sur le choix du lieu qui devrait être central pour permettre l'accès à plusieurs lieux de travail puisque l'emploi est temporaire ; le second est lié aux zones de recrutement des employeurs et habiter l'espace rural limiterait considérablement l'accès à des emplois agricoles dont le recrutement est exclusivement urbain.

ⁱ Citation originale : « **Jesica C.:** Y bueno, ya en la tarde... uno llega derecho a hacer mandados... a cocinar... y ta... y poco tiempo tengo para estar con la familia... por eso, tengo esa mentalidad de trabajar... yo no quise tener más hijos por eso... con ella... ahora que ella vuelve sola pero antes... llegábamos de trabajar y teníamos que ir a... la a casa de la abuela que son 15 cuadras... a buscarla... o te conseguías una bicicleta o te ibas a pie... cuando llegabas acá, era tardísimo y no tenés tiempo, solo trabajás nomás... y bueno... y ta... voy cocinando, voy... viste cuando llegas con la cabeza así... que a veces ella viene y dice: “mami... no sabes... que en la escuela pasó tal cosa” **Noelia (la hija):** Y no me da ni bola... **Jesica C.:** Y ella, a veces, se enoja porque yo no le doy bolilla... porque, a veces, venís con la cabeza... Y ella se enoja que uno a veces no le da mucha atención... y es así... pero venís cansada... con un montón de cosas que tenés que hacer y... y bueno... y nosotros nomás... en la noche... ta... cenamos... pero yo tengo que preparar tres viandas para el otro día... porque la abuela no le da la comida a ella... ella se lleva vianda, yo me llevo vianda y mi esposo también... entonces la cocina es un disparate... viste... cocinar para la noche, preparamos la vianda... que siempre falta algo para escuela, que siempre falta algo para la casa... entonces... tenés la cabeza... ella se enoja a veces... que habla y uno no le da bolilla... o que uno llega y uno : “anda para tu cuarto, anda... no molestes... anda para tu cuarto... hace tu deber!!”, es lo primero que... ta... Entonces los fines de semana, la recompensamos un poquito... le comprás alguna cosita, la llevas a la casa de la abuela... porque somos cinco hermanos que estamos todos desparramados entonces, los fines de semana, siempre algunos nos juntamos en la casa de mi madre... y bueno... y así la vamos llevando... »

ⁱⁱ Citation originale : « **Lorena S.:** Todo lo que vos querés. Trabajamos para... **Nadia S.:** Nosotros lo que tratamos de hacer es darle un estudio a ellos, cosa que el día de mañana, ellos no vayan a hacer lo que nosotros hicimos, de decir, tuvimos que dejar el estudio para trabajar ¿viste? Y muchas veces, tenés que soportar el frío, calor, o sea las temperaturas que soportás vos, entonces tratás de hacer lo posible para que ellos puedan estudiar y el día de mañana tengan una buena profesión y decir: “bueno con esto, voy a vivir”. Aunque acá en Uruguay, creo que las profesiones son muy pocas las que te sirven ¿viste? Vos ves abogados que están trabajando en la naranja o... hay gente que hasta está cortando pasto, le preguntás y si no es un profesor, es algo así. **Lorena S.:** Es difícil, el trabajo acá es difícil, y más difícil cuando no tenés estudio como nosotras. Si no tenés estudio, no tenés trabajo más que en una chacra. **Nadia S.:** Te das cuenta que si un profesor, una maestra, un profesor vamos a ponerle, está cortando pasto, nosotras que no tenemos un estudio... **Lorena S.:** Más difícil aún, entonces tratamos que puede estudiar que es mi hermano, y el nene de ella, que estudien para el día de mañana no pasar lo que pasamos nosotras. »

ⁱⁱⁱ Citation originale : « **Aude:** ¿Y para el futuro que piensas? **Oscar L.:** Seguir trabajando, mientras no me enferme, seguir trabajando, tratar de arreglar bien la casa, hacer una pieza para cada uno de ellos... como hay espacio y tratar de poder juntar algún pesos para no... para no... pasar mal... se puede juntar, administrándose bien en la casa, se puede juntar, y ninguno de los dos somos muy derrochones, y lo principal es que estudien ellos. **Aude:** ¿Y quieren todos seguir? **Oscar L.:** Hay que ver si siguen, al menos yo los voy a obligar... ellos dicen que no...el varón principalmente... es el más retobado... **María:** Está en la edad de... **Aude:** Sí, en la edad que quiere salir... **María:** Y que no quiere seguir estudiando y que esto y que aquello... por ahora sigue estudiando. Y en todo lo que sale, cursitos, así... como si fuera... ahí, en el salón que a veces dan taller de algo... él se mete también, ahora están haciendo un taller de murga, ahí, en el salón y ellos van los dos, y él está en el diario de liceo... él es uno de los representantes del diario en el liceo y, en el centro, está estudiando portugués. »

^{iv} Citation originale : « **Aude:** Y una última pregunta ¿Qué piensan para el futuro de cada una? **Nadia S.:** Siempre mejorar ¿no? Es algo bueno. **Lorena S.:** Uno siempre quiere mejorar. **Aude:** Sí seguro. ¿Y mejorar en qué sentido? **Nadia S.:** Mejorar digamos en la parte familiar. O sea, tener un mejor trabajo para poder darle la casa a mi familia. Es algo muy bueno. **Lorena S.:** Es un sueño, el sueño es tener lo nuestro y no tener que alquilar tanto, trabajar para el alquiler y la comida todos los días. **Aude:** ¿Y eso es un ideal, una utopía, o es lo que de verdad pueden lograr? **Nadia S.:** Uno lucha por eso ¿no? **Aude:** Sí claro, pero... **Nadia S.:** No te podemos decir si es una utopía, si es un sueño o que. Uno lucha hasta tratar de alcanzarlo digo, muchas veces tienen barreras, tenemos barreras. Vos fijate que en sí, el alquiler es una barrera porque te saca el dinero que es para otra... **Aude:** Sí sí ¿Alquilar esta casa por ejemplo, cuánto les cuesta por mes? **Nadia S.:** 3100. **Aude:** 3100. Y ustedes ganan 1500 por semana. **Nadia S.:** No, por quincena. **Nadia S.:** Hacemos bien fácil, ella paga el alquiler, yo la luz y el agua y una parte de la comida. **Lorena S.:** Claro, son tres sueldos que entran, vos a veces decís son tres sueldos, es mucha

plata, pero con las cosas que tenés que pagar de la casa, no es nada. Uno se hace cargo de la casa, igual todo es compartido pero, te ponés a sacar los diferentes sueldos, bueno, uno es la casa, otro es la luz y el agua, tenés la garrafa, la comida, todas las cosas personales y ta. Y no te da para pagar algo más que sería tu sueño, pagarte la casa para vos. »

^v Citation originale : « **Oscar L.:** Y bueno, hay gente que no se sabe administrar, es lo primordial de todo, no se sabe administrar y tiene la plata en la mano... si la puede reventar, toda hoy... gastarla toda hoy... la gasta toda... se come un asado, se toma un vino, sale de parranda con otro compañero... no importa si en la casa después... no, lo importante es terminarla... Yo no tengo moto... hay que terminar todo. Yo nomás... los gurises tienen celular... yo no compré ninguno de los dos, se los regaló uno mi hermano y el otro una tía, moto no tengo, bicicleta... tengo una que está más destartada que bien, si yo tengo que salir caminando, yo salgo caminando, no tengo problema, pero hay gente que agarra un peso y ya sale y se compra una moto o una bicicleta, eso no hace la diferencia, para mí no hace la diferencia, igual yo le digo siempre... protesto con mi hijo más grande... dice : “ah sí... ¿porqué vos no me compras...?”, “pero vos tenés una muda de ropa, aunque no sea nueva, estando sana y limpia es lo mismo que una nueva y sucia, es mejor una ropa vieja, limpia y sana que una ropa nueva y sucia, vos no te pongas en diferencia de que él tiene una ropa nueva... y vos no la tenés, vos fijate si tu ropa está limpia y sana y fijate si la ropa de él que está nueva está limpia, eso es lo importante, vos no te fijes en las apariencias”, eso es lo que siempre yo le digo a él. Y eso es lo que pasa con toda la mayoría de los trabajadores, quieren aparentar para ser otro, yo no soy así, yo quiero aparentar entre nosotros cuatro, tá... más nada. Lo importante, es eso, a veces las diferencias de los sueldos es esa... la mala administración de la gente. »

^{vi} Citation originale : « **Ana D.:** Este... se ve que él... no tiene ganas... no le gustó, me dijo clarito que él no quería estudiar porque la cabeza de él no le da para estudiar... y yo... bueno... le hemos hablado, le hemos explicado las cosas... que es necesario que él estudie para ser alguien en la vida, para mejorar... pero dice: “mamá, cuando vos hacés una cosa que no te gusta... no te llega... lees y se te borra, bueno... a mí me pasa lo mismo”, tá... El padre no estaba muy conforme... pero yo... no voy a ver solo es lado, el lado del estudio, voy a tener que razonar por el otro... él está explicándonos a nosotros que no quiere estudiar, que no gastemos lo que no tenemos porque él no va a hacer nada, él lo está diciendo, no nos está engañando, él bien podría dejar que corra todo así... él va al liceo, se hace la rabona, se va para cualquier parte, pero no... él vino a decir... ¿Entonces qué pasa? A mí, me sirve que él venga y me diga: “yo no, no quiero estudiar”, por un lado, dejamos ese gasto innecesario... el tiempo de que él vaya al liceo y por miedo a que lo descubran... en lugar de hacerse ‘la rata’ y venir para acá... no va a venir porque lo van a descubrir... se va para otro lado, más lejos, le puede pasar algo, juntarse con otra gente... más vale que yo acá esté consciente que él no va al liceo, que él está acá en el barrio. Yo lo que le pongo... que no se pelee, que no se meta con los vecinos, que no agarre nada ajeno... todas esas cosas. A mí, me sirve así... que él no se ande escapando... en ese sentido. En eso él fue compañero, lo saqué del liceo, lo saqué... hará un mes... ya estaba en 2° año. »

^{vii} Citation originale : « **Aude:** ¿Sos propietaria? **Nelly Q.:** Esta casa, hicimos un acuerdo con la iglesia de Las Piedras, ellos nos daban [...] pero no tenía luz, no tenía agua, no tenía vidrios... Entonces, hicimos un acuerdo: “nosotros les damos la casa, los arreglos corren por su cuenta” y, el día de mañana que la iglesia diga: “ta, se terminó”, nos tenemos que ir sin protestar porque sabíamos que era así. Ojalá pudiera comprar una casa pero se te va todo en calzado, en comida, en gastos... que luz, que agua, que gas. **Aude:** No se puede ahorrar con el ingreso que tienen... **Nelly Q.:** O sea, es muy improbable porque ya, te digo, él estudia y él también. Por ejemplo, siempre lo pongo de ejemplo a él, por ejemplo, el calza 44-45, tiene el pie bastante grande. Zapatos baratos que duren, por lo menos más de 2 días, no conseguís, y para comprar algo barato que a la semana no tengas nada, no te vale la pena. Tratamos de comprar un poquito mejor. Él está calzando 40, entonces... estamos en la misma. Ropa y calzado es lo que más... y comida, que parecen termitas, entonces no da mucho, si no, sabés que me compraría... no es como tener lo de uno. Acá en Uruguay, vos, en tu casa, sos dueño de lo que se te antoje pero el tema es económico, te sale muy caro. »

^{viii} Citation originale : « **Aude:** ¿Qué pudiste comprar, con el aumento de sueldo de la naranja? **José G.:** Y ahora... por ahora, no he comprado nada no, por ahora no... pero ahora no porque como, viste, nosotros hace poco sacamos un crédito de ropa para ellos y ahora, hasta que no pague no puedo comprar nada ni nada. **Aude:** Si, para devolver la plata del crédito... **José G.:** Sí, porque viste que si vos no pagas después se te complica todo... **Aude:** ¿Y para comer, cómo hacen, dónde hacen las compras de la semana? **José G.:** Ah, hacemos... para el lado del centro

para allá. Yo compro, vamos a suponer, por cantidad, compro, vamos a suponer, compro 10 kilos de fideos, 10 kilos de arroz... **Aude:** Ah sí, para varias semanas... **José G.:** Claro, para que me dure, porque a veces una semana sale algo mal en el trabajo y ya tengo ahí para comer, así uno está tranquilo. A veces la plata, a veces tenés 500, 600 bloques y no tenés venta y da lo mismo. A veces hacés una venta y agarrás toda la plata, a veces esta quieta la cosa y... Y bueno, y de puchito no podés comprar porque gastas más de lo que vas a comprar. **Aude:** ¿No compras entonces acá en el barrio mismo? **José G.:** Acá compramos... a veces que nos quedamos cortos, compramos algo... algo que hace falta, hasta aguantar a llegar el sábado a cobrar la plata. Porque acá no, por cantidad no. No porque viste que yo conozco donde, los negocios de los almacenes y eso que te hacen precio y voy y compro, para que pague menos, ¿no? Bueno, y papa eso, boñatos, eso compro por bolsas. Por lo menos me dura ahí 15, 20 días, a veces más... un mes también. Pero nos administramos bien, ¿no? **Aude:** ¿Y pueden guardar un poco de plata? **José G.:** Prácticamente, prácticamente plata no juntamos... y si, la única plata que se agarra junta es cuando cobras la liquidación que termina la zafra. **Aude:** Guardas un poco... **José G.:** Y ahí podés agarrar unos 5, 6, 7 mil pesos, 8. Y es la única vez que agarras plata así. Y si vos te administras bien te da, te da. »

^{ix} Citation originale : « **Nelly Q.:** O sea yo estuve años sin trabajar, nunca hice nada, o sea trabajaba de vez en cuando. Ahora sí, desde un par de años atrás estoy trabajando todos los días. **Aude:** ¿Y qué te hizo cambiar? **Nelly Q.:** El gusto... por la plata, no se las veces que no trabajo extraño los pesitos. Hoy de repente yo no estaba acá, porque la sidra lleva un proceso entonces hay días que la tienen que filtrar y hacer el proceso que a nosotros no nos necesita entonces, hoy, si yo hubiera trabajado hubieran sido 220 pesos entonces... me da cosita... extraño los pesitos! **Aude:** ¿Y hace cuánto tiempo que empezaste a trabajar con continuidad? **Nelly Q.:** Hace 2 o 3 años atrás. **Aude:** Antes no trabajabas... **Nelly Q.:** No, incluso mi marido no quería que yo trabajara pero digo... pero... se dio cuenta que solo él no daba... entonces, tuvo que aceptar que yo soy empleada doméstica, yo que sé, acompañando a alguna viejita a hacer los trámites papeles y esas cosas porque todo ayuda y él solo no puede y entonces no tuvo más remedio que aceptar... y en hoy en día no lo dejo porque yo mi plata la manejo como yo quiero. »

^x Citation originale : « Digo, esto es una seguridad de que decís, mañana voy a trabajar y hay gente que dice “mañana voy a salir a buscar un trabajo, si encuentro un trabajo”¿viste? Esto nos da una seguridad. »

^{xi} Citation originale : « **Aude:** Y me dijiste que entraste a la poda por... **Luis Alfredo M.:** Porque no había trabajo de construcción, entonces entré de podador, como tenía un conocido me llevó. Es un trabajo lindo ¿no? Es un trabajo lindo, tiene que gustarte. Pero lo que más me gusta, a mí, es trabajar, por ejemplo, de albañil me gusta trabajar, pintura me gusta, te lo hago con más ganas ¿no? Y trabajo en eso también, amachimbre, en madera. Y como trabajo en muebles, yo, hago lustrado de muebles, entonces ese tema me gusta, porque lo hago con ganas. La poda lo hago por necesidad, porque no tenía otra cosa, pero si voy al gusto, me gusta la pintura. Lo que a mí me gusta es trabajo de albañil, la pintura, trabajo en madera, eso sí me gusta... que a mí me gusta, lo que me gustaría hacer siempre, pero como no hay... digo, hay que hacer lo que haya en el momento. [...] **Aude:** ¿Y entonces sí, estás siempre buscando un trabajo en la...? **Luis Alfredo M.:** No, yo si hubiera un trabajo de oficio por ejemplo, yo sé trabajar en albañilería, por ejemplo, el trabajo del mueble yo sé trabajar. Pero lo que pasa que no hay seguridad de... de que yo diga: “voy a trabajar todo el año”. Puedo trabajar un mes o dos meses y después se terminó y me quedo sin nada. **Aude:** Claro. **Luis Alfredo M.:** Por ganar más, trabajo dos meses. Acá, trabajo todo el año... gano un poquito menos, pero trabajo todo el año, esa es la diferencia. Entonces me quedo ahí nomás. ¡Ah! Si hubiera trabajo permanente en construcción, yo trabajaba. »

^{xii} Citation originale : « **Violeta D.:** Ahora, volviendo a la empresa vieja mía que me encanta hablar de la empresa... te voy a aburrir un poco porque es mi empresa favorita... me casé ahí... o sea... que... compré todo... mi casa, mi terreno... todo lo compré trabajando en la empresa. **Aude:** Sí, y esta casa la compraste... **Violeta D.:** Esta casa, este terreno en el que yo estoy viviendo... yo lo compré trabajando en la empresa y, la casa, son dos piezas que modificamos también trabajando en la empresa, y bueno, hace poquito ahora que entré... retorné de vuelta a la empresa... y en tan pocos meses viste... yo voy prosperando... porque yo me manejo... a mí me no gusta ir al baile, no me gusta fiestas... me gusta salir como a toda persona pero no me gusta malgastar el dinero. [...] Pero sí ya te voy diciendo que la empresa es una empresa muy grande y que el empresario le da comida a muchas personas, trabajo a muchas personas y si hablamos ahora de que si está bien la empresa, está bien la empresa. ¿Sabés por qué? Ellos tienen pérdidas... eso es una cosa que nadie la habla... **Aude:** ¿Cómo? **Violeta D.:** Ellos tienen pérdidas... los empresarios... la empresa tiene pérdidas... imagínate vos que las heladas, las temperaturas altísimas, ahora nomás

con la cuestión del cítrico... Ellos tienen pérdidas, pero ellos le pagan al personal... porque imagínate vos que tienen pérdidas... ellos tienen pérdida de fruta, tienen gastos en herbicida... que tiene que... viene la cura y ellos tienen que mandar a curar... y ahí es un bruto gasto que tiene el empresario, eso la gente tampoco no lo ve... porque él tiene que cuidar la fruta para darle de comer... y darle trabajo a las otras personas... y hay ciento de personas que trabajan. **Aude:** ¿Y dijiste que la gente no lo ve eso...? **Violeta D.:** Hay gente que no lo ve porque exigen, exigen y exigen... quieren más y más, pero el hombre está en la ley... si hablamos de sueldos, está en la ley, esta por ley... la empresa está por ley pero a veces quieren y quieren y quieren, la ley es ley, y ellos están muy bien, la empresa está muy bien, yo estoy de acuerdo con la empresa... en ese sentido, del sueldo y todo... está muy bien, ta... uno quiere... ganar un pesito más porque la mayoría... en mi caso nomás... alguna de mis compañeras tienen cinco, seis, siete hijos... el sueldito de ellos no lo manejan para llevar sostén a la casa, para los gastos de la casa, los hijos, estudiar y todo. »

^{xiii} Citation originale : « Mi lugar, me lo cuido. »

^{xiv} Citation originale : « **Aude:** Cuando están trabajando en la zafra, ¿ganan más de lo que ganan en el año? **Karina G.:** Sí. **Aude:** ¿Y qué hacen con la plata? **Karina G.:** Y calzamos a uno le compramos pantalones al otro. Los fines de semana hacemos surtido en la feria, vamos al supermercado... viste que cuando tenés chiquilines la plata nunca te alcanza, se le compra una cosa al uno o al otro, nos compramos cosas para nosotros. **Aude:** ¿Hacen cosas diferentes en ese momento? **Karina G.:** Y sí porque teniendo plata lo podés sacar a pasear, les compras algunas cosas que durante el año no las podés comprar porque es una época del año que se gana bien, o sea la plata va por cajones que vos cortas ponele que el cajón te lo paguen 4 pesos y te pagan según lo que cortas en el día... Yo el año pasado, le pagaba a mi hermana para que mi cuidara a los chiquilines ya sacaba la plata todos los días y, después, vas juntando. El fin de semana iba a la feria y le compraba chinelas o sandalias o algunas remeras o short y eso y te guardas la plata para la comida de toda la semana y para que ellos tengan acá también, y ta. La otra semana, hacés lo mismo, me compro algo para mí, vas a la feria de vuelta, recargas la verdura, recargas algún comestible y vivís mejor porque sabés que es una plata seguro que te entra todos los días, comparado con alguna otra etapa del año que no sabés y te tenés que manejar con lo que tenés. »

^{xv} Citation originale : « La chacra, nomás. »

^{xvi} Citation originale : « **Víctor B.:** Vos imaginá que yo de repente era alternado. **Aude:** Alternado, ¿qué quiere decir? **Víctor B.:** Alternado, te quiero decir que, por ejemplo, estaba 4 meses en la construcción, después vos viste que hay veces que empiezan a sacar personal, se mantienen con un poco... los carpinteros son los primeros que quedan sin trabajo porque después que vos haces todo para las vigas, hacés los encofrados y todo, después como que empiezan. Siguen trabajando los oficiales, albañiles que son los oficiales finalistas que queden a las construcciones y bueno, pero he aprendido de todo un poco... Y las quintas, sí, he trabajado mucho en las quintas también, cuando he tenido esos trabajos, lógicamente que no iba a la quinta a trabajar. **Aude:** Cuando trabajabas en construcción, ¿también trabajabas en las quintas? **Víctor B.:** Cuando no tenía trabajo en la construcción, sí. **Aude:** Ah! Entonces alternabas... **Víctor B.:** Sí, siempre saltaba o de lugar o para otro, o sea se iba donde había trabajo, cosa que ahora es muy difícil, ahora es muy poco el trabajo, no hay prácticamente... vos date cuenta que estuve así. Si vos date cuenta que empieza la fruta en noviembre, fines de noviembre, agarro el paso al durazno más maduro, la manzana no se toca tan temprano, porque la manzana se va a principio de marzo más o menos. Lo que pasa es que ahora muchas quintas han desaparecido, muchas quintas que nosotros íbamos ya no existen, se fundieron. [...] Te digo que es muy problemático encontrar trabajo ahora, ahora no es tan fácil, tenés que saber algo de todo un poco para conseguir changas, porque tampoco... es un país que vos tenés trabajo hasta los 30. Vos decís: “tengo 45 años” y ya no te toman o: “tengo 40 años” y no te toman. **Aude:** Entonces, ¿tenés dificultades para conseguir trabajo? **Víctor B.:** No yo siempre hago algo, alguna changa, por ejemplo, yo... ahora todavía no es la época en la quinta ahora, ponele que estamos en octubre vamos a estar en noviembre. Ahora lo que puede haber de repente, puede ser que puedas conseguir, tampoco es seguro, quien este plantando tomate porque ahora se empieza a plantar tomate se plante el morrón. »

^{xvii} Citation originale : « **Daniela E.:** Me gustaría que... por ejemplo... mi esposo encontrara un trabajo seguro porque viste que esto de la naranja es zafra... y yo quedarme en casa, por ejemplo. **Aude:** ¿Ah sí? **Daniela E.:** Sí, por ejemplo... que si él encuentra un trabajo seguro y que gane bien... por ejemplo... me gustaría quedarme en casa con ellos, porque yo ya... o sea... en parte te perdés... gran parte del crecimiento de tus hijos porque no estás... por ejemplo... ellos si te necesitan... vos estás después de que venís de trabajar y a veces llegás cansado y a veces no... le

prestás atención pero capaz que no toda la que ellos necesitan, entonces me gustaría que mi esposo tuviera un trabajo seguro y yo quedarme en casa pero... o sea... un trabajo que se ganara bien, que nosotros estuviéramos bien entonces... para poder quedarme. **Aude:** Sí, sí, porque con la naranja... como dijiste... no es suficiente. **Daniela E.:** No es suficiente, no te da, por ejemplo... para subsistir... te da... te da para ir llevando... juntar la plata... o algo, y más o menos así la vas llevando. Pero me gustaría que él encontrara un trabajo seguro así yo me quedaría en casa con ellos. »

^{xviii} Citation originale : « **Ana D. :** siempre queremos dejar algo ordenado en la casa porque como de por sí las mujeres ya queremos tener la casa ordenada y además la ropa limpia. »

^{xix} Citation originale : « **Hugo L. :** Iba a Juanico, la misma empresa te daba por donde quedarte y tenías que comprar algo para comer, llevar para cocinar. Pero ahora no, ahora, vos tenés que ir a trabajar allá y pagar un alquiler, afuera, en la ciudad o en el pueblito. Pero lo que vos ganás no te da para cubrir estos gastos. O sea, si fuera soltero ¡sí! Porque si yo soy soltero, yo cubro estos gastos y queda el dinero para mí igual. Pero como yo tengo mi familia y si yo gasto allá para comer y para el alquiler, no me queda nada para mandar a mi señora acá, para mis hijos. Pero si me quedo acá, capaz gano menos, pero no tengo el alquiler y mi comida a parte. »

^{xx} Citation originale : « **Juan R.:** Sí, porque... o sea... antes de... yo juntarme con ella yo estudié... técnico en informática, reparación de computadoras y todo eso... **Aude:** ¿Cuánto tiempo estudiaste? **Juan R.:** Tres años... en nivel secundario ¿no?, me quedé el último año del nivel secundario y... si yo salvaba dos exámenes que tenía de programación, que era la parte que... que más me costaba por lógica y matemáticas y eso... Si yo salvaba eso, iba a nivel terciario... o sea... a la universidad. Y en esos tres meses estuve prácticamente viviendo de eso, o sea, yo no tenía un título que me avale como para salir al campo laboral y decir “bueno, vivo de esto y me presento en alguna empresa como que soy técnico”, como no tenía el título porque debía una materia y... pero en particular viste... me llamaba un amigo o... gente conocida de donde yo me crié... y... vivía de eso... y me fue bastante bien pero... Suerte de principiante, como quien dice ¿no? Porque después... después como que empezó a faltar... el... el trabajo... porque no me llamaban mucho. [...] Y bueno después, sobre ese tema, yo tengo un primo que también trabaja de lo mismo y él que me decía que yo estuve solo tres meses trabajado así... y a él le costó cinco años... ser mismo un técnico reconocido y tener todos los días un trabajo... entonces... que no tenía que preocuparme, tenía que seguir adelante y esforzarme... y yo como tenía mi nena y estaba formando mi familia... yo dije: “no, algo tengo que hacer aparte de esto”. »

^{xxi} Citation originale : « **Lourdes P.:** Estudié... tres meses... pero también estaba el tema de Gastón... y no pude seguir estudiando. Yo tengo conocimientos de peluquería, o sea, el pelo se los corto yo a las nenas, las tintas me las hago yo, sé hacer brushing y permanente, me defiendo... Me falta tener el diploma para emprender una peluquería. **Aude:** Ah... porque querés hacer tu peluquería... **Lourdes P.:** Sí, quiero tenerla, quiero trabajar para mí... y en algo que a mí me guste... entonces como a mí me gusta la peluquería... y soy muy buena cortando el pelo y tengo mucha... táctica digamos... con la gente... entonces quiero hacer eso. **Aude:** ¿Y dónde lo querés hacer? **Lourdes P.:** Acá, en Las Piedras, yo ya averigüé... Acá, en Las Piedras, voy a estudiar... el mes que viene empiezo... entonces esos son los planes que tengo y bueno... es un curso rápido... como yo ya tengo conocimientos de peluquería me lleva 7 meses aprender. Entonces bueno, en siete meses... como que... estudio siete meses y después voy a poder ponerme algo... y trabajar en mi casa y estar con mis hijos también... que sé que estos días los he dejado muy solos y... no me gusta. »

^{xxii} Citation originale : « **Juan R.:** Yo... sinceramente, no es lo que quiero trabajar en la chacra... si se me presenta cualquier otra mejor posibilidad, enseguida voy... **Aude:** ¿Y por qué no te gusta? **Juan R.:** ¿La chacra? **Aude:** Sí. **Inés P.:** Porque él estudió para... soñaba con algo... él estudió tanto para... para no estar en una chacra... digo... no era esa la meta, el sueño... digo... ta... **Juan R.:** No es que yo lo vea como un trabajo... feo o malo, sino que... como todo niño yo... quería ser algo... y casi lo logro... pero como... me junté con ella y tuve mi hija, no lo pude... pero pensamos con ella que, a largo plazo, lo voy a hacer... **Inés P.:** Y sí... porque es una injusticia que por dos materias... él no tenga un título, entonces digo... este año nosotros tenemos... nosotros tenemos pensado mucho en el futuro, somos una pareja que pensamos en recibirnos, en terminar, en tener una casa... digo... no... la mayoría... como vos ves... en lugares pobres así... la mujer se queda en la casa y el marido trabaja en la chacra o en la naranja y nada más... digo... Yo estoy estudiando educadora pre-escolar, es como... maestra de jardinera... y ta... este año, si Dios quiere, me recibo y el año que viene... bueno... si puedo conseguir un trabajo... de ver... que él pueda terminar

de estudiar... digo... no quiere decir que él tiene que seguir toda una vida en una chacra... digo... no es el objetivo de ninguno de los dos... **Juan R.:** Porque a mí siempre me gustó lo que es la informática o la electrónica... **Aude:** Sí, nada que ver con el trabajo de chacra... **Juan R.:** Sí, entonces esto lo hago por necesidad como quien dice pero... me gustaría terminar mis estudios, recibirme y después andar con una valijita y andar arreglando computadoras, trabajar en empresas grandes... o yo qué sé... es lo que yo quiero y lo que me gusta. No es que... lo... no me guste demasiado a mí... en realidad yo cuando... ahí en aldeas infantiles donde me crié... trabajé... toda mi niñez en chacra, o sea, yo sé lo que es, incluso Sergio... un poco más... me aceptó... para trabajar para él... porque yo sé manejar el tractor... y yo desde niño manejaba tractor... se manejar... entonces a él le sirvió [...] entonces digo... si tengo que trabajar toda la vida lo hago... no es tan malo el oficio pero... no... yo personalmente... por como soy y por todo lo que estudié... considero que no... **Inés P.:** No te merecés. »

^{xxiii} Citation originale : « **Aude:** Entonces, vas a dejar lo de la uva... cuando puedas... **Lourdes P.:** Sí... no es lo mío... no me siento cómoda... lo hago porque... no me queda otra. **Aude:** No parecía cuando... estuvimos en la chacra... que te pesaba ese trabajo. Bueno... que era difícil... sí... eso lo entendí... pero... que no te gustaba, no lo había entendido así. **Lourdes P.:** No, lo que pasa es que uno tiene que tomarse el trabajo... lo que estás haciendo... como que te guste lo que estás haciendo... porque si vos te pones en la actitud: “no es para mí, esto no me gusta”, no trabajás cómoda ni bien, entonces depende de cada persona, cómo lo tomes... a mí no me gusta... pero si yo voy con esa actitud todas las mañanas... me costaría horrible levantarme, horrible trabajar, no me sentiría bien y digo... trabajaría 3 días y no voy más, entonces uno tiene que tomarse las cosas... un poco más... más leves para llevarlas, no me gusta... no te voy a decir que me encanta... no me gusta... pero... es lo que hay, es lo que tengo que hacer y es lo que... es el sueldo que puedo llevar todos los días a mi casa porque tengo tres hijos, entonces te lo tenés que tomar de otra manera. »

^{xxiv} Citation originale : « **Ebert P.:** El trabajo es fundamental porque... es el medio de vida que tenemos... los trabajadores rurales... aunque sabemos que no es suficiente para el costo de vida que tenemos en este país... que es un país relativamente caro al lado de los salarios que se ganan, son salarios muy magros... para los trabajos, las tareas que se hacen... seguro... tendrían que ser más... salarios más buenos para que... uno pudiera vivir mejor, más holgado... vivir... la familia pasar mejor... que muchas veces no se da por la... Lamentablemente la situación económica que... los salarios son bajos y el costo de vida está 3 o 4 veces por encima de lo que son los salarios... y... tenés el otro problema... que no... tenemos un gobierno que... al ser un gobierno de izquierda... pienso que tendría que mirar más por los de abajo... [...] Esperemos que en algún momento se acuerden de nosotros... los pobres... que también existimos y que somos... los trabajadores, los que hacemos... a que este país pueda funcionar ¿no? pueda salir adelante... porque... si no fuese por la mano de obra... en este país, no habría exportación, no habría producción... porque todo está en base a la mano de obra... vos no viste que un tomate se junte con un trabajador... el tomate se descarta, se clasifica, esa tarea la hace el trabajador... pienso que para esas tareas, tendrían que ser bien remunerados... los trabajadores... por el conocimiento que está empleando en el... en lo que está haciendo... y lamentablemente no es así... »

^{xxv} Citation originale : « **Aude:** ¿Vas cada año a chacras? **Alejandro G.:** No... lo hice más antes que me comprara el carro, ahora más en el carro, por cuenta mía, nomás. [...] A veces yo salgo... como me avisan, a veces me avisan y yo no voy a la naranja entonces yo voy y hago la leña, porque a veces son unos cambios más que yo hago en el carro, como yo te estaba diciendo... es carro, pero a veces, yo hago más, digo, que en la naranja, ta, pero trabajo por mi propia cuenta ahí ¿no? que tengo todo, pico la leña y se las llevo y ta. Pero a mí me gusta más andar en el carro y todas esas cosas, sí porque me encantan los animales, digo. Son mi vida los animales. [...] Lo que más me gusta es con el carro porque trabajo por cuenta mía. **Aude:** ¿Y por qué te gusta? **Alejandro G.:** Lo que pasa que por cuanto mía, a veces yo gano más. A veces yo gano más, entonces por eso me gusta trabajar por cuenta mía, nomás. **Aude:** Y te pones en caja cuando... **Alejandro G.:** ¡Ah, eso es lo que tengo! Por eso yo me puse más en la naranja, ahora, porque, en la naranja, tenés... te jadeás, pero ahora tenés... termina la zafra y tenés el seguro. **Aude:** Sí... **Alejandro G.:** Seguro. Tenés el seguro, si llega los cosos correspondientes que es, los jornales que digamos, tenés el seguro. Y sí, son 1000... 1800 por mes. En el verano ¿no? Son 6 meses, cuando terminan empieza la naranja. Entonces te sirve. Por eso me puse más en la naranja porque... y en el carro no es todas las veces que sale un flete... no es todas las veces que sale la changa, entonces... »

^{xxvi} Citation originale : « **Alfredo Gabriel P.:** Se hace plata... yo tengo un promedio, más o menos de las 8 hasta las 3 de la tarde, descansando de 12 a 1 y haciendo de 1 a 3 de las tarde, 2 horas, más 100 cajones más o menos de uva. **Aude:** ¿Se termina el día a las 3 de la tarde...? **Alfredo Gabriel P.:** Para mí, sí. Para los demás no... siguen cortando. Lo que pasa que yo corto rápido, corto 100 cajones, y no corto mas puedo seguir cortando pero no corto lo dejo para otro día. Sí, a mí me alcanza con la plata esa de 100 cajones no corto más y si no me alcanza, bueno, sigo cortando porque terminás de cortar te pagan. Ahora cuando es por bolsas no me gana nadie. Yo he recorrido muchas quintas... **Aude:** ¿Y te gusta cambiar de trabajo? **Alfredo Gabriel P.:** Y sí porque no quedó mal con nadie y trabajo en todos lados pero más me gusta trabajar para mí porque no me manda nadie. Invento cosas, invento cosas con hierro, invento los modelos de las rejas, todo... y hago césped. A veces salgo caminando y golpeo las manos “paso la maquina”, ando por todos lados.... Es lindo. Para mí, es lindo y termino un corte y cobro, por eso digo no me gusta mucho trabajar para otro... si saco buena plata con caja o algo, me termino de comprar las herramientas y trabajo para mí. [...] **Aude:** Una cosa que me llama la atención, es que cuando trabajás en chacra paras a las 3... **Alfredo Gabriel P.:** Sí. **Aude:** Pero podrías seguir... **Alfredo Gabriel P.:** Hasta que se esconde el sol. **Aude:** Después ¿qué hacés, te quedás en la quinta? **Alfredo Gabriel P.:** No, cobro y me vengo. Porque yo siempre les digo que el tiempo de los esclavos ya fue... yo corto lo necesario hasta que el cuerpo me de... si les gusta bien y sino que me digan: “no vengas más” y no voy más... porque hay quintas que son malos con la gente que te dicen que tenés que seguir cortando hasta que se esconda el sol... y no es así, el tiempo de los esclavos ya fue. **Aude:** Pero podés seguir trabajando y juntar plata... **Alfredo Gabriel P.:** Sí, si hoy corto 100 cajones y mañana corto 150, la plata que haga mañana, que va a ser más plata... cuanto más plata haga más gasto, no tengo un régimen para gastar tanto por día, más si uno tiene niños: “quiero esto” al otro día tengo 20 más y 20 más entonces uno tiene que hacer con lo que hay... [...] **Aude:** ¿Y te gustaría tener un trabajo fijo? **Alfredo Gabriel P.:** Tenía un trabajo permanente, lo deje cuando falleció mi padre que estuve con él como 15 días en el hospital.... Y después cuando fui me dijeron: “tenés la baja, ta, suerte en pila” y le di la mano al dueño y le dije ta gracias me fui... En la metalúrgica, esa... metalúrgica constructora... lo que pasa... no saben valorar el trabajo. Si a mí me pagan 400, él viene por 380 y, atrás, hay otro por 350 y terminan pagando lo que quieren... El campo es bravo... da plata pero... [...] El año pasado, lo pagaron 3 pesos, 3,50, 3,70 de ahí no salía... y tendría que estar 5 o 6 pesos el cajón, lo que sale un kilo de uva... pero el tema es así, acá las bodegas, INAVI, las bodegas dan el presupuesto para el cajón de uvas, tienen que pagarlo... los quinteros tienen que pagarlo lo que pasa, lo que pasa, lo que pasan por la tele, porque el kilo de uvas para lo quinteros, 8 pesos, ellos lo que tiene que pagar es el cajón 8 pesos porque ellos venden 80 000 kilos. Millonadas de plata pero les gusta judear gente. Judean a la gente... especulan con la necesidad. Igual con el tema de la manzana a mí el año pasado me vinieron a buscar... yo no quise ir, me dicen 250 por día y dije no, me quedo sentado acá, me llaman por teléfono y hago 300 pesos en media hora, voy y corto dos casitas y hago los 300 pesos, no me voy a estar matando 10 horas por 250... y la gente va, la que tiene familia, va no tiene otra cosa y va... **Aude:** Vos también tenés familia... **Alfredo Gabriel P.:** Sí, pero yo no voy, porque yo tengo maquinas para mí, yo tengo maquinas, yo voy y hago una parrilla y la vendo a 100 pesos igual, pero la hago en 10 minutos, en 10 o 15 minutos hago una parilla para comerse una asado o algo, voy y la hago voy y la vendo y ya está.... A mí no me gusta que judeen con el tema de la plata cuando es trabajo matador, cansador. Mira que la manzana es como la limón o la naranja, te colgas de un bolsa y tenés que estar subiendo a una escalera en 3 patas... »

^{xxvii} Citation originale : « **Ana P.:** Son muy pocas las quintas en las que ganás un sueldo, como para estar en la quinta... medio digno... **Aude:** Medio digno... **Ana P.:** Digno ¿cómo te digo? no... tirar manteca al techo... manteca al techo, es un dicho... **Aude:** Sí, sí... lo entiendo. **Ana P.:** Ahí va... ¿cómo te digo?... para poder darte algún gusto, son muy pocas las quintas... los demás... Bueno, en mi caso, no sería tanto porque yo no tengo hijos a mi cargo, no tengo hijos y ta... yo lo que hago, es para mí... Digo... yo quiero un par de champions y voy y me lo compro, quiero un pantalón y voy y me lo compro, de repente me lo compro a crédito... con tarjeta... que me da mucha más facilidad, pero lo tengo... digo... en ese caso, me gusta eso y ta... y por ahora no me falta nada. Pero ta... esa es mi vida... hasta ahí. »

^{xxviii} Citation originale : « **Miguel Angel P.:** A lo primero, me encantaba porque nunca había tenido plata mía. Todas las semanas, yo cobraba, sea poquito o sea mucho, era mi plata y empecé a vestirme, a comprarme la ropa que me gustaba que mi viejo no me había podido comprar y, después, si quería tomar, coca a cualquier hora tomaba porque yo me la pagaba. »

^{xxxix} Citation originale : « **Alicia P.:** Diversión... te divertís pero... ya, es como que... tenés que tener gastos porque yo saqué la conclusión... porque, antes de conocerlo a él, yo iba a los bailes pero, una vuelta, yo fui y al otro día cuando me levanté, me bañé y me puse a pensar: “yo, ayer, tenía 500 pesos y, hoy, no tengo nada”. Entonces, si yo no voy al baile, yo al otro día, tengo 500 pesos y hasta me sobra... entonces yo dije: “no voy más” y no voy más. Porque yo fumaba, yo tomaba también en los bailes con mis compañeras y algo que comés y... porque íbamos a comer al centro, también con mis compañeras pero... ya gastaba y, al otro día, te levantabas y como que ya... y vos trabajás... arrancábamos chauchas en una chacra pero... al otro día, era como que tenía que ir a trabajar de vuelta, después... los lunes... los domingos vos te levantás... porque digo... yo me levantaba y no tenía ya más plata... y tá... cuando hacíamos una changa con la chaucha y trabajábamos toda una semana, con eso nos vestíamos y nos calzábamos pero... después digo... tá... al otro día, te levantabas y no tenías más nada... porque la gastás en el baile. Entonces, yo un día me puse a pensar: “mejor... yo prefiero... quedarme acá” y bueno, y me vi que tampoco daba resultado ninguno seguir así, andar en los bailes, la joda, porque ya... como que... para mí no era... no ganaba nada... era para escuchar una música... por más música que vos... porque vayás a un baile y estén los cantantes en vivo... vos tenés cd en tu casa y te escuchás los cd que tenés y es lo mismo... »

^{xxx} Citation originale : « **Ana P.:** A los 25, estuve en una empresa de pescado, estuve un año y tá... no fui más... por el tema de compañerismo, de trato con la gente... de los encargados hacia los peones... nosotros. Es muy feo el trato... digo... tenés que estar 8 horas trabajando sin levantar la vista... porque encima, están arriba tuyo diciéndote... sin parar... Bueno, ahí estuve un año... por el asunto de pagar la moto, porque yo me había comprado la moto, me había metido en un crédito, y la quinta... o sea... después, me fui de ahí, a lo de Marcelo y paró... o sea... yo paré... estuve un tiempo sin trabajar. Bueno, hice pintura, sé pintar casas, apartamentos... »

^{xxxix} Citation originale : « **Miguel Angel P.:** Y después vengo y ahora que tengo la guitarra... sino voy a casa de amigos y trato de pasar esas horas ahí y me acuesto, nomás. **Aude:** Amigos de... **Miguel Angel P.:** Del barrio nomás, trabajan todos conmigo porque ellos estaban trabajando en la quinta y algunos están trabajando en la bodega todavía... algunos le gusta, ta, algunos faltan una semana entera pero no es nada nuevo. **Aude:** ¿Y vos faltas? **Miguel Angel P.:** No soy de faltar mucho, pero a veces falto... porque vengo de un baile y ta, porque donde trabajo ahora solo los domingos tenemos para descansar, antes teníamos sábado y domingo, pero no soy de faltar dos o tres días seguidos... si no me aburro... los días que está lloviendo no trabajo. **Aude:** No se trabaja... **Miguel Angel P.:** Según si hay tormenta eléctrica no se trabaja pero si hay una llovizna se trabaja pero yo no voy porque trabajar mojado no da, todos los compañeros que hoy tengo no van. »

CONCLUSION

L'objet de cette thèse était de s'interroger sur l'existence et les modalités d'une forme de mobilité particulière qui consiste à se déplacer depuis la ville pour aller travailler, le temps d'un emploi temporaire, dans les exploitations agropastorales, principalement dans le secteur hortifruitière situé en périphérie de deux villes uruguayennes, Salto et Las Piedras. Trois dimensions distinctes mais complémentaires ont permis d'aborder ce phénomène : l'organisation de l'espace uruguayen, les logiques d'action des producteurs et les logiques d'action des journaliers.

Au cours de la première partie, il a été montré que les mobilités professionnelles ville-campagne actuelles participent à la fois d'un héritage, d'une transformation de l'activité agropastorale et d'une organisation de l'espace spécifique. En effet, les emplois temporaires existent depuis toujours dans les exploitations agropastorales uruguayennes, ils ont engendré des mobilités des travailleurs entre les *estancias* d'élevage extensif – activité principale au sein du secteur –, ensuite, entre les *pueblos* – lieu de résidence des salariés – et les *estancias*. Avec les transformations subies par le secteur agropastoral – le développement de certaines productions telles que l'hortifruitière, la spécialisation productive, la réduction du nombre d'exploitations au profit de la concentration de la terre et de l'agrandissement des exploitations restantes – le besoin de main-d'œuvre salariée s'est accru notamment au moment des récoltes.

Au-delà de l'existence de ces emplois temporaires, saisonniers, l'inégale répartition de la population sur le territoire uruguayen est à l'origine, entre autres, de ces mobilités. Conçu, dès l'époque de la colonisation, comme un territoire productif qu'il fallait administrer, le pays n'a pas fait l'objet d'un peuplement massif. Les populations se sont agglomérées dans la ville portuaire principale, Montevideo, et dans les autres villes du territoire, dont celle du littoral, délaissant les espaces ruraux. Cette dichotomie s'est maintenue, voire accentuée sous l'effet des migrations intérieures, faisant de l'Uruguay un espace de faible densité de population polarisé par une capitale macrocéphale et un réseau de petites et moyennes villes qui concentrent la majeure partie des activités extra-agropastorales et des services. C'est au sein de ces villes que les producteurs recrutent une partie de leur main-d'œuvre. Cette mise en relation des espaces, née de l'activité agropastorale, remet quelque peu en cause le modèle centre/périphérie ou attraction/répulsion associé à une organisation de l'espace aussi inégalitaire que l'est celle de l'Uruguay. Dès lors, l'existence de ces mobilités professionnelles quotidiennes, temporaires ou saisonnières, témoigne non seulement de l'articulation constante des espaces mais surtout de leur interdépendance : il ne s'agit plus d'aborder la relation ville-campagne en termes d'opposition mais en termes de complémentarité.

Cette complémentarité est donc due à une double nécessité, d'une part, un besoin de main-d'œuvre dans les exploitations agropastorales et, d'autre part, un besoin d'emploi pour une partie de la population urbaine. Durant toute la thèse cette double nécessité a été appréhendée

à partir de l'analyse des logiques d'action présentes dans les discours des producteurs comme des journaliers.

Pour les producteurs hortifruitières des zones de Salto et de Las Piedras, le besoin de main-d'œuvre est de deux types. Les exploitations nécessitent une main-d'œuvre permanente abondante, contrairement à d'autres activités du secteur agropastoral, car les tâches hortifruitières sont quotidiennes. Pour cela, les producteurs recrutent prioritairement localement des travailleurs qui vivent dans les villages proches des exploitations. En outre, au moment des pics de travail, ils doivent faire appel à une main-d'œuvre beaucoup plus importante durant de courtes périodes. Cependant, les ruraux, trop peu nombreux, ne peuvent combler ce besoin, les producteurs sont alors contraints de diversifier les zones de recrutement en recourant à des urbains. Le mode de gestion du personnel est donc fondé sur la flexibilité et les ouvriers agricoles représentent la variable d'ajustement à la quantité de travail nécessaire au fonctionnement des exploitations.

Par ailleurs, les logiques mises à jour par les entretiens à l'aide de l'observation de la rentabilité et de la qualité de la main-d'œuvre recherchée ont révélé une dualité au sein de cette main-d'œuvre selon la temporalité de la présence au sein de l'exploitation et la zone de recrutement. Celle-ci est renforcée par une représentation sociale négative des journaliers temporaires urbains. Même si nous avons montré au cours de la troisième partie que cette représentation fondée sur l'opportunisme des salariés est réductrice au regard de la diversité des pratiques et de logiques d'action des journaliers urbains, elle conduit les producteurs à une certaine déresponsabilisation quant au recrutement et à la gestion de cette main-d'œuvre dans l'exploitation. Néanmoins, et aussi variées que soient les pratiques des producteurs vis-à-vis de la main-d'œuvre, plus le besoin de main-d'œuvre est important et/ou urgent moins les producteurs sont regardant sur la qualité du travail et sur les caractéristiques des salariés embauchés. Ils emploient donc des urbains. Cette gestion flexible associée à la déresponsabilisation conduit à la précarisation des conditions d'embauche des journaliers urbains, d'autant plus forte qu'elle est légitimée par la législation, faisant des salariés agricoles des travailleurs pauvres.

Ce besoin de main-d'œuvre des exploitations agropastorales, qui mènent les producteurs uruguayens à recruter en ville des salariés qu'ils ne trouvent pas à la campagne, est un problème majeur des exploitations agricoles à travers le monde. On l'a vu en analysant le rapport à l'emploi et au travail des journaliers de Salto et de Las Piedras, l'emploi et le travail agricole sont faiblement valorisés. Cependant, en Uruguay, la faible satisfaction que peuvent retirer les salariés de cet emploi et/ou de ce travail est écartée du fait de la nécessité pour les populations concernées de trouver un emploi. Ailleurs, dans les pays dits « développés », alors que nourrir les hommes devient une préoccupation majeure et que les taux de chômage sont parfois très élevés les emplois ne sont pas pourvus (Rau V., 2007). Les exploitants doivent avoir recours à

des salariés étrangers pour réaliser ces travaux. De véritables champs migratoires se mettent alors en place entre des pays ayant une main-d'œuvre disponible et ne rechignant pas à exécuter des tâches agricoles et ces exploitations. Au terme de cette thèse et de la démonstration sur les actions récentes de l'État quant à la réduction de la pauvreté et la promotion de l'éducation, il est possible de s'interroger sur les conséquences à long terme sur les pratiques des populations à l'égard de l'activité agricole. Cela d'autant plus que parmi les journaliers agricoles rencontrés à Salto et Las Piedras, deux logiques d'action visent à l'ascension sociale du travailleur et/ou de la de leurs enfants dont la conséquence serait de quitter le secteur agropastoral. À l'avenir, on peut se demander si les producteurs uruguayens n'auront pas également recours à de la main-d'œuvre étrangère. Cela impliquerait de nouvelles problématiques propres aux migrations de longue distance liées à l'activité agricole telle que l'installation dans l'espace d'accueil et, comme le signale Djemila Zeneidi-Henry (2010) à l'enfermement dans le lieu de travail, plus que la création de lien.

Lorsque l'on s'intéresse à l'emploi de populations en situation de vulnérabilité sociale, on tombe inévitablement sur les thèmes de la marge de manœuvre de l'individu et de sa liberté d'action qui apparaissent comme fortement contraintes par le besoin d'emploi. Faisant le lien avec le propos précédent sur les qualités que les salariés affectent à l'emploi et au travail agricole, les contraintes semblent très prégnantes. Ainsi, le choix de l'emploi agricole comme celui de la mobilité vers les exploitations agropastorales auraient pu n'être envisagés que comme le fait de populations n'ayant pas d'autres possibilités. Cependant, l'étude approfondie des logiques d'action des journaliers a, au contraire, révélé que non seulement l'emploi dans le secteur agropastoral pouvait relever d'un choix entre plusieurs opportunités mais, qu'en plus, les salariés étaient libres de leurs mobilités et définissaient leurs circulations en fonction de leur projet professionnel et de leur projet de vie familiale. Les réponses à la précarité de l'emploi varient donc d'un individu à l'autre. En effet, les situations économique et familiale des salariés sont aussi diversifiées que les mobilités qu'ils engagent pour affronter la précarité. Les journaliers les plus pauvres, dont les revenus sont quasiment exclusivement utilisés pour l'alimentation de la famille, sont souvent beaucoup plus mobiles que les autres car ils recherchent l'emploi apportant le salaire le plus élevé possible, ce qui les incite parfois à se déplacer à l'échelon régional ou national lorsqu'une opportunité se présente. Lorsque la situation économique de la famille est plus stable, le travailleur a en revanche tendance à chercher un emploi lui aussi stable en privilégiant la proximité par rapport à son domicile et un aller-retour quotidien. Les mobilités de ces journaliers privilégiant le bien-être familial avant le confort au travail s'inscrivent dans une logique de faire avec la précarité. En revanche d'autres, souvent très mobiles, qu'ils privilégient l'échelon local car ils y ont construit un dense réseau de relations professionnelles ou qu'ils se déplacent tous azimuts, tentent de résister à la précarité et à l'ordre établi en circulant au gré des opportunités.

En se plaçant à l'échelle de l'individu, la complémentarité des espaces ruraux et urbains, peut être appréhendée au prisme de la qualité de vie souhaitée. Les recherches menées au cours des dernières décennies à ce propos ont ainsi contribué à la réflexion sur les aménités spatiales (Hervieu B. et Viard J., 2001 ; Perrier-Cornet P. (dir.), 2002 ; Arlaud S., Jean Y. et Royoux (dir.), 2005, Rougé L., 2005). Elles ont montré que la localisation dans l'espace des individus répondait non seulement à un besoin d'utilisation fonctionnelle des espaces et aux possibilités des individus mais aussi à la recherche des aménités spatiales. Dans les pays européens, cela se traduit par l'installation dans l'espace périurbain ou dans l'espace rural et les mobilités professionnelles, mais aussi les mobilités d'approvisionnement ou de loisirs, se font vers les villes centres. La mobilisation complémentaire des espaces par les journaliers uruguayens s'inscrit également dans cette recherche puisqu'ils savent tirer parti des ressources présentes dans tous les espaces qu'ils fréquentent. Le centre ville est suffisamment proche pour qu'ils en soient des usagers occasionnels mais également suffisamment à distance pour conserver une certaine tranquillité de vie. Dans le même temps, la proximité des espaces ruraux permet de s'assurer d'un accès plus facile à l'emploi.

Pour achever ce travail, il a semblé opportun d'insister sur un élément mis à jour par la diversité des salariés rencontrés et présent dans la typologie des logiques d'action des journaliers : les rôles sociaux des individus. En effet, nous avons parfois mis en évidence les différents rôles sociaux et identifier que les pratiques des femmes pouvaient différer nettement de celles des hommes ou que celles des salariés en fin de vie professionnelle ne répondaient pas aux mêmes logiques que celles de salariés en début ou que celles de salariés en milieu de parcours professionnel. Cependant, la distinction de ces rôles n'a pas été le point de départ, ni le point central de cette thèse. Ainsi, des études à travers une approche par le genre ou une approche intergénérationnelle de l'inscription des mobilités professionnelles dans les territorialités individuelles ouvrent de nouvelles perspectives sur la compréhension des mouvements de population liées à l'emploi.

Références bibliographiques

A-

ABRAMOVAY Ricardo et SACHS Ignacy, « Nouvelles configurations villes-campagnes », *Gestion des transformations sociales (MOST) – UNESCO, Série Politiques sociales*, n° 7, 1999, 19 p.

AGUIRRE Rosario, « Uso del tiempo en la vida cotidiana : trabajo doméstico y cuidados familiares. Aportes para pensar la reorganización del bienestar social », 108-122, in FASSLER Clara (dir.), *Familias en cambio en un mundo en cambio*, Montevideo, Trilce, 2006, 182 p.

ALBALADEJO Christophe et GROSSO Susana, « Los ingenieros agrónomos y la « nueva agricultura » : des/re-territorialización de la profesión en la región central de Santa Fe », in GRAS Carla et HERNÁNDEZ Valeria (dir.), *Cartografías rurales. De la agricultura familiar a los agronegocios*, Buenos Aires, Prometeo, 2008, 403 p.

ALONSO José María, *El agro uruguayo : pasado y futuro*, Montevideo, La Banda oriental, 1984, 107 p.

ALTEZOR Carlos et LOMBARDI Mario, *El cambio de la ciudades. Evolución del sistema urbano nacional a través de los censos de población, años 1985, 1975 y 1963*, Montevideo, CIESU/La Banda oriental, 1987, 74 p.

AMARANTE Verónica, BURDÍN Gabriel, MANACORDA Marco et VIGORITO Andrea, *Informe final de la evaluación intermedia del impacto del PANES*, Montevideo, MIDES/UDELAR, 2008, 45 p.

APARICIO Susana et BENENCIA Roberto (dir.), *Antiguos y nuevos asalariados en el agro argentino*, Buenos Aires, La Colmena, 2001, 249 p.

APARICIO Susana et BENENCIA Roberto (dir.), *Empleo rural en tiempos de flexibilidad*, Buenos Aires, La Colmena, 1999, 152 p.

ARBORIO Anne-Marie et FOURNIER Pierre, *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan, 2001, 128 p.

ARLAUD Sylvain, JEAN Yves et ROYOUX Dominique (dir.), *Rural-urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes, PUR, 2005, 506 p.

ASCHER François, « La fin des quartiers ? », pp. 189-201, in HAUMONT Nicole (dir.), *L'urbain dans tous ses états : faire, vivre, dire la ville*, Paris, L'Harmattan, 1998, 396 p.

AUBERTEL Patrice et BONNET Michel (dir.), *La ville aux limites de la mobilité*, Paris, PUF/Sciences sociales et sociétés, 2006, 316 p.

AUTHIER Jean-Yves, « Habiter son quartier et vivre en ville les rapports résidentiels des habitants des centres anciens », *Espaces et sociétés*, n° 108-109, 2002, pp. 88-111.

AZOUVI Alain, « Théorie et pseudo-théorie : le dualisme du marché du travail », *Critiques de l'économie politique*, n° 15/16, avril-juin 1981, pp. 3-52.

B-

BABY-COLLIN Virginie, « Des marges dans la ville : mobilités citadines et métissage de l'urbanité », pp. 145-165, in CAPRON Guénola, CORTÈS Geneviève et GUÉTAT-BERNARD Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Paris, Belin, 2005, 344 p.

BABY-COLLIN Virginie, CORTÈS Geneviève, FARET Laurent et SASSONE Susana, « Une approche comparée des circulations migratoires latino-américaines : les cas boliviens et mexicain », 32 p., *Colloque : Circulations et territoires dans la migration internationale*, Université Toulouse 2-Le Mirail, 16-18 mars 2005.

BABY-COLLIN Virginie, CORTÈS Geneviève, FARET Laurent et GUÉTAT-BERNARD Hélène (dir.), *Migrants des Suds*, Marseille/Montpellier, IRD/PULM, 2009, 503 p.

BARBAGELATA Hector Hugo, *Derecho del trabajo. Tomo III*, Montevideo, FCU, 1992, 142 p.

BARRÁN José Pedro et NAHUM Benjamín, *Historia rural del Uruguay moderno. Compendio del Tomo 1 : 1851-1885*, Montevideo, La Banda oriental, 1967, 211 p.

BARRÁN José Pedro et NAHUM Benjamín, « La historia rural uruguayana », pp. 73-93, in BARRÁN José Pedro et NAHUM Benjamín, *Historia política e historia económica*, Montevideo, La Banda oriental, 2002, 105 p.

BARRÈRE-MAURISSON Marie-Agnès, « les transformations de la famille. Masculin/feminin : vers un nouveau partage des rôles ? », *Cahiers français*, n° 322, 2004.

BARRÈRE-MAURISSON Marie-Agnès, *Travail, famille : le nouveau contrat*, Paris, Gallimard/Folio, 2003, 212 p.

BARRÈRE-MAURISSON Marie-Agnès, *La division familiale du travail. La vie en double*, Paris, PUF, 1992, 251 p.

BARRÈRE-MAURISSON Marie-Agnès, « Le cycle de la vie familiale : méthodologie et champ d'utilisation », pp. 29-43, in Collectif, *Le sexe du travail. Structures familiales et système productif*, Grenoble, PUG, 1984, 320 p.

BATTHYÁNY Karina, CABRERA Mariana, SCURO Lucía, *Encuesta nacional de hogares ampliada. Perspectiva de género*, Montevideo, INE, 2007, 59 p.

BEAUCHEMIN Chris, « Émigration urbaine, crise économique et mutations des campagnes en Côte d'Ivoire », *Espace, populations, sociétés*, n° 3 1999, pp. 399-409.

BELTRAMI Mónica, *Estimaciones de pobreza por el método del ingreso. Año 2004*, Montevideo, INE, 2006, 26 p.

BENDINI Mónica Isabel et RADONICH Martha Mabel (dir.), *De golondrinas y otros migrantes : trabajo rural y movilidad espacial en el Norte de la Patagonia argentina y regiones chilenas del Centro-Sur*, Buenos Aires, La colmena, 1999, 154 p.

BENDINI Mónica Isabel, RADONICH Martha Mabel et STEIMBREGER Norma Graciela, « Historia de la vulnerabilidad social de los « golondrinas » en la cuenca frutícola del Río Negro », pp. 31-52, in BENDINI Mónica Isabel et RADONICH Martha Mabel (dir.), *De golondrinas y otros migrantes : trabajo rural y movilidad espacial en el Norte de la Patagonia argentina y regiones chilenas del Centro-Sur*, Buenos Aires, La colmena, 1999, 154 p.

BENEDETTI Enrico, « Empleo informal en el Uruguay », *Encuesta nacional de hogares ampliada 2006*, Montevideo, INE, 2007, 19 p.

- BENOS Rémi et GALLAS Aude, « L'intentionnalité : une notion « clé » ? », *Géodoc*, n° 55, avril 2008, pp. 81-91.
- BENOS Rémi, GALLAS Aude et GROSSO Susana, « Moments de terrain », *Séminaire Dynamiques Rurales « Le terrain du chercheur »*, Toulouse, décembre 2006, 14 p.
- BERGER Martine, « Mobilité résidentielle et navettes domicile-travail en Île-de-France », *Espaces, populations, sociétés*, n° 2, 1999, pp. 207-217.
- BERGER Suzanne et PIORE M. J., *Dualism and discontinuity in industrial societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, 159 p.
- BERTINO Magdalena et MILLOT Julio, *Historia económica del Uruguay. Tomo I*, Montevideo, Fundación de la cultura universitaria, 1991, 230 p.
- BERTINO Magdalena et MILLOT Julio, *Historia económica del Uruguay, Tomo II : 1860-1910*, Montevideo, Fundación de la cultura universitaria, 1996, 470 p.
- BERTINO Magdalena (et alii), *Historia económica del Uruguay. Tomo III : La economía del primer batllismo y los años veinte. Auge y crisis del modelo agroexportador (1911-1930)*, Montevideo, Fin de siglo, 2005, 435 p.
- BERTULLO Jorge, BAJAC Ana, DE LOS CAMPOS Hugo, OREGGIONI Walter et SILVEIRA Milton, *Los trabajadores rurales : reestructuración productiva y empleabilidad. Hacia la definición de un sistema de evaluación de impactos del programa de capacitación a trabajadores rurales*, Montevideo, UDELAR, 2004, 163 p.
- BÉTEILLE Roger, « Une nouvelle approche des faits migratoires : champs, relations espaces relationnels », *L'espace géographique*, n° 3, 1981, pp.187-197.
- BEY Marguerite, « Recherches sur la pauvreté : état des lieux. Contribution à la définition d'une problématique », *Tiers Monde*, vol. 40, n° 160, 1999, pp. 871-895.
- BILLIARD Isabelle, DEBORDEAUX Danièle et LUROL Martine, « Postface. Les enseignements du programme », pp. 251-286, in BILLIARD Isabelle, DEBORDEAUX Danièle et LUROL Martine (dir.), *Vivre la précarité. Trajectoire et projet*, La Tour d'Aigue, L'Aube/essai, 2000, 287 p.
- BIT, *Salariés agricoles : les plus pauvres d'entre les pauvres*, BIT, Communiqué de presse, 23 septembre 1996.
- BLANCHET Alain et GOTMAN Anne, *L'enquête et ses méthodes. L'entretien*, Paris, Nathan, 1992, 128 p.
- BOURDIEU Pierre, *La domination masculine*, Paris, Seuil/Essais, 2002, 177 p.
- BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62-63, juin 1986, pp. 69-72.
- BOURDIEU Pierre, *Les sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, 477 p.
- BOUTINET Jean-Pierre, *Anthropologie du projet*, Paris, PUF, 1992, 307 p.
- BOYER Robert, « Flexibilités du travail : des formes contrastées, des effets mal connus », *Travail et société*, vol. 12, n° 1/Cahiers économiques de Bruxelles, n° 113, numéro commun, 1987, pp. 207-245.

BRIDE Anne, *Uruguay, moyennes et petites villes : étude de géographie urbaine*, Université de Paris/IHEAL, Thèse de doctorat, 1972, 250 p.

BRUNET Roger, « La géographie dite « sociale » : fonctions et valeurs de la distinction », *L'espace géographique*, n° 2, 1986, pp. 127-130.

BRUNHES Bernard, « La flexibilité du travail définitions et modèles », *Cahiers français*, n° 246, 1990, pp. 73-76.

BRUNO Yanil, « BPS : empresas y trabajadores agropecuarios en el periodo 2004-2008 », pp. 411-416, in MGAP/OPYPA, *Anuario OPYPA. Cadenas productivas, temas de política, proyectos, estudios y documentos*, Montevideo, MGAP/OPYPA, 2008, 457 p.

BULÉON Pascal et DI MÉO Guy, *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris Armand Colin, 2005, 304 p.

C-

CAETANO Gerardo et RILLA José Pedro, *Historia contemporánea del Uruguay. De la colonia al Mercosur*, Montevideo, Fin de siglo/CLAEH, 1994, 396 p.

CANCELA Walter et MELGAR Alicia, *El Uruguay rural : cuarenta años de evolución, cambios y permanencias*, Montevideo, CLAEH, 2004, 101 p.

CAPRON Guénola, CORTÈS Geneviève et GUÉTAT-BERNARD Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Paris, Belin, 2005, 344 p.

CAPRON Guénola, CORTÈS Geneviève et GUÉTAT-BERNARD Hélène, « Introduction », pp. 9-23, in CAPRON Guénola, CORTÈS Geneviève et GUÉTAT-BERNARD Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Paris, Belin, 2005, 344 p.

CARÁMBULA Matías, *Movilidad espacial y precariedad laboral en los trabajadores rurales temporales : el caso de los esquiladores de Villa Sara*, Montevideo, Tesis de maestría en ciencias agrarias, opción ciencias sociales, 2009, 166 p.

CASTEL Robert, « Le travail entre servitude et liberté : la place du droit », pp. 69-91, in CASTEL Robert, *La montée des incertitudes. Travail, protection, statut de l'individu*, Paris, Seuil/La couleur des idées, 2009a., 462 p.

CASTEL Robert, « Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précaire », pp. 159-183, in CASTEL Robert, *La montée des incertitudes. Travail, protection, statut de l'individu*, Paris, Seuil/La couleur des idées, 2009b., 462 p.

CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Folio/essais, 1999, 813 p.

CATTANEO PINEDA Rodrigo et PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, « Buenos Aires : la fragmentación en los intersticios de una sociedad polarizada », *EURE*, vol. 34, n° 103, décembre 2008, pp. 73-92.

CAVAILLÉ Fabienne et MILIAN Johan (dir.), « Mobiliser la notion d'acteur en géographie », *GÉODOC*, n° 55, 2008.

CHAUDRON Martine, « Vie de famille, vie de travail », pp. 133-144, in DE SINGLY François (dir.), *La famille. L'état des savoirs*, Paris, La découverte, 1991, 448 p.

CHAUVIN Sébastien, « Saisonniers californiens : la précarité en crise », *Plein droit*, n° 78, octobre, 2008, pp. 39-42.

CHEVALIER Jacques, FRÉMOND Armand, HÉRIN Robert et RENARD Jean, *Géographie sociale*, Paris, Masson, 1984, 387 p.

CHIVALLON Christine, « Une vision de la géographie sociale et culturelle en France », *Annales de géographie*, n° 634, 2003, pp. 646-657.

CHONCHOL Jacques, *Systèmes agraires en Amérique latine. Des agricultures préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Paris, IHEAL, 1996, 366 p.

CLAEH, *Interpretación del Uruguay rural. Extracto del estudio : Situación económica y social del Uruguay rural*, Montevideo, Comunidad del Sur, 1964, 182 p.

CORTÈS Geneviève, « Ruralités andines sous le prisme des migrations : parcours de mobilité, systèmes d'activités et « diasporas familiales », 24 p., VI Congreso del CEISAL, Université Toulouse 2-Le Mirail, 30 juin-3 juillet 2010.

CORTÈS Geneviève, « Migrations et mobilités circulatoires dans les Andes boliviennes. La face cachée d'une ruralité « en résistance » », *Caravelle*, n° 79, 2002, pp. 93-115.

CORTÈS Geneviève, *Partir pour rester : survie et mutations des sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Paris, IRD, 2000, 413 p.

CORTÈS Geneviève, « Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie : à la recherche de modèles », *L'espace géographique*, n° 3, 1998, pp. 265-275.

CORTÈS Geneviève et FARET Laurent (dir.), *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2009, 244 p.

COSTEY Paul, « Pierre Bourdieu, penseur de la pratique », *Tracés. Revue des sciences humaines*, n° 7, 2004, pp. 11-25.

COURGEAU Daniel, *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale. Migrations internes, mobilités temporaires, navettes*, Paris, INED, 1988, 301 p.

COURGEAU Daniel, « Relations entre cycle de vie et migrations », *Population*, n° 3, 1984, pp. 483-513.

COUSTRAS Jacqueline, « Les inégalités sexuées entre déplacements et mobilité », pp. 95-110, in CAPRON Guénola, CORTÈS Geneviève et GUÉTAT-BERNARD Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Paris, Belin, 2005, 344 p.

CROVETTO María Marcela, « Vinculación entre la movilidad espacial y los mercados de trabajo agrarios y urbanos. El caso de la Valle Inferior del Río Chubut », 9° congreso nacional de estudios del trabajo : *El trabajo como cuestión central – El escenario postconvertibilidad y los desafíos frente a la crisis mundial*, Buenos Aires, 2009, 12 p.

D-

DAMBUYANT-WARGNY Gisèle, « Le passé des sans-avenir. Le poids de l'histoire dans les projets de vie des sans-abri », pp. 159-175, in BILLIARD Isabelle, DEBORDEAUX Danièle et LUROL Martine (dir.), *Vivre la précarité. Trajectoires et projets de vie*, La Tour d'Aigue, L'Aube/essai, 2000, 287 p.

DEBARBIEUX Bernard, « Présentation générale. De l'objet spatial à l'effet géographique », pp. 11-33, in DEBARBIEUX Bernard et FOURNY Marie-Christine (dir.), *L'effet géographique. Construction spatiale, appréhension cognitive et configuration matérielle des objets géographiques*, Grenoble, MSH-Alpes, 2004, 248 p.

DE CERTEAU Michel, *L'invention du quotidien. Tome 1 : Arts de faire*, Paris, Gallimard/Folio essais, 1990, 350 p.

DE COSTER Michel, *Sociologie du travail et gestion des ressources humaines*, Bruxelles, De Boeck, 1999, 344 p.

DEMAZIÈRE Didier et DUBAR Claude, *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple des récits d'insertion*, Paris, Nathan, 1997, 350 p.

DEWERPE Alain, « La « stratégie » chez Pierre Bourdieu », *Enquête, anthropologie, histoire, sociologie*, n° 3, 1996, pp. 191-208.

DI MÉO Guy, « Une géographie sociale dans le triangle des rapports hommes, sociétés, espaces », *Bulletin de l'association des géographes français*, n° 2, 2004, pp. 193-204.

DI MÉO Guy, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 2001, 317 p.

DI MÉO Guy, « Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales », *Cahiers de géographie du Québec*, n° 118, avril 1999, pp. 75-93.

DOERINGER Peter B. et PIORE Michael J., *Internal labor markets and manpower analysis*, Lexington, Heath Lexington books, 1971, 214 p.

DOMÍNGUEZ Pablo, *Población y empleo rural y agropecuario 2006*, MGAP/OPYPA, 2008, 38 p.

DONZELOT Jacques, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, n° 303, mars-avril 2004, pp. 14-39.

DONZELOT Jacques, « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, n° 258, 1999, pp. 87-114.

DUBAR Claude, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1991, 278 p.

DUPONT Véronique et GUILMOTO Christophe Z. (dir.), Dossier : « Mobilités spatiales et urbanisation : Asie, Afrique, Amérique », *Cahiers des sciences humaines*, vol. 29, n° 2-3, 1993.

DUPONT Véronique et GUILMOTO Christophe Z., « Mobilités spatiales et urbanisation. Théories, pratiques et représentations », *Cahiers des sciences humaines*, vol. 29, n° 2-3, 1993, pp. 279-294.

DUPONT Véronique et LELIÈVRE Éva, « De la navette à la migration en ville. Stratégies de mobilité dans l'ouest de l'Inde », *Cahiers des sciences humaines*, vol. 29, n° 2-3, 1993, pp. 465-483.

DUPRAY Arnaud et RECOTILLET Isabelle, « Mobilités professionnelles et cycle de vie », *Économie et statistiques*, n° 453, 2009, pp. 31-58.

DUVOUX Nicolas et PAUGAM Serge, *La régulation des pauvres*, Paris, PUF/Quadrige, 2008, 115 p.

E-

ENGRAND Sylvie et LECLERC-OLIVE Michèle, « Sortir de la précarité de l'emploi : routine et projet », pp. 37-60, in BILLIARD Isabelle, DEBORDEAUX Danièle et LUROL Martine (dir.), *Vivre la précarité. Trajectoires et projets de vie*, La Tour d'Aigue, L'Aube/essai, 2000, 287 p.

F-

FARET Laurent, *Les territoires de la mobilité. Migration et communautés internationales entre le Mexique et les États-Unis*, Paris, CNRS, 2003, 351 p.

FASSIN Didier, « Exclusion, *underclass*, *marginalidad*. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine », *Revue de sociologie française*, vol. 37, n° 1, 1996a., pp. 37-75.

FASSIN Didier, « *Marginalidad* et *marginados*. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique latine », pp. 263-271, in PAUGAM Serge (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La découverte, 1996b., 582 p.

FERNÁNDEZ AGUERRE Tabaré, « Cambios en la estructura agraria del Uruguay entre 1951 y 2002 : una aproximación descriptiva desde la distribución de la tierra », *Estudios sociológicos*, vol. XX, n° 2, 2002, pp. 387-424.

FERNÁNDEZ Alejandro, *Las Piedras. Otra mirada sobre la ciudad*, Las Piedras, I Libri, 2007, 172 p.

FINCH Henry, *La economía política del Uruguay contemporáneo. 1870-2000*, Montevideo, La Banda oriental, 2005, 351 p.

FREGA Ana, « La formulación de un modelo. 1890-1918 », pp. 17-50, in FREGA Ana et alii, *Historia del Uruguay en el siglo XX (1890-2005)*, Montevideo, La Banda oriental, 2007, 406 p.

FREGA Ana et alii, *Historia del Uruguay en el siglo XX (1890-2005)*, Montevideo, La Banda oriental, 2007, 406 p.

FRÉMONT Armand, « L'espace vécu et la notion de région », *Travaux de l'institut de géographie de Reims*, n° 41-42, 1980, pp. 47-58.

G-

GAINARD Romain, *La Pampa argentine. L'occupation du sol et la mise en valeur*, Université de Bordeaux III, Thèse de doctorat d'État, 1979, 1174 p.

GALLAS Aude, « La rotación del empleo como forma de trabajo. Importancia del empleo agrícola en la historia laboral y las movilidades de los trabajadores temporales de las ciudades de Salto y Las Piedras (Uruguay) », in APARICIO Susana, NEIMAN Guillermo et PIÑEIRO Diego (dir.), *Trabajo y trabajadores en el agro rioplatense. Nuevos temas y nuevas perspectivas*, Montevideo, Letraenie, 2010, 272 p.

GALLAS Aude, « Mobilités, emploi et famille. La dimension du retour dans la construction des modes de déplacement des travailleurs agricoles temporaires de la ville de Salto (Uruguay) », *Caravelle*, n° 91, 2008, pp. 47-71.

GALLAS Aude, *Habiter en ville, travailler à la campagne. Mobilités circulatoires et nouvelles territorialités en Uruguay*, Université Toulouse 2-Le Mirail, Mémoire de DEA ESSOR, 2005, 114 p.

GALLAS Aude et GUIBERT Martine, « Le développement un moyen de limiter l'exode rural. Le cas de l'Uruguay », *L'ordinaire latino-américain*, n° 196, avril-juin 2004, pp. 63-74.

GALLAS Aude, *Le développement local, un moyen de limiter l'exode rural. Le cas de l'Uruguay*, Université Toulouse 2-Le Mirail, Mémoire de maîtrise de géographie, 2003, 115 p.

- GARCÍA ACEVEDO Daniel, *El pauperismo rural en 1910*, Montevideo, Facultad de Humanidades, 1967.
- GARCIA Jr. Afrânio, *Libres et assujettis. Marché du travail et modes de dominations au Nordeste*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1989, 176 p.
- GAZIER Bernard, *Les stratégies des ressources humaines*, Paris, La découverte/Repères, 2004, 122 p.
- GERME Jean-François, « Instabilité, précarité et transformations de l'emploi », *Critiques de l'économie politique*, n° 15-16, avril-juin 1981, pp. 53-91.
- GOSME Cyril, MENDIBIL Didier, ORAIN Olivier, ROBIC Marie-Claire et TISSIER Jean-Louis, *Couvrir le monde. Un grand XX^{ème} siècle de géographie française*, Paris, ADPF/Cultures France, 2006, 230 p.
- GRAFMEYER Yves, « La ségrégation spatiale », pp. 209-217, in PAUGAM Serge (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La découverte, 1996, 583 p.
- GRAFMEYER Yves, « Regards sociologiques sur la ségrégation », pp. 85-117, in BRUN Jacques et RHEIN Catherine (dir.), *La ségrégation dans la ville. Concepts et mesures*, Paris, L'Harmattan, 1994, 261 p.
- GRANIÉ Anne-Marie, *Figures de constructions identitaires. Regards croisés. Le film, le réalisateur et la sociologue, Tome 1*, Université Toulouse 2-Le Mirail, Habilitation à diriger des recherches en sociologie, 2005, 184 p.
- GRASSET Éric, GUMUCHIAN Hervé, LAJARGE Romain et ROUX Emmanuel, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, Anthropos, 2003, 186 p.
- GRATALOUP Christian et LÉVY Jacques, « Des géographes pour une autre géographie : réponse à M. Le Lannou », (*Le Monde*, 14-15 mars 1976), pp. 317-319, in PINCHEMEL Philippe, ROBIC Marie-Claire et TISSIER Jean-Louis, *Deux siècles de géographie française. Choix de textes*, Paris, CTHS, 1984, 380 p.
- GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard/Seuil, 1989, 260 p.
- GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, « À propos des classes populaires », *Enquête. Cahiers du CERCOM*, n° 1, avril 1985a.
- GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, « Symbolisme dominant et symbolisme dominé », *Enquête. Cahiers du CERCOM*, n° 1, avril 1985b., 24 p.
- GUÉTAT-BERNARD Hélène, *Développement, mobilités spatiales, rapport de genre : une lecture des dynamiques des ruralités contemporaines (Inde du Sud, Ouest Cameroun, Amazonie Brésilienne), Tome 3 : Essai*, Université Toulouse 2-Le Mirail, Habilitation à diriger des recherches en géographie, 2007, 384 p.
- GUÉTAT-BERNARD Hélène, « Nouvelles articulations villes-campagnes. Pluriappartenance et mobilité spatiale et professionnelle des ruraux du Delta du Nil », *L'espace géographique*, n° 3, 1998, pp. 253-264.
- GUILLAUME Jean-François, « Les parcours de vie, entre aspirations individuelles et contraintes structurelles », *Informations sociales*, n° 156, 2009, pp. 22-30.

GUILMOTO Christophe Z. et SANDRON Frédéric, « La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en développement », *Population*, n° 55, 2000, pp. 105-136.

H-

HAUMONT Antoine, « Mobilité quotidienne dans la société salariale », pp. 141-154, in BONNET Michel et DESJEUX Dominique (dir.), *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF, 2000, 224 p.

HAYOT Alain, « Pour une anthropologie de la ville et dans la ville : questions de méthodes », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 3, vol. 18, 2002, pp. 93-105.

HOYAUX André-Frédéric, LAJARGE Romain et alii, « Atelier « Acteurs ». Peut-on parler d'un tournant actoriel ? », *ESO Travaux et document*, n° 27, mars 2008, pp. 17-40.

HÉRIN Robert, « Quelques convictions pour la géographie sociale », *Revue de géographie de Lyon*, n° 3, 1984, pp. 147-155.

HERPIN Nicolas et VERGER Daniel, « La pauvreté une et multiple », *Économie et statistique*, vol. 308, n° 1, 1998, pp. 3-22.

HERVIEU Bertrand et VIARD Jean, *Au bonheur des campagnes et des provinces*, La Tour d'Aigue, L'Aube, 2001, 159 p.

I-

IENS Inés, « Mundo del trabajo y mundo de la familia : ¿es posible la armonía? », pp. 138-155, in FASSLER Clara (dir.), *Familias en cambio en un mundo en cambio*, Montevideo, Trilce, 2006, 182 p.

INE, « Encuesta continua de hogares. Febrero 2010. Actividad, empleo y desempleo », *Prensa comunicados*, Montevideo, INE, le 7 avril 2010, 10 p.

INE, *Estimaciones de pobreza por el método del ingreso 2008*, Montevideo, INE, 2009, 28 p.

INE, *Encuesta nacional de hogares ampliada 2006*, Montevideo, INE, 2006a.

INE, *Pobreza y desigualdad en Uruguay. 2006*, Montevideo, INE, 2006b., 16 p.

INE, *Divulgación de resultados. Censo 2004 – Fase I*, 2005.

IMS (Intendencia Municipal de Salto), *Plan de Salto*, Salto, Impresora Salto, 2005, 59 p.

J-

JAILLET Marie-Christine, ROUGÉ Lionel, THOUZELLIER Christine, « Les modes de vie des « navetteurs » toulousains installés aux franges de l'aire urbaine : vers l'émergence de nouvelles figures de l'urbanité », pp. 159-173, in BONNET Michel et AUBERTEL Patrice (dir.), *La ville aux limites de la mobilité*, Paris, PUF/Sciences sociales et sociétés, 2006, 316 p.

JEMELIN Christophe, PFISTER GIAUDE Barbara, VOLOZ Luc (dir.), *Les territoires de la mobilité. L'aire du temps*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2004, 383 p.

K-

KAUFMANN Jean-Claude, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Paris, Hachette/Pluriel, 2007, 288 p.

KAUFMANN Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Paris, Nathan, 2003, 128 p.

KAUFMANN Vincent, « La mobilité au quotidien : nécessité, proposition et test d'une nouvelle approche », pp. 57-69, in JEMELIN Christophe, PFISTER GIAUDE Barbara, VOLOZ Luc, *Les territoires de la mobilité. L'aire du temps*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2004, 383 p.

KAUFMANN Vincent et MONTULET Bertrand (dir.), *Mobilités, fluidités... libertés ?*, Bruxelles, FSUL, 2004, 311p.

KAUFMANN Vincent et PATTARONI Luca, « Mobilités », *EspacesTemps.net*, avril 2007, 3 p.

KAY Cristobal, « El excluyente desarrollo rural latinoamericano en un mundo neoliberal », pp. 9-36, in RIELLA Alberto et TUBÍO Mauricio (dir.), *Transformaciones agrarias y empleo rural*, Montevideo, UdelaR, 2001, 157 p.

KAZTMAN Rubén, « Convergencias y divergencias : exploración sobre los efectos de las nuevas modalidades de crecimiento sobre la estructura social de cuatro áreas metropolitanas en América latina », pp. 23-60, in KAZTMAN Rubén y WORMALD Guillermo (dir.), *Trabajo y ciudadanía. Los cambios rostros de la integración y exclusión social en cuatro áreas metropolitanas de América latina*, Montevideo, CEBRA, 2002, 423 p.

KAZTMAN Rubén, « Marginalidad e integración social en Uruguay », pp. 102-140, in CARPIO y NOVACOVSKY Irene (dir.), *De igual a igual. El desafío del Estado en los nuevos problemas sociales*, Buenos Aires, Siempro/FLACSO/Fondo de cultura económica de Argentina, 1999, 402 p.

KAZTMAN Rubén, « La heterogeneidad de la pobreza. El caso de Montevideo », *Revista de la CEPAL*, n° 37, avril 1989, pp. 141-152.

KAZTMAN Rubén et RETAMOSO Alejandro, « Segregación espacial, empleo y pobreza en Montevideo », *Revista de la CEPAL*, n° 85, avril 2005, pp. 131-148.

KEERLE Régis, « De l'usage de la notion d'acteur en géographie (ou comment la géographie sociale après avoir gagné la guerre - des sciences -, peut construire la paix) », *EEGS - l'espace social : outils et méthodes, objets et éthique(s)*, Rennes, 2006, 4 p.

KERR Clark, « The balkanization of labor markets », pp. 21-37, in KERR Clark, *Labor markets and wage determination. The balkanization of labor markets and other essays*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1977, 222 p.

KLACZKO Jaime et RIAL Juan, *Uruguay : el país urbano*, Montevideo, La Banda oriental, 1981, 144 p.

KLEIN Olivier, ORTAR Nathalie et POCHE Pascal, « Mobilités, différenciations et inégalités : des questions actuelles », *EspacesTemps.net*, avril 2007, 16 p.

KNAFOU Rémi (dir.), *La planète « nomade ». Les mobilités géographiques d'aujourd'hui*, Paris, Belin, 1998, 247 p.

L

LAHIRE Bernard, « Éléments pour une théorie des formes socio-historiques d'acteur et d'action », *Revue européenne des sciences sociales*, n° 106, 1996, pp. 69-96.

LAHIRE Bernard, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Hachette/Pluriel, 2006, 396 p.

LAJARGE Romain, « Acteurs, engagement et dégageement », *GÉODOC*, n° 55, 2008, pp. 69-80.

- LALLEMENT Michel, *Sociologie des relations professionnelles*, Paris, La découverte/Repères, 2008, 121 p.
- LAMANTHE Annie, « Les transformations du marché du travail : un éclairage à partir de l'analyse des décalages entre offre et demande dans un système productif localisé », *Sociologie du travail*, n° 47, 2005, pp. 37-56.
- LARA FLORES Sara María (dir.), « Dossier : Agriculture et Migrations en Amérique latine », *Migrations et société*, vol. 20, n° 115, janvier-février 2008.
- LARA FLORES Sara María, « Características de las migraciones rurales hortícolas en el noroeste de México », *Revista Latinoamericana de Estudios del Trabajo*, n° 12, 2000, pp. 72-88.
- LARA FLORES Sara María (dir.), *Jornaleras, temporeras y bóias frias. El rostro femenino del mercado de trabajo rural en América latina*, Caracas, UNRISD/Nueva sociedad, 1995a., 229 p.
- LARA FLORES Sara María, « La feminización del trabajo asalariado en los cultivos de exportación no tradicionales en América latina : efectos de una flexibilidad « salvaje » », pp. 16-34, in LARA FLORES Sara María (dir.), *Jornaleras, temporeras y bóias frias. El rostro femenino del mercado de trabajo rural en América latina*, Caracas, UNRISD/Nueva sociedad, 1995b., 229 p.
- LAURENT Catherine et MUNDLER Patrick, « Flexibilité du travail en agriculture : méthodes d'observation et évolutions en cours », *Ruralia*, n° 12/13, 2003, pp. 239-257.
- LEAL Jorge et NUÑEZ Anibal, *Censo de productores con cultivos hortícolas bajo invernáculos del departamento de Salto en 1996*, Salto, UdelaR/Regional Norte, 1997, 48 p.
- LE BRETON Éric, *Bouger pour s'en sortir. Mobilité quotidienne et intégration sociale*, Paris, Armand Colin, 2005a., 247 p.
- LE BRETON Éric, « L'orientation familiale des mobilités. Quelques remarques à partir de l'étude d'une population disqualifiée », *Networks and communication studies/NETCOM*, n° 3-4, 2005b., pp. 179-192.
- LE BRETON Éric, « Mobilité, exclusion et marginalité », pp. 117-123, in ALLEMAND Sylvain, ASCHER François et LÉVY Jacques (dir.), *Le sens du mouvement. Modernité et mobilités dans les sociétés contemporaines*, Paris, Belin, 2004, 336 p.
- LECLERCQ Éric, *Les théories du marché du travail. La pensée économique contemporaine – 4*, Paris, Seuil, 1999, 342 p.
- LEFRESNE Florence, « Vers un renouvellement de l'analyse segmentarionniste », *Économies et sociétés, Série « Économie du travail »*, AB, n° 22/n° 8, 2002, pp. 1241-1267.
- LÉVY Jacques, « Pour une géographie scientifique », *Espaces Temps*, n° 1, 1975, pp. 53-65.
- LICIO ETTLIN Beatriz, *L'organisation de l'espace rural en Uruguay : l'effet d'une structure pastorale dominante*, Université Toulouse 2-Le Mirail, Thèse de doctorat, 1978, 299 p.
- LOMBARDI Mario, « La cuestión urbana uruguaya : una nueva realidad de partida », pp. 239-264, in LOMBARDI Mario y VEIGA Danilo (dir.), *La ciudades en conflicto. Una perspectiva latinoamericana*, Montevideo, CIESU/La Banda oriental, 1989, 311 p.
- LUSSAULT Michel, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Paris, Seuil, 2007, 266 p.
- LUSSAULT Michel, « Acteur », pp. 39-42, in LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003a., 1034 p.

LUSSAULT Michel, « Constructivisme », pp. 200-204, in LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Belin, 2003b., 1034 p.

LUSSAULT Michel, « Objet géographique », pp. 675-676, in LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003c., 1034 p.

M-

MACADAR Daniel et PELLEGRINO Adela, « Informe sobre migración internacional en base a los datos recogidos en el módulo migración », *Encuesta de hogares ampliada 2006*, Montevideo, INE, 2007, 86 p.

MADIGLIA Carmen, « La políticas sociales del gobierno de izquierda en Uruguay. Unas aproximaciones a sus características y resultados », pp. 149-188, in CANZANI Agustín, ENSIGNIA Jaime et QUIROGA Yesko (dir.), *_Consenso progresista. Las políticas sociales de los gobiernos progresistas del Cono Sur*, Santiago de Chile, Fundación Friedrich Ebert, 2009, 188 p.

MARTORELLI Horacio, *Urbanización y desruralización en el Uruguay*, Montevideo, FCU/CLAEH, 1980, 150 p.

MARTORELLI Horacio, *La sociedad urbana*, Montevideo, Nuestra tierra, 1969, 68 p.

MARUANI Margaret et REYNAUD Emmanuèle, *Sociologie de l'emploi*, Paris, La découverte, 2004, 122 p.

MASCHERONI Paola et RIELLA Alberto, « Evidencias empíricas sobre la pertinencia de la nueva ruralidad en Uruguay », pp. 151-167, in PEREZ C. Edelmina, FARAH Q. María Adelaida et DE GRAMMONT Hubert (dir.) *La nueva ruralidad en América latina. Avances teóricos y evidencias empíricas*, Bogota, Pontificia Universidad Javeriana/CLACSO, 2008, 379 p.

MASCHERONI Paola, RAMÍREZ Jessica, RIELLA Alberto et TUBÍO Mauricio, *El empleo rural en la empresa Metsä-Botnia (Informe de investigación)*, Montevideo, UDELAR/FCS, 2007, 35 p.

MASCHERONI Paola et SOSA Ana, *Informe de resultados de la encuesta de seguimiento de beneficiarios del PANES*, Montevideo, UDELAR/MIDES, 2008, 38 p.

MASSERA Ema (dir.), *Calidad, empleo, capacitación en el citrus uruguayo. Informe final*, Montevideo, MTSS-UdelaR, 1997, 123 p.

MAZZEI Enrique et VEIGA Danilo, *Pobreza urbana en Montevideo. Nueva encuesta en « cantegriles »*, Montevideo, CIESU, 1984, 72 p.

MEULDERS Danièle et WILKIN Luc, « La flexibilité des marchés du travail : prolégomènes à l'analyse d'un champ », *Travail et société*, vol. 12, n° 1/Cahiers économiques de Bruxelles, n° 113, numéro commun, 1987, pp. 7-36.

MEVIR, *Estudios territoriales – Cordón hortifrutícola de Salto*, Montevideo, MEVIR, 1999, 57 p.

MGAP/DIEA, *Anuario estadístico agropecuario*, Buenos Aires, Hemisferio sur, 2005, 201 p.

MGAP/DIEA, *Anuario estadístico agropecuario*, Buenos Aires, Hemisferio sur, 2008, 201 p.

MGAP/JUNAGRA/PREDEG/DIEA, *Empleo en el sector granjero : primer estudio exploratorio para el año 2002*, 2004, 14 p.

MGAP/DIEA, *Censo general agropecuario*, 2000.

MGAP/OPYPA, *Estudio sobre el empleo, los ingresos y las condiciones de vida de los hogares rurales*, 1999.

MICHALON Bénédicte et MORICE Alain, « Les migrants dans l'agriculture : vers une crise de main-d'œuvre ? Introduction », *Études rurales*, n° 182, 2008, pp. 9-28.

MICHON François, « What became of labour market segmentation in France : its changing design », *Économies et sociétés. Série « Socio-économie du travail »*, AB, n° 28/n°6, 2007, pp. 999-1026.

MIDES, *Un año contribuyendo al desarrollo social. Informe de gestión Abril 2005-Marzo 2006*, Montevideo, Tradinco, 2006, 48 p.

MIDES, *Plan de equidad*, Montevideo, Mides, 2010, 90 p.

MORAES Maria Inés, « El trabajo de la esquila y los esquiladores : algunos aspectos de su historia social (1860-1970) », pp. 33-56, in PIÑEIRO Diego (dir.), *Trabajadores de la esquila. Pasado y presente de un oficio rural*, Montevideo, Caligráficos, 2003, 158 p.

MUCCHIELLI Alex, « Introduction », pp. 9-16, in MUCCHIELLI Alex (dir.), *La place du constructivisme pour l'étude des communications*, Actes du colloque de Béziers, Avril 2003, Montpellier, Publications Montpellier 3, 2004, 331 p.

N-

NAHUM Benjamín, *Manual de historia del Uruguay. Tomo I : 1830-1903*, Montevideo, La Banda oriental, 2002, 281 p.

NEFFA Julio César, *El trabajo temporario en el sector agropecuario de América latina*, Genève, OIT, 1986, 138 p.

NOIN Daniel, *Géographie de la population*, Paris, Armand Colin, 2001, 280 p.

NOIRIEL Gérard, « Du « patronage » au « paternalisme » : la reconstruction des formes de domination de la main-d'œuvre ouvrière dans l'industrie métallurgique française », *Le mouvement social*, n° 144, juillet-septembre 1988, pp. 17-35.

NOSEDA Verónica et RACINE Jean-Bernard, « Acteurs et agents, points de vue géographiques au sein des sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XXXIX, n° 121, 2001, pp. 65-79.

O-

ORTIZ Sutti, « Los mercados laborales a través del Continente Americano », pp. 9-28, in APARICIO Susana et BENECIA Roberto (dir.), *El empleo rural en tiempos de flexibilidad*, Buenos Aires, La Colmena, 1999, 152 p.

P-

PALLEIRO Virginia, « El salario del trabajador rural », *Curso de derecho agrario de Juan Pablo Saavedra*, Montevideo, Facultad de derecho/UDELAR, 2003, 39 p.

PAUGAM Serge, *La disqualification sociale*, Paris, PUF/Quadrige, 2009, 256 p.

PAUGAM Serge, *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, PUF/Quadrige, 2007, 437 p.

PAUGAM Serge, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF/Le lien social, 2005, 276 p.

PAUGAM Serge et SELZ Marion, « La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970. Analyse des variations structurelles et conjoncturelles », *Économie et statistique*, n° 383-384-385, 2005, pp. 283-305.

PELLEGRINO Adela, *Caracterización demográfica del Uruguay*, Documento de trabajo n° 35, Montevideo, Unidad Multidisciplinaria/FCS, 1997, 27 p.

PÉRON Françoise, « Les territoires des citoyens ordinaires », pp. 63-73, in HÉRIN Robert et MULLER Colette (dir.), *Colloque de géographie sociale de Caen 1996. Espaces et sociétés à la fin du XX^{ème} siècle. Quelles géographies sociales ?*, Caen, PUC, 1998, 302 p.

PERRIER-CORNET Philippe (dir.), *Repenser les campagnes*, La Tour d'Aigue, L'Aube/DATAR, 2002, 279 p.

PHÉLINAS Pascale, « L'emploi complémentaire en milieu rural péruvien : la richesse des pauvres ? », *Économie rurale*, n° 282, juillet-août, 2004, pp. 40-58.

PIÉTRI-LÉVY Anne-Lise, « Systèmes urbains et relations internationales. Le littoral uruguayen du Río de la Plata », *Cahiers des sciences humaines*, n° 30, 1994, pp. 621-643.

PIÑEIRO Diego, *El trabajo precario en el campo uruguayo*, Montevideo, FCS, 2008, 213 p.

PIÑEIRO Diego, *En la busca de la identidad. La acción colectiva en los conflictos agrarios de América latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2004, 344 p.

PIÑEIRO Diego (dir.), *Trabajadores de la esquila. Pasado y presente de un oficio rural*, Montevideo, Caligráficos, 2003, 158 p.

PIÑEIRO Diego, « Los trabajadores rurales en Uruguay : principales tendencias », pp. 157-184, in RUBIO Blanca, MARTÍNEZ Cristina, JIMÉNEZ Mercedes et VALDIVIA Eloisa (dir.), *Reestructuración productiva, comercialización y reorganización de la fuerza de trabajo agrícola en América latina*, Mexico, Plaza y Valdés, 2002.

PIÑEIRO Diego, « Población y trabajadores rurales en el contexto de transformaciones agrarias », pp. 269-288, in GIARRACCA Norma (dir.), *¿Una nueva ruralidad en América latina ?*, Buenos Aires, CLACSO, 2001a.

PIÑEIRO Diego, « Los trabajadores rurales en un mundo que cambia : el caso de Uruguay », *Agrociencia*, vol. 5, n° 1, 2001b., pp. 68-75.

PIÑEIRO Diego, « Cambios y permanencias en el agro uruguayo. Tendencias y coyuntura », in GIARRACCA Norma y CLOQUELL Silvia (dir.), *Las agriculturas del Mercosur. El papel de los actores sociales*, Buenos Aires, La Colmena/CLACSO, 1998.

PIÑEIRO Diego, « Trabajadores rurales y flexibilización laboral. El caso del Uruguay », *Seminario : El empleo rural en tiempos de flexibilidad*, Universidad de Buenos Aires, décembre 1997, 32 p.

PIÑEIRO Diego, « La agricultura familiar : el fin de una época », pp. 147-198, in PIÑEIRO Diego (dir.), *Nuevos y no tanto. Los actores sociales para la modernización del agro uruguayo*, Montevideo, CIESU/La Banda Oriental, 1991, 293 p.

PIOLLE Xavier, « Le territoire, ou des dimensions spatiales des rapports sociaux », in HÉRIN Robert et MULLER Colette (dir.), *Espaces et sociétés à la fin du XX^{ème} siècle. Quelles géographies sociales ?*, Caen, PUC, 1998, 302 p.

PIOLLE Xavier, « Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité ? », *L'espace géographique*, n° 4, 1991, pp. 349-358.

PIORE Michaël J., « Dualism in the labor market : a response to the uncertainty and flux. The case of France », *Revue économique*, vol 29, n° 1, janvier 1978, pp. 26-48.

PITROU Agnès, « À la recherche du temps gagné », *Informations sociales*, n° 5, 1987, pp. 20-27.

POLANYI Karl, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard/Tel, 2009 (1983), 467 p.

PORCILE Gabriel et SOSA Sonia, *Contrastes en la agricultura uruguaya*, Montevideo, CINVE/La Banda oriental, 1984, 55 p.

PORTES Alejandro, « La urbanización de América latina en los años de crisis », pp. 81-134, in LOMBARDI Mario y VEIGA Danilo (dir.), *La ciudades en conflicto. Una perspectiva latinoamericana*, Montevideo, CIESU/La Banda oriental, 1989, 311 p.

PRATES Suzana, *Organización de la producción rural y emigración*, Montevideo, CIESU/Documento de trabajo n° 6, 1977, 41 p.

PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, « Buenos Aires en los años 90 : metropolización y desigualdades », *EURE*, vol. 28, n° 85, 2002, pp. 31-50.

PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, « Amérique latine : la ville fragmentée », *Esprit*, n° 258 novembre 1999, pp. 128-144.

PROST Gérard, « Ganados sin hombres ou : le latifundium en Uruguay résiste au temps », *Caravelle*, n° 28, 1977, pp. 105-122.

Q-

QUIVY Raymond, VAN CAMPENHOUDT Luc, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1995, 288 p.

R-

RACINE Jean-Luc (dir.), *Les attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoire en Inde du Sud*, Paris, MSH, 1994, 400 p.

RAFFESTIN Claude, « La territorialité : concept ou paradigme de la géographie sociales ? », *Geographica Helvetica*, n° 2, 1986, pp. 91-96.

RAU Victor, « La réalité rebelle dans marchés du travail et le sens large du concept de segmentation. À propos de la gestion de la main-d'œuvre saisonnière dans l'agriculture des Bouches-du-Rhône », *Séminaire de recherche du LEST*, Aix-en-Provence, novembre 2007, 19 p.

RAU Victor, *Los cosecheros de yerba mate. Mercado de trabajo agrario y lucha social en Misiones*, Tesis de doctorado en Ciencias sociales, Universidad de Buenos Aires, août 2005, 368 p.

RIAL Juan, « Población y mano de obra en espacios vacíos. El caso de un pequeño país : Uruguay, 1870-1930 », pp. 185-219, in SANCHEZ-ALBORNOZ Nicolas (dir.), *Población y mano de obra en América latina*, Madrid, Alianza editorial, 1985, 326 p.

RICOEUR Paul, *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*, Paris, Seuil, 1986, 252 p.

RIELLA Alberto, « Desafíos teóricos y empíricos de la sociología rural contemporánea : una mirada des Uruguay », pp. 149-180, in PIÑEIRO Diego (dir.), *30 años de sociología rural en América latina*, Montevideo, ALSRU/SBS, FCS, 2000, 235 p.

RIELLA Alberto et ROMERO Juan, « Nueva ruralidad y empleo no-agrícola en Uruguay », pp. 157-163, in BENDINI Mónica et STEIMBREGER Norma (dir.), *Territorios y organización social de la agricultura*, Buenos Aires, La Colmena, 2003, 164 p.

RIELLA Alberto et TUBÍO Mauricio (dir.), *Transformaciones agrarias y empleo rural*, Montevideo, Udelar, 2001a., 158 p.

RIELLA Alberto et TUBÍO Mauricio, « Los trabajadores zafrales en el agro uruguayo : el caso de los cosecheros en la citricultura », pp. 37-80, in RIELLA Alberto et TUBÍO Mauricio (dir.), *Transformaciones agrarias y empleo rural*, Montevideo, Udelar, 2001b., 158 p.

RIELLA Alberto et TUBÍO Mauricio, *Los asalariados zafrales del citrus del Uruguay*, Salto, Unidad de estudios regionales/documento de trabajo, n° 31, 1997, 61 p.

RIPOLL Fabrice, « Du « rôle de l'espace » aux théories de « l'acteur » (aller-retour). La géographie à l'épreuve des mouvements sociaux », pp. 193-210, in SÉCHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, PUR, 2006, 397 p.

RIVOIR Ana Laura et VEIGA Danilo, *Sociedad y territorio. Montevideo y el área metropolitana*, Montevideo, FCS, 2005, 88 p.

ROCHA Angel, *Construyendo ciudadanía junto a los trabajadores rurales*, Montevideo, PIT-CNT/JUNAE, 2008, 158 p.

ROUGÉ Lionel, « Les « captifs » du périurbain. Voyage chez les ménages modestes installés en lointaine périphérie », pp. 129-144, in CAPRON Guénola, CORTÈS Geneviève et GUÉTAT-BERNARD Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Paris, Belin, 2005, 344 p.

ROULLEAU-BERGER Laurence, « Espaces intermédiaires, économies urbaines et lutte pour la reconnaissance », pp. 179-189, in CAPRON Guénola, CORTÈS Geneviève et GUÉTAT-BERNARD Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Paris, Belin, 2005, 344 p.

ROVETTA Vicente, *Peon rural y ranchario. (Ensayo)*, Montevideo, Ciudadela, 1962, 107 p.

RUBY Christian, « Réalisme », pp. 765-766, in LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Belin, 2003, 1034 p.

RUDOLF Juan et WETTSTEIN Germán, *La sociedad rural*, Montevideo, Nuestra tierra, 1969, 68 p.

S-

SCHWARTZ Olivier, *Le monde privés des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF/Pratiques théoriques, 1990, 531 p.

SÉCHET Raymonde, *Espaces et pauvretés. La géographie interrogée*, Paris, L'Harmattan, 1996, 213 p.

SÉCHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, PUR, 2006a., 397 p.

SÉCHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent, « Introduction générale », pp. 7-24, in SÉCHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, PUR, 2006b., 397 p.

SENNETT Richard, *Le travail sans qualité. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000, 223 p.

SIMON Gildas, *La planète migratoire dans la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2008, 255 p.

STASZAK Jean-François, « Espace vécu », pp. 340-341, in LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, 1034 p.

STOCK Mathis, « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles », *EspacesTemps.net*, février 2006, 21 p.

STOCK Mathis, « Les sociétés à individus mobiles : vers un nouveau mode d'habiter ? L'exemple des pratiques touristiques », *EspacesTemps.net*, mai 2005, 13 p.

STOCK Mathis, « L'habiter comme pratique des lieux géographiques », *EspacesTemps.net*, décembre 2004, 17 p.

T-

TARRIUS Alain, *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2000, 266 p.

TARRIUS Alain, « Circulation des élites professionnelles et intégration européenne », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 8, n° 2, 1992, pp. 27-56.

TÊTU-DELAGE Marie-Thérèse, « Travail agricole et « carrière » des sans-papiers algériens dans la Drôme », *Études rurales*, n° 182, 2008, pp. 45-60.

THUMERELLE Pierre-Jean, *Peuples en mouvement : la mobilité spatiale des populations*, Paris, SEDES, 1986, 323 p.

TOKMAN Víctor E., *Flexibilidad e informalidad : opciones y restricciones*, Santiago du Chili, CEPAL/Serie « Macroeconomía del desarrollo », 2008, 57 p.

TUBÍO Mauricio, « El impacto de las transformaciones agrarias sobre los trabajadores rurales : el caso de los cosechadores de citrus del Uruguay », pp. 185-220, in RUBIO Blanca, MARTÍNEZ Cristina, JIMÉNEZ Mercedes et VALDIVIA Eloísa (dir.), *Reestructuración productiva, comercialización y reorganización de la fuerza de trabajo agrícola en América latina*, Mexico, Plaza y Valdés, 2002.

V-

VEIGA Danilo, « Desigualdades sociales y fragmentación urbana : obstáculos para una ciudad democrática », pp. 193-209, in TORRES RIBEIRO Ana Clara (dir.) *El rostro urbano de América latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2004, 371 p.

VEIGA Danilo, « Segregación socioeconómica y crisis urbana en Montevideo », pp. 265-302, in LOMBARDI Mario y VEIGA Danilo (dir.), *La ciudades en conflicto. Una perspectiva latinoamericana*, Montevideo, CIESU/La Banda oriental, 1989, 311 p.

VESCHAMBRE Vincent, « Penser l'espace comme une dimension de la société. Pour une géographie sociale de plain-pied avec les sciences sociales », pp. 211-227, in SÉCHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, PUR, 2006, 397 p.

VIARD Jean, *La société d'archipel ou les territoires du village global*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 1994, 124 p.

VIGNAL Cécile, « Les espaces familiaux à l'épreuve de la délocalisation de l'emploi : ancrages et mobilités de salariés de l'industrie », *Espaces et sociétés*, n° 120-121, 2005, pp. 179-197.

W-

WALTHER Olivier, « Au-delà de l'opposition entre villes et campagnes. Éléments pour un modèle territorial dynamique en Afrique de l'Ouest », *L'information géographique*, n° 4, 2004, pp. 308-319.

Z-

ZENEIDI-HENRY Djemila, « Les territoires de l'errance au féminin », pp. 111-124, in CAPRON Guénola, CORTÈS Geneviève et GUÉTAT-BERNARD Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Paris, Belin, 2005, 344 p.

ZENEIDI-HENRY Djemila, *Migrations circulaires, cueillette des fraises et manipulation des genres*, Colloque Masculin féminin, question pour la géographie, Bordeaux, septembre 2010.

ANNEXES

Objectifs des entretiens avec les producteurs :

- Logiques d'emploi de la main-d'œuvre ;
- Liens entre l'évolution des pratiques productives et la manière d'employer les travailleurs ;
- Relation avec les travailleurs.

La description des éléments composant les thèmes ci-dessous n'est qu'indicative. Les producteurs y font référence s'ils en ont besoin pour leur argumentation. Néanmoins, tous les éléments formels (liés aux caractéristiques générales de l'exploitation), lorsqu'ils ne sont pas abordés au cours de l'entretien, sont évoqués de manière brève et directive après l'entretien.

I. Histoire l'exploitation et du producteur *Pouvez-vous me raconter l'histoire de l'exploitation, ainsi que votre rôle au sein de l'exploitation, jusqu'à aujourd'hui ? Vous pouvez raconter ce qui vous paraît important ?*

- Pratiques productives ;
- Origine de l'exploitation ;
- Lien entre le producteur et l'exploitation ; rôle au sein de l'exploitation
- Description de l'exploitation (taille ; type de production : espèces et variétés, production dominante ; récolte, etc.) ;
- Fonctions de l'exploitation (production, tri des produits, conditionnement, commercialisation, etc.) ;
- Destination de la production (échelle de la vente, mode de commercialisation) ;
- Perspective historique (permanences et mutations dans la production, l'exploitation) ;

II. La main-d'œuvre sur l'exploitation *Pouvez-vous me raconter comment vous fonctionnez avec la main-d'œuvre ? Comment vous vous organisez ? Vous pouvez évoquer tout ce qui vous semble important.*

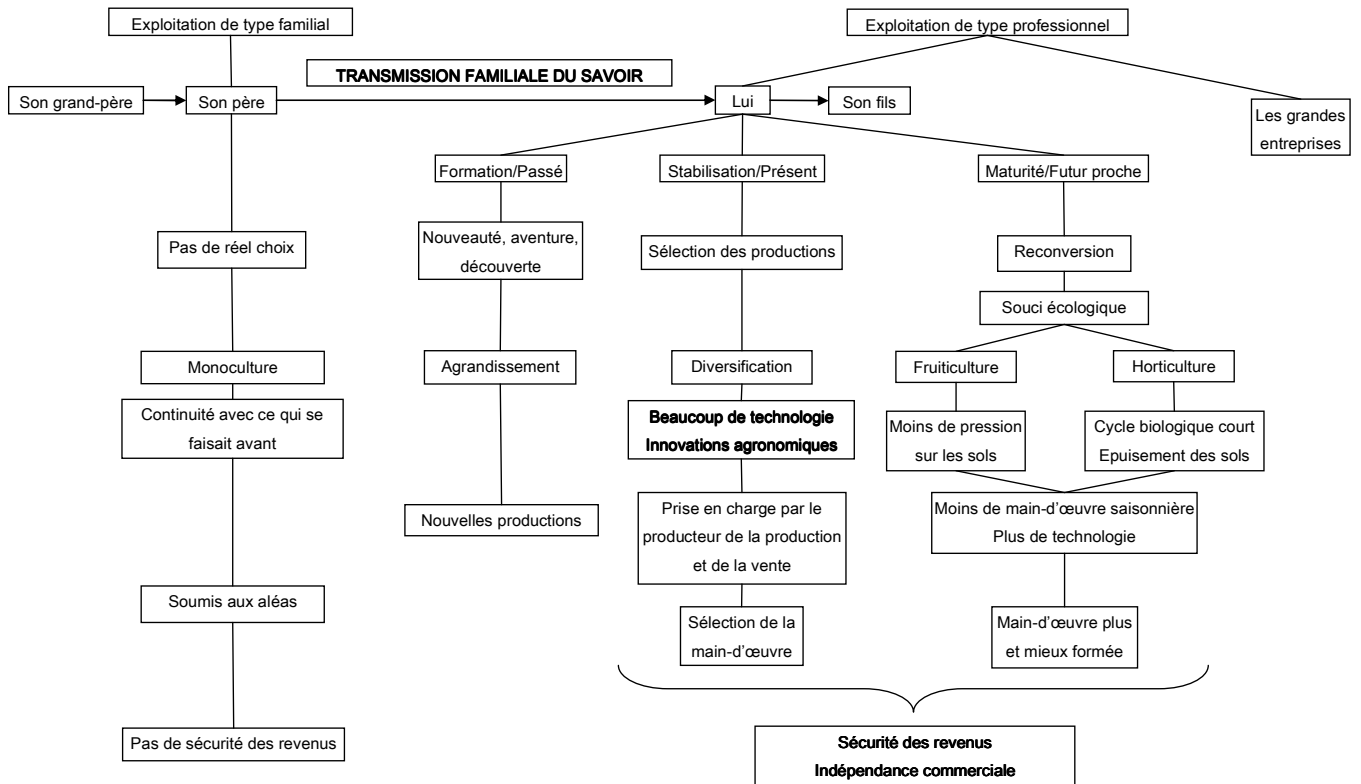
- Type de travail sur l'exploitation et type de travailleurs employés (permanents, saisonniers, occasionnels) ;
- Manière de recruter les travailleurs (moyens mis en œuvre pour rencontrer les travailleurs, sélection des travailleurs, contrats, zone de provenance des travailleurs) ;
- Relations avec les travailleurs (présence d'un contremaître) ;
- Stabilité de la main-d'œuvre ;
- Perspective historique (lien entre les changements dans l'exploitation et la main-d'œuvre) ;

III. Futur du producteur et de l'exploitation

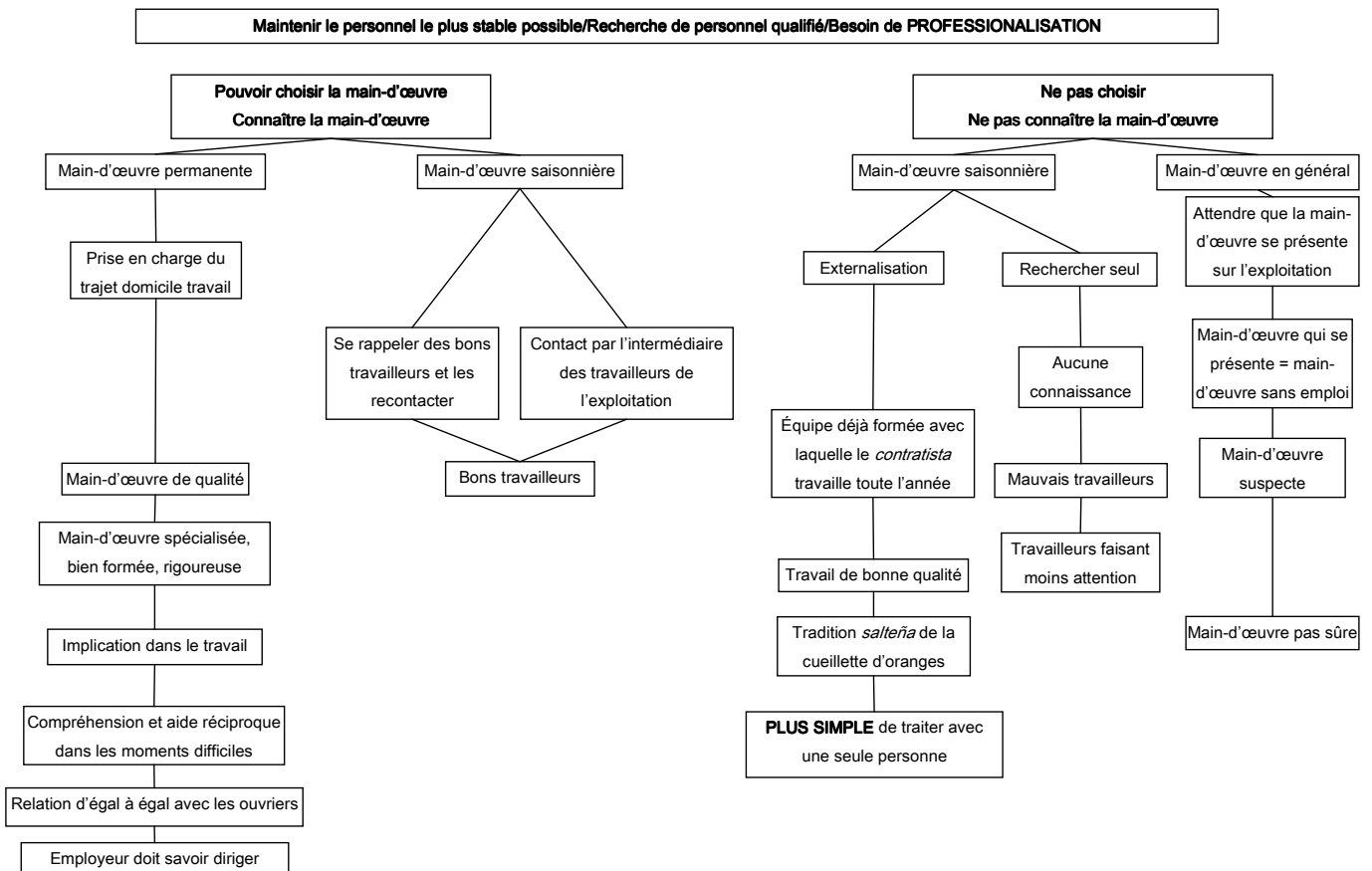
- Objectifs pour l'avenir ; prospectives ; expectatives ;

Annexe 2 : Schèmes spécifiques de l'entretien d'Hugo V. (zone hortifruitiicole de Salto, 2007)

1. Schème du discours sur l'exploitation



2. Schème du discours sur la main-d'œuvre



Annexe 3 : Loi n° 10.809 du 16 octobre 1946 sur le statut des salariés agricoles

Ley N° 10.809

ESTATUTO PARA EL TRABAJADOR RURAL

**SE ESTABLECE CON NORMAS PARA LA RETRIBUCION DE SERVICIOS,
INSTALACION DE VIVIENDAS, ETC.**

El Senado y la Cámara de Representantes de la República Oriental del Uruguay, reunidos en Asamblea General,

DECRETAN:

Salario

Artículo 1º.- Todo trabajador rural tiene derecho a una retribución mínima de su trabajo que le asegure la satisfacción normal de sus necesidades físicas, intelectuales y morales.

Artículo 2º.- Los trabajadores rurales mayores de 18 años y menores de 60, empleados en faenas de agricultura o ganadería, percibirán, como mínimo, una paga de \$ 30.00 (treinta pesos mensuales) o \$ 1.20 (un peso veinte) diario.

Artículo 3º.- Los trabajadores rurales de 16 a 18 años, percibirán una paga no inferior a \$ 0.75 (setenta y cinco centésimos) por día, o \$ 18.00 (dieciocho pesos) mensuales. El patrono tiene la obligación de consignar en las planillas, la condición en que trabajan y los salarios que perciben los trabajadores menores de 16 años y mayores de 60.

El Consejo del Niño o los Comités Departamentales respectivos en su caso, establecerán las condiciones y paga de los trabajadores rurales menores de 16 años de edad.

Artículo 4º.- No obstante lo dispuesto en los artículos anteriores, la parte del salario mínimo, pagadera en dinero, podrá ser inferior a las tasas fijadas para los trabajadores mayores de 16 años, en los casos de insuficiencia física o mental que disminuyan el rendimiento del trabajador en más de un 20%. La prueba de la incapacidad corresponderá al patrono.

En tales situaciones, salvo acuerdo de las partes, la cantidad mínima de la paga será fijada por el Juez de Paz que corresponda, previo informe de un médico afectado a un Servicio Oficial y con la aplicación en lo pertinente de las reglas que para accidentes del trabajo use el Banco de Seguros del Estado.

Artículo 5º.- La paga a que se refieren los artículos precedentes se efectuará en dinero, sin perjuicio del suministro, por el patrono, de vivienda, alimentación y demás prestaciones legales al trabajador y a su familia cuando ésta se domicilie en el establecimiento.

Artículo 6º.- El Poder Ejecutivo podrá establecer, por razones fundadas, y siempre que se trate de establecimientos que hubiesen sido sancionados por infracción a las disposiciones sobre salario mínimo rural, que el pago se realice mediante consignación en el Juzgado de Paz respectivo.

Artículo 7º.- Además de la paga en dinero a que se refieren los artículos anteriores, el patrono suministrará al personal que trabaje en su establecimiento, como también a su familia (esposa, hijos y padres) cuando vivan en el establecimiento, vivienda higiénica y alimentación suficiente.

Si el patrono optase por la solución de que el trabajador rural sin familia en el establecimiento se alimente por su cuenta, deberá entregarle además del sueldo mínimo fijado, la suma adicional de \$ 0.80 (ochenta centésimos) diarios o \$ 20.00 (veinte pesos) mensuales.

Artículo 8º.- El Poder Ejecutivo, con los asesoramientos que juzgue convenientes, determinará las condiciones mínimas de la vivienda rural.

El modelo de vivienda no será obligatorio siempre que la que exista en el establecimiento contemple las condiciones mínimas exigibles.

Los locales de vivienda no podrán ser utilizados ni total ni parcialmente para depósito de ninguna especie.

Artículo 9º.- El costo de las construcciones para viviendas será de cargo del dueño del predio, salvo convención en contrario con el arrendatario o el medianero.

Radicación de familias

Artículo 10.- Todo establecimiento rural deberá tener por lo menos, siendo posible, tantos empleados padres de familia o con familia a su cargo, domiciliados en el campo, como lo indica la escala siguiente:

- Establecimientos que explotan en conjunto inmuebles cuyo valor de aforo exceda de \$ 15.000 (quince mil pesos) hasta \$ 50.000 (cincuenta mil pesos), un empleado.
- De \$ 50.000 (cincuenta mil pesos) a \$ 100.00 (cien mil pesos) dos empleados.
- De \$ 100.000 (cien mil pesos) en adelante, un empleado más por cada \$ 60.000 (sesenta mil pesos) o fracción de valor de aforo.

A los efectos de este artículo, se sumarán los valores de aforo de los inmuebles linderos de un mismo patrono o de aquellos que se hallen a menos de 10 kilómetros por vía de acceso considerándose los que estén situados a mayor distancia, como establecimientos independientes.

En todo establecimiento rural mayor de 2.500 hectáreas, que no integre el establecimiento principal, deberán establecerse tantos empleados con familia como correspondan a la escala precedente.

Artículo 11.- Se considera empleado a los efectos de las obligaciones emergentes del artículo anterior, todo integrante del personal estable, sea mayordomo, capataz, empleado de escritorio, puestero, peón, personal de servicio doméstico, así como los medianeros o aparceros.

Artículo 12.- Serán computados a todos los efectos de los artículos 10 y 11, siempre que trabajen en el establecimiento y tengan en él su domicilio habitual:

- A) El propietario o arrendatario con familia a su cargo.
- B) Sus descendientes a su vez con familia a su cargo.
- C) Sus descendientes de estado soltero, mayores de 18 años.

En este caso dos hijos se considerarán unidad familiar.

Artículo 13.- El Instituto Nacional del Trabajo y Servicios Anexados abrirá un registro de familias de buenos antecedentes que deseen trabajar en establecimientos agropecuarios, el cual estará a disposición de los patronos.

Artículo 14.- Mientras el Poder Ejecutivo no determine el régimen alimenticio, los patronos suministrarán al trabajador rural, alimentación y combustible adecuados y suficientes para él y su familia radicada en el establecimiento de acuerdo con el artículo 7º.

Artículo 15.- En los establecimientos granjeros situados a una distancia no mayor de cinco kilómetros de ciudades o pueblos, los patronos que tengan trabajadores con familia podrán optar por lo que dispone el artículo 14 o pagar un sueldo de \$ 60.00 (sesenta pesos) mensuales más la vivienda y suministro de frutas y verduras producidas en la granja, así como el combustible necesario.

Artículo 16.- El patrono está obligado a proporcionar al personal de su establecimiento y a su familia, los medios para que puedan obtener la asistencia médica necesaria, debiendo cooperar asimismo con los Poderes Públicos en el cumplimiento de los deberes impuestos por las autoridades sanitarias y en el fomento de la instrucción con carácter general y particularmente, en relación a los menores en edad escolar, facilitando su concurrencia a las escuelas.

Los establecimientos dispondrán de un botiquín al servicio del personal, ajustado a las exigencias indicadas por el Ministro de Salud Pública.

Artículo 17.- Los trabajadores rurales dispondrán de su entera libertad el día domingo de cada semana. No obstante, cuando lo requieran las necesidades del servicio, podrán trabajar los domingos; pero los días de descanso no cumplidos le serán acumulados en el mes.

Artículo 18.- Los obreros que tuvieran una antigüedad superior a un año continuado de servicios gozarán de un período anual ininterrumpido de 8 días de vacaciones pagas. El patrono fijará con antelación de dos meses la fecha en que concederá dichas vacaciones. No se computarán a ese período los días de descanso a que se refiere el artículo anterior.

Desalojos y despidos

Artículo 19.- Modificase el artículo 2º de la ley número 8.153 de 16 de diciembre de 1927, que quedará redactado en los siguientes términos:

"ARTICULO 2º.- Esta acción procede contra:

- A) El arrendatario o subarrendatario.
- B) Los encargados, guardadores y en general ocupantes de inmuebles a título precario, así como los ex-condueños del inmueble dividido o adjudicado.

No están comprendidas en esta ley las personas a que se refieren los artículos 1837 y 1838 del Código Civil así como los trabajadores rurales asalariados, siempre que no vivan con su familia en el establecimiento".

Artículo 20.- En los juicios de desalojo del trabajador rural éste no podrá excepcionarse, si no presenta principio de prueba por escrito.

Artículo 21.- El patrono está obligado con respecto al trabajador rural despedido:

- A) A facilitarle en caso de que lo necesite por carecer de los recursos imprescindibles para ello, su traslado y el de su familia, así como de sus muebles y demás efectos, hasta el lugar en que haya medios regulares de transporte.
- B) A permitir la permanencia en el establecimiento por el término que se considere necesario en caso de enfermedad grave del mismo o de algún miembro de su familia que viva con él, cuando ello sea imprescindible por representar el traslado para su asistencia médica adecuada, un riesgo para su salud. En caso de duda se estará al dictamen de un facultativo.

Artículo 22.- Los obreros con una antigüedad superior a un año no podrán ser despedidos sin justa causa. Son causas de despido que excusan toda indemnización las siguientes:

- 1) Mala conducta;
- 2) Ineptitud u omisión en el desempeño de las obligaciones inherentes al trabajo.

La prueba de estos extremos queda a cargo del patrono.

No se considerarán amparados por las disposiciones de este artículo, los obreros a destajo.

Artículo 23.- El despido del obrero con buena conducta sin justa causa, dará lugar a una indemnización consistente en medio mes de sueldo por cada año de servicio o fracción mayor de seis meses, hasta los 3 años de su permanencia en el puesto y de un mes de sueldo por cada año, cuando el tiempo exceda de tres años.

Artículo 24.- Salvo convención escrita en contrario, las mejoras o sembrados existentes en el predio, así como los animales e implementos de trabajo que se le hubieren facilitado, deberán ser dejados o entregados por el trabajador rural despedido.

El patrono no podrá efectuar deducción en el salario por concepto de pastoreo o cuidado de los animales de propiedad del trabajador rural.

Comisión Honoraria

Artículo 25.- Se constituirá en cada Departamento un Comisión Honoraria de protección al trabajador rural, integrada por siete miembros, a saber: un delegado del Poder Ejecutivo que la presidirá; tres de la Junta Departamental elegidos por representación proporcional el Inspector Departamental de Instrucción Primaria, el Ingeniero Agrónomo y el Médico Veterinario Departamentales.

Esta Comisión tendrá por cometido fundamental el de asesorar a los Poderes Públicos y cooperar con ellos en la elevación del nivel de vida material y cultural del campesino, presentando todas las sugerencias que considere útiles, y difundiendo ampliamente los postulados e iniciativas de mejoramiento social.

Infracciones

Artículo 26.- A los patronos que incurran en infracción a las disposiciones de esta ley, se les aplicará multas de \$ 100.00 (cien pesos) a \$ 500.00 (quinientos pesos) conforme a la reglamentación que dictará el Poder Ejecutivo. Para la imposición de las sanciones establecidas en esta ley, se seguirá el siguiente procedimiento: comprobada la infracción por el funcionario se levantará acta en que haga constar la misma, la que será leída al dueño o al encargado del establecimiento en que se haya realizado la infracción, quien podrá dejar constancia de todo lo que tenga que alegar en su descargo.

El denunciado podrá también hacer por escrito sus alegatos ante la Comisión Departamental dentro del término de diez días.

El acta firmada por ambos se elevará a la Comisión Departamental, que la constituirá el Inspector Departamental de Escuelas, el Fiscal Letrado y el Juez de Paz de la 1ª Sección.

Esta impondrá la sanción pertinente en los casos que corresponda, y con la constancia de ello en el expediente, intimará el pago de la multa al infractor, quien deberá efectuarlo dentro del décimo día de la intimación.

Si el interesado interpusiere algún recurso y la resolución no se hubiere adoptado por unanimidad, el recurso tendrá efecto suspensivo.

El Poder Ejecutivo deberá dictar resolución dentro de 30 días. Si no lo hiciera, la resolución quedará confirmada.

Si el Poder Ejecutivo confirmara de modo expreso o ficto la resolución, el pago deberá efectuarse dentro del décimo día de la correspondiente notificación.

Si no se efectuara así, podrá perseguirse su cobro ante el Juzgado de Paz respectivo, por el procedimiento establecido en el inciso 2º del artículo 211 del Código de Procedimiento Civil. La venta de los bienes embargados con tal fin, se hará al mejor postor, sin previa tasación.

Las resoluciones de las Comisiones Departamentales serán apeladas en relación, ante el Poder Ejecutivo, debiéndose interponer el recurso dentro del décimo día ante aquella Comisión.

Las multas podrán duplicarse en caso de reincidencia.

Al establecer el monto de la sanción, la autoridad juzgará con prudente arbitrio, las circunstancias especiales que rodearon la infracción, a efecto de establecer su mayor o menor culpa o mala fe.

El 50% del importe de las multas corresponderá a los comedores escolares de la zona. El resto quedará a disposición de la Comisión Honoraria, a los efectos del cumplimiento de los cometidos que se le asignan en el artículo 25 y con cargo a rendir cuenta.

Artículo 27.- Mientras no se organice el Tribunal de lo Contencioso Administrativo, la acción por ilegalidad prevista por los artículos 270 y siguientes de la Constitución se entablará ante los Jueces de Primera Instancia en campaña y ante los Jueces Letrados de Hacienda y de lo Contencioso Administrativo en la Capital.

La acción se dirigirá a obtener la revocación de la resolución impugnada a la reparación civil pertinente, o a ambos fines a opción del interesado. Se interpondrá dentro del término perentorio de veinte días de notificada aquella resolución y se seguirá en su tramitación, el procedimiento de los juicios ordinarios de menor cuantía.

El Juez de la causa podrá resolver, en cualquier momento la suspensión de la resolución reclamada, cuando su cumplimiento pudiera producir perjuicios irreparables.

Contra la sentencia de primera instancia habrá recurso de apelación libre para ante el Tribunal de Apelaciones, cuyo fallo hará cosa juzgada.

Control y difusión

Artículo 28.- El Poder Ejecutivo determinará los funcionarios encargados de control de esta ley.

La resistencia de los patronos a facilitar los medios necesarios para el cumplimiento de sus cometidos será castigada con las mismas sanciones establecidas por el artículo 33 de la ley número 10.449 de noviembre 12 de 1943.

Artículo 29.- Todas las reparticiones de la Administración Pública Nacional y Departamental, hospitales, comisarías, juzgados, escuelas, etc., como asimismo los patronos dentro de sus establecimientos, deberán contribuir a la más amplia difusión de la presente ley, en especial en lo referente a las disposiciones que consagran los derechos del trabajador rural. El Poder Ejecutivo procurará que esa propaganda se extienda a los comercios en general.

Artículo 30.- El trabajador rural, en todos los juicios que se tramiten relacionados con el cumplimiento de esta ley, gozará del beneficio de la auxilioria de pobreza.

Artículo 31.- Deróganse la ley número 7.550, de 15 de febrero de 1923, y todas las demás disposiciones que se opongan a la presente ley.

Artículo 32.- El Poder Ejecutivo reglamentará la presente ley.

Artículo 33.- Transitorio). Las obligaciones emergentes de los artículos 8º y 10 entrarán en vigencia al año de la fecha de la publicación del decreto del Poder Ejecutivo que reglamente las condiciones mínimas de vivienda higiénica y alimentación.

No obstante, el Poder Ejecutivo podrá, a petición fundada de parte interesada, extender dicho plazo por un término no mayor de un año.

Artículo 34.- Comuníquese, etc.

Sala de Sesiones de la Cámara de Representantes, en Montevideo, a 7 de octubre de 1946.

JUAN F. GUICHON, Presidente; Arturo Miranda, Secretario.

MINISTERIO DE GANADERIA Y AGRICULTURA; MINISTERIO DEL INTERIOR; MINISTERIO DE SALUD PÚBLICA; MINISTERIO DE INDUSTRIAS Y TRABAJO; MINISTERIO DE INSTRUCCION PÚBLICA Y PREVISION SOCIAL.

Montevideo, 16 de octubre de 1946.

Cúmplase, acúsesse recibo, comuníquese, publíquese e insértese en el Registro Nacional de Leyes y Decretos.

AMEZAGA; GUSTAVO GALLINAL; JUAN J. CARBAJAL VICTORICA; FRANCISCO FORTEZA; HECTOR ALVAREZ CINA.

Ley N° 14.785
TRABAJADORES RURALES
SE DICTAN NORMAS LABORALES QUE REGULAN SU ACTIVIDAD
El Consejo de Estado ha aprobado el siguiente
PROYECTO DE LEY

Artículo 1°.

Todo trabajador rural tiene derecho a percibir una retribución mínima de su trabajo que le asegure la satisfacción normal de sus necesidades físicas, intelectuales y morales.

Artículo 2°.

El salario mínimo para los trabajadores rurales será establecido en actividades y cargos por el Poder Ejecutivo.

Artículo 3°.

Los salarios mínimos se pagarán en dinero, no admitiéndose deducción alguna por suministro de alimentación o vivienda, ni por la utilización de tierras en beneficio del propio trabajador.

Artículo 4°.

Las remuneraciones convenidas por mes o por quincena se pagarán dentro de los cinco días hábiles siguientes al vencimiento del mes o quincena, Si el trabajador hubiese sido contratado por semana, para tarea determinada o en forma transitoria tendrá derecho a exigir el pago el mismo día que termine el trabajo contratado su prestación de servicio.

Artículo 5°.

Además de la paga a que se refieren los artículos anteriores, el patrono suministrará al personal que trabaje en su establecimiento, como también a su familia, (esposa, hijos y padres) cuando vivan en él, condiciones higiénicas de habitación y alimentación suficientes, así como los elementos necesarios para la iluminación y aseo de los locales ocupados y la preparación de sus comidas.

Si el patrono optare por la solución de que el trabajador rural sin familia se alimente por su cuenta, deberá entregarle, además del sueldo, las sumas adicionales que fije el Poder Ejecutivo.

Artículo 6°.

El sueldo anual complementario se regirá por las normas de carácter general, así como la licencia anual, salvo, respecto a esta última, que podrá ser fraccionada, por acuerdo de partes, en períodos no menores de cinco días excluidos los domingos. El Poder Ejecutivo arbitrará las medidas conducentes para el efectivo cumplimiento de lo establecido precedentemente.

Artículo 7°.

Todo empresario rural deberá llevar un único documento que dispondrá el Poder Ejecutivo en el que se anotarán las especificaciones que estime pertinentes al solo efecto del debido contralor del cumplimiento de la legislación laboral.

Artículo 8°.

El Poder Ejecutivo con los asesoramientos que juzgue convenientes, determinará las condiciones mínimas de la vivienda rural, la que no podrá ser utilizada como depósito de ninguna especie.

Todo trabajador rural, así como los familiares que con él convivan, tendrán la obligación personal, no computable como trabajo, de mantener en condiciones adecuadas de higiene, las viviendas, baños, comedores, cocinas y fogones que utilicen.

Artículo 9°.

El patrono está obligado a proporcionar al personal de su establecimiento y a su familia, los medios para que puedan obtener la asistencia médica necesaria, debiendo cooperar asimismo con los poderes públicos en el cumplimiento de los deberes impuestos por las autoridades sanitarias y en el fomento de la instrucción con carácter general y, particularmente, en relación a los menores en edad escolar, facilitando su concurrencia a las escuelas.

Los establecimientos dispondrán de un botiquín al servicio del personal, ajustado a las exigencias indicadas por el Ministerio de Salud Pública.

Artículo 10.

El despido de los trabajadores rurales se regirá por las normas generales para los trabajadores de la actividad privada.

Artículo 11.

El patrono está obligado con respecto al trabajador rural despedido:

A) A facilitarle en caso de que lo necesite por carecer de recursos para ello, su traslado y el de su familia, así como de sus muebles y demás efectos hasta el lugar en que haya medios regulares de transporte;

B) A permitir la permanencia en el establecimiento por el término que se considere necesario, en caso de enfermedad grave del trabajador o de algún miembro de su familia que viva con él, cuando ello sea imprescindible, por representar el traslado un riesgo para su salud. En caso de duda se estará al dictamen de un facultativo.

Artículo 12.

Salvo convención escrita en contrario las mejoras o sembrados existentes en el predio, así como los animales e implementos de trabajo que se le hubieren facilitado deberán ser dejados o entregados por el trabajador rural despedido.

El patrono no podrá efectuar deducción en el salario por concepto de pastoreo o cuidado de los animales de propiedad del trabajador rural.

Artículo 13.

Las infracciones a la presente ley serán sancionadas por la Inspección General del Trabajo y de la Seguridad Social con multas que graduará según la gravedad de la infracción en una cantidad fijada hasta el importe de cincuenta jornales o días de sueldo de cada trabajador comprendida en la misma o que pueda ser afectado por ella. En caso de reincidencia serán duplicadas.

Artículo 14.

Derógase la ley 10.809, de 16 de octubre de 1946.

Artículo 15.

Comuníquese, etc.

Sala de Sesiones del Consejo de Estado, en Montevideo, a 9 de mayo de 1978.

HAMLET REYES, Presidente; Nelson Simonetti, Julio A. Waller, Secretarios.

MINISTERIO DE TRABAJO Y SEGURIDAD SOCIAL; MINISTERIO DEL INTERIOR; MINISTERIO DE EDUCACION Y CULTURA; MINISTERIO DE SALUD PÚBLICA; MINISTERIO DE AGRICULTURA Y PESCA.

Montevideo, 19 de mayo de 1978.

Cúmplase, acúsese recibo, comuníquese, publíquese e insértese en el Registro Nacional de Leyes y Decretos. APARICIO MENDEZ; JOSE E. ETCHEVERRY STIRLING; General HUGO LINARES BRUM; DANIEL DARRACQ; JORGE NIN VIVO; LUIS H. MEYER.

Annexe 5 : Loi n° 18.441 du 24 décembre 2008 sur la durée quotidienne du travail et les congés dans l'activité agropastorale

Ley N° 18.441

**JORNADA LABORAL Y RÉGIMEN DE DESCANSOS EN EL SECTOR RURAL
REGULACIÓN**

El Senado y la Cámara de Representantes de la República Oriental del Uruguay, reunidos en Asamblea General,
DECRETAN:

Artículo 1°. (Jornada laboral).- Declárase que la duración máxima de la jornada laboral de todo trabajador rural será de ocho horas diarias.

Artículo 2°. (Ciclo semanal).- El ciclo semanal no podrá exceder de las cuarenta y ocho horas por cada seis días trabajados.

Artículo 3°. (Pagos de horas extraordinarias).- Las horas que excedan la jornada legal serán abonadas como horas extras (Ley N° 15.996, de 17 de noviembre de 1988).

Artículo 4°. (Descansos intermedios y entre jornadas).- El descanso intermedio, en caso de jornada de trabajo continua, será como mínimo de media hora, la que deberá remunerarse como trabajo efectivo.

El descanso entre jornada y jornada no podrá ser inferior a doce horas continuas. Cuando la duración del descanso intermedio sea igual o superior a las tres horas corridas, el descanso entre jornadas podrá ser inferior a las doce horas, pero nunca menor a nueve horas corridas.

Artículo 5°. (Descanso semanal).- El descanso semanal será preferentemente el día domingo, sin perjuicio de lo cual, las partes podrán convenir que dicho descanso será en otro día de la semana, ya sea fijo o rotativo.

Artículo 6°. (Descansos en la ganadería y agricultura de secano).- La extensión del descanso durante la jornada estará supeditada a los ciclos estacionales (primavera/verano y otoño/invierno), siendo facultad del empleador fijar la duración del descanso intermedio de conformidad a los mismos. El descanso intermedio tendrá como mínimo una duración de dos horas corridas.

La duración del descanso entre jornadas, cuando el descanso intermedio sea igual o superior a las tres horas corridas, podrá ser inferior a doce horas pero nunca menor de nueve horas continuas.

El descanso semanal será preferentemente el día domingo, aunque, mediando acuerdo entre las partes, podrá fijarse en otro día (fijo o rotativo) de la semana.

Existiendo acuerdo, el trabajador podrá optar por un régimen de acumulación de los días de descanso semanal a períodos mensuales. En tal caso, el tiempo de descanso generado deberá ser gozado en forma íntegra y sin interrupciones dentro de los primeros veinte días del mes siguiente. El inicio del goce de dicho descanso será acordado por las partes.

Artículo 7°. (Tambos).- En el caso del personal afectado al horario de ordeño en los tambos, cuando el descanso dentro de la jornada sea superior o igual a cinco horas, la duración del mismo entre jornadas será como mínimo de siete horas continuas.

Artículo 8°. (Esquila).- La jornada laboral en la esquila, durante el período de zafra, será de ocho horas diarias, las cuales deberán ser distribuidas en cuartos.

Tres descansos interrumpen la jornada. Un primer y tercer descanso intermedio no menor de media hora, y un descanso central no menor a una hora y media. Estos descansos, en todos los casos, no serán pagos.

Artículo 9°. (Horario).- El horario en el establecimiento o empresa será determinado por el empleador en función de los ciclos productivos.

Artículo 10. (Convenios colectivos).- Mediante convenios colectivos se podrán acordar regímenes diferentes, siempre y cuando éstos resulten más favorables al previsto en la presente ley.

Artículo 11. (Facultades de seguimiento).- Créase una Comisión de Seguimiento, integrada por los delegados del Poder Ejecutivo, del sector empresarial y de los trabajadores en los Consejos de Salarios de los Grupos Nos. 22, 23 y 24, a la cual podrán integrarse representantes designados por las Comisiones de Ganadería, Agricultura y Pesca, y por las de Asuntos Laborales y Seguridad Social y de Legislación del Trabajo de la Cámara de Senadores y de la Cámara de Representantes, respectivamente, con la finalidad de realizar el seguimiento y la evaluación de la aplicación del régimen de jornada y descanso semanal.

Esta Comisión podrá ser convocada por cualquiera de los sectores con carácter obligatorio, luego de tres meses de vigencia de esta ley. Dentro del término de un año, contado a partir de los tres meses de vigencia de la presente ley, deberá presentar un informe evaluatorio de la aplicación del nuevo régimen, así como las eventuales correcciones o modificaciones que considere pertinente.

Sala de Sesiones de la Cámara de Representantes, en Montevideo, a 22 de diciembre de 2008.

UBERFIL HERNÁNDEZ, 1er. Vicepresidente; José Pedro Montero, Secretario;

MINISTERIO DE TRABAJO Y SEGURIDAD SOCIAL; MINISTERIO DEL INTERIOR; MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES; MINISTERIO DE ECONOMÍA Y FINANZAS; MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL; MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y CULTURA; MINISTERIO DE TRANSPORTE Y OBRAS PÚBLICAS; MINISTERIO DE INDUSTRIA, ENERGÍA Y MINERÍA; MINISTERIO DE SALUD PÚBLICA; MINISTERIO DE GANADERÍA, AGRICULTURA Y PESCA; MINISTERIO DE TURISMO Y DEPORTE; MINISTERIO DE VIVIENDA, ORDENAMIENTO TERRITORIAL Y MEDIO AMBIENTE; MINISTERIO DE DESARROLLO SOCIAL.

Montevideo, 24 de diciembre de 2008.

Cúmplase, acúsesse recibo, comuníquese, publíquese e insértese en el Registro Nacional de Leyes y Decretos, la Ley por la que se regula la jornada laboral y el régimen de descanso de los trabajadores del sector rural.

TABARÉ VÁZQUEZ; EDUARDO BONOMI; DAISY TOURNÉ; GONZALO FERNÁNDEZ; ÁLVARO GARCÍA; JOSÉ BAYARDI; MARÍA SIMON; VÍCTOR ROSSI; DANIEL MARTÍNEZ; MARÍA JULIA MUÑOZ; ERNESTO AGAZZI; HÉCTOR LESCANO; JACK COURIEL; MARINA ARISMENDI.

Annexe 6 : Répartition des travailleurs selon leurs caractéristiques socio-démographiques et leurs activités professionnelles

Indications de lecture :

- Les numéros correspondent au numéro de l'entretien dans l'Annexe 10 qui répertorie les noms et lieux de résidence des salariés rencontrés lors de différentes phases de terrain.
- Les travailleurs sont repérés avec deux couleurs différentes selon la ville dans laquelle ils vivent. Les numéros en noir correspondent aux salariés résidant à Salto et les numéros en gris aux salariés résidant à Las Piedras.
- Les travailleurs sont repérés avec deux attributs de police différents selon le sexe. Les numéros soulignés pour les femmes et les numéros non soulignés pour les hommes.

1. CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Tableau 1 : Sexe

	Masculin	Féminin
	N° 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 8 ; 9 ; 11 ; 12 ; 13 ; 14 ; 15 ; 16 ; 17 ; 18 ; 19 ; 20 ; 22 ; 23 ; 24 ; 26 ; 27 ; 28 ; 29 ; 30 ; 32 ; 33 ; 34 ; 35 ; 38 ; 39 ; 40 ; 42 ; 43 ; 44 ; 45 ; 46 ; 47 ; 51 ; 55 ; 56 ; 57 ; 58 ; 59 ; 60 ; 61 ; 62 ; 64 ; 65 ; 66 ; 68 ; 69 ; 70 ; 71 ; 72 ; 73 ; 74 ; 75 ; 76 ; 81 ; 86 ; 87 ; 88 ; 89 ; 90 ; 93 ; 97 ; 98 ;	N° <u>7</u> ; <u>10</u> ; <u>21</u> ; <u>25</u> ; <u>31</u> ; <u>36</u> ; <u>37</u> ; <u>41</u> ; <u>48</u> ; <u>49</u> ; <u>50</u> ; <u>52</u> ; <u>53</u> ; <u>54</u> ; <u>63</u> ; <u>67</u> ; <u>77</u> ; <u>78</u> ; <u>79</u> ; <u>80</u> ; <u>82</u> ; <u>83</u> ; <u>84</u> ; <u>85</u> ; <u>91</u> ; <u>92</u> ; <u>94</u> ; <u>95</u> ; <u>96</u> ; <u>99</u> ; <u>100</u> ; <u>101</u> ;
Total	69	32

Tableau 2 : Âge

	< 20	[20-25]]25-30]]30-35]]35-40]]40-45]]45-50]]50-55]]55-60]
	N° 16 ; 23 ; 42 ; 46 ; 61 ; 69 ; 90 ; 93 ;	N° 3 ; 6 ; 28 ; 30 ; 35 ; 37 ; 41 ; 44 ; 48 ; 53 ; 56 ; 70 ; 71 ; 76 ; 77 ; 94 ; 97 ;	N° 5 ; 7 ; 14 ; 17 ; 20 ; 36 ; 38 ; 50 ; 54 ; 57 ; 62 ; 63 ; 67 ; 68 ; 74 ; 78 ; 80 ; 98 ; 101 ;	N° 2 ; 9 ; 11 ; 15 ; 19 ; 25 ; 31 ; 34 ; 55 ; 59 ; 65 ; 79 ; 85 ; 87 ; 91 ; 92 ; 96 ; 100 ;	N° 8 ; 24 ; 39 ; 47 ; 58 ; 60 ; 66 ; 86 ; 88 ; 95 ; 99 ;	N° 10 ; 13 ; 18 ; 26 ; 29 ; 32 ; 43 ; 45 ; 49 ; 51 ; 52 ; 73 ; 83 ;	N° 4 ; 12 ; 40 ; 72 ;	N° 21 ; 22 ; 27 ; 33 ; 64 ; 75 ; 82 ; 84 ; 89 ;	N°1 ; 81 ;
Total	8	17	19	18	11	13	4	9	2

Tableau 3 : Situation matrimoniale

	Seul	En couple (marié ou non)
	N° <u>7</u> ; <u>10</u> ; 13 ; 16 ; 17 ; 23 ; 24 ; 29 ; 30 ; 32 ; <u>36</u> ; <u>37</u> ; 38 ; <u>41</u> ; 42 ; 44 ; 46 ; <u>48</u> ; <u>52</u> ; <u>53</u> ; 61 ; <u>63</u> ; 64 ; <u>67</u> ; 70 ; 71 ; 74 ; <u>77</u> ; <u>80</u> ; <u>82</u> ; <u>84</u> ; 90 ; <u>93</u> ; <u>96</u> ; <u>99</u> ; <u>100</u> ; <u>101</u> ;	N° 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 8 ; 9 ; 11 ; 12 ; 14 ; 15 ; 18 ; 19 ; 20 ; <u>21</u> ; <u>22</u> ; <u>25</u> ; 26 ; 27 ; 28 ; <u>31</u> ; 33 ; 34 ; 35 ; 39 ; 40 ; 43 ; 45 ; 47 ; <u>49</u> ; <u>50</u> ; 51 ; <u>54</u> ; 55 ; 56 ; 57 ; 58 ; 59 ; 60 ; 62 ; 65 ; 66 ; 68 ; 69 ; 72 ; 73 ; 75 ; 76 ; <u>78</u> ; <u>79</u> ; 81 ; <u>83</u> ; 85 ; 86 ; 87 ; 88 ; 89 ; <u>91</u> ; <u>92</u> ; <u>94</u> ; <u>95</u> ; 97 ; 98 ;
Total	37	64

Tableau 4 : Nombre d'enfants*

	Aucun	Un	Deux	Trois	Quatre	Cinq	Six	Sept	Huit	Neuf
	N° 4 ; 13 ; 16 ; 17 ; 23 ; 28 ; 29 ; 30 ; 32 ; <u>37</u> ; <u>41</u> ; 42 ; 44 ; 46 ; <u>52</u> ; 61 ; 70 ; 71 ; 74 ; 90 ; 93 ; <u>101</u> ;	N° 24 ; <u>36</u> ; 38 ; <u>48</u> ; <u>54</u> ; 55 ; 56 ; 64 ; <u>67</u> ; 69 ; 78 ; 87 ;	N° <u>7</u> ; 8 ; <u>31</u> ; 35 ; 47 ; <u>50</u> ; 51 ; <u>53</u> ; 57 ; 58 ; 59 ; <u>80</u> ; 81 ; <u>85</u> ; 86 ; <u>94</u> ; <u>96</u> ; <u>99</u> ;	N° 3 ; 5 ; 14 ; 19 ; 20 ; 33 ; 34 ; 62 ; <u>63</u> ; 68 ; 72 ; <u>77</u> ; <u>83</u> ; <u>84</u> ; <u>97</u> ; <u>100</u> ;	N° 2 ; 6 ; <u>21</u> ; 22 ; 26 ; 45 ; 60 ; 76 ; 98 ; 79 ; 95 ;	N° 9 ; 12 ; 15 ; 43 ; 49 ; 75 ; 79 ; 95 ;	N° <u>10</u> ; 11 ; 25 ; 39 ; 40 ; 65 ; 73 ; <u>91</u> ;	N° 18 ; <u>82</u> ; <u>92</u> ; 88 ;	N°	N° 1 ; 27 ; 89 ;
Total	22	12	18	16	9	8	9	4	0	3

* Nombre d'enfants ou nombre d'enfants vivant sous le toit du travailleur et à sa charge (il peut s'agir de ses enfants naturels ou des enfants issus d'une précédente union du conjoint).

Tableau 5 : Niveau scolaire

	Primaire incomplète	Primaire complète	Cycle basique incomplet	Cycle basique complet	CB mais lycée incomplet	Lycée complet
	N° 26 ; 33 ; 35 ; 38 ; 71 ; 72 ; 74 ; <u>77</u> ; 88 ; 97 ;	N° 1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 6 ; 8 ; 11 ; 14 ; 18 ; 19 ; <u>21</u> ; 22 ; 23 ; <u>25</u> ; 27 ; 29 ; <u>31</u> ; 32 ; 34 ; 39 ; 40 ; 43 ; 44 ; 45 ; 46 ; <u>49</u> ; 51 ; 55 ; 58 ; 62 ; <u>63</u> ; 64 ; 65 ; 69 ; <u>78</u> ; <u>79</u> ; 81 ; <u>82</u> ; <u>83</u> ; <u>84</u> ; 86 ; 90 ; <u>95</u> ; <u>96</u> ; 98 ; <u>99</u> ; <u>100</u> ; <u>101</u> ;	N° 3 ; <u>10</u> ; 12 ; 13 ; 15 ; 16 ; 17 ; 20 ; 24 ; 28 ; <u>36</u> ; <u>37</u> ; 41 ; 42 ; 47 ; <u>50</u> ; <u>52</u> ; <u>53</u> ; 57 ; 59 ; 66 ; <u>67</u> ; 68 ; 70 ; 75 ; <u>85</u> ; 89 ; <u>92</u> ; 93 ;	N° 7 ; 9 ; <u>48</u> ; 60 ; 61 ;	N° 30 ; 56 ; 73 ; 76 ; <u>80</u> ; <u>91</u> ; <u>94</u> ;	N° 54 ; 87 ;
Total	10	48	29	5	7	2

Tableau 6 : Mode résidence

	Habitation indépendante	Habitation sur le terrain d'un membre de sa famille	Vivant sous le toit/avec un membre de sa famille
	N° 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 10 ; 12 ; 14 ; 15 ; 17 ; 21 ; 22 ; 24 ; 25 ; 26 ; 27 ; 34 ; 35 ; 39 ; 43 ; 45 ; 47 ; 49 ; 51 ; 52 ; 54 ; 55 ; 60 ; 64 ; 65 ; 66 ; 67 ; 68 ; 71 ; 72 ; 73 ; 75 ; 77 ; 76 ; 81 ; 82 ; 83 ; 84 ; 85 ; 86 ; 88 ; 89 ; 91 ; 92 ; 95 ; 98 ; 100 ;	N° 11 ; 18 ; 19 ; 20 ; 31 ; 33 ; 50 ; 56 ; 57 ; 62 ; 63 ; 74 ; 78 ; 80 ; 94 ; 97 ;	N° 13 ; 16 ; 23 ; 28 ; 29 ; 30 ; 32 ; 36 ; 37 ; 38 ; 40 ; 41 ; 42 ; 44 ; 46 ; 48 ; 53 ; 58 ; 59 ; 61 ; 69 ; 70 ; 79 ; 87 ; 90 ; 93 ; 96 ; 99 ; 101 ;
Total	56	16	29

2. CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTIVITÉ DU TRAVAILLEUR

Le terme « activité » est préféré à celui d'« emploi » car il est plus englobant. Un travailleur peut exercer la même activité et, dans le même temps, changer régulièrement d'employeur donc avoir eu plusieurs emplois.

Les activités du travailleur durant l'année (précédant l'entretien) ont été divisées en trois composantes selon leur durée :

- **L'activité principale** : elle occupe le travailleur la plus grande partie de l'année ;
- **Les activités simultanées** : elles sont réalisées durant la même période que l'activité principale ou que les activités complémentaires, elles peuvent être ponctuelles ou régulières ;
- **Les activités complémentaires** : elles occupent les travailleurs pendant qu'ils n'exercent pas leur activité principale (un inactif la plus grande partie de l'année peut exercer une activité simultanée et/ou complémentaire) ;

2.1. Activité principale durant l'année

Tableau 7 : Domaine de l'activité principale

	Agricole	Non-agricole*	Inactivité
	N° 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 6 ; 8 ; 11 ; 12 ; 14 ; 15 ; 16 ; 17 ; 18 ; 19 ; 20 ; 21 ; 22 ; 23 ; 25 ; 28 ; 29 ; 30 ; 31 ; 32 ; 33 ; 34 ; 35 ; 36 ; 37 ; 38 ; 39 ; 40 ; 41 ; 42 ; 43 ; 44 ; 45 ; 46 ; 47 ; 48 ; 49 ; 50 ; 51 ; 52 ; 53 ; 54 ; 55 ; 56 ; 57 ; 58 ; 59 ; 60 ; 64 ; 65 ; 66 ; 68 ; 71 ; 72 ; 73 ; 75 ; 84 ; 86 ; 92 ; 93 ; 96 ; 99 ; 100 ; 101 ;	N° 5 ; 7 ; 9 ; 13 ; 26 ; 27 ; 62 ; 63 ; 74 ; 76 ; 79 ; 80 ; 81 ; 85 ; 88 ; 90 ; 97 ; 98 ;	N° 10 ; 24 ; 61 ; 67 ; 69 ; 70 ; 77 ; 78 ; 82 ; 83 ; 87 ; 89 ; 91 ; 94 ; 95 ;
Total	68	18	15

* Composition de la sous-catégorie « activité principale non-agricole » : employée domestique chez des personnes âgées ; garde des personnes âgées ; fabrication de briques ; ferronnerie ; surveillance d'usine ; chauffeur de camion (transport de matières premières agricoles) ; usine de conditionnement de fruits et légumes ; arbitre de football ; maçon.

Tableau 8 : Type d'activité agricole

	Agrumiculture			Viticulture	Horticulture	Fruiticulture**	Hortifruiticulture	Estancia d'élevage	Pose de clôtures
	Récolte, éclaircissage	Taille	Autre*						
	N° 2 ; 3 ; 4 ; 6 ; 11 ; 12 ; 14 ; 15 ; 16 ; 17 ; 19 ; 21 ; 22 ; 31 ; 34 ; 35 ; 38 ; 39 ; 40 ; 41 ; 48 ; 49 ; 50 ; 52 ; 57 ; 58 ;	N° 42 ; 30 ; 45 ; 36 ; 47 ; 37 ;	N° 75 ; 93 ; 99 ; 100 ;	N° 25 ; 33 ; 44 ; 51 ; 53 ; 54 ; 55 ; 56 ;	N° 46 ; 59 ; 65 ; 66 ; 68 ; 71 ; 72 ; 73 ; 86 ;	N° 29 ; 43 ; 60 ; 64 ; 84 ; 92 ; 96 ; 101 ;	N° 8 ; 23 ; 28 ; 32 ;	N°1 ; 18 ; 20 ;	
Total	26	3	3	4	8	9	8	4	3

* Composition de la sous-catégorie « agrumiculture-autre » : emploi dans une pépinière ; entretien sanitaire des arbres.

** Composition de la catégorie « fruiticulture » : entretien de l'exploitation (éclaircissage, entretien des arbres, dépôt de fumier, etc.).

Tableau 9 : Statut du travailleur dans l'activité

	Salarié			
	Indépendant	Permanent		Temporaire/Saisonnier
		Efectivo	Journalier	
	N° 9 ; 13 ; 20 ; 27 ; 34 ; 60 ; 72 ; 74 ; 76 ; 80 ; 81 ; 97 ; 98 ;	N° 8 ; 28 ; 30 ; 43 ; 44 ; 86 ; 93 ;	N° 45 ; 46 ; 56 ;	N°1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 11 ; 12 ; 14 ; 15 ; 16 ; 17 ; 18 ; 19 ; 21 ; 22 ; 23 ; 25 ; 26 ; 29 ; 31 ; 32 ; 33 ; 35 ; 36 ; 37 ; 38 ; 39 ; 40 ; 41 ; 42 ; 47 ; 48 ; 49 ; 50 ; 51 ; 52 ; 53 ; 54 ; 55 ; 57 ; 58 ; 59 ; 62 ; 63 ; 64 ; 65 ; 66 ; 68 ; 71 ; 73 ; 75 ; 79 ; 84 ; 85 ; 88 ; 90 ; 92 ; 96 ; 99 ; 100 ; 101 ;
Total	13	7	3	63

Tableau 10 : Grade des salariés

	Contremaître	Ouvrier spécialisé*	Ouvrier non-spécialisé**
	N° 19 ; 21 ; 40 ; 57 ; 86 ;	N°18 ; 36 ; 37 ; 42 ; 45 ; 47 ; 66 ;	N° 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 11 ; 12 ; 14 ; 15 ; 16 ; 17 ; 22 ; 23 ; 25 ; 26 ; 28 ; 29 ; 30 ; 31 ; 32 ; 33 ; 35 ; 38 ; 39 ; 41 ; 43 ; 44 ; 46 ; 48 ; 49 ; 50 ; 51 ; 52 ; 53 ; 54 ; 55 ; 56 ; 58 ; 59 ; 62 ; 63 ; 64 ; 65 ; 68 ; 71 ; 73 ; 75 ; 79 ; 84 ; 85 ; 88 ; 90 ; 92 ; 93 ; 96 ; 99 ; 100 ; 101 ;
Total	5	7	61

* Les ouvriers spécialisés ont été formés et sont embauchés pour une tâche particulière : l'application des produits de traitement des plantes, la taille des arbres fruitiers, pose de clôture.

**Le tableau a été réalisé avant le changement de législation, les cueilleurs d'agrumes appartenait alors à la catégorie « ouvrier non-spécialisé ».

Tableau 11 : Formalité de l'activité

	Activité formelle	Activité informelle
	N° 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; <u>7</u> ; 8 ; 11 ; 12 ; 13 ; 14 ; 15 ; 16 ; 17 ; 18 ; 19 ; 20 ; <u>21</u> ; 22 ; 23 ; 26 ; 28 ; 30 ; <u>31</u> ; 34 ; 35 ; <u>36</u> ; <u>37</u> ; 38 ; 39 ; 40 ; <u>41</u> ; 42 ; 43 ; 44 ; 45 ; 46 ; 47 ; <u>48</u> ; <u>49</u> ; <u>50</u> ; <u>52</u> ; 57 ; 58 ; 60 ; 62 ; 86 ; 88 ;	N° 9 ; <u>25</u> ; 27 ; 29 ; 32 ; 33 ; 51 ; <u>53</u> ; <u>54</u> ; 55 ; 56 ; 59 ; <u>63</u> ; 64 ; 65 ; 66 ; 68 ; 71 ; 72 ; 73 ; 74 ; 75 ; 76 ; <u>79</u> ; <u>80</u> ; 81 ; <u>84</u> ; <u>85</u> ; 90 ; <u>92</u> ; 93 ; <u>96</u> ; 97 ; 98 ; <u>99</u> ; <u>100</u> ; <u>101</u> ;
Total	49	37

Tableau 12 : Nombre d'employeurs

(Ce tableau ne concerne que les travailleurs salariés)

	Unique	Pluriel
	N° 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 6 ; <u>7</u> ; 8 ; 11 ; 14 ; 15 ; 16 ; 17 ; 19 ; <u>21</u> ; 22 ; 26 ; 30 ; <u>31</u> ; 35 ; <u>36</u> ; <u>37</u> ; 39 ; 40 ; <u>41</u> ; 42 ; 43 ; 44 ; 45 ; 46 ; 47 ; <u>48</u> ; <u>49</u> ; <u>52</u> ; 56 ; 57 ; 58 ; 62 ; 75 ; <u>79</u> ; 86 ; 88 ; 93 ; <u>99</u> ; <u>100</u> ;	N° 5 ; 12 ; 18 ; 23 ; <u>25</u> ; 28 ; 29 ; 32 ; 33 ; 38 ; <u>50</u> ; 51 ; <u>53</u> ; <u>54</u> ; 55 ; 59 ; <u>63</u> ; 64 ; 65 ; 66 ; 68 ; 71 ; 73 ; <u>84</u> ; <u>85</u> ; 90 ; <u>92</u> ; <u>96</u> ; <u>101</u> ;
Total	44	29

2.2. Activité(s) simultanée(s)

Tableau 13 : Domaine d'activité(s) simultanée(s)

	Agricole	Non-agricole*	Aucune
	N° 9 ; 13 ; 16 ; 24 ; 26 ; 60	N° 11 ; 28 ; 34 ; 35 ; 39 ; 45 ; 58 ; 61 ; <u>67</u> ; 69 ; 70 ; 74 ; 75 ; <u>77</u> ; <u>78</u> ; <u>79</u> ; <u>83</u> ; 88 ; <u>91</u> ; 98 ;	N° 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; <u>7</u> ; 8 ; 10 ; 12 ; 14 ; 15 ; 17 ; 18 ; 19 ; 20 ; <u>21</u> ; 22 ; 23 ; <u>25</u> ; 27 ; 29 ; 30 ; <u>31</u> ; 32 ; 33 ; <u>36</u> ; <u>37</u> ; 38 ; 40 ; <u>41</u> ; 42 ; 43 ; 44 ; 46 ; 47 ; <u>48</u> ; <u>49</u> ; <u>50</u> ; 51 ; <u>52</u> ; <u>53</u> ; <u>54</u> ; 55 ; 56 ; 57 ; 59 ; 62 ; <u>63</u> ; 64 ; 65 ; 66 ; 68 ; 71 ; 72 ; 73 ; 76 ; <u>80</u> ; 81 ; <u>82</u> ; <u>84</u> ; <u>85</u> ; 86 ; 87 ; 89 ; 90 ; <u>92</u> ; 93 ; <u>94</u> ; <u>95</u> ; <u>96</u> ; 97 ; <u>99</u> ; <u>100</u> ; <u>101</u> ;
Total	6	20	75

* Composition de la sous-catégorie « activité simultanée non agricole » : propriétaire d'une épicerie ; livreur ; fabricant de parpaings ; charger du sable ; désherber ; vente de vêtements de seconde main sur le marché ; travail dans une usine ; tonte de pelouse ; surveiller des chevaux de courses à l'hippodrome ; vente sur le marché ; vente de pop corn.

Tableau 14 : Statut du travailleur

(Ce tableau ne concerne que les travailleurs ayant exercé une activité simultanée durant l'année)

	Indépendant	Employé
	N°11 ; 28 ; 34 ; 35 ; 39 ; 45 ; <u>67</u> ; 69 ; 70 ; 74 ; 75 ; <u>78</u> ; <u>79</u> ; <u>83</u> ; 88 ; 98 ;	N° 9 ; 13 ; 16 ; 24 ; 26 ; 58 ; 60 ; 61 ; <u>77</u> ; 91 ;
Total	16	10

Tableau 15 : Formalité de l'activité

(Ce tableau ne concerne que les travailleurs ayant exercé une activité simultanée durant l'année)

	Activité formelle	Activité informelle
	N° 34 ; 60 ; <u>91</u> ;	N° 9 ; 11 ; 13 ; 16 ; 24 ; 26 ; 28 ; 35 ; 39 ; 45 ; 58 ; 61 ; <u>67</u> ; 69 ; 70 ; 74 ; 75 ; <u>77</u> ; <u>78</u> ; <u>79</u> ; <u>83</u> ; 88 ;
Total	3	23

2.3. Activités complémentaires pendant l'année (en cours)

Tableau 16 : Domaine d'activité(s) complémentaire(s)

	Agricole	Non-agricole*	Agricole et non-agricole	Aucune**
	N° 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; <u>7</u> ; <u>10</u> ; 11 ; 12 ; 13 ; 14 ; 15 ; 16 ; 18 ; 19 ; 20 ; <u>21</u> ; 22 ; 23 ; 27 ; 28 ; <u>31</u> ; 34 ; 35 ; 38 ; 39 ; <u>41</u> ; <u>49</u> ; 57 ; 61 ; 62 ; <u>63</u> ; <u>67</u> ; 69 ; 70 ; <u>77</u> ; <u>78</u> ; <u>79</u> ; <u>80</u> ; 81 ; <u>82</u> ; <u>83</u> ; <u>85</u> ; 87 ; 88 ; 89 ; 90 ; <u>94</u> ; <u>95</u> ; 97 ; 98 ;	N° 8 ; 17 ; 32 ; <u>50</u> ; <u>54</u> ; 56 ; 65 ; 66 ; 68 ; 71 ; 72 ; 73 ; 76 ; <u>101</u> ;	N° 58 ; 74 ; <u>91</u> ;	N° 9 ; 24 ; <u>25</u> ; 26 ; 29 ; 30 ; 33 ; <u>36</u> ; <u>37</u> ; 40 ; 42 ; 43 ; 44 ; 45 ; 46 ; 47 ; <u>48</u> ; 51 ; <u>52</u> ; <u>53</u> ; 55 ; 59 ; 60 ; 64 ; 75 ; <u>84</u> ; 86 ; <u>92</u> ; 93 ; <u>96</u> ; <u>99</u> ; <u>100</u> ;
Total	52	14	3	32

* Composition de la catégorie « activité complémentaire non-agricole » : vendeur ambulant dans la campagne ; employée domestique ; vendeuse ; fabrication et vente de jus d'orange sur le marché ; laverie d'un hôtel ; fabrication de briques ; nettoyage shopping ; maçonnerie ; restauration de meubles ; vente sur le marché ; contrebande de cigarettes.

** Parmi les travailleurs n'ayant aucune activité complémentaire : certains exercent leur activité principale depuis trop peu de temps pour la compléter par une autre activité ; d'autres n'en ont exercé aucune l'année de l'entretien mais ont pu en exercer par le passé ; d'autres n'ont qu'une activité principale avec de multiples employeurs et cumulent de nombreux emplois ou petits boulots tout au long de l'année ; d'autres encore n'ont aucune activité complémentaire.

Tableau 17 : Statut du travailleur

(Ce tableau ne concerne que les travailleurs ayant exercé une activité complémentaire pendant l'année)

	Indépendant	Employé
	N° 8 ; 32 ; 34 ; 56 ; 68 ; 71 ; 72 ;	N°1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; <u>7</u> ; <u>10</u> ; 11 ; 12 ; 13 ; 14 ; 15 ; 16 ; 17 ; 18 ; 19 ; 20 ; <u>21</u> ; 22 ; 23 ; 27 ; 28 ; <u>31</u> ; 35 ; 38 ; 39 ; <u>41</u> ; <u>49</u> ; <u>50</u> ; <u>54</u> ; 57 ; 58 ; 61 ; 62 ; <u>63</u> ; 65 ; 66 ; <u>67</u> ; 69 ; 70 ; 73 ; 74 ; <u>77</u> ; 76 ; <u>78</u> ; <u>79</u> ; <u>80</u> ; 81 ; <u>82</u> ; <u>83</u> ; <u>85</u> ; 87 ; 88 ; 89 ; 90 ; <u>91</u> ; <u>94</u> ; <u>95</u> ; 97 ; 98 ; <u>101</u> ;
Total	7	62

Tableau 18 : Formalité de l'activité

(Ce tableau ne concerne que les travailleurs ayant exercé une activité complémentaire pendant l'année)

	Activité formelle	Activité informelle
	N° 1 ; 3 ; 5 ; 15 ; 16 ; 17 ; 19 ; 20 ; 23 ; 31 ; 39 ; 49 ; 58 ; 62 ; 63 ; 65 ; 66 ; 68 ; 87 ; 101 ;	N° 2 ; 4 ; 6 ; 7 ; 8 ; 10 ; 11 ; 12 ; 13 ; 14 ; 18 ; 21 ; 22 ; 27 ; 28 ; 32 ; 34 ; 35 ; 38 ; 41 ; 50 ; 54 ; 56 ; 57 ; 61 ; 67 ; 69 ; 70 ; 71 ; 72 ; 73 ; 74 ; 77 ; 76 ; 78 ; 79 ; 80 ; 81 ; 82 ; 83 ; 85 ; 88 ; 89 ; 90 ; 91 ; 94 ; 95 ; 97 ; 98 ;
Total	20	49

Tableau 19 : Type d'activité agricole

(Ce tableau ne concerne que les travailleurs ayant exercé une activité complémentaire « agricole » ou « agricole et non-agricole » pendant l'année)

	Agrumiculture (récolte, éclaircissage)	Viticulture (vendanges)	Horticulture	Fruiticulture	Hortifruiticulture	Estancia d'élevage	Forêts	Autre*
	N° 3 ; 15 ; 19 ; 20 ; 34 ; 57 ; 58 ;	N° 10 ; 13 ; 21 ; 49 ; 63 ; 67 ; 74 ; 76 ; 77 ; 78 ; 80 ; 82 ; 83 ; 87 ; 90 ; 91 ; 98 ;	N° 2 ; 4 ; 6 ; 7 ; 11 ; 12 ; 14 ; 18 ; 22 ; 31 ; 41 ;	N° 61 ; 62 ; 79 ; 81 ; 85 ;	N° 23 ; 27 ; 69 ; 70 ; 88 ; 89 ; 94 ; 95 ; 97 ;	N° 1 ; 5 ; ;	N° 16 ; 28 ;	N° 35 ; 38 ; 39 ;
Total	7	17	11	5	9	2	2	3

* Composition de la catégorie « Autre » : ramassage de fumier.

2.4. Activité du conjoint

Tableau 20 : Domaine d'activité principale du conjoint

(Ce tableau ne concerne que les travailleurs vivant en couple)

	Agricole*	Non-agricole**	Inactivité
	N° 15 ; 19 ; 25 ; 31 ; 49 ; 50 ; 54 ; 55 ; 57 ; 85 ; 91 ; 95 ;	N° 4 ; 22 ; 34 ; 43 ; 58 ; 62 ; 78 ; 79 ; 83 ; 86 ; 92 ; 94 ;	N° 1 ; 2 ; 3 ; 5 ; 6 ; 8 ; 9 ; 11 ; 12 ; 14 ; 18 ; 20 ; 21 [†] ; 26 ; 27 ; 28 ; 33 ; 35 ; 39 ; 40 ; 45 ; 47 ; 51 ; 56 ; 59 ; 60 ; 65 ; 66 ; 68 ; 69 ; 72 ; 73 ; 75 ; 76 ; 81 ; 87 ; 88 ; 89 ; 97 ; 98 ;
Total	12	12	40

* Composition de la catégorie « activité agricole » : *contratista* dans la récolte d'agrumes ; contremaître dans la récolte d'agrumes ; cueilleuse dans la récolte d'agrumes ; travailleur dans les exploitations horticoles ; poseur de clôtures/tondeur de moutons ; responsable d'une exploitation horticole.

** Composition de la catégorie « activité non-agricole » : vendeuse dans son épicerie ; cuisinière dans une cantine scolaire ; garde d'une personne âgée ; réparateur de vélos et motos ; soudeur ; travail dans une triperie ; vendeuse sur le marché ; hôpital ; maçon.

[†] Conjoint retraité.

Objectif de l'entretien avec les salariés :

- Logique dans le choix des emplois et des lieux de travail ;
- Permanences et ruptures dans le parcours professionnel et personnel ;

La description des éléments composant les thèmes ci-dessous n'est qu'indicative. Les salariés y font référence s'ils en ont besoin pour leur argumentation. Néanmoins, tous les éléments socio-démographiques (âge, niveau scolaire, situation familiale), lorsqu'ils ne sont pas abordés au cours de l'entretien, sont évoqués de manière brève et directive après l'entretien.

I. Histoire professionnelle du travailleur *Pouvez-vous me raconter votre histoire professionnelle ? Vous pouvez évoquer tout ce qui vous paraît important depuis que vous avez commencé à travailler...*

- Emploi(s) actuel(s) (description, localisation, durée, goût, etc.) ;
- Autres emplois occupés : au cours de l'année, au cours de la vie (description, localisation, durée, goût, etc.) ;
- Manière de rechercher l'emploi ;
- Déplacements liés aux emplois ;
- Emploi et revenus de la famille ;
- Relation au travail : avec l'employeur, avec les autres travailleurs ;

II. Vie hors travail *Pouvez-vous me raconter ce que vous faites lorsque vous ne travaillez pas ? Vous pouvez évoquer ce qui vous semble important...*

Pratiques (activités régulières ou occasionnelles, ludiques ou nécessité) :

- Quotidiennes (activités personnelles, en rapport à la famille, description, localisation) ;
- Hebdomadaires ;
- Occasionnelles ;
- Vie sociale hors de la famille (en ce moment, avant) ;

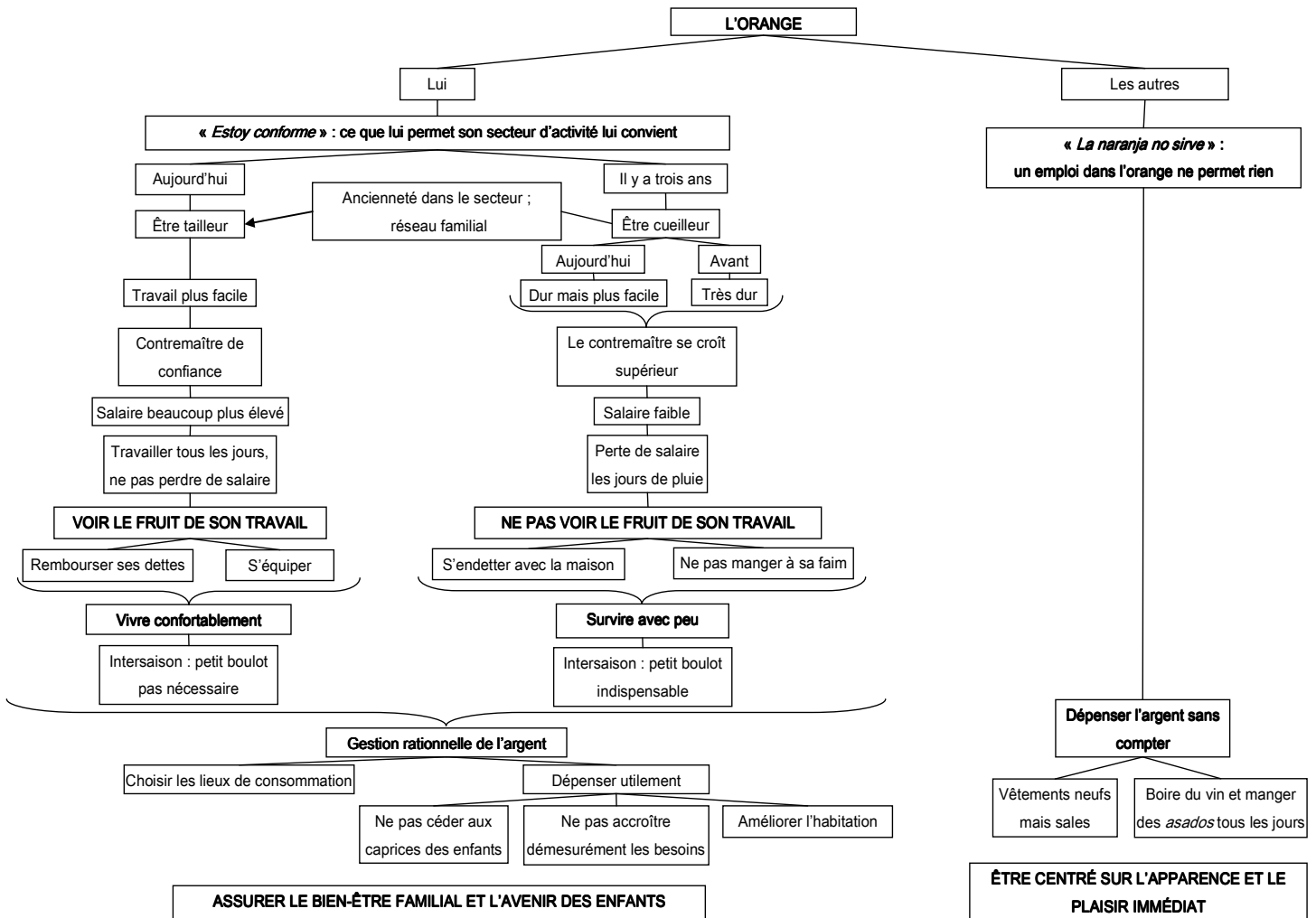
Lieux pratiqués :

- Lieu(x) de résidence (actuel(s) et antérieur(s)), perception du lieu de résidence (maison, quartier), qualité/valeur attribuée ;
- Autres lieux de la vie quotidienne ;
- Sentiments/valeurs attribuées à chacun de ces lieux ;
- Sentiments par rapport à la ville, par rapport à la campagne ;

III. Avenir personnel et professionnel

- Objectifs personnels, familiaux et professionnels

Annexe 8 : Schème spécifique du discours sur l'univers professionnel de l'entretien avec Oscar L. (Salto, 2007)



Annexe 9 : Répartition des salariés selon les logiques typiques qui fondent leurs discours

Indications de lecture :

- Les numéros correspondent au numéro de l'entretien dans l'Annexe 10 qui répertorie les noms et lieux de résidence des salariés rencontrés lors de différentes phases de terrain.
- Les codes graphiques correspondent à ceux utilisés dans l'Annexe 6.

Type	Salariés	Total
Type 1.a : Logique de projection ancrée	N° 11 ; 22 ; 34 ; <u>37</u> ; <u>36</u> ; 47 ; <u>50</u> ; <u>52</u> ; <u>54</u> ; 57 ;	10
Type 1.b : Logique de résignation	N° <u>7</u> ; 8 ; 9 ; <u>10</u> ; 15 ; 17 ; 19 ; 20 ; <u>21</u> ; <u>25</u> ; <u>31</u> ; 39 ; 40 ; 43 ; 45 ; <u>49</u> ; 62 ; <u>85</u> ; 86 ; <u>94</u> ;	20
Type 2 : Logique de survie	N° 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 12 ; 14 ; 18 ; 26 ; 27 ; 29 ; 33 ; <u>53</u> ; 59 ; <u>63</u> ; 64 ; 66 ; <u>67</u> ; 68 ; 73 ; 74 ; 75 ; <u>77</u> ; 76 ; <u>78</u> ; <u>79</u> ; <u>80</u> ; 81 ; <u>82</u> ; <u>83</u> ; <u>84</u> ; 88 ; 89 ; <u>91</u> ; <u>95</u> ; <u>96</u> ; <u>99</u> ;	38
Type 3 : Logique de transition	N° 30 ; <u>48</u> ; 56 ; 61 ; 87 ; <u>100</u> ;	6
Type 4 : Logique d'indépendance	N° 13 ; 24 ; 32 ; 35 ; 38 ; 51 ; 55 ; 58 ; 60 ; 65 ; 70 ; 72 ; <u>92</u> ; <u>97</u> ; <u>98</u> ;	15
Type 5 : Logique d'insouciance	N° 16 ; 23 ; 28 ; <u>41</u> ; 42 ; 44 ; 46 ; 69 ; 71 ; 90 ; 93 ; <u>101</u> ;	12

Annexe 10 : Travailleurs rencontrés à Salto et Las Piedras entre 2006 et 2008

N°*	Prénom et initiale du nom de famille	Ville de résidence	Quartier de résidence	Année de rencontre
1	José Luis R.	Salto	Andredisito	2006
2	Hugo M.	Salto	Andredisito	2006
3	Robert Andres P.	Salto	Andredisito	2006 et 2007
4	Carlos Maria M.	Salto	Andredisito	2006 et 2007
5	Yovani D.	Salto	Andredisito	2006
6	Juan Antonio C.	Salto	Andredisito	2006 et 2007
7	Maria Magdalena C.	Salto	Andredisito	2006
8	José M.	Salto	Andredisito	2006
9	Ricardo D.	Salto	Andredisito	2006 et 2007
10	Nahir R.	Salto	Burton	2006
11	Hugo L.	Salto	Burton	2006, 2007 et 2008
12	Carlos José R.	Salto	Burton	2006
13	Mario D.	Salto	Burton	2006
14	Juan Alberto R.	Salto	Martinez Mendes	2006
15	Santo Ramon R.	Salto	Burton	2006
16	Valerio S.	Salto	Burton	2006
17	Miguel Angel P.	Salto	Burton	2006
18	Hector T.	Salto	Burton	2006
19	Angel Anibal G.	Salto	Burton	2006 et 2007
20	Jaire Diere G.	Salto	Burton	2006 et 2007
21	Gladis C.	Salto	Burton	2006 et 2007
22	Juan N.	Salto	Burton	2006
23	Walter A.	Salto	Burton	2006
24	Wilson N.	Salto	Williams	2006
25	Gurma F.	Salto	Williams	2006
26	Jorge J.	Salto	Williams	2006
27	José Pedro V.	Salto	Williams	2006
28	Pablo Miguel S.	Salto	Daroza	2006
29	José Pedro B.	Salto	Williams	2006
30	Gonzalo A.	Salto	Uruguay	2007
31	Ingrid Janet M.	Salto	Burton	2007
32	Luis Alberto G.	Salto	Don Atilio	2007
33	Julio Rene B.	Salto	Don Atilio	2007
34	Omar E.	Salto	Maccio	2007 et 2008
35	Alejandro G.	Salto	Caballero Viejo	2007
36	Lorena S.	Salto	Ceibal	2007
37	Nadia S.	Salto	Ceibal	2007
38	Henry S.	Salto	Caballero Viejo	2007
39	José G.	Salto	Caballero Viejo	2007
40	Carlos D.	Salto	Ceibal	2007
41	Claudia M.	Salto	Ceibal	2007
42	Alfredo M.	Salto	Ceibal	2007
43	Juan Carlos C.	Salto	Minervine	2007
44	Jorge C.	Salto	Minervine	2007
45	Luis Alfredo M.	Salto	Ceibal	2007
46	Mario Enrique M.	Salto	Ceibal	2007

47	Oscar L.	Salto	Guaviyú-Yatay	2007
48	Yobana B.	Salto	Cien Manzanas	2007
49	Ana D.	Salto	Daroza	2007 et 2008
50	Daniela E.	Salto	Calafi	2007
51	Ebert P.	Salto	Burton	2007
52	Violeta D.	Salto	Umpiére	2007
53	Stefani O.	Salto	Quiroga	2007
54	Jésica C.	Salto	Quiroga	2007
55	Mauro F.	Salto	Artigas	2007 et 2008
56	Juan R.	Salto	Artigas	2007
57	Manuel E.	Salto	Calafi	2008
58	Daniel S.	Salto	Calafi	2008
59	Julio H.	Las Piedras	Herten	2006
60	Ruben Javier C.	Las Piedras	Herten	2006
61	Jorge C.	Las Piedras	Herten	2006
62	José Marcelo M.	Las Piedras	Herten	2006
63	Ana V.	Las Piedras	Herten	2006
64	Ruben C.	Las Piedras	Herten	2006
65	Claudio R.	Las Piedras	Corfrisa	2006
66	Víctor Andres M.	Las Piedras	Herten	2006
67	Estela A.	Las Piedras	Villa Ilusión	2006
68	Andre C.	Las Piedras	Villa Ilusión	2006
69	Gonzalo D.	Las Piedras	Villa Ilusión	2006
70	Alejandro G.	Las Piedras	Villa Ilusión	2006
71	Washington Daniel A.	Las Piedras	Villa Ilusión	2006
72	José Pedro M.	Las Piedras	Herten	2006
73	Juan V.	Las Piedras	Villa Ilusión	2006
74	Jaime Luis V.	Las Piedras	Villa Ilusión	2006
75	Luis Ramon V.	Las Piedras	Villa Ilusión	2006
76	Wilson M.	Las Piedras	Villa Ilusión	2006
77	Viviana B.	Las Piedras	Herten	2006
78	Andrea B.	Las Piedras	Herten	2006
79	Marie F.	Las Piedras	Racetti	2006
80	Karina M.	Las Piedras	Pueblo Nuevo	2006
81	Francisco M.	Las Piedras	Pueblo Nuevo	2006
82	Rosa Elisabeth G.	Las Piedras	Pueblo Nuevo	2006
83	Lourdes R.	Las Piedras	Obelisco	2007
84	María Lucía P.	Las Piedras	Obelisco	2007
85	Nelly Q.	Las Piedras	Obelisco	2007
86	Luis Alberto F.	Las Piedras	Obelisco	2007
87	Daniel S.	Las Piedras	Villa Foresti	2007
88	Livio H.	Las Piedras	Obelisco	2007
89	Víctor B.	Las Piedras	Obelisco	2007
90	Antoni B.	Las Piedras	Obelisco	2007
91	Solange A.	Las Piedras	Obelisco	2007
92	Claudia Leticia R.	Las Piedras	Villa Foresti	2007 et 2008
93	Miguel Angel P.	Las Piedras	Santa Isabel	2007
94	Andrea B.	Las Piedras	Villa Foresti	2007

<u>95</u>	Karina Gonzales	Las Piedras	Villa Foresti	2007
<u>96</u>	María Cristina M.	Las Piedras	Villa Foresti	2007
<u>97</u>	Julian Alfredo M.	Las Piedras	Villa Foresti	2007
<u>98</u>	Alfredo Gabriel P.	Las Piedras	Obelisco	2007
<u>99</u>	Rosana B.	Las Piedras	Rossio	2008
<u>100</u>	Lourdes P.	Las Piedras	Rossio	2008
<u>101</u>	Ana P.	Las Piedras	Rossio	2008

* Les numéros soulignés correspondent aux entretiens réalisés avec des femmes.

Table des matières

INTRODUCTION	15
PARTIE 1 - L'URUGUAY, UNE ORGANISATION SPATIALE QUI FAVORISE LES MOBILITÉS D'UNE MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE URBAINE.....	27
Chapitre 1 - Mise en valeur pastorale et inégale répartition de la population (XVII^{ème}-XIX^{ème} siècles)	31
1. Un pays d'élevage extensif.....	32
1.1. D'un espace sans intérêt à un espace objet de convoitise.....	32
1.1.1. Découverte de la Banda Oriental du Río Uruguay et antécédents de l'élevage	32
1.1.2. Colonisation de l'espace et premières <i>estancias coloniales</i>	34
1.2. Modernisation et consolidation des structures agraires	37
1.2.1. Modernisation des <i>estancias</i> dans le dernier tiers du XIX ^{ème} siècle	37
▪ Seconde phase de l'appropriation de l'espace : le Code rural et l' <i>alambramiento</i>	37
▪ Les transformations de l'élevage	39
1.2.2. Dualité des exploitations : <i>latifundios</i> d'élevage extensif/ <i>minifundios</i> de polyculture-élevage...41	
▪ Difficile développement de l'agriculture	41
▪ Dualité des structures agraires	43
▪ Un État peu interventionniste dans la répartition de la terre	44
2. Une économie fondée sur l'exportation des produits de l'élevage	47
2.1. Essor pour l'exportation des industries de première transformation	47
2.1.1. Modification de la demande extérieure et modernisation industrielle.....	47
2.1.2. Exportation exclusive des produits de l'élevage	49
2.2. Montevideo, port centralisateur des flux commerciaux	53
3. Un espace faiblement et inégalement peuplé	56
3.1. Immigration et inégale répartition de la population	56
3.1.1. Une immigration urbaine.....	56
3.1.2. Concentration de la population dans les <i>centros poblados</i>	58
3.2. Changements productifs et premières émigrations dans les campagnes	61
3.2.1. De l' <i>estancia</i> « <i>núcleo social</i> » à l' <i>estancia</i> « capitaliste ».....	61
3.2.2. Premières émigrations.....	62
▪ <i>Alambramiento</i> et emploi dans les <i>estancias</i>	62
▪ Départ des populations excédentaires	64
Chapitre 2 - Transformations de l'activité agropastorale et reconfiguration des mobilités entre ville et campagne	69
1. Une nouvelle donne dans l'activité agropastorale favorable à l'emploi d'une main-d'œuvre salariée mobile.....	70
1.1. Transformations actuelles au sein du secteur agropastoral	70
1.1.1. Modernisation et spécialisation productive régionale	70
▪ Stagnation et besoin de modernisation	70
- Lente modernisation durant la période 1930-1960	70
- Phase de dérégulation (milieu des années 1960-1990).....	72
▪ Découpage du territoire en bassins de production agropastorale	74
1.1.2. Diversification des exportations	77
1.1.3. Accroissement de la taille des exploitations dans la seconde moitié du XX ^{ème} siècle	80

1.2. Nouveaux modes de gestion de la main-d'œuvre et besoins croissants de salariés.....	83
1.2.1. Demande de main-d'œuvre salariée	84
▪ Croissance des salariés agricoles ?	84
▪ Transformations des caractéristiques de la main-d'œuvre salariée.....	85
1.2.2. Une main-d'œuvre mobile.....	88
▪ Diversité des formes de mobilités	88
▪ En Uruguay, des mobilités quotidiennes-saisonnnières entre ville et campagne.....	91
2. Un espace de faible densité polarisé par un réseau de villes moyennes	93
2.1. L'Uruguay, pays urbain ?	93
2.1.1. Affirmation d'une capitale macrocéphale.....	93
2.1.2. Un maillage urbain lâche : des villes polarisant des espaces de très faible densité de population	95
2.2. Carences de l'espace rural et émigration rurale continue	98
2.2.1. Carences des services et de l'emploi.....	98
2.2.2. Depuis le milieu du XX ^{ème} siècle : diminution de la population rurale	103
Chapitre 3 - Analyser les pratiques spatiales des journaliers de Salto et Las Piedras : une approche compréhensive des relations ville-campagne	109
1. Les relations ville-campagne dans la recherche uruguayenne.....	110
2. Une géographie par les acteurs et leurs pratiques spatiales.....	114
2.1. L'acteur dans la géographie sociale	114
2.1.1. La géographie sociale au sein de la géographie actuelle.....	114
2.1.2. Une place centrale pour les acteurs au sein de la géographie sociale.....	117
2.2. Faire de la géographie à partir des acteurs ordinaires et de leurs pratiques quotidiennes.....	121
2.2.1. Acteurs ordinaires, pratiques quotidiennes	121
▪ Acteurs ordinaires	121
▪ Pratiques et représentations	123
▪ Pratiques et représentations des populations vulnérables des quartiers périphériques.....	125
- Une population en situation de vulnérabilité sociale	125
- Des habitants des quartiers périphériques des villes	127
2.2.2. Les relations ville-campagne au prisme des mobilités liées à l'emploi et des pratiques spatiales des journaliers.....	130
▪ Les acquis de la perspective constructiviste pour la définition des objets géographiques	130
▪ L'étude des mobilités et l'hypothèse de la complémentarité des espaces.....	131
2.2.3. Une démarche de recherche qualitative fondée sur une approche compréhensive	133
3. Les journaliers résidant dans les villes de Salto et de Las Piedras au cœur du travail de terrain	137
3.1. Configurations socio-spatiales différenciées des deux villes	138
3.2. Les ceintures hortifruitières pourvoyeuses d'emploi pour les habitants des villes de Salto et de Las Piedras.....	141
PARTIE 2 - L'EMPLOI DANS LES EXPLOITATIONS AGROPASTORALES : UNE SOURCE DE PRÉCARITÉ.....	151
Chapitre 4 - Les conditions de la mobilité : la main-d'œuvre journalière comme variable d'ajustement au sein des exploitations agropastorales.....	155
1. Identifier les « logiques » et « croyances » des producteurs.....	156
1.1. Se confronter à la diversité des situations.....	156
1.2. Des récits de pratiques centrés sur l'histoire de l'exploitation et sur la main-d'œuvre	159
1.3. Observations et discussions informelles : les outils complémentaires des entretiens	162

2. La flexibilité, un mode généralisé de gestion de la main-d'œuvre	165
2.1. Flexibilité quantitative externe saisonnière.....	165
2.1.1. Éléments de définition de la notion de flexibilité du travail.....	165
2.1.2. L'impératif du cycle biologique des cultures.....	166
2.2. Discussions à propos du caractère inhérent de la flexibilité du travail dans l'activité agropastorale	169
3. Une flexibilité génératrice d'une dualité au sein du marché du travail agropastoral.....	174
3.1. Éléments sur la théorie de la dualité du marché du travail.....	174
3.1.1. Une théorie pour qualifier les changements du marché du travail.....	174
3.1.2. De la fragmentation à la dualité du marché du travail.....	176
3.2. Une mobilisation spécifique des journaliers source d'inégalités sociales et spatiales.....	180
3.2.1. Les quatre logiques typiques qui fondent les modes de gestion de la main-d'œuvre	180
▪ Élaboration des types à partir des discours.....	180
▪ Logique de confiance (type 1)	183
- La pérennité de l'exploitation	183
- Relation à la main-d'œuvre fondée sur la confiance	188
▪ Logique de difficulté (type 2)	191
- Incertitude économique des petits producteurs.....	192
- Difficultés de gestion de la main-d'œuvre	195
▪ Logique de maîtrise (type 3).....	198
- Au-delà de la rentabilité, le contrôle de la filière.....	198
- Maîtriser la gestion de la main-d'œuvre.....	201
▪ Logique de quantité (type 4)	205
- Conserver sa position	205
- Gérer la quantité	206
3.2.2. Des représentations sociales à la faveur de la stigmatisation des journaliers résidant en ville....	208
▪ Représentations différenciées des salariés permanents et des journaliers.....	208
▪ Dimension spatiale des représentations : la main-d'œuvre urbaine en dernier recours.....	213
3.2.3. Déresponsabilisation des producteurs vis-à-vis des journaliers : consolidation de la dualité	217
3.2.4. Des marchés du travail perméables	224
▪ Mobilités entre les marchés.....	224
▪ Pluralités des statuts intermédiaires et imbrication des marchés du travail.....	225
Chapitre 5 - Précarité de l'emploi et pauvreté du foyer	237
1. Précarité de l'emploi des salariés agricoles	238
1.1. Flexibilité et précarité	238
1.2. La précarité de l'emploi	240
1.2.1. L'ouvrier agricole, un salarié plus précaire que les autres.....	240
1.2.2. Le journalier, une précarité encore plus grande	244
2. Des « travailleurs pauvres »	248
2.1. Les indicateurs de la pauvreté.....	248
2.2. Faiblesse et variabilité des revenus familiaux.....	250
2.2.1. Des ménages sous le seuil de pauvreté	250
2.2.2. Instabilité des revenus et difficultés accrues.....	253
2.3. Vivre avec peu	257
3. Nouvelle donne politique, vers une reconnaissance des journaliers agricole et le cas échéant de leur caractère urbain (début du XXI^{ème} siècle)	262
3.1. Le retour de l'État social : des mesures d'urgence à l'institutionnalisation d'une politique d'équité sociale.....	262
3.2. Une législation plus favorable aux salariés agricoles.....	267

PARTIE 3 - DES MOBILITÉS POUR AFFRONTER LA PRÉCARITÉ..... 277

Chapitre 6 - Vulnérabilité sociale et mobilités professionnelles283

1. Méthodologie inductive de recueil et d'analyse des données	284
1.1. Repérer la diversité des formes de mobilité professionnelle	284
1.2. Appréhender les logiques qui fondent les mobilités professionnelles au moyen d'entretiens ...	287
1.3. Construire une relation de confiance avec les travailleurs	292
2. L'emploi agricole, une place complexe dans les parcours professionnels des journaliers....	295
2.1. Un emploi banal et une mobilité banale	295
2.2. Travailler dans le secteur agropastoral : entre nécessité et satisfaction	297
2.2.1. Étude de la satisfaction au travail et dans l'emploi	298
2.2.2. L'emploi agricole : le dernier recours	300
▪ Faible attractivité du travail et de l'emploi agricoles	300
▪ Le seul emploi accessible	303
2.2.3. Nuancer la théorie du dernier recours : l'emploi agricole comme un choix satisfaisant	306
3. Le quartier de résidence et les mobilités vers les exploitations hortifruitières	314
3.1. Les quartiers périphériques de Salto et de Las Piedras	314
3.2. Des mobilités vers les exploitations hortifruitières situées en périphérie des villes	322
3.2.1. Accessibilité des espaces et mobilités professionnelles	322
3.2.2. Hors du travail, une territorialité centrée sur le lieu de résidence	325
3.2.3. Le réseau relationnel de proximité : ressource ou handicap ?	332

Chapitre 7 - Stabilité ou hypermobilité : des pratiques différenciées pour faire face à la précarité343

1. Parcours professionnels et mobilités : des constructions individuelles et familiales.....	344
1.1. Étudier le projet de vie pour comprendre les parcours professionnels et les mobilités	344
1.2. Les ajustements du projet au cours de la vie	347
1.3. Le projet de vie au cœur de la construction de la typologie	350
2. Faire avec la précarité	355
2.1. Des logiques typiques qui visent la satisfaction des besoins de la famille (types 1 et 2)	355
2.1.1. Logique de stabilité (type 1)	355
▪ Logique de projection ancrée : assurer l'avenir de la génération suivante (type 1.a.)	355
▪ Logique de résignation : des projets limités par les revenus (type 1.b.)	360
▪ Un parcours professionnel stabilisé (types 1.a. et 1.b.)	365
2.1.2. Logique de survie (type 2)	372
▪ Nourrir la famille, un défi quotidien	372
▪ Parcours professionnel irrégulier et hypermobilité	376
2.2. La mobilité professionnelle, un compromis entre individu et famille	380
2.2.1. Des rôles sociaux différenciés au sein des couples	381
2.2.2. Des mobilités professionnelles en fonction du rôle social	383
3. Résister à la précarité.....	387
3.1. Logique de transition (type 3)	387
3.1.1. Un idéal de vie en attente, mais à venir	387
3.1.2. Une situation professionnelle passagère	390
3.2. Logique d'indépendance (type 4)	394
3.2.1. La valorisation de l'indépendance professionnelle	394
3.2.2. Des mobilités professionnelles au gré des opportunités salariales	399
3.3. Logique d'insouciance (type 5)	402
3.3.1. Absence d'obligations familiales	402

3.3.2. Parcours professionnel désinvolte, mobilités-test.....	405
CONCLUSION	423
ANNEXES	447

Table des cartes

Carte 1 - L'Uruguay, un pays de basses altitudes.....	23
Carte 2 - Division politico-administrative de l'Uruguay en 19 départements.....	24
Carte 3 - Villes de plus de 2 000 habitants et principaux axes de communication routiers en Uruguay.....	25
Cartes 4 - Voies de communication en Uruguay en 1860 et réseau ferroviaire dans la première moitié du XX ^{ème} siècle.....	55
Carte 5 - Fondation des <i>centros poblados</i> en Uruguay jusqu'au début du XX ^{ème} siècle.....	59
Carte 6 - Répartition des productions dominantes sur le territoire uruguayen au début du XXI ^{ème} siècle.....	75
Carte 7 - Aire métropolitaine de Montevideo en 2006.....	94
Carte 8 - Le fait urbain en Uruguay en 2004.....	95
Carte 9 - Densités de population en Uruguay en 2004.....	97
Carte 10 - Département de Salto.....	140
Carte 11 - Département de Canelones.....	141
Carte 12 - Ceinture hortifruitière dans la périphérie de Salto.....	143
Carte 13 - Zonage de Las Piedras et localisation des journaliers rencontrés.....	317
Carte 14 - Zonage de Salto et localisation des journaliers rencontrés.....	318

Table des schémas

Schéma 1 - Pratiques spatiales de Daniela E.....	331
Schéma 2 - Logiques typiques selon l'élément central du discours et le niveau de qualité de vie recherchée.....	353
Schéma 3 - Parcours professionnels des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de stabilité.....	369
Schéma 4 - Mobilités professionnelles annuelles des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de stabilité.....	371
Schéma 5 - Parcours professionnels des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de survie.....	379
Schéma 6 - Mobilités professionnelles annuelles des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de survie.....	379
Schéma 7 - Parcours professionnels des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de transition.....	393
Schéma 8 - Mobilités professionnelles annuelles des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique de transition.....	393
Schéma 9 - Parcours professionnels des journaliers dont le discours s'inscrit dans une logique d'indépendance.....	400
Schéma 10 - Mobilités professionnelles annuelles des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique d'indépendance.....	401
Schéma 11 - Parcours professionnels des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique d'insouciance.....	407
Schéma 12 - Mobilités professionnelles annuelles des journaliers dont le discours s'inscrit dans la logique d'insouciance.....	408
Schéma 13 - Stabilité ou hypermobilité : diversité des pratiques selon les logiques typiques.....	411

Table des tableaux

Tableau 1 - Structure des propriétés en Uruguay en 1908.....	43
Tableau 2 - Évolution du nombre d'exploitations agropastorales en Uruguay entre 1908 et 1937.....	44
Tableau 3 - Population active selon le lieu de résidence et le secteur d'activité.....	112
Tableau 4 - Nombre d'exploitations par type de culture* dans les zones hortifruitières (ZH) de Salto et de Las Piedras en 2000.....	142

Tableau 5 - Répartition des exploitations selon leur activité	157
Tableau 6 - Répartition des exploitations selon leur taille	158
Tableau 7 - Logiques typiques de gestion de la main-d'œuvre.....	181
Tableau 8 - Répartition des producteurs selon les logiques typiques de gestion de la main-d'œuvre	182
Tableau 9 - Inégalités face à la qualité de la main-d'œuvre dans le discours d'Enrique G.	196
Tableau 10 - Caractéristiques des représentations sociales de la main-d'œuvre dans les discours des producteurs des zones hortifruitières de Salto et de Las Piedras	210
Tableau 11 - Disjonction « avant »/« maintenant » dans les discours sur la main-d'œuvre	211
Tableau 12 - Caractérisation synthétique des logiques typiques des producteurs	223
Tableau 13 - Évolution des revenus moyens par habitant dans les villes de plus de 5 000 habitants en Uruguay entre 2001 et 2006 (Indice 100 pour 2001).....	263
Tableau 14 - Répartition synthétique des salariés agricoles rencontrés entre 2006 et 2008	286
Tableau 15 - Rapport à l'emploi et au travail agricole dans les discours des salariés de Salto et de Las Piedras.....	307
Tableau 16 - Répartition des salariés rencontrés selon les logiques typiques du projet de vie	352
Tableau 17 - Logiques typiques des projets de vie qui guident les parcours professionnels et les mobilités	352
Tableau 18 - Gestion rigoureuse et satisfaction de vie dans le discours d'Oscar L.	360
Tableau 19 - Forme d'emploi et représentation du rôle social de la femme dans le discours de Daniela E.	383
Tableau 20 - Caractérisation synthétique des logiques typiques des journaliers.....	410

Table des graphiques

Graphique 1 - Évolution des cheptels bovin et ovin en Uruguay au cours du XIX ^{ème} siècle	40
Graphique 2 - Évolution de la surface agricole en Uruguay entre 1890 et 1930.....	42
Graphiques 3 - Évolution des exportations de l'Uruguay entre 1840 et 1926 (pourcentage de la valeur totale des exportations de chaque produit de l'élevage).....	50
Graphique 4 - Volumes des principales exportations en Uruguay entre 1835 et 1930.....	52
Graphique 5 - Évolution de la population de la Banda orientale et de l'Uruguay en 1769 et 1930	57
Graphique 6 - Exportations de l'Uruguay en 2007 (pourcentage de la valeur totale des exportations des produits agropastoraux).....	77
Graphique 7 - Évolution du nombre et de la taille moyenne des exploitations au cours du XX ^{ème} siècle	80
Graphique 8 - Évolution du nombre d'exploitations selon leur taille entre 1908 et 2000	81
Graphiques 9 - Salariés agricoles et part des salariés agricoles selon la zone de résidence par département en 1996	87
Graphique 10 - Évolution de la population uruguayenne entre 1963 et 2004.....	103
Graphique 11 - Salaires minimums des travailleurs de l'hortifruitière entre 2002 et 2010.....	268

Table des encadrés

Encadré 1 - Définitions des formes d'agriculture en Uruguay.....	82
Encadré 2 - Position de Robert Hérim et de Roger Brunet sur l'existence d'un courant de géographie sociale.....	115
Encadré 3 - Une posture constructiviste.....	120
Encadré 4 - Complémentarité de l'entretien et de l'observation : gestion quotidienne et objectifs de qualité	163
Encadré 5 - Éléments de définition de la stratégie et de la tactique	183
Encadré 6 - Parcours professionnel annuel et rémunération d'un journalier dans la région de Las Piedras	254

Encadré 7 - Parcours professionnel annuel et rémunération d'un cueilleur d'agrumes dans la région de Salto	255
Encadré 8 - Diversité des formes de mobilité professionnelle rencontrées chez les journaliers de Salto et de Las Piedras en fonction de la variation des dimensions temporelles et spatiales.....	280
Encadré 9 - Découverte des moments clés d'une journée de travail dans une équipe de cueilleuses d'agrumes à travers l'observation	290
Encadré 10 - L'emploi domestique, un emploi féminin faiblement valorisé	309
Encadré 11 - Les centres des villes de Salto et de Las Piedras en images.....	315
Encadré 12 - Les quartiers périphériques de Salto et Las Piedras en images.....	320
Encadré 13 - Logique de survie et reproduction sociale de la famille de Juan Antonio C. et Gladys S.	375

Table des extraits d'entretien

Extrait d'entretien 1 - Nécessité d'exporter dans le discours de Juan José U.	78
Extrait d'entretien 2 - Stratégie pour exporter dans le discours de Roberto R.....	79
Extrait d'entretien 3 - Transformations de la vie en milieu rural évoquées par Ana D.	101
Extrait d'entretien 4 - Personnel de/hors de l'exploitation dans le discours de Julio B.	168
Extrait d'entretien 5 - Avoir/embaucher de la main-d'œuvre dans le discours de José Luis F.	169
Extrait d'entretien 6 - Échelonnage des récoltes et régularité des revenus dans le discours d'Hugo V. ...	170
Extrait d'entretien 7 - Diversification productive de l'exploitation de Dario S.....	171
Extrait d'entretien 8 - Rationalisation de la gestion de la main-d'œuvre dans le discours de Federico P.	185
Extrait d'entretien 9 - Logique de possibilité-stabilité dans le discours de Juan Carlos B.	186
Extrait d'entretien 10 - La simplification de la gestion du personnel dans le discours de Juan Carlos B.	187
Extrait d'entretien 11 - Recrutement et contrôle social dans le discours de Richard P.	189
Extrait d'entretien 12 - Incertitude économique dans le discours d'Enrique G.	192
Extrait d'entretien 13 - L'État, acteur providentiel dans le discours d'Enrique G.....	194
Extrait d'entretien 14 - Logique de difficulté dans le discours d'Enrique G.....	196
Extrait d'entretien 15 - Logique de contrôle de la filière dans le discours de José Luis F.....	198
Extrait d'entretien 16 - Rôle actif du producteur dans le recrutement du personnel dans le discours d'Hugo V.	201
Extrait d'entretien 17 - Recrutement local et rotation du personnel dans le discours de Luis P.	202
Extrait d'entretien 18 - Sécurité de l'emploi et rotation du personnel dans le discours de José Luis F.	203
Extraits d'entretien 19 - Valorisation de la professionnalisation dans les discours de Luis P. et Hugo V.	203
Extrait d'entretien 20 - L'externalisation facteur de simplification du travail et de réduction des coûts dans le discours de Washington G.	207
Extrait d'entretien 21 - Disjonction travail/aides sociales, conjonction aides sociales/paresse dans le discours de Juan José U.....	212
Extraits d'entretien 22 - Représentations négatives des journaliers résidant en ville dans les discours de Leonardo T. et Roberto P.	214
Extrait d'entretien 23 - Logique de nécessité dans le recours à la main-d'œuvre urbaine dans le discours de José Luis F.....	216
Extrait d'entretien 24 - Impossible formalisation de la situation des saisonniers hypermobiles dans le discours de José Luis F.	218
Extrait d'entretien 25 - Ambiguïté du compromis implicite dans le discours de Jéssica C.....	219
Extrait d'entretien 26 - Stratégie répondant à la logique de maîtrise du travail des saisonniers dans le discours d'Hugo V.....	221
Extrait d'entretien 27 - L'expérience de la crise dans le discours d'Ana D.....	256
Extrait d'entretien 28 - Administration économe du foyer dans le discours d'Oscar L.....	258

Extraits d'entretien 29 - Justification de l'emploi et de la mobilité dans les discours d'Ana D. et de Mauro F.	296
Extrait d'entretien 30 - Dévalorisation du travail agricole dans les discours de Mauro F. et Alicia P.	301
Extrait d'entretien 31 - Déscolarisation et emploi agricole dans le discours d'Hugo L.	303
Extrait d'entretien 32 - Représentation sexuée de la qualité de l'emploi dans le discours d'Ana D.	308
Extrait d'entretien 33 - Le parcours professionnel, un compromis entre les avantages et les inconvénients des emplois accessibles dans le discours de Jéssica C.	311
Extrait d'entretien 34 - Représentation du quartier de résidence dans le discours d'Ana D.	319
Extrait d'entretien 35 - Moyen de locomotion et rapport à la distance dans le discours d'Ana D.	324
Extrait d'entretien 36 - Mobilité résidentielle dans le discours de Daniela E.	327
Extrait d'entretien 37 - Attachement aux relations sociales de proximité à travers la mobilité résidentielle dans le discours de Gonzalo A.	328
Extrait d'entretien 38 - Une territorialité centrée sur le lieu de résidence plus que sur le quartier dans le discours de Jéssica C.	330
Extrait d'entretien 39 - Réactivation constante du réseau professionnel dans le discours de Mauro F.	333
Extrait d'entretien 40 - Justification du contrôle des naissances dans le discours de Jéssica C.	356
Extrait d'entretien 41 - Scolarisation et ouverture potentielle de la carrière dans les discours de Nadia S. et Lorena S.	356
Extrait d'entretien 42 - Désir des enfants et poursuite de la scolarité dans le discours d'Oscar L.	357
Extrait d'entretien 43 - Projets ancrés et projets flous dans le discours de Nadia S. et Lorena S.	359
Extrait d'entretien 44 - La gestion rigoureuse, une stratégie dans le discours d'Oscar L.	360
Extrait d'entretien 45 - Le coût de la scolarisation dans le discours d'Ana D.	361
Extrait d'entretien 46 - Coût de la vie et projets dans le discours de Nelly Q.	362
Extrait d'entretien 47 - Éléments de la gestion rigoureuse dans le discours de José G.	363
Extrait d'entretien 48 - Pluriactivité au sein du couple dans le discours de Nelly Q.	364
Extrait d'entretien 49 - Logique de résignation dans la mobilité professionnelle dans le discours de Luis Alfredo M.	367
Extrait d'entretien 50 - Satisfaction et reconnaissance des qualités de l'emploi dans le discours de Violeta D.	368
Extrait d'entretien 51 - Variation saisonnière des conditions de vie dans le discours de Karina G.	372
Extrait d'entretien 52 - Disjonction avant/maintenant dans les opportunités d'emploi dans le discours de Víctor B.	377
Extrait d'entretien 53 - Pluralité du rôle familial de la femme dans le discours de Daniela E.	382
Extrait d'entretien 54 - Mobilité à longue distance dans le discours d'Hugo L.	385
Extrait d'entretien 55 - Construction précoce de la famille et interruption des plans professionnels dans le discours de Juan R.	388
Extrait d'entretien 56 - Le retour à la formation, un passage obligé pour transformer les conditions de vie familiale dans le discours de Lourdes P.	389
Extrait d'entretien 57 - Distance avec l'activité actuelle dans le discours de Juan R. et Inés P.	390
Extrait d'entretien 58 - Satisfaction relative dans le travail et caractère provisoire de l'emploi dans le discours de Lourdes P.	391
Extrait d'entretien 59 - La faible valorisation du travail agricole dans le discours d'Ebert P.	394
Extrait d'entretien 60 - Ambiguïté dans le choix entre l'emploi salarié et le travail indépendant dans le discours d'Alejandro G.	396
Extrait d'entretien 61 - Relation salariale inégalitaire et choix du travail indépendant dans le discours d'Alfredo Gabriel P.	397
Extrait d'entretien 62 - Célibat et absence de responsabilités familiales dans le discours d'Ana P.	403
Extrait d'entretien 63 - Échappatoire individuelle à la situation de vulnérabilité économique familiale dans le discours de Miguel Angel P.	404
Extrait d'entretien 64 - Transition de la logique d'insouciance vers une logique de gestion économe de l'argent dans le discours d'Alicia P.	405
Extrait d'entretien 65 - Une stabilité éphémère et contrainte dans le discours d'Ana P.	406
Extrait d'entretien 66 - Absentéisme régulier dans le discours de Miguel Angel P.	406

Table des annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien avec les producteurs	449
Annexe 2 : Schèmes spécifiques de l'entretien d'Hugo V. (zone hortifruiticole de Salto, 2007).....	450
Annexe 3 : Loi n° 10.809 du 16 octobre 1946 sur le statut des salariés agricoles	451
Annexe 4 : Loi n° 14.785 du 19 mai 1978 sur le statut des salariés agricoles.....	456
Annexe 5 : Loi n° 18.441 du 24 décembre 2008 sur la durée quotidienne du travail et les congés dans l'activité agropastorale	458
Annexe 6 : Répartition des travailleurs selon leurs caractéristiques socio-démographiques et leurs activités professionnelles	460
Annexe 7 : Guide d'entretien avec les salariés	467
Annexe 8 : Schème spécifique du discours sur l'univers professionnel de l'entretien avec Oscar L. (Salto, 2007)	468
Annexe 9 : Répartition des salariés selon les logiques typiques qui fondent leurs discours.....	469
Annexe 10 : Travailleurs rencontrés à Salto et Las Piedras entre 2006 et 2008	470